LA NOUVELLE VILLE TRADITIONNELLE
GEOGRAPHIES D'UN MODELE URBAIN MOBILE

Thèse de doctorat présentée à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines

Institut de Géographie - Université de Neuchâtel

pour l'obtention du grade de docteur en sciences humaines et sociales
par

Blaise Dupuis

Soutenue le 15 novembre 2017 à l'Université de Neuchâtel

Mention : *summa cum laude*

Acceptée sur proposition du jury

Directeur de thèse
Professeur Ola Söderström, Université de Neuchâtel

Rapporteurs
Pierre Chabard, Maître-assistant à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-la-Villette
Cynthia Ghorra-Gobin, Directrice de recherche au CNRS, Paris
Jacques Lévy, Professeur à l'Ecole Polytechnique Fédérale, Lausanne

unine
UNIVERSITÉ DE
NEUCHÂTEL

Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Espace Louis-Agassiz 1
CH - 2000 Neuchâtel
Tél : +41 (0)32 718 17 00
Fax : +41 (0)32 718 17 71
secretariat.lettres@unine.ch

IMPRIMATUR

La Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Neuchâtel, sur les rapports de M. Ola Söderström, directeur de thèse, professeur à l'Université de Neuchâtel ; M. Pierre Chabard, maître-assistant, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-la-Villette ; Mme Cynthia Ghorra-Gobin, directrice de recherche, CNRS, Paris ; M. Jacques Lévy, professeur, Ecole Polytechique Fédérale, Lausanne, autorise l'impression de la thèse présentée par M. Blaise Dupuis en laissant à l'auteur la responsabilité des opinions énoncées.

Neuchâtel, le 15 novembre 2017

Le doyen
Pierre Alain Mariaux

REMERCIEMENTS

Sans le concours de nombreuses personnes, ce travail n'aurait pu voir le jour. Mes remerciements vont en premier lieu à mon directeur de thèse, le professeur Ola Söderström, pour ses conseils, son soutien et la confiance accordée tout au long de ces années de recherche et d'écriture. L'environnement stimulant dans lequel j'ai travaillé a favorisé de nombreux échanges, et je remercie également mes collègues de l'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel, en particulier Roger Besson, Laurence Crot, Raoul Kaenzig, Sophie Marchand, Clémence Merçay, Etienne Piguet, Rafaelle Poli, Patrick Rérat, Valérie Sauter et Romaric Thiévent, ainsi que mes collègues du Programme doctoral de géographie de Suisse romande.

J'ai pu bénéficier d'une bourse de chercheur débutant, octroyée par le Fonds National Suisse de la recherche scientifique (FNS), qui m'a permis de poursuivre ma thèse au sein de la *Royal Holloway, University of London.* À cet égard, je remercie les professeurs Tim Cresswell et David Gilbert du Département de géographie de la *Royal Holloway*, ainsi que les professeurs et doctorants du *Landscape Surgery Group* pour leur accueil chaleureux et leurs conseils avisés.

Plus généralement, je souhaite remercier les professeurs, maîtres-assistants, maîtres de conférences ou architectes qui ont pu, une fois ou l'autre, discuter de mes recherches : Puspha Arabindoo, Béatrice Bochet, Sandro Cattacin, Pierre Chabard, André Corboz, Bernard Debarbieux, Gil Delages, Boris Grésillon, Anthony King, Ute Lehrer, Jacques Lévy, Eugene McCann, Jennifer Robinson, Stéphane Sadoux, Pierre-Yves Saunier, Jean-François Staszak et Eric Verdeil. Ma famille et de nombreux amis sont également à remercier pour leur aide ou leurs pensées, en particulier : Yoann Bernard, Alex Billeter, Jérôme et Chinye Billeter, Melina Brede, Géraldine Chauvin, Aurèle Dupuis, Catherine Dupuis-Chevalley, Denise Dupuis (†), Juliette Dupuis, Michel Dupuis, John Galvin, Lionel Grivet, Alojz (†) et Florence (†) Kunik, Damien Kunik, Valentin Kunik, Ana Madeira Marques Dupuis, Lisa Mazzone, Patrick Naef, David Simonnin, Martin Spanoghe et Philip Von Düring. Toute ma gratitude va à mes deux enfants nés durant cette thèse, Jaime et Benjamin, dont le sourire et la tendresse m'ont poussé à terminer ce long travail.

Finalement, c'est grâce à la disponibilité des nombreux interlocuteurs avec qui je me suis entretenu que cette thèse a pu être écrite[1]. Bien entendu, les interprétations que j'ai pu faire de ces entretiens et les opinions plus générales exprimées dans le cadre de cette thèse n'engagent que ma personne.

[1] La liste des entretiens que j'ai menés se trouve en annexe, page 378.

RESUME

Cette thèse s'intéresse à la mondialisation de l'urbanisme et, plus particulièrement, au façonnement transnational des modèles urbains. Reliant les villes autour d'une excellence qui est du moins source d'inspiration, sinon d'imitation, les modèles urbains véhiculent un idéal spatial visant universellement à la transformation de la société. L'ambition de cette recherche est de comprendre le régime circulatoire de tels modèles à travers leurs logiques d'émergence (les laboratoires où ils sont testés), d'extension (les réseaux où ils circulent) et d'adoption (les sites où ils se matérialisent) dans le but de saisir comment des flux d'idées et des formes urbaines concourent à redéfinir la conception et la planification des villes contemporaines.

Au centre de cette analyse se trouve un mouvement de réforme urbaine ayant pour ambition de bâtir mondialement des nouvelles villes traditionnelles. L'idéal de la ville européenne préindustrielle sert de modèle aux membres de ce mouvement. La cause qu'ils défendent ne s'arrête pas à promouvoir des quartiers « authentiques », denses et diversifiés ; elle se poursuit avec l'application des enseignements de l'architecture classique et vernaculaire. Depuis les années 1980, ce modèle dit néo-traditionnel a connu de nombreuses adaptations dans le cadre de près de 500 développements urbains, tout en circulant entre les institutions dirigées par le Prince de Galles et le Congrès américain pour le Nouvel Urbanisme ainsi qu'à travers des réseaux supranationaux réunissant plus de 5'000 personnes.

La compréhension de ce régime circulatoire s'inscrit dans le récent champ de recherche sur les nouvelles formes de mobilité, portant sur les politiques publiques et les formes urbaines façonnées par la mondialisation. Ces ressources théoriques permettent d'envisager les modèles urbains comme produits par des - et producteurs de - relations interurbaines transformant les collectifs qui les exportent et qui les importent. Méthodologiquement, cette recherche a recours à l'ethnographie multi-site qui consiste à suivre des acteurs, des stratégies et des récits engagés dans des processus translocaux. Le corpus principal est constitué de près de 50 entretiens approfondis avec les promoteurs et les concepteurs du modèle néo-traditionnel, d'observations *in situ* en France, en Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis ainsi que de l'analyse de contenu des chartes d'urbanisme, des standards d'aménagement et des autres textes représentatifs du néo-traditionalisme. Ces données permettent de comparer la diversité des relations interurbaines, leur spécificité et leur évolution dans le temps, entre les villes et les institutions que les architectes néo-traditionalistes ont créées de part et d'autre de l'Atlantique.

Méprisé par les avant-gardes, considéré comme kitsch et réactionnaire, le modèle d'une nouvelle ville traditionnelle circule internationalement depuis une quarantaine d'année mais peine à gagner en mondialité. Analyser ses espaces de circulation selon une perspective comparative permet de mettre en exergue les résultats suivants. Premièrement, la création des laboratoires du modèle néo-traditionnel n'a été possible qu'en raison d'un considérable travail de résistance à la critique architecturale et d'intéressement des milieux économiques et politiques. Les places fortes du néo-traditionalisme se sont renforcées grâce à l'adoption de principes partagés dénonçant l'héritage du Mouvement Moderne, l'engagement persuasif de ses chefs de file, notamment les architectes Léon Krier et Andrés Duany ainsi que le Prince de Galles, et la création de standards d'aménagement structurant l'harmonie du cadre bâti, l'esthétique de son architecture et la régularité de ses espaces publics.

Deuxièmement, les laboratoires précédemment construits au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ont tenté de mener un programme international de réforme urbaine en se remettant à des agents de transfert qui ont connecté les divers sites relationnels du mouvement. Les réseaux supranationaux ainsi construits n'ont cependant pas pu se stabiliser. Certains ont cessé leurs activités au profit de collectifs décentralisés, d'autres ont finalement été rattachés aux laboratoires originels. En définitive, les réseaux néo-traditionalistes apparaissent comme fragmentés, leurs groupes isolés et leurs centres concentrés sur l'axe transatlantique anglophone.

Troisièmement, l'édification de nouvelles villes traditionnelles produit des environnements extrêmement contrôlés, tant morphologiquement qu'esthétiquement, et peu évolutifs. La gouvernance en est transformée, tout comme les coalitions d'intérêt des acteurs en charge du développement urbain. Quatre conditions sont nécessaires pour que le modèle néo-traditionnel puisse s'ancrer spatialement de manière durable : une maîtrise foncière totale, des finances publiques conséquentes, un contrôle sur le long terme de la conception et un maître d'ouvrage visionnaire et volontariste. Ces conditions permettent aux architectes néo-traditionalistes de bâtir des villes exemplaires, mais limitent toutefois leur champ d'action pour réformer globalement l'urbanisme et l'architecture. En définitive, la faible mondialité du mouvement néo-traditionaliste s'explique par des laboratoires centrés sur leurs espaces nationaux, par des réseaux peu étendus et fragmentés et par des sites aux conditions d'adoption contraignantes.

Mots-clés : Modèle urbain, mobilité, néo-traditionalisme, Nouvel Urbanisme, réforme urbaine

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS V

RESUME VII

TABLE DES FIGURES XIII

TABLE DES ENCADRES XV

ACRONYMES XVII

AVANT-PROPOS

LES ENJEUX DE LA MOBILITE DU MODELE NEO-TRADITIONNEL 1

INTRODUCTION

NEW TOWN, OLD WAYS 7

DU NOUVEL URBANISME AU MOUVEMENT NEO-TRADITIONALISTE 11

Un modèle mobile 13

Aux marges de l'architecture et de l'urbanisme 17

LABORATOIRES, RESEAUX ET FORMES D'UN MODELE URBAIN 21

CHAPITRE I

MODELES MOBILES 25

D'UNE SOCIETE CRITIQUEE A UN ESPACE MODELE 27

Modèle urbain et néo-traditionalisme 28

Un urbanisme guérisseur 30

Les modèles culturaliste et progressiste 33

Réformer internationalement la société 37

URBANISME MOBILE ET EXPERTISES NOMADES 44

L'intensification des échanges culturels 45

Les politiques urbaines mobiles 50

Espaces et acteurs de l'urbanisme mobile 56

LE REGIME CIRCULATOIRE DES MODELES URBAINS 61

Laboratoires : résister et intéresser 66

Réseaux : connecter et délimiter 68

Formes : normer et gérer 72

SUIVRE LES CHEMINS, COMPARER LES TERRAINS 75

L'ethnographie multi-site : suivre les modèles 75

Comparatisme urbain : relier les terrains 79

Résumé du cadre analytique et des terrains d'étude 84

CHAPITRE II

LABORATOIRES **87**
UNE GEOHISTOIRE DES LABORATOIRES URBAINS 89
DE LA CITE-JARDIN A L'ARCHITECTURE URBAINE 94
Unité de voisinage et ingénierie sociale 95
Contre le fonctionnalisme, l'architecture de la ville historique 102
L'architecture douce de Port-Grimaud 106
LA RECONSTRUCTION DE LA VILLE EUROPEENNE 110
Luttes urbaines et contre-projets 110
La ville dans la ville 114
Un éphémère mouvement 120
LA RENAISSANCE URBAINE SELON LE PRINCE CHARLES 126
Le Mouvement des villages urbains 130
L'orthodoxie princière 140
Former à la réforme 146
LE NEO-TRADITIONALISME AMERICAIN 157
Ré-imaginer les banlieues 158
Le Congrès pour le Nouvel Urbanisme 162
Les standards TND : Seaside et Celebration 172
SYNTHESE : LES PLACES FORTES D'UN MODELE REACTIONNAIRE 205

CHAPITRE III

RESEAUX **211**
DES ESPACES DE CIRCULATION A MONDIALITE VARIABLE 215
LA STRUCTURATION DE RESEAUX SUPRANATIONAUX 227
AVOE : « Ex Tenebris Lux » 230
Une croisade transatlantique *231*
Pour une nouvelle renaissance *234*
INTBAU: « One world, many traditions » 236
Mondialisation et traditions *236*
Un réseau supranational *240*
CEU: « Continuing the effort overseas » 243
La prise de pouvoir des classicistes *245*
Un fragile mouvement européen *250*
LES RECONFIGURATIONS DU MODELE 257
De la tradition à l'identité 258
Les villes éco-compactes 260
SYNTHESE : DES RESEAUX FRAGMENTES ET PEU ETENDUS 269

CHAPITRE IV

FORMES **275**
GOUVERNER L'EXEMPLARITÉ URBAINE 278
POUNDBURY, UN VILLAGE URBAIN 282
Contrôler l'emblématique 287
La gestion de l'harmonie 292
LE VAL D'EUROPE, UNE VILLE NOUVELLE 298
L'Etat et Walt Disney 300

La célébration du néo-classicisme 304
HEULEBRUG, UNE CITE-JARDIN 315
Un cheval de Troie 319
Réinventer le vernaculaire 325
SYNTHESE : ADOPTION ET ADAPTATION D'UN MODELE MALEABLE 334

CONCLUSION

TURBULENCES 337
THEORISER LE REGIME CIRCULATOIRE DES MODELES URBAINS 338
COMPARER LES ARENES DU NEO-TRADITIONALISME 341
UN MOUVEMENT D'URBANISME POLARISE ET POLARISANT 346
POLITIQUE DU NEO-TRADITIONALISME ET MONDIALISATION DE L'URBANISME 349

BIBLIOGRAPHIE 355
SOURCES SCIENTIFIQUES RELATIVES A LA THESE 356
SOURCES RELATIVES AU CORPUS DU MOUVEMENT NEO-TRADITIONALISTE 373

ANNEXES 377
ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS 378
ANNEXE 2 : CHARTES ET DECLARATIONS 381
1978 : la Déclaration de Bruxelles 381
1991 : les Principes d'Ahwahnee 382
1996 : la Charte pour une nouvelle renaissance urbaine 384
1996 : la Charte du Nouvel Urbanisme 385
2001 : la Charte de l'INTBAU 386
2003 : la Déclaration de Bruges 386
2003 : la Charte pour un urbanisme européen 386
2008 : les Règles d'une architecture et d'un urbanisme durables 391
2009 : le Manifeste pour des villes éco-compactes 398
2011 : la Déclaration de Queen Square 399
ANNEXE 3 : STANDARDS ET REGULATIONS 400
Les standards de l'aménagement d'un quartier traditionnel 400
Plan directeur et code urbain de Seaside 420
Extrait du pattern-book de Celebration 440
Les lignes directrices de Poundbury 448
Extrait des directives du quartier du Parc, Val d'Europe 460
Extrait des directives de Heulebrug 466

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Les fondateurs du Nouvel Urbanisme 8
Figure 2 : Seaside, un plan urbain singulier 11
Figure 3 : Seaside, une échelle piétonne comme alternative à l'automobile 12
Figure 4 : Poundbury, un village urbain issu d'expertises transatlantiques 16
Figure 5 : Le régime circulatoire des modèles urbains 65
Figure 6 : Résumé du cadre analytique : questions, axes, comparaisons et méthodes 85
Figure 7: Prototypes, porte-parole et collectifs du modèle néo-traditionnel 93
Figure 8 : La ville sociale et le plan d'Hampstead Garden Suburb (extrait) 96
Figure 9 : Le plan radioconcentrique de Radburn selon Wright et Stein 97
Figure 10 : L'unité de voisinage selon Clarence Perry et le quartier selon DPZ 98
Figure 11 : Port-Grimaud, le long du canal du Nord 107
Figure 12 : Contre-projet de Sefik Birkiye et Gilbert Busieau 114
Figure 13 : La cité, du public au privé 118
Figure 14 : Du zonage aux communautés urbaines 119
Figure 15 : La rue de Laeken, Bruxelles 124
Figure 16 : Greenville, un village urbain idéal 134
Figure 17 : Les principes de conception des villages urbains 135
Figure 18 : Un quartier intégré et diversifié selon l'*Urban Task Force* 138
Figure 19 : La matrice du capital communautaire 143
Figure 20 : « The Prince's House », prototype d'habitat durable 155
Figure 21 : Civic Plaza au cœur du quartier de Columbia Heights 174
Figure 22 : Évolution des projets du Nouvel Urbanisme à l'échelle du quartier 175
Figure 23 : Développement des *suburbs* au regard des quartiers traditionnels 178
Figure 24 : Habitations mitoyennes sur Main Street, Kentlands 179
Figure 25 : Première version du plan de Seaside, bureau Arquitectonica 184
Figure 26 : Deuxième version du plan de Seaside, bureau DPZ & Company 184
Figure 27 : Le plan de Seaside revu par Léon Krier 185
Figure 28 : Krier Walks, un tracé pédestre à l'arrière des habitations 185
Figure 29 : Krier House, 84 Tupelo Street 186
Figure 30 : Version définitive du plan de Seaside, DPZ & Company 186
Figure 31 : Tester le code de Seaside, maquette de Dhiru Thadani et ses étudiants .. 187
Figure 32 : Yellow House, 34 Tupelo Street, type VI 187
Figure 33 : Seven Oaks, 81 Seaside Avenue, type IV 188
Figure 34 : Privatiser l'accès à la plage, Tupelo Pavillon 192
Figure 35 : L'hôtel de ville et la poste de Celebration sur Market Square 196

Figure 36 : Une résidence bâtie selon le style côtier sur Celebration Avenue 196
Figure 37 : Market Street, la rue commerçante de Celebration 197
Figure 38 : Densifier le centre-ville à travers des logements mitoyens 199
Figure 39 : Réintroduire l'allée, libérer les voies principales du parking 199
Figure 40 : Projet « Quartier am Tacheles », vue sur Oranienburger Strasse (Berlin) 219
Figure 41 : Les projets, réalisés ou non, de DPZ & Company à l'étranger 219
Figure 42 : Connecter les institutions internationales, délimiter la doctrine 228
Figure 44 : Les 16 groupes nationaux de l'INTBAU 241
Figure 45 : Localisation des 88 projets retenus dans le cadre du prix Rotthier 2008... 260
Figure 45 : La cité-jardin du Plessis-Robinson en 1989 263
Figure 46 : Une banlieue pittoresque aux références néo-classiques 263
Figure 48 : La « métropole traditionnelle », collage des lauréats du prix Rotthier 268
Figure 49: Poundbury, des premières esquisses à la réalité (1988-2012) 284
Figure 50: Un plan valorisant la conception architecturale 284
Figure 51: Poundbury, première et seconde phases de développement 286
Figure 52: Parking et perméabilité au sein des cours intérieures 290
Figure 53: Une maison-sentinelle sur Taviton Court 290
Figure 54: Vue aérienne du Val d'Europe en 1990 et en 2009 299
Figure 55: Les architectes internationaux du centre urbain du Val d'Europe 303
Figure 56: « Le Cour Royal » de l'îlot « Le Carré Elysée » 306
Figure 57: Rétrocession des espaces verts dans le quartier de la gare 308
Figure 58: Plan à terme du centre urbain, extrait du plan directeur du Val d'Europe... 309
Figure 59: La Place de Toscane, à l'arrière-plan, le Centre Commercial International 310
Figure 60: La Villa Médicis du Val d'Europe 310
Figure 61: Heulebrug, d'un plan conventionnel à un nouveau quartier traditionnel 320
Figure 62: Traitement d'angles et variation de la chaussée sur la rue de Toplicht 324
Figure 63: Perspective sur la place centrale d'Heulebrug 326
Figure 64: Types de façade à imiter extraites du *Precedent Book* d'Heulebrug 329
Figure 65: Heulebrug, ses architectes internationaux et ses bâtiments exemplaires . 331

TABLE DES ENCADRES

Encadré 1: Les architectes à l'origine du renouveau du modèle culturaliste 90
Encadré 2: La rue de Laeken, un laboratoire pour les jeunes architectes européens . 125
Encadré 3: Upton, un projet pionnier..... 152
Encadré 4: « Original green », la maison idéale du Prince 154
Encadré 5: TOD, un métro comme catalyseur des transformations urbaines..... 173
Encadré 6: Kentlands, la première expérience TND à grande échelle 180
Encadré 7: Les architectes des réseaux supranationaux..... 214
Encadré 8: Construire au centre-ville, le projet avorté du « Quartier am Tacheles »... 220
Encadré 9: La « cité-jardin » du Plessis-Robinson..... 264
Encadré 10: Poundbury, Val d'Europe et Heulebrug : trois formes emblématiques 281
Encadré 11: L'évaluation de Poundbury par ses habitants 295
Encadré 12: Mythogenèse au Val d'Europe 311

Conventions d'écriture

Les mots de l'urbanisme sont autant de traces culturelles ; les traduire d'un contexte à un autre, c'est trahir les spécificités d'une discipline construite avant tout par et pour une société. Ainsi, des mots tels que *neighborhood, community* ou *streetscape* ont un sens particulier dans leur contexte d'origine et cela sera discuté autant que possible au cours de cette recherche. Cependant, afin de faciliter la lecture, la plupart de ces mots sont traduits en français. Le *New Urbanism*, qui est au cœur de mon analyse et bien qu'il représente en soi une spécificité nord-américaine, est traduit tout au long du travail par « Nouvel Urbanisme » à des fins de commodités.

Les citations d'auteur sont entre guillemets, et les citations issues d'entretiens sont en italique, entre guillemets. Lorsque ces citations sont en langue étrangère, je les ai moi-même traduites, la version originale se trouvant en note de bas de page. Les articles de presses, les documents urbanistiques et les sites Internet sont mentionnés en note de bas de page ; seuls les ouvrages, parties d'ouvrage et articles de revues scientifiques sont mentionnés dans la bibliographie. Celle-ci distingue les sources académiques relatives à la présente thèse du corpus spécifique aux membres du mouvement néo-traditionaliste.

En annexe se trouvent les principales chartes et déclarations d'intention du mouvement néo-traditionaliste, ainsi que des extraits des standards et des régulations d'aménagement de cinq nouvelles « villes » traditionnelles : Seaside et Celebration (Etats-Unis), Poundbury (Grande-Bretagne), le Val d'Europe (France) et Heulebrug (Belgique).

Les unités de mesure sont écrites selon le système international d'unités.

ACRONYMES

AAM	Archives d'Architecture Moderne
ACNU	Australian Council for New Urbanism (Conseil australien pour un Nouvel Urbanisme)
ARAU	Atelier de Recherche et d'Action Urbaine
AVOE	Association A Vision of Europe
CC	Label Community Capital
CEU	Council for European Urbanism (Conseil pour l'urbanisme européen)
CIAM	Congrès Internationaux d'Architecture Moderne
CNU	Congress for the New Urbanism (Congrès pour le Nouvel Urbanisme)
DPZ	Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk
ED SCA	Euro Disney, Société en Commandite par Action
ECCN	Eco-Compact Cities Network (Réseau des villes éco-compactes)
EPA	Etablissement Public d'Aménagement
ESUA	European School of Urbanism and Architecture (Ecole européenne d'architecture et d'urbanisme)
HPC	Heulebrug Planningscomité (Comité d'aménagement d'Heulebrug)
ICA&CA	Institute of Classical Architecture & Classical America (Institut pour une architecture et une Amérique classique)
INTBAU	International Network for Traditional Building, Architecture and Urbanism (Réseau international pour la construction, l'architecture et l'urbanisme traditionnels)
MANCO	Poundbury management companies (Sociétés de gestion privée de Poundbury)
MIU	Movement for Israeli Urbanism (Mouvement pour un urbanisme israélien)
PFBE	Prince's Foundation for the Built Environment (Fondation du Prince pour l'environnement construit)
PWIA	Prince of Wales Institute of Architecture (Institut d'architecture du Prince de Galles)
RIBA	Royal Institue of British Architects (Institut royal des architectes britanniques)
SAN	Syndicat d'Agglomération Nouvelle
SCR	Seaside Community Realty (agence immobilière de la communauté de Seaside)
SDAU	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
TAG	Traditional Architecture Group (Groupe pour une architecture traditionnelle)
TND	Traditional Neighborhood Development (Aménagement de quartiers traditionnels)
TOD	Transit-Oriented Development (Planification des transports publics et privés)
UVG	Urban Village Group (Groupe pour les villages urbains)
WDC	The Walt Disney Company (Entreprise Walt Disney)
WDDC	West Dorset District Council (Conseil régional du Dorset Ouest)
WVI	West-Vlaamse Intercommunale (Intercommunale de Flandre Occidentale)

« L’urbain est le champ de l’instable et du mouvement qui déplace les lignes, du remaniement, de l’invention, du mélange, du passage des limites qu’on s’acharne pourtant, en même temps, à ériger en frontières étanches, comme on s’acharne à produire des espaces urbanisés de plus en plus standardisés, à normer les pratiques, tout en défendant le principe de l’exceptionnalité des goûts et actions des individus. Et ce branle incessant s’accompagne de récits des acteurs qui, en ce qui les concerne, déclarent souvent aspirer à la permanence, à la douce certitude de l’immuabilité des us et coutumes, à la pureté des origines et des entourages, à la sécurité des barrières et à l’assurance des bornages, alors que leurs actes, au quotidien, construisent un univers fluctuant et incertain. Parce qu’il est baroque et contradictoire, l’urbain, au bout du compte, n’est rien d’autre qu’humain. »

Michel Lussault (2007: 344)

AVANT-PROPOS

LES ENJEUX DE LA MOBILITE DU MODELE NEO-TRADITIONNEL

C'est désormais un lieu commun que d'introduire toute recherche sur les transformations des villes contemporaines sous l'angle de la démesure d'une urbanisation s'étendant à l'échelle de la planète. En 2008 et pour la première fois de son histoire, plus de la moitié de la population mondiale vit en ville selon les Nations-Unies. Cette « condition urbaine » inédite (Mongin, 2005) bouleverse les référents qui constituaient une ville en tant qu'entité circonscrite où le couple *urbs* (la forme urbaine et architecturale) et *civitas* (les relations sociales et les liens politiques) n'avaient pas encore consommé leur divorce (Choay, 2006b). Encore faudrait-il s'accorder sur le champ lexical mobilisé pour saisir, au Nord comme au Sud, cette nouvelle réalité urbaine. « Ville franchisée » (Mangin, 2004), « *Zwischenstadt* » (Sieverts et Deluze, 2004), « Hyperville » (Corboz, 2001), « Métapolis » (Ascher, 2002), « *Città diffusa* » (Secchi, 2006), « Ville générique » (Koolhaas et al., 2000), « Bidonville global » (Davis, 2006), etc. : autant de termes qui tentent de rendre compte des mots et des maux du « règne de l'urbain» (Choay, 2006b).

Penser l'urbain pour mieux panser la ville, sans doute est-ce là le thème d'un nécessaire « débat planétaire » (Lévy, 1997) sur les formes de l'urbanité contemporaine, tant pour les chercheurs qui se penchent à son chevet que pour les praticiens qui

l'opèrent. Mais lorsque le débat devient affaire de doctrine, de goût ou de style - comme c'est généralement le cas en architecture – il s'apparente à une Tour de Babel où chacun défend sa langue sans comprendre celle de l'autre. « Parce qu'il est baroque et contradictoire, l'urbain, au bout du compte, n'est rien d'autre qu'humain » rappelle Michel Lussault (2007: 344).

Parmi les controverses qui façonnent depuis plus d'un siècle le champ de l'urbanisme se trouve un mouvement ayant pour ambition de bâtir globalement des *nouvelles villes traditionnelles*. L'oxymore est assumé : dessiner l'urbanisme du futur en recréant les morphologies du passé, vendre mondialement une architecture prétendument locale. Le champ lexical que le mouvement utilise pour comprendre l'actuelle urbanisation du monde n'est rien d'autre que celui de l'immuabilité des traditions architecturales et urbanistiques. En effet, ses membres trouvent dans le passé les remèdes aux maux des villes de demain. L'idéal de la ville européenne préindustrielle leur sert de modèle. La cause qu'ils défendent ne s'arrête pas à promouvoir la densité et la diversité de l'espace bâti, déjà valorisées par la *doxa* actuelle du développement durable ; elle se poursuit avec l'étude et l'application des enseignements de l'architecture classique et vernaculaire. Aux métropoles dispersées, ils opposent et proposent des quartiers aux limites clairement définies ; aux gratte-ciels faits d'acier et de béton, des maisons faites de bois et de briques. Au sein de la Tour de Babel de l'urbanisme, leurs actes et leurs discours sont en butte avec la majorité des écoles d'architectures et des politiques urbaines contemporaines.

Méprisé par les avant-gardes, considéré comme kitsch et réactionnaire, le modèle d'une nouvelle ville traditionnelle circule pourtant depuis une quarantaine d'année à travers le monde. C'est de ces conditions de circulation - entre des personnes et des groupes, entre des villes et des pays - dont il est question dans cette thèse de doctorat. Et, plutôt que de traiter de l'urbanisation du monde, cette recherche s'intéresse à la mondialisation de l'urbanisme et, plus particulièrement, au façonnement d'une doctrine urbanistique à travers des espaces transnationaux.

Le modèle néo-traditionnel est marginal par rapport à d'autres conceptions contemporaines de l'architecture et de l'urbanisme et c'est pour cette raison que j'ai choisi d'étudier sa géographie, certes étendue mais fragmentée. En effet, sa marginalité fait qu'il est méthodologiquement plus aisé de suivre ses traces et les controverses qui émaillent son parcours. Établis en Europe et aux États-Unis, les partisans du modèle ont dû construire eux-mêmes les mécanismes nécessaires à sa circulation: ils ont bâti des quartiers ou des villes exemplaires, créé des écoles d'architectures, fondé des institutions, écrit des chartes, instauré des prix d'architecture et d'urbanisme, milité auprès des gouvernements… Bref, ce modèle mobile suit des trajectoires spatiales particulières au gré de l'engagement social et professionnel de ses partisans, tous décidés

à mener ensemble un programme mondial de réforme urbaine en dépit des défiances qu'ils rencontrent auprès de leurs collègues, des autorités publiques ou des investisseurs privés.

La géographie du modèle néo-traditionnel se décline donc au pluriel, tant au niveau de ses modalités de traduction que de ses effets sur les formes et les politiques urbaines. Dans le cadre de cette thèse, j'analyse comment le modèle néo-traditionnel façonne, et est façonné par, la circulation accrue des architectes et de leurs connaissances. Et de manière plus générale, cette recherche porte sur les différents espaces de circulation d'un modèle urbain – c'est-à-dire les laboratoires où il est testé, les réseaux où il circule et les sites où il est adopté – dans le but de saisir comment des flux d'idées et des formes urbaines concourent à structurer un mouvement d'urbanisme et, finalement, à redéfinir la conception et la planification des villes contemporaines.

Cette approche circulatoire des modèles urbains que je propose procède de quatre enjeux scientifiques. Le premier est relatif aux champs de recherche dans lesquels s'inscrit cette thèse, le deuxième à la notion de modèle urbain, le troisième au mouvement néo-traditionaliste et le quatrième à la méthodologie que j'ai employée pour analyser les géographies dudit mouvement et de son modèle.

Premièrement, je mobilise dans le cadre de cette thèse différentes ressources théoriques : analyse de contenu des textes instaurateurs de l'urbanisme, histoire sociale des mouvements réformateurs, géographie de la mondialisation culturelle, étude des politiques urbaines mobiles et sociologie de la traduction. Loin d'être hétéroclites ou antinomiques, ces apports m'ont été nécessaires pour saisir les dimensions circulatoires d'un modèle urbain, respectivement: la stabilisation textuelle des valeurs sociales et des figures spatiales d'un modèle, l'institutionnalisation de l'urbanisme comme instrument de réforme sociale, la mondialisation des pratiques architecturales et ses effets sur les formes urbaines, les conditions à la mobilité de solutions d'action publique et les mécanismes de formation de réseaux sociotechniques. L'ambition de la présente étude est de regrouper dans un même ensemble interprétatif les théories permettant d'analyser ce que je nomme le régime circulatoire des modèles urbains, soit leur (im)mobilité au sein de laboratoires, de réseaux et de formes urbaines. Un tel régime n'a été étudié que de manière segmentée au sein de la littérature scientifique. Certes, le récent champ de recherche sur les politiques mobiles permet de comprendre à la fois territorialement et relationnellement la transformation des villes contemporaines – c'est-à-dire en considérant leur logique interne mais aussi leurs relations externes – mais un tel champ n'insiste pas suffisamment selon moi sur la matérialité-même de celles-ci, façonnée par des récits, des expertises et des pratiques nomades.

Deuxièmement et dans la continuité de ce qui précède, une autre plus-value de mon travail est de considérer un modèle urbain comme produit par des - et producteur de - relations interurbaines, plus ou moins intenses et plus ou moins étendues. Bien que sa substance subisse des transformations variées au cours de ses voyages, un modèle n'en conserve pas moins l'idéal réformateur qui l'anime. Utopie spatialisée infiniment reproductible, il vise universellement à la transformation de la société. L'enjeu d'une analyse des modèles mobiles est donc d'identifier les échanges qui donnent lieu aux conceptions du moins idéologiques, sinon politiques, d'une nouvelle et meilleure société urbaine. Le modèle néo-traditionnel s'inscrit dans la continuité des deux principaux modèles qui ont marqué les utopies urbaines du XX^{e} siècle : le modèle culturaliste de la cité-jardin que les architectes néo-traditionalistes revalorisent et le modèle progressiste de la ville radieuse qu'ils rejettent. Plus globalement, la mobilité qui l'anime préfigure la circulation d'autres modèles contemporains, plus souples et évolutifs, tels que les modèles de la ville durable, de la ville créative ou encore de la ville intelligente.

Troisièmement et par rapport à ces derniers modèles, le mouvement qui porte le modèle néo-traditionnel est marginal au sein d'un marché mondial concurrentiel des « bonnes pratiques » en matière d'aménagement urbain. Analyser le néo-traditionalisme permet donc de mettre plus facilement en exergue ses espaces de circulation isolés et peu nombreux. Certains de ces espaces ont été analysés dans quelques travaux scientifiques, mais ceux-ci ont adopté une lecture linéaire de la diffusion du modèle (notamment en partant du mouvement américain du Nouvel Urbanisme qui se serait ensuite étendu en Europe à la fin du XX^{e} siècle) alors que celui-ci est d'emblée nourri par des (rétro)transferts transatlantiques depuis le début du XX^{e} siècle. Cette perspective - où les pratiques liées au modèle sont itératives et les savoirs reconfigurés par le fait-même qu'ils circulent - est une plus-value de mon travail, d'autant plus qu'elle peut s'appliquer à d'autres mouvements d'urbanisme majeurs qui ont façonné les villes occidentales tels que nous les connaissons aujourd'hui. Par ailleurs, dessiner les contours du néo-traditionalisme d'un point de vue géohistorique n'a jamais été effectué dans la littérature francophone et la monographie que je propose ici a l'ambition de combler cette lacune, alors que ce mouvement est encore l'objet de nombreux aprioris au sein du monde académique, notamment lorsqu'il est confondu avec le Nouvel Urbanisme américain.

Finalement, la méthodologie que j'ai employée, soit une ethnographie multi-site couplée à des entretiens compréhensifs avec les acteurs du mouvement néo-traditionaliste, a permis de mettre en valeur la diversité des relations cultivées entre les architectes et les villes qu'ils ont construites de part d'autre de l'Atlantique. Suivre le modèle néo-traditionnel, depuis ses laboratoires jusqu'aux formes construites en passant par ses réseaux, et comprendre les stratégies et les valeurs diversifiées de ses partisans m'a amené à nuancer les lectures univoques faites généralement au sujet de ce mouvement. Par ailleurs, la comparaison des contextes où il est né et où il s'est implanté

démontre que c'est un mouvement hétérogène, traversés par des frictions spatiales et des fragmentations sociales. En définitive, l'approche circulatoire du modèle néo-traditionnel que je propose dans le cadre de cette thèse permettra, je l'espère, de considérer la complexité de la mobilité des savoirs et des savoir-faire en matière d'architecture et d'urbanisme et, éventuellement, de reconsidérer l'uniformité souvent attribuée aux courants d'idées qui ont façonné nos villes.

INTRODUCTION

NEW TOWN, OLD WAYS

En décembre 1981 se termine la construction de deux modestes maisons sur des terres isolées le long du Golfe du Mexique. Elles serviront de prototype au développement immobilier du terrain alentour, hérité trois ans plus tôt par Robert Davis. Cet entrepreneur avisé souhaite édifier, sur ces 30 hectares bordant la côte nord-ouest de la Floride, une nouvelle ville s'inspirant des traditions architecturales du début du XX^{e} siècle. Le projet est ambitieux, résolument à contre-courant des pratiques constructives ayant cours aux États-Unis. La ville qu'imagine Davis est un espace organique où la cohérence du cadre bâti et son intégration fonctionnelle restaureront une harmonie sociale qu'il estime perdue. Afin de réinventer ces formes d'antan, il contacte le couple d'architectes Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk. Son idée les séduit, encore faut-il la mette en pratique à travers des références historiques communes. Ils décident alors de partir ensemble étudier les villes du sud des États-Unis. Notes, photos, dessins et mesures des rues et bâtiments remarquables croisés au cours de leur périple constitueront le portfolio cette ville idéale. Les architectes dessineront ensuite un plan directeur et édicteront diverses régulations esthétiques et morphologiques. Le plan sera redessiné par leur ami Léon Krier, architecte luxembourgeois résidant à l'époque à Londres, et les règles urbanistiques seront testées et affinées à travers la construction d'une maquette par l'architecte Dhiru Thadani et ses étudiants de l'Université Catholique Américaine.

Seaside – tel est le nom de cette station balnéaire - est née de ce processus d'expérimentation architecturale et urbanistique. De laboratoire, elle deviendra rapidement modèle, puis mythe fondateur, d'un mouvement d'urbanisme institué en 1993 sous le nom de « Congrès pour le Nouvel Urbanisme » (*Congress for the New Urbanism* - CNU). Ainsi, lorsque Thadani reçoit le prix de l'Institut de Seaside[2] à l'occasion des trente ans de la ville en 2011, il rend hommage à ses concepteurs à travers un dessin [Figure 1] où, à l'instar des pères fondateurs des États-Unis, Krier, Davis, Duany et Plater-Zyberk y sont dépeints comme les bâtisseurs d'un vaste mouvement

Figure 1 : Les fondateurs du Nouvel Urbanisme

Source : dessin de Dhiru Thadani, 2011

[2] L'Institut de Seaside a été fondé en 1982 par Davis. Ses buts premiers étaient d'offrir aux habitants divers services culturels et éducatifs. Suite au rapide succès commercial et architectural de Seaside, ils ont été étendus pour que l'Institut devienne un lieu de recherche et de formation au Nouvel Urbanisme. Depuis 1993, le prix de l'Institut de Seaside récompense les personnes ayant inspiré ou promu le Nouvel Urbanisme, telles que Christopher Alexander, Jane Jacobs, Léon Krier, Aldo Rossi, Robert A.M. Stern ou James Howard Kunstler.

social ambitionnant de transformer villes et société américaines. L'analogie est assumée[3] et dénote le caractère fondamentalement réformateur du CNU par rapport à l'architecture et l'urbanisme prévalant aux États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale.

Organisation à but non-lucratif regroupant actuellement plus de 2'200 membres provenant de 28 pays[4], le CNU promeut le développement de villes polycentriques, denses et diversifiées comme alternative à l'étalement urbain caractéristique du paysage résidentiel américain. Son objectif principal vise la réforme des modes de conception et de planification des villes contemporaines afin de (re)créer des structures urbaines fonctionnellement et socialement mixtes favorisant la marche à pied. Fondé par des architectes établis en Californie et en Floride, dont Duany et Plater-Zyberk, le CNU rassemble aujourd'hui des urbanistes, des ingénieurs, des promoteurs immobiliers, des universitaires, des organisations non-gouvernementales ou encore des politiciens. Son influence gagne des cercles sans cesse élargis et des centaines de projets sont développés aux États-Unis et à travers le monde[5].

Une charte, ratifiée en 1996 par 266 signataires lors du quatrième CNU et traduite depuis lors en huit langues[6], sert à communiquer internationalement les principes du mouvement. En préambule de celle-ci sont identifiés les maux dont sont accablées les villes contemporaines – expansion anarchique des constructions, ségrégation sociale, dégradation environnementale et destruction patrimoniale – et, préfigurant les 27 principes suivants qui permettront d'y remédier, est formulé un plaidoyer en faveur de nouvelles modalités d'aménagement urbain :

> « Nous plaidons pour l'instauration d'une politique publique et des pratiques d'aménagement qui s'appuient sur les fondements suivants: les quartiers doivent accueillir des populations

[3] "*Seaside is the ground zero of New Urbanism. It is the experiment that started the entire movement. Mt Rushmore celebrates the founding fathers of America, and my drawing celebrates the founders of Seaside*." [correspondance par e-mail avec Dhiru Thadani, 03.03.11]

[4] 2'228 membres sont recensés sur le site Internet du CNU. La grande majorité de ceux-ci (96%) est établie aux États-Unis et au Canada [www.cnu.org - consulté le 14.03.11]

[5] La quatrième édition du guide de référence des meilleures pratiques relatives au Nouvel Urbanisme (Steuteville et Langdon, 2009: 42) recense pour l'année 2003 près de 650 projets, construits ou plannifiés, aux États-Unis ; en 1996, environ 250 projets étaient répertoriés dans le même pays. Au-delà des frontières américaines, de nombreux projets sont en cours en Chine, en Inde, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Brésil, aux Émirats Arabes Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni, etc. Ce type de recensement reste toutefois difficile à établir, tant certains principes du Nouvel Urbanisme ont été tronqués aux États-Unis et à travers le monde.

[6] La version originale a été traduite en chinois, arabe, espagnol, portuguais, créole, français, allemand, polonais et suédois. Une traduction en hindi est en cours. Les principes de la charte ont été complétés en 2008 par les règles d'une architecture et d'un urbanisme durables (*Canons of Sustainable Architecture and Urbanism, a Companion to the Charter of the New Urbanism*), approuvées par 88 membres et sympathisants du CNU. Ces deux documents se trouvent en annexe, page 385 et page 395.

> diverses et proposer des usages variés; les villes doivent être conçues pour faciliter la circulation des piétons, des transports en commun et aussi des véhicules automobiles; leur forme doit être définie par des espaces et des bâtiments publics accessibles à tous ; les espaces urbains doivent être modelés suivant une architecture et un paysage qui mettent en valeur le contexte local quant à l'histoire, au climat, à l'écologie et aux méthodes traditionnelles de construction[7]. »

Ces principes s'opposent à ceux de la Charte d'Athènes qui fonde la doctrine fonctionnaliste du Mouvement Moderne. Aux yeux des fondateurs du CNU, ce mouvement, réuni autrefois autour des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM), est à l'origine des maux dont souffrent les villes américaines depuis l'après-guerre. En revanche, les méthodes employées par les partisans du Nouvel Urbanisme pour faire reconnaitre le bien-fondé de leur programme de réforme s'inspirent sans équivoque des CIAM. En effet, c'est Krier qui suggéra à Duany de créer une organisation similaire dans le but de transforme radicalement les politiques urbaines et l'industrie de la construction (Katz, 2002: 27). Selon ce dernier, le CNU « a été explicitement basé sur le modèle des CIAM, avec une charte, un congrès, diverses publications spécialisées, des projets polémiques et des alliances avec des groupes prêts à inclure dans leurs programmes les positions du CNU[8]. » Par exemple, à l'instar de l'influence qu'a pu exercer le Mouvement Moderne sur les politiques urbaines du XX[e] siècle, les partisans du Nouvel Urbanisme ont réussi à promouvoir certaines de leurs idées auprès d'organisations gouvernementales américaines telles que le Département pour le logement et le développement urbain[9] ou l'Agence pour la protection de l'environnement[10].

[7] "We advocate the restructuring of public policy and development practices to support the following principles: neighborhoods should be diverse in use and population; communities should be designed for the pedestrian and transit as well as the car; cities and towns should be shaped by physically defined and universally accessible public spaces and community institutions; urban places should be framed by architecture and landscape design that celebrate local history, climate, ecology, and building practice."

[8] The CNU "was based explicitly on the CIAM model - with a charter, congress, various specialized publications, polemical projects, and alliances with groups that add the CNU position to their core agendas." (Duany, 2003: 7)

[9] Le programme HOPE VI, promu depuis 1993 par le *U.S. Department of Housing and Urban Development*, est destiné à réhabiliter des logements sociaux, tant au niveau de leur structure physique que de leur attractivité résidentielle.

[10] Le programme pour une croissance urbaine intelligente (*Smart Growth*) est soutenu par le *U.S. Environmental Protection Agency*. En 1996, cette agence a créé un réseau national pour promouvoir le développement durable des villes américaines.

DU NOUVEL URBANISME AU MOUVEMENT NEO-TRADITIONALISTE

Lorsque que j'ai étudié le mouvement du Nouvel Urbanisme, mon intérêt premier s'est porté sur ses réalisations emblématiques et, plus particulièrement, sur Seaside qui ne laissait personne indifférent aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Le *Time Magazine* n'avait-il pas considéré cette station balnéaire comme l'un des meilleurs projets américains des années 1980, en soulignant qu'elle pourrait être « la réalisation architecturale la plus étonnante de son époque et, on peut l'espérer, la plus influente[11] » ? Étonnante, certes : ses caractéristiques esthétiques et morphologiques offrent un contraste singulier par rapport aux banales banlieues résidentielles américaines [Figure 2]. J'ai visité Seaside en avril 2010 et, après avoir traversé des *suburbs* n'ayant ni centre ni limites et où l'usage de la voiture domine, j'ai été surpris par ses rues invitant à la flânerie et par la cohérence de l'ensemble architectural [Figure 3]. Influente, d'une certaine manière : la presse et la télévision y ont fait de nombreux reportages, les images de ses rues piétonnes, ses porches d'entrées et ses bâtiments aux couleurs pastel ont fait le tour du monde – Seaside ayant même été, pour un temps,

Figure 2 : Seaside, un plan urbain singulier

Source : vue aérienne de Seaside en 2007, Alex Maclean (Schwaiger, 2008: 29)

[11] "Seaside could be the most astounding design achievement of its era and, one might hope, the most influential." [Design : Best of the Decade, *Time Magazine*, 1 Janvier 1990]

décor de cinéma[12] - et la station balnéaire est devenu un lieu de pèlerinage pour quelques amateurs d'architecture postmoderne. Cependant, l'influence de cette ville-modèle[13] reste limitée aux seuls réseaux du Nouvel Urbanisme. Que cela soit en architecture, en urbanisme ou en sciences sociales, elle a reçu autant de critiques (si ce n'est même plus) que d'éloges, les uns la considérant comme une nouvelle utopie totalitaire, les autres voyant en elle un remède à l'étalement urbain américain. Et, par effet métonymique, Seaside est devenu le mythe fondateur du Nouvel Urbanisme, ce dernier recevant alors les mêmes reproches, les mêmes louanges.

Cependant, Seaside ne représente pas tous les courants d'idées qui ont contribué à façonner le Nouvel Urbanisme, encore moins la diversité des pratiques architecturales et urbanistiques qui ont résulté de ce mouvement de réforme urbaine. En effet, la station balnéaire est le prototype d'une approche spécifique au Nouvel Urbanisme - nommée

Figure 3 : Seaside, une échelle piétonne comme alternative à l'automobile

Source : photographie de l'auteur, 2010

[12] En 1998 sort en salle le film de Peter Weir, *The Truman Show*, où Jim Carrey incarne Truman Burbank, acteur involontaire depuis sa naissance d'un reality-show à l'échelle d'une ville artificielle nommée Seahaven. La maison où Truman réside existait auparavant et, depuis le tournage du film, conserve le prénom du héros ; elle est devenue l'attraction touristique principale de Seaside.

[13] Seaside n'est pas, à proprement parler, une ville. Comprenant au total 489 habitations et 76 commerces, c'est avant tout un *resort*, un lieu de villégiature, où peu de personnes y vivent à l'année.

Traditional Neighborhood Development (TND)[14] – qui s'inscrit dans des réseaux transcendant les frontières américaines. Ce courant d'idée, valorisant les qualités et les attributs des villes préindustrielles, s'est développé en Europe à partir des années 1960, notamment en Italie, en Belgique et au Royaume-Uni. Depuis lors, et au fur et à mesure d'échanges transatlantiques, ces idées ont été formalisées en un modèle urbain – qualifié de « néo-traditionnel » – qui a ensuite été adopté par différentes villes et régions du monde, avant tout aux États-Unis et en Europe[15]. Fort de quelques soutiens privés et publics, les architectes néo-traditionalistes ont alors pu construire des rues, des quartiers et même des villes selon les traditions architecturales et urbanistiques des siècles précédents. « Faire du neuf avec du vieux » tel est le credo de ces bâtisseurs contemporains et, à ce titre, le slogan pour promouvoir Seaside - « The New Town, The Old Ways » - reste d'actualité pour qualifier l'ensemble de ce mouvement néo-traditionaliste car il renvoie, non sans antagonismes, aux objectifs qu'il se fixe : édifier des villes nouvelles selon des modalités antérieures à l'avènement des CIAM et recréer des communautés offrant convivialité et interaction sociale « comme au bon vieux temps ».

Un modèle mobile

Partant d'une analyse des formes urbaines emblématiques du Nouvel Urbanisme, je me suis donc peu à peu intéressé au modèle néo-traditionnel et, plus spécifiquement, à ses espaces de circulation de part et d'autre de l'Atlantique. Autrement dit, mon intérêt s'est porté sur les modalités d'élaboration d'un modèle urbain *en mouvement* et sur ses architectes voyageant entre les divers lieux et réseaux où les savoirs et les savoir-faire relatifs à l'édification de nouvelles villes traditionnelles y sont définis, légitimés et reproduits.

Adopter une telle perspective translocale quant à ce courant particulier du Nouvel Urbanisme permet de remonter les filières qui l'ont structuré et de les rattacher à d'autres lieux. Plutôt que de considérer simplement Seaside à travers sa singulière matérialité – comme un espace délimité dont les éléments seraient uniquement locaux –

[14] Trois approches, non exclusives, sont schématiquement distinguées au sein du Nouvel Urbanisme : la première est centrée l'aménagement de quartiers traditionnels (*Traditional Neighborhood Development* - TND), la deuxième sur la planification des transports publics autour de pôles urbains (*Transit-Oriented Development* - TOD) et la troisième sur la régulation régionale de l'étalement urbain (*smart growth*).

[15] En 2011, 452 projets de type *Traditional Neighborhood Development* sont répertoriés à travers le monde (dont 389 aux Etats-Unis et 31 en Europe) par *The Town Paper*, maison d'édition soutenant le Nouvel Urbanisme à travers diverses publications [www.tndtownpaper.com – consulté le 07.02.11]. Le recensement de ces projets se fait selon neuf standards établis à partir des travaux de Duany, Plater-Zyberk et d'autres membres du CNU : variété des types de logement, mixité des fonctions urbaines, connectivité de la structure viaire, insertion dans un réseau de transport, proximité des activités quotidiennes, localisation régionale du projet, harmonie des paysages urbains, régularité des espaces publics et valorisation des qualités esthétiques.

il me semble plus enrichissant d'un point de vue heuristique de considérer ce prototype néo-traditionnel *en relation* avec d'autres espaces qui, bien que distants, participent à ses configurations matérielles et sociales. Certes, depuis plus de vingt ans, les villes sont analysées comme façonnées par des ressources et des contraintes mondiales, mais ces forces semblent anonymes, hors de contrôle et n'ayant aucune origine précise. Elles sont pourtant constituées par différentes formes de mobilités – des personnes, des connaissances et des capitaux - et celles-ci peuvent être suivies et retracées, permettant ainsi de situer la mondialisation dans des lieux et des actions spécifiques (Guggenheim et Söderström, 2010b). Partant de ce constat, j'interroge à la fois un processus circulatoire – c*omment un modèle urbain est (mis) en mouvement entre divers espaces ?* – et ses effets sur les villes - *comment les formes et les politiques urbaines se transforment sous l'effet de ce mouvement* ? Pour répondre à ces questions appliquées à la mobilité du modèle néo-traditionnel, j'emploierai une approche compréhensive des stratégies déployées par ses concepteurs pour codifier, sur le long terme et sur des distances de plus en plus grandes, les contenus et les méthodes relatives à l'édification de nouvelles villes traditionnelles.

À l'origine des interactions transatlantiques qui ont façonné le modèle néo-traditionnel se trouve principalement Léon Krier. Ce dernier a posé les fondements théoriques du modèle néo-traditionnel en revalorisant, d'une part, l'échelle du quartier comme unité structurante des villes et, d'autre part, l'architecture classique et vernaculaire comme technique de construction. À partir d'une critique radicale du Mouvement Moderne, il formalisa durant les années 1970 un ensemble cohérent de principes morphologiques et esthétiques qui trouvèrent un écho international auprès d'architectes, historiens et sociologues en lutte contre la destruction du patrimoine des villes européennes. À la fin des années 1970, ces principes ont principalement circulé entre le Royaume-Uni, où Krier résidait et enseignait à l'époque, et les États-Unis, où il était souvent invité pour des conférences et des séjours universitaires. En 1980, il donna une conférence à Miami qui transformera fondamentalement la carrière de Duany, inaugurant de la sorte une longue amitié et des échanges transatlantiques soutenus. Duany, qui pratiquait alors une architecture d'inspiration moderniste[16], mentionne souvent l'effet cathartique qu'eut sur lui le discours de Krier :

> « Krier fit un exposé saisissant de l'urbanisme traditionnel et, après quelques semaines durant lesquelles je connus une réelle crise, j'ai réalisé que je ne pouvais pas continuer à dessiner ces immenses bâtiments à la mode, qui étaient certes visuellement fascinants mais

[16] En 1977, il fonde à Miami le bureau d'architecture *Arquitectonica* avec Elizabeth Plater-Zyberk, Hervin Romney, Bernardo Fort-Brescia et Laurinda Spear, ces deux derniers étant les actuels directeurs. Ce bureau international est toujours réputé pour ses constructions audacieuses de gratte-ciels dont l'un des plus connus – en raison de sa représentation au générique de la série américaine *Miami Vice* – est l'Atlantis Condominium à la façade percée par un jardin.

ne produisaient aucun effet urbain salutaire. Ils n'avaient pas de conséquences positives sur la société. En revanche, la perspective de créer des communautés traditionnelles, où nos plans pouvaient réellement rendre la vie de chacun meilleure, m'enthousiasmait vraiment. Krier m'a initié à l'idée de considérer avant tout les gens et au fait que l'environnement construit peut changer la vie sociale d'une communauté. Ainsi, en une année environ, ma femme et moi quittions l'agence afin de créer quelque chose de complétement différent[17]. »

Duany et Plater-Zyberk (DPZ) fondèrent alors l'agence DPZ & Company. Suite au développement de Seaside, ils connurent un succès conséquent aux États-Unis et à l'étranger[18]. Ils travaillèrent avec Krier à de nombreuses reprises, notamment lors du projet emblématique du Prince de Galles sur les terres du Duché des Cornouailles. Nommée Poundbury, cette extension de la ville de Dorchester est le produit d'un plan directeur dessiné en 1988 par Krier. Ce dernier a ensuite recouru aux services de Duany pour établir les régulations esthétiques et morphologiques de ce dit « village urbain » à l'architecture néo-traditionnelle [Figure 4]. À l'instar de Seaside pour les États-Unis, Poundbury a été le prototype d'un nouveau type de développement urbain pour le Royaume-Uni et, au fur et à mesure de leur construction, ces projets ont bénéficié des expertises croisées de leurs concepteurs[19].

S'inspirant des travaux de Krier et de DPZ, le Prince Charles se fit le principal prosélyte d'un retour aux traditions architecturales antérieures à l'avènement du Mouvement Moderne. En 1992, il fonda un Institut d'Architecture qui deviendra six ans plus tard la Fondation du Prince pour l'Environnement Construit (*Prince's Foundation for the Built Environment* - PFBE[20]). Basée à Londres, celle-ci est dirigée depuis 2005

[17] "Krier gave a powerful talk about traditional urbanism, and after a couple of weeks of real agony and crisis I realized I couldn't go on designing these fashionable tall buildings, which were fascinating visually, but didn't produce any healthy urban effect. They wouldn't affect society in a positive way. The prospect of instead creating traditional communities where our plans could actually make someone's daily life better really excited me. Krier introduced me to the idea of looking at people first, and to the power of physical design to change the social life of a community. And so, in a year or so my wife and I left the firm and went off to do something very different" [Interview d'Andrés Duany par Eli Lehrer, "Live" with TAE: Andrés Duany, *The American Entreprise*, octobre/novembre 2002]. Ce récit est repris par Duany dans une autre interview en 2010 [The Man Who Reinvented the City, *The Atlantic*, 18 mai 2010].

[18] Plus de 210 projets (réalisés ou non) dont un quart environ hors des frontières américaines (principalement en Europe, en Asie et Océanie) sont répertoriés sur leurs sites Internet [www.dpz.com et www.dpzpacific.com - consultés le 15.01.08]. Basée à Miami, l'agence possède un département spécial pour l'Amérique du Sud et deux bureaux régionaux dans le Maryland et la Caroline du Nord. Par ailleurs, elle est affiliée à deux bureaux d'architecture à l'étranger : DPZ Europe à Berlin et DPZ Pacific à Kuala-Lumpur.

[19] Comme le précise le Princes Charles lors d'un hommage à la station balnéaire, il n'a eu de cesse depuis les années 1980 de promouvoir les idées de Davis, Duany et Krier et de recourir à leurs conseils ; ce faisant, les villes-modèles de « Seaside et [de] Poundbury ont appris l'une de l'autre » (H.R.H The Prince of Wales, 2008: 57).

[20] La PFBE est devenue en 2012 la Fondation du Prince pour la Construction de Communautés (*Prince's Foundation for Building Community*).

par l'urbaniste américain Hank Dittmar, lauréat du prix de l'Institut de Seaside et ancien président du conseil d'administration du CNU. Récemment, les activités de la Fondation se sont développées au-delà des frontières britanniques à la suite de l'établissement de bureaux en Chine, en Inde, en Jamaïque et aux États-Unis[21] et lors de plusieurs projets internationaux de réhabilitation urbaine dont le dernier concerne la reconstruction, en collaboration avec DPZ, du centre historique de Port-au-Prince après le tremblement de terre de janvier 2010[22].

Figure 4 : Poundbury, un village urbain issu d'expertises transatlantiques

Source : photographie de l'auteur, 2010

Ces quelques exemples – des projets communs, des rencontres marquantes, des institutions poursuivant des objectifs similaires – illustrent comment le modèle néo-traditionnel a été façonné par la mobilité de ses partisans et de leurs connaissances. Ces interactions formelles ou informelles se sont progressivement renforcées - notamment grâce à la publication de revues spécialisées, l'édition de sites Internet, l'organisation

[21] Le bureau indien a été récemment ouvert et le bureau américain est en cours de formation [Entretien avec Ben Bolgar, *senior design director* à la PFBE, 26.01.11]

[22] Suite à l'ouragan Katrina du 29 août 2005, l'agence américaine avait déjà pu tester dans le Mississippi ses compétences en matière de reconstruction de villes dévastées par une catastrophe naturelle.

d'expositions et de conférences, l'établissement de plusieurs institutions internationales[23] et la construction de formes urbaines emblématiques - pour finalement se structurer en un mouvement promouvant mondialement la revalorisation des traditions architecturales et urbanistiques des siècles passés.

Aux marges de l'architecture et de l'urbanisme

Si certains des principes du modèle néo-traditionnel ont été adoptés par des autorités publiques, surtout aux États-Unis et au Royaume-Uni, le succès dudit modèle est avant tout populaire et commercial et ne repose guère sur un succès d'estime auprès des milieux professionnels et universitaires. De fait, hors de ses réseaux, la réception de la doctrine néo-traditionaliste est très mitigée. À titre d'exemple aucun architecte se positionnant explicitement en faveur d'une telle approche n'a reçu le prix Pritzker[24]. Les architectes néo-traditionalistes ont dû construire leur propre système de reconnaissance en créant des prix d'architecture spécifiques : notamment, le prix de l'Institut de Seaside, les *Charter Awards* et la médaille d'Athéna décernés par le CNU, le prix Richard H. Driehaus[25] et le prix européen d'architecture Philippe Rotthier pour la reconstruction de la ville[26].

La promotion du modèle néo-traditionnel se situe donc en marge des courants d'idées encensés par l'élite architecturale et urbanistique et ses défenseurs ont dû construire leurs propres circuits d'échange et de reconnaissance, exacerbant encore plus le conflit idéologique entre « modernistes » et « classicistes ». L'entrée du Prince Charles dans le débat architectural dès les années 1980, les prises de position radicales de Léon Krier dans de nombreuses revues et la constitution de réseaux supranationaux dont l'ambition

[23] En particulier, deux institutions internationales résultent des synergies transatlantiques initiées par Krier, DPZ et le Prince Charles : l'INTBAU (*International Network for Traditional Building, Architecture & Urbanism*) et le CEU (*Council for European Urbanism*), respectivement fondées en 2002 et 2003.

[24] Depuis 1979, le prix Pritzker récompense un architecte vivant dont le travail démontre « un talent, une vision, un engagement qui ont contribué, de façon significative et répétée, à l'humanité et à l'environnement bâti à travers l'art de l'architecture » [www.pritzkerprize.com – consulté le 01.05.11]. Il est considéré par la profession et les critiques comme le prix le plus prestigieux. Parmi les architectes qui ont inspiré la formulation du modèle néo-traditionnel, Aldo Rossi a reçu le prix en 1990. Bien qu'il ait construit dans le cadre de projets néo-traditionalistes (à Seaside et à Celebration en Floride), il n'a jamais fait explicitement partie du mouvement néo-traditionaliste.

[25] Le prix est remis depuis 2003 par l'École d'Architecture de l'Université de Notre Dame (Indiana), l'une des seules au monde à enseigner les principes du modèle néo-traditionnel ; Krier, Duany et Plater-Zyberk en ont été les lauréats.

[26] Depuis 1982, le prix est remis par la Fondation pour l'architecture, établie à Bruxelles, à des architectes, des artistes ou des villes dont les oeuvres « se situent dans la continuité de la tradition européenne de concevoir des villes. Le prix poursuit un double objectif : la mise en valeur d'une production architecturale et urbaine contemporaine rarement valorisée par la critique et la presse spécialisée, et le renforcement de l'exigence du public, des élus et des commanditaires. » [www.fondationpourlarchitecture.be – consulté le 01.05.11].

est de supplanter l'influence des CIAM sont autant d'exemples qui démontrent comment les néo-traditionalistes ont polarisé le champ de l'urbanisme contemporain. Les principes du modèle, et surtout les formes urbaines qui résultent de ses traductions multiples, ont suscité au fil des années l'ire de l'avant-garde ainsi que de nombreux débats quant à l'avenir des villes et des professions qui les produisent. Cela est notamment dû au fait que la *Walt Disney Company* s'est appropriée le modèle lorsqu'elle a construit deux villes non loin de ses parcs à thème (l'une en Floride, Celebration, l'autre en Île-de-France, le Val d'Europe), ce qui a contribué par la suite à ranger toute réalisation néo-traditionaliste comme étant des villes factices, véritable « Disneyland » urbain. Communautarisme, conservatisme et même totalitarisme ont été les étiquettes collées – et ensuite bien difficiles à enlever - sur ces architectes promouvant le modèle néo-traditionnel. Dans le domaine académique, le modèle et, indirectement, le Nouvel Urbanisme ont généralement été analysés en ces termes. En sociologie, en géographie, en architecture et en urbanisme, les principales critiques ont porté sur le déterminisme spatial du modèle néo-traditionnel, ses effets sociaux élitistes, son aliénation au capitalisme immobilier, le caractère artificiel et kitsch de son architecture, ou encore la réification d'un passé révolu[27].

Tout comme le Nouvel Urbanisme, le néo-traditionalisme est avant tout un mouvement de *design* urbain et il n'est donc pas étonnant de constater que les critiques à son sujet concernent, en particulier, ses formes matérielles et, plus généralement, les théories et principes qui sous-tendent leur conception. Mais c'est aussi un mouvement social, « un projet doctrinal (…) au ton confiant et affirmatif » (Beauregard, 2002: 182) porté par des membres au « zèle évangélique » et des chefs de file à « l'ego surdimensionné » (Grant, 2006: xvi). Une telle ferveur collective à propager la doctrine néo-traditionaliste est considérée avec suspicion par la majorité des écoles d'architecture, les filières professionnelles et les autorités publiques. Quand Krier (1998) affirme que la « mafia moderniste » condamne universellement son programme de réforme, mais que celui-ci est en revanche plébiscité par les milieux immobiliers, il ne fait que confirmer le discours populiste qui traverse le mouvement néo-traditionaliste depuis ses débuts, opposant radicalement les goûts d'un « public » supposé adhérer à ce retour aux traditions à ceux d'une « intelligentsia » académique et professionnelle suivant les traces futuristes laissées par le Mouvement Moderne. Dans ces conditions, la circulation du modèle néo-traditionnel s'apparente à un combat - sinon politique, du moins idéologique – où il s'agit de gagner des territoires, enrôler des alliés, conquérir des places fortes… Et ce modèle, tel un étendard porté par ses troupes, a subi des transformations au gré des espaces et des sociétés où il a été implanté : pour le sortir de

[27] Pour une synthèse du Nouvel Urbanisme et une revue des principales critiques du modèle néo-traditionnel, voir Cliff Ellis (2002), Cynthia Ghorra-Gobin (2006), Jill Grant (2006), Emily Talen (2006), Aaron Passell (2007, 2013), Tigran Haas (2008) et Eugene McCann (2009).

ses marges, pour gagner l'adhésion de collectifs de plus en plus larges, des compromis ont été nécessaires vidant quelques fois le modèle de son contenu, l'aliénant souvent aux intérêts des sociétés locales qui l'adoptaient.

C'est de cette difficile montée en mondialité d'un modèle mobile, mais marginal, dont il est question dans cette thèse. Seuls quelques études ont considéré l'étendue géographique du Nouvel Urbanisme et le fait que l'un de ses courants – le néo-traditionalisme - résulte d'interactions soutenues entre l'Europe et les États-Unis (Grant, 2006; Ouellet, 2004; Thompson-Fawcett, 2003a; Thompson-Fawcett et Bond, 2003). Elles n'offrent cependant pas de cadre analytique permettant de comprendre comment un modèle urbain se transforme *en circulant* entre des villes et des nations, et par là-même d'expliquer de manière plus générale la constitution translocale et transnationale de l'urbanisme contemporain. Un tel cadre existe pourtant et c'est à celui-ci je me référerai pour analyser la géographie fragmentée du modèle néo-traditionnel. En effet, un champ de recherche se développe depuis environ dix ans au sujet de cet « urbanisme mobile » soit sous l'angle des politiques publiques (McCann et Ward, 2011a), soit sous l'angle des formes urbaines (Guggenheim et Söderström, 2010b) telles que transformées par la mondialisation des connaissances et des pratiques en matière architecturale et urbanistique. Ces recherches se proposent de concevoir les villes, non pas simplement « comme des ensembles clos, cernés par des frontières et essentiellement organisés par une logique interne », mais aussi comme « faites de relations avec l'extérieur » devenant ainsi « des systèmes d'apprentissage complexes, animés par toute une série d'acteurs interconnectés : des élus, des professionnels, des groupes d'intérêts ou des citoyens ordinaires. » (Söderström, 2012: 43-45) Selon cette perspective, un modèle urbain n'est pas localement produit et ensuite mis en circulation ; au contraire, il est produit par des - et producteur de - relations interurbaines, plus ou moins intenses, plus ou moins étendues. Dans ce contexte scientifique, une importante contribution de ma thèse est de considérer le modèle néo-traditionnel comme intrinsèquement mobile et, de fait, sujet à des transformations variées au cours de ses voyages. Ses espaces de circulation sont donc tout autant des espaces de fabrication et je les analyserai, d'une part, à travers les synergies construites par ses acteurs et ses institutions dans le but de promouvoir internationalement ses principes et, d'autre part, à travers ses modalités de traduction dans des contextes économiques, politiques et sociaux variés.

Puisque le néo-traditionalisme est une doctrine très contestée au sein des cercles académiques, professionnels et politiques, il me sera d'autant plus aisé d'identifier où circulent savoirs et savoir-faire puisque ses architectes ont dû eux-mêmes bâtir les places fortes nécessaires à sa mobilité. Plus généralement, je mettrai ainsi en exergue les mécanismes circulatoires qui contribuent, peut-être de manière plus diffuse mais tout aussi efficace, à structurer les mouvements promouvant une architecture, un urbanisme ou une politique susceptibles de transformer les villes d'aujourd'hui, tels que les modèles

de la ville durable, de la ville créative ou de la ville intelligente[28]. De fait, l'un de mes arguments est que le modèle néo-traditionnel, dont les origines transnationales remontent au début du XXe siècle, préfigure dans ses logiques la formation des mouvements contemporains de réforme urbaine.

La formation de ces mouvements d'urbanisme s'est intensifiée sous l'effet de la mondialisation, comprise dans le cadre de la présente recherche comme l'accroissement et l'accélération des flux de personnes, des idées et des capitaux. Les villes, devenues plus autonomes, interconnectées et interdépendantes recherchent désormais au sein d'un marché mondial des « bonnes pratiques » des solutions innovantes en matière de construction, d'aménagement ou de gestion urbaine. Des « espaces de circulation du savoir » (Robinson, 2011) mettent en relation des villes d'ici et d'ailleurs, en amènent certaines à converser, tout en en excluant d'autres et, à partir de ces réseaux, se dessinent les cartes des « meilleures villes » qui informeront à leur tour les futures stratégies de développement urbain (McCann et Ward, 2011b: xiv). L'éventail de ces solutions est plus large qu'au début du XXe siècle, alors que l'urbanisme devient une discipline spécifique avec ses spécialisations, ses corps de métiers et ses institutions, et le choix qu'effectuent les autorités publiques, les entreprises ou les consultants au sein de ce marché concurrentiel contribuent à la singularisation des villes et de leur gouvernance. Dans ce cadre, la codification des pratiques constructives à travers la labélisation des formes urbaines par des institutions nationales ou internationales[29] normalise l'espace bâti et son fonctionnement. Ainsi, choisir un modèle plutôt qu'un autre éclaire les conceptions du moins idéologiques, sinon politiques, d'une nouvelle et meilleure société urbaine.

Si je m'intéresse à la production et la distribution des modèles urbains, et non pas à leur consommation, c'est pour mettre en évidence les mécanismes à l'œuvre lors de la formation d'un mouvement d'urbanisme. En suivant les trajectoires des architectes, de leurs stratégies et de leurs récits, l'ambition de cette thèse sur le néo-traditionalisme est d'inscrire dans le même cadre analytique, généralisable à d'autres mouvement d'urbanisme, les logiques d'émergence, d'extension et d'adoption d'un modèle urbain en insistant, notamment, sur les conditions de mobilisation de certaines connaissances au détriment d'autres, sur la mobilité et la traçabilité de celles-ci au sein d'un marché concurrentiel ainsi que sur leurs effets sur le cadre matériel et politique des villes.

[28] Respectivement sur ces sujets, voir les travaux de Laurence Crot (2013), de Jamie Peck (2011) et ceux de Ola Söderström, Till Paasche et Francisco Klauser (2014).

[29] Par exemple, le label One Planet Living du Fonds mondial pour la nature, celui de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture définissant le patrimoine mondial, les labels pour le bâtiment HQE (en France) ou Minergie (en Suisse) ou, à l'échelle du quartier, les standards TND du mouvement néo-traditionaliste.

LABORATOIRES, RESEAUX ET FORMES D'UN MODELE URBAIN

Cette thèse est structurée en cinq chapitres : *Modèles mobiles, Laboratoires, Réseaux, Formes* et *Turbulences*. Cette structuration se justifie en raison du cadre analytique que je propose : l'analyse du régime circulatoire d'un modèle urbain dont le circuit est constitué de ses laboratoires, de ses réseaux et de ses formes. Le premier chapitre porte ainsi sur les prérequis conceptuels et théoriques à une analyse de la mobilité des modèles urbains. Les trois chapitres suivants concernent les différentes dimensions caractérisant les espaces de circulation du modèle néo-traditionnel : ses origines transatlantiques (ses (re)définitions et ses laboratoires), ses réseaux (ses institutions supranationales et ses documents fédérateurs) et ses formes (ses paysages et ses politiques localisées). Le dernier chapitre traite, en conclusion, des frictions spatiales et des fragmentations sociales rencontrées par le modèle lors de sa circulation.

Modèles mobiles. Le premier chapitre constitue la problématique générale de la thèse et le cadre d'analyse élaboré pour y répondre. Après une brève définition de la doctrine néo-traditionaliste, la notion de modèle urbain est définie selon trois perspectives complémentaires. La première conçoit un modèle comme une utopie spatialisée et s'accorde à l'analyser à travers les régularités discursives qui structurent son contenu (Choay, 1980), la deuxième considère un modèle comme un instrument de réforme sociale et propose d'étudier la diversités des intentions et des pratiques qui le porte d'un lieu à un autre (Topalov, 1999b), finalement la troisième s'intéresse au modèle en tant que politique exemplaire et traite des modalités mêmes de son mouvement à travers l'espace (McCann et Ward, 2011a). Cette dernière perspective s'inscrit dans les débats contemporains portant sur la mondialisation des villes ainsi que sur la circulation des savoirs et des savoir-faire qui les structurent. De ces réflexions sont ensuite tirées des ressources théoriques utiles à la constitution du cadre d'analyse, notamment celles issues du paradigme des nouvelles mobilités (Sheller et Urry, 2006) et de la sociologie de la traduction (Akrich et al., 2006). À partir de la notion d'espaces de circulation (Robinson, 2011), trois axes d'analyse sont développés pour saisir comment des flux d'idées et des formes urbaines concourent à structurer un mouvement mondial de réforme urbaine : ils traitent respectivement des laboratoires où les modèles urbains sont testés, des réseaux où ils circulent et des sites où ils sont adoptés. La méthode utilisée pour saisir les relations entre ces espaces de circulation – principalement une ethnographie multi-site – est ensuite précisée. En conclusion de ce chapitre, les motifs du choix des données et des terrains seront explicités au regard des lieux et des réseaux spécifiques au modèle néo- traditionnel.

Laboratoires. À travers une analyse géohistorique des conditions de production du modèle néo-traditionnel, ce chapitre remonte à ses origines lorsqu'à la fin du XIX^{e} siècle le mouvement pour les cités-jardins, d'origine britannique, initie de part et d'autre de

l'Atlantique diverses réformes urbaines. Depuis lors, de nombreux chainages circulatoires ont participé à redéfinir les propriétés du modèle. Occulté pour un temps par la doctrine fonctionnaliste du Mouvement Moderne, il connait un renouveau au sein des milieux architecturaux et urbanistiques sous les traits du modèle néo-traditionnel. Trois laboratoires urbains permettent ainsi d'expérimenter les principes dudit modèle. Celui-ci devient durant les années 1970 un instrument des luttes urbaines en faveur de la préservation des quartiers historiques de Bruxelles. À partir des années 1980, il est utilisé par le Prince de Galles dans le cadre de son combat contre l'architecture moderniste. Puis, durant les années 1990, il est redéfini par les architectes américains du courant néo-traditionaliste du mouvement du Nouvel Urbanisme pour réformer l'aménagement des banlieues américaines. Le caractère translocal de ces laboratoires de la réforme urbaine illustre combien la genèse du mouvement néo-traditionaliste est structurée dès ses origines par des échanges transatlantiques. Les critiques et les controverses portant sur le modèle néo-traditionnel et, plus généralement, sur le Nouvel Urbanisme sont discutées au terme de cette généalogie.

Réseaux. Ce chapitre porte sur la construction des réseaux supranationaux qui ont façonné le modèle néo-traditionnel. Ces activités de réseautage sont portées par des acteurs prolixes et prosélytes qui se sont associés de part et d'autre de l'Atlantique pour promouvoir un programme mondial de réforme urbaine à la suite des premières expérimentations du modèle au sein de ses laboratoires. Il apparaît ainsi que les réseaux sont autant des espaces de circulation que des espaces de fabrication dudit modèle, reconfigurant à la fois son contenu ainsi que les limites de ses groupes. Cependant, les réseaux ainsi construits ne se sont pas tous stabilisés à travers le temps et les espaces : certains, portés par quelques individus, se sont réduits comme peau de chagrin, d'autres, favorisant l'émergence de collectifs décentralisés, ont vu leur audience augmentée durant les années 2000. Par ailleurs, nombre de ces réseaux peinent à trouver de nouveaux membres, et donc de nouvelles ressources financières, à l'exception du Réseau International pour la Construction, l'Architecture et l'Urbanisme Traditionnels (*International Network for Traditional Building, Architecture and Urbanism* – INTBAU) soutenu par le Prince de Galles. Cette difficile montée en mondialité du modèle néo-traditionnel constitue le cœur de ce chapitre portant sur les stratégies transnationales d'institutions réformatrices ainsi que sur les documents fédérateurs qui circulent entre elles. En conclusion, je reviendrai sur le caractère fragmenté des réseaux néo-traditionalistes qui se trouvent sans cesse confrontés au paradoxe suivant : vendre *mondialement* une architecture et un urbanisme supposés *vernaculaires.*

Formes. Ce chapitre traite des effets de la mobilité du modèle néo-traditionnel sur les villes et les régions ayant adopté ses principes. Si la mondialisation contemporaine est le moteur de la circulation du modèle, l'agencement local de solutions urbaines exogènes procède de conditions sociales, économiques et politiques spécifiques. Selon une

perspective comparative portant sur les aspects relationnels en jeu lors de l'adoption du modèle, les trois terrains d'études centraux à cette thèse – Poundbury, le premier village urbain construit par le Prince de Galles, le Val d'Europe, une ville nouvelle issue d'un partenariat entre l'État Français et la *Walt Disney Company*, et Heulebrug, une cité-jardin belge dessinée par les mentors du mouvement néo-traditionaliste - permettent de questionner la transformation des paysages urbains et des politiques publiques ainsi que la reconfiguration des expertises en termes esthétique et morphologique. À travers l'étude des discours et des pratiques des acteurs responsables du développement de ces projets, je considérerai comment l'exemplarité urbaine est édifiée, gérée et contrôlée à Poundbury, au Val d'Europe et à Heulebrug par rapport à d'autres réalisations emblématiques du modèle néo-traditionnel. Au terme de ce chapitre, je reviendrai sur les conditions de réalisation de ces projets et sur leur caractère somme toute exceptionnel au regard de la majorité de la production urbaine actuelle.

Turbulences. Ce chapitre de conclusion intègres dans un même ensemble explicatif les différents mécanismes historiques, sociaux et spatiaux analysés précédemment afin de comprendre les conditions particulières de mobilité (et d'immobilité) du modèle néo-traditionnel. De nombreuses frictions ont accompagné la création de ses laboratoires, l'expansion de ses réseaux internationaux et la construction de ses formes urbaines. Dans certains cas, le modèle a été plagié, ou contrefait, le vidant alors de son contenu au profit de groupes sociaux privilégiés, de communautés fermées et d'entrepreneurs vénaux. Dans d'autres cas, le modèle a été critiqué, contesté ou simplement refusé en raison des valeurs sociales et spatiales qu'il promeut. Ces turbulences illustrent combien des images peuvent circuler mondialement sans le contexte d'origine qui les a vues naître, entrainant alors des décalages croissants entre le modèle, ses discours et ses formes. Par ailleurs, de nombreux architectes issus du mouvement néo-traditionaliste ont dû faire des compromis quant aux idéaux sociaux qui les animaient au début de leur carrière afin de pouvoir construire internationalement leur ville de demain. *Traduttore, traditore* - traduire, c'est trahir - ainsi conclurai-je cette thèse en interrogeant les politiques du modèle néo-traditionnel, et plus généralement la pertinence de celui-ci quant à l'urbanisation planétaire caractérisant le XXI^{e} siècle.

CHAPITRE I

MODELES MOBILES

Cette thèse analyse comment se développe et s'étend un mouvement social promouvant le modèle d'une *nouvelle ville traditionnelle*. À l'origine de ce mouvement, des architectes européens et américains qui ont partagé savoirs et savoir-faire dans le but de réformer l'urbanisme. De par le monde, ils ont promulgué des principes, créé des institutions, édifié des villes. Les connaissances que ces architectes ont mobilisées, les réseaux qu'ils ont établis et les formes qu'ils ont construites constituent le cœur de cette recherche.

Ce mouvement d'urbanisme, à la portée sans cesse élargie depuis plus de trente ans, regroupe des institutions (inter)nationales basées en Europe et aux États-Unis. Au-delà des différences contextuelles qui les séparent, celles-ci prônent toutes le même modèle urbain comme solution globale aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux posés par l'urbanisation planétaire. Ce modèle qualifié de « néo-traditionnel » caractérise l'unité d'un mouvement qui revalorise l'idéal d'une ville compacte, structurée en quartiers et dont les bâtiments, rues et places obéissent à des règles de composition esthétique et morphologique héritées des siècles passés.

Des controverses accompagnent l'extension spatiale dudit modèle depuis ses origines. Des villes et des pays ont adopté certains de ses principes, d'autres les ont refusés ou simplement ignorés. Ses défenseurs, dénigrés comme d'incorrigibles réactionnaires pastichant les villes d'antan, ont dû inlassablement justifier et négocier leur programme de réforme urbaine. Quelques fois, ils ont rencontré des soutiens indéfectibles, le plus souvent, des résistances insurmontables. Au gré des espaces où le modèle a été adopté et des sociétés qu'il a traversées, celui-ci a été testé, affiné, transformé. Je compte donc analyser la (ou plutôt les) géographie(s) de ce modèle ainsi que ses diverses (re)configurations matérielles et sociales, l'objectif général de la thèse étant de comprendre comment des modèles urbains façonnent, et sont façonnés par, la circulation accrue des architectes et de leurs connaissances à travers le monde. Un tel type de questionnement sur les mécanismes différenciés de traduction spatiale des modèles urbains s'inscrit plus généralement dans les débats contemporains sur la mondialisation des villes et des pratiques culturelles qui président à leur transformation.

Ce premier chapitre traite de la mobilité des modèles urbains et constitue en soi la problématique générale de la thèse, avec ses concepts, ses questions de recherche, ses méthodes et ses terrains d'étude. Avant d'aborder le cadre analytique, je développerai la notion de modèle urbain au regard du modèle néo-traditionnel. En sciences sociales, la notion peut se définir comme une utopie spatialisée, comme un instrument de réforme sociale ou encore comme une politique exemplaire. À travers ces caractéristiques spatiales, sociales et politiques, j'associerai le modèle aux différents apports théoriques qui me permettront de décrire sa mobilité car n'est modèle que ce qui fait référence à un ailleurs, idéalisés ou non, et qui sert d'exemple à reproduire, de justification extraterritoriale à une pratique localisée. Ces théories, je les puise essentiellement dans le récent champ de recherche sur les nouvelles formes de mobilité (Sheller et Urry, 2006), notamment les échanges interurbains des politiques publiques (McCann et Ward, 2011a), ainsi que dans la sociologie de la traduction (Akrich et al., 2006). De telles ressources me permettent d'envisager la circulation des modèles non pas comme un simple processus linéaire de diffusion, mais comme le produit d'un mouvement tourbillonnaire transformant à la fois les modèles eux-mêmes ainsi que les collectifs qui les exportent et qui les importent. Cet état de l'art m'amènera ensuite à construire un cadre analytique portant sur les espaces de circulation des modèles urbains, c'est-à-dire les laboratoires où ils sont testés, les réseaux où ils circulent et les sites où ils sont adoptés. Je conclurai sur les méthodes utilisées, principalement l'ethnographie multi-site, pour parvenir à suivre le processus tourbillonnaire dans lequel est engagé le modèle néo-traditionnel et, plus généralement, à comparer la diversité des relations tissées entre les nouvelles villes traditionnelles et leurs architectes, de part et d'autre de l'Atlantique.

D'UNE SOCIETE CRITIQUEE A UN ESPACE MODELE

D'origine italienne, le modèle (*modello*) désigne dans le domaine artistique une « figure à reproduire » ; en urbanisme, il prend sens comme « une réalisation, ou une procédure, que l'on reproduit dans un autre contexte que celui qui lui a donné naissance et sens. » (Söderström et Paquot, 2012: 41) Un modèle n'existe donc pas en soi, mais uniquement à travers les relations qu'il tisse avec d'autres éléments, matériels ou immatériels. Comme le souligne Daniel Pinson (2010: 23), « la valeur d'exemple d'une pratique et/ou d'une théorie et l'influence qu'elle en tire est sans doute ce qui l'institue en modèle (…) » : si ce dernier fait effet à un niveau interindividuel ou collectif, il gagne alors des cercles sans cesse élargis. Un modèle fonctionne en effet parce qu'il est *en mouvement* entre l'ici et l'ailleurs, entre le passé, le présent et le futur. Mettant en branle des références partagées, il relie ainsi des espaces et des sociétés autour d'une excellence - supposée ou réelle, théorique ou pratique – qui est du moins source d'inspiration, sinon d'imitation.

En urbanisme, la valeur exemplaire des constructions et leur caractère reproductible est l'une des caractéristiques d'un modèle (Choay, 1965: 16) ; la critique sociale dont il procède en est une autre (Choay, 1980: 331). Un tel urbanisme est utopique dans le sens où il cherche « à réimaginer et à refaire les mondes urbains », à tendre « vers des relations socio-spatiales qui sont fondamentalement différentes et *meilleures*[30]. » (Pinder, 2010: 9) Ce sont là les préalables nécessaires à la définition de mon objet d'étude : partant d'une situation réelle mais imparfaite, un modèle urbain véhicule un idéal spatial visant universellement à la transformation de la société.

L'objectif de cette section est de définir historiquement la notion de « modèle urbain » en la rattachant, dans un premier temps, à l'analyse structuraliste des théories de l'urbanisme de Françoise Choay (1965; 1980). Cela permettra de comprendre comment se sont forgés des discours d'ordre utopique et comment ceux-ci ont donné naissance à deux conceptions spatiales antagonistes qui ont dominé le XX^{e} siècle : le modèle culturaliste et le modèle progressiste dont les représentants les plus connus ont respectivement été le réformateur anglais Sir Ebenezer Howard et l'architecte franco-suisse Charles-Édouard Jeanneret, dit Le Corbusier. Dans un second temps, j'élargirai la portée conceptuelle d'un modèle urbain en ayant recours à l'histoire sociale des mouvements réformateurs (Topalov, 1999b) car si l'approche de Choay permet de saisir les valeurs et les figures spatiales qui sont associées audit modèle, elle ne permet pas de comprendre comment des professionnels prennent fait et cause pour celui-ci et s'organisent en institutions pour le faire circuler internationalement.

[30] "Seeking to reimagine and remake urban worlds, [utopian urbanism] reaches towards socio-spatial relations that are fundamentally different and *better*." (Pinder, 2010: 9)

Dans la section suivante, je m'intéresserai plus particulièrement aux situations contemporaines relatives à la mobilité des modèles comme politiques exemplaires ainsi qu'aux moteurs et aux acteurs de ce processus mondial. À partir des récentes théories élaborées pour comprendre la circulation interurbaine des politiques publiques, j'aboutirai ainsi au cadre analytique qui structure l'ensemble de mes recherches sur les espaces de circulation des modèles urbains.

Modèle urbain et néo-traditionalisme

Si j'emploie le terme de « modèle urbain » dans le cadre de cette thèse, c'est donc pour désigner, à l'instar de Choay (1980: 331) , « un instrument, indéfiniment reproductible, de conversion et de guérison (...) destiné à résoudre les contradictions sociales par un simple jeu d'espace (...). » Cet instrument dérive d'une lecture critique de la société et fonctionne selon un registre « thérapeutique » : aux maux que connaissent les villes, il répond par une organisation de l'espace, supposée vertueuse et reproductible quels que soient les contextes.

Transformer la ville pour mieux réformer la société, telle a été la profession de foi de Howard et de Le Corbusier lorsqu'ils louaient, respectivement, les bienfaits d'une cité-jardin ou d'une ville radieuse. Tel est aussi le plaidoyer actuel des architectes promouvant la construction de nouvelles villes traditionnelles :

> « Tout simplement, nous souhaitons améliorer le monde par l'architecture, la vraie, la bonne et ancienne architecture, c'est tout. Nous croyons que la structure physique de notre environnement peut être gérée, et que ce contrôle est le moyen de résoudre les nombreux problèmes auquel est confronté le gouvernement aujourd'hui : les embouteillages, la pollution, la baisse des ressources financières, l'isolement social, et oui, même le crime[31]. »

Le terme de « modèle » est donc particulièrement approprié pour qualifier les discours d'un mouvement de réforme urbaine prônant une architecture orientée vers l'organisation de relations sociales idéales. Par ailleurs, je rattache l'argumentaire néo-traditionaliste, d'ordre utopique, à deux courants d'idées très contrastés qui ont façonné la planification et la conception des villes du XX^{e} siècle : le modèle culturaliste et le modèle progressiste tels que définis par Choay (1965). En effet, le premier sert toujours de référence aux architectes néo-traditionalistes, le second de repoussoir quant aux valeurs sociales et aux qualités matérielles qu'ils attribuent à leur idéal urbain.

[31] C'est à l'occasion d'un numéro spécial sur Seaside, édité par le magazine d'architecture ANY, qu'Elizabeth Plater-Zyberk (1993: 12) souligne la capacité cathartique du mouvement néo-traditionaliste: "Simply put, we wish to improve the world with design, plain old good design, that is. We believe that the physical structure of our environment can be managed and that controlling it is the key of solving numerous problems confronting government today – traffic congestion, pollution, financial depletion, social isolation, and yes, even crime."

Préalablement à l'analyse historique de ces deux modèles, il convient toutefois de définir de manière générique la doctrine néo-traditionaliste telle que ses architectes la traduisent esthétiquement et morphologiquement dans le cadre des villes contemporaines.

Si le préfixe « néo » est employé, c'est pour souligner le fait que des traditions architecturales et urbanistiques sont sélectionnées, assemblées et reproduites par les membres du mouvement néo-traditionaliste pour satisfaire aux exigences des sociétés contemporaines. Selon cette perspective, l'espace construit devient le moyen d'exprimer des « traditions inventées », c'est-à-dire « un ensemble de pratiques de nature rituelle et symbolique qui (…) cherchent à inculquer certaines valeurs et normes de comportement par la répétition, ce qui implique automatiquement une continuité avec le passé. » (Hobsbawn, 2006: 12) Cette continuité avec le passé s'observe à travers deux registres - l'un morphologique, l'autre esthétique – qui sont centraux à l'argumentaire du mouvement néo-traditionaliste. Morphologiquement, c'est la forme urbaine du quartier (*neighborhood*) qui est valorisée et idéalisée par les architectes néo-traditionalistes. Ils conçoivent le quartier comme une communauté de voisinage, de taille restreinte et aux limites spatiales bien définies, où la proximité résidentielle renforcerait la cohésion sociale. Pouvant être traversé en dix minutes à pied, le quartier intègre toutes les fonctions de la vie quotidienne. Esthétiquement, ce sont les architectures vernaculaire et classique qui guident, respectivement, la conception des bâtiments privés et publics. D'après le mentor du mouvement néo-traditionaliste (Krier, 1996: 187), la conjugaison de ces deux styles définit plus généralement l'architecture traditionnelle et ses ambitions :

> « Les principes universels de l'architecture traditionnelle, beauté, stabilité, utilité, sont en accord avec les visées fondamentales de toutes les créations humaines importantes. Dans toutes les grandes cultures, ils ont été les moyens choisis d'une administration politique sage et d'une action civilisatrice. »

Selon cette perspective, le cadre bâti à partir de la triade vitruvienne (*firmitas*, *utilitas*, et *venustas*) - chère à la culture classique européenne - a donc une portée universelle bienfaisante, tant au niveau politique que culturel. Cette harmonie sociale est garantie par l'imposition d'un régime de servitude qui s'impose aux régulations spatiales existantes. Des « codes » contraignent l'usage des matériaux, les dimensions des bâtiments et leur rapport à l'espace public. Cette caractéristique déterministe du modèle néo-traditionnel est fondée sur le fait que la cohérence visuelle du paysage urbain serait supposée restaurer salubrité publique, civisme et ordre social, autant de qualités que les

architectes néo-traditionalistes estiment perdues dans les villes actuelles. En somme, ce n'est pas de la fonction que dépend la forme architecturale, mais de la communauté[32].

La doctrine néo-traditionaliste lie nécessairement architecture et urbanisme : c'est là sa différence par rapport au mouvement du Nouvel Urbanisme. Elle ne se réduit pas à concevoir des trames urbaines denses, à la voirie hiérarchisée et aux espaces publics diversifiés, ou à promouvoir la mixité sociale et fonctionnelle, la marche à pied et l'usage des transports publics : ce sont les ambitions générales du Nouvel Urbanisme. La doctrine néo-traditionaliste va radicalement plus loin en soutenant que ce n'est qu'à travers l'emploi d'un style architectural empruntant à l'art gréco-romain ou aux traditions vernaculaires qu'une forme urbaine compacte peut être dessinée. Par exemple, ses architectes dédaignent le gratte-ciel et le dépouillement au profit de l'ornementation et des bâtiments contigus ne dépassant pas cinq étages[33]. Pour le mouvement néo-traditionaliste, la ville européenne préindustrielle - où architecture et urbanisme étaient supposés former un ensemble sociétal cohérent - est le modèle à reproduire pour guérir les villes contemporaines de leurs maux. Cette démarche spatialement déterministe et socialement conservatrice relève de l'utopie, l'un des principaux genres qui a traversé les écrits de l'urbanisme.

Un urbanisme guérisseur

Dans son analyse des textes instaurateurs ayant pour objet l'espace édifié[34], Choay (1980) rattache la notion de modèle à celle d'utopie. Celle-ci trouve son origine dans l'ouvrage de Thomas More, *Utopia,* imprimé en 1516[35]. Ce néologisme gréco-latin, forgé à partir du substantif *topos* (lieu), est déterminé par deux préfixes dont le sens est volontairement cumulé par l'auteur : *U* marquant la négation - le lieu qui n'est pas ou le lieu de nulle part - et *Eu* exprimant la bonne qualité - le lieu qui est bon (Paquot, 1996:

[32] "Community follows form" (Lehrer et Milgrom, 1996) ou "Social relations and culture follow form" (Audirac et Shermyen, 1994), en opposition à l'aphorisme de l'architecte américain Louis Sullivan – "Form follows function" - qui a inspiré tout le Mouvement Moderne.

[33] C'est d'ailleurs pour ces raisons – le style et la densité – que Krier n'a pas signé la Charte du Nouvel Urbanisme. De fait, de nombreux Nouveaux Urbanistes comme Peter Calthorpe, l'un des cofondateurs du Congrès pour le Nouvel Urbanisme (CNU), ne sont pas contre le fait de construire des gratte-ciels ou des bâtiments aux formes épurées, tant que ceux-ci s'insèrent dans un plan d'urbanisme compact. À ce sujet, voir la section consacrée à la formation du CNU, page 162 et suivantes.

[34] Trois textes sont à distinguer : le traité d'architecture, l'utopie et la théorie de l'urbanisme. Les deux premiers sont considérés par Choay (1980) comme des textes inauguraux car ils ont légué aux écrits de l'urbanisme deux procédures opposées quant à la valeur de l'espace édifié et à son mode d'engendrement : la règle générative et le modèle spatial. L'intérêt d'une telle approche ne repose pas sur l'effet que peuvent avoir ces catégories discursives sur le monde bâti, mais plutôt sur la régularité sémiologique qu'elles présentent à travers le temps.

[35] Le titre initial était « Véritable petit livre d'or, aussi salutaire que réjouissant, sur le meilleur régime politique et sur l'île, nouvellement découverte, d'Utopie » ; au fil des éditions et des traductions successives, seul subsistera le nom de l'île (Choay, 2006a: 346).

6). Le récit raconte l'ambassade de More dans les Flandres, sa rencontre avec un navigateur nommé Raphaël Hythloday et leur discussion au sujet de la politique et de la société anglaise. *Utopia* est le nom de l'île que le marin portugais a découvert par hasard. Il y a rencontré une société totalement différente de la sienne et s'efforce alors de décrire les mœurs et coutumes de celle-ci[36]. Au cœur de cette description se trouvent les villes d'Utopie, identiques par leur plan et leur surface réduite ainsi que par les configurations standardisées de ses bâtiments, rues et places. « Rationalisé et géométrisé », ce dispositif urbain a pour but, selon Choay (2006a: 349), « d'assurer l'égalité de tous, de contraindre chacun à occuper sa place et à jouer son rôle au sein de la communauté, en assurant et en rappelant en permanence à la vue le fonctionnement des institutions (familiale, économique, religieuse) qui fondent le lien social. »

L'ouvrage de More est composé de deux livres, le premier dénonçant les inégalités qui règnent en Angleterre, le second étant la description détaillée de la république idéale de l'île d'Utopie. De fait, l'utopie comme genre littéraire fonctionne selon cette double dimension « à la fois critique radicale et contre-proposition. » (Paquot, 2007: 30) À ces deux termes portant l'un sur la société critiquée, l'autre sur la société modèle, Choay (2006a: 347-348) en rajoute un troisième – l'espace modèle - car « si la critique entraîne la conception sociale d'Utopie, son espace bâti est le moyen nécessaire à sa réalisation et à la transformation d'une société mauvaise en une bonne société. » Cette structure ternaire est constitutive de ce qu'elle nomme « le paradigme moréen » qui va connaître de nombreuses interprétations à travers le monde, particulièrement durant la Renaissance et lors de la Révolution industrielle (Paquot, 2007: 30-31).

Selon Choay (1980: 15), l'utopie comporte deux traits communs à tous les écrits de l'urbanisme : « l'approche critique d'une réalité présente et la modélisation spatiale d'une réalité à venir. Elle offre, au niveau de l'imaginaire, un instrument de conception *a priori* de l'espace bâti, le modèle. » Ce dernier fonctionne selon un registre « thérapeutique » - un diagnostic social est posé, un remède spatial proposé – qui s'exprimera dans la première théorie de l'urbanisme : « La théorie générale de l'urbanisation », ouvrage publié en 1867 par Ildefons Cerdà i Sunyer. Cette théorie, telle qu'analysée par Choay (1980: 332), a en effet annexé « les valeurs de l'utopie dont elle prétend réaliser le rêve de normalisation et de médicalisation sous l'autorité sans appel des lois scientifiques. »

[36] La description d'*Utopia* vise à l'exhaustivité en traitant de l'organisation spatiale, de la religion, du politique, de la justice, de l'économie, de la famille, etc. L'île comprend cinquante-quatre villes dont la population, principalement agricole, travaille six heures par jour, consacrant le reste de son temps à diverses activités culturelles. L'égalité matérielle est assurée par l'Etat, tous les cultes sont autorisés et la propriété privée est abolie (Paquot, 2007).

Considéré rétrospectivement comme le texte fondateur de l'urbanisme scientifique[37], le texte de l'ingénieur catalan propose de réguler la croissance démographique incontrolée de Barcelone et d'améliorer ses conditions sociales et sanitaires à travers les principes d'aménagement qu'il avait auparavant développés pour son plan d'extension. Cerdà se positionne ainsi comme penseur social car, dans le tableau clinique qu'il dresse des maux de la ville, « l'espace urbain est le support de tous les enjeux sociaux. C'est à travers lui que le destin de la société se joue. » (Choay, 1980: 299) À partir de cette chaîne causale qui caractérise le schème utopique de l'urbanisme - où la raison souveraine du scientifique imagine des formes urbaines pures et parfaites propres à engendrer une sociabilité vertueuse (Lussault, 1998: 152) – s'est forgée « une croyance commune dans la *capacité cathartique* du geste urbanistique : celui-ci serait un instrument de purgation et de régénération de l'organisme urbain malade. » (Lussault, 1998: 158) De fait, la théorie générale de l'urbanisation instaure un discours d'intention scientifique dont les « valeurs duelles de normal et de pathologique, de santé et de maladie » imprégneront pendant longtemps les textes de l'urbanisme (Choay, 1980: 317). Plus généralement, cette forme d'« urbanisme guérisseur » (Lussault, 1998) a façonné, à des degrés divers, les modalités de planification et de conception des villes du XX^{e} siècle :

> « Sans conteste, l'urbanisme, depuis qu'il existe, se veut toujours, peu ou prou, réponse à un manque, solution à une crise ; on le charge, sans cesse, de traiter des stigmates, de guérir des maux d'origines diverses : que ce soit ceux résultant de destructions massives, ceux issus d'une croissance incontrôlée, ou au contraire, ceux légués par l'urbanisme trop âpre, ou trop terne, d'une période précédente » (Lussault, 1998: 158).

Le modèle néo-traditionnel fonctionne selon ce registre thérapeutique, comme d'autres modèles urbains[38]. Il a été utilisé par Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk pour reconstruire les villes du Mississippi et la capitale de Haïti, détruites respectivement par un ouragan et un tremblement de terre[39]. Dans les théories de Léon Krier, le modèle est la solution à la dispersion territoriale de l'habitat pavillonnaire et à la dépendance à l'automobile qui en résulte[40]. De manière générale, il représente pour le

[37] L'œuvre originale, *Teoría General de la Urbanización, y aplicación de sus principios y doctrinas a la Reforma y Ensanche de Barcelona*, n'a été diffusé hors d'Espagne qu'une centaine d'année plus tard. Bien que ce texte n'ait pas eu de postérité directe, les théoriques urbanistiques du XX^{e} siècle sont néanmoins travaillées par le même discours en raison du fait « de leur commune appartenance à une strate épistémique », celle du positivisme appliqué à la régulation de l'urbain (Choay, 1980: 286).

[38] Par exemple, Howard et Le Corbusier considéraient les villes de leur époque comme « un cancer, une expansion incontrôlée et maligne qui empoisonnait le monde moderne » (Fishman, 1977: 14) et leur espoir d'un monde meilleur se fondait sur le fait que« la transformation du milieu physique était le signe extérieur d'une transformation sociale. » (Fishman, 1977: 11)

[39] Voir l'introduction, page 16.

[40] Voir la section consacrée à la théorie de « la ville dans la ville » de l'architecte luxembourgeois, page 114 et suivantes.

mouvement néo-traditionaliste l'antidote aux maux dont souffrent les villes marquées par l'urbanisme moderniste de l'après-guerre[41].

Ce type d'urbanisme guérisseur dont procède le mouvement néo-traditionaliste trouve ses origines, tant à un niveau idéologique que spatial, dans le modèle culturaliste tel qu'il a été pensé par Howard, puis redéfini par l'architecte anglais Raymond Unwin à partir d'un livre influent de l'époque : *L'urbanisme selon ses fondements artistiques* de l'architecte autrichien Camillo Sitte.

Les modèles culturaliste et progressiste

Choay (1965) comprend l'histoire récente de l'urbanisme comme une reprise des valeurs et des figures spatiales des utopies pensées durant le XIX[e] siècle. Ce « pré-urbanisme » a légué deux idéologies opposées - l'une orientée par des valeurs culturelles traditionnelles, l'autre par le progrès et la technique - à partir desquelles elle classe les doctrines et les réalisations de l'urbanisme du XX[e] siècle. Si je me réfère à ces catégories très générales dans le cadre de ma thèse – respectivement, l'urbanisme culturaliste et l'urbanisme progressiste[42] - c'est parce qu'elles m'aident à distinguer heuristiquement des discours contrastés au sein de l'argumentaire du mouvement néo-traditionaliste : *l'urbanisme culturaliste est en effet (re)valorisé par ledit mouvement, alors que l'urbanisme progressiste est, lui, décrié*. Par ailleurs, ils sont tous deux des « modèles urbains » tels que définis par Choay (2000b: 509) :

> « Ce terme peut servir à désigner l'instrument d'une méthode de conception et de production de l'espace bâti, qui dérive de la démarche utopiste. Le modèle consiste alors dans un plan standard élaboré *a priori* pour promouvoir un ensemble de conditions sociales et matérielles tenues pour universellement valables : c'est un objet définitif et, par définition, reproductible, quel que soit le contexte physique et social de son application. »

Choay rattache le modèle culturaliste aux textes de l'architecte Sitte (*Der Städtebau nach seinen künstlerischen Grundsätzen*, 1889) et du réformateur Howard (*To-*

[41] Voir le chapitre consacré à l'émergence du mouvement néo-traditionaliste dont la préoccupation première a été, en Europe comme aux États-Unis, de répondre de manière antithétique aux principes de la Charte d'Athènes, page 87 et suivantes.

[42] La schématisation qu'établit Choay dans son livre *L'urbanisme, utopies et réalités* (1965) est historiquement liée à la fin des Trente glorieuses lorsque l'urbanisme des grands ensembles est remis en question en France. Par rapport au néo-traditionalisme, elle me permet, tout comme Federico Ferrari, de mettre en exergue les tensions dialogiques produites par le mouvement au sein du champ architectural et urbanistique. Selon cet auteur (Ferrari, 2015: 14), ces polémiques où le « modernisme » est « la cause de tous les maux de la métropole contemporaine et plus généralement, de la société » trouvent leur origine à la fin de XIXe siècle et s'intensifient à partir des années 1970, le « modernisme » étant compris « dans son sens rhétorique, donc médiatique, à savoir une acceptation péjorative propre à ses détracteurs. »

Morrow ! A Peaceful Path to Real Reform, 1898[43]). Bien que leur approche urbaine diffère – le premier s'intéressant à la seule dimension esthétique de la ville, le second proposant un projet de société à travers le concept de *garden-city* – elle les regroupe sous le terme « culturaliste » en raison d'un principe idéologique commun : « La *totalité* (l'agglomération urbaine) l'emporte sur les parties (les individus) et le concept *culturel* de cité sur la notion matérielle de ville. » (Choay, 1965: 42) D'ordre nostalgique, ce modèle est caractérisé par son organicité : la ville, aux dimensions modestes, est circonscrite par des limites à l'intérieur desquelles s'épanouissent à la fois « l'idéal de l'harmonie communautaire et civique et celui de la structure urbaine irrégulière propre à diversifier le tissu des rues et des places. » (Corboz, 2001: 175) L'occupation de l'espace se fait de manière particulière et différenciée en termes esthétiques, pour Sitte, et sociologiques, pour Howard (Choay, 1965: 43).

La ville idéale que le texte de Howard expose est une agglomération polycentrique où gravitent autour d'un centre principal un ensemble de *garden-cities*, chacune étant bornée par une ceinture verte et ne dépassant pas 32'000 habitants. Selon le réformateur anglais, les cités-jardins ne peuvent pas s'étendre spatialement ; elles se dédoublent à la manière de cellules vivantes (Choay, 1965: 43). Autrement dit, la dimension de la ville doit être l'objet d'un contrôle systématique, le surplus de population d'une cité-jardin devant être absorbé par une autre. En somme, le modèle urbain préconisé par Howard se veut « autarcique, assurant la diversité des tranches d'âge, des groupes sociaux et des activités de production, afin d'atteindre un équilibre et d'être autosuffisante, sur le plan alimentaire comme sur celui des produits industriels. » (Merlin, 2000: 164)

Dans son texte, Sitte n'expose pas une ville idéale mais étudie uniquement l'esthétique des villes européennes à partir d'une analyse novatrice de la morphologie urbaine qui « oppose point par point les conformations précises du passé apprécié, et du présent déprécié. » (Choay, 2006c: 87) Son livre deviendra la « bible » d'Unwin (Choay, 1996: I) qui y puise les préceptes permettant de concevoir l'architecture des nouvelles cités-jardins[44]. Dès 1903, l'architecte anglais réalise, en collaboration avec son associé Barry Parker et selon les ambitions de Howard, la première *garden-city* de Letchworth au

[43] *Demain ! Une voie pacifique vers la réforme sociale.* Une deuxième version est publiée en 1902 sous le titre *Garden Cities of To-Morrow* (Les Cités-jardins de demain). C'est cette version qui sera traduite dans de nombreuses langues.

[44] Dans son livre *L'urbanisme selon ses fondements artistiques*, Sitte démontre pour la première fois que l'architecture, de l'Antiquité à la Renaissance, se présente « sous forme de systèmes cohérents, à chaque fois répondant à et significatifs d'une époque et d'une société historiques données, et qu'il est vain de vouloir imiter ou considérer comme modèles. » (Choay, 1996: IV-V) Il ne prône donc pas les configurations déterminées et reproductibles d'un modèle préindustriel – ce que fera en revanche Unwin et, bien plus tard, Léon Krier - mais seulement les règles communes d'organisations des villes de son époque.

nord de Londres. Unwin reconnaitra qu'à ce moment il n'avait pas encore lu *Der Städtebau.* Cependant, il s'inspirera explicitement de l'analyse de Sitte lorsqu'il réalise quatre ans plus tard Hampstead Garden Surburb, toujours avec Parker mais cette fois-ci à l'initiative de la réformatrice Henrietta Barnett, en mobilisant un ensemble iconographique relatif à l'esthétique médiévale des cités et des villages anglais, allemand et français dans son ouvrage *Town Planning in Practice* publié en 1909 (Hall, 2002: 104). En effet, l'œuvre de Sitte encourage Unwin à créer « de nouveaux tissus urbains, qui s'inspirent de la morphologie des villes anciennes quant à leur tracé, leur volumétrie, leur façon d'articuler les vides et les pleins. » (Choay, 2006c: 88)

Si Unwin et son associé Parker partagent les objectifs sociaux de Howard, ils ne recourent cependant pas à ses méthodes rationalistes et géométriques de planification urbaine : à leurs yeux, ce qui importe est d'adapter à la société les principes permanents de l'urbanisme traditionnel anglais (Fishman, 1977: 57). C'est donc par l'entremise des deux architectes que l'œuvre de Sitte se matérialise dans les premières cités-jardins. Selon Unwin et Parker, seule l'adoption d'un style cohérent inspiré de villages pittoresques où dominent « la brique, le stuc, les pignons et les toits de tuiles du Hertfordshire » permettrait de créer une unité organique, « un lieu où chacun aurait sa place et en serait satisfait. » (Fishman, 1977: 58) Un telle pensée – revaloriser une architecture supposée vernaculaire déterminerait une société idéale – est au fondement de la doctrine néo-traditionaliste contemporaine.

Le modèle progressiste apparaît avec le texte de l'architecte français Tony Garnier (*Une Cité industrielle,* 1917) et, plus particulièrement, avec ceux de Le Corbusier (*Vers une architecture*, 1923, *Urbanisme*, 1925, *La Ville radieuse*, 1935). Le qualificatif « progressiste » est choisi par Choay (1965) en raison de la foi accordée par les tenants du modèle au progrès et à la technique. L'espace du modèle progressiste est déduit *a contrario* de l'espace critiquée de la ville traditionnelle. Géométrique, mécanique et standardisé, il s'oppose au modèle culturaliste à un niveau temporel (il s'agit de faire table rase du passé et donc de ne plus s'inscrire dans une tradition culturelle) et social (l'homme-type remplace les communautés-types). L'espace urbain est ouvert, éclaté, et le seul critère de rationalité qui dicte son ordonnancement est la séparation de quatre fonctions : habiter, travailler, cultiver le corps et l'esprit, circuler (alors que celles-ci sont combinées au sein de l'urbanisme culturaliste). À la sinuosité des rues vantée par Sitte s'oppose le plan orthogonal promu par les membres des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM). Symbole du désordre circulatoire, la rue est abolie au nom de l'hygiène ; en revanche, son esthétique est élevée au rang de l'art dans le texte de l'architecte autrichien. Traité de passéiste rétrograde, Sitte a été violement vilipendé par les membres des CIAM : Siegfried Gideion, premier secrétaire, le qualifie de « troubadour » nostalgique, tandis que Le Corbusier, membre fondateur, le définit

comme le champion du « chemin des ânes », autrement dit de la ligne courbe qui, selon lui, n'a plus lieu d'être à l'ère moderne (Choay, 1996: II).

Les principes de l'urbanisme progressiste sont discutés en 1933 lors du quatrième CIAM qui traite spécifiquement de la ville fonctionnelle[45]. À cette occasion est élaborée la Charte d'Athènes qui sera publiée dix ans plus tard par Le Corbusier. Ce manifeste présente la « structure en miroir » caractéristique des textes utopiques : c'est une « critique modélisante » qui, d'un côté, condamne la ville contemporaine et son désordre et, d'un autre côté, « expose et propose la ville modèle, en ordre » dont les trait s'opposent, point par point, à ceux de la ville critiquée (Choay, 2000a: 156). Ce texte véhément, simplificateur et inconditionnel sera « l'instrument de propagande le plus efficace pour l'idéologie des CIAM. » (Choay, 2000a: 157)

Plus de cinquante ans après la publication de la Charte d'Athènes, les membres du Nouvel Urbanisme s'inspireront explicitement de ce document pour diffuser à leur tour des principes opposés au modèle progressiste. La Charte du Congrès pour le Nouvel Urbanisme (CNU) ainsi que les manifestes des architectes néo-traditionalistes publiés dans son sillage utilisent en effet le même procédé critique et modélisant que les CIAM. À ce titre, et bien que les valeurs et les figures spatiales du progressisme et du néo-traditionalisme diffèrent, ces deux courants procèdent de la même tradition utopique quant à leurs méthodes et leurs objectifs de réforme urbaine. Certes, la cité-jardin de Howard et la ville radieuse de Le Corbusier s'opposent au niveau de leur qualité formelle, mais elles ont toutes deux été dessinées « en songeant à la fois à une reconstruction urbaine et à une révolution sociale. » (Fishman, 1977: 5) Robert Fishman définit ces villes idéales comme utopiques, non pas comme Choay (1965; 1980) le fait de manière péjorative en les classant comme des images monolithiques portant en elles la dissolution du politique, mais plutôt selon le sens attribué à l'utopie par le sociologue allemand Karl Mannheim (1936), c'est-à-dire : « un programme cohérent d'action, né d'une réflexion qui « transcende la situation immédiate », un programme dont la réalisation « briserait les chaines » de la sociétés établie. » (Fishman, 1977: 5-6)

Fishman mobilise une telle définition parce qu'il s'attache plus à un contexte sociohistorique donné qu'uniquement aux discours qui en résultent (tels que les textes étudiés par Choay). En s'intéressant aux intentions des réformateurs que sont Howard et Le Corbusier et aux mouvements politiques de leur temps, il met en valeur le fait qu'un modèle urbain, loin de se résumer à une doctrine figée qui serait réductible à un livre ou une charte, est le produit d'une époque qu'il s'agit de dépasser. Là où Choay (1965: 75)

[45] L'association des CIAM est fondée en 1928 au Château de La Sarraz en Suisse. La Déclaration de La Sarraz, texte fondateur des CIAM, résume les ambitions réformatrices de cette avant-garde architecturale, instaure les mécanismes de cooptation du mouvement et préfigure les orientations fonctionnalistes de la Charte d'Athènes (Kourniati, 2006: 66; Mumford, 2000: 25).

conçoit les modèles culturaliste et progressiste comme des utopies ouvrant sur l'arbitraire, Fishman (1977: 19) se représente la cité-jardin et la ville radieuse comme des imaginaires salvateurs permettant de penser (puis de transformer) un présent imparfait. Autrement dit, un modèle urbain ne se résume pas seulement à son contenu idéologique et spatial figé dans un texte ; il se définit aussi à travers les personnes qui l'ont pensé, les sociétés qui l'ont adopté et les espaces qu'il a traversés.

En mouvement entre les villes et les pays, entre différents imaginaires urbains et nationaux, les écrits qui fondent les modèles culturaliste et progressiste ont été (re)interprétés au gré des réformes engagées par des groupes aux intérêts souvent divergents. Comme le souligne Pierre Bourdieu (2002: 4), les textes ne circulent pas avec leur contexte : « le sens et la fonction d'une œuvre étrangère sont déterminés au moins autant par le champ d'accueil que par le champ d'origine. » Ainsi, si l'histoire des idées urbanistiques telle que proposée par Choay m'a permis de mettre en évidence les régularités discursives qui structurent le contenu d'un modèle, l'histoire sociale des mouvements réformateurs m'amène à insister sur la diversité des intentions et des pratiques qui ont porté un modèle d'un lieu à un autre et qui l'ont, en conséquence, transformé. À ce titre, la circulation du modèle culturaliste au sein des milieux réformateurs du début du XX^{e} siècle constitue un exemple révélateur de la malléabilité d'un modèle urbain, supposé rendre le monde meilleur quels que soient les contextes sociaux.

Réformer internationalement la société

Au cours des deux premières décennies du XXe siècle, l'urbanisme devient en Europe et aux États-Unis, une discipline spécifique avec ses spécialisations, ses corps de métiers ainsi que ses institutions qui les représentent et les reproduisent. Le projet de transformer la ville relève alors d'un « intérêt commun » partagé au sein des nations occidentales que ce soient par des collectivités publiques, des professionnels, des milieux philanthropiques ou le monde des affaires (Claude, 2006: 242). Cette nouvelle « science urbanistique » n'a pas pour seule ambition de rationaliser le développement des villes ; à l'origine, elle se trouve « étroitement liée au projet de construire un nouvel ordre social et politique qui implique une action sur les personnes, et tout particulièrement sur le peuple. » (Topalov, 1989: 139) Des premières cités-jardins à leurs multiples adaptations internationales émergent ainsi des politiques urbaines dont l'objectif est à la fois de réguler le cadre matériel des citadins et, à travers celui-ci, de réformer la société (Magri et Topalov, 1987).

« Étonnante aventure que celle d'une doctrine qui n'a été aussi efficace que parce qu'elle a été trahie » souligne Christian Topalov (1999c: 21) à propos de l'adoption du modèle culturaliste par-delà les frontières britanniques. En effet, d'Allemagne en

Australie, des États-Unis au Japon, un mouvement international des cités-jardins se constitue durant les deux premières décennies du XXe siècle, contribuant à la fois à la rapide circulation d'une nouvelle forme urbaine et à la transformation de celle-ci au cours de ses multiples (ré)interprétations nationales (Hall, 2002: 127). L'ouvrage de Howard est rapidement traduit en plusieurs langues, son diagramme d'une « ville sociale » amplement discuté à l'étranger[46] et les plans d'Unwin et Parker sont reproduits dans de nombreuses revues d'architecture et d'urbanisme (Paquot, 2010: 260). Mais un tel succès, favorisé par l'internationalisation des organisations réformatrices et des récents mouvements de planification urbaine (Miller, 2002: 11), ne manque pas de vider la notion de « cité-jardin » des objectifs urbanistiques et politiques que lui attribuait Howard.

Les militants qui s'étaient ralliés à la cause de Howard - depuis qu'il avait créé la *Garden Cities Association* et dirigé l'*International Garden Cities and Town Planning Association*[47] – se rendent rapidement compte combien le modèle peut être dévoyé et ne tardent pas à rappeler en 1922, lors d'un congrès international tenu à Londres, quelles sont les conditions que doit remplir la construction d'une cité-jardin. Certes, chaque cité-jardin devrait être conçue selon les goûts et les besoins économiques nationaux, reconnaissent Sir Theodore Chambers et Charles Purdom (1922: 11), mais chacune doit au moins : être une ville indépendante, subvenir aux besoins de toutes les classes sociales (de sorte qu'un esprit civique puisse s'y développer, précisent-ils), comprendre des surfaces agricoles et industrielles, être planifiée globalement et, finalement, contrôler son assise foncière ainsi que les terres environnantes. De tels critères n'avaient déjà pas été respectés par Unwin et Parker lors de la construction de Hampstead Garden Suburb qui, comme son nom l'indique, est plus un faubourg-jardin qu'une cité-jardin[48].

« Les puristes du modèle howardien ont vu en Hampstead une trahison » (Sadoux, 2010c: 439), et pour cause : cet ensemble essentiellement résidentiel ne comprend pas d'industries et n'est pas autonome, ses habitants devant se rendre à Londres par métro pour y travailler. Ce projet transformera rapidement le champ d'intervention de la

[46] La traduction de ce schéma radioconcentrique, via les milieux réformateurs anglo-saxons, à Radburn (New Jersey) et à l'intérieur de la ville de New York est discutée dans la section consacrée à l'unité de voisinage qui est à l'origine du modèle néo-traditionnel américain, page 95 et suivantes.

[47] La première est fondée en 1899 pour diffuser les idées de Howard et débattre de leur mise en œuvre, la seconde crée en 1913 par l'architecte Ewart Culpin pour soutenir et unifier les activités des groupes étrangers en faveur du programme du réformateur anglais (Hardy, 1991). Les deux associations sont toujours actives aujourd'hui, mais sous un autre nom (respectivement la *Town and Country Planning Association* et la *International Federation of Housing and Planning*).

[48] Ni Howard, ni la *Garden City Association* n'ont pris part à la construction de Hampstead. Les cités-jardins conçues à l'initiative du réformateur anglais durant les deux premières décennies du XX^{e} siècle sont Letchworth et Welwyn : elles seront considérées par les fidèles de Howard - dont Purdom, éditeur du journal de la *Garden City Association* - comme les seules véritables cités-jardins jamais construites (Hall, 2002: 110).

Garden City Association au grand dam des gardiens de l'orthodoxie de Howard. À la fin de la décennie 1900, plusieurs membres proposent d'inclure les faubourgs-jardins et autres villages modèles dans les objectifs réformateurs de l'association[49], ce qui ne manquera pas d'irriter son secrétaire Ewart Culpin car, constate-t-il des expériences menées en Angleterre comme à l'étranger, seul subsiste le nom de *garden-city* à des fins de promotion immobilière (Hall, 2002: 109). Plus généralement, Howard militait pour un système économique et social reposant sur la coopération, une occupation décentralisée du sol et un contrôle non-étatique des terres mais ces objectifs politiques ne seront finalement pas appliquées, ni dans son pays ni ailleurs, tout comme ne seront pas réalisées ses ambitions de voir émerger des villes autosuffisantes et socialement diversifiées[50] (Paquot, 2010). Une telle dilution du concept initial, au gré des intérêts économiques et politiques du moment, se répétera pour d'autres modèles urbains au cours du siècle, notamment dans la mise en œuvre des principes du Nouvel Urbanisme et du néo-traditionalisme, tout à tour mobilisés par des libéraux, des conservateurs ou des socialistes, des entreprises privées, des autorités publiques ou encore la monarchie britannique.

La malléabilité du modèle culturaliste, en tant que politique publique portée par les organisations réformatrices au début du XX^{e} siècle, a été étudiée dans de nombreux contextes nationaux (Hall, 2002; Hall et Ward, 1998; Hardy, 1991; Magri et Topalov, 1987; Miller, 2002; Sutcliffe, 1981; Ward, 2002). Le cas de l'importation de la cité-jardin en France me permet d'illustrer, à l'instar de Topalov (1999c), comment se constituent des réseaux réformateurs qui s'emparent d'une doctrine en circulation pour mieux la conformer à des intérêts politiques ou professionnels spatialement situés. De fait, l'étude menée par ce sociologue m'amène à établir les prémices d'une analyse circulatoire des modèles urbains et, plus particulièrement, à dessiner les contours d'un champ où s'entrecroisent des itinéraires et des pratiques diversifiés réunissant, malgré tout, la même volonté de transformation du monde urbain et *in fine* des relations sociales.

[49] Et, pour signifier le changement d'échelle que cela implique au niveau de l'aménagement du territoire, l'association prend le nom de *Garden Cities and Town Planning Association* en 1909 suite à son travail de lobbying auprès du gouvernement britannique qui adopte à la même date le *Town Planning Act*, première base légale mettant fin aux bidonvilles de l'ère victorienne à travers une planification sanitaire de l'ensemble des villes du pays (Sutcliffe, 1990).

[50] En revanche, le principe de ceinture verte, issu des travaux de Howard, et celui de ville satellite, popularisé par Unwin, seront adoptés par le gouvernement britannique à travers deux lois – le *Green Belt Act* et le *New Towns Act* – respectivement à partir de 1938 et 1946. La première loi promulgue la conception d'une vaste ceinture verte autour des zones métropolitaines pour contenir leur expansion, la seconde la construction de villes nouvelles périphériques, séparées entre elles par ladite ceinture. L'une et l'autre, d'abord synthétisées dans le plan de Patrick Abercrombie pour le Grand Londres en 1944, connaitront un succès mondial (Amati, 2008; Clapson et Hutchison, 2010).

En France, les idées de Howard sont popularisées et transformées par Georges Benoit-Lévy, avocat de formation, qui a obtenu du Musée social[51] une mission d'étude sur les cités-jardins anglaises. Il visite les villages industriels de Port Sunlight et Bournville ainsi que le site de Letchworth qui vient d'être acheté par la *Garden City Association* et, dès son retour au pays, crée l'Association des cités-jardins de France en en 1904 puis publie la même année un livre sur le sujet (Topalov, 1999c: 22). Benoît-Lévy gagne en notoriété auprès des cercles réformateurs de l'époque qui considèrent les expériences anglaises, tout d'abord, comme des villages industriels assurant hygiène et moralité, puis, comme des lotissements privés de banlieue lorsque la Société française des Habitations à Bon Marché (HBM) s'empare du modèle à partir des années 1910 (Topalov, 1999c: 24-27). Henri Sellier, administrateur de l'office HBM de la Seine, promeut activement l'édification de banlieues-jardins pour pourvoir à l'extension méthodique de Paris. Autour de 1930, pas moins de quinze « cités-jardins » sont construites par les municipalités franciliennes[52]. Peu à peu cependant, sous l'influence des CIAM et en raison du manque d'espace et des contraintes financières, les cités-jardins françaises se transformeront en logements collectifs et en tours (Merlin, 2000: 165), achevant ainsi de vider le modèle culturaliste de son contenu[53].

Au gré de ses adaptations internationales durant la première moitié du XX^{e} siècle, la cité-jardin devient donc un instrument permettant d'aménager rationnellement l'extension des agglomérations plutôt qu'une communauté autonome supposée arrêter la croissance urbaine : « les cités nouvelles seront situées dans les banlieues urbaines et conçues comme un élément d'une réorganisation de celles-ci et de la planification de leur extension future. L'urbanisme nait ainsi des cendres de l'utopie de Howard. » (Magri et Topalov, 1987: 420) Si les nombreuses expériences menées sous le nom générique de « cité-jardin » s'avèrent être finalement peu respectueuses des critères établis par Chambers et Purdom en 1922, toutes se réclament cependant du projet réformateur qui en faisait originellement la force, comme le souligne Topalov (1999c: 38) :

[51] Fondé en 1894, le Musée social a pour projet initial de conserver et d'exposer de façon permanente les documents du pavillon d'Économie sociale de l'Exposition universelle de 1889. Il devient rapidement un institut de recherche dont les résultats sont largement diffusés auprès du public. Dès 1908, l'une de ses sections d'étude - la Section d'hygiène urbaine et rurale - développe l'ambition « d'installer un nouvel ordre urbain » (Claude, 2006: 58). Les membres du Musée social ont inspiré de nombreux projets de loi, principalement dans le domaine de l'urbanisme et du logement, et établi les premières bases institutionnelles du métier d'urbaniste en France (Chambelland, 1998; Claude, 2006).

[52] Dont la cité-jardin du Plessis-Robinson qui est devenue aujourd'hui l'une des seules véritables villes néo-traditionalistes d'Europe. Suite à diverses transformations datant des années 1990, elle a été récompensée comme « la meilleure renaissance d'une banlieue urbaine » par le prix européen d'architecture Philippe Rotthier. À ce sujet, voir l'Encadré 9, page 264.

[53] Howard et Unwin, tous deux opposés aux constructions en hauteur, n'auraient pu imaginer que Le Corbusier définisse en 1947 l'unité d'habitation de Marseille comme une « cité-jardin verticale », un amalgame qu'Anthony Sutcliffe (1987: 79) qualifie de « mascarade ».

> « Dans l'adoption de la cité-jardin comme modèle des extensions urbaines de l'avenir, des éléments fondamentaux de l'argumentaire sont partagés par tous les protagonistes : salubrité du cadre urbain et promotion de la famille, bien sûr, mais aussi capacité de cette nouvelle forme urbaine à rationaliser la croissance des villes, à faire renaître les communautés perdues, à éduquer les habitants. »

L'urbanisme, le génie sanitaire et l'hygiène sociale trouvent leur origine dans ces ambitions partagées par les mouvements de réforme qui ont émergé entre l'Exposition universelle de 1889 et la Grande Guerre (Claude, 2006; Topalov, 1999b). Des « homologies de positions et de propositions » (Topalov, 1999c: 13) se dégagent en effet des intenses échanges internationaux qu'entretiennent les réformateurs, mobilisant pour leur cause locale des images construites à partir des expériences étrangères. Topalov (1999c: 13) définit les réformateurs comme tous ceux qui fréquentent « les lieux, les milieux et les réseaux[54] » de la réforme et qui rendent possible une « conversation commune » entre des personnes divisées sous d'autres rapports professionnels. Par exemple en France, dans le domaine de l'hygiène où s'entrecroisent des causes variées telles que la lutte contre la tuberculose, l'assainissement urbain et l'extension méthodique des villes, les médecins, les ingénieurs et les architectes ont déployé ensemble leurs compétences, un temps réunies à travers l'Alliance d'hygiène sociale fondée en 1904. Les réformateurs circulent donc d'un lieu à un autre – d'un bureau privé à une association (inter)professionnelle, d'un service municipal à un congrès (inter)national - « transportant avec eux des façons de faire, des schèmes de pensées et des rhétoriques, promoteurs de convergences et modérateurs de concurrences. » (Topalov, 1999a: 358) Entrer en réforme, c'est donc définir et négocier un système d'alliances en vue de défendre une cause, mais c'est aussi donner aux connaissances et aux pratiques ainsi mobilisées des institutions[55] qui en assureront la pérennité. L'ensemble de ces institutions constitue alors un « champ réformateur[56] » dont l'effet est « l'énoncé de « problèmes », de diagnostics et de prescriptions, bref, un langage et une méthode. » (Topalov, 1999a: 471).

Unité des formes langagières et diversités des formes institutionnelles caractérisent le champ réformateur, le rapport entre les deux étant le congrès que Topalov (1999a: 462)

[54] Topalov se réfère à l'expression utilisée par Nicole Racine et Michel Trebitsch (1992) pour qualifier le cadre social et culturel des idées d'une époque à partir d'une analyse comparée des pratiques et des trajectoires des intellectuels (artistes, écrivains, réformateurs, politiciens, etc.).

[55] J'utilise le concept d'« institution » selon son sens étymologique : la création d'une norme, d'une loi ou d'une structure de pouvoir et d'autorité, le verbe *instituere* signifiant en latin établir, fixer une chose. Par extension, l'institution renvoie à la fois à un processus et à un état plus ou moins stable résultant de cet acte (Lussault, 2003: 514).

[56] Empruntée à Pierre Bourdieu (1980), la notion de champ est définie par Topalov (1999a: 461) en tant que « système autonome de positions, d'acteurs et d'institutions, organisés par des enjeux et des rapports internes spécifiques. »

définit comme une « machine à fabriquer l'accord » entre les protagonistes du champ. Ces dimensions - où conformité doctrinale et hétérogénéité des pratiques s'accordent, pour un temps, sur un projet réformateur – sont centrales à la dynamique de formation des mouvements internationaux d'urbanisme, que ce soient l'*International Garden Cities and Town Planning Association* et les CIAM (Saunier, 2001; Saunier, 2007) ou le Nouvel Urbanisme. Pour ces deux derniers mouvements, le congrès a été un moyen d'unification particulièrement structurant, l'adoption d'une charte pouvant être comparée à la signature d'un contrat pour lier un collectif[57]. Cela n'a pas empêché, et pour les CIAM (Kourniati, 2006; Mumford, 2000) et pour le CNU (Grant, 2006; Hebbert, 2003), de voir naître des dissensions internes qui ont respectivement précipité leur dissolution ou leur fragmentation[58].

Le champ réformateur se caractérise donc par la mobilité de ses protagonistes, d'une part, et par l'institutionnalisation de leurs pratiques à travers la création d'associations, l'établissement de règles partagées et la mise en valeur de nouvelles expertises, d'autre part. Méthodologiquement, cela implique de s'intéresser à la fois à un processus circulatoire (les trajectoires des réformateurs) et à un état plus ou moins stable qui en résulte (les institutions réformatrices). Toplaov (1999a: 358) propose ainsi d'examiner les itinéraires des réformateur qui créent les institutions, les transforment et les quittent car, « si les agents se meuvent dans les contraintes du champ, ce qu'ils viennent y faire n'est pas sans effet sur les propriétés de celui-ci. » Le champ prend donc « la forme d'un ensemble d'institutions organisées par des systèmes de positions provisoirement stabilisés et associées à des catégories de pensées et d'action » et tout réformateur qui s'investira dans le champ devra alors « se plier à ses règles, éventuellement en les transformant, pour atteindre ses fins. » (Topalov, 1999a: 465)

L'histoire sociale des mouvements de réforme du début du XX^{e} siècle m'amène donc à considérer comment un modèle urbain peut perdre de sa substance lorsque qu'il est circulation tout en conservant l'idéal réformateur qui l'anime. L'histoire des idées en matière d'espaces édifiés m'a auparavant permis de démontrer comment un modèle

[57] A la fois émanation d'un collectif, mais aussi contrat pour lier celui-ci, la charte se rattache à un groupe, une école ou une institution, alors que le traité est individuel, affirmant avec vigueur les idiosyncrasies d'un auteur [Je remercie ici Pierre-Yves Saunier pour m'avoir suggéré cette formule]. Le fait de s'associer apparaît au début du XX^{e} siècle comme une « modalité d'action » (Claude, 1999: 275) pour toutes propositions visant à réformer la ville et la société. Les « francs-tireurs » (*free riders*) existeront toujours par la suite mais leurs activités tendront à être intégrées, peu ou prou, à celles des collectifs (Saunier, 2007). Par ailleurs, la charte ne se substitue pas au traité durant le XX^{e} siècle, ce dernier étant toujours d'usage sous la forme du manifeste personnel en architecture (Jencks et Kropf, 2006).

[58] En 2003, le CNU a voulu élargir sa base institutionnelle en Europe en y créant le Conseil pour l'urbanisme européen (*Council for European Urbanism* – CEU), une organisation qui n'a finalement pas su fédérer sur le long terme les actions de ses membres. À ce sujet, voir le chapitre consacré aux réseaux supranationaux du modèle néo-traditionnel, page 243 suivantes.

urbain s'inscrit dans une tradition utopique et un registre thérapeutique. Il convient maintenant de s'arrêter sur la géographie des modèles, ainsi que sur les moteurs et les acteurs de leur mondialisation, en prenant comme point de départ le récent champ de recherche sur la mobilité contemporaine des politiques urbaines.

URBANISME MOBILE ET EXPERTISES NOMADES

La section précédente m'a permis de démontrer que la structuration de l'urbanisme en un ensemble cohérent de connaissances et de techniques peut se concevoir, d'une part, à travers les trajectoires des individus qui créent et transforment des institutions dans le but de légitimer leur action, et d'autre part, à travers les textes instaurateurs qui sont autant d'indices permettant de retracer l'épistémè[59] de la discipline où le modèle tient une place prépondérante.

J'ai notamment démontré qu'un modèle est constitué de références partagées par rapport à un programme de réforme urbaine. Ses valeurs sociales et ses figures spatiales - comme je l'ai exposé à travers l'approche de Choay - se stabilisent, et se répètent, dans des textes, des livres ou des chartes. Par ailleurs, un modèle mobile est malléable ; autrement dit, sa substance se transforme au fur et à mesure de ses déplacements. Il est certes « porté » par des discours, mais il est aussi « animé » par des pratiques et des institutions qui le transforment en conséquence. L'approche de Topalov m'a ainsi permis de souligner comment des réformateurs s'unissent temporairement pour statuer sur un problème commun, en l'occurrence la planification des villes au début du XX^{e} siècle et, corrélativement, la mise en ordre de la société. À travers ces deux approches que je considère comme complémentaires[60], la notion de modèle urbain peut être comprise comme un *savoir en action* qui se traduit par l'édification d'un quartier (du moins) ou d'une ville (au mieux) dont les vertus spatiales seraient supposées rendre la société meilleure. Dans ce cas, cet instrument « de conversion et de guérison » (Choay, 1980: 331) prend comme référence partagée une forme spatiale idéale mais il peut aussi prendre la forme d'une politique, c'est-à-dire d'une manière d'administrer et de gérer un territoire urbain[61].

La présente section aborde donc la notion de modèle sous un autre angle que celui des textes ou de la réforme, celui des « politiques mobiles » qui est un champ de recherche portant sur les échanges interurbains des « bonnes pratiques » (*best practices*) en matière de gouvernance des villes contemporaines. Si j'ai recours à ce champ, c'est parce

[59] L'épistémè est l'état des représentations et des discours permettant l'émergence d'un savoir scientifique à une époque donnée (Foucault, 1966).

[60] Comme je l'ai souligné dans la section précédente, l'approche structuraliste de Choay, au contraire de l'approche de Toplaov, ne permet pas de saisir le contexte d'énonciation des problématiques urbaines, mais uniquement leur stabilisation textuelle : je mobilise la première pour schématiser les contenus idéologiques figés dans des textes, la seconde pour comprendre comment des réformateurs s'emparent d'une doctrine pour mieux la conformer à leurs intérêts politiques et professionnels spatialement situés.

[61] Une politique urbaine peut être définie comme l'ensemble des idées, des institutions et des intérêts qui structure la gouvernance d'une ville et les processus de décisions relatifs à son développement (Clarke et Gaile, 1997).

qu'il me permet de problématiser les modalités mêmes du mouvement à travers l'espace, en l'occurrence celui d'une politique urbaine.

Plus généralement, cette section traite des récents apports théoriques sur les espaces mis en relation par la mobilité des connaissances, des personnes et des capitaux. De nombreux chercheurs anglo-américains, essentiellement des géographes et des polittologues, proposent en effet de s'intéresser aux politiques qui s'élaborent et se transforment *entre deux lieux* (ou plus), plutôt que *d'un lieu à un autre* comme un simple transfert[62]. Dans ce cadre, la notion de modèle s'y trouve déclinée selon trois types de références auquel responsables politiques et professionnels de la ville font appel pour justifier l'exemplarité de leur action (Söderström, 2012: 44). Tout d'abord, le modèle peut être celui de la gouvernance d'une ville prise dans son ensemble, telle que Barcelone ou Lyon. Il peut être aussi une politique spécifique qui n'est pas associé à une ville en soi, comme la « ville créative » ou la « ville durable ». Et finalement, il peut aussi être un agencement entre politique et solution formelle, telle que la réhabilitation des friches urbaines ou des fronts d'eau[63]. À l'exception de cette dernière catégorie, peu de ces recherches sur la mobilité des politiques urbaines se soucient de la matérialité même du modèle. C'est pourquoi cette section débouchera sur le cadre d'analyse que j'ai élaboré pour saisir à la fois la matérialité du cadre bâti et les relations sociales et politiques en jeu lors de l'échange d'un modèle urbain entre des villes et des pays.

La mobilité de ces politiques urbaines n'est pas nouvelle, mais elle s'est intensifiée au cours de ces vingt dernières années sous l'effet, entre autres, de l'accroissement et de l'accélération des échanges culturels. Avant d'aborder le champ de recherche des « politiques en mouvement » et le paradigme dans lequel il s'insère, je décrirai au préalable le moteur (et le cadre) de cette circulation accrue : la mondialisation des villes ainsi que des connaissances et des pratiques qui sont à leur origine.

L'intensification des échanges culturels

La circulation des connaissances relatives à l'édification des villes n'est pas un processus récent : depuis l'Antiquité, ces flux culturels ont accompagné les conquêtes militaires et impériales ainsi que l'expansion des échanges économiques. Au cours de leurs déplacements, les architectes, puis les urbanistes, ont parachevé leur formation, noué des contacts et, dans certaines circonstances, participé à transformer les modalités

[62] Ce champ de recherche est très dynamique au niveau anglophone, au contraire du domaine académique francophone. Toutefois le n°14 des cahiers du LAUA, *Les modèles urbains entre courants, références et performances* – dont un article portant sur le modèle néo-traditionnel (Dupuis, 2011) – et le dossier spécial de la revue « Urbanisme », n°383 publié en 2012, attestent d'un intérêt bienvenu en francophonie pour ce champ.

[63] Pour une synthèse et une bibliographie, voir McCann et Ward (2011a) et Söderström (2012).

de conception et de planification des villes à travers le monde. Sans doute, voyager – et par là-même comparer des expériences entre l'ici et l'ailleurs - constitue fondamentalement l'activité architecturale et urbanistique (Guggenheim et Söderström, 2010a: 12; Traganou, 2009: 6).

L'histoire de l'architecture abonde d'exemples où des principes, des styles ou des formes ont voyagé par l'entremise des architectes : des voyages motivés par l'étude des cultures architecturales, et plus particulièrement de la culture classique comme lors du Grand Tour de l'architecte écossais Robert Adam au XVIII^{e} siècle (Ockman, 2005), des voyages coloniaux comme celui de l'architecte et urbaniste français Henri Prost qui expérimenta de nouvelles solutions d'aménagement au Maroc et les ramena ensuite en métropole (Rabinow, 1995), des exils forcés tels que ceux des architectes allemands Ludwig Mies van der Rohe et Walter Gropius, anciens directeurs de l'école du *Bauhaus*, qui participèrent à définir aux États-Unis le style International (Frampton, 2007) ou des « voyages-conférences » à l'instar de ceux effectués par Le Corbusier en Europe, aux États-Unis et en Amérique du Sud dans le but de promouvoir ses projets grandioses (Gras et Paquot, 2008). Ainsi, au cours du temps, les voyages des architectes et des urbanistes – et plus généralement des textes et des images qu'ils ont produits – se sont progressivement étendus et les raisons de leurs déplacements ont changé (Guggenheim et Söderström, 2010a: 6).

La circulation des connaissances urbanistiques - notamment au début du XX^{e} siècle, période charnière tant au niveau de l'urbanisation du monde que des théories produites pour réguler ce processus - a fait l'objet de diverses interprétations en sciences sociales. Dans la synthèse qu'offre Stephen Ward (2002: 6-9) au sujet de la diffusion de l'urbanisme durant le XX^{e} siècle, ce dernier distingue schématiquement trois types d'explications (Ward, 2002: 6-9). À une échelle internationale, la circulation des connaissances peut être considérée comme le résultat d'enjeux économiques et géopolitiques ; à une échelle institutionnelle, comme l'articulation entre des politiques publiques et des milieux professionnels ; et à une échelle individuelle, comme le travail d'individus créatifs, engagés et visionnaires[64]. Ces trois explications s'accordent sur le fait que les congrès, conférences, voyages d'étude ou revues spécialisées sont autant de vecteurs à la circulation « d'expertises nomades » en matière de conception, de planification et de gouvernance urbaine (Verdeil, 2005) et que ces dernières peuvent suivre des canaux plus ou moins formels tels que ceux des routes coloniales (Nasr et Volait, 2003b), des entreprises de construction (Cody, 2002), des municipalités (Saunier et Ewen, 2008), des organisations internationales (Osmont, 1995), des institutions

[64] À des fins heuristiques, cette schématisation a le mérite de distinguer, respectivement, structures économiques, institutions politiques et pratiques sociales.

philanthropiques (Saunier, 2001), des mouvements réformateurs (Claude, 2006) ou des maisons d'édition (Crysler, 2003).

Les recherches sur les circuits transnationaux de l'urbanisme ont connu un regain d'intérêt suite aux récentes réflexions sur la mondialisation des espaces urbains. Les premières études concernant les relations entre ville et mondialisation ont certes permis d'expliquer les mécanismes par lesquelles certaines villes jouent un rôle majeur, et parfois déterminant, dans l'économie contemporaine[65], mais elles ne se sont pas suffisamment concentrées – et c'est là l'apport d'analyses plus récentes – sur les processus et situations des villes « en dehors de la carte » des grandes capitales financières (Robinson, 2002). Comblant ces lacunes, et partant du postulat que toute ville est aujourd'hui une ville mondiale (King, 2004), de nombreuses recherches portent désormais sur les mécanismes de transformation des villes mondialisées et non pas seulement mondialisantes[66], d'une part, et sur le rôle des acteurs, des flux culturels et des politiques urbaines dans la mondialisation des villes, d'autre part (Guggenheim et Söderström, 2010b; McCann et Ward, 2011a; Robinson, 2006; Söderström et Dupuis, 2010).

Selon cette perspective, les échanges de connaissances ne sont plus simplement considérés à partir de logiques intra-européennes, transatlantiques ou suivant des trajectoires allant du Nord au Sud - ce qui conforte souvent l'idée d'une hégémonie des pays développés dans le champ architectural et urbanistique - mais à partir de logiques multiscalaires et multidirectionnelles entre villes, régions et pays du Monde. Cette seconde position analytique – que j'adopte dans le cadre de mes recherches - permet de « placer la périphérie au centre » (Nasr et Volait, 2003a: xi) en s'attachant « aux scènes locales qui jouent un rôle essentiel de filtrage, d'accommodation, de déformation et de recombinaison » (Verdeil, 2005: 165). Les sociétés locales expriment en effet leur conscience du monde[67] à travers des stratégies de positionnement qui, selon les situations rencontrées, se manifestent par l'imitation, le rejet ou l'hybridation. Ces processus d'émulation sélective d'idées appartenant à la même sphère de connaissances mondiales[68] (Robertson, 1995: 41) constituent le cœur des recherches des

[65] En particulier, les réflexions pionnières de Peter Hall (1966) sur les « villes mondiales » et celles de John Friedmann (1986) sur leur hiérarchie, puis les travaux de référence de Saskia Sassen (1991) sur les « villes globales » comme centres de commandement du système économique international.

[66] Selon Jacques Lévy (2008: 393), « une réalité sociale située est mondialisante si elle « exporte » ses productions vers le reste du Monde, elle est mondialisée si elle « importe » les productions venant d'ailleurs. Il y a toujours un mouvement dans les deux sens, même si il est dissymétrique : aucun lieu ne peut être mondialisant sans être aussi mondialisé, ce qui est moins nettement le cas en sens inverse. »

[67] D'après Roland Robertson (1992: 8), la mondialisation de la culture repose sur une conscience du monde en tant que totalité et sur l'extension de cette conscience à l'échelle mondiale.

[68] La mondialisation ne crée pas une culture commune où chacun partagerait les mêmes valeurs, mais un même ensemble interprétatif du monde dans lequel chaque société puise de manière différenciée des connaissances selon leurs propres objectifs, en utilisant néanmoins des notions communes à d'autres

anthropologues Arjun Appadurai (2001) et Ulf Hannerz (1996). À un niveau macro-anthropologique, ils considèrent la mondialisation comme le produit de flux transnationaux et de syncrétismes locaux transformant les pratiques des acteurs engagés dans ces échanges. Cette perspective a le mérite d'interroger les processus de déterritorialisation et reterritorialisation des pratiques culturelles (King, 2004: 32-33), tout comme elle permet de remettre en cause les notions sommaires de centre et de périphérie (Urry, 1995: 153), en insistant sur le caractère fluide et irrégulièrement façonné des « mondes imaginés » par les individus et les groupes répartis sur la planète (Appadurai, 2001: 69).

La mondialisation - entendue comme « un élargissement, un approfondissement et une accélération de l'interconnexion à l'échelle du monde dans tous les domaines de la vie sociale contemporaine[69] » (Held et al., 1999: 2) - a conduit à une intensification de la circulation des flux culturels participant à la recomposition globale des villes. Trois facteurs déterminants cette intensification ont été identifiés par Michael Guggenheim et Ola Söderström (2010a) : la libéralisation du marché économique, la mondialisation culturelle et la migration d'élites transnationales. À partir de ces facteurs structurels qui ont donné lieu à d'abondantes analyses en sciences sociales[70], les auteurs identifient deux autres processus contribuant à l'intensification des échanges interurbains (à une échelle moins large, ceux-ci étant tributaires des trois premiers) : l'essor de logiques entrepreneuriales relatives à la gouvernance urbaine et l'internationalisation des bureaux d'architectes et d'urbanistes.

Depuis une trentaine d'année, la mobilité du capital engage les villes dans une compétition accrue pour attirer des ressources circulant à travers le monde. La politique urbaine, ses objectifs et ses instruments, s'en trouvent modifiés ; un régime entrepreneurial se substituant à l'efficacité managériale de l'action publique classique (Hall et Hubbard, 1998; Harvey, 1989). Les acteurs en charge du développement urbain adoptent ainsi des modalités d'actions et de prises de décisions plus partenariales,

---

sociétés, d'où le terme de « glocalisation » pour exprimer ce processus d'adaptation de logiques globales en un lieu particulier (Robertson, 1995).

[69] "(…) as the widening, deepening and speeding up of worldwide interconnectedness in all aspects of contemporary social life (…)." (Held et al., 1999: 2) En français, il est possible de distinguer la mondialisation de la globalisation (Mattelart, 2005) : celle-ci désigne un processus d'extension et d'interconnexion de divers phénomènes sociaux, culturels, politiques et économiques, alors que celle-là concerne plus spécifiquement l'internationalisation des flux financiers. Définir la mondialisation comme un processus d'extension et d'interconnexion permet de souligner respectivement son historicité et son caractère relationnel (Söderström et Dupuis, 2010). À cette définition, il est utile d'y adjoindre le terme de « mondialité » qui permet de rendre compte de l'état de la mondialisation à un moment donné, autrement dit, de la présence plus ou moins forte du Monde à différentes échelles (Lévy, 2008: 393).

[70] Pour chacun de ces facteurs (et pour ne citer que quelques auteurs et sujets d'étude): David Harvey (2006) et l'émergence mondiale de logiques néo-libérales, Arjun Appadurai (2001) et la transformation des pratiques culturelles et John Beaverstock (2005) et l'immigration urbaine qualifiée.

flexibles et spéculatives, autrement dit des politiques entrepreneuriales où domine le marketing urbain (Kearns et Philo, 1993) et qui permettent de fixer, en un lieu et en un temps donnés, des flux de richesses, de connaissances et de personnes. La construction de bâtiments signés par des architectes mondialement reconnus[71] fait partie de ces « stratégies de singularisation » (Gravari-Barbas, 2010), tout comme certaines interventions urbanistiques – tels que l'aménagement de fronts d'eau, de friches urbaines, de sites aéroportuaires ou d'ensembles résidentiels - peuvent être « importées » par les autorités publiques ou le secteur privé afin de se positionner au sein du système mondial des villes (Guggenheim et Söderström, 2010b; McNeill, 2009). À ce jeu de distinction interurbaine[72], où les villes risquent souvent leur image et leurs ressources, correspond l'essor d'agences internationales combinant des compétences en architecture, en urbanisme et en ingénierie et dont l'envergure et la portée se développent depuis les années 1990. Profitant de l'ouverture des marchés et des technologies de l'information et de la communication, de nombreuses entreprises (principalement américaines et européennes) fonctionnent dorénavant en réseau, délocalisant certaines de leurs activités dans des pays où la main d'œuvre est à la fois expérimentée et peu couteuse et développant diverses filiales à travers le monde, notamment aux États-Unis et en Asie-Pacifique (Knox et Taylor, 2005).

Ainsi, les villes du Nord comme du Sud - plus autonomes, interconnectées et interdépendantes – piochent désormais dans un portfolio mondial les images de leur développement, recherchant des solutions innovantes en matière de construction, d'aménagement ou de gestion urbaine. L'ensemble de ces solutions constitue un marché mondial des idées avec ses producteurs, ses distributeurs et ses clients : des politiciens, des fonctionnaires, des entrepreneurs, des architectes, des urbanistes, des consultants, tous partageant internationalement savoirs et savoir-faire à l'occasion de conférences, de voyages d'études ou de projets. Ces échanges mettent en relation des villes d'ici et d'ailleurs, en amenant certaines à converser, tout en en excluant d'autres ; à partir de ces réseaux se dessinent les cartes des « meilleures villes » qui informeront à leur tour les futures stratégies de développement urbain (McCann et Ward, 2011b: xiv).

[71] Des bâtiments tels que des musées, des bibliothèques, des salles de concerts, des gares ou des centres de conférences, qui sont autant d'objets iconiques façonnés, à la fois, par la signatures des « starchitectes » et par la volonté des autorités publiques de reproduire le dit « effet Bilbao », c'est-à-dire le fait de revaloriser un site urbain à travers l'édification d'un bâtiment emblématique, en l'occurrence le Musée Guggenheim de Bilbao (McNeill, 2009).

[72] Par analogie avec la notion de distinction sociale développée par Bourdieu (1979) dans sa théorie sur la structuration du goût et des styles de vie. De nos jours, la « performance » des villes est de plus en plus l'objet de mesures selon des critères variées (et souvent flous) tels que la qualité de vie, la créativité ou le climat des affaires. « Classements, hiérarchisation, *rankings* se multiplient et, à travers eux, de nouvelles formes mondiales de distinction urbaine. » (Dumont, 2008: 163) Visant à orienter les particuliers et les entreprises dans leur choix de localisation résidentielle ou économique, ces classements mondiaux accentuent la compétition entre les villes.

Les politiques urbaines mobiles

À la dimension réticulaire de l'urbanisme contemporain s'ajoute une dimension territoriale, car si la mondialisation est le moteur de ces processus d'interconnaissance, l'adoption locale de solutions exogènes procède des conditions sociales, économiques et politiques des villes mobilisant ces expertises nomades. Analyser conjointement les réseaux et les lieux où l'urbanisme est élaboré, négocié et adapté permet donc de comprendre, d'une part, les circonstances dans lesquelles des connaissances sont (re)produites, et d'autre part, comment celles-ci se modifient par le fait même de circuler. Cette perspective à la fois relationnelle et territoriale – que je privilégie dans le cadre de cette thèse - a été développée par Eugene McCann et Kevin Ward (2011a) à la lumière d'études de cas portant sur le caractère mobile et malléable des politiques urbaines contemporaines[73]. La synthèse qu'ils offrent représente une des premières tentatives de théorisation spatiale de « l'urbanisme mobile » (qui est d'ailleurs le titre de leur ouvrage collectif) en interrogeant comment – *par quelles pratiques*, *où*, *quand* et *par qui* – des solutions d'action publique sont produites, transportées et négociées d'une ville à l'autre.

Le récent champ de recherche des « politiques mobiles » (*policy mobilities*) trouve son origine dans la critique des études sur les transferts des politiques publiques (*policy transfer studies*). Sous l'effet de la mondialisation, la reconfiguration actuelle des politiques, partagées entre concurrence internationale et coopération supranationale, a été principalement abordée en sciences politiques sous l'angle de l'émulation (Rose, 1993) et du transfert (Dolowitz et Marsh, 2000). S'intéressant à la dimension exogène de la fabrique de l'action publique, le champ d'investigation de ces études est relativement large[74], allant du travail de persuasion « d'agents de transfert » (Stone, 2004) aux isomorphismes institutionnels permettant l'échange de modèles politiques ou administratifs (Radaelli, 2000).

Ces approches ont été critiquées en géographie urbaine pour trois raisons (McCann, 2011a: 112). Premièrement, la définition des acteurs impliqués dans le transfert des

[73] Telles que l'essor dans les villes du Sud des stratégies inclusives de développement urbain (*City Development Strategies*) portées par l'Alliance des Villes (Robinson, 2011), la reterritorialisation des *Business Improvment Districts* en Grande-Bretagne, modèle de développement économique d'origine nord-américaine (Ward, 2011) ou l'adoption à Vancouver d'une politique urbaine en matière de drogues, inspirée d'expériences novatrices en la matière à Zürich ou Francfort (McCann, 2011b).

[74] Plusieurs synthèses récentes ont tenté de rendre intelligible ce corpus d'études souvent cloisonnées entre elles (Delpeuch, 2009; Marsh et Sharman, 2009). Partant de celles-ci, Dumoulin et Saurugger (2010: 10) proposent deux pistes permettant de dépasser les critiques généralement formulées à l'égard des *policy transfer studies* : « les problématiques centrées sur les instruments et les modalités d'élaboration des politiques publiques, d'une part, les approches inspirées de la sociologie des sciences et des techniques, d'autre part. » Ces pistes seront discutées lors de la construction de mon cadre analytique, page 61 et suivantes.

politiques porte principalement sur des élites nationales et internationales et non pas sur l'ensemble des acteurs de la chaîne circulatoire. Deuxièmement, les échelles de l'échange ne sont considérées qu'à un niveau national (entre des nations ou entre les régions d'une seule) alors que l'échelle interurbaine n'est pas prise en considération. Troisièmement, une interprétation trop littérale de la notion de transfert ne permet pas de concevoir que les politiques se transforment en raison de leur déplacement entre des villes et des nations car, comme le soulignent Jamie Peck et Nick Theodore (2001: 427), ces politiques sont susceptibles de changer dès lors qu'elles sont traduites et réimplantées dans différents contextes institutionnels, économiques et politiques. À la suite de ces critiques, McCann (2011a) et son collègue Ward (McCann et Ward, 2010, 2011b) proposent de concevoir la circulation des modèles de développement urbain sous l'angle des politiques mobiles en se référant, notamment, au récent paradigme des nouvelles mobilités (*new mobilities paradigm*) identifié par Mimi Sheller et John Urry (2006) dans le domaine des sciences sociales.

Partant du postulat que les différentes formes de mobilité – physique, imaginaire ou virtuelle – ont généralement été sous-théorisées en sciences sociales (ou alors cantonnées à l'étude des migrations ou des transports), Sheller et Urry (2006) constatent que de nombreuses études ne considèrent plus les espaces et les sociétés comme statiques, et dont l'ontologie resterait stable à travers le temps, mais comme mutuellement configurés par, et à travers, la mobilité des personnes, des connaissances et des capitaux. En conséquence, ils regroupent ces études en un paradigme qui, si il ne correspond pas fondamentalement à la définition donnée par Thomas Kuhn[75], a le mérite d'ouvrir de nouvelles perspectives théoriques et méthodologiques quant au rôle de la mobilité (et réciproquement de l'immobilité) dans la structuration des processus spatiaux et sociaux contemporains. L'une de ces perspectives - adoptée par McCann et Ward (2011a) et à laquelle je me réfère dans le cadre de cette thèse – consiste à examiner le mouvement non pas à partir d'un point de départ ou d'arrivée mais à partir de ce qui survient *pendant* le déplacement de personnes, d'idées ou d'objets, et ce à différentes échelles. « La mobilité va au-delà des seuls flux ou déplacements » précise Mathis Stock (2008: 133), et son étude doit prendre en compte « les conditions de possibilité – techniques, économiques, politiques, sociales, individuelles – de déplacement ainsi que des valeurs qui y sont associées. »

[75] Le nouveau « paradigme » identifié par Sheller et Urry ne présente pas la cohérence théorique et méthodologique spécifique à la définition de Kuhn (1972); il offre toutefois une nouvelle perspective pour aborder les sciences sociales, d'où le terme de « tournant » (*mobility turn*) utilisé souvent par analogie. Par ailleurs, note Tim Cresswell (2010: 18), cette perspective n'implique pas que certaines catégories spatiales « immobiles » - telles que les frontières ou les territoires - ne soient plus pertinentes pour penser le monde contemporain, ni que la mobilité n'ait jamais été abordée en sciences sociales. De l'Ecole de Chicago à l'analyse spatiale, en passant par le diffusionnisme en anthropologie, la mobilité a été mainte fois étudiée, mais – et c'est là que l'adjectif « nouveau » est justifié – jamais vraiment problématisée en tant que telle.

Tim Cresswell (2006, 2010) propose de définir la mobilité selon trois dimensions interconnectées - le mouvement, la signification de ce mouvement, et la pratique de celui-ci – qui façonnent, et sont façonnées par, des relations de pouvoir. La première de ces dimensions est fondamentalement spatiale (le mouvement apparaît en différents points de l'espace et traverse celui-ci), la seconde est relative aux représentations sociales et culturelles associées au mouvement (le mouvement est un processus mettant en relation différents systèmes de valeurs) et la troisième concerne le mouvement comme action (le fait de se mouvoir est une pratique sociale). À partir de ces trois dimensions, Cresswell identifie six éléments – but, vélocité, rythme, trajectoire, expérience et friction – structurant ce qu'il nomme une politique de la mobilité[76] et représentant autant d'axes de recherche au sein du paradigme exposé précédemment : *Pourquoi une personne ou une chose se déplace, à quelle vitesse et à quel rythme ? Quels sont les circuits suivis ? Comment ces déplacements sont-ils expérimentés ? Comment, et quand, s'arrêtent-ils ?*

Ces éléments permettent de comprendre la mobilité en tant que mouvement construit socialement et, surtout, d'analyser la transformation *en cours de route* des entités en circulation, celles-ci étant mises à l'épreuve des espaces et des sociétés qu'elles traversent. Cependant, ce tableau du chaînage circulatoire serait incomplet sans la prise en compte des *effets* de la mobilité sur les structures spatiales et sociales qui sont à la fois des points d'ancrage et de reproduction de celle-ci. Ainsi, dans le cadre de la mobilité des connaissances architecturales et urbanistiques, Ola Söderström et Laurence Crot (2010: 15) proposent de considérer à la fois comment celles-ci sont façonnées par une série de facteurs et d'acteurs (opportunités politiques et économiques, agents de transfert particuliers, rencontres lors d'un projet ou d'une conférence, etc.) et, en même temps, ont la capacité de façonner les lieux où elles sont adoptées en transformant les paysages urbains, les politiques publiques et les relations de pouvoir entre les experts en charge de l'aménagement du territoire. De manière plus générale, la mobilité transforme autant ce qui est en mouvement (les corps, les techniques, les capitaux, les imaginaires et les idéologies, autant de flux dessinés par la mondialisation[77]) que la société elle-même (Urry, 2007). Cette perspective est celle que j'adopte dans le cadre de cette thèse

[76] Le terme de « politique » est utilisé pour souligner le fait que la mobilité est une ressource inégalement répartie dans les sociétés, idéologiquement située et, en conséquence, expérimentée différemment selon le genre, la classe sociale ou l'appartenance nationale.

[77] Selon Appadurai (1990), ces flux ne sont ni isomorphes, ni convergents, et constituent autant de « paysages » participant au métissage des sociétés. Il définit, premièrement, les *ethnoscapes* comme le produit des mouvements des individus dans et hors des frontières tels que des touristes, des professionnels ou des migrants ; deuxièmement, les *technoscapes* qui sont autant de techniques produites par les entreprises et les gouvernements ; troisièmement, les *finanscapes*, c'est-à-dire les flux de capitaux sur les marché financiers; quatrièmement, les *mediascapes* constitués par les répertoires d'images et d'informations produits et distribués à travers la presse, la télévision ou le cinéma; et finalement, les *ideoscapes* qui sont liés aux flux idéologiques, étatiques ou contre-étatiques.

en interrogeant à la fois un processus circulatoire – c*omment le modèle néo-traditionnel est (mis) en mouvement entre divers espaces ?* – et ses effets sur les villes - *comment les formes et les politiques urbaines se transforment sous l'effet de ce mouvement ?*

Selon Söderström (2010: 205), « les transformations urbaines sont aujourd'hui liées à des ressources géographiquement dispersées et aux capacités locales permettant de les adapter et de les combiner[78]. » Il qualifie ce type de régime urbain de « cosmopolite » car les acteurs locaux se déplacent entre différents « mondes culturels » pour assembler des ressources plus ou moins dispersées spatialement[79]. Les recherches sur les « politiques mobiles » s'intéressent en particulier à ces pratiques - celles des politiciens, des consultants ou des architectes - qui répondent aux contraintes et aux opportunités créées par la mondialisation. En s'engageant à la fois localement et globalement, « ces agents de transfert prennent des modèles politiques dans leur ville et les promeuvent ailleurs comme des « bonnes pratiques » ou alors ils puisent dans un champ global d'expertise pour identifier et « télécharger » les modèles d'une bonne gouvernance[80]. » (McCann et Ward, 2010: 177). Cette « tension productive » entre des politiques à la fois ancrées dans des territoires et en circulation entre ceux-ci (McCann et Ward, 2010: 177) fonctionne à partir de l'exemplarité d'actions déjà menées, rappellent Peck et Theodore (2010: 171) :

> « Un modèle ne peut devenir un modèle, il va sans dire, que s'il a des adeptes ; mais il ne les enrôlera que s'il assure des saillances extra-locales. Les modèles qui voyagent révèlent donc autant une demande – des besoins, des impératifs et des anxiétés – qu'une offre créative. La raison pour laquelle de nombreux modèles sont initialement mobiles est qu'ils ont été, d'une manière ou d'une autre, consacrés ou sanctionnés idéologiquement[81]. »

Comme le soulignent Malcolm Tait et Ole Jensen (2007: 112), « les modèles de développement urbain redécrivent souvent des problèmes et des situations, non pas d'une manière neutre, mais d'une manière qui reflète les priorités de ceux qui proposent

[78] "(…) urban change today is related to resources that are geographically widely distributed and to local capacities of adapting and combining them." (Söderström, 2010: 205)

[79] Söderström (2010: 205) précise que cette habilité à naviguer entre des ensembles de références culturelles différentes correspond à la définition anthropologique du cosmopolitisme de Steven Vertovec et Robin Cohen (2002).

[80] "These transfer agents seek, through this engagement, to take policy models from their own cities and promote them as 'best practices' elsewhere, or to tap into a global field of expertise to identify and 'download' models of good policy." (McCann et Ward, 2010: 177)

[81] "A model can only become a model, needless to say, if it has followers, but it will not enroll followers unless it holds the promise of extra-local salience. Models that travel therefore reveal at least as much about ''demand-side" needs, imperatives, and anxieties as they do about supply-side inventiveness. The reason why many models achieve mobility in the first place is that they have, in some way or another, been ideologically anointed or sanctioned." (Peck et Theodore, 2010: 171)

le modèle ainsi que les relations de pouvoir dans lesquelles ils s'inscrivent[82]. » La mobilité d'une politique ne se résume donc pas à la simple transmission de « bonnes pratiques » ; au contraire, elle s'inscrit dans un champ de « connexions adaptatives, profondément structurées par des relations de pouvoir durables et des alignements idéologiques continus[83]. » (Peck et Theodore, 2010: 169) D'un côté, le modèle procède d'une offre attractive : des visites sur les sites exemplaires d'une politique sont organisées, des conférences permettent de vanter les vertus d'un modèle, des institutions mettent à disposition l'expertise de leurs membres. Ce sont là autant de moyens pratiques et rhétoriques destinés à convaincre les potentiels « clients » de la pertinence extra-locale d'une politique urbaine, comme l'a démontré Ward (2011) à propos des conditions initiales nécessaire à l'internationalisation du modèle de requalification économique des centres-villes (*Business Improvement Districts*). D'un autre côté, le modèle répond à une demande particulière : par exemple, des politiciens tentent de redorer l'image de leur ville, des entrepreneurs souhaitent y attirer des investisseurs, des urbanistes doivent construire des logements et planifier des transports, alors que des politiques sanitaires, sociales ou économiques sont nécessaires pour garantir la qualité du cadre urbain. Ce sont là autant de défis auxquels les villes contemporaines font face et à partir desquels elles se différencient en termes de stratégie de développement : « l'expérience des autres » relève donc de modalités d'usages diversifiées (Arab, 2007: 40). De fait, les « politiques mobiles » ne voyagent que très rarement « en entier » : elles se déplacent de manière fragmentée selon les sélections faites par les représentants locaux et arrivent en un lieu, non pas sous la forme de répliques, mais comme des politiques « déjà en transformation. » (Peck et Theodore, 2010: 170)

Entre les offres et les demandes en matière de développement urbain – deux formes de spatialité qui s'interpénètrent et qui doivent donc être analysées conjointement (McCann, 2011a: 109) - se situent les « faiseurs de politique » (*policymakers*). Ceux-ci, à travers leurs savoirs et leurs compétences, mettent en relation les villes, orientent les intérêts de leurs représentants et font émerger des aspirations partagées ou, du moins, des projet convergents (Peck et Theodore, 2010: 171). En identifiant les différences et les similarités entre deux lieux, ils parviennent à convaincre les autorités publiques qu'une ville est comparable à une autre, qu'un ensemble de valeurs et d'institutions leur est communes et qu'elles sont donc susceptibles de procéder à l'échange d'une politique spécifique. De tels discours sur les connexions interurbaines, facilement compréhensibles et suffisamment persuasifs pour qu'une audience y réponde de manière

[82] "Models of urban development often redescribe problems and situations, not in a neutral manner, but in a manner that reflects the priorities of those proposing the model and the relations of power in which they are embedded." (Tait et Jensen, 2007: 112)

[83] "Policy transfer is not reduced to a more-or-less efficient process for transmitting best (or better) practices, but is visualized as a field of adaptive connections, deeply structured by enduring power relations and shifting ideological alignments." (Peck et Theodore, 2010: 169)

favorable (McCann, 2011a: 116), permettent, selon les termes de Wendy Larner et Richard Le Heron (2002: 761), de rendre « commensurable l'incommensurable. » Cette manière « de connecter, de rassembler sans réprimer les intérêts et les différences qui généralement divisent[84] » correspond à ce que John Allen (2003: 123) nomme un « pouvoir d'association » (*associational power*). Ce type de pouvoir se fonde sur la négociation et la persuasion, la différence entre ces deux modalités d'interaction sociale étant les ressources à disposition des acteurs : la première implique en effet une coopération entre des partenaires inégaux alors que la seconde présuppose un travail d'argumentation entre semblables[85] (Allen, 2003: 125). Concevoir ainsi l'échange de politiques publiques implique d'analyser un modèle urbain en tant qu'instrument de collaboration et de conviction. En définitive, sans le concours d'alliés coopératifs et convaincus, les « faiseurs de politique » ne peuvent pas agir ponctuellement sur des distances de plus en plus grandes.

Pour conclure, ces développements théoriques m'ont amené à souligner le rôle de la mondialisation et de la mobilité dans la (trans)formation des villes contemporaines. Si le recours à l'histoire (des textes de l'urbanisme et de la réforme urbaine) m'avait auparavant permis de problématiser la notion de modèle urbain, le paradigme des nouvelles mobilités m'a conduit à interroger les modalités mêmes du mouvement des politiques-modèles entre les villes. J'ai exposé de manière générale quels sont les mécanismes à l'œuvre lors de la circulation d'une politique urbaine et démontré, plus particulièrement, qu'une attention spécifique doit être portée aux espaces mis en relation par ce mouvement, aux pratiques qui le structurent et aux relations de pouvoir qui s'établissent lorsqu'une politique (ou une partie de celle-ci) est reçue dans un autre lieu. Méthodologiquement, cela nécessite de s'intéresser à la mobilité des acteurs en charge du développement urbain – leurs objectifs, leurs trajectoires, leurs expériences, les frictions qu'ils rencontrent ou les accords qu'ils suscitent – mais aussi de comprendre les procédures de traduction spatiale d'une politique urbaine.

« Il se produit quelque chose en route, dans les discours et sur les sites » souligne à propos McCann (2011a: 117). Pour saisir ce qu'il se produit, cet auteur propose d'analyser, d'une part, les effets de coprésence et les opportunités d'apprentissage qui surviennent durant le voyage des acteurs et, d'autre part, les « sites de persuasion » qui

[84] "(…) to connect, to bring together but not to suppress the interests and differences that commonly divide." (Allen, 2003: 123)

[85] Le « pouvoir d'association » n'est donc pas un jeu à somme nulle où les avantages retirés d'une interaction sociale seraient accaparés par une personne au détriment d'une autre – ce qui correspondrait à une notion instrumentale du pouvoir - mais plutôt un jeu à somme positive fondé sur la réciprocité. Cette distinction a le mérite de souligner que les acteurs locaux sont généralement libres de leurs choix au sein du marché mondial des politiques urbaines et, donc, que l'adoption d'un modèle exogène ne résulte pas forcément de la domination d'un groupe sur un autre ou de l'imposition d'une seule et unique doctrine (Robinson, 2011: 29-30).

ponctuent et informent leurs déplacements et les enseignements qu'ils en tirent. À partir de ces orientations méthodologiques, je développerai ci-dessous une typologie des espaces et des acteurs de l'urbanisme mobile avant d'établir le cadre d'analyse qui me permettra de saisir le chainage circulatoire complet des modèles urbains, qu'ils soient de l'ordre de l'organisation matérielle, sociale ou politique d'une ville.

Espaces et acteurs de l'urbanisme mobile

L'un des enjeux principaux des recherches sur les *politiques en mouvement* est d'identifier, au préalable et pendant l'analyse, quels sont les éléments déterminants la mobilité d'une idée, d'une personne ou encore d'une technique; autrement dit, et selon le vocabulaire employé en sociologie de la traduction (Akrich et al., 2006), quels sont les actants humains et non-humains qui participent à ce processus circulatoire. Le terme d'« actant », dérivé de la sémiotique structurale, désigne « celui qui accomplit ou subit un acte » (Greimas et Courtes, 1992: 5). Le géographe Michel Lussault (2007: 149) utilise ce terme (ou celui d'« opérateur » comme synonyme) pour définir :

> « (…) une réalité sociale quelconque (et donc pas nécessairement une personne) dotée d'une capacité de contribuer à l'organisation et à la dynamique d'une action individuelle et/ou collective. Bref, toute entité définissable et distinguable qui est active dans un processus social, qui *opère* des actes. »

Cette définition s'applique aussi bien aux êtres vivants, aux objets, aux espaces ou aux concepts, autant d'entités autonomes qui ne sont pas considérées comme de simples supports fonctionnels à l'action. Le sociologue Bruno Latour (2007: 58) précise que les actants agissent les uns avec les autres, soit comme des intermédiaires, soit comme des médiateurs[86] : les premiers véhiculent « du sens ou de la force sans transformation » alors que les seconds « transforment, traduisent, distordent, et modifient le sens ou les éléments qu'ils sont censés transporter. » Dans le cadre de cette thèse, j'emploierai le terme d' « acteur » lorsque des humains sont partie prenante d'une action et le terme d'« actant » pour englober les non-humains engagés dans ce processus social. Je considère donc les espaces qui participent à (re)configurer l'urbanisme mobile – une ville, un bureau d'étude, une salle de conférence ou encore les espaces virtuels de l'imaginaire géographique – comme des actants. Quant à la distinction entre intermédiaire et médiateur, elle me permettra d'indiquer, respectivement, un transfert

[86] Selon les situations, un intermédiaire peut devenir médiateur et vice-versa. Latour (2007: 59) distingue le premier par son degré de complication, le second par son degré de complexité : « on peut par exemple considérer un ordinateur en état de marche comme un bon exemple d'intermédiaire compliqué, tandis qu'une banale conversation peut se muer en chaîne de médiateurs terriblement complexe, où les passions, les opinions et les attitudes bifurquent à chaque nouveau tournant. Mais s'il tombe en panne, ce même ordinateur peut devenir un médiateur atrocement complexe, alors qu'une conférence internationale peut devenir simplement compliquée si elle ne fait qu'entériner des décisions venues d'ailleurs. »

ou une traduction lors de l'échange d'un modèle urbain. Par exemple, une charte peut être un intermédiaire central à l'extension d'un mouvement d'urbanisme ; quant à une réunion entre des architectes et des maitres d'ouvrage, par exemple, elle peut devenir un médiateur particulier lorsqu'un modèle passe de l'idéal au matériel.

Ce bref détour conceptuel m'amène donc à expliciter quels sont les « observables » qu'un chercheur désigne comme étant partie prenante d'un processus circulatoire. Dans le cadre de mon travail empirique, je prendrai en considération, à un niveau spatial d'une part, les « sites relationnels » (McCann, 2011a) qui agissent comme des « articulateurs » (Latour, 2007) – c'est-à-dire soit comme des espaces de prescription, soit comme des espaces de négociation (Murdoch, 1998) – lors de la circulation du modèle néo-traditionnel et, à un niveau social d'autre part, les rôles et les stratégies variables des « passeurs transatlantiques » (Saunier, 2007) regroupés en des communautés épistémiques ou d'intérêts (Peck et Theodore, 2010) comprenant des acteurs politiques locaux, des experts internationaux et des infrastructures informationnelles (McCann, 2011a). Ces espaces et ces acteurs de l'urbanisme mobile sont définis ci-dessous.

McCann s'intéresse au choix d'un modèle au détriment d'un autre, aux opportunités d'apprentissage et aux possibilités de persuasion qui surviennent lors de la circulation d'une politique urbaine. Lorsqu'il étudie comment la ville de Vancouver devient internationalement exemplaire en matière de développement durable (McCann, 2011a: 120), il souligne que les voyages d'étude et les conférences qui y sont organisés à l'intention de délégations étrangères sont des « sites relationnels » car ils informent à la fois des stratégies mises en place par une ville pour transmettre une politique « prête à l'emploi » et des intérêts diversifiés des délégations qui ramèneront chez elles seulement une ou des partie(s) de celle-ci. D'un côté, les représentants de Vancouver mettent en place des protocoles pour encadrer ces visites – quels sont les lieux à visiter et les acteurs à rencontrer - et construisent des discours édifiants sur l'exemplarité de leur politique urbaine ; de l'autre, les délégations emportent des « artefacts » - des photographies, des vidéos, des cartes, des plans, des brochures, des présentations PowerPoint, etc. – qui seront sélectionnés et assemblés en un ensemble d'idées susceptibles de transformer le développement d'autres villes (McCann, 2011a: 118). Dans ce contexte, le chercheur est amené à étudier les « micro-espaces mondialisants » (*globalzing microspaces*), un terme que McCann emprunte à Larner et Le Heron (2002: 765) pour désigner les salles de réunions, les discussions de couloir, les cafétérias et les restaurants des centres de conférences qui sont autant de sites de persuasion :

> « (…) où les expertises à propos des « bonnes pratiques » d'importance mondiale sont déployées et discutées, où les leçons sont apprises, où la confiance se développe, où les réputations se font et se défont (en matière de meilleures villes, de politiques efficaces et de

> personnalités charismatiques) et où des liens (…) se créent entre les participants des conférences, reliant ainsi ce qui ne seraient qu'autrement des communautés politiques socialement et spatialement isolées (…).[87] » (McCann, 2011a: 118-119)

McCann propose donc une ethnographie de la circulation des politiques urbaines à travers l'observation des sites de persuasion. Par ailleurs, il mobilise les discours des acteurs qui prennent part à ces situations d'échange et montre comment différents récits sur une ville et ses politiques s'y développent et s'inscrivent sur des supports variés tels que des documents officiels, des journaux, des publications professionnelles, des sites Internet ou des blogs. En somme, il s'intéresse à des lieux d'interaction sociale qui se trouvent être à l'interface des idées politiques et de leurs applications concrètes : des congrès, des conférences, des séminaires, des expositions, des voyages d'étude, etc. Ces lieux – qui donnent une substance aux entités en circulation - ne sont pas autre chose que des « articulateurs[88] » qui encadrent et structurent à des degrés divers l'urbanisme et, dans le cas présent, les politiques urbaines.

En recourant à la sociologie de la traduction, le géographe Jonathan Murdoch (1998) distingue deux types spatiaux interdépendants : les espaces de prescription et les espaces de négociation. La première forme de spatialité est relative à un ensemble de normes, de comportements et de documents dont les interrelations sont relativement durables. Les interactions qui se produisent au sein de cet espace sont principalement régulées par des intermédiaires qui stabilisent les savoirs et savoir-faire des acteurs. Dans le cas de la ville de Vancouver étudiée par McCann (2011a: 119), le troisième Forum Urbain Mondial organisé en 2006[89] peut être considéré comme un espace de prescription car cet événement coordonné par une institution supranationale – ONU Habitat – est devenu un « nœud » central à l'échange « de problèmes et d'expériences commensurables » permettant à plus de 100 pays d'adopter des résolutions communes en matière d'urbanisation durable. La seconde forme de spatialité correspond à des situations où la stabilité des interrelations est plus éphémère, car continuellement ajustée en fonction des intérêts et stratégies des acteurs. Un espace de négociation est donc caractérisé par les diverses médiations qui surviennent entre les acteurs et les actants. Par rapport à l'exemple précédent, la ville-hôte a été durant les jours qui ont précédé le Forum un

[87] "(…) where expertise about globally significant best practice is deployed and discussed, where lessons are learned, where trust is developed, where reputations are made or unmade (reputations of best cities, successful policies, and hot policy gurus), and where acquaintances (…) are made among copresent conferees, thus connecting what would otherwise be socially and spatially isolated policy communities (…)."(McCann, 2011a: 118-119)

[88] Pour Latour (2007: 284), une interaction locale est « l'assemblage de toutes les *autres* interactions locales distribuées ailleurs dans le temps et dans l'espace » et, selon cette définition, un articulateur correspond à « ces effets de présence de certains lieux transportés dans d'autres (…). »

[89] Trente ans plus tôt avait été organisée dans la même ville la conférence Habitat 1 qui lançait pour le première fois un programme international de développement urbain. La déclaration de Vancouver en a résulté est toujours un document de référence pour les politiques urbaines des Nations-Unies.

espace de négociation où les autorités locales ont mis en valeur (et en scène) l'exemplarité de Vancouver en tant que « laboratoire du développement urbain durable » dont les enseignements variés seront ensuite réinterprétés par les délégations étrangères (McCann, 2011a: 120).

À ces réseaux d'espaces où est élaboré l'urbanisme contemporain se superposent des réseaux d'acteurs. Ceux-ci ne sont pas liés à un seul contexte institutionnel ; au contraire, ils voyagent entre différents contextes pour porter leur cause. À l'instar des réformateurs du début du XX^e^ siècle dont les positions professionnelles sont diversifiées selon leur type d'investissement social (Topalov, 1999a: 397), les « faiseurs de politique » du XXI^e^ siècle et autres architectes et urbanistes contemporains sont mobiles à la fois spatialement et professionnellement. Ils s'insèrent certes dans des « communautés épistémiques » où leurs savoirs et savoir-faire sont connus et reconnus (McCann, 2011a: 112), mais au gré des opportunités qu'ils rencontrent, ils se situent au sein de champs organisationnels et politiques mouvants qui façonnement en retour leurs trajectoires professionnelles (Peck et Theodore, 2010: 170). Les rôles qu'endossent ces acteurs mobiles varient donc selon les stratégies poursuivies pour faire circuler leurs idées.

Dans son étude sur les connexions qui ont façonné les villes américaines et européennes du début du XX^e^ siècle, Saunier (2007) souligne que les « passeurs transatlantiques[90] » choisissent d'agir successivement ou simultanément comme des courtiers (*brokers*), des portiers (*gate keepers*), des traducteurs, des conquérants, des éducateurs, des intermédiaires, des exportateurs, des importateurs, des créateurs de tendance (*trends setters*) ou encore comme des producteurs de savoir (*knowledge producers*). Une telle liste a le mérite de souligner la multiplicité des rôles que peut jouer un passeur d'idées et permet, à des fins analytiques, de ne pas se limiter à des observables restreints - une seule profession, par exemple – mais plutôt à des acteurs « médians » dont les interrelations se situent entre plusieurs institutions partageant la même volonté de codifier le contenu et les méthodes d'une politique ou d'un modèle urbain. Ce type de situation est emblématique de la constitution de l'urbanisme comme discipline au début du XX^e^ siècle où, à l'échelle internationale, « (…) architectes, ingénieurs, géomètres, agents immobiliers, élus, universitaires de toutes disciplines se confrontent, s'allient ou se renient pour devenir les savants de la ville, en augmentant le territoire de leur profession ou en proposant de nouvelles professions. » (Claude et Saunier, 1999: 34).

Dans le cadre de mes recherches, la liste des acteurs établie par Saunier (2007) m'est utile car elle présente une situation où les trajectoires diversifiées des passeurs d'idées

[90] *Atlantic crossers* en référence à l'étude de Daniel Rodgers (1998) sur l'échange de politiques sociales (reconstruction rurale, assurances sociales, planification urbaine, etc.) au début du XX^e^ siècle.

s'enrichissent mutuellement lorsqu'elles traversent des espaces de prescription ou de négociation. Il manque toutefois à cette liste une forme de classement permettant de regrouper les acteurs en des communautés d'intérêts ; un telle catégorisation est proposée par McCann (2011a: 114) qui part du postulat que « les mobilités des politiques sont simultanément ancrées dans, et mobilisées à travers, des communautés d'acteurs sociaux et de leurs institutions associées (…).[91] » Il propose de distinguer trois catégories générales de communauté selon la position socio-spatiale qu'elles occupent lors des échanges interurbains : les acteurs politiques locaux, les experts internationaux et les infrastructures informationnelles (McCann, 2011a: 114).

La première catégorie regroupe les autorités publiques d'une ville et les acteurs travaillant soit directement pour elles (des architectes, des urbanistes, des consultants, etc.), soit indirectement via la société civile (organisations non-gouvernementales, associations civiques, activistes politiques, etc.). Ce sont ces acteurs qui cherchent à reproduire un modèle ou à s'inspirer d'une politique à travers des connexions extra-locales formelles et informelles. Pour établir ces connexions, ils engagent des experts internationaux, seconde catégorie d'acteurs regroupant des individus, des entreprises ou des groupes de réflexion (*think tanks*). Ceux-ci agissent soit comme des exportateurs – voyageant de ville en ville, ils y transfèrent leur expertise externe – soit comme des importateurs – établis dans une ville exemplaire, ils y reçoivent des délégations étrangères pour les persuader du bien-fondé de leurs propres pratiques. Une troisième et dernière catégorie d'acteurs facilite tous ces transferts en termes informationnels. Ce sont des individus, des institutions et des technologies qui se retrouvent dans les domaines académiques, professionnels et médiatiques. Ensemble, les hautes écoles, les organisations professionnelles (supra)nationales ainsi que les médias spécialisés ou populaires participent à distinguer les bonnes des mauvaises politiques urbaines, *in fine* à légitimer les discours et les pratiques des acteurs locaux et internationaux. Et les moyens pour codifier le partage de ces informations sur des territoires de plus en plus grands restent essentiellement les mêmes qu'au début du XX^{e} siècle au sein des milieux réformateurs (Topalov, 1999a: 440) : les congrès et leurs actes imprimés, les expositions et la documentation qu'elles accumulent, les revues dont la continuité rédactionnelle assure l'ancrage des connaissances ainsi que les traités et les manuels qui systématisent les expertises des acteurs. Ce sont là autant d'actants qui encadrent les infrastructures informationnelles des « politiques mobiles » mises en mouvement par des réseaux d'acteurs, plus ou moins cosmopolites, plus ou moins opportunistes, plus ou moins rattachés à des autorités publiques.

[91] "Policy mobilities are simultaneously fixed in and mobilized through communities of social actors and their associated institutions (…)." (McCann, 2011a: 114)

LE REGIME CIRCULATOIRE DES MODELES URBAINS

J'ai démontré dans la section précédente que la mobilité des modèles urbains, si elle n'est certes pas récente, s'est néanmoins intensifiée ces vingt dernières années sous l'effet de la mondialisation de la culture et des villes. Suivant une perspective macro-anthropologique, je considère la mondialisation comme le produit de flux transnationaux et de syncrétismes locaux transformant les pratiques des acteurs engagés dans ces échanges. Dans le cadre de la constitution d'un mouvement social promouvant internationalement un modèle urbain, il s'agit donc d'analyser conjointement *les lieux* et *les réseaux* où un urbanisme supposé exemplaire est élaboré, négocié et adapté, et cela sous l'effet des pratiques diversifiées des acteurs engagés dans ces échanges et selon le truchement d'actants qui stabilisent les savoirs et les savoir-faire ainsi produits.

En interrogeant les mécanismes de circulation des modèles entre les villes - qu'ils soient considérés comme des utopies spatialisées, des instruments de réforme sociale ou des politiques exemplaires – j'ai souligné qu'une attention spécifique doit être portée aux espaces mis en relation par ce mouvement, aux pratiques qui le structurent et aux relations de pouvoir qui s'établissent lorsqu'un modèle (ou l'un de ses éléments) est reçu dans un autre lieu. Cela implique de s'intéresser aux trajectoires des passeurs d'idées, aux frictions qu'ils rencontrent ou aux accords qu'ils suscitent lors de leurs voyages, mais aussi de comprendre les transformations mêmes d'un modèle lorsqu'il se situe à l'interface des offres et des demandes qui structurent le marché mondial des idées urbanistiques. Pour saisir ces formes de mobilité, j'ai proposé à partir de la perspective de McCann (2011a) et, plus généralement, à partir des recherches sur l'urbanisme mobile au début du XX^{e} siècle (Saunier, 2007; Topalov, 1990) et du XXI^{e} siècle (McCann et Ward, 2010; McCann et Ward, 2011a), d'analyser les sites de persuasion qui ponctuent la circulation d'un modèle ainsi les stratégies déployées par ses acteurs pour codifier, sur le long terme et sur des distances de plus en plus grandes, les contenus et les méthodes relatives à l'édification des villes. Par ailleurs, en esquissant le tableau du chaînage circulatoire des modèles urbains selon le paradigme des nouvelles mobilités (Cresswell, 2006; Sheller et Urry, 2006), j'ai souligné, d'une part, qu'un modèle se transforme *en cours de route* et, d'autre part, qu'il a des *effets* sur les structures spatiales et sociales qui sont à la fois des points d'ancrage et de reproduction de cette mobilité (Guggenheim et Söderström, 2010b; Söderström et Crot, 2010). C'est pourquoi j'interroge dans le cadre de cette thèse à la fois un processus circulatoire – c*omment le modèle néo-traditionnel est (mis) en mouvement entre divers espaces ?* – et ses effets sur les villes - *comment les formes et les politiques urbaines se transforment sous l'effet de ce mouvement ?*

Ce sont là les deux questions principales qui organisent le cadre d'analyse que je développerai ci-dessous pour étudier les différents espaces de circulation d'un modèle urbain - c'est-à-dire les laboratoires où il est testé, les réseaux où il circule et les sites où

il est adopté - afin de saisir comment des flux d'idées et des formes urbaines concourent à structurer un mouvement mondial de réforme urbaine et, plus généralement, à redéfinir la conception et la planification des villes contemporaines.

Partant du postulat qu'un modèle urbain est producteur de (et produit par des) relations entre les espaces et les sociétés en raison de son exemplarité spatiale, sociale et/ou politique, j'adopte dans le cadre de cette thèse une approche comparative de ces mises en relation interurbaine. Une telle perspective consiste, souligne Ward (2010a: 480), à « reconnaître à la fois les histoires et les géographies territoriales et relationnelles » qui façonnent la production et la reproduction des villes[92]. Penser ainsi *relationnellement* la ville implique de la définir comme un lieu (un site ou un territoire) mais aussi comme le produit d' « (…) une série d'activités sans frontières, relativement déconnectées et dispersées, peut-être étendues et différenciées, développées dans et à travers différents types de réseaux allant bien au-delà des limites physiques de la ville[93]. » (Robinson, 2006: 121) Ces interconnexions entre des espaces et des réseaux sont, selon Saunier (2002: 512), « (…) une série de liens – formels et informels, permanents ou éphémères – assemblant des entités qui sont géographiquement distantes, soit dans un seul pays ou soit à travers des frontières. »[94] C'est donc en étudiant cette série de liens et d'activités - en remontant à leurs origines, en suivant leurs trajectoires et en observant leurs ancrages territoriaux– qu'il est possible de comprendre les espaces de circulation qui façonnent un modèle urbain.

Robinson (2011) utilise le terme d'« espaces de circulation du savoir » (*spaces of circulating knowledge*) pour analyser à la fois les traces et les sites de la mobilité des politiques urbaines, en l'occurrence les stratégies inclusives de développement urbain (*City Development Strategies*). Si j'utilise le même terme dans le cadre de ma thèse, c'est pour insister sur les conditions de mobilisation de certaines connaissances au détriment d'autres, sur la mobilité de celles-ci au sein d'un marché concurrentiel et, finalement, sur leurs effets sur le cadre matériel et politique des villes. Je me base ainsi sur les questions de recherche de Robinson (2011: 27-28) qui consistent à :

[92] "(…) a relational comparative approach to the comparison of cities that recognizes both the territorial and the relational histories and geographies that are behind their production and (re)production." (Ward, 2010a: 480) Cette perspective translocale implique de remonter les filières qui structurent une ville, une politique ou un modèle urbain et de les rattacher à d'autres lieux qui, bien que distants, participent à leurs configurations matérielles et sociales. Les enjeux méthodologiques d'une telle approche sont exposés page 75 et suivantes.

[93] "(…) the city as both a place (a site or territory) and as a series of unbounded, relatively disconnected and dispersed, perhaps sprawling and differentiated activities, made in and through many different kinds of networks stretching far beyond the physical extent of the city. " (Robinson, 2006: 121)

[94] " (…) a series of linkages - formal and informal, permanent or ephemeral - which bind together entities that are geographically far apart, either in a single country or across boundaries." (Saunier, 2002: 512)

> « (…) explorer les processus spatiaux et les relations de pouvoirs qui soutiennent certaines formes de proximité ou de distanciation au sein du monde de la formation des politiques, qui conditionnent l'invention de certaines idées, leur mise en mouvement et leur appropriation ou non. Les idées et les pratiques se déplacent à travers le monde de toutes sortes de façon : à travers des réunions, des publications, des rapports, des écrits académiques, des réseaux d'amis et de collègues ainsi qu'à travers des institutions officielles. Les questions intellectuellement et politiquement importantes sont : qu'est ce qui permet aux idées de prendre forme, aux connexions d'être façonnées, aux relations d'être formées, aux municipalités de poursuivre certains programmes, aux expériences d'être assemblées en de « meilleures pratiques » et, finalement, quels sont les effets de ces réalisations ?[95] »

À partir de ces prémisses, je formule l'hypothèse générale que *la circulation de savoirs et de savoir-faire entre les espaces et les sociétés structure la (re)production des modèles urbains* d'où découlent trois questions de recherche correspondant, respectivement, aux laboratoires, aux réseaux et aux formes entre lesquels circulent lesdits modèles :

- *Comment sont mobilisées des connaissances spécifiques lors de l'élaboration d'un modèle urbain ?*
- *Comment se construisent les réseaux permettant la circulation de ces types de connaissances ?*
- *Quels sont les effets de cette mise en circulation sur la morphologie et les politiques urbaines ?*

Pour répondre à ces questions, j'exposerai ci-dessous trois axes d'analyse et préciserai ensuite les méthodes qui guideront le travail de terrain. Cependant, il m'importe de distinguer au préalable la diffusion de la circulation car j'ai jusqu'ici employé indifféremment ces termes pour qualifier les processus et les mécanismes de la mobilité des modèles urbains. Pourtant, ces termes se réfèrent à des présupposés théoriques fondamentalement différents quant à la lecture qui peut être faite tant au niveau du contenu de ce qui se déplace qu'au niveau de la dynamique sociale qui anime cet échange.

Plusieurs auteurs ont tenté d'élaborer un cadre d'analyse se basant sur la théorie de la diffusion des innovations (Rogers, 1995) pour saisir globalement les importations et les

[95] "(…) to explore the spatial and power-laden processes that support certain proximities or distancing in the world of policy formation, which enable certain ideas to be invented, put into motion, and appropriated or not. Ideas and practices move about the world in all sorts of ways — through meetings, publications, reports, scholarly writing, friendship and collegial networks, and formal institutions. The intellectu-ally and politically important questions are, what enables ideas to take hold, connections to be forged, relationships to be formed, municipalities to pursue certain agendas, experiences to be packaged as best practice, and what are the effects of these achievements?" (Robinson, 2011: 27-28)

exportations des idées et des pratiques urbanistiques entre les Etats-nations occidentaux (Sutcliffe, 1981; Ward, 2002) ou, plus particulièrement, pour décrire les connexions euro-américaines à l'origine du mouvement pour le Nouvel Urbanisme (Thompson-Fawcett, 2003a). Par exemple, Stephen Ward (2002) a développé une typologie définie selon les rapports de force prenant place lors de l'échange, allant de l'imposition autoritaire à la synthèse innovante[96]. Cependant, cette approche se heurte à trois écueils. Premièrement, Ward ne considère pas le fait qu'un modèle puisse être implanté à l'étranger *et* ensuite ramené au pays pour y être pensé et testé selon une nouvelle perspective, processus que Alice Novick (2003: 285) nomme « rétro-transfert » (*retro-transference*). Deuxièmement, la typologie proposée n'est pas pertinente lorsqu'un modèle est choisi par les autorités locales sans contrainte extérieure (Crot, 2010: 122). Finalement, de manière plus générale, les présupposés théoriques de la théorie de la diffusion des innovations ne permettent pas de comprendre comment une idée peut se modifier par le fait même de voyager (Peck et Theodore, 2001: 427).

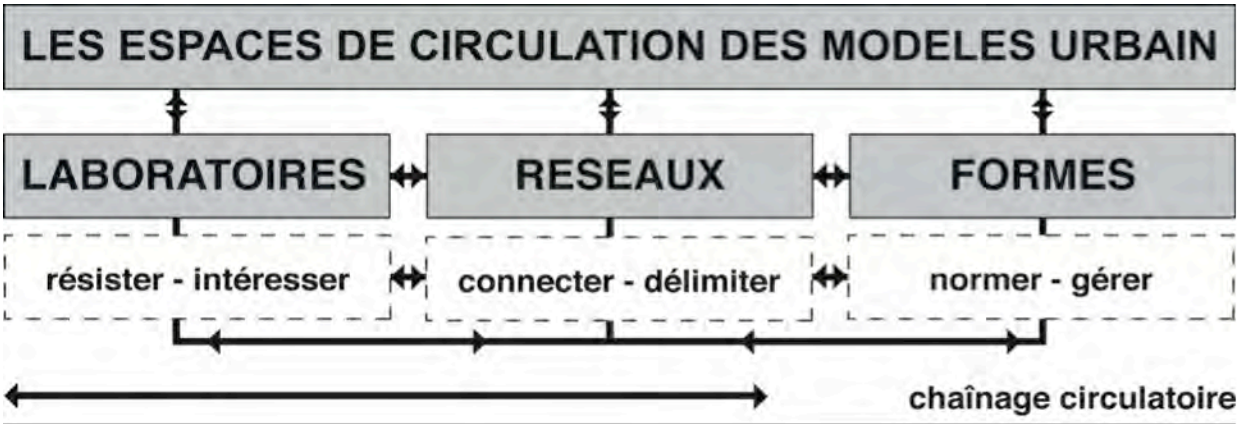
En effet, la diffusion, au sens de Rogers (1995: 10) qui la définit comme « processus par lequel une innovation est communiquée par certains canaux au fil du temps parmi les membres d'un système social », implique un centre à partir duquel se répand une innovation, linéairement, par contagion et grâce à ses propriétés intrinsèques. Dans ce cas-là, les « récepteurs » sont majoritairement passifs. À l'inverse, la sociologie de la traduction propose une perspective relationnelle où le succès d'une innovation dépend de la participation active de tous ceux qui sont décidés à la faire avancer : « l'innovation, c'est l'art d'intéresser un nombre croissant d'alliés qui vous rendent de plus en plus fort » (Akrich et al., 1988a: 17). À la logique linéaire de la diffusion se substitue alors la logique itérative de la traduction faite d'expérimentations, de compromis et de négociations. Selon Akrich, Callon et Latour (1988b: 16), une innovation réussie « stabilise un arrangement acceptable à la fois par les acteurs humains (...) et par les entités non-humaines (...).» C'est donc un travail collectif d'adaptation mutuelle *et* de la société *et* des techniques qui commande l'adoption d'une innovation. Comme le soulignent Peck et Theodore (2010: 171) à propos de l'échange de « bonnes pratiques », les modèles ne viennent pas simplement d'un lieu exemplaire qui serait le centre de leur rayonnement, comme le suggérerait le paradigme diffusionniste, mais ils s'inscrivent dans « des réseaux de sites où se fabriquent les politiques, tous liés par le chevauchement d'orientations idéologiques, des aspirations partagées ou, du moins, des projets politiques partiellement congruents[97]. »

[96] Six types de diffusion sont distingués par Ward dans son étude sur l'internationalisation de l'urbanisme entre le XIX^{e} siècle et le XX^{e} siècle : l'imposition autoritaire, l'imposition contestée, l'imposition négociée, l'emprunt non dilué, l'emprunt sélectif et la synthèse innovante.

[97] "Models (…) do not simply designate place-specific processes of innovation or sites of creative invention, as the diffusionist paradigm might have it; they connote networks of policymaking sites, linked

En somme, « la circulation est différente de la simple mobilité dans la mesure où elle implique un double mouvement d'aller et de retour qui peut être répété indéfiniment. En circulant, les choses, les personnes et les notions se transforment souvent elles-mêmes[98]. » (Markovits et al., 2003: 2-3) L'ensemble des circulations dans une société donnée forme ainsi un « régime circulatoire » susceptible de changements dans le temps (Markovits et al., 2003: 3). De ce régime circulatoire et de ses effets sur la société découle ci-dessous le cadre analytique des espaces de circulation des modèles urbains [Figure 5]. Ces espaces sont des arènes de définition, de mise en relation et d'adaptation des modèles et, si je les distingue heuristiquement selon trois axes d'analyse (résister/intéresser, connecter/délimiter, normer/gérer, autant d'actions qui sont en pratique imbriquées les unes aux autres), c'est dans le but de cibler d'avantage les spatialités et les temporalités distribuées des mouvements de réforme urbaine à travers leurs laboratoires originels, leurs réseaux supranatioanux et leurs formes architecturales et urbanistiques localisées.

Figure 5 : Le régime circulatoire des modèles urbains



Source : dessin de l'auteur, 2012

Cette clé de lecture du régime circulatoire d'un modèle urbain, telle que je la conçois, a l'ambition de s'appliquer à tout type de modèle dont la circulation reconfigure ses propriétés spatiales, sociales et politiques. Je vais donc l'employer pour analyser les logiques d'émergence[99] et d'extension[100] du mouvement néo-traditionaliste ainsi que les

by overlapping ideological orientations, shared aspirations, and at least partly congruent political projects." (Peck et Theodore, 2010: 171)

[98] "Circulation different from simple mobility, inasmuch as it implies a double movement of going forth and coming back, which can be repeated indefinitely. In circulating, thing, men and notions often transform themselves." (Markovits et al., 2003: 2-3)

[99] Voir le chapitre 2 sur les laboratoires du mouvement néo-traditionaliste, page 87 et suivantes.

[100] Voir le chapitre 3 sur les réseaux néo-traditionalistes supranationaux, page 211 et suivantes.

logiques d'adoption de ses principes dans le cadre de développements urbains contemporains[101].

Laboratoires : résister et intéresser

La métaphore du laboratoire est généralement employée en urbanisme pour souligner combien la ville est le lieu d'expérimentation de nouvelles idées, qu'elles soient relatives à l'hygiène publique, aux politiques foncières ou encore aux règles de construction et d'aménagement. Cependant, un laboratoire urbain ne se limite pas à l'espace bâti d'une ville. Il s'étend en effet à d'autres lieux proches ou lointains – les bureaux d'architecture, les cénacles politiques, les congrès de spécialistes, etc. – entre lesquels les connaissances urbanistiques circulent, comme le souligne Ola Söderström (2000: 79-80) :

> « (…) l'urbanisme a ceci de particulier qu'il est, encore d'avantage que d'autres activités, impossible à assigner à résidence. Il n'existe en effet qu'en tant que travail de mise en réseau. Contrairement à un laboratoire scientifique qui a besoin de fonds extérieurs et doit par conséquent parvenir à intéresser des acteurs non scientifiques, mais qui peut développer, une fois ces conditions remplies, une activité de façon autonome, l'urbanisme ne se pratique que par la création d'associations entre des acteurs (les élus, les experts, les architectes, les ingénieurs, etc.) qui évoluent dans des champs différents. Le projet ou le plan d'urbanisme ne s'élabore pas dans un lieu, mais en circulant entre différents lieux (…) »

Si, par exemple, un laboratoire de biologie moléculaire diffère d'un laboratoire urbain au niveau de l'autonomie des actions qui s'y déroulent, il n'en est pas moins semblable concernant les deux impératifs auxquels doivent se conformer tant le chercheur que l'urbaniste : *résister* et *intéresser*. Selon Michel Callon (1988a: 22), « les deux propriétés qui caractérisent le fait scientifique – la capacité de résister à la critique et la faculté d'intéresser d'autres acteurs (collègues, utilisateurs) – ne lui appartiennent pas en propre : elles lui sont attribuées par les réseaux négociés et mobilisés pour le construire et pour lui fournir un espace de circulation. » La fabrication d'un fait scientifique – considérée ici comme la défense d'un point de vue et la recherche de débouchés – s'inscrit donc au sein de réseaux étendus dont les ramifications conditionnent leur existence. En effet, un laboratoire « délimite, organise, gère et transforme l'environnement dans lequel il diffuse les connaissances qu'il produit, environnement qui en retour lui assigne ses marges de manœuvre. » (Callon, 1988b: 211) Déconstruire un fait scientifique revient ainsi « à reconstituer le mode de production du laboratoire et à mettre en évidence les réseaux dans lesquels il est situé. » (Busino, 2007: 103)

[101] Voir le chapitre 4 sur les formes produites par le mouvement néo-traditionaliste et leur gouvernance, page 275 et suivantes.

C'est là l'ambition de mon premier objectif de recherche : reconstituer le mode de production du laboratoire urbain qu'est celui du modèle néo-traditionnel et décrire ses réseaux sans lesquels ses principes seraient vidés de tout contenu et de tout avenir. Outre le fait d'expliquer le travail de l'urbaniste se consacrant à éprouver la résistance de ses propositions et à mesurer l'intéressement qu'elles suscitent, la métaphore du laboratoire permet aussi de mettre en évidence les médiations qui nouent ce dernier à d'autres espaces, dont notamment les *instruments* et les *documents*[102]. En effet, à l'instar du chercheur (Callon, 1988a: 11-12), l'urbaniste a besoin d'instruments pour monter ses expériences et de documents pour se maintenir en contact avec ses collègues et plus généralement avec tous ceux qui s'intéressent à son travail ou dont le travail l'intéresse.

Bruno Latour (2005: 163) définit un instrument comme « (…) tout dispositif, quels que soient sa taille, sa nature et son coût, qui fournit une visualisation quelconque dans un texte scientifique. » Appliquée à l'urbanisme, cette définition permet de souligner que les relevés de terrain faits à l'aide d'un tachéomètre ou que les esquisses d'un plan directeur réalisées sur un ordinateur n'ont finalement pas d'*efficacité*[103] tant que ces données n'ont pas été sélectionnées, schématisées et synthétisées en un ensemble manipulable et communicable (Söderström, 2000: 11-12). Quant aux documents, ils sont divers et variés. Ceux utilisés par l'urbaniste peuvent être des textes de loi, des manifestes, des chartes, des traités, des livres, des articles scientifiques, des notes de travail, des mémoires ; autrement dit, et par analogie avec le laboratoire scientifique, tout ce qui peut être « (…) lus ou parcourus par les chercheurs pour être repris, réfutés, transformés, démembrés ou… tout simplement ignorés. Pour un chercheur, bien choisir ses lectures est aussi important que de bien choisir ses instruments. » (Callon, 1988a: 12)

Muni de ses instruments et de ses documents, décidé à résister à la critique et à s'adjoindre le concours d'alliés, le chercheur fabrique des faits qui se retrouveront en concurrence avec ceux d'autres laboratoires. « Ce travail de construction du fait

[102] En anthropologie des sciences et des techniques, un laboratoire est défini comme le lieu où les chercheurs travaillent (Latour, 2005: 154), c'est-à-dire un lieu où la force de travail des chercheurs est couplée à des instruments et des documents, les uns ne pouvant fonctionner avec les autres sans apports financiers extérieurs (Callon, 1988a: 11-12). Un fait scientifique fabriqué dans ce cadre doit ensuite être inscrit sur divers supports pour pouvoir être commenté par des porte-parole qui agiront alors comme des « délégués » en circulant « (…) de l'extérieur vers l'intérieur pour rendre présent le réseau dans le laboratoire, mais aussi de l'intérieur vers l'extérieur pour rendre présent le laboratoire dont il n'est qu'un point. » (Callon, 1988a: 21)

[103] Söderström (2000: 10) distingue l'efficacité *interne* et *externe* d'une représentation : la première est relative à la « fabrication » des visualisations – autrement dit aux opérations « qui permettent de passer d'une réalité complexe à sa figuration simplifiée » - la seconde à leur usage – c'est-à-dire aux images nécessaires à « l'administration de la preuve et (…) la coordination de l'action. » Au sein du laboratoire de l'urbaniste, toutes deux sont étroitement liées.

scientifique est foncièrement agoniste, souligne Giovanni Busino (2007: 102), c'est une entreprise conflictuelle, et le conflit conditionne l'argumentation et la matérialisation du fait en réalités extérieures, antécédentes aux activités de recherche. » Les controverses et les rapports de forces émaillent donc la production d'un fait scientifique, et le chercheur doit « conquérir » des places fortes à l'extérieur de son laboratoire pour que ses énoncés deviennent de moins en moins contestables[104]. Développer des principes architecturaux et urbanistiques, et aménager l'espace en conséquence, est donc une entreprise conflictuelle, tout comme les sciences (Latour, 2005: 248-249) qui partent d'une rhétorique faible :

> « (…) se renforçant à mesure que le temps passe, que les laboratoires s'équipent, que les articles apparaissent, et que de nouveaux moyens sont mobilisés afin de peser sur des controverses de plus en plus rudes. (…) En d'autres termes, de nombreuses places fortes doivent être conquises et assurées, avant que la rhétorique plus forte de la science puisse acquérir un début de force. »

La genèse de cette conquête de places fortes qui, par leur nombre et par leurs relations, façonnent peu à peu les spatialités d'un mouvement d'urbanisme sera donc l'objet du chapitre suivant. Situées sur un axe anglo-américain dérivant quelques fois en Europe continentale, ces places constituent les laboratoires du modèle néo-traditionnel où ses principes ont été testés, puis appliqués à plus large échelle via des réseaux supranationaux.

Réseaux : connecter et délimiter

Il m'importe tout d'abord de définir la notion de réseau en termes de « *worknet* » (au lieu de la forme anglaise usuelle « *network* ») car ce n'est pas seulement ce qui circule entre les réseaux qui m'intéresse, mais aussi le maintien de leur structure et de leurs interconnexions à travers le temps.

« En fait, nous aurions dû dire « *worknet* » plutôt que « *network* ». C'est sur le labeur, le mouvement, le flux et les changement qu'il faut mettre l'accent » précise Bruno Latour (2007: 208) au sujet de l'emploi de la notion de « réseau » en sociologie de la traduction. « *Work-net* » : littéralement, le travail et le filet. Ce néologisme[105] permet, selon l'auteur, de recouvrir trois aspects importants relatifs aux réseaux : « a) un

[104] Callon (1988a: 9) définit un fait scientifique comme « un énoncée contestable, largement diffusé et que personne ne conteste plus. »

[105] Latour (2007: 192) note que ce néologisme n'a pas été privilégié dans le cadre de la sociologie de la traduction – à quelques exceptions près comme lorsque Barbara Czarniawska (2004) l'emploie sous sa forme nominale (« *action net* ») - alors qu'il permettrait en anglais « de souligner l'opposition entre les réseaux techniques (*networks*) et les *worknets,* ceux-ci permettant au sociologue de comprendre ceux-là. »

ensemble de points se trouvent connectés, ces connexions sont traçables, on peut les suivre empiriquement ; b) entre les connexions il y a des *vides*, comme le sait tout pêcheur qui jette son filet à l'eau ; c) entretenir ces connexions entraîne une dépense, un effort, comme le sait tout pêcheur qui répare son filet sur le quai. » (Latour, 2007: 192) À ces caractéristiques, Latour en ajoute une quatrième qui diffère, elle, de la métaphore initiale : les réseaux dont il est question ici ne sont pas faits de câbles de nylon mais de traces laissées par des flux de traductions. Ainsi, ce qui maintient ensemble les éléments d'un réseau ne réside pas tant dans la solidité des mailles qui le composent mais plutôt dans les séries d'actions qui ont été nécessaires à la stabilisation, jamais définitive et toujours en travail, de ses interconnexions. En effet, lors de la constitution d'un collectif, les acteurs doivent constamment modifier, déplacer et traduire, par le biais de divers dispositifs, leurs intérêts variés et contradictoires. Dans ce cadre, « le réseau suppose un travail préalable de *mise en équivalence* de ressources hétérogènes, les rendant commensurables et leur permettant de fonctionner ensemble. » (Corcuff, 2002: 72)

En mettant l'accent sur *l'effort* que doivent fournir les acteurs pour négocier la convergence de problématiques *a priori* incommensurables, le terme « *worknet* » est donc plus approprié que celui de « *network* » pour décrire la structuration progressive d'un mouvement international d'urbanisme. Ce type de réseau ne se réduit ni à un réseau technique (Internet par exemple), ni à un réseau social (ou toutes manières informelles d'associer des individus) mais renvoie à la technologie et à la société et, surtout, à leurs articulations, d'où le terme de *réseau sociotechnique*. Il correspond à un assemblage provisoire d'entités hétérogènes tels que des personnes, des institutions, des artefacts, des procédures techniques, des documents, ou tout autre élément susceptible de jouer un rôle dans les négociations donnant forme à une « définition partagée d'un monde commun » (Latour, 2007: 357). La mise en tension et en relation de ces acteurs et de ces actants procède d'opérations dites de *traduction* qui consistent « à « intéresser », enrôler et mobiliser des actants, de manière à s'en faire des alliés, devenir leur porte-parole et intervenir en leur nom. » (Claisse et Balancier, 2008: 148)

Latour (2001: 188) définit la traduction comme une action « de déplacement, de dérive, d'invention, de médiation, de la création d'un lien qui n'existait pas auparavant et qui, avec plus ou moins d'intensité, modifie les deux termes originels ». Quatre étapes, qui sont autant d'épreuves que doivent affronter les acteurs lors de la construction d'un réseau sociotechnique, ponctuent le processus général de traduction : la problématisation, l'intéressement, l'enrôlement et la mobilisation (Callon, 1986). La première étape résulte de la définition et de la mise en relation d'actants qui n'étaient pas encore liés les uns aux autres ; la deuxième scelle des alliances entre ceux-ci à travers des dispositifs qui ajustent leur identité et leurs buts ; la troisième désigne le mécanisme par lequel un rôle est défini et attribué à un actant qui l'accepte ; et finalement, la quatrième étape consiste en un rassemblement des alliés à travers des porte-parole

représentatifs de la situation. Au terme du processus, le réseau se stabilise[106], agit comme un seul acteur et peut alors continuer à s'allier ou non à d'autres actants qu'il essaiera à nouveau d'intéresser et d'enrôler, allongeant ainsi la chaîne de traduction (Claisse et Balancier, 2008: 148). Le développement des connaissances est ainsi décrit à partir d'une série de transformations qui produisent des « mobiles immuables », facilement présentables, lisibles et combinables[107] (Latour, 2006) pouvant ainsi être utilisés non seulement pour convaincre des cercles de plus en plus larges mais aussi pour y inscrire les programmes d'actions des actants intéressés, puis enrôlés (Mondada, 2003: 934).

La constitution d'un collectif est donc le résultat d'un travail de connexion et de délimitation : d'une part, un réseau relie des personnes, des objets et des lieux, proches ou lointains, et, d'autre part, sa définition passe par l'établissement de frontières le distinguant d'autres collectifs (Latour, 2007). Lorsque circulent des savoirs au sein d'un réseau, c'est avant tout « de la légitimité qui se déplace en même temps que les connaissances, ou plutôt, des formes de légitimité bien différentes qui cherchent à s'enrichir et à se compléter mutuellement. » (Calbérac et Delage, 2010: 131) En ce sens, une institution réformatrice n'est rien d'autre qu'un réseau dont les associations sont durablement maintenues[108] : elle se consacre à un « problème social » et, en s'assurant le monopole de sa définition, le fait exister comme domaine autonome de savoir et d'action relevant d'une compétence spécialisée (Topalov, 1999a: 358).

> « Problématiser, c'est définir une série d'acteurs et dans le même mouvement identifier les obstacles qui les empêchent d'atteindre les buts ou objectifs qui leur sont imputés. Les problèmes, et les équivalences qui sont postulées entre eux, résultent donc de l'interaction entre un acteur donné et toutes les entités sociales ou naturelles qu'il définit et pour lesquelles il s'efforce de devenir indispensable. » (Callon, 1986: 184)

Entrer en réforme, c'est définir et négocier un système d'alliances en vue de défendre une cause ; c'est aussi donner aux entités ainsi mobilisées des institutions qui assureront

[106] Cependant, le consensus et la mobilisation qui rendent possible la stabilité d'un réseau sociotechnique peuvent être contestés ; ce sont alors les controverses qui révèlent ces dissidences (Callon, 1986: 199). La constitution d'un movement international de réforme urbaine est toujours émaillée de nombreuses controverses qui mettent à jour la fragilité de ses associations.

[107] C'est en circulant que les inscriptions articulent un réseau sociotechnique (Callon, 2006b: 269). La notion d'inscription se rapporte à « tous les types de transformations par lesquelles une entité se matérialise en signe, en archive, en document, en morceau de papier, en trace. (…) Elles sont toujours mobiles, c'est-à-dire qu'elles permettent de nouvelles traductions et articulations tout en conservant intacts certains types de relations », d'où le terme de « mobiles immuables » (Latour, 2001: 328).

[108] Pour Latour (2001: 328), « les institutions procurent toutes les médiations nécessaires à un acteur pour assurer durablement et valablement l'existence d'une substance. » Lussault (2007: 168) distingue l'organisation de l'institution par la dimension politique de cette dernière ; en effet, certains collectifs sont « (…) des *organisations*, lorsque le collectif est réellement et explicitement organisé et régulé, certaines de ces organisations des *institutions* lorsqu'elles participent à la dimension politique de la société. »

la pérennité de leur convergence. Les réseaux ne sont donc pas seulement des vecteurs à la circulation des savoirs et savoir-faire, mais aussi des espaces de « fabrication de l'universel » où divers acteurs s'affrontent et se rejoignent dans le travail de définition de normes et de pratiques transcendant les frontières nationales et linguistiques[109]. Dans le cadre des traductions successives qui ont façonné l'internationalisation des institutions promouvant le modèle néo-traditionnel, l'espace dans lequel se meuvent ses partisans, ses textes et ses images est ainsi comparable à une « sphère internationale de l'urbain »[110], c'est-à-dire :

> « (…) un environnement où les manières de juger, d'appréhender et d'agir sur la ville sont définies, où les légitimités de la profession et de l'expertise sont créées, où le savoir et les disciplines sont construits, et où les profils des politiciens responsables des problématiques urbaines sont modifiés. »[111] (Saunier, 2001: 382)

Les réseaux néo-traditionalistes sont donc des espaces d'interconnexion où s'échangent des instruments cognitifs et pratiques et des espaces de délimitation de programmes d'action où s'élabore collectivement une légitimité supranationale en matière architecturale et urbanistique. Finalement, au gré des soutiens rencontrés durant ses voyages, le modèle néo-traditionnel est passé du papier à la pierre : des villes sont édifiées et serviront d'ultime appareillage de démonstration si elles confirment par leur matérialité les bienfaits supposés du modèle. Schématiquement, un modèle urbain - après avoir été produit dans des laboratoires, puis mis en circulation à travers des réseaux – doit s'ancrer territorialement pour servir à nouveau de modèle mobile.

---

[109] Pierre-Yves Saunier utilise le terme de « fabrique de l'universel » dans le cadre de ses cours sur l'histoire des réseaux transnationaux traitant de la question urbaine. La formule est empruntée à Pascale Casanova (1999) qui a analysé les structures de l'élaboration de l'universel littéraire (les lieux et moyens de consécration ainsi que les procédures de traduction) en démontrant comment « les œuvres et les auteurs prennent sens dans un espace mondial, où les définitions nationales qui régissent l'élaboration du capital littéraire se confrontent, avec leurs acteurs collectifs et individuels, pour conquérir la légitimité littéraire que seule l'universalité peut accorder au regard des canons de l'art pour l'art. » (Saunier, 2004: 123)

[110] L'analyse historique de Saunier (2001) porte sur la structuration, au début du XX^{e} siècle, d'une « Internationale Urbaine » (*Urban Internationale*) de part et d'autre de l'Atlantique, autrement dit sur l'internationalisation de diverses institutions (publique ou privée) engagées dans la définition des buts et des modalités de l'urbanisme. L'analogie avec le mouvement néo-traditionaliste permet de souligner que ce dernier est constitué de nombreuses institutions, qui sont autant de lieux de rencontre où le modèle néo-traditionnel est produit et reproduit. Cependant, au contraire de l'Internationale Urbaine du début du XXe siècle, le mouvement néo-traditionaliste s'est construit hors des canaux officiels : ses membres n'ont pas pu s'appuyer sur d'autres réseaux existants, plus larges, tels que des universités, des municipalités ou des cercles professionnels.

[111] " (…) an environment where ways of judging, apprehending and acting on city were defined, where expertise and professional legitimacies were created, where knowledge and disciplines were constructed, and where the profiles of politicians responsible for urban issues were modified."(Saunier, 2001: 382)

Formes : normer et gérer

Bien que l'espace bâti incarne la stabilité et la permanence d'une société et de ses valeurs, il est tout autant un espace de circulation traversé par des faisceaux de relations et de connaissances cultivées en d'autres lieux et en d'autres temps. Et, en se fixant dans la pierre, ces flux produisent principalement deux *effets* – l'un matériel, l'autre politique - sur les sociétés qui les adoptent[112]. C'est de ces « effets d'ancrage » dont il est question dans cet axe d'analyse portant sur les adoptions du modèle néo-traditionnel.

Les études sur les politiques urbaines mobiles offrent la possibilité de comprendre « comment les villes sont produites dans le cadre de processus opérant à travers le vaste monde, tout en reconnaissant que les sites urbains fournissent simultanément d'indispensables points de base à ces processus plus larges[113]. » (McCann et Ward, 2011b: xx) Si cette dialectique entre la mobilité et l'ancrage[114] (*mooring*) a certes été théorisée en géographie à travers la prise en compte de l'espace comme contexte au (et comme produit par) le mouvement (Cresswell et Merriman, 2011: 7), elle a en revanche été peu étudiée sous l'angle de la conception et de la production de formes matérielles[115]. Pourtant, ces dernières sont des manifestations très concrètes de la circulation des connaissances en matière architecturale ou urbanistique. Elles peuvent en être la cause – par exemple, la station balnéaire de Seaside est à l'origine du mouvement néo-traditionaliste américain - ou la conséquence – comme c'est le cas pour la ville nouvelle du Val d'Europe, issue d'une longue chaîne de traduction entre les Etats-Unis et l'Europe. En tous les cas, elles constituent des « traces » de la mondialisation culturelle (Söderström, 2006: 557). En d'autres termes, l'environnement construit permet, d'une part, de « localiser le global » et, d'autre part, de « redistribuer le local » (Latour, 2007), cette articulation n'étant pas sans effets, lorsqu'un modèle urbain est traduit dans une société donnée, sur les normes qui régissent le cadre bâti et sur les relations entre les acteurs chargés de sa gestion. En définitive, les études sur les politiques urbaines mobiles permettent certes de démontrer quels sont les circuits que ces « bonnes pratiques » empruntent et quel rôle jouent les acteurs locaux (et le contexte économique

[112] L'ancrage de connaissances relatives à l'édification des villes a aussi une conséquence sociale puisque ces flux devenus formes affectent directement les habitants et leurs manières de vivre en société. Cette question n'est cependant pas traitée dans le cadre de cette thèse car je m'intéresse essentiellement aux concepteurs d'un modèle urbain, à leurs pratiques et à leurs projets, et non pas à l'usage effectif qui découle de leur programme d'action, c'est-à-dire aux modalités d'habitat des formes néo-traditionalistes.

[113] " (…) how cities are produced in relation to processes operating across wider geographical fields, while recognizing that urban localities simultaneously provide necessary basing points for those wider processes." (McCann et Ward, 2011b: xx)

[114] Qui est caractéristique, selon Urry (2003: 125-126), de la « complexité sociale » contemporaine car, souligne-t-il en prenant l'exemple d'un avion qui a besoin d'un aéroport pour être mobile, « il n'y a pas d'augmentation linéaire de la fluidité sans de vastes systèmes d'immobilité. »

[115] Toutefois, quelques rares auteurs (Guggenheim et Söderström, 2010b; Jacobs, 2006; King, 2004) ont suivi cette perspective en analysant la mobilité des types architecturaux et des formes urbaines.

et politique dans lequel leurs pratiques s'inscrivent) lors de l'adoption de ces formes de gouvernance; respectivement, ce sont là les dimensions relationnelles et les dimensions territoriales privilégiées lors d'une telle analyse (McCann et Ward, 2010; McCann et Ward, 2011a). Néanmoins, elles ne se concentrent pas véritablement sur les transformations du cadre bâti engendrées par les expertises nomades en matière de politique locale, d'autant plus lorsqu'elles sont soutenues par un mouvement de *design* urbain.

Il me semble donc important d'enrichir la perspective relationnelle et territoriale proposée par Eugene McCann et Kevin Ward (2010; 2011a) en se concentrant, à l'instar d'Ola Söderström (2010), sur l'articulation entre des flux et des formes car cette dialectique est productrice, notamment pour les professionnels de la ville, de nouvelles normes spatiales et de nouvelles relations sociales. De fait, un modèle urbain en circulation comme le modèle néo-traditionnel « agit » localement sur les formes architecturales et urbanistiques et les relations de pouvoir qui président à leur élaboration. Selon les termes de Michel Lussault (2009: 44), c'est là une action «performative» caractéristique d'un « opérateur spatial » réalisant « une série d'action qui ajoute un état au monde spatial préexistant (…). »

Tout comme les bonnes pratiques supposées exemplaires et reproductibles (Arab, 2007: 35), un modèle urbain agit sur l'espace édifié des sociétés selon trois registres : « incitatif, prescriptif et normatif » (Devisme et al., 2007). En effet, les formes ont des normes (Rabinow, 1995) - plus encore lorsqu'un modèle urbain surimpose aux normes d'aménagement déjà existantes un ensemble de strictes règles esthétiques et morphologiques – et constituent « un dispositif spatial » qui « procède d'une intentionnalité et vise à produire des effets de régulation du champ social et politique. » (Lussault, 2007: 201) Lors d'un aménagement urbain, le paysage est l'un de ces dispositifs « pouvant faire *autorité*[116] » (Lussault, 2007: 204) comme l'ont démontré des études pionnières portant sur les relations entre un système d'idées et l'organisation spatiale d'une ville (Duncan, 1990; Knox, 1991; Ley, 1987). Le paysage est donc « une notion directement performative, qui fonctionne dans l'aménagement de l'espace en l'imposant tel qu'il est ou tel qu'il devrait être, qui est productrice de normativité et de légitimité en agissant sur la mise en ordre matérielle du corps social » (Mondada et al., 1992: 7) ; autrement dit, il exprime, naturalise et rend durable le système symbolique d'une société et c'est pour cette raison que j'étudierai à travers cette notion les nouvelles

[116] Selon Lussault (2007: 201-202) qui se réfère à la sociologie de la traduction (Akrich et al., 2006), « faire autorité » renvoie au fait qu'un dispositif est « une configuration stabilisée » dans laquelle l'espace est un opérateur de traduction – il relie d'abord des acteurs à une série de questions qui appellent des réponses et fixent des actions – et un support de délégation – les acteurs se reposent ensuite sur cet espace matériel chargé de valeurs pour qu'une action atteigne ses objectifs.

normes spatiales consécutives à l'adoption du modèle néo-traditionnel par certaines villes et régions du monde.

Analyser les principes d'organisation d'un tel « paysage cosmopolite » - puisque façonné par l'intensification des échanges transnationaux (Söderström, 2006) – implique par ailleurs de s'intéresser à la recomposition des relations entre les acteurs chargés de son aménagement et de sa gestion. « Les formes et les flux fusionnent localement en raison de luttes de pouvoir historiquement situées[117] » rappelle Söderström (2010: 192). Dans le cas du mouvement néo-traditionaliste, cette transformation de la gouvernance locale a été étudiée par Malcolm Tait et Ole Jensen (2007) et Eugene McCann et Kevin Ward (2010). Les premiers ont démontré que la traduction d'un modèle, en l'occurrence celui des « villages urbains » dans le quartier des Docklands à Londres, a modifié les relations professionnelles des architectes et des urbanistes participant à une telle entreprise. C'est ce qu'ils nomment le pouvoir du modèle (*the power of the model*), un pouvoir qui n'est pas inscrit « en soi » dans celui-ci mais qui est tributaire, d'une part, de l'agencement du réseau dans lequel les acteurs se meuvent et, d'autre part, de leur capacité à agir et à prendre des décisions contingentes (Tait et Jensen, 2007: 125). Les seconds ont analysé comment les principes néo-traditionalistes d'Andrés Duany ont été « territorialisés » dans la ville d'Austin au Texas, principalement en raison de la « rhétorique persuasive » employée par l'architecte américain qui a su légitimer son approche auprès des autorités publiques en adaptant son discours à leur imaginaire et leurs pratiques situées (McCann et Ward, 2010: 181-182). Ces deux études permettent de souligner que l'efficacité politique d'un modèle urbain s'observe, d'un côté, à partir d'un régime urbain « cosmopolite » autorisant la transformation du cadre bâti et, d'un autre côté, à partir d'un « récit[118] » élaboré par des architectes pour ancrer localement le modèle qu'ils promeuvent, puis récupéré par les autorités publiques pour justifier leur politique territoriale.

En définitive, lors de l'analyse des paysages urbains façonnés par la mobilité du modèle néo-traditionnel, mon attention sera portée sur les nouvelles normes qui régissent l'esthétique et la morphologie du cadre bâti, et plus généralement sur l'idéologie qui le caractérise; et, lors de l'analyse de la gestion de tels paysages, je me concentrerai sur les nouvelles coalitions d'intérêts qui assure son fonctionnement ainsi que sur les discours qui légitiment ces interventions spatiales, et plus généralement sur le contexte historique et spatial relatif à l'émergence de ce type de gouvernance.

[117] "Forms and flows coalesce under local circumstances according to historically situated power struggles." (Söderström, 2010: 192)

[118] Pour Lussault (2007: 222), « une politique territoriale (…) est (…) considérée comme un ensemble de pratiques spatiales, qui travaillent le matériau spatial sous sa forme idéelle ou sa forme matérielle, destinées à organiser un territoire légitime d'intervention et qui se manifestent par une économie sémiotique spécifique, à forte dimension narrative. »

SUIVRE LES CHEMINS, COMPARER LES TERRAINS

Le travail empirique de cette thèse s'organise autour d'une démarche en trois temps découlant des questions de recherche et axes d'analyse exposés ci-dessus : les logiques d'émergence (les laboratoires), d'extension (les réseaux) et d'adoption (les formes) d'un modèle urbain. D'un point de vue méthodologique, je définirai premièrement l'ethnographie multi-site, une méthode d'enquête que j'ai privilégiée pour suivre les processus translocaux à l'œuvre lors de la circulation du modèle néo-traditionnel. Deuxièmement, j'insérerai une telle approche dans des réflexions méthodologiques plus larges sur les diverses formes de mobilité structurant les espaces et les sociétés (Büscher et Urry, 2009; Hein et al., 2008) ainsi que sur la comparaison des relations interurbaines (Ward, 2010a; Ward et McCann, 2011). Finalement, j'intégrerai ces réflexions à l'analyse de chacun des temps de la démarche au regard de mes terrains d'étude et des données à mobiliser.

L'ethnographie multi-site : suivre les modèles

Étymologiquement, « méthode » signifie la poursuite d'une voie, c'est-à-dire le « cheminement » d'une pensée permettant *in fine* d'établir des faits selon un certain ordre[119]. La méthode, dans son sens littéral, est éminemment géographique : suivre des chemins, s'orienter, se perdre parfois, relier des terrains en somme.

L'étude des processus translocaux - tels que les mécanismes de circulation des modèles urbains entre des villes – mène à considérer qu'« aucun endroit n'est suffisamment global pour être dominant, ni assez ramassé sur lui-même pour être local. » (Latour, 2007: 299) Comprendre ainsi les logiques de connexion entre des sites revient à *retracer* des associations entre des collectifs et à abandonner l'idée que le local et le global sont des sphères hiérarchiquement distinctes (Latour, 2007). Il n'y pas de relation verticale entre ces échelles mais une relation horizontale où les différences sont moins en fonction de la nature des phénomènes que de leur extension (Marston et al., 2005). Méthodologiquement, cela implique de considérer un lieu à partir des réseaux qui le structurent, puis de suivre ses ramifications, plus ou moins longues, pour le relier finalement à d'autres lieux, certes topographiquement distants mais proches topologiquement[120]. Une telle démarche relève de l'ethnographie multi-site, définie de la manière suivante par George Marcus (1995: 105):

[119] En grec ancien, le mot « methodos » est formé à partir de *meth* signifiant « ce qui suit », et de *odos*, le chemin ou le moyen.

[120] Cela ne veut pas dire pour autant que les logiques territoriales n'ont plus d'importance - une ville reste rattachée à une municipalité, à une région et à un pays – mais permet simplement de relativiser des

> « La recherche multi-site est conçue autour de chaînes, de chemins, de fils, de conjonctions ou de juxtapositions de lieux dans lesquels l'ethnographe installe une forme de présence littérale, physique avec une logique explicite d'association ou de connexion entre ces sites qui, en fait, définit l'argument de l'ethnographie[121]. »

Cette méthode permet donc de comprendre la logique d'un processus étendu dans l'espace en mobilisant, conjointement ou non, sept stratégies de recherche (Marcus, 1995): suivre des personnes, des objets, des métaphores, des récits, des biographies, des controverses ou, finalement, procéder à une ethnographie stratégiquement située (soit une enquête remontant les filières d'un réseau à partir d'un seul de ses points). Dans le cadre des mes terrains, je n'ai bien sûr pas pu suivre directement des architectes, la diffusion de leurs ouvrages ou la circulation de leur récit vantant les mérites d'un retour aux villes traditionnelles. Toutefois, en me rendant sur les lieux mêmes de leurs réalisations, en consultant leurs plans ou leurs textes et en analysant leur discours, j'ai pu reconstituer *a posteriori* les ramifications des réseaux néo-traditionalistes. De fait, ma recherche était bien plus orientée par une problématique (la mobilité des modèles urbains) que par un lieu et mes terrains étaient rarement préconfigurés, leurs interconnexions se construisant au fil de l'enquête. Ce sont là les caractéristiques d'une ethnographie multi-site qui peuvent, toutefois, amener quelques difficultés au chercheur.

En passant rapidement d'un site à un autre, puis encore à un autre – comme cela a été le cas lors de mon travail de terrain en Floride où j'ai visité en quelques jours Seaside, Celebration puis l'école d'architecture de l'Université de Miami pour m'entretenir avec Elizabeth Plater-Zyberk – le chercheur perd en profondeur ce qu'il gagne en largeur (Hannerz, 2003). En effet, il ne parvient pas à saisir l'ensemble de la culture d'une société localisée – exercice canonique de l'ethnographie où le fait de *résider* en un lieu est privilégié par rapport au fait de *voyager* entre des lieux (Clifford, 1997b) - mais il peut rendre compte des situations plurielles dans lesquelles des acteurs, des objets ou des idées sont *en mouvement*, tout à tour engagés dans des relations dépassant un territoire donné (Nadai et Maeder, 2005). En l'occurrence, mon intérêt pour la mobilité du modèle néo-traditionnel ne saurait se cantonner à l'une de ses villes paradigmatiques : résider à Seaside pendant des mois ne m'apprendrait pas grand chose quant aux architectes qui ont promu mondialement ledit modèle. Par contre, voyager de Seaside à Poundbury, assister aux conférences du CNU à Madison puis à celles de la

---

hiérarchies scalaires où trop souvent le local apparaît comme une victime du global (Escobar, 2001) alors que celui-ci a aussi une responsabilité quant au fonctionnement de celui-là (Massey, 2004).

[121] "Multi-sited research is designed around chains, paths, threads, conjunctions, or juxtapositions of locations in which the ethnographer establishes some form of literal, physical presence, with an explicit, posited logic of association or connection among sites that in fact defines the argument of the ethnography." (Marcus, 1995: 105)

Fondation du Prince Charles à Londres et passer une journée entière à m'entretenir avec Léon Krier dans sa retraite du sud de la France m'a permis de mieux comprendre les conditions d'élaboration et de réception du modèle néo-traditionnel.

Bien sûr, des problèmes concrets surgissent lorsqu'une telle ethnographie multi-site est menée, qui plus est par un seul chercheur (Freidberg, 2001). La langue, tout d'abord. Dans mon cas, j'ai eu à traiter des documents architecturaux et urbanistiques en français, en anglais, en allemand et en néerlandais et je me suis entretenu avec mes interlocuteurs en français et en anglais. Une plus grande maitrise linguistique aurait pu me conduire à discuter avec des architectes italiens ou allemands - et ainsi étendre mon champ d'investigation - mais l'anglais demeure la langue véhiculaire dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme et je n'ai dû recourir aux services d'un traducteur que dans de rares cas. L'argent, ensuite. Les nombreux voyages qu'impose une recherche multi-site coûtent chers, encore plus lorsqu'ils se font en Europe ou aux États-Unis. Pour économiser des frais, j'ai souvent combiné mes travaux de terrain avec mes conférences données à l'étranger (soutenues financièrement par l'Université de Neuchâtel) ; lorsque cela n'était pas possible j'investissais mes propres économies pour aller rencontrer un architecte ou visiter un projet néo-traditionaliste. L'accès aux informations, finalement. Le temps passé sur chaque terrain contraignait ou non les informations que je pouvais y récolter. À l'école d'architecture de l'Université de Miami par exemple, je n'ai pu disposer que d'une journée pour dépouiller les archives du Nouvel Urbanisme. Lors de courts séjours à l'étranger, certains interlocuteurs ne pouvaient pas se libérer, m'obligeant alors à les contacter par téléphone une fois retourné chez moi ou à finalement abandonner l'entretien. Et lorsque je pouvais établir, au bout d'un certain temps de séjour, une relation de confiance avec mes informateurs, j'avais alors accès aux documents utiles à ma recherche ; dans le cas contraire, comme ce fut le cas avec la *Walt Disney Company* au Val d'Europe, l'information était filtrée et contrôlée, me forçant à trouver plus de temps encore pour accéder, indirectement, à un plan d'architecte ou un règlement d'urbanisme.

Mais l'une des difficultés majeures de l'ethnographie multi-site réside dans le fait d'analyser ce qu'il se passe *entre* les sites et non pas seulement dans les sites (Hannerz, 1998). Les récentes méthodes développées pour analyser les nouvelles formes de mobilité contemporaines n'impliquent pas seulement d' « intercepter » un objet d'étude à ses « points de transfert » (Kesselring, 2006) mais aussi de suivre ses voyages à travers des espaces physique et/ou virtuels (Watts et Urry, 2008). Pour le chercheur, la difficulté de mener de tels terrains réside dans le fait de *maintenir* sa présence en suivant les multiples trajectoires dessinées par son objet d'étude, à la fois physiquement et virtuellement mobile. À ce sujet, Sheller et Urry (2006: 218) ont recensé plusieurs méthodes d'analyse, allant de l'écriture d'un journal (où les acteurs notent leurs pratiques, où celles-ci se situent spatialement et comment ils se sont déplacés au cours

de cette période) à des recherches sur les réseaux Internet (où il est possible de saisir les imaginaires virtuels des acteurs à travers leurs sites, leurs blogs et leurs discussions sur des listes de diffusion). L'un des enjeux principaux de ces recherches est d'identifier, avant et pendant l'enquête, quels sont les « observables » pertinents pour saisir l'objet d'étude en mouvement.

Ces observables sont de prime abord multiples. En effet, lors de l'analyse d'un modèle urbain mobile, le chercheur ne peut pas être partout : il n'est pas possible de suivre constamment les architectes lorsqu'ils participent à une conférence ou un projet, ni de retracer toutes les trajectoires d'un livre ou d'un manuel et leurs diverses traductions. Une telle entreprise sans fin s'apparenterait à dessiner une carte des réseaux Internet, rappelle Jennifer Robinson (2011: 27). Pour circonscrire son objet d'étude, en l'occurrence les stratégies inclusives de développement urbain (*City Development Strategies*), cette géographe propose de se concentrer, d'une part, sur les arènes où s'élaborent de telles politiques (et comment celles-ci gagnent en efficience extra-locale) et, d'autre part, sur les relations de pouvoir qui mettent en relation les lieux de ces engagements politiques (Robinson, 2011: 27). Elle s'intéresse notamment à des actants immatériels tels que « des bribes de conversation entre décideurs, des images, des idées qui rendent l'ailleurs présent dans l'élaboration de politiques urbaines. » (Söderström, 2012: 45) McCann, quant à lui, s'attache à décrire les spatialités des « moments d'éveil » (*clicking eyes moments*[122]), c'est-à-dire des situations où les acteurs locaux réalisent qu'une politique externe (plutôt qu'une autre) peut s'appliquer aux défis auxquels ils doivent faire face dans leur ville. Ces situations peuvent être observées *in situ,* au moment même où a lieu l'échange, mais aussi *a posteriori* à travers le discours des acteurs.

Au cours de mes recherches, je serai amené à distinguer différentes formes d'espaces et différents types d'acteurs concourant à la circulation des modèles urbains. Ces distinctions, je les ai exposée dans la section consacrée aux politiques mobiles en définissant respectivement deux catégories générales d'analyse : les « sites relationnels » (McCann, 2011a) et les « passeurs transatlantiques » (Saunier, 2007)[123]. Ainsi, j'identifierai principalement *comment, dans quel lieu et grâce à (ou à cause de) qui, est conservée (ou non) la substance d'un modèle mobile*. Pour des raisons pratiques, il ne me sera pas possible d'observer *in situ* tous les espaces de persuasion et de négociation disséminés à travers les espaces de circulation d'un modèle urbain. Par contre, je reconstituerai *a posteriori* ces « moments d'éveil » à travers une analyse des documents et des discours des acteurs ayant principalement contribué à l'extension sociale et spatiale du modèle néo-traditionnel. Je m'intéresserai à des congrès et des expositions

[122] Je remercie Eugene McCann pour m'avoir suggéré ce terme lors d'un colloque international organisé à l'Université de Neuchâtel.

[123] Voir page 56 et suivantes.

marquants, à des bureaux d'architecture militants, à des associations, des fondations et à des écoles réputées au sein du mouvement néo-traditionaliste. Et, bien sûr, je m'intéresserai aussi à l'objet même des pratiques qui circulent entre ces sites - la ville, sa morphologie urbaine et son esthétique architecturale – et aux arènes où les acteurs endogènes et exogènes audit mouvement s'affrontent à propos de la légitimité (ou de l'illégitimité) d'une politique promouvant la conception de nouvelles villes traditionnelles.

Comparatisme urbain : relier les terrains

Après avoir suivi les trajectoires du modèle néo-traditionnel et identifié les espaces et les acteurs qui (re)configurent sa mobilité, il s'agit de comparer les arènes où il émerge, où il s'étend et où il est adopté. Bien que celles-ci soient établies dans des contextes économiques, politiques et culturels pour la plupart différents, je considère leur comparaison pertinente car ces arènes sont affectées par des transformations socio-spatiales en partie ressemblantes.

L'exercice comparatif proposé ici ne procède pas d'une méthode déductive, qui réduirait la complexité des objets étudiés (en confrontant ceux-ci à un modèle théorique par exemple), mais d'une méthode inductive qui permet de « confronter deux objets géographiques dans leur globalité, de procéder à une réflexion qui va et vient de l'un à l'autre. » (Gervais-Lambony, 2003: 24) En effet, bien que ces objets soient différents, l'apport de ce type de comparaison est d'éclairer un objet par rapport à l'autre[124] : « En un lieu, certaines questions se posent à un moment donné. On ne pense à les poser à propos de l'autre lieu que parce que l'on a fait ce va et vient… » (Gervais-Lambony, 2003: 24)

La stratégie comparatiste que j'adopte consiste à comparer des laboratoires, des réseaux et des formes sur la base d'enquêtes de terrain et du recueil de matériaux diversifiés (recherche documentaire, inventaire, analyse qualitative des flux). Cette stratégie de recherche s'accompagne du développement d'une réflexion sur le sens et les modalités de la comparaison à l'heure où les villes sont considérées, plus que par le

[124] Philippe Gervais-Lambony (2003:24) distingue deux formes que peut prendre ce type de comparaison. Soit un des aspects de A ressemble à B, mais pourtant B ne ressemble pas à A, la comparaison aide alors à comprendre pourquoi. Soit A diffère beaucoup de B, mais des points communs existent et relèveraient de l'universel, ce que la comparaison cherche à montrer. Cette comparaison dite « interne » balance entre deux positions fondamentales, le relativisme et l'universalisme, qui poussées à l'extrême peuvent respectivement prendre la forme de l'essentialisme et de l'ethnocentrisme. L'avantage, cependant, est d'esquisser pour la première « une unité envisageable par ressemblance (voisinage) des objets plutôt que par similarité », et pour la seconde d'envisager « l'omniprésence de l'occurrence d'un phénomène, sous des aspects point trop dissemblables » ; ces deux positions se rejoignent alors et permettent d'analyser « la forme (au sens fort) et le sens des objets » géographiques telles que les villes et leur urbanité (Rétaillé, 2003: 188).

passé, comme des entités mondialement interconnectées et interdépendantes (McFarlane, 2010; Nijman, 2007; Robinson, 2010). Comparer des entités dans un tel contexte a plusieurs implications (Dupuis et Söderström, 2010; Söderström, 2013).

La première implication est qu'il est impossible de comparer des éléments constitutifs d'un espace urbain comme s'ils étaient autonomes et indépendants d'éléments du même type dans d'autres espaces à partir desquels la comparaison s'effectue. En effet, la comparaison de politiques urbaines doit prendre en considération le fait que les pratiques des municipalités et des experts internationaux s'insèrent et trouvent leur inspiration au sein d'un même marché mondial des « bonnes pratiques » urbanistiques. La seconde implication est que l'espace des comparaisons s'est ouvert. Considérant que toute ville est une ville mondiale (King, 2004), c'est-à-dire qu'elle participe selon sa position spécifique à un système mondial de villes interconnectées, l'argument de leur incomparabilité n'est pas défendable et il est dès lors intéressant des comparer les villes pour explorer, par exemple, si leur développement tend à converger en raison de leur interconnexion. La troisième implication d'une comparaison interurbaine à l'ère de la mondialisation conduit à envisager différentes ontologies (ou modes d'existence) des villes. Le comparatisme traditionnel tend en effet à considérer les villes comme des espaces fonctionnels constitués d'éléments fixes, physiques et institutionnalisés. Or, comme je l'ai exposé plus haut, les flux de connaissances, de capitaux et de personnes caractérisant la mondialisation sont organisés par des réseaux, eux-mêmes constitués par des relations de pouvoir et, selon cette perspective, les espaces urbains sont avant tout des carrefours où s'entrecroisent lesdits flux; la spécificité de chaque lieu étant donnée par le caractère particulier de ces intersections (Massey, 1991). *La comparaison vise alors moins à observer des similarités et des différences entre des entités séparées, qu'à comparer des formes de relation entre entités* (Ward, 2010b). Ainsi, il s'agit d'étudier de façon comparative *la mise en place de ces relations* (via les pratiques des acteurs prenant part à la circulation du modèle), leur *spécificité* (en considérant les programmes urbains liés à l'adoption locale du modèle) et leur *évolution dans le temps* (renforcement, diversification ou affaiblissement des relations interurbaines).

Dans le cadre de mon travail empirique, cette comparaison relationnelle est fondée sur des données et des matériaux de terrain recueillis et interprétés à partir de méthodes mixtes, dont la triangulation m'a permis de dessiner les géographies du mouvement néo-traditionaliste :

1. Des *entretiens compréhensifs* avec, essentiellement, les chefs de file du mouvement néo-traditionaliste, des architectes, des urbanistes, des investisseurs et des municipalités[125]. L'échantillonnage de mes interlocuteurs n'est pas

[125] La liste des entretiens que j'ai menés se trouve en annexe, page 378. Au total, 47 entretiens ont été effectués avec 53 personnes. 80% des entretiens ont été des entretiens approfondis ayant duré entre une

représentatif (et donc généralisable à l'ensemble du mouvement) mais illustratif (et se base sur une sélection raisonnée des sources d'information permettant d'identifier les tendances dudit mouvement) des positions et des pratiques diversifiées des acteurs. Il procède de la méthode dite « boule de neige » qui consiste à augmenter l'échantillon en utilisant les réseaux sociaux et professionnels des personnes contactées (Handcock et Gile, 2011) jusqu'à saturation des questions de recherches, c'est-à-dire lorsque les réponses des interlocuteurs confirment ce qui est attendu et ne produisent plus d'éléments inconnus. Le format des entretiens est « compréhensif » dans la mesure où « l'informateur (…) n'est pas interrogé sur son opinion, mais parce qu'il possède un savoir, précieux (…). » (Kaufmann, 2006: 48) Dans ce cadre, le guide d'entretien se doit d'être souple afin de pouvoir rebondir sur ce qu'énonce l'interlocuteur, d'écouter ses anecdotes souvent enrichissantes ou encore de reformuler des questions auxquelles l'enquêteur n'avait pas pensé. L'empathie de ce dernier joue un rôle important dans ce type d'entretien pour découvrir et comprendre l'interlocuteur, « avec son système de valeurs, ses catégories opératoires, ses particularités étonnantes, ses grandeurs et ses faiblesses. » (Kaufmann, 2006: 51) Durant mes entretiens, l'interlocuteur était souvent reconnaissant de cette écoute attentive car son savoir et son savoir-faire sont généralement peu valorisés en dehors du mouvement néo-traditionaliste.

2. Des *observations non-participantes* sur le terrain des institutions (congrès et conférences), des réseaux (sites Internet, blogs, forums et listes de discussion) et des ensembles urbains (quartiers, villages et villes) néo-traditionalistes. Comme simple observateur, j'ai pu assister à un congrès du CNU et à plusieurs conférences de la PFBE. J'ai notamment constaté que ce sont là des moments intermittents de « coordination en face-à-face » nécessaires pour renforcer les liens socio-professionnels d'acteurs souvent en mouvement (Larsen et al., 2008). À cette « obligation à être co-présents » (Urry, 2007: 49) pour signer une déclaration d'intention ou débattre d'une idée s'ajoute des moments où les acteurs peuvent physiquement s'absenter mais rester virtuellement présents à travers les imaginaires véhiculés par Internet (Haythornthwaite et Wellman, 2002). Une part importante de mon travail empirique a été de recenser les principaux sites Web et leurs liens respectifs et de m'inscrire sur des forums ou des listes de discussions pour mesurer qualitativement les flux de textes et d'images qui structurent le modèle néo-traditionnel. Finalement, dans les ensembles urbains où le modèle

heure et trois heures et ont tous été enregistrés, retranscrits et codés. L'anonymat des interlocuteurs a été employé seulement à l'occasion de quelques rares demandes. En raison de leur position particulière au sein du mouvement néo-traditionaliste, il était plus pertinent d'identifier le locuteur par rapport à son discours.

s'est matérialisé, j'ai privilégié une observation *in situ*, arpentant méthodiquement les rues et les espaces publics afin de saisir à travers de nombreux relevés photographiques « la physionomie du paysage » néo-traditionaliste (Besse, 2000).

3. Des *recherches documentaires* sur les sources visuelles et écrites du mouvement néo-traditionaliste ainsi que sur les directives architecturales et urbanistiques mise en place par des acteurs politiques et immobiliers. En premier lieu, un travail d'archive a été effectué en ligne et en bibliothèque pour définir les contours sémantiques du modèle néo-traditionnel, notamment en recensant les ouvrages fondateurs et toutes les déclarations d'intention et les chartes apparentées au mouvement. Une fois analysé ce corpus de littérature blanche et grise, un autre corpus (quelque fois relatif à de la littérature dite noire[126]) a été constitué afin d'identifier les règles relatives à la mise en œuvre du modèle par des architectes, des acteurs immobiliers, des municipalités ou des habitants (*master plan, design code, pattern book*, *declaration of covenants, conditions and restrictions,* etc.).

Ces méthodes appliquées à la comparaison des laboratoires, des réseaux et des formes néo-traditionalistes m'amène à étudier sept dimensions interdépendantes de la mobilité des modèles urbains. En me basant sur les apports théoriques de Cresswell (2006, 2010) et de Söderström et Crot (2010), je distingue les dimensions relatives au mouvement et à sa construction sociale (points 1, 2, 3 et 4 ci-dessous) et les dimensions relatives aux effets de la mobilité sur les structures sociales, politiques et matérielles (points 5, 6 et 7 ci-dessous). Ces dimensions ont été centrales lors de mes recherches car elles ont structuré l'analyse thématique[127] de l'ensemble de mes entretiens, observations et recherches documentaires.

1. *Objectifs* : Comment et pourquoi le modèle néo-traditionnel a-t-il été formulé ? Quels sont les objectifs spatiaux, sociaux et politiques associés au modèle ; plus particulièrement, quels sont les programmes urbains qui en découlent localement ? Cette dimension permet de retracer la généalogie du modèle tant au

[126] La littérature (ou l'information) peut être classée en trois catégories : blanche, grise et noire. La première relève du domaine public et est aisément accessible, la deuxième est aussi licite mais n'est pas contrôlé par l'édition commerciale (notes techniques, rapports de recherche, rapports annuels, base de données, etc.) et la troisième catégorie relève de documents confidentiels uniquement accessibles aux personnes autorisées (Schöpfel, 2006).

[127] Anne Gotman et Alain Blanchet (2010: 96) souligne que l'analyse thématique « défait (…) la singularité du discours et découpe transversalement ce qui, d'un entretien à l'autre, se réfère au même thème » L'analyse a pour but de repérer les catégories sémantiques qui constituent l'univers du discours : l'identification des thèmes et la construction de la grille d'analyse « procèdent d'une itération entre hypothèses et corpus. (...) L'unité thématique n'est donc pas définie *a priori*, comme l'unité linguistique. C'est un noyau de sens repérable en fonction de la problématique et des hypothèses de la recherche. Mais, une fois sélectionnés pour l'analyse d'un corpus, les thèmes constituent le cadre stable de l'analyse de tous les entretiens. » (Gotman et Blanchet, 2010: 96-97)

niveau de l'histoire global de l'urbanisme qu'au niveau de l'histoire local d'un projet urbain.

2. *Significations* : Quels discours sont construits au sujet du modèle et de sa circulation ? Quelles sont les valeurs véhiculées par les architectes et quelles sont les normes sociales exprimées par l'environnement construit ? Cette dimension permet d'expliquer le type d'idéologie dont procède le modèle et le régime de légitimité justifiant l'importation du modèle.

3. *Pratiques* : quels sont les acteurs et les institutions impliqués lors de la circulation du modèle ? Comment des individus et des collectifs agissent-ils pour mettre en mouvement leurs idées, pour les partager et pour les transmettre ? Cette dimension permet de comprendre de quelle manière et grâce à qui (ou à cause de qui) le modèle conserve (ou non) sa substance au fil de ses appropriations successives.

4. *Trajectoires* : comment circulent globalement les principes du modèle ? Quels sont ses routes et ses carrefours ? Quels sont les pays, les villes et les régions qui sont misent en relations par ces trajectoires ? Cette dimension permet de décrire les contextes et les moyens permettant la circulation des savoirs et des savoir-faire relatifs au modèle.

5. *Réseaux sociaux* : comment un réseau supranational d'expertise est- il construit et comment fonctionne- t- il ? Quels sont les intérêts et les affinités qui unissent les acteurs impliqués dans le partage du modèle ? Cette dimension permet d'expliquer les logiques d'intéressement et d'enrôlement à l'œuvre lors de la stabilisation du modèle au sein d'un collectif transnational.

6. *Structures institutionnelles et standards* : quels sont les moyens développés par les institutions, tant publiques que privées, pour s'assurer que les pratiques soient partagées et appliquées selon certains standards ? Quels sont les standards relatifs au modèle, comment ceux-ci sont institutionnellement établis par le mouvement et comment ceux-ci sont appliqués par des municipalités ou des promoteurs immobiliers ? Cette dimension permet d'examiner comment des structures institutionnelles établissent une légitimité professionnelle à travers la création de nouvelles normes architecturales et urbanistiques.

7. *Matérialités* : quelles sont les formes urbaines locales issues du modèle ? Comment se transforment l'architecture, l'urbanisme et les politiques urbaines lorsqu'est importé le modèle ? Cette dimension permet de décrire l'esthétique, la

morphologie et la gouvernance des formes ainsi que le rôle qui leur attribué par les concepteurs de nouvelles villes traditionnelles.

Résumé du cadre analytique et des terrains d'étude

Le tableau ci-dessous [Figure 6] résume mes questions de recherche, les dimensions comparatives à prendre en compte lors de l'analyse du régime circulatoire d'un modèle urbain, les méthodes employées et les données mobilisées. L'ensemble de ma réfléxion s'articule selon trois axes d'analyses, respectivement trois chapitres, où les terrains d'étude sont les suivants :

1. *Laboratoires* : ce chapitre traite de la géohistoire des laboratoires urbains à l'origine du mouvement néo-traditionaliste. Trois terrains sont à distinguer en Belgique, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Respectivement, le premier laboratoire se structure durant les années 1970 autour du Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne, le deuxième à la fin des années 1980 autour du Mouvement pour les villages urbains et le troisième durant les années 1990 autour du Congrès pour le Nouvel Urbanisme.

2. *Réseaux* : ce chapitre traite de la montée en mondialité du mouvement néo-traditionaliste initiée par trois institutions, toutes situées en Europe. Celles-ci sont, respectivement, trois réseaux supranationaux qui sont autant de terrains d'étude : l'AVOE (*A Vision of Europe*), association établie en 1992 et basée en Italie, l'INTBAU (*International Network for Traditional Building, Architecture and Urbanism*), réseau fondé en 2002 au Royaume-Uni et désormais rattaché à la Fondation du Prince de Galles, et le CEU (*Council for European Urbanism*), institution décentralisée créée en 2003 et dont les activités sont dorénavant rattachées à celles de l'INTBAU.

3. *Formes* : ce chapitre traite de la construction de trois ensembles urbains néo-traditionalistes, issus d'expertises transatlantiques et considérés comme exemplaires : Poundbury (Dorchester, Grande–Bretagne), un village urbain emblématique construit sur les terres du Prince de Galles, le Val d'Europe (Marne–la–Vallée, France), une ville nouvelle produite via un partenariat public–privé entre l'État français et la Walt Disney Company et Heulebrug (Knokke–Heist, Belgique), une cité–jardin balnéaire conçue conjointement par les deux mentors du mouvement, Léon Krier et Andrés Duany.

Figure 6 : Résumé du cadre analytique : questions, axes, comparaisons et méthodes

Questions de départ	Questions de recherche	Chapitre, temporalité et axes d'analyse	Dimensions comparatives	Méthodes	Données
Comment le modèle néo-traditionnel est-il (mis) en mouvement entre divers espaces ?	Comment sont mobilisées des connaissances spécifiques lors de l'élaboration d'un modèle urbain ?	**Chapitre 2 : Laboratoires** *Émergence* Résister – intéresser	Objectifs Significations	Recherche documentaire Entretiens compréhensifs Inventaire des institutions nationales	Livres et autres textes fondateurs, littérature blanche et grise Entretiens avec des chefs de file et autres acteurs ayant participé à la construction du modèle.
	Comment se construisent les réseaux permettant la circulation de ces types de connaissances ?	**Chapitre 3 : Réseaux** *Extension* Connecter – Délimiter	Pratiques Trajectoires Liens sociaux Institutions	Inventaires des institutions supranationales Analyse des flux Entretiens compréhensifs	Données des sites Internet (bureaux, écoles, groupes d'influence), littérature grise Voyages, congrès, médias et autres données relatives à la circulation du modèle Données de terrain (produites par entretiens, relevés photographiques et observations)
Comment les formes et les politiques urbaines se transforment-elles sous l'effet de ce mouvement ?	Quels sont les effets de cette mise en circulation sur la morphologie et les politiques urbaines ?	**Chapitre 4 : Formes** *Adoption* Normer – Gérer	Matérialités	Inventaire des transformations urbaines et des modalités de gouvernance Entretiens compréhensifs	Données de l'administration (architecture, urbanisme, immobilier), littérature noire Données de terrain (produites par entretiens, relevés photographiques et observations)

CHAPITRE II

LABORATOIRES

« *D'un coté, les Européens disent que nous voulons américaniser l'Europe, de l'autre, les Américains disent que nous voulons européaniser les États-Unis*[128] *!* » constate Andrew Georgiadis à propos de la réception mitigée du modèle néo-traditionnel de part et d'autre de l'Atlantique. Cet architecte travaille dans un bureau basé en Floride dont les directeurs sont de fervents partisans de l'approche *Traditional Neighborhood Development* (TND) promue au sein du Congrès pour le Nouvel Urbanisme (*Congress for the New Urbanism* – CNU). Sa remarque - si elle souligne certes la frustration d'un praticien confronté au paradoxe de vendre *mondialement* une architecture supposée *vernaculaire* - illustre avant tout combien l'approche TND a été, et est toujours, façonnée par la circulation transatlantique de ses principes. En effet, cette approche trouve ses origines en Europe au début du XX^{e} siècle sous la forme d'une cité-jardin à l'esthétique traditionnelle, telle que pensée par l'architecte britannique Raymond Unwin. Près de trente ans plus tard, ce modèle de type culturaliste a été transposé à l'intérieur de la ville de New-York par le réformateur Clarence Perry qui le conçoit alors comme une unité de voisinage (*neighborhood unit*). Cette forme urbaine a ensuite été revalorisée à partir des années 1970, notamment en Belgique et au Royaume-Uni, avant d'être

[128] "*On the one hand, Europeans say that we want to Americanize Europe, on the other, Americans say that we want to Europeanize the Unites States!*" [Entretien avec Andrew Georgiadis, architecte chez *Dover, Kohl & Partners*, 21.04.10].

formalisée aux États-Unis sous l'acronyme TND. Marqué par le sceau du Nouvel Urbanisme, le modèle néo-traditionnel est alors revenu sur le Vieux Continent au tournant du XXIe siècle, achevant ainsi de brouiller ses origines géographiques au grand dam de ses partisans qui tentent de promouvoir une renaissance urbaine selon les traditions architecturales et urbanistiques relatives à une région ou un pays.

« Au commencement était le mouvement », tel pourrait être le prologue à la genèse du modèle néo-traditionnel façonné au prisme de « miroirs transatlantiques[129] » depuis près d'un siècle. Étrange destinée que celle d'un modèle qui se fonde sur l'enracinement à un lieu et qui, dans le même temps, s'internationalise par le biais de la mobilité de ses architectes et de leurs connaissances. Pour décrire cette genèse particulière, j'emprunte la notion de « laboratoire » à Michel Callon (1988c) et Bruno Latour (2005). Certes, l'urbanisme ne fonctionne pas comme une science exacte et les urbanistes ne sont pas des biologistes moléculaires[130]. Toutefois, une telle analogie me permet de mettre en évidence le travail de l'architecte-urbaniste tout occupé (comme le scientifique) à conquérir, à l'aide de ses instruments et de ses documents, des places fortes afin que ses savoirs et savoir-faire acquièrent légitimité et intérêt hors de son laboratoire.

Trois objectifs découlent d'une telle perspective. Premièrement, je décrirai les sources historiques du mouvement néo-traditionaliste en retraçant les modalités de production de ses principes architecturaux et urbanistiques. Deuxièmement, je démontrerai comment ce mouvement a écrit sa propre généalogie, autrement dit comment ses chefs de file ont choisi leurs antécédents matériels (des villes, des quartiers) ou immatériels (des doctrines, des théories) afin de se distinguer professionnellement. Troisièmement, je préciserai combien cette genèse se caractérise par des circulations transnationales en soulignant comment le modèle néo-traditionnel a été élaboré dans, et entre, des villes et des pays. Ainsi, je compte analyser les logiques d'émergence du mouvement néo-traditionaliste en étudiant les temporalités et les spatialités distribuées qui le constituent, avant d'aborder ses logiques d'extension dans le cadre du second chapitre.

[129] Le terme de « miroirs transatlantiques » est le titre d'un numéro de la revue *L'Homme* consacré à la circulation des savoirs en sciences sociales entre les espaces nord-américains et européens où « les traditions nationales, les cosmologies locales, les paysages mentaux, les épistémologies régionales, les régimes de discours et de temporalité, les frontières de l'imagination innervés par les parcours et les retours, varient d'une situation à une autre, se transforment au gré des enclaves pour mieux se réinventer ici ou là-bas. » (Assayag, 2008: 13)

[130] Pour reprendre l'exemple utilisé par Bruno Latour et Steve Woolgar (1979) dans leur étude pionnière sur la construction sociale des faits scientifiques. Tels des ethnologues au sein d'une tribu primitive, ils ont observé les tâtonnements, les parades et stratégies des chercheurs d'un laboratoire californien de neuro-endocrinologie, tous affairés à « s'acquitter d'une seule tâche : fabriquer les faits et les rendre crédibles malgré la résistance et l'opposition des chercheurs des laboratoires rivaux et concurrents. » (Busino, 2007: 102)

UNE GEOHISTOIRE DES LABORATOIRES URBAINS

Le présent chapitre traite donc des origines du modèle néo-traditionnel et de ses (re)définitions au sein de circuits transatlantiques. Au cours de ses voyages, le modèle a été incarné par des individus dont le prosélytisme a conquis des groupes de plus en plus larges. Ses principes, sous forme textuelle et graphique, ont circulé par le biais de correspondances, de livres ou de revues spécialisées. Leur pertinence a été débattue à l'occasion de conférences et de congrès internationaux et leur reproduction a été assurée à travers l'établissement d'institutions réformatrices. Finalement, au gré des soutiens rencontrés durant ses voyages, le modèle est passé du papier à la pierre : des villes ont été édifiées et ont servi d'ultime appareillage de démonstration si elles confirmaient par leur matérialité les bienfaits supposés du modèle.

Ce « cycle de production » de l'espace bâti, tel que je le conçois, s'apparente à un laboratoire où sont fabriqués - et expérimentés - des principes architecturaux et urbanistiques, autrement dit un lieu où des énoncés relatifs à la conception des villes sont mis à l'épreuve *et* des sociétés *et* de l'espace. Le régime circulatoire d'un tel espace se caractérise par deux impératifs auxquels doivent se conformer le réformateur, l'architecte ou l'urbaniste : *résister* à la critique et *intéresser* d'autres acteurs, notamment en nouant des liens de plus en plus larges grâce aux « mobiles immuables » (Latour, 2001: 328) que sont les *instruments* et les *documents* utiles à leur cause[131]. C'est donc à travers l'étude de ces stratégies de résistance et d'intéressement que je compte aborder la géohistoire[132] des laboratoires du modèle néo-traditionnel.

Schématiquement, l'histoire du néo-traditionalisme s'étend sur quatre périodes qui ont rythmé la circulation de ses acteurs et de leurs connaissances[133]. La première période correspond à la formalisation du modèle culturaliste au début du XX^{e} siècle et à sa rapide circulation au sein des milieux réformateurs britannique et américain. La deuxième période est celle de son renouveau, quarante ans après avoir été occulté par l'avènement des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM) [Encadré 1].

[131] Cet axe d'analyse sur les conditions d'émergence du modèle néo-traditionnel est développé dans le cadre analytique du régime circulatoire des modèles urbains, page 65.

[132] C'est-à-dire *où* et *quand* se sont forgés les principes du modèle néo-traditionnel. Si j'utilise le terme de « géohistoire » dans le cadre ce chapitre, c'est pour souligner la dynamique temporelle des espaces de circulation du modèle néo-traditionnel. L'émergence de ce dernier s'inscrit au sein de trajectoires transatlantiques qui ont été marquées par des permanences et des inerties, mais aussi par des ruptures et des bifurcations. Recourir à la géohistoire permet ainsi de prendre en compte simultanément l'espace et le temps des sociétés, c'est-à-dire borner géographiquement une période historique et, réciproquement, dater une configuration géographique (Grataloup, 2003).

[133] Cette schématisation a le mérite de poser des repères chronologiques et d'indiquer les moments et les lieux de reconfiguration du modèle d'après les recherches que j'ai effectuées et celles d'autres chercheurs (Ellin, 1996; Grant, 2006; Hebbert, 2003; Knox, 2011; Mallgrave et Goodman, 2011; Thompson-Fawcett, 2003a; Ward, 2002). Cela ne veut pas dire pour autant que ces périodes soient figées au regard de la diachronie circulatoire du modèle, sujette à des intensités et des étendues variées.

Encadré 1: Les architectes à l'origine du renouveau du modèle culturaliste

Après le délitement du Mouvement Moderne dans les années 1960, François Spoerry a été le premier architecte à avoir construit un village selon des principes néo-traditionalistes (voir page 106). À sa suite, trois architectes vont prolonger, chacun à leur manière, le travail de ce précurseur de part et d'autre de l'Atlantique.

Maurice Culot : il étudie l'architecture et l'urbanisme à l'école de La Cambre à Bruxelles, puis part deux ans aux États-Unis. À son retour en Belgique, Culot s'engage au sein des luttes urbaines menées par l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) et enseigne parallèlement à La Cambre. Durant cette période, il fonde les Archives d'Architecture Moderne (AAM) dont il est toujours le directeur. En 1975, il rencontre Léon Krier dont les théories enrichiront les contre-projets urbains réalisés à La Cambre. Après avoir quitté cette école en 1979, il s'établit en France où il dirige le département d'histoire de l'Institut Français d'Architecture. Durant les années 1990, il est professeur invité, notamment dans le cadre des écoles d'été du Prince Charles et à l'école d'architecture de l'Université de Miami. Président de la Fondation pour l'Architecture de Bruxelles, il exerce actuellement à Paris au sein du bureau *Arcas Europe* qui mène de nombreux projets au Val d'Europe.

Léon Krier : d'origine luxembourgeoise, il étudie quelques mois à l'école technique de Stuttgart, avant de partir pour Londres où il travaille pour l'architecte James Stirling et enseigne à *l'Architectural Association School* et au *Royal College of Arts*. Durant les années 1970, il développe avec son frère **Rob Krier** – architecte établi en Allemagne - une théorie urbanistique qui inspirera tout le mouvement néo-traditionaliste. Autodidacte et polyglotte, il voyage souvent pour exposer ses idées, particulièrement aux États-Unis où il a enseigné aux Universités de Princeton, de Virginie, de Yale et de Miami. En 1985, la publication de son ouvrage sur l'œuvre d'Albert Speer, architecte au service d'Adolf Hitler, le discréditera auprès de ses collègues. Il reste cependant une figure centrale pour de nombreux membres du CNU et un conseiller important du **Prince Charles** avec qui il a développé les plans de Poundbury et de l'extension de la ville de Newquay.

Andrés Duany : d'origine cubaine, il étudie à l'Université de Princeton où il rencontre sa femme **Elizabeth Plater-Zyberk** avec qui il effectue l'ensemble de sa carrière. Après un séjour d'une année à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, il reçoit son diplôme à l'école d'architecture de Yale. Il travaille ensuite au bureau d'architecture *Architectonia*, avant de changer radicalement de pratique à la suite d'une conférence de Léon Krier. Avec sa femme qui enseigne depuis 1979 à l'école d'architecture de l'Université de Miami, il fonde le bureau *Duany-Plater-Zyberk & Company* (DPZ) où ils développeront un intense travail de recherche sur la morphologie des formes urbaines, leur esthétique et leur histoire. En 1993, il est l'un des co-fondateurs du CNU. Entrepreneur charismatique, il est l'un des représentants les plus connus du mouvement américain de réforme urbaine en raison de ses nombreuses conférences et publications.

C'est principalement l'architecte Léon Krier qui réactualise le modèle culturaliste et le transforme en une doctrine néo-traditionaliste. De la Belgique aux États-Unis, en passant par le Royaume-Uni, il va alors participer à la construction de trois mouvements d'urbanisme remettant en question le fonctionnalisme des CIAM. À chaque fois, il s'adjoint le concours d'alliés pour mener à bien son programme de réforme urbaine. À Bruxelles, il rencontre l'architecte Maurice Culot avec qui il crée l'éphémère Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne. Cette deuxième période consacre le modèle néo-traditionnel comme instrument des luttes urbaines en faveur de la préservation des quartiers historiques de la capitale belge. À Londres, Krier devient le conseiller du Prince Charles qui, tel un mécène, soutient son combat contre l'architecture moderniste en créant un institut d'architecture. Cette troisième période correspond à l'institutionnalisation de la doctrine néo-traditionaliste au Royaume-Uni, cette fois-ci sous la forme de « villages urbains. » A Miami, Krier fait la connaissance d'Andrés Duany et d'Elizabeth Plater-Zyberk et les incitera à fonder le CNU, un groupe opposé aux CIAM. Ce couple d'architectes développe alors l'approche TND qui transformera, en raison de son succès populaire, le marché immobilier américain. Cette dernière période marque la naissance d'un vaste mouvement de réforme urbaine promouvant le modèle néo-traditionnel, aux États-Unis comme à l'étranger.

Ces quatre périodes correspondent respectivement aux formes urbaines qui fondent le modèle néo-traditionnel : la cité-jardin, le quartier, le village urbain et l'unité de voisinage relative à l'approche TND. De ce fait, je les conçois comme autant de moments d'expérimentation et de redéfinition à partir desquels se sont peu à peu sédimentées les sources d'inspiration du mouvement néo-traditionaliste. Ces laboratoires où circulent divers architectes, instruments et documents seront analysés dans le cadre de ce chapitre selon la résistance et l'intéressement que rencontre, sous une forme ou sous une autre, le modèle néo-traditionnel lors de ses voyages.

Si le but premier d'un laboratoire est de fabriquer des faits scientifiques, et de les soumettre à l'administration de la preuve, encore faut-il que ceux-ci ne soient pas une simple invention, mais plutôt une véritable innovation, c'est-à-dire une invention trouvant hors du laboratoire des débouchées économiques qui, en retour, transformeront le fonctionnement de celui-ci[134]. Par analogie, dans le cadre des formes urbaines expérimentées successivement par les laboratoires à l'origine du mouvement néo-traditionaliste, je les conçois comme des innovations qui suivent, au cours du temps et en fonction des espaces, une trajectoire tourbillonnaire où s'enchainent des

[134] L'économiste Joseph Schumpeter (1939) distingue l'innovation de l'invention ; la première étant la transaction réussie d'une invention, la seconde étant la découverte d'une idée originale n'ayant pas encore été appliquée à travers un circuit économique. La figure de l'entrepreneur – et dans le cas présent celle du scientifique ou de l'architecte-urbaniste - se comprend donc à travers cette capacité à jouer sur deux tableaux, celui de l'invention et celui du marché.

traductions faites d'expérimentations, de compromis et de négociations (Callon, 1986). Selon cette perspective[135], la genèse d'un tel mouvement de réforme urbaine suit un modèle, dit de l'intéressement, permettant de comprendre :

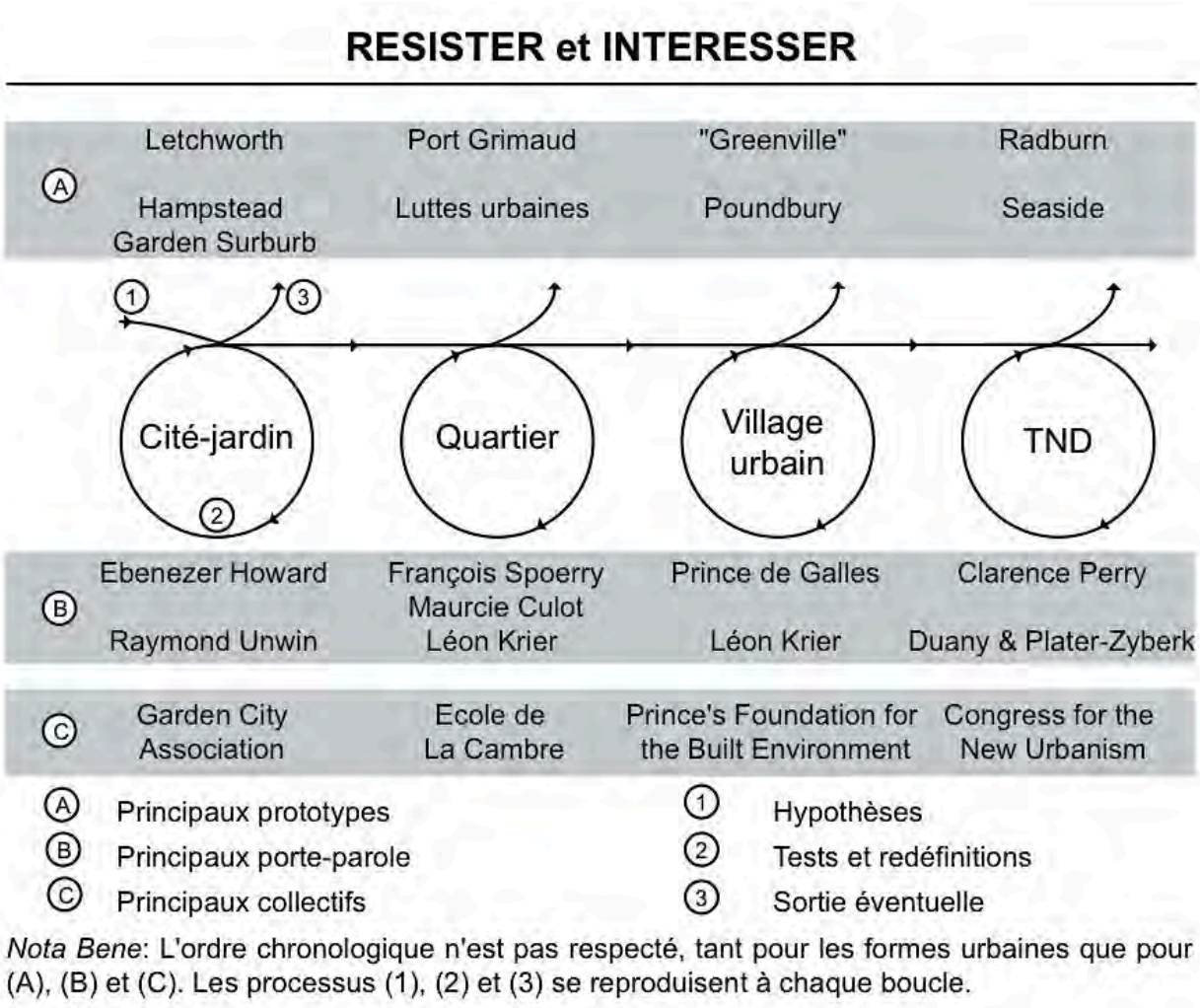
> « (…) comment est adoptée une innovation, comment elle se déplace, comment elle se répand progressivement pour se transformer en succès. (…) Adopter une innovation c'est l'adapter : telle est la formule qui rend le mieux compte de la diffusion. Et cette adaptation résulte en général d'une élaboration collective, fruit d'un intéressement de plus en plus large. » (Akrich et al., 1988a: 15)

Le schéma ci-dessous [Figure 7] résume ainsi le propos de ce chapitre. Les formes urbaines qui fondent le modèle néo-traditionnel sont ici représentées comme autant de boucles nécessaires à la redéfinition des propriétés de l'innovation et de son public. En effet, cette dernière « (…) se transforme en permanence au gré des épreuves qu'on lui fait subir, c'est-à-dire des intéressements qu'on expérimente. Chaque nouvel équilibre se trouve matérialisé sous la forme d'un prototype qui teste concrètement la faisabilité du compromis imaginé. » (Akrich et al., 1988a: 21) Pour que ces orientations stratégiques répondent aux problèmes à résoudre, des porte-parole doivent alors représenter les collectifs à l'origine de l'innovation et passer ensuite du laboratoire au marché - et vice-versa - faute de quoi l'innovation ne trouvera pas de débouchées. Cette trajectoire tourbillonnaire « met en scène tous les acteurs qui se saisissent de l'objet ou s'en détournent et il souligne les points d'accrochage entre l'objet et les intérêts plus ou moins organisés qu'il suscite. » (Akrich et al., 1988b: 17)

Cette grille de lecture me permet donc de mettre en exergue des prototypes (les premières formes urbaines construites par les laboratoires néo-traditionalistes), des acteurs (les principaux porte-parole des laboratoires) et des collectifs (les principales institutions qui servent de points d'ancrage aux laboratoires). Ainsi, je vais retracer les différents « cycles de production » du modèle néo-traditionnel en commençant par décrire la transposition du modèle de la cité-jardin du Royaume-Uni aux États-Unis à travers les milieux réformateurs du début du XX^{e} siècle.

[135] Qui est celle de la sociologie de la traduction, exposée dans le cadre d'analyse de ce travail, page 61 et suivantes.

Figure 7: Prototypes, porte-parole et collectifs du modèle néo-traditionnel



Source : schéma dessiné par l'auteur à partir du modèle de l'intéressement de Akrich, Callon et Latour (Akrich et al., 1988a, 1988b)

DE LA CITE-JARDIN A L'ARCHITECTURE URBAINE

Durant les années 1920, Raymond Unwin joue un rôle de « passeur transatlantique » (Miller, 2000; Rodgers, 1998) entre les cercles réformateurs britanniques et américains qui partagent la même ambition à transformer la société au moyen d'un modèle urbain particulier, la cité-jardin (Miller, 2002: 18). Si les architectes américains Henry Wright et Clarence Stein s'appliquent alors à traduire le modèle culturaliste au développement résidentiel suburbain, en plein essor grâce à l'usage privé de la voiture, le réformateur Clarence Perry transpose à l'intérieur même de la ville de New York les principes de la cité-jardin (Patricios, 2002: 21). En effet, ce dernier publie en 1929, dans le cadre du plan régional de New York et de ses environs, une monographie portant sur l'adéquation de la vie familiale à un espace urbain dont les contours prennent le nom d'« unité de voisinage » (*neighborhood unit*)[136]. Ce schéma sera réactualisé soixante ans plus tard par le couple d'architectes Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk (DPZ) pour servir de trame aux règles de développement de quartiers traditionnels (*Traditional Neighborhood Development*, TND) promues par le Congrès pour le Nouvel Urbanisme (CNU).

L'unité de voisinage, autrement dit le modèle culturaliste transposé à l'échelle urbaine du quartier, est une source historique centrale au mouvement néo-traditionaliste car ses présupposés spatialement déterministes et socialement conservateurs structurent encore et toujours les productions contemporaines dudit mouvement. Une autre source importante, cette fois-ci d'ordre architectural plutôt qu'urbanistique, est la publication en 1966 de « l'architecture de la ville » par l'architecte italien Aldo Rossi. Ce traité théorique, après des décennies d'un *urbanisme contre la ville*, caractérisé par la politique de la *tabula rasa* promue par les CIAM, réhabilite la dimension historique de la ville à travers une approche typo-morphologique (Corboz, 2001) et servira de point de ralliement aux alliances qui se forment alors entre les architectes américains et européens à l'origine du renouveau du modèle culturaliste. En parallèle au développement des travaux de Rossi, l'architecte français François Spoerry construit une cité lacustre, non loin de Saint-Tropez. L'imitation des styles architecturaux et des formes urbaines du passé qu'il y prône démontrera, cette fois-ci par la pierre, les bienfaits supposés d'un retour au modèle culturaliste. Cette forme expérimentale jouera un rôle de manifeste pour les laboratoires du modèle néo-traditionnel qui se développent en Europe dès les années 1970 puis, plus tard, aux États-Unis.

L'objectif de la présente section est de revenir sur ces trois moments épistémiques importants pour la configuration du mouvement néo-traditionaliste en les considérant

[136] Le titre de la monographie est "The Neighborhood Unit, a Scheme of Arrangement for the Family-Life Community" (Perry, 1929).

comme autant de « points de passage obligé » (Callon, 1986: 184; Latour, 2005: 341). En effet, le schéma de Perry, la théorie de Rossi et la station balnéaire de Spoerry constituent respectivement un plan, un énoncé et un lieu qui se révèlent incontournables à la convergence des intérêts des partisans du mouvement néo-traditionaliste. Ces points de passage obligé sont corrélatifs à la problématisation d'une situation donnée[137] qui « indique les déplacements et les détours à consentir et pour cela les alliances à sceller. » (Callon, 1986: 183) Autrement dit, c'est un point d'accord où chaque partie en présence accepte de travailler collectivement sur un problème, en l'occurrence *comment penser et construire des villes traditionnelles au regard des théories et des formes léguées par le Mouvement Moderne.*

Unité de voisinage et ingénierie sociale

Au début du XX^{e} siècle, la circulation transatlantique de la doctrine culturaliste au sein des milieux réformateurs s'articule autour des foyers de diffusion que sont Letchworth et Hampstead Garden Suburub, dont l'architecte britannique Unwin est l'un des concepteurs[138]. La construction de Radburn dans le New Jersey en 1929 servira ensuite de relai pour l'espace nord-américain (Hall, 2002: 128). En effet, les architectes Stein et Wright visitent en 1923 les cités-jardins alors construites en Angleterre (Miller, 2002: 18). Leurs connaissances du modèle culturaliste avaient déjà été développées lors des conférences états-uniennes de Unwin et, en particulier, celle de la *Russel Sage Foundation* en 1919 (Brody, 2009: 44), point de ralliement des architectes et des réformateurs souhaitant réformer les conditions de vie et d'habitat des citoyens américains (Lawhon, 2009: 6). Unwin joua ici le rôle d'un expert international, véritable urbaniste cosmopolite (Sutcliffe, 1981: 173) soucieux de traduire de manière pragmatique les principes culturalistes.

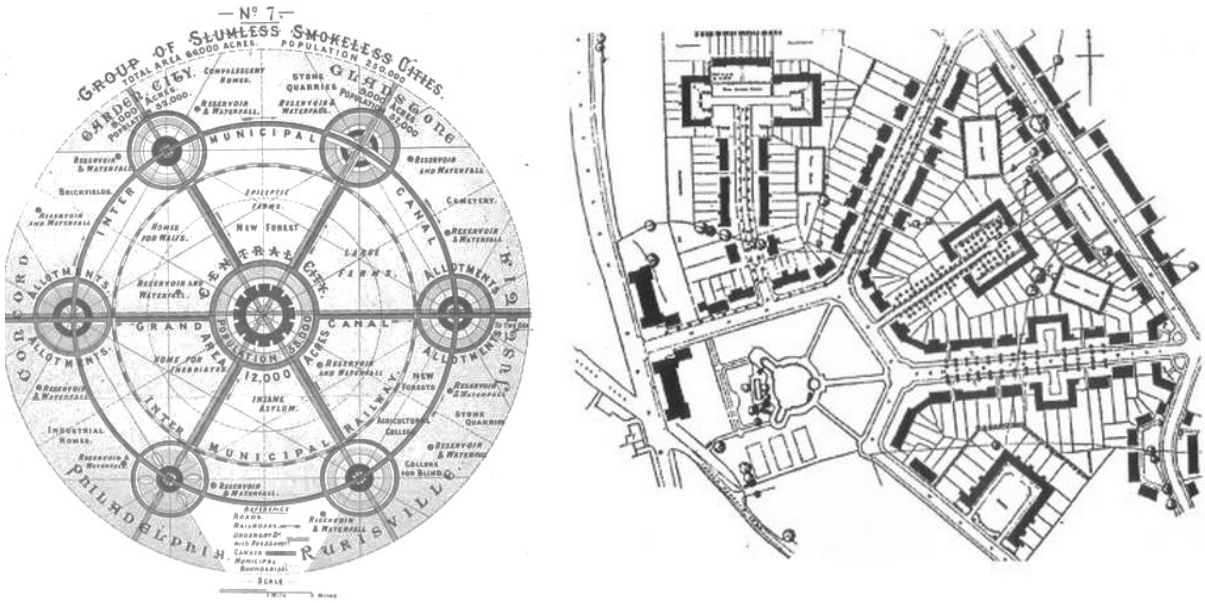
Convaincus que le modèle culturaliste puisse servir d'exemple au développement résidentiel suburbain aux États-Unis, les architectes Stein et Wright engagent Unwin comme consultant pour élaborer le plan de Radburn en 1928 (Miller, 2002: 18). Se basant sur le schéma de la ville sociale (*Social City*) d'Ebenezer Howard [Figure 8], ils s'emploient à définir un ensemble radioconcentrique (*superblock*) avec une population limitée à 10'000 personnes et dont la hiérarchisation viaire s'articule à partir d'une place centrale comprenant une école. Chaque groupement d'habitations est structuré autour d'une impasse ou d'un cul de sac. Si cette typologie avait été employée par Unwin à

[137] Selon Callon (2006a), c'est d'ailleurs au moment de la formulation de problèmes que se dessinent des espaces de circulation qui peuvent ensuite s'étendre et durer.

[138] Les mécanismes de circulation des principes du modèle culturaliste, et la malléabilité dont il a fait preuve au gré de ses appropriations nationales et internationales, ont été exposés dans le premier chapitre, page 37 et suivantes.

Hampstead Garden Suburb[139] [Figure 8] pour instaurer une forme d'intimité spatiale entre les résidents, Stein et Wright l'utilisent plutôt pour réduire le degré d'exposition des piétons au trafic routier (Patricios, 2002: 23). Alors que plus 21 millions d'automobiles circulaient sur les routes américaines, les architectes américains instaurent un système piétonnier indépendant des voies centrales qui permet d'accéder, dans un rayon de 800 mètres [Figure 9], à toutes les fonctions de la vie quotidienne (Plater-Zyberk, 1999: 80).

Figure 8 : La ville sociale et le plan d'Hampstead Garden Suburb (extrait)



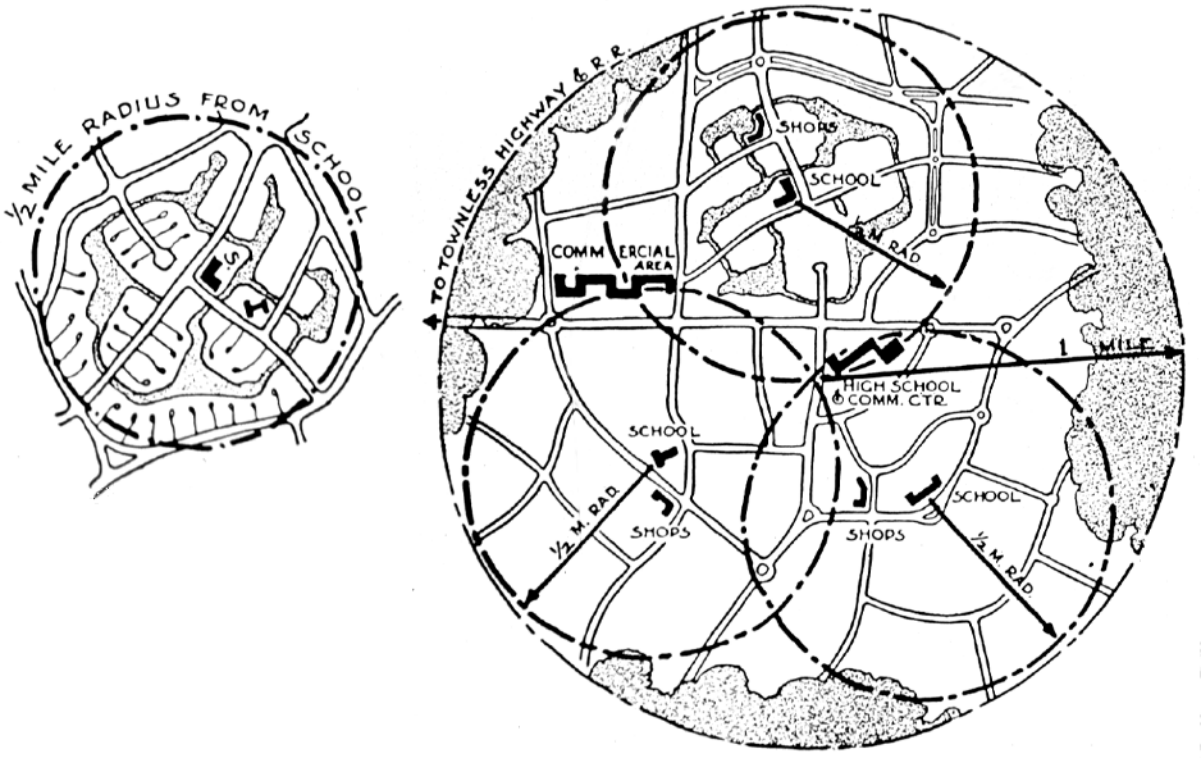
Sources : ***To-Morrow, a Peaceful Path to Real Reform***, 1898 (Hall, 2002: 94) et ***Town Planning in Practice***, 1909 (Panerai et al., 2004: 53)

Le réformateur Perry, qui a aussi collaboré avec Stein et Wright sur le plan de Radburn, partage avec ces derniers cette distinction entre un système interne piétonnier et un système externe d'accessibilité automobile (Lawhon, 2009: 9). Tous les trois s'accordent aussi sur l'idée qu'un quartier doit avoir une taille limitée à la fois spatialement et socialement selon la capacité d'accueil d'une école. Perry, toutefois,

[139] À Hampstead, Unwin dessine un nouveau plan urbain qu'il n'avait pu appliquer à Letchworth en introduisant des culs de sacs et en augmentant la densité des logements au détriment des voies de circulation. Il propose en 1906 un nouveau cadre réglementaire - le *Hampstead Garden Suburb Act* – qui permet de concevoir des espaces résidentiels sur le thème du *close*, c'est-à-dire un groupement de maisons autour d'une impasse ou d'une petite place en cul de sac, un élément typologique interdit depuis 1875 en Angleterre. Il y expérimente aussi une nouvelle forme de densité qu'il avait exposé dans son manifeste *Nothing Gained by Overcrowding*, publié en 1912. L'espace attribué à la circulation est réduit de 40% à 17%, les logements pouvant ainsi couvrir 55% de l'espace en question contre 17% seulement selon les normes en vigueur à l'époques (Sadoux, 2010c).

propose un rayon plus restreint (400 mètres) délimitant l'unité de voisinage [Figure 10] et conçoit celle-ci comme une entité urbaine distincte dont la duplication formerait une ville[140], alors que Stein et Wright considèrent que les *superblocks* devraient se superposer pour former un district suburbain (Patricios, 2002: 26). De fait, Perry mobilise l'expertise des architectes et des réformateurs qui se réunissent à la *Russel Sage Foundation* où il travaille depuis 1909. Certes, les idées dont il s'inspire ne sont pas nouvelles et ont déjà été expérimentées en périphérie de villes anglaises (Letchworth et Hampstead Garden Suburub) ou américaines (Radburn, mais aussi Forest Hill Gardens qui est ensemble résidentiel où vit Perry et construit une quinzaine d'années plus tôt par la *Russel Sage Foundation*). Mais l'innovation majeure de son unité de voisinage réside dans la synthèse des principes culturalistes dans un cadre spécifiquement urbain afin de « promouvoir un environnement physique et social garantissant la santé publique et favorisant l'épanouissement de l'individu au sein d'un groupe communautaire. » (Billard, 1999: 85)

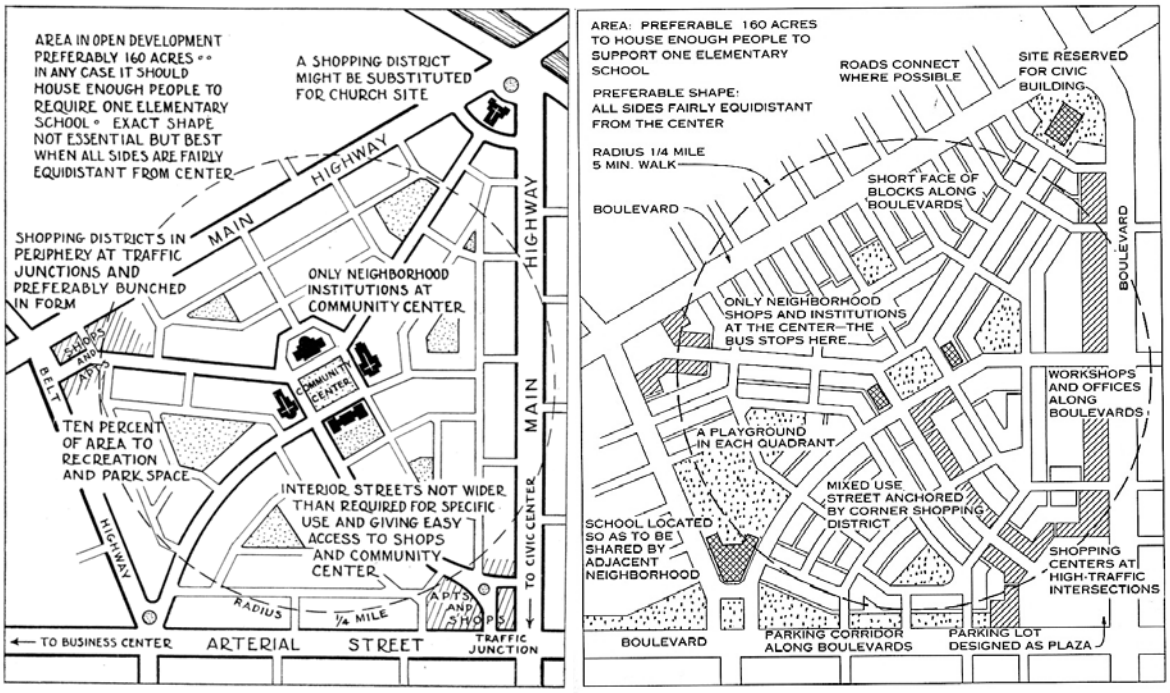
Figure 9 : Le plan radioconcentrique de Radburn selon Wright et Stein



Sources : original diagrams for Radburn by Stein and Wright (Plater-Zyberk, 1999: 80)

[140] Cette conception d'une ville polycentrique structurée par quartiers inspirera Léon Krier lorsqu'il conçoit sa théorie de la « ville dans la ville » en 1977. À ce sujet, voir la section sur le laboratoire urbain bruxellois, page 110 et suivantes.

Figure 10 : L'unité de voisinage selon Clarence Perry et le quartier selon DPZ



Sources : C. A. Perry, ***Regional Plan of New York and Its Environs***, 1929 (Lawhon, 2009: 5) et C.G. Ramsey et H.R. Sleeper, ***Architectural Graphic Standards***, 9th edition, 1994 ((Meredith, 2003: 484)

En tant qu'unité de planification urbaine destinée à la vie familiale, le quartier se structure, selon le réformateur (Perry, 1929: 34-35), autour de six attributs majeurs : la taille, les limites, les espaces publics, les institutions, les commerces et le système interne de rue. Premièrement, la taille du voisinage est définie par l'accessibilité piétonnière à une école, définissant ainsi une population résidante entre 5'ooo et 9'000 personnes sur une surface de 64 hectares (160 acres) (Lawhon, 2009: 4). Deuxièmement, cet ensemble radioconcentrique d'un rayon de 400 mètres (*quarter-mile radius*), délimité par les grandes artères urbaines, doit abriter une population homogène autonome (*self-contained*) afin de garantir son épanouissement civique (Silver, 1985: 166). Troisièmement, les espaces publics, localisés dans chaque quadrant du voisinage, représentent 10% de l'aire totale du quartier et consistent principalement en des parcs propices à la vie de famille (Patricios, 2002: 24). Quatrièmement, les institutions se concentrent au milieu du voisinage et comprennent une école, des églises et un centre communautaire (Lawhon, 2009: 2). Cinquièmement, les commerces destinés à couvrir les besoins quotidiens des habitants se situent en périphérie du quartier, proches des voies principales et des carrefours afin que les habitants puissent s'y approvisionner sur le chemin du travail (Brody, 2009: 58). Finalement, le système interne des rues distingue les voies réservées au trafic de celles réservées aux piétons et

utilise un plan sinueux pour décourager le trafic de transit (Lawhon, 2009: 2). Ainsi, pour Perry, le regroupement des citadins par quartier permet à ceux-ci de « jouir d'une relaxation, d'une amitié, d'une fonctionnalité, d'une sécurité et obtenir des opportunités d'exercer leur rôle de citoyen à une échelle parfaitement adaptées[141]. »

Le schéma de l'unité de voisinage est réactualisé en 1994 par les architectes DPZ dans la neuvième édition de l'ouvrage de référence *Architectural Graphic Standards* [Figure 10]. Il servira désormais de trame à l'approche TND promue par le CNU, notamment dans la version extensive de la Charte du Nouvel Urbanisme publiée en 1999 où Plater-Zyberk (1999: 79) écrit que le quartier (*neighborhood*) devrait être, en tant qu'« élément fondamental d'un vrai urbanisme », « compact, favorable aux piétons et multifonctionnel[142] ». Les principes repris tels quels à Perry correspondent: à l'établissement d'un centre et de limites afin de garantir une « identification sociale » pour la communauté qui réside dans le quartier (Plater-Zyberk, 1999: 79) ; au dimensionnement du voisinage selon un rayon de 400 mètres équivalant à la traversée de l'ensemble en 10 minutes à pied ; à la coexistence du trafic motorisé et du trafic piétonnier ; ainsi qu'à l'attention portée aux espaces publics en tant que lieu de rencontre propices à la formation de l'« esprit civique de la communauté » (Plater-Zyberk, 1999: 81). Par contre, des différences entre le schéma de Perry et celui du couple DPZ sont à noter (Brody, 2009: 161-162). L'église a disparu et l'école ne se situe plus au milieu du voisinage. Sur la place centrale se trouvent désormais des commerces de proximité, des institutions publiques et un arrêt de bus ; à la périphérie est localisée l'école, afin qu'elle soit utilisée par d'autres quartiers. Plus particulièrement, l'approche TND promeut une mixité sociale ainsi qu'une diversité d'activités économiques dans l'ensemble du voisinage. Cette promotion de la mixité sociale apparaît comme une réponse aux critiques faites à l'égard du réformateur Perry. En effet, ce dernier concevait, sous l'influence du sociologue Charles Horton Cooley, le voisinage comme un « groupe primaire » permettant de renforcer les interactions sociales ainsi que les qualités morales des individus (Lawhon, 2009: 7) et il pensait donc, à l'instar de l'École d'écologie humaine de Chicago, la ville comme une mosaïque de villages dont la composition sociale homogène permettrait de prévenir la misère et la violence (Silver, 1985: 166-167).

Cependant, la réinterprétation du schéma de Perry n'enlève en rien l'admiration que lui portent les membres du CNU et, plus spécifiquement, ses représentants néo-traditionalistes : l'unité de voisinage fait ainsi figure de mythe fondateur pour le mouvement de réforme urbaine (Brody, 2009: 163). Selon Jason Brody (2009: 163), le

[141] Clarence Perry, cité par Gérald Billard (1999: 85).

[142] "Neighborhoods should be compact, pedestrian-friendly, and mixed-use" en reference à l'article 11 de la Charte.

fait que le couple DPZ mobilise l'héritage de Perry lors de la formation du CNU a été important pour trois raisons :

> « Édifier une histoire des prédécesseurs (comme Perry) rattache le Nouvel Urbanisme à un contexte historique ; inventorier des héros amène les membres du CNU à suivre leur exemple ; et établir une autorité permet de faire face aux partenaires sceptiques et aux adversaires qui auraient pu autrement ne pas choisir de reconnaître les mérites du mouvement[143]. »

De fait, ces mécanismes d'intéressement relatif au document de Perry se retrouvent lors de la formation des autres laboratoires du modèle néo-traditionnel qui mobilisent tous la même figure spatiale pour promouvoir, soit à Bruxelles, le « quartier » dans le cadre de la reconstruction de la ville européenne, soit à Londres, le « village urbain » dans la cadre de la renaissance urbaine. Autrement dit, l'unité de voisinage agit comme un « objet-frontière[144] » (Star et Griesemer, 1989), terme qu'utilise Brody (2009: 163) pour désigner les connexions établies par ce document entre des contextes urbains et des milieux professionnels disparates. Pour être partagé en tant qu'« objet-frontière », le schéma de Perry doit être un outil suffisamment vague pour avoir une signification générale partagée par différents professionnels et politiciens (comme l'illustre l'ambiguïté des termes « voisinage » ou « quartier ») tout en conservant une certaine cohérence pour pouvoir satisfaire aux intérêts de chacun (comme l'illustre la monographie de Perry, comprenant diagrammes, illustrations et principes de planification) (Brody, 2009: 167) : ainsi, un espace de coopération et coordination peut se créer entre les différents courants néo-traditionalistes de part et d'autre de l'Atlantique.

« Les objets-frontière sont un arrangement qui permet à différents groupes de travailler ensemble sans consensus préalable » rappelle Suzan Leigh Star (2010: 19) à propos de la « flexibilité interprétative » qui les caractérise. Cette flexibilité s'observe dans les débats, souvent virulents, qui surviennent entre les Nouveaux Urbanistes au sujet de la justification intellectuelle de l'approche TND promue par les architectes DPZ via le schéma de Perry. Pour l'urbaniste britannique Paul Murrain[145], pourtant grand

[143] "Building a history of predecessors like Perry roots New Urbanism in historical context, develops a set of heroic exemplars for CNU members to follow, and builds authority to skeptical partners and adversaries who might not otherwise have chosen to recognize the movement's merits." (Brody, 2009: 163)

[144] Matériel ou immatériel, un « objet-frontière » est un outil d'intercompréhension permettant à des mondes différents de communiquer afin d'atteindre un objectif commun ; pour ce faire, il doit être « suffisamment plastique pour s'adapter aux besoins et aux contraintes locales des différentes parties s'y référant, mais suffisamment robuste pour maintenir une identité commune entre elles. » (Star et Griesemer, 1989: 393)

[145] Membre du CNU et signataire de la Charte pour le Nouvel Urbanisme, Paul Murrain est consultant en urbanisme pour de nombreux projets publics ou privés au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Australie

ami et fervent admirateur du couple américain, l'une de leurs plus grandes erreurs est d'utiliser encore et toujours l'unité de voisinage en tant qu'outil de planification urbaine. Il souligne que la notion de voisinage ne relève pas d'une réalité physique mais d'une construction sociale se rapportant à un système moral relatif aux mouvements transatlantiques des réformateurs du début du XX^{e} siècle :

> *« Toutes ces personnes qui échangeaient leurs idées de part et d'autre de l'Atlantique – le sociologue Charles Horton Cooley, Clarence Perry, Ebenezer Howard et l'architecte Raymond Unwin – étaient, en gros, des ingénieurs sociaux [sociologist planners], des réformateurs calvinistes. Ils considéraient la ville de la fin du XIX^{e} siècle comme immorale, rongée par la misère et l'alcoolisme. Alors, que fallait-il faire selon eux ? Construire un mur ! Et ce mur, c'est l'unité de voisinage. Bien sûr, ce n'est pas un véritable mur mais, si vous considérez ce schéma, il est fascinant car pour la première fois tous les échanges urbains – ceux qui ont trait aux commerces et aux divertissements – sont relégués aux confins du voisinage, là où sont les risques de la ville. Au milieu du voisinage se trouvent l'église, l'école, la bibliothèque et le lavoir. Tout cela a affaire avec la moralité, l'éducation et la propreté ; le reste est relégué à l'extérieur. C'est une forme d'apartheid !*[146] *»*

« L'exclusion était un but et pas seulement un sous-produit du schéma de l'unité de voisinage[147] » rappelle Christopher Silver (1985: 166). Cet historien de l'urbanisme souligne combien les aménagements de type TND ont la même tendance à accueillir, dans les faits, des communautés « socialement, économiquement et racialement monolithiques » qui ne sont pas nécessairement rattachées à la ville mais plutôt séparées et distinctes (Silver, 2006: 189). Par ailleurs, la réinterprétation de l'unité de voisinage par les architectes DPZ, en se concentrant uniquement sur la forme du quartier, emploie le même déterminisme spatial que le réformateur Perry (Silver, 2006: 190). Ces deux critiques sont récurrentes envers le développement actuel de quartiers traditionnels aux États-Unis (Audirac et Shermyen, 1994; Falconer Al Hindi et Staddon, 1997; Harvey, 1997; Marcuse, 2000; McCann, 1995) et leurs architectes qui persistent à vouloir

---

et en Afrique du Sud. Très proches du couple DPZ avec qui il a collaboré à plusieurs reprises, il a été *senior design director* à la Fondation du Prince pour l'Environnement de 2002 à 2005. Par ailleurs, il a travaillé à l'établissement de nombreux réseaux nationaux et internationaux en faveur du modèle néo-traditionnel.

[146] "*All these people were exchanging across the Atlantic – the sociologist Charles Horton Cooley, Clarence Perry, Ebenezer Howard and the architect Raymond Unwin - they were basically sociologist planners and they were also reformists, Calvinists. They were looking at the city, in the late nineteenth century as immoral, women drinking cheap gin and children being neglected. So what do these people feel? They feel that they have to build a wall! That's the neighbourhood unit! Now, they can't actually build a wall but as best they can they build a wall. And if you look at that neighbourhood diagram, it's fascinating because what it does, for the first time, is take away the exchanges in cities that are to do with commerce and entertainment, they are pushed to the edges, the risky parts of the city. In the middle are the church, the school, the library and the washhouse: all that do with morality, education and cleanliness. All the other stuff is pushed out. So, it's a form of apartheid!*" [Entretien avec Paul Murrain, 10.01.11]

[147] "Exclusion was a goal, not merely a byproduct, of the neighborhood unit plan." (Silver, 1985: 166)

spatialement créer ex nihilo des « communautés authentiques », sans remettre fondamentalement en question, ou du moins sans perspectives critiques, l'unité de voisinage et le communautarisme dont elle fait preuve (Talen, 1999; Talen, 2000b). À ce sujet, Murrain critique le fait que le CNU continue de mobiliser un héritage historique marqué par le sceau de l'ingénierie sociale des réformateurs du début du XX^{e} siècle :

> *« Le Nouvel Urbanisme a adopté une très mauvaise idée. L'unité de voisinage est antithétique à tous les aspects de l'urbanisme : une communauté puritaine est mise au centre de l'aménagement et tout ce qui est considéré comme immoral est repoussé aux limites de ce centre. Cela n'a rien à voir avec de l'urbanisme : c'est totalement de l'ingénierie sociale !*[148] *»*

Malgré ces critiques et les désaccords qui peuvent survenir entre les membres du CNU, le schéma de Perry demeure un mythe fondateur pour le mouvement américain de réforme urbaine. Premier produit des circulations transatlantiques du modèle culturaliste, ce « point de passage obligé » pour les architectes néo-traditionalistes leur permettra de construire à partir des années 1970 un savoir professionnel commun « instaurant des normes, configurant leurs pratiques, catalysant des changements et établissant leur autorité. » (Brody, 2009: 164) Si ces architectes valorisent l'unité de voisinage en tant qu'outil de planification urbaine, encore faut-il qu'ils y adjoignent une théorie architecturale susceptible de répondre à leur ambition de bâtir de nouvelles villes traditionnelles. Ce deuxième « point de passage obligé » est l'approche typo-morphologique définie en 1966 par l'architecte milanais Aldo Rossi.

Contre le fonctionnalisme, l'architecture de la ville historique

Durant les années 1960 se forme un courant d'opposition radicale au Mouvement Moderne. Celui-ci trouve ses principales sources intellectuelles chez l'historien Lewis Mumford (1961) ainsi que chez les architectes Robert Venturi (1966) et Aldo Rossi (1966), les ouvrages de ces derniers étant considérés comme les textes inaugurateurs de la mouvance postmoderne en architecture (Luigi, 2005: 116). Mon propos n'est cependant pas de discuter de cette mouvance ainsi que de ses multiples courants et protagonistes[149]. Par contre, il m'importe d'isoler un point de rupture historique – le passage d'un *urbanisme contre la ville* à un *urbanisme dans la ville* selon la schématisation d'André Corboz (2001) – dont les prémices peuvent se lire dans le conflit

[148] "*New Urbanism completely adopted the wrong thing. The neighborhood unit is antithetical to every aspect of urbanism: what you are trying to do is get this puritanical community centring on all the good things and pushing all the other things to the edge. That is nothing to do with urbanism and that's the problem: It is complete social engineering !* " [Entretien avec Paul Murrain, 10.01.11]

[149] Pour une histoire de l'architecture postmoderne, se référer à la célèbre analyse, éditée pour la première fois en 1977, de Charles Jencks (2002).

générationnel qui a opposé les fondateurs des CIAM et certains de ses jeunes membres regroupés sous le nom de « Team X » dès 1953[150] (Kourniati, 2006).

En critiquant le modernisme technocratique et en promouvant un urbanisme organique centré sur l'espace de la rue, le Team X était certes uni mais n'a pas légué un véritable programme collectif de réforme du Mouvement Moderne, à l'exception du court Manifeste de Doorn[151]. En revanche, la principale œuvre théorique à l'origine du renouveau de la légitimité intellectuelle du modèle culturaliste est celle de l'architecte Rossi qui n'a pris part ni à l'activité, ni à la disparition des CIAM. Rossi sera en effet le chef de file d'un groupe d'architectes italiens, connu sous le nom de « La Tendenza », dont l'approche typo-morphologique de la ville traditionnelle influencera quelques années plus tard le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne. Bien sûr, d'autres écrits de l'époque – notamment l'étude sur la perception urbaine de l'urbaniste Kevin Lynch[152] (1960), l'analyse sociologique de Jane Jacobs[153] (1961) et l'ouvrage fondateur du *Townscape Movement*[154] (Cullen, 1961) – joueront aussi un rôle considérable dans la remise en cause du dogme moderniste et, finalement, de la structuration de l'actuelle pensée néo-traditionaliste. Néanmoins, c'est en raison de la

[150] À cette date, le Team X (ou *Team Ten*) est formé pour préparer le dixième congrès du Mouvement Moderne qui se tiendra à Dubrovnik en 1956. Critiquant le rationalisme des pères fondateurs des CIAM, ce groupe est à l'origine de leur autodissolution : « La préparation du CIAM 10 met en scène un double processus d'attente et d'épreuve : d'un coté, les dirigeants du Conseil demandent aux Jeunes de « prouver leurs capacités » afin d'assurer la continuité du Mouvement ; de l'autre, les jeunes membres mènent une action réformatrice qui mettra à l'épreuve la structure intellectuelle et surtout institutionnelle des CIAM. » (Kourniati, 2006: 71). Le congrès de Dubrovnik sera finalement le dernier et la dissolution des CIAM est prononcée en 1959 à Otterlo aux Pays-Bas. Quant aux réflexions urbanistiques engagées par le Team X, elles se développeront durant les réunions organisées de 1953 à 1977 par des groupes dont la composition changera sans cesse (Risselada et Van den Heuvel, 2005).

[151] En 1954, les membres du Team X – dont Aldo van Eyck, Peter et Alison Smithson – se réunissent aux Pays-Bas et y écrivent le Manifeste de Doorn qui réclame « une autre approche urbanistique, définie à la fois en opposition et en prolongement de la Charte d'Athènes. » (Kourniati, 2006: 63)

[152] Dans son livre « L'image de la cité », Lynch (1960) développe le concept de « lisibilité » (*imageability*) du paysage urbain en s'intéressant à la perception du cadre bâti et à ses conséquences sur l'aménagement. Selon lui, cinq éléments – les chemins (*paths*), les quartiers (*districts*), les limites (*edges*), les points de repère (*landmarks*) et les centres (*nodes*) - participent à la qualité visuelle d'une ville, c'est-à-dire à la constitution d'une structure spatiale identifiable par, et signifiante pour, le piéton.

[153] Dans son livre « Déclin et survie des grandes villes américaines » (1961), cette militante engagée pour la préservation des centres-villes nord-américains fait l'apologie de la rue comme unité spatiale garantissant convivialité et sécurité. Très critique vis-à-vis des courants d'urbanisme précédents – qu'elle range en bloc sous le terme de « Radiant Garden City Beautiful » en faisant référence à la ville radieuse de Le Corbusier, à la cité-jardin de Howard et au *City Beautiful Movement* – elle défend l'urbanité des quartiers traditionnels en prônant la compacité du bâti, la mixité sociale et fonctionnelle et une trame viaire favorisant les échanges sociaux.

[154] Le *Townscape Movement* trouve ses origines dans les travaux de l'architecte britannique Gordon Cullen , d'abord publiés dans la revue *The Architectural* Review, puis dans le livre *«* Townscape » (Cullen, 1961). Historiquement, la notion de *townscape* qualifie le charme désuet des villes préindustrielles. À partir du milieu du XX^{e} siècle, la notion devient une doctrine urbanistique valorisant la tradition anglaise du pittoresque, en réaction à l'esthétique architecturale du Mouvement Moderne (Pousin, 2007).

méthode proposée par Rossi que ses thèses néo-rationalistes représentent un moment épistémique important pour la configuration du modèle néo-traditionnel. Cette méthode de reconstruction des trames urbaines historiques - la typo-morphologie - sera l'un des principaux instruments utilisés par les laboratoires dudit modèle durant les décennies suivantes.

Rossi est l'un des seuls architectes ayant inspiré le mouvement néo-traditionaliste qui ait été le lauréat du prestigieux prix Pritzker. Dix ans après avoir reçu cette distinction, il est récompensé à titre posthume par l'Institut de Seaside en 2000. Bien que l'architecte italien n'ait jamais été membre des différents collectifs dudit mouvement, la plupart de ses dernières réalisations se sont intégrées dans des ensembles néo-traditionalistes situés en Floride : une villa à Seaside, un ensemble de bureaux pour la *Walt Disney Company* non loin du centre de Celebration, et un village universitaire au sein de l'École d'architecture de Miami où enseignent de nombreux architectes néo-traditionalistes. De fait, le prix de Seaside le consacre comme l'une des figures-clés ayant contribué à la remise en question du Mouvement Moderne à travers son ouvrage fondateur sur l'architecture urbaine.

Rossi (1966) écrit « L'architecture de la ville[155] » où il conçoit la cité comme le lieu de l'histoire, c'est-à-dire comme une œuvre culturelle dont les formes et leurs valeurs symboliques se sont peu à peu sédimentées à travers le temps. À l'opposé d'un « fonctionnalisme naïf » (Rossi, 1982: 46) envisageant l'histoire comme l'une des principales raisons des disfonctionnements urbains, Rossi (1982: 130) considère au contraire que la qualité d'une ville traditionnelle tient au fait que cette dernière est « le *locus* de la mémoire collective. » Ainsi, la mission que se fixe l'architecte italien dans son traité n'est pas moins que la recherche de « lois immuables d'une typologie sans époque » (Rossi, 1988: 31), un leitmotiv qui traversera par la suite tout le mouvement néo-traditionaliste. Il développe alors une méthode d'analyse pour mettre à jour les invariants historiques organisant la trame d'une ville contemporaine : la typo-morphologie qui combine la typologie architecturale et la morphologie urbaine (Pinson, 1993: 134).

Pour Rossi, il y a continuité entre l'architecture et la ville, entre la typologie des édifices et le tissu urbain, un postulat que partageront les architectes néo-traditionalistes dont la doctrine lie de manière nécessaire la conception architecturale

[155] Le livre est traduit en français en 1981 et en anglais en 1982. En France, les thèses de Rossi avaient déjà été relayées par l'architecte Bernard Huet, rédacteur en chef de la revue « L'Architecture d'Aujourd'hui » de 1974 à 1977, et par Philippe Panerai et Jean Castex, à l'époque professeurs à l'école d'architecture de Versailles et auteurs avec Jean Charles Depaule du livre *Formes urbaines. De l'îlot à la barre* publié en 1977 (Panerai et al., 2004). Huet, Panerai et Castex figurent parmi les signataires de la Déclaration de Bruxelles, le manifeste du Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne. Au sujet de cette déclaration, voir page 120.

par rapport à son plan urbain et historique. « L'hypothèse de base » de Rossi (1982: 35) est donc de comprendre comment la voie et l'édifice engendrent, dans leur relation dialectique, les parties qui constituent la ville, un objectif commun aux architectes italiens réunis sous le nom de « La Tendenza[156] » à partir de 1973, date à laquelle est organisée par Rossi l'exposition *L'Architettura Razionale* lors de la quinzième Triennale de Milan[157]. Le catalogue de l'exposition deviendra le manifeste de ce mouvement qui regroupera plus tard des architectes tels que Massimo Scolari, Manfredo Tafuri, Giorgio Grassi ou encore Paolo Portoghesi (Mallgrave et Goodman, 2011: 29). Tous ont contribué à la revue *Controspazio* et leur influence sur le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne sera considérable[158] (Thompson-Fawcett, 2003a: 255). Ce qui les rassemble, c'est essentiellement une esthétique reposant sur deux principes antimodernistes : d'une part, le rejet de la tendance universalisante du rationalisme moderniste (d'où le nom de néo-rationalisme) et, d'autre part, la valorisation des sources historiques et des traditions locales.

« Pour ce courant de pensée, la ville traditionnelle n'est pas seulement le reliquat d'un passé dont il faut conserver les traces les plus significatives, elle est aussi porteuse d'enseignements fondamentaux sur le vocabulaire et la grammaire de la ville » souligne Éric Charmes (2006: 6-7) à propos des idées culturalistes portées par la typo-morphologie qui revalorise, somme toute, « la parcelle, l'îlot et la rue, mis au ban de l'urbanisme par les CIAM. » Cette forme d'architecture urbaine se traduira, pour la première fois à cette échelle, dans la construction d'une station balnéaire située le long de la Côte d'Azur. Cette expérimentation urbanistique suscitera, d'un côté, de nombreuses controverses au sein du monde architectural qui n'y voyait là que pastiche et falsification d'un passé révolu et, d'un autre côté, une admiration sans bornes de quelques architectes qui la considèrent comme la forme originelle et emblématique de leur combat contre la doctrine moderniste.

[156] Le nom vient d'un article écrit par Rossi en 1969 *L'architettura della ragione come architettura di tendenza,* littéralement *L'architecture de la raison comme architecture de tendance.*

[157] Léon Krier reprendra à son compte l'exposition de Milan en la transposant à Londres en 1975. Dans le catalogue publié trois ans plus tard, il promouvra « les racines d'une nouvelle culture rationaliste » dont l'objectif est de redécouvrir « un art de construire la ville » qu'il estime perdu (Krier, 1978a: 36-37). Au sujet de cette publication à l'origine du Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne, voir page 120.

[158] Tout comme Rossi et Tafuri, Léon Krier maintient que l'architecture en tant que technique ne peut être ni démocratique, ni fasciste, car ce sont seulement des personnes qui peuvent la rendre ainsi. L'architecte luxembourgeois est aussi proche de Scolari dans son refus des avant-gardes, il partage les critiques faites par Grassi à l'égard du zonage fonctionnaliste et, à l'instar de Portoghesi, il valorise les archétypes du passé (Ellin, 1996: 26-27).

L'architecture douce de Port-Grimaud

« La construction de Port-Grimaud fut pour moi l'occasion de réaliser mes rêves, de concrétiser mes espoirs, mais aussi d'exposer mes idées sur l'architecture : en créant Port-Grimaud, je créais en même temps les circonstances favorables à la démonstration que j'entendais faire. » souligne l'architecte François Spoerry[159] (1989: 37). Cette démonstration, véritable manifeste en faveur du renouveau du modèle culturaliste, prit la forme d'une cité lacustre construite de toute pièce dans la baie de Saint-Tropez.

Le 14 juin 1966, Spoerry reçut l'autorisation de construire sur les 35 hectares de terrains marécageux qu'il avait achetés quelques années plus tôt. Soucieux de contrôler la totalité du projet, il cumula les rôles de promoteur, maître d'ouvrage et maître d'œuvre (Spoerry, 1989: 37). Le succès commercial fut immédiat pour cette station balnéaire où toutes les maisons ont une vue directe sur un bras de mer et possèdent un amarrage privé. Comprenant aujourd'hui 2'400 logements, dont 1'100 maisons individuelles, Port-Grimaud est rapidement devenu un lieu de villégiature privé[160] où de nombreux touristes, attirés par ses rues piétonnes et ses commerces au charme méridional, se pressent chaque année.

Surnommée la « Venise provençale » en raison de ses multiples canaux et pontons [Figure 11] la cité lacustre a été construite à partir des relevés architecturaux effectués par Spoerry en Provence, en Italie et en Espagne, l'esthétique de l'ensemble dépassant par endroits la géographie de cet assemblage hétéroclite avec des références à l'architecture vernaculaire grecque, aux azulejos portugais ou aux ornementations en fonte de la Nouvelle-Orléans (Spoerry, 1989). Aucune maison n'est semblable et pourtant chacune reflète le même souci d'harmonie. Chaque décrochement des façades, chaque couleur aux tons pastel, chaque sinuosité des rues répond aux règles du pittoresque édictées par l'architecte :

> « La rue est l'espace majeur de la ville. Pour cette raison, je me soucie particulièrement de la qualité de son décor, élément essentiel de son urbanité. (..) Aucune nécessité fonctionnelle ne nous obligeait à prévoir des colonnades, des fontaines, des fresques, tous éléments

[159] À la Libération, Spoerry participe à la reconstruction de Colmar et de Mulhouse. Dans cette dernière ville, il construit aussi la Tour de l'Europe, gratte-ciel abritant le premier restaurant tournant de France. Durant les années 1960, il change radicalement d'approche en construisant Port-Grimaud, puis d'autres cités lacustres à travers le monde, toutes basées sur le même principe d'une « architecture douce ». Son œuvre se perpétue à travers les travaux de son fils Bernard et de son collaborateur Xavier Bohl, devenu « architecte de cohérence » de la ville du Plessis-Robinson aux portes de Paris (voir Encadré 9, page 264).

[160] La gestion de Port-Grimaud, tant au niveau maritime que terrestre, a été confiée à trois associations syndicales de propriétaires selon les termes d'un bail emphytéotique conclu avec la commune de Grimaud. [www.mairie-grimaud.fr - consulté le 02.08.11]

traditionnels qui ont pour fonction d'animer la ville, de la rattacher à une longue tradition, de l'empêcher d'être monotone. » (Spoerry, 1989: 61)

Figure 11 : Port-Grimaud, le long du canal du Nord

Source : photo de Claude Gaspari (Spoerry, 1989: 55)

L'esthétique et la morphologie de Port-Grimaud répondent aux principes d'une « architecture douce[161] », c'est-à-dire une architecture non-monumentale fondée sur l'artisanat, les traditions et l'écologie, bref « une architecture qui veut rassurer, mais qui cherche aussi à plaire » selon les termes de Spoerry (1989: 57). L'historien de l'architecture Charles Jencks (2002: 94-95) y voit là l'une des premières manifestations du postmodernisme, qu'il range sous une catégorie nommée *« straight revivalism »* où il

[161] Ces principes ont été exposés en 1975 dans la revue *L'Architecture d'aujourd'hui* dirigée à l'époque par Bernard Huet, puis en 1989 dans l'ouvrage *L'architecture douce* écrit par Spoerry en collaboration avec Marc Gaillard. Le terme d'architecture douce est rattaché à la valorisation, durant les années 1960, des traditions vernaculaires suite aux travaux sur « l'auto-construction » de l'architecte égyptien Hassan Fathy et à l'exposition new-yorkaise « *Architecture Without Architects* » qui donna lieu à un ouvrage sur la diversité culturelle des formes architecturales spontanées (Rudofsky, 1964).

inclut des réalisations contemporaines à la cité lacustre telles que Portmeirion et Disney World Resort[162]. À travers la mise en scène de formes urbaines séculaires, ces trois ensembles ont en commun d'avoir suscité, d'un côté, l'indignation des milieux professionnels et, de l'autre, un engouement populaire immédiat. Pour Jencks (2002: 63), Port-Grimaud incarne l'archétype d'une architecture balnéaire dont le caractère parodique, radicalement opposé au Mouvement Moderne, flatte les goûts d'une élite fortunée : « Conduisez votre voilier au pied de la pelouse bien entretenue d'un village de pêcheurs provençal en béton armé. Il n'y a pas deux maisons pareilles et la diversité des expériences spatiales bat tous les équivalents modernistes. Port Grimaud est devenu le principal prototype des stations balnéaires à travers le monde[163]. »

Port-Grimaud a donc été le laboratoire originel du mouvement néo-traditionaliste : des échantillons typologiques provenant du bassin méditerranéen y ont été rassemblés, la conception de l'ensemble a été pensée comme une critique radicale des principes fonctionnalistes de la Charte d'Athènes et l'architecte s'est arrogé le contrôle total de l'expérience afin de garantir l'harmonie visuel de ce premier prototype néo-traditionaliste. De fait, François Spoerry est aujourd'hui considéré par les néo-traditionalistes comme le précurseur d'une approche réhabilitant une architecture vernaculaire s'inspirant des styles du passé. Par ailleurs, Port-Grimaud inaugure un discours populiste qui traversera le mouvement néo-traditionaliste jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire une opposition radicale entre un « public » dont le goût est supposé adhérer à une telle entreprise et une « intelligentsia » académique et professionnelle méprisant cette réinvention des traditions architecturales[164].

D'un côté, l'expérience de Port-Grimaud fera « l'objet du plus grand dédain de la part de très nombreux architectes, qui (…) considèrent [cette cité lacustre] comme un pastiche et un décor totalement artificiels et démagogiques. » (Lucan, 1989: 127) D'un autre côté, la station balnéaire sera encensée par des architectes tels que Bernard Huet, Maurice Culot et Léon Krier, ce dernier (1996: 16) considérant Port-Grimaud comme

[162] Situé au nord du pays de Galles, Portmeirion a été construit entre 1925 et 1975 par l'excentrique architecte Clough Williams-Ellis qui s'est librement inspiré des villages côtiers italiens tels que Portofino (Morris, 2006). Portmeirion a été durant les années 1960 le lieu de tournage du film *Le prisonnier.* Aux environs d'Orlando en Floride, Disney World Resort est le second parc à thèmes créé par Walter Elias Disney (Dunlop, 1996).

[163] "Drive your sailing boat right up to the manicured lawn of a Provençal village in reinforced concrete. No two houses are the same, and the variety of spatial experience is well above the Modernist counterpart, making this village the major model for resort centers around the world." (Jencks, 2002: 63)

[164] Selon Spoerry (1989: 63), la construction de Port-Grimaud « a soulevé tout de suite d'énorme controverses, non de la part du public, favorable à l'entreprise, dès son commencement, mais de celle de l'intelligentsia, habituée aux poncifs culturels. » En conclusion du livre synthétisant ses travaux, Spoerry (1989: 117) souligne la continuité de cette division en se référant au film « A Vision of Britain » tourné en 1988 par la BBC au sujet du Prince Charles qui faisait remarquer : « que l'architecture traditionnelle était dictée par les matériaux et le climat, par les besoins des occupants, par le plaisir qu'ils prenaient à contempler l'environnement, enfin par l'exemple du passé. »

l'une des « (..) premières grandes réalisations d'une modernité sereine et civique, c'est-à-dire non aliénante, ni kitsch, ni agressive. » À ce titre, Spoerry a été en 1998 le lauréat de l'unique prix européen du mouvement néo-traditionaliste - le prix d'architecture Philippe Rotthier pour la reconstruction de la ville – et de nombreux néo-traditionalistes américains considèrent, tout comme leurs confrères européens, l'architecte français comme l'un des pères du Nouvel Urbanisme, et plus particulièrement de l'approche TND (Thompson-Fawcett, 2003a: 256).

À l'époque, François Spoerry était extrêmement isolé au sein du champ architectural et sa croisade contre le dogme moderniste serait restée vaine s'il n'avait pas trouvé des alliés prêts à relayer sa cause en d'autres lieux et en d'autres pays. Si Port-Grimaud peut être considéré comme une innovation au sein des premiers laboratoires néo-traditionalistes, son concepteur et ses héritiers devront alors redéfinir les propriétés de cette innovation pour qu'elle puisse voyager et conquérir les places fortes, en particulier les écoles d'architecture, où sont reproduits les savoirs et savoir-faire relatifs à la conception des villes. En effet, par analogie avec d'autres expériences dans le domaine des sciences et des techniques, « le premier prototype réalisé est parfois, mais rarement, suffisamment convaincant. En général plusieurs passes sont nécessaires. À chaque boucle, l'innovation se transforme redéfinissant ses propriétés et son public. » (Akrich et al., 1988a: 21) Ainsi, d'un prototype destiné à recréer le charme des villes méridionales pour des classes aisées, le modèle néo-traditionnel deviendra l'instrument des luttes urbaines engagées à Bruxelles pour préserver les quartiers populaires de la capitale. Ces luttes seront portées par l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) en collaboration avec de nombreux enseignants de l'École nationale supérieure d'architecture et des arts visuels de La Cambre (ci-après, École de La Cambre). Elles seront à l'origine de la rencontre entre le théoricien Léon Krier et le militant Maurice Culot qui participeront à créer l'éphémère Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne, véritable matrice à la constitution d'autres collectifs plus importants représentés plus tard au Royaume-Uni par le Prince Charles et aux États-Unis par le couple d'architectes DPZ.

LA RECONSTRUCTION DE LA VILLE EUROPEENNE

« Hoyaux exclut 24 enseignants. Hoyaux ferme l'école d'architecture. Hoyaux soutient la grosse promotion immobilière. Hoyaux empêche les étudiants et enseignants de travailler avec les habitants. La Cambre bâillonnée. LA CAMBRE FERMÉE. » C'est sous cette légende que circula l'affiche appelant à la mobilisation contre la fermeture de l'École de La Cambre, décidée au mois d'août 1979 par le ministre belge de l'Éducation nationale Jacques Hoyaux (Ellin, 1996: 80). Cet événement, connu sous le nom de « l'affaire de La Cambre », marque la dissolution du Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne récemment créé. Durant trois mois, cette affaire sera vécue par les protagonistes du mouvement comme une véritable « répression » rappelant la fermeture du Bauhaus par les Nazis en 1933 (Culot et Lefèbvre, 1980: 7). Elle témoigne surtout de la fin de l'activisme civique des professeurs et des étudiants réunis autour de l'architecte Maurice Culot et engagés dans les luttes urbaines menées dix ans plus tôt par l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU). Durant cette période, la capitale belge a été le premier lieu de formalisation du modèle néo-traditionnel, alors que la spéculation immobilière y faisait rage, détruisant le patrimoine des quartiers historiques de Bruxelles[165].

Luttes urbaines et contre-projets

L'ARAU est inauguré le 8 mai 1969 lors d'une conférence de presse sur le projet d'aménagement du Carrefour de l'Europe[166]. Quelques temps auparavant, ses quatre membres fondateurs s'étaient rencontrés lorsque Jacques Van Der Biest, vicaire de la paroisse des Minimes dans le quartier des Marolles, organisait une réunion dont l'un des thèmes portait sur l'urbanisme. Le théologien reçut le soutien du sociologue René Schoonbrodt, bientôt rejoint par un avocat, Philippe de Keyser. Proches du Mouvement Ouvrier Chrétien, tous se sentaient concernés par la misère qu'ils rencontraient dans les quartiers dégradés de Bruxelles. À l'issue de cette première rencontre, ils décidèrent de créer un centre de recherche et d'action dont l'objectif serait : « La mobilisation des masses pour revendiquer la participation aux plans d'urbanisme et amener le public à exiger que ces plans lui soient présentés avant exécution. » (Schoonbrodt, 2007: 22). Il manquait cependant à ce groupe des compétences techniques et Van Der Biest proposa de contacter Maurice Culot, architecte diplômé de l'école de La Cambre qui venait de fonder les Archives d'Architecture Moderne (AAM). Le groupe collabora alors avec les

[165] Le terme de « bruxellisation » désigne d'ailleurs ce processus enclenché dès l'Exposition Universelle de 1958.

[166] Situé devant la gare centrale de Bruxelles, le Carrefour de l'Europe était à l'époque un parking à ciel ouvert dans le cadre des travaux ferroviaires entre la gare du Nord et celle du Midi. L'ARAU soulignait la nécessité de construire sur ce carrefour un ensemble de logements s'intégrant au tissu historique tout proche.

AAM étant donné la similitude de leurs objectifs : « le débat sur les questions actuelles d'architecture et d'urbanisme, le renouveau urbain et l'action sur le public. » (Schoonbrodt, 2007: 23) Accompagné notamment par Robert–Louis Delevoy, directeur de l'école de La Cambre[167], Maurice Culot va développer au sein des AAM une intense activité d'expositions et d'édition :

> « L'idée était née dans la foulée de la contestation urbaine. L'objectif était de récolter les archives des architectes qui avaient œuvré en Belgique entre la fin du XIX[e] et 1950, non seulement parce que personne ne s'y intéressait et qu'elles étaient généralement détruites mais aussi parce que nous souhaitions, en les exposant, faire honte aux architectes contemporains, alliés objectifs des destructeurs de villes[168]. »

Les AAM ont soutenu les actions de l'ARAU en publiant de nombreuses archives mettant en valeur le patrimoine de l'architecture belge[169]. Elles ont aussi servi de lieu de recherche pour certains acteurs du mouvement néo-traditionaliste dont les architectes Jean-François Lejeune et Lucien Steil, actuellement enseignants dans les deux principales universités américaines représentatives du mouvement[170]. Ce dernier se souvient d'ailleurs combien la revue internationale publiée par les AAM de 1975 à 1990 a contribué à stimuler la réflexion, en Europe comme aux États-Unis, sur les principes culturalistes constitutifs du modèle néo-traditionnel, c'est-à-dire la rue, la place et le quartier[171].

Initiée en juillet 1969, la « bataille de la Marolle »[172] va constituer la « matrice » des luttes urbaines bruxelloises menées par l'ARAU en collaboration avec les AAM et les

[167] Historien de l'art, Delevoy a été le directeur de l'école de La Cambre de 1965 à 1979.

[168] [Interview de Maurice Culot par Thierry Paquot, *Urbanisme,* n°361, 2008]

[169] Depuis sa fondation en 1969, cette association à but non-lucratif a publié plus de 150 ouvrages, spécialisés ou à l'attention du grand public, au sujet d'architectes belges ou étrangers, de l'urbanisme, de l'histoire et de la théorie de l'architecture. Elle abrite aujourd'hui une bibliothèque riche de quelques 30'000 ouvrages [www.aam.be - consulté le 16.08.11].

[170] Le premier, qui a aussi été membre de l'ARAU de 1977 à 1985, enseigne à l'école d'architecture de l'Université de Miami, le second à l'école d'architecture de l'Université de Notre Dame. Tous deux ont été invité comme professeur à l'*Oregon School of Design,* autre école américaine où ont été enseignées, pour un temps, les thèses de Maurice Culot, Léon Krier et Andrés Duany.

[171] « *J'ai parlé avec des collègues de l'Université de Notre Dame qui pratiquent l'architecture classique ou l'architecture traditionnelle, et avec les Nouveaux Urbanistes. Ils ont tous confirmé que la revue que Maurice a publiée pendant des années a eu un rôle très déterminant quant à l'organisation du mouvement.* » [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11]

[172] La Marolle désigne les îlots situés en contrebas du Palais de Justice, au sein du quartier des Marolles en plein centre historique de Bruxelles. La « bataille de la Marolle » sera le premier exemple de résistance des habitants au regard de la destruction des quartiers de la capitale belge. En tant que tel, L'ARAU ne jouera pas de rôle dans ce processus, mais sortira galvanisée par le succès de cette résistance car ses membres étaient actifs au sein du Comité général d'action des Marolles : « Philippe De Keyser l'a présidé, Jacques Van Der Biest en était la cheville ouvrière et prophétique ; Maurice Culot

professeurs et étudiants de l'École de La Cambre (Martens, 2009). Elle trouve son origine dans le plan d'expropriation destiné à permettre l'extension du Palais de Justice. Les habitants s'organisent alors en un Comité générale d'action des Marolles qui sera soutenue par une large majorité de la population sensible au sort de ce quartier populaire. Les assemblées et manifestations organisées par le comité auront finalement raison du projet en septembre 1969 et une opération pilote de rénovation de la Marolle sera lancée dès 1974 : la population locale pourra continuer d'habiter le quartier et bénéficier de logements réhabilités ainsi que du maintien de la structure historiques des rues et îlots. Cette résistance victorieuse avait un caractère « révolutionnaire » par rapport aux politiques urbaines de l'époque : « pour la première fois, des pouvoirs publics ont dû faire marche arrière, et accepter de négocier un contre-plan au bénéfice des habitants et d'une autre conception de la ville. » (Martens, 2009: 2)

C'est sur cette base que l'ARAU fédérera en 1973 les comités d'habitants de la capitale belge au sein d'une association appelée « Inter-Environnement Bruxelles ». Présidées toutes deux par René Schoonbrodt, les deux associations ont rapidement réussi à faire en sorte que tous les permis d'urbanisme soient soumis à une enquête publique préalable[173]. Inspirés par les écrits de Jane Jacobs (1961), Henri Lefebvre (1968) ou encore Manuel Castells (1972)[174], les militants de l'ARAU ont transformé Bruxelles en « *un laboratoire pour la démocratie urbaine* », se souvient Maurice Culot :

> *« Le travail de l'ARAU s'est fait avec les populations, avec les comités d'habitants, pour qui on réalisait des contre-projets. Et il s'est fait contre le politique. Mais quand le politique a vu qu'il y avait quand même beaucoup de comités d'habitants, il a alors changé ses pratiques pour que l'urbanisme devienne démocratique à travers les enquêtes publiques. On peut dire que ce que l'on a bâti là, pendant ces années à Bruxelles, ça a été un peu un laboratoire pour la démocratie urbaine[175]. »*

Dès sa fondation, l'ARAU a soutenu un programme urbanistique articulant les notions de « ville habitée » et de « ville démocratique » : respectivement, promouvoir la morphologie urbaine traditionnelle (continuité du bâti, intrication des fonctions urbaines, protection du patrimoine, etc.) et défendre le « droit à la ville » en faisant front « à l'accaparement des sites urbains par les puissances financières ou bureaucratiques, pas à pas, sur chaque lieu[176]. » Inspirée par l'approche typo-morphologique des rationalistes italiens de la *Tendenza* (Chabard, 2008b: 64), l'association a toujours

conçut les premières propositions du plan particulier d'aménagement qui devait garantir la sauvegarde du tissu urbain et sa rénovation. » (Schoonbrodt, 2007: 33)

[173] [Interview de René Schoonbrodt par Thierry Paquot, *Urbanisme,* n°357, 2007]

[174] [Interview de Maurice Culot par Thierry Paquot, *Urbanisme,* n°361, 2008]

[175] [Entretien avec Maurice Culot, 25.06.09]

[176] « L'ARAU et l'esthétique architecturale », René Schoonbrodt, juin 2005 [www.arau.org – consulté le 03.06.09]

refusé d'intervenir sur des questions d'esthétique architecturale. Néanmoins, durant les années 1970, elle a mis en œuvre aves les étudiants et les professeurs de La Cambre un moyen particulier pour mobiliser les habitants contre les autorités publiques et les entreprises privées : les contre-projets. Ces derniers ont pour but « de montrer la faisabilité des solutions alternatives accompagnant la critique des projets. Cette matérialisation des idées prend sa crédibilité de la précision des images proposées au débat. »[177] Et, inévitablement, ces images[178] ont une dimension esthétique qui se rapporte, toujours, à une ville traditionnelle du début du XX[e] siècle où l'artisanat avait pignon sur rue [Figure 12]. Pour Culot, elles constituaient avant tout un outil politique qui permettait de sensibiliser les habitants à travers l'usage de références culturelles immuables : « les contre-projets excluaient l'invention et s'appuyaient sur la copie, l'imitation, le pastiche, le "à la manière de"… L'objectif n'était pas d'entrer dans un débat esthétique, mais de rester sur le plan politique, donc d'utiliser des images qui étaient des conventions, faisaient partie d'un langage commun accessible à tous[179]. »

Le président de l'ARAU le rappelait encore dans un éditorial de la revue des AAM paru en 1977 : « Les luttes urbaines s'intègrent dans la lutte des classes [et] (…) ont tout à gagner – en tant que processus conflictuels - en utilisant le champ urbain traditionnel plutôt qu'à s'orienter vers les directions de l'utopie. » (Schoonbrodt, 1982: 23) En se basant sur des préoccupations régionalistes – c'est-à-dire, selon le directeur de La Cambre de l'époque, « trouver la source de véritables innovations dans le retour aux racines culturelles » - les protagonistes des luttes urbaines s'opposaient à la notion de progrès considérée comme utopiste « parce que nous croyons que l'avenir doit être construit « à reculons » si l'on veut aller de l'avant pour sortir des impasses d'aujourd'hui[180]. » Ce régionalisme exaltant la démocratie locale et l'exemple du passé est à l'origine de la construction du mouvement néo-traditionaliste se souvient Culot : « *Le réseau est né de ce travail très pragmatique sur le terrain, très ancré dans la région, dont la valeur universelle a fait que des gens se sont rencontrés ; ce n'était pas du tout un réseau traditionnel universitaire*[181]*.* » C'est sur ce terreau contestataire que

[177] « L'ARAU et l'esthétique architecturale », René Schoonbrodt, juin 2005 [www.arau.org – consulté le 03.06.09]

[178] Les contre-projets utilisent un graphisme à la ligne claire « parce qu'il est facilement publiable au trait dans les quotidiens et parce que le rendu emprunté à la bande dessinée permettait d'avoir accès à tous les publics [Interview de Maurice Culot par Thierry Paquot, *Urbanisme,* n°361, 2008]. Léon Krier est sans conteste le représentant le plus connu de ce style graphique en architecture. En revanche, il n'est plus utilisé par l'ARAU qui poursuit toujours ses actions urbaines, tout en développant depuis 1977 des visites guidées des quartiers bruxellois et des voyages d'études à l'étranger [www.arau.org – consulté le 03.06.09].

[179] [Interview de Maurice Culot par Thierry Paquot, *Urbanisme,* n°361, 2008]

[180] Extraits du discours de Delevoy lors de l'inauguration d'une double exposition en 1975 au sujet des luttes urbaines et du paysage industriel en Wallonie (Schoonbrodt, 2007: 84-85).

[181] [Entretien avec Maurice Culot, 25.06.09]

viendront se greffer les théories urbanistiques développées par l'architecte luxembourgeois Léon Krier.

Figure 12 : Contre-projet de Sefik Birkiye et Gilbert Busieau

Source : la reconstruction des Marolles, rue Notre-Seigneur et place des Brigittines, AAM, 1978 (Barey, 1980)

La ville dans la ville

Léon Krier rencontre Maurice Culot en 1975, à la suite d'un article que ce dernier avait écrit pour l'architecte français Bernard Huet au sujet des contre-projets des étudiants de La Cambre : « Ce fut l'occasion d'une conjonction des aspects pragmatiques des luttes urbaines et des aspects théoriques de la renaissance urbaine » se rappelle l'architecte belge[182]. Culot s'était lié d'amitié avec l'architecte britannique Peter Cook qui enseignait à l'*Architectual Association School* et c'est par son entremise qu'il rencontra Krier, professeur d'architecture dans la même école[183]. L'architecte luxembourgeois fut

[182] [Interview de Maurice Culot par Thierry Paquot, *Urbanisme,* n°361, 2008] Huet était alors rédacteur en chef de la revue *L'Architecture* d'Aujourd'hui.

[183] « (…) J'avais envie de connaître [Léon Krier] suite à la publication de son projet à l'emplacement des anciennes halles de la Villette à Paris et pour ses dessins réalisés pour l'architecte James Stirling. Un

sensibilisé au socialisme militant des luttes urbaines[184] et, en retour, apporta une dimension théorique qui manquait à ces dernières :

> *« Léon Krier a apporté toute une dimension théorique que nous n'avions pas. Il nous apportait la dimension du quartier à pied, en disant : « Un quartier, c'est 15 minutes à pied, pas plus ! » Il nous disait : « Attention ! Une ville de bonne qualité, c'est dans laquelle - et ça c'était très important - l'espace public doit être compris entre 25 et 30 % ! » C'était intéressant parce qu'on avait quelqu'un qui apportait là une réflexion de recherche, d'intelligence et d'analyse[185]. »*

Cette théorie, Krier l'avait pour la première fois formulée au début des années 1970, alors que le parc principal de la ville du Luxembourg[186] allait être transformé en parking :

> *« Je n'écrivais jamais, mais ça m'a tellement inspiré de terreur et de panique que j'ai fait un grand article qui a été publié. Ça a été mes premiers débuts pour comprendre ce qui arrivait : pour soutenir mes arguments, pour sauver ce pauvre parc, j'ai essayé de trouver des théories. Mais qu'est ce qu'on peut citer comme théorie contemporaine pour avoir de l'autorité ? Il n'y en avait pas ! Si vous lisez le livre d'Aldo Rossi - l'architecture de la ville - c'est du bla-bla ! C'est un mélange de sociologie et de littérature, mais ce n'est pas une théorie sur comment faire la ville[187] ! »*

Certes, il reconnaissait à Rossi le mérite d'avoir redéfini la dialectique entre les édifices publics, notamment les monuments, et la trame urbaine[188]. Toutefois, il se tournera plutôt vers les principes développés au tournant du XX^e^ siècle par Clarence Perry, Ebenezer Howard, Raymond Unwin et, plus particulièrement, Camillo Sitte. Autrement dit, il renouvela le modèle culturaliste au regard des transformations contemporaines que subissaient les villes historiques du Vieux Continent. De Howard et Perry, il conserve la notion de ville polycentrique où chacun de ses quartiers est borné par une limite comprenant un nombre restreint d'habitants et dont le dimensionnement

---

souhait de rencontre partagé. Léon Krier ayant de son côté lu un article que la revue Architecture d'Aujourd'hui où je présentais les travaux de mes étudiants. » [La révolution en chantant, conférence de Maurice Culot à l'École de La Cambre le 25 novembre 2007]

[184] « *C'est Maurice Culot qui l'a rendu sensible à un urbanisme plus traditionnel, plus contextuel et plus populaire* »[entretien avec Lucien Steil, 23.01.11]

[185] [Entretien avec Maurice Culot, 25.06.09]

[186] Léon Krier s'est fait connaître par sa critique d'un bâtiment de la Commission européenne qui allait être construit sur le plateau du Kirchberg, un site périphérique de sa ville natale (Schoonbrodt, 2007: 87).

[187] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[188] Étendant la notion de type architectural à celle de type urbain, et ceci dans le prolongement des travaux de son frère Rob Krier (1975), l'architecte luxembourgeois (Krier, 1978a: 37) milite pour une définition rationnelle de « types précis d'espaces urbains (la rue, la place, la colonnade, l'avenue, le boulevard, l'arcade) » permettant d'instaurer « une continuité spatiale qui est fonctionnellement complexe et visuellement simple. »

se fonde sur l'accessibilité piétonnière aux institutions publiques. De Sitte et Unwin, il garde les règles d'organisation des structures internes des villes médiévales européennes, leur tracé, leur volumétrie et leur façon d'articuler les pleins et les vides. Tombé en désuétude suite aux critiques méprisantes des architectes modernistes, Sitte est la référence principale de Krier et, comme le souligne Françoise Choay (2006c: 89), « il va devenir la bannière du retour à la ville en même temps que – surtout chez les postmodernes comme les frères Krier – la caution d'un nouvel éclectisme architectural et du pastiche urbain[189]. »

En 1977 paraît la première contribution théorique écrite par Krier dans un article intitulé « La ville dans la ville[190]. » Cette notion de « ville dans la ville » n'est autre que celle du quartier, unité spatiale fondamentale à la doctrine antifonctionnaliste de l'architecte luxembourgeois. D'emblée, il souligne que la ville ne peut seulement être reconstruite que sous la forme de « quartiers urbain » (*urban quarters*). Selon Krier, une ville ne peut être constituée que par des fédérations de quartiers autonomes[191] : chaque quartier doit avoir un centre et une limite clairement définis, intégrer toutes les fonctions de la vie quotidienne et avoir une dimension déterminée par la marche à pied. Un quartier ne doit pas excéder 35 hectares et 15'000 habitants[192]. La ville et ses espaces publics ne peuvent être construits, insiste Krier, que sous la forme de rues, de places et de quartiers dont les mesures et proportions sont celles des meilleurs exemples des villes préindustrielles. Et finalement, la ville doit être articulée en espaces publics et domestiques, en monuments et tissus urbains, en architecture classique et constructions vernaculaires, en places et en rues, et selon cette hiérarchie.

Selon Krier (1996: 31), l'architecture d'une « vraie ville » se caractérise par la différence entre bâtiments publics et bâtiments privés [Figure 13] : « Les premiers expriment la qualité des institutions collectives, la dignité, la solennité, la grandeur dans la *res publica* et la *res sacra* ; les seconds le rang plus modeste des activités privées, de

[189] Choay (2006c: 97-98) dénonce d'ailleurs le « piratage » de l'œuvre de Sitte par les architectes postmodernes en précisant que si l'architecte autrichien recommandait certes « (…) l'utilisation de motifs classiques ou baroques tels les arcs de triomphe, colonnades ou portiques, la lecture rapide du postmodernisme est autorisée à interpréter cette démarche comme l'emprunt d'une image et d'un style. Un peu d'attention permet cependant de constater qu'il s'agit seulement là d'instruments formels, n'ayant pas de valeur en soi mais en tant que moyens parmi d'autres possibles, permettant de fermer et d'articuler des espaces vides. »

[190] L'article « The City Within the City » a été publié pour la première fois en anglais dans la revue japonaise A+U, puis repris dans la revue *Architectural Design*, et ensuite largement publié et traduit dans d'autres revues et ouvrages. Les principes de cette « ville dans la ville » sont reproduits dans ce paragraphe selon la plus récente synthèse des travaux de Léon Krier (2009).

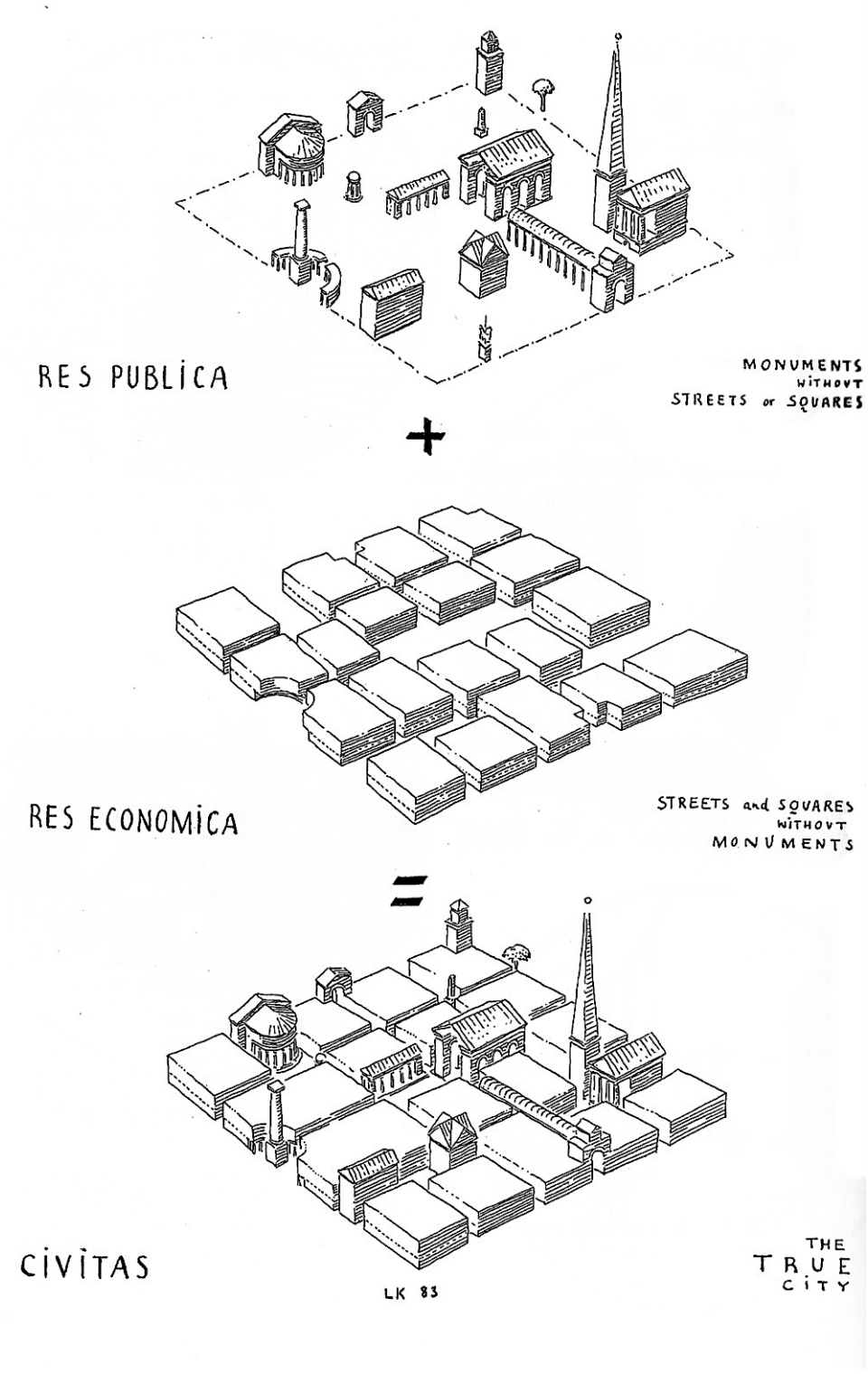
[191] Selon Krier, une ville ne peut contenir plus de quatre quartiers, chacun ayant leur propre pouvoir exécutif afin d'encourager la participation de ses habitants.

[192] Par la suite, les différents écrits de Krier mentionneront que la surface d'un quartier peur varier entre 25 et 35 hectares, ainsi que le nombre de ses habitants (entre 10'000 et 20'000). Le temps mis à traverser à pied un quartier peut aussi varier entre 10 et 15 minutes.

l'habitat et de l'économie dans la *res privata*, et la *res economica*. » Cette distinction lui permet d'associer, d'un côté, les monuments et les places à l'architecture classique et, de l'autre, les maisons et les rues à l'architecture vernaculaire. L'architecture traditionnelle qu'il propose[193] (Krier, 1996: 51) articule donc deux registres, l'un étant relatif aux constructions vernaculaires (c'est-à-dire, un style régional qui représente « la culture de formes et de techniques adéquates à une région, répondant à ses conditions climatiques, matérielles et topographiques »), l'autre aux constructions monumentales (c'est-à-dire une architecture classique dont l'élaboration et la codification symbolique de ses éléments « transcendent leur lieu et leur époque d'origine pour se prêter à une application continentale, voire universelle. ») L'architecture et l'urbanisme sont donc nécessairement liés pour Krier : par exemple, la hauteur d'un bâtiment est définie par son nombre d'étages (entre deux et cinq maximum) et selon son rapport aux rues et aux places, au caractère utilitaire ou symbolique du site (Krier, 1996: 155). En ce sens, sa théorie urbanistique s'inscrit pleinement au sein de la tradition culturaliste où « la *totalité* (l'agglomération urbaine) l'emporte sur les parties (les individus) et le concept *culturel* de cité sur la notion matérielle de ville. » (Choay, 1965: 42)

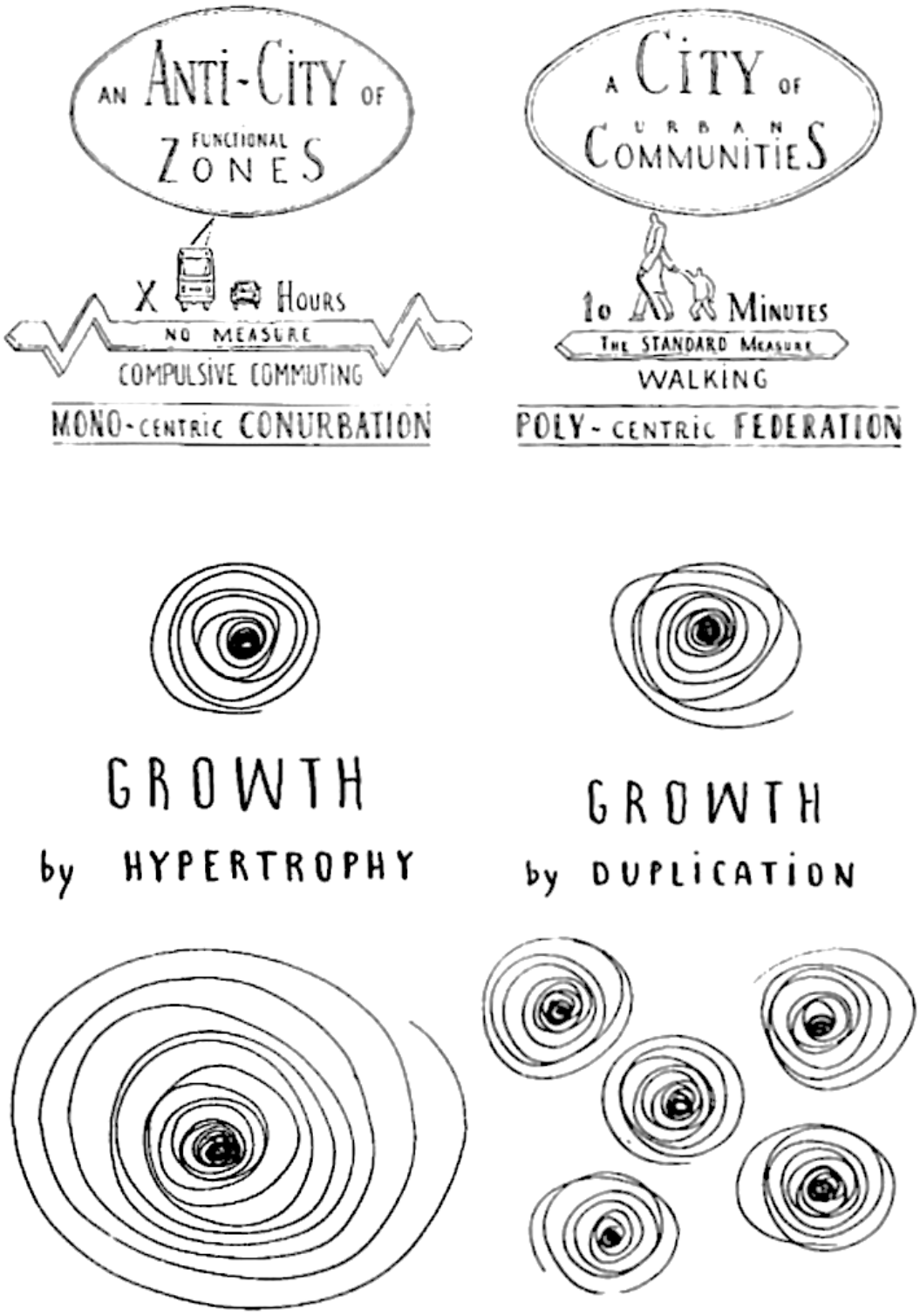
[193] Différents termes ont été utilisés pour qualifier le travail de Krier : postmoderniste, néo-rationaliste, revivaliste classique (*classical revivalist*) ou encore humaniste (Thompson-Fawcett, 1998b: 172). Lui-même se définit comme pratiquant une architecture traditionnelle (« architecture traditionnelle » et « architecture néo-traditionnelle » étant pour lui synonymes) [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10].

Figure 13 : La cité, du public au privé



Source : dessin de Léon Krier (2009: 28)

Figure 14 : Du zonage aux communautés urbaines



Source : dessins de Léon Krier (2009: 104-105)

Cette relation organique entre espace privé et espace public peut être illustrée par l'opposition que fait Krier entre le développement *hypertrophique* d'une ville, caractérisé par le zonage fonctionnaliste et la dépendance aux moyens motorisés pour se déplacer, et le développement par *duplication*, caractérisé par l'établissement polycentrique de communautés urbaines où domine la marche à pied [Figure 14]. À travers une métaphore biologique, c'est là la distinction qu'il établit schématiquement entre la « ville américaine » et la « ville européenne » (Thompson-Fawcett, 1998b: 172), entre ségrégation et intégration des fonctions urbaines : « Exactement comme un individu parvenu à maturité, une ville « mûre » ne peut s'agrandir ou s'étendre (verticalement ou horizontalement) sans perdre sa qualité essentielle. Tout comme une famille d'individu, une ville ne peut croitre que par reproduction et multiplication, c'est-à-dire en devenant polycentrique ou polynucléaire. » (Krier, 1996: 120) Ces principes organiques vont structurer durablement le modèle néo-traditionnel. Ils serviront de base aux deux déclarations collectives à l'origine du Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne.

Un éphémère mouvement

Le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne trouve ses sources dans l'exposition *Rational Architecture* organisée à Londres par Léon Krier en 1975. Celle-ci comprenait, entre autres, certains projets exposés dans le cadre de la triennale d'architecture de Milan organisée deux ans plus tôt par Aldo Rossi[194]. Culot visita l'exposition londonienne et proposa à Krier (1978b) d'éditer un catalogue qui sera le premier livre publié par les AAM à rencontrer un succès notable[195]. À cette occasion ont été formalisés, pour la première fois de manière collective, les principes de « la ville dans la ville » qui seront plus tard synthétisés dans la « Déclaration de Palerme », signée en avril 1978 par Léon Krier, Maurice Culot, Antoine Grumbach, Angelo Villa et Pierluigi Nicolin.

Partant du constat que la ville « ne peut plus être considérée comme un objet de consommation futile », les signataires définissent trois thématiques – morphologique,

[194] Cette exposition, intitulée *L'Architettura Razionale*, consacrait ce qui était considéré par l'architecte italien comme représentatif du mouvement néo-rationaliste. Elle incluait des travaux de Robert Venturi, Peter Eisenman ou encore Michael Graves, qui ne furent pas inclus par la suite dans l'exposition organisée par Krier : « quoique brillants, [ils] auraient (…) confondus les grands thèmes avancés par l'Architecture Rationnelle. » (Krier, 1978b: 35) Selon ce dernier, l'exposition de Milan, structurée par portraits d'architecte, était un « *ramassis de choses complétement incohérentes* », alors que l'exposition de Londres, organisée par thèmes typologiques (la rue, la place, le bloc, etc.), permettait « *de faire une démonstration qu'il y avait un début d'intérêt à refaire de l'architecture urbaine*. » [Entretien avec Léon Krier, 31.05.11]

[195] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10, et interview de Maurice Culot par Thierry Paquot, *Urbanisme,* n°361, 2008]

économique et pédagogique - à partir desquelles doit se décliner une pratique architecturale permettant de « réparer les dommages et destructions de ces dernières trente années[196]. » La première porte sur la reconstruction de la ville en des quartiers où « la forme de la trame urbaine et des espaces publics (…) doit devenir le lieu même de la vie urbaine, basée sur l'homme debout ou en marche et non sur les moyens de transports mécaniques, publics ou privés ; ces espaces doivent non seulement présenter un caractère familier, mais jusque dans leurs dimensions, se rattacher à la culture européenne des RUES et des PLACES [*en majuscule dans le texte*]. » La deuxième thématique porte sur l'industrialisation de la construction, considérée come « une faillite totale » ayant « détruit une culture artisanale accomplie et millénaire » et la troisième porte sur les écoles qui sont « les seuls lieux où une réappropriation d'une culture artisanale pourrait s'opérer. » Cette déclaration reprend le projet politique de résistance anti-industrielle engagée au sein de La Cambre, tout comme elle s'inspire de l'analyse morphologique du frère ainé de Krier en invoquant le caractère immuable du couple « rues et places[197] ». Pensée d'emblée comme « une contre-mesure à la Charte d'Athènes » (Thompson-Fawcett, 2003a: 255), elle articule, pour la première fois à un niveau international, deux critiques - l'une spatiale, l'autre sociale - qui traverseront tout le mouvement néo-traditionaliste : la condamnation du zonage qui a conduit à « une extension absurde de la ville » au détriment d'une campagne à préserver et « l'esclavage de la mobilité » qui a détruit « la cohésion sociale et physique de la ville européenne. »

En novembre 1978, les principes de la Déclaration de Palerme sont repris lors d'un colloque international organisé par Robert-Louis Delevoy et les enseignants de La Cambre. Les participants signent à cette occasion une autre déclaration, dite de Bruxelles, qui fera l'objet d'une publication deux ans plus tard (Barey, 1980)[198]. Ils y réaffirment avec vigueur la pertinence des luttes urbaines, ainsi que la nécessaire réorientation des métiers de la construction. Ils précisent ce qu'ils entendent par « réparation de la Ville Européenne », c'est-à-dire « l'intégration de l'histoire dans la pratique urbaine » en soulignant que toute intervention « doit obligatoirement réaliser ce qui toujours fut la ville, à savoir : des rues, des places, des avenues, des îlots, des

[196] Ces citations, et celles qui suivent, sont extraites de la Déclaration de Palerme, publiée pour la première fois dans l'ouvrage d'André Barey (1980).

[197] Dans son analyse de la ville, publiée en 1975 à la mémoire de Camillo Sitte, Rob Krier (1975: 7) définit la rue et la place comme les « deux éléments fondamentaux » de la qualité esthétique d'un espace : « Les deux types d'espaces ont les mêmes propriétés géométriques ; ils se distinguent uniquement par la dimension de leur développement mural et par leur caractéristiques fonctionnelles et de circulation. »

[198] Les signataires de la Déclaration de Palerme sont présents (à l'exception de Angelo Villa), accompagnés, notamment, de René Schoonbrodt et Jacques Van der Biest, toujours actifs au sein de l'ARAU, de Jean Castex et Philippe Panerai, professeurs à l'école d'architecture de Versailles, de Jacques Lucan, co-rédacteur en chef de la revue AMC à Paris, et Bernard Huet, professeur à l'école d'architecture de Paris-Belleville. La Déclaration de Bruxelles et la liste complète des signataires se trouvent en annexe, page 381. Les extraits suivants sont tirés de la déclaration.

jardins, … soit des « quartiers ». » Ces quartiers doivent inclure « toutes les fonctions de la vie urbaine » et s'intégrer dans une ville dont le périmètre de construction doit être réduit.

Finalement, les signataires dénoncent « l'architecture et l'urbanisme fonctionnalistes parce qu'ils ont détruit la ville européenne en réponse aux exigences du développement des structures industrielles du capitalisme privé et public. » Maurice Culot expliquera que ce mouvement d'urbanisme aux allures de combat politique tire ses influences des travaux de l'architecte américain Christopher Alexander, du philosophe et sociologue français Henri Lefebvre, de l'architecte français Bernard Huet, de l'ARAU, et bien sûr de Léon Krier (Ellin, 1996: 32). La géographie de ce mouvement s'est articulée autour des écoles d'architectures où enseignaient les signataires de la Déclaration de Bruxelles, de Londres à Bologne, en passant par Bruxelles, Paris et Milan. De l'avis de Nada Breitman qui a étudié à La Cambre jusqu'en 1978, il y avait à cette époque une émulation semblable entre ces lieux : « *C'était un mouvement européen qui se posait les mêmes questions en même temps face à l'architecture moderniste, proliférante et très destructrice. C'était d'emblée un mouvement international.* »[199]

Mais cette solidarité proclamée dans la Déclaration de Bruxelles fut mise à mal, d'une part, par l'expulsion de 24 enseignants de La Cambre et, d'autre part, par les positions de plus en plus radicales de Maurice Culot et Léon Krier. Les enseignants tenteront en 1980 d'établir avec les étudiants qui les ont suivis une nouvelle école nommée *La Nouvelle Cambre pour la Reconstruction de la Ville*. René Schoonbrodt en est le directeur, l'ARAU assume le secrétariat et les membres du corps professoral sont, notamment, Culot, Krier, Bernard Huet et Philippe Panerai[200] (Ellin, 1996: 33; Schoonbrodt, 2007: 98). Faute de financements et de soutiens politiques, cette expérience se termine après une année. Culot restera actif au sein de l'ARAU et continuera à diriger les AAM depuis Paris où il a été invité à travailler à l'Institut Français d'Architecture récemment créé par le Président Giscard d'Estaing. Krier retournera à Londres d'où il collaborera, d'une part, avec Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk au dessin du plan de Seaside et, d'autre part, avec le Prince Charles à la création et au développement de Poundbury. Tout en mettant à l'époque un point d'honneur à ne pas compromettre leurs idées en construisant[201], les deux architectes, continueront ensemble un combat devenant de plus en plus tranché en faveur de l'imitation des archétypes de la ville préindustrielle, comme le souligne Jacques Lucan (1989: 126) :

[199] [Entretien avec Nada Breitman, 25.06.09]

[200] Ces personnes avaient auparavant fait partie des jurys des architectes de La Cambre, avec Massimo Scolari, Jean Castex, etc. (Lucan, 1989: 126)

[201] Ils ont depuis lors construit divers bâtiments et établi des plans directeurs. À l'époque cependant, Culot considérait la pratique aliénante et rendant l'enseignement inepte, tout comme Krier maintenait que les architectes ne devaient pas se compromettre en construisant pour un système économique qu'ils ne soutiennent pas (Ellin, 1996: 34).

> « (…) leur attitude de plus en plus dogmatique de résistance anti-industrielle et proartisanale, leur volonté de ne pas se mêler d'activité professionnelle font qu'ils se trouvent de plus en plus isolés. Qui, en effet, peut encore les suivre lorsqu'ils affirment : « (…) il s'agit désormais de revenir en arrière et de reprendre le travail d'imitation des plus beaux exemples préindustriels tant dans les proportions, les dimensions, la simplicité morphologique que dans le mode de production visant à l'usage des matériaux traditionnels et à l'artisanat plutôt qu'à l'industrialisation. » ? [202] »

Culot et Krier trouveront néanmoins des alliés importants avec qui ils continueront leur combat. En Belgique, la Fondation pour l'Architecture créée en 1986 permettra à son président Maurice Culot de continuer, outre ses activités éditoriales aux AAM, à promouvoir le modèle néo-traditionnel auprès de partenaires majoritairement privés, comme ce fut le cas lors de la reconstruction de la rue de Laeken [Figure 15 et Encadré 2]. Au Royaume-Uni, le Prince Charles offrira à Krier et Culot une plateforme où ils enseigneront à loisir leurs principes : l'Institut d'architecture du Prince Charles et ses écoles d'été. Finalement, aux États-Unis, Krier pourra enfin être l'éminence grise d'un vaste mouvement de réforme urbaine en participant avec Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk à la mise en place du CNU.

Pour conclure, l'éphémère laboratoire de l'École de La Cambre a permis de formaliser, pour la première fois de manière collective, le modèle néo-traditionnel à travers les Déclarations de Palerme et de Bruxelles, toutes deux pensées comme des critiques radicales de la Charte d'Athènes. Le combat contre la doctrine moderniste qu'ont mené Krier, Culot, Schoonbrodt et Huet, avec le soutien éditorial des AAM, a pris dès ses débuts une orientation politique engagée contre le capitalisme industriel et pour le droit à la ville des habitants des quartiers populaires. En militant internationalement en faveur des luttes urbaines, le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne a attribué au modèle néo-traditionnel des valeurs progressistes prônant l'émancipation et la participation citoyennes. Mais ces valeurs seront transformées quelques années plus tard par le conservatisme dont feront preuve le Prince de Galles et Andrés Duany, lorsqu'ils s'approprieront le modèle néo-traditionnel pour mener, respectivement au Royaume-Uni et aux États-Unis, leur programme de réforme urbaine. En effet, ces porte-parole du néo-traditionalisme anglo-saxons défendent tous deux avec démagogie un retour à des valeurs immuables où le respect des codes et des conventions (architecturales et urbanistiques) permet d'organiser une vie sociale harmonieuse.

[202] Lucan, qui avait signé la Déclaration de Bruxelles, se distancie ici des prises de positions radicales de Krier et Culot en se référant à l'un de leurs articles intitulé « Pourrir dans les tranchées ? Non merci. » paru dans la revue *Architecture Mouvement Continuité* en 1980 (AMC, n°52-53, juin-septembre 1980).

La croisade antimoderniste menée par le Prince Charles et Duany ne sera pas en premier lieu internationale mais uniquement dédiée à la revalorisation des traditions constructives régionales, respectivement britanniques et américaines. Bien que leur discours flatte le bon goût populaire, leur action réformatrice ne se range pas du côté des habitants mais gagne tout d'abord en légitimité à travers un lobbying politique et le ralliement d'entrepreneurs privés. À l'idéalisme contestataire du premier laboratoire belge se subsistera donc le pragmatisme conservateur des laboratoires britannique et américain. C'est tout d'abord le Prince de Galles qui pose les premiers jalons d'une institutionnalisation de la doctrine néo-traditionaliste. J'exposerai donc dans la section suivante les conditions d'émergence du laboratoire du Prince en identifiant : premièrement, comment le mouvement pour une renaissance urbaine dont il est à l'origine a gagné une portée nationale en s'alliant le concours des autorités publiques et des milieux privés ; deuxièmement, quelles sont les valeurs (éternelles comme la monarchie) qu'il défend en architecture et en urbanisme ; et, troisièmement, comment sa fondation est devenue un « centre de calcul » dessinant les contours de la légitimité professionnelle de ses actions réformatrices.

Figure 15 : La rue de Laeken, Bruxelles

Source : photographie de l'auteur, 2011

Encadré 2: La rue de Laeken, un laboratoire pour les jeunes architectes européens

En 1988 émerge le projet de reconstruire un bloc d'immeubles appartenant au groupe d'assurances AG 1824 de la banque Fortis. Ce groupe, en collaboration avec la Fondation pour l'Architecture, lancera l'année suivante un concours international à l'attention des jeunes architectes européens. Celui-ci prendra le nom de « reconstruction de la rue de Laeken » en raison de la rue principale, l'une de plus anciennes du centre de Bruxelles, sur laquelle donne l'îlot. Sur ce site occupé par un parking se dresse un immeuble de 12 étages, nommé la Tour Bleue, entouré de quelques bâtiments décrépis. La tour sera rasée, le parking construit en sous-sol, l'objectif du concours étant de reconstruire « un morceau de rue qui puisse satisfaire à l'échelle et à la structure de la ville traditionnelle, à l'esthétique d'une rue historique dominée par le langage néo-classique, et répondre en même temps aux exigences techniques, fonctionnelles et économiques du logement contemporain. » (Mierop, 1995: 19)

Au terme du concours, sept groupes d'architectes provenant de cinq pays seront retenus. Parmi les lauréats se trouvent des anciens étudiants de La Cambre (Michel Leloup et Marc Heene) et des architectes qui deviendront par la suite influents au sein des réseaux néo-traditionalistes (l'Italien Gabriele Tagliaventi, le Britannique Liam O'Connor ou l'Espagnol Javier Cenicacelaya). Ces jeunes architectes, dont certains construisaient pour la première fois, ont apporté, de l'avis de Maurice Culot qui a supervisé le projet (1995: 14), « des particularités et des accents exotiques dans un ensemble qui sonne bruxellois. Qui prend la peine de regarder et d'écouter les maisons y entend murmurer des paroles et des airs de Bilbao, Bologne, Londres ou Toulouse. » Selon Leloup [entretien, 31.03.11], ces architectes ont certes « *la même idéologie, mais ont des sensibilités différentes. On trouve donc différentes façades, c'est absolument adorable mais tous nos confrères détestent !* » Dès la fin de la construction, Culot (1995: 17) se résignait déjà par rapport aux détracteurs du projet : « Nous ne convaincrons jamais du contraire celui qui ne veut voir ici du pastiche, du déjà vu, du banal. Laissons le temps, cet allié exigeant, faire son patient travail de polissage. ». Une vingtaine d'année plus tard, les façades néo-classiques de la rue de Laeken [Figure 15] contrastent toujours avec le bâti environnant, accentuant l'anachronisme d'une telle réhabilitation.

Le Prince Charles visitera le chantier le 19 novembre 1992 et écrira la préface du catalogue de l'exposition clôturant la construction en 1995 ; il déclare alors que ce projet est « un signe d'espoir qui marque sans doute le commencement d'un âge nouveau, et plus humain, de l'urbanisme européen. » (Fondation pour l'Architecture, 1995: 7) Mais, ce type d'opération au centre d'un quartier populaire ne sera jamais reconduit en Europe, la rue de Laeken restant « une opération exceptionnelle, un laboratoire d'idées, une porte ouverte à d'autres échanges européens » (Culot, 1995: 17), échanges qui ne seront finalement cantonnés qu'au sein du mouvement néo-traditionaliste.

LA RENAISSANCE URBAINE SELON LE PRINCE CHARLES

« Ce qui est proposé ici est comme un monstrueux furoncle sur le visage d'un bien-aimé et élégant ami.[203] » Ainsi s'exprimait le Prince de Galles lors du gala organisé en 1984 pour le 150e anniversaire de l'Institut Royal des Architectes Britanniques (*Royal Institute of British Architects* – RIBA) à propos du projet d'extension de la *National Gallery* proposé par le bureau ABK[204]. En condamnant sans réserve[205] ce projet sur Trafalgar Square (ce « bien-aimé et élégant ami »), et qui plus est au sein de l'institution représentant les intérêts de la profession, le Prince Charles devint le chantre d'un retour à une architecture traditionnelle et, par là-même, exacerbera pour longtemps le conflit idéologique qui était déjà à l'œuvre entre « modernistes » et « classicistes », ou plutôt entre les partisans d'une approche architecturale radicalement nouvelle et ceux prônant l'imitation des styles d'antan.

Ce discours – à l'origine de « l'affaire du furoncle[206] » - exaltait déjà les poncifs du mouvement néo-traditionaliste : éloge du bon goût des gens ordinaires, critique de la formation architecturale acquise au principe de la *tabula rasa*, apologie des modèles du passé, condamnation des tours et autres gratte-ciels, ou encore culte de la protection des quartiers historiques. Les quelques architectes néo-traditionalistes présents au gala ne purent que se réjouir de l'entrée en scène de ce nouveau porte-parole. « *Quand il a fait ce discours formidable, c'était une révélation, tout est devenu clair ! Ses paroles étaient tellement percutantes et justes que cela a été un vrai choc !* » se souvient Léon Krier[207]. Il s'empressa alors d'envoyer ses projets au Prince. À la suite de quelques

[203] "What is proposed is like a monstrous carbuncle on the face of a much-loved and elegant friend." [Discours prononcé par le Prince de Galles pour le 150e anniversaire du RIBA au gala d'Hampton Court, le 30 mai 1984 – tous les discours du Prince Charles sont disponibles sous : www.princeofwales.gov.uk]

[204] Le projet d'ABK pour l'extension du célèbre musée de Trafalgar Square, construit au début du XIXe siècle par l'architecte néo-classique William Wilkins, consistait en l'adjonction d'une tour rectangulaire de verre surmontée d'une structure métallique décorative. Cette aile « n'était pas à proprement dit contextuelle, au sens de l'environnement architectural immédiat, car elle n'essayait pas de plagier ou calquer son développement sur la façade historique de William Wilkins. » (Jacquet, 2009: 69)

[205] La monarchie britannique est tenue au devoir de réserve, sauf situations d'urgence. Le Prince n'a qu'un rôle cérémoniel pour lequel il se doit d'observer une attitude non partisane dans les affaires courantes du Royaume-Uni. Le Prince Charles est l'un des seuls membres de la royauté à avoir exprimé sans ambages ses opinions sur des sujets très variés (l'architecture, l'urbanisme, l'écologie, l'agriculture biologique, les religions, les médecines homéopathiques, etc.).

[206] À la suite des polémiques suscitées par le discours du Prince, le projet d'extension d'ABK fut annulé par le secrétaire d'État à l'Environnement, une décision qui faisait ombrage « non seulement à ABK, mais à tous les architectes modernes qui risquaient à l'avenir de faire les frais de ce genre de décision politique. » (Jacquet, 2009: 68) Ce fut finalement l'agence de Robert Venturi et Denise Scott Brown qui fut sélectionnée en 1986. Ces architectes affirmaient que l'extension, à la fois « civique à l'extérieur et institutionnelle à l'intérieur », se devait d'être « de toute évidence un fragment de l'édifice de Wilkins. » [Venturi's deft display, *The Architects' Journal,* vol. 185, n° 15, avril 1987, page 6]

[207] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

correspondances, ils se rencontrèrent à l'occasion de l'exposition *Real Architecture*, organisée en 1987 par l'architecte néo-classique John Simpson[208]. Invité à inaugurer l'exposition, le Prince Charles discuta de nombreuses heures avec Krier pour finir par lui proposer de devenir son conseiller[209]. C'est ainsi que l'architecte luxembourgeois devint l'éminence grise du Prince et son ombre planera sur les nombreuses initiatives menées par l'héritier du trône: en particulier, la publication du livre *A Vision of Britain* (1989), la réalisation de l'extension urbaine de Dorchester nommée Poundbury, l'établissement du groupe pour les villages urbains (*Urban Villages Group* - UVG), la création de l'Institut d'architecture (*Prince of Wales' Institute of Architecture* - PWIA), puis de la Fondation pour l'environnement construit (*Prince's Foundation for the Built Environment* - PFBE[210]).

Si l'année 1984 marque l'entrée controversée du Prince Charles sur la scène architecturale britannique, ce sont surtout la diffusion sur la première chaine publique du Royaume-Uni de son documentaire *A Vision of Britain* puis la publication de son manifeste éponyme à la fin de des années 1980 qui consacrent les postions conservatrices du Prince. Le 28 octobre 1988, plus de six millions de téléspectateurs suivirent sur la BBC le film du Prince Charles (Jencks, 1992: 230). Son message est simple et directe : les architectes ont trop souvent tourné le dos au passé et persistent à ignorer les besoins des « gens ordinaires » (Hardy, 2006: 27). Effectué à la suite de l'émission, un sondage non-officiel démontra que 75,5% de la population britannique approuvait la critique du Prince à l'encontre de l'architecture moderniste (Jencks, 1992: 230). Par ailleurs, le présentateur de l'émission encouragea cette même population à envoyer des photos de bâtiments ayant défiguré leur quartier, leur village ou leur ville. La rédaction de la BBC fut alors submergée de lettres, si bien qu'elle annonça la tenue d'une exposition pour témoigner de ce soudain mouvement populaire. « *Quand le Prince a fait sa critique à la BBC*, se rappelle Léon Krier, *partout - dans les restaurants, dans les ascenseurs – partout les gens parlaient d'architecture. Et pendant quinze jours !*

[208] Cette exposition réunissait une trentaine d'architectes néo-traditionalistes, dont les plus connus au Royaume-Uni sont Léon Krier, Quinlan Terry, Demetri Porphyrios ou Robert Adam. Avec ces trois derniers architectes, John Simpson proposa en 1991 un projet de réhabilitation du Paternoster Square, près de la cathédrale St-Paul de Londres. Dans un premier temps, ce projet fut vivement soutenu par le Prince Charles (au détriment des projets précédents réalisés par des architectes comme Norman Foster ou Richard Rogers), puis abandonné en raison de la collusion d'intérêt observée entre le Prince et le gouvernement conservateur de l'époque. Cette controverse a été « la première véritable déconvenue princière » en terme d'interventionnisme architectural (Jacquet, 2009: 143). Par la suite, Simpson et le Prince continuèrent à travailler ensemble, cette fois-ci sur des terrains où la monarchie avait la maitrise foncière, comme à Poundbury (Simpson y construisit de nombreux bâtiments) ou à Buckingham Palace (Simpson gagna le concours pour la restructuration de la *Queen's Gallery*).

[209] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[210] La PFBE a changé son nom en 2012 en « Fondation du Prince pour la construction de communautés » (*Prince's Foundation for Building Community*) afin de souligner son rôle d'œuvre de charité plutôt que ses actions en faveur de l'architecture et de l'urbanisme.

C'était quelque chose d'incroyable[211] *!* » Galvanisé par ce succès, le Prince se positionna comme le représentant du bon goût populaire en soulignant combien l'élite architecturale ne donnait pas aux personnes ce qu'elles désiraient, mais imaginait seulement ce qu'elles pourraient bien recevoir (Jencks, 1992: 230). À la fin de l'année 1989, cette profession de foi prit la forme d'une exposition au *Victoria and Albert Museum*. Parrainée par le Prince, l'exposition reprenait les clichés envoyés à la suite de l'émission de la BBC. Elle irrita plus d'un architecte, à la fois en raison de son populisme revendiqué et en raison de son ton accusateur envers l'architecture contemporaine.

À l'époque, l'historien de l'architecture Charles Jencks ne cachait pas sa sympathie pour ce courant néo-traditionaliste qui était en train de se constituer au Royaume-Uni. Il y voyait là les prémices d'une « mini-Renaissance » (Jencks, 1980: 5) et dessinait les contours d'une « Nouvelle Vague monarchique » (Jencks, 1988) trouvant qu'il était préférable d'avoir « une monarchie militante plutôt qu'émasculée[212]. » À la suite de l'exposition, il organisa un débat portant sur la légitimité de l'interventionnisme princier qui se transforma rapidement en une radicale altercation idéologique entre néo-traditionalistes (dont Léon Krier) et pro-modernistes : « Je ne me souviens plus qui a jeté la première métaphore ce soir-là, mais le Prince Charles a été comparé à Pol Pot, puis un moderniste à Honecker, puis le Prince de Galles à Staline, puis un moderniste à Ceausescu, puis le Prince à Hitler, puis… J'aurais dû déclarer la réunion terminée à ce moment-là[213]. » (Jencks, 1992: 231) Ces controverses continuèrent à enfler – dans la presse, les revues d'architecture, les cercles politiques – au fur et à mesure que le programme réformateur du Prince s'affirma.

À l'occasion de l'exposition fut publié le manifeste du Prince (1989), sous-titré « un regard personnel sur l'architecture. » Il y exposait de manière vulgarisée dix principes de composition urbaine[214]. Ces derniers s'inspirent plus ou moins explicitement de l'architecture vernaculaire d'Hassan Fathy[215], de la grammaire urbaine générative et de l'art intemporel de la construction théorisés par Christopher Alexander (1979; 1977), du renouveau des espaces publics selon Jane Jacobs (1961), et surtout des l'approches néo-traditionalistes du couple DPZ et de Krier. Ces derniers architectes avaient participé

[211] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[212] "I find an activist monarchy preferable to an emasculated one." [Jencks welcomes pluralist approach in architecture, *Building Design*, n° 891, 24 juin 1988, page 8]

[213] "I do not remember who threw the first metaphor that night, but Prince Charles was compared to Pol Pot, then a Modernist to Honecker, then the Prince of Wales to Stalin, then a Modernist to Ceausescu, then the Prince to Hitler, then... I should have declared the meeting closed at that point." (Jencks, 1992: 231)

[214] Ces principes concernaient aussi l'architecture : la revalorisation de l'héritage antique, de la tradition des Beaux-Arts et du mouvement Arts & Crafts, entre autres. Ils sont exposés en page 140.

[215] Dont l'œuvre a inspiré l'architecture douce de François Spoerry. À ce sujet, voir la note de bas de page numéro 161.

ensemble à dessiner Seaside, prototype urbain à l'origine du courant néo-traditionaliste américain. C'est notamment ce projet qui a fait connaître Krier au Prince Charles et ce dernier consacra un chapitre à cet « extraordinaire lieu au classicisme contemporain » comme preuve d'une alternative à l'urbanisme moderniste[216] (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 143). « Je crois, écrivait le Prince (1989: 146), que les enseignements tirés de Seaside ont des conséquences très importantes, à la fois dans nos zones rurales et urbaines[217]. » Si ce modèle urbain fonctionnait outre-Atlantique, il pourrait donc en être de même au Royaume-Uni, pensait le Prince (Hardy, 2006: 142). À l'époque, les terres de son duché des Cornouailles avaient été choisies par le conseil régional du Dorset Ouest pour servir à l'extension de la ville de Dorchester et le Prince saisit alors cette occasion pour mettre en pratique ses principes néo-traditionalistes. Léon Krier travaillait depuis 1988 sur ce projet et un de ses dessins, représentant une vue aérienne de ce qui sera nommé plus tard Poundbury, ornait l'une des pages du manifeste du Prince.

Ainsi, durant cinq ans, le Prince de Galles a affirmé sa critique à l'égard d'un « establishment architectural (ou d'un groupe puissant à l'intérieur de celui-ci) qui a indiqué la direction à suivre durant les années 1950 et 1960 » car, selon lui (1989: 9), ce ne sont pas les urbanistes, les autorités publiques ou les promoteurs immobilier qui ont été responsables, depuis l'après-guerre, de la destruction du patrimoine urbain, mais bien les architectes qui ont « mis en place un programme culturel dominant (…) Ils ont délibérément mené une révolution à l'intérieur de leur propre organisation, de leur propre système d'éducation[218]. » C'est donc contre ces héritiers de Le Corbusier - ces « ayatollahs du modernisme » (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 9) - que le Prince mène sa croisade. Mais c'est seulement après s'être félicité du soutien du public, et après avoir vulgarisé ses idées dans son manifeste, qu'il a pu réellement démarrer son programme réformateur, d'une part, en construisant le village-modèle de Poundbury[219] et, d'autre part, en créant un mouvement professionnel plus large que son seul groupe d'architectes : ce sera le Mouvement pour les villages urbains et il exercera une influence importante sur les politiques urbaines nationales des années 1990.

[216] Le Prince Charles soulignait par ailleurs l'influence du mouvement des cités-jardins dans la conception de Seaside, « une communauté avec les vertus traditionnelles des petites villes et banlieues américaines. » ("It's an extraordinary place – with a modern, classical look. (…) The architects are trying to create at Seaside a community with the traditional virtues of the American small town and suburb. But the influence of the planned English garden city movement is strong." (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 143)

[217] "I believe that the lessons they're working out in Seaside have very serious applications, both in rural areas and in our cities." (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 146)

[218] "(…) It was the architectural establishment, or a powerful group within it, which made the running in the 50s and 60s. It was they who set the cultural agenda. (…) Architects deliberately staged a revolution within their own organisation and their own system of education." (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 9)

[219] Le développement de Poundbury, ses formes urbaines et sa gouvernance, sont analysés page 281 et suivantes.

Le Mouvement des villages urbains

Le concept de « village urbain » resurgit[220] au Royaume-Uni lorsque le Prince Charles publie son manifeste contre l'architecture moderniste en 1989 : « J'espère, écrivait-il (1989: 4), que nous pouvons encourager le développement de villages urbains dans le but de réintroduire l'échelle humaine, l'intimité et la vie animée des rues[221]. » Afin de concrétiser cette idée en un modèle où seraient réunies les qualités des villes d'antan, il forme la même année un groupe d'architectes, d'urbanistes et de promoteurs qui prendra le nom de « groupe pour les villages urbains » (*Urban Villages Group* – UVG). Les membres de l'UVG visitèrent différents quartiers au Royaume-Uni et à l'étranger, tels que le centre-ville de Edinburgh ou la quartier du Montparnasse à Paris, et en retirèrent plusieurs principes pouvant être appliqués à de nouveaux développements urbains (Franklin et Tait, 2002: 257). Ces recommandations furent synthétisées en un rapport - publié en 1992 puis réédité quelques années plus tard (Aldous, 1997) – qui influencera particulièrement l'urbanisme britannique : en 1997, le département de l'environnement y fait référence dans le cadre de l'aménagement national du territoire[222] et, en 1998, l'agence de régénération urbaine du gouvernement publie avec l'UVG un guide de « bonnes pratiques » après avoir débloqué près de 50 millions de livres sterling pour financer le développement de villages urbains[223] (Thompson-Fawcett, 1998b: 178-179).

Le choix du terme « village urbain » - véritable oxymore si il en est[224] - ne fut pas si facile au sein de l'UVG (Thompson-Fawcett, 1998a). Ses membres étaient partagés entre la promotion d'une vision romantique des villages anglais et la défense d'une urbanité vertueuse fondée sur la notion de quartier, comme l'illustre l'introduction du rapport de l'UVG :

[220] L'origine du concept est généralement attribuée au sociologue américain Herbert Gans (1962). Dans son étude sur les quartiers d'immigrés à Boston, il distinguait le « village urbain » de la « jungle urbaine » : le premier terme désignant l'adaptation des migrants d'origine rurale à une culture urbaine, le second se rapportant aux quartiers malfamés (*Skid Row*) où se développent des activités déviantes (drogues, prostitutions, gangs, etc.). Cette distinction était faite uniquement pour décrire la qualité de la vie sociale, et non pas selon le sens morpho-déterministe qui a été adopté par la suite au Royaume-Uni.

[221] "I am hoping that we can encourage the development of urban villages in order to reintroduce human scale, intimacy and a vibrant street life." (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 4)

[222] [Department of the Environment, *Planning Policy Guidance 1 : General Policy and Principles*, 1997, point 12]

[223] [Urban Villages Forum/English Partnerships, *Making Places: A Guide to Good Practice in Undertaking Mixed Development Schemes*, 1998]

[224] Dans l'éditorial d'un numéro spécial consacré à l'internationalisation des villages urbains, Bridget Franklin (2004: 4) fait remarquer que le mot « village » se rapporte à un imaginaire géographique valorisant la stabilité, les traditions, les communautés, la sécurité ou l'harmonie avec l'environnement, tandis que l'adjectif « urbain » est souvent associé à l'éphémère, au progrès, à l'anomie, à l'insécurité ou à la pollution. La juxtaposition de ces deux termes contradictoires a permis, selon elle, de construire une image idéalisée d'un lieu à la fois protecteur et émancipateur, autorisant alors de nombreuses interprétations et manipulations personnelles, collectives, nationales ou internationales.

> « Faute d'une meilleure étiquette, nous avons appelé notre modèle de développement *« village urbain* ». C'est ce que l'Europe continentale pourrait reconnaitre comme étant un « quartier urbain », un quartier à usage mixte au sein d'une zone urbaine plus large. Le mot « village » a bien sûr été utilisé avec excès et sans discernement. Mais les véritables villages ont plusieurs des caractéristiques essentielles pour lesquelles nous plaidons et, dans un contexte britannique, *le village urbain* est un raccourci commode pour ce que nous visons[225]. » (Aldous, 1997: 29)

La référence aux quartiers urbains illustre l'influence de Krier au sein de l'UVG (Thompson-Fawcett, 1998a). Ce dernier, principal théoricien du groupe[226], a joué un rôle déterminant quant à la formalisation des principes de l'organisation du Prince Charles. De fait, un village urbain n'est rien d'autre que l'adaptation britannique de la notion - chère à l'architecte luxembourgeois - de ville polycentrique structurée organiquement en quartiers autonomes (Thompson-Fawcett, 1998b: 178). Cependant, lors de la création de l'UVG, Krier n'était pas favorable à l'adoption de la notion de « village urbain », considérant ce dernier comme un « désastre » et une « contradiction dans ses termes » (Thompson-Fawcett, 1998a: 89) : « *J'ai essayé de me battre contre l'adoption de cette notion*, se rappelle-t-il*, J'étais le théoricien au sein de l'UVG et sans cette idée de quartier urbain, sans mes dessins, ce projet n'aurait pas vu la vie*[227]*.* » Quelques années plus tard, le Prince Charles se défendra encore d'avoir personnellement choisi le terme de « village urbain » qui est, selon lui (2003: v), synonyme de la notion intemporelle et universelle de « quartier » :

> « C'était un oxymore, je l'admets, mais c'était surtout un concept évoquant la convivialité et le caractère d'un quartier au sein d'un environnement urbain dont l'échelle est beaucoup plus grande que celle d'un village rural. Cette notion exerce un pouvoir d'attraction universel et se retrouve dans des termes tels que *quartier* en France ou *voisinage* aux Etats-Unis. Tous ces termes suggèrent une échelle humaine intemporelle quant au développement urbain, une forme d'urbanisme qui a un nouvel intérêt dans le monde moderne[228]. »

---

[225] "For want of a better label we have called our proposed development model *urban village*. It is what continental Europeans would recognise as an "urban quarter" – a mixed-use neighbourhood within a broader urban area. The word "village" is, to be sure, much abused and over-used. But real villages have many of the essential characteristics we are arguing for; and, in a British context, *urban village* is convenient shorthand for what we are aiming at." (Aldous, 1997: 29)

[226] Léon Krier et l'architecte anglo-américain Christopher Alexander étaient les principaux membres de l'UVG ayant contribué à façonner la théorie des villages urbains. Le rapport de l'UVG fait explicitement référence à leurs travaux. D'autres consultants ont été ponctuellement mobilisés, comme Rob Krier ou le couple DPZ (Aldous, 1997).

[227] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[228] "This was an oxymoron I suppose, but a concept that nevertheless conjures a vision of neighbourhood, of conviviality and character, within an urban environment on a far broader scale than the rural village. It is a notion with a universal appeal, reflected in terms like *quartier* in France, or *neighbourhood* in the United States, suggesting a timeless and human scale to urban development, a

Le terme de « village urbain » est d'ailleurs toujours utilisé en ce sens par la Fondation du Prince (intégrant désormais l'UVG[229]), comme le précise l'un de ses plus fidèles employés :

> *« Nous* [la Fondation du Prince] *sommes à l'aise avec ce terme parce qu'il décrit en fait assez bien le concept de la ville polycentrique qu'utilise Léon Krier, c'est-à-dire penser la ville de manière polycentrique et non monocentrique. « Quartier piétonnier » est le terme que nous utilisons pour toutes les échelles : même si vous considérez une ville entière, vous voudriez toujours une ville composée de quartiers piétonniers[230]. »*

À la fin des années 1980, il était essentiel pour le Prince Charles d'établir des bases théoriques collectivement partagées. Certes, il avait auparavant bénéficié de l'expertise de Krier, préparé avec lui les premiers plans de Poundbury et exposé dans son livre les dix principes sensés régir le développement de ce prototype de « village urbain. » Il n'avait cependant pas encore élaboré, de concert, la base doctrinaire d'un mouvement de réforme urbaine. En réunissant autour de lui des experts en architecture, en urbanisme et en immobilier, il réussit à donner forme à ce qui sera connu durant les années 1990 comme le Mouvement pour les villages urbains.

Une décennie plus tôt en Belgique, le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne avait pris fait et cause pour des quartiers denses et diversifiés. En choisissant le terme de « village urbain », le Prince Charles n'a fait que prolonger outre-manche le programme néo-traditionaliste en le conformant à sa vision nostalgique d'une Angleterre pittoresque. Ainsi, les principes structurant un village urbain sont similaires à ceux adoptés en 1978 par les signataires de la Déclaration de Bruxelles. En revanche, ils n'ont plus le caractère radicalement anti-industriel et pro-artisanal qui pouvait traverser les discours du Prince Charles ou les manifestes de Léon Krier et Maurice Culot. Il faut dire que plusieurs promoteurs et experts immobiliers faisaient partie de l'UVG et leur intérêt à participer à une telle entreprise était de pouvoir ensuite développer des villages urbains à grande échelle et sur des sites vierges (Biddulph et al., 2003: 168). Par ailleurs, plusieurs des membres de l'UVG ont agi comme de véritables lobbies auprès du

---

form of urban planning that has a fresh relevance in the modern world." (H.R.H The Prince of Wales, 2003: v)

[229] L'UVG fut actif en tant qu'organisation privée de 1989 à 1992 puis le groupe devint une organisation publique connue sous le nom de « forum pour les villages urbains » (*Urban Villages Forum*). Ce forum a ensuite été intégré à la PFBE en 1998. Tout comme les premiers CNU américains, l'UVG a donc fonctionné pendant quelques années en comité restreint avant d'élargir sa base sociale et financière (Thompson-Fawcett, 2003a: 259).

[230] "*We* [the Prince's Foundation] *are comfortable with it because it actually describes quite nicely the concept of polycentric city-making which is what Leon Krier uses. It has to do with the polycentric rather than the monocentric city. 'Walkable neighbourhoods' is the phrase we use which applies to all scales. So even if you've got a city you would still want a city made up of walkable neighbourhoods.*" [Entretien avec Ben Bolgar, 26.01.11] Le terme de « *walkable neighbouhoods* » est utilisé très fréquemment par le CNU.

gouvernement britannique[231] afin que le développement de « village urbain » fasse partie des politiques urbaines du pays (Biddulph et al., 2003: 169-170). Ce travail de lobbying a été possible en raison, notamment, de la relative souplesse du terme qui s'apparentait « plus à un paradigme trouble qu'à un modèle normatif, le rendant particulièrement vulnérable à des interprétations libérales[232]. » (Thompson-Fawcett, 2000: 278) Par exemple, les principes régissant un village urbain ont été modifiés entre la première édition et seconde édition du rapport de l'UVG. Selon le directeur de l'UVG[233] (Lunts, 2003: 200), les principes initiaux – rappelant fortement ceux du modèle de la cité-jardin - étaient trop définitifs pour être opérationnels : « La préférence pour une taille précise du site (30-50 hectares), pour une propriété foncière unifiée, pour un financement à long terme et, plus curieusement, pour un ratio de un résident pour un emploi, était au mieux naïf, au pire impossible[234]. »

Si ces principes pouvaient sembler utopistes, c'est parce que les membres de l'UVG ont élaboré, sous le nom de *Greenville*, un véritable archétype préindustriel (Neal, 2003a: 11-12). Ce village imaginaire [Figure 16] occupe une surface limitée d'environ 40 hectares et peut accueillir une population de 3'000 à 5'000 personnes[235]. Chacun des habitants en âge de travailler pourrait y exercer leur métier. La terre environnante devrait garantir un certain degré d'autonomie fonctionnelle, tandis que l'intérieur du village favoriserait la marche à pied à travers un réseau de rues interconnectées et structurées en quartiers économiquement et socialement diversifiés. La cohérence visuelle est assurée par des points focaux, tells que la place du village et autres avenues, des ruelles sinueuses et une architecture reflétant l'esthétique régionale, autant de principes esthétiques rappelant ceux de Camillo Sitte où les édifices publics « faisaient

[231] Par exemple, l'investisseur immobilier Trevor Osborne, président de l'UVG de 1989 à 1999, a aussi été président de la fédération britannique des propriétaires fonciers (*British Property Federation*) pendant l'écriture du rapport sur les villages urbains. Il était ainsi bien placé pour faire avancer la cause du Prince Charles auprès des milieux immobiliers proches du gouvernement conservateur de l'époque.

[232] "The urban village is posited more in the form of a cloudy paradigm than a prescriptive model, making it especially vulnerable to liberal interpretation." (Thompson-Fawcett, 2000: 278)

[233] Actuellement directeur de l'agence nationale pour la régénération urbaine (*Homes and Communities Agency*, anciennement *English Partnerships*), David Lunts a fait partie de l'*Urban Task Force* mise en place par le vice-premier ministre John Prescott en 1998 avant d'être le premier directeur de la Fondation du Prince. Il a ensuite été en 2002 en charge des politiques urbaines sous l'autorité du même vice-premier ministre (*Urban Policy Unit*). Son parcours illustre combien le mouvement des villages urbains fut d'emblée soutenu par les pouvoirs publics, au contraire du CNU qui a essentiellement travaillé, à ses débuts, avec le secteur privé (Thompson-Fawcett, 2003a: 259).

[234] "The preference for a precise size of site (30-50 hectares), a unified landownership, long-term finance and, most intriguingly, a nominal 1:1 ratio of residents to jobs, was at best naïve and, at worst, unworkable." (Lunts, 2003: 200)

[235] Il est à remarquer que ce modèle (un maximum de 5'000 personnes pour 40 hectares, c'est-à-dire 125 personnes pour 10'000 m2) est trois fois moins dense que le modèle de quartier urbain que Krier avait développé en 1977 (un maximum de 15'000 personnes pour 35 hectares, c'est-à-dire plus de 428 personnes 10'000 m2). À ce sujet, voir page 114 et suivantes.

partie du corps de la ville » et où les places étaient « fermées au maximum et construites sur un tracé irrégulier. » (Ragon, 1986: 321)

Figure 16 : Greenville, un village urbain idéal

Source : Richard Reid, Max Lyons, Urban Villages Group (Neal, 2003a: 12-13)

Le modèle de *Greenville* est essentiellement une image directrice articulant les différents principes d'un village urbain [Figure 17]. Beaucoup de ces principes ressemblent à ceux qui seront énoncés quelques années plus tard dans la Charte du Nouvel Urbanisme. Et tout comme ceux de la Charte, ces principes ne forment pas un manifeste architectural – il y manque la précision doctrinaire du style néo-traditionaliste tel que formalisé par Léon Krier ou le Prince Charles – mais préfigurent avant tout un nouveau type de développement urbain au regard des politiques urbaines nationales. Pour cette raison, les membres de l'UVG donnèrent à *Greenville* le nom technique de « développement urbain planifié et structuré » (*Structured and Planned Urban Development*). Ce terme permettait en particulier de revaloriser l'encadrement de la composition urbaine à travers un ensemble de régulations (*codes*)[236] qui, si elles étaient

[236] Comme le rappelle Stéphane Sadoux (2010a: 67), « l'idée selon laquelle la composition architecturale et/ou urbaine doit être encadrée n'est pas nouvelle. Lorsque Londres est ravagée par les flammes en 1666, une loi définit le gabarit des nouvelles voiries, la hauteur des fronts bâtis et les matériaux de construction. Plusieurs fleurons de l'architecture classique britannique (…) reflètent cette même volonté de cohérence, tout comme Letchworth Garden City et Hampstead Garden Suburb, imaginés par R.Unwin au début du XX^{e} siècle. Mais le succès de ces expérimentations n'a pas empêché

respectées, devraient maintenir à travers le temps l'intégrité de n'importe quel village urbain (Thompson-Fawcett, 1998b: 178).

Figure 17 : Les principes de conception des villages urbains

- 3,000–5,000 people
- '[I]nclude such adjoining land as is needed for its maximum protection . . . maximum possible self sufficiency' (p. 24)
- Focal village square
- Small enough for everything to be in walking distance
- Mix of housing tenures, ages and social groups
- Retail mixed with other uses throughout the scheme
- Primary school within the scheme
- Pattern of open spaces should be considered
- Connected street network
- Traffic calming
- Locality will set the prevailing architectural style
- Architectural focal points, street corners, building lines, visual incidents, enclosure
- Mix of uses within neighbourhoods, street blocks, streets, and within individual buildings
- Permeable, pedestrian friendly, cul-de-sacs to be avoided
- Social mix and consultation
- Legible, focal points, strong street corners
- Variety of buildings and spaces that change and adapt over time
- Bring life to the buildings and the spaces in front of them

Source : synthèse réalisée par Biddulph, Franklin et Tait (2003: 169) à partir des rapports de l'UVG

Selon les rapports de l'UVG - et conformément à la théorie de Léon Krier (Thompson-Fawcett, 1998b: 178) - ces régulations doivent se décliner en quatre parties. Premièrement, le plan directeur (*master plan*) – « instrument nécessaire pour créer l'harmonie d'ensemble » (Krier, 1996: 109) – doit déterminer le profil général du développement urbain[237]. Deuxièmement, le code urbain (*urban code*[238]) stipule la position des bâtiments sur les parcelles, leurs proportions et leur hauteur.

la recherche d'un équilibre entre unité et diversité de s'estomper dès l'après-guerre. C'est cette tendance qui justifie aujourd'hui le retour de l'*urban design*, champ pluridisciplinaire qui transcende les échelles et privilégie la transcription des desseins par le dessin. »

[237] Selon Léon Krier (1996: 107), ce plan directeur doit spécifier la grandeur et la forme des quartiers, indiquer la trame viaire ainsi que la distribution des places et des îlots, et découper les parcelles de chaque ilot.

[238] Le premier code urbain réalisé selon les canons néo-traditionalistes est celui de Seaside, dessiné au début des années 1980 par le couple d'architectes DPZ. L'une des originalités de ces codes est de partir des bâtiments et de leur rapport à l'espace public pour dessiner l'ensemble d'une ville (au lieu que ce soit le tracé des routes qui détermine le plan, comme dans la plupart des développements conventionnels de lotissements résidentiels). Cette démarche typo-morphologique privilégiant la forme urbaine plutôt que l'affectation territoriale a été formalisée par les architectes DPZ sous le nom de *Form-Based Codes*.

Troisièmement, le code architectural (*architectural code*) décrit les matériaux autorisés et la configuration de tous les éléments visibles depuis l'espace public. Finalement, le code des espaces publics (*code for public spaces*) précise les types de matériaux et de configurations possibles pour les trottoirs, les arcades, le mobilier urbain, etc. La finalité de ces codes est, selon l'architecte luxembourgeois (Krier, 1996), « d'accroitre la qualité des interventions normales, régulières, inévitables, de créer une architecture « conventionnelle » de qualité, d'encourager la réalisation coutumière des bâtiments utilitaires par l'imitation d'une typologie traditionnelle, largement établie, de réserver l'expression architecturale et la rhétorique artistique à la réalisation d'édifices publics. »

Lors de la publication du premier rapport sur les villages urbains en 1992, ces directives techniques et les principes régissant *Greenville* furent reçus avec scepticisme (Lunts, 2003: 197) avant de faire l'objet d'interprétations contrastées au Royaume-Uni (Biddulph et al., 2003) et à l'étranger (Franklin, 2004). La rigueur initiale de la théorie des villages urbains fut supplantée par des pratiques immobilières plus enclines à vendre l'image bucolique d'un village anglais qu'à traduire fidèlement les ambitions réformatrices d'un modèle urbain (Franklin et Tait, 2002). Une étude publiée en 2002 recensait en Grande-Bretagne 55 villages urbains - définis comme tel par les autorités publiques ou les promoteurs immobiliers - et démontrait comment la construction de ces « villages » relevait avant tout d'une rhétorique commerciale usant des poncifs du développement urbain durable (Biddulph et al., 2003). Les auteurs de l'étude concluaient que le terme de « village urbain » a souvent été « piraté » pour accélérer soit des procédures d'aménagement[239], soit la vente de lotissements somme toute conventionnels (Neal, 2003a: 13). N'ayant pas de structure institutionnelle suffisamment forte pour contrôler le respect des principes de l'UVG[240], le Mouvement des villages urbains perdit finalement de son influence à la fin des années 1990. Sous la bannière d'une « Renaissance Urbaine », le gouvernement promouvait alors un modèle de ville compacte et polycentrique se substituant à celui de « village urbain » (Biddulph et al., 2003: 167). Paradoxalement, c'est l'un des grands défenseurs d'une architecture moderniste, Richard Rogers[241], qui va contribuer à donner une assise nationale au mouvement initié par le Prince Charles.

[239] Le gouvernement britannique soutenait la création de villages urbains à travers des mécanismes incitatifs : baptiser un projet immobilier de « village urbain » permettait de faciliter les demandes de permis de construire et de bénéficier de la manne financière publique.

[240] Il faudra attendre la création de la Fondation du Prince en 1998 pour aboutir à une structure contrôlant la qualité des projets construits selon l'orthodoxie princière (à ce sujet, voir page 140 et suivantes).

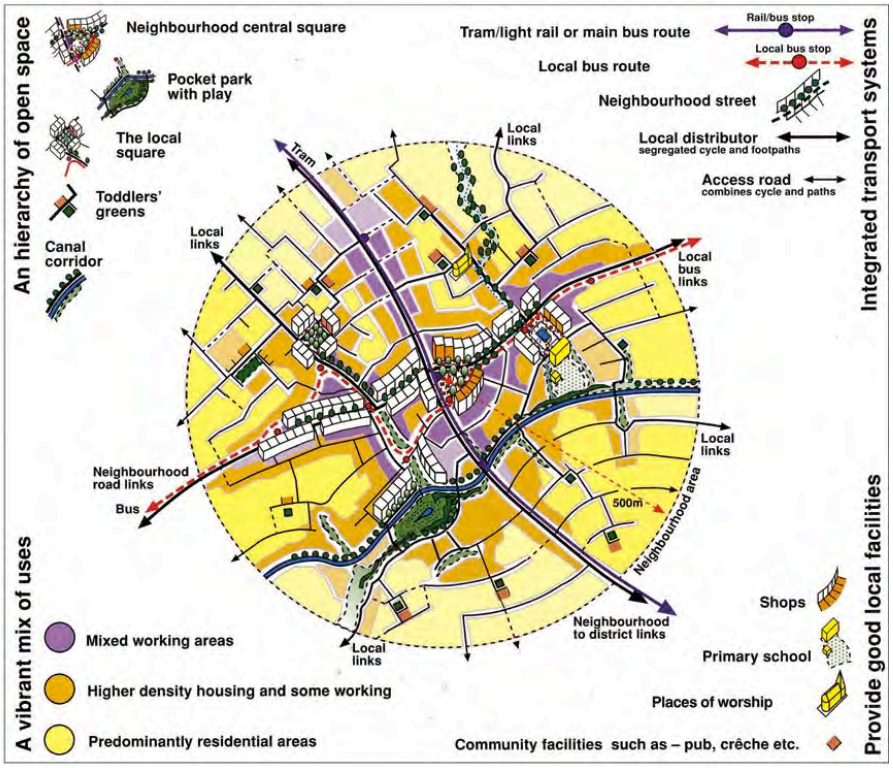
[241] Véritable « starchitecte supermoderne », Richard Rogers s'inscrit dans un courant fonctionnaliste privilégiant l'architecture high-tech industrielle (Ibelings, 2002). Il est connu pour la conception, en collaboration avec Renzo Piano, du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou dont la construction nécessita la démolition de la trame urbaine traditionnelle du quartier de Beaubourg, en plein cœur historique de la capitale française.

En avril 1998, le vice-premier ministre John Prescott demanda à l'architecte Rogers, récemment anobli, de mettre en place un groupe de travail (*Urban Task Force*) dans le but d'examiner les causes du déclin des villes britanniques. L'une des priorités du parti travailliste, de retour au pouvoir après 18 ans de règne du parti conservateur, était de repenser l'attractivité résidentielle des quartiers et des villes du pays (Colomb, 2006). Le projet politique de Tony Blair s'appuyait, notamment, sur les nouveaux styles de vie urbains des classes moyennes aisées, en opposition à « l'imaginaire et à l'attrait électoral du Thatchérisme (...), si profondément ancrés dans les comtés anglais verdoyants[242]. » (MacLeod et Ward, 2002: 158) Ainsi, le rapport de Lord Rogers publié sous le nom « *Toward an Urban Renaissance* » (Urban Task Force, 1999) promeut une nouvelle « idylle urbaine » (Hoskins et Tallon, 2004) à travers la notion de « quartier » (*neighbourhood*), substituée à celle de « village urbain » mais renvoyant selon Claire Colomb (2006: 22) à la même imagerie, celle d'une « urbanité civilisée, humaine, faite d'interactions sociales dans la rue, les espaces publics, les cafés et les petits commerces (...) [et qui] est influencée par une vision idéalisée de l'urbanisme traditionnel des villes d'Europe continentale et de certaines opérations phares de renouvellement urbain réalisées à l'étranger. » Parmi ces opérations étrangères, de nombreuses références implicites ou explicites sont faites au modèle néo-traditionnel tel que conceptualisé par le couple d'architectes DPZ. En effet, le modèle de quartier proposé par Lord Rogers [Figure 18] s'inspire directement de l'unité de voisinage qui avait été renouvelée quelques années plus tôt par DPZ à partir du schéma de Perry. Ces similitudes – tracé viaire traditionnel, densité urbaine, mixité sociale et fonctionnelle, accès piétonniers aux aménités quotidiennes, connexion aux transports publics - sont notées par Peter Hall (2000) qui distingue cependant la Renaissance Urbaine du Nouvel Urbanisme au niveau de sa capacité à régénérer le centre des villes et leurs friches urbaines[243].

[242] "(…) in the UK, the widespread cachet now associated with 'urban living' aligns it very much with the politics of 'Blairism'; particularly when one recalls how the imagery and electoral appeal of Thatcherism was so deeply implanted in the leafy English shires." (MacLeod et Ward, 2002: 158)

[243] Une critique très souvent faite au mouvement des villages urbains et au mouvement du Nouvel Urbanisme en raison du fait que leur modèle urbain respectif – Poundbury et Seaside – ont été construits sur des sites vierges (*greenfield devleopment*), ce qui ne favorise pas la réduction de l'étalement urbain au contraire de la Renaissance Urbaine qui s'attache avant tout à densifier les centres-villes.

Figure 18 : Un quartier intégré et diversifié selon l'*Urban Task Force*



Source : Andrew Wright Associates (Urban Task Force, 1999: 66)

Le fait que Lord Rogers se soit inspiré du modèle néo-traditionnel peut sembler étonnant car il est le plus virulent détracteur du Prince Charles, condamnant à loisir ses choix esthétiques, sa démagogie et sa valorisation des traditions d'antan. Déjà en 1984, à la suite à « l'affaire du furoncle », l'architecte s'était érigé en fervent partisan d'une architecture moderne qui risquait d'être effacée par une « vague de nostalgie aveugle » : certes, il jugeait qu'une meilleure compréhension de l'histoire est essentielle, mais il ne fallait pas qu'elle se fasse au détriment de « critiques mal-informées et d'une romantisation du passé[244]. » L'interventionnisme princier fera ensuite ombrage à plusieurs des projets menés par Lord Rogers à Londres, laissant ce dernier cultiver une rancœur tenace à l'égard d'un Prince qu'il considère comme « désœuvré » et « autocratique »[245]. Bien que son style architectural soit radicalement différent de celui

[244] "Modern architecture is in danger of being obliterated by an indiscriminate wave of nostalgia. (…) A better understanding of history is essential, but uninformed criticism and the romanticising of the past are not the ways to build a better environment today." [Richard Rogers, Common Language of Architecture, *The Times*, 9 juin 1984]

[245] Le projet de Lord Rogers pour la réhabilitation du Paternoster Square n'a jamais vu le jour en raison, notamment, des vives critiques faites par le Prince Charles en 1987. Dans un discours fameux, il considérait les aménagements autour de la cathédrale de St-Paul comme une sorte de continuation de

de Krier ou du couple DPZ, il n'en reste pas moins que son discours utopiste liant positivement morphologie urbaine et citoyenneté locale[246] est symptomatique de l'héritage culturaliste qui traverse le mouvement néo-traditionaliste.

Tout comme dans le cas du Nouvel Urbanisme, le quartier apparaît ici comme « le plus important des éléments urbains instaurant la durabilité social et économique d'une aire où les liens communautaires assurent la cohérence de celle-ci et la rattache à son environnement[247]. » (Neal, 2003a: 8) Cette même conception d'un « espace idéal de production de lien (et de contrôle) social et communautaire » (Colomb, 2006: 21) s'explique, notamment, par le rôle qu'a joué le vice-premier ministre de l'époque dans la circulation transatlantique d'idées néo-traditionalistes. John Prescott était très au fait du récent développement du Nouvel Urbanisme et, lors de réunions politiques, il se prononçait ouvertement en faveur des principes du mouvement de réforme urbaine (Thompson-Fawcett, 2003a: 265). Il participa en 2003 et en 2006 aux CNU et en 2005 au congrès du Conseil pour l'Urbanisme Européen (CEU), avatar du mouvement américain. À cette occasion, il souligna combien l'œuvre de Jane Jacobs lui avait inspiré sa définition de « communauté durable », terme qui fut au centre de sa politique urbaine de 2003 (*Sustainable Communities Plan*)[248]*.* Par ailleurs, il rappela que les politiques urbaines britanniques empruntaient des outils au Nouvel Urbanisme tels que les règles de composition urbaine (*spatial masterplan, design coding*) permettant, selon lui, de prendre des décisions plus rapides, d'améliorer le développement urbain et de susciter l'adhésion des habitants. Ces outils étaient effectivement au cœur du programme de la Renaissance Urbaine (Sadoux, 2010a: 67), tout comme ils formaient la base technique du Mouvement des villages urbains. Le Prince Charles reconnaissait leur utilité pour

---

l'œuvre destructrice de la Luftwaffe. Mais c'est surtout le rejet, en 2009, du projet de Lord Rogers pour l'aménagement de Chelsea Barracks (un site militaire vétuste) qui suscita de vives polémiques au sein du monde architectural. 17 immeubles d'appartements de luxe devaient prendre place sur le site, mais une lettre écrite par le Prince aux investisseurs qataris changea la donne juste avant que le permis de construire soit accordé. Le Prince trouvait le projet « désagréable » et « inadapté » au style du quartier. Les investisseurs décidèrent alors de rompre le contrat qui les liait à Lord Rogers et de prendre en compte le contre-projet envoyé par le Prince et dessiné par l'un de ses architectes favoris, Quinlan Terry. Cette nouvelle ingérence fit bondir certains « starchitectes » (dont Foster, Gehry, Hadid, Nouvel, Piano, Herzog et de Meuron) qui dénoncèrent, dans une lettre adressée au quotidien *The Times*, combien « les commentaires privés et les actions de lobbying en coulisse » du Prince affectaient les règles démocratiques d'aménagement du territoire [Sarah Lyall, In England, a Royal Taste That Alters the Landscape, *The New York Times*, 18 juin 2009].

[246] « Il s'agit de guérir la ville comme on guérirait un corps humain » rappelait-il dans une récente interview (Sadoux, 2010b: 70). Par ailleurs, lors de la publication du rapport de l'*Urban Task Force* en 1999, il annonça que « les gens font la ville, mais la ville fait les citoyens » ("people make cities, but cities make citizens") une phrase reprise une année plus tard dans le Livre Blanc sur les Villes (*Delivering an Urban* Renaissance) édité par le gouvernement britannique.

[247] "(…) the neighbourhood is seen as the most important urban element that establishes the social and economic sustainability of the area, providing the community ties which hold it together and its relationship to surrounding areas." (Neal, 2003a: 8)

[248] [www.ceunet.org/downloads/berlin-report.doc – consulté le 17.05.11]

cadrer un développement urbain selon une morphologie traditionnelle, mais il lui manquait encore des outils plus précis pour affirmer la cause de l'architecture vernaculaire et classique dont il s'était fait le porte-parole dès 1984. En effet, pour les partisans du modèle néo-traditionnel, la véritable harmonie d'une ville ne peut être garantie par le seul respect de la morphologie traditionnelle : il faut lui adjoindre une esthétique valorisant les styles d'antan pour que les bâtiments s'intègrent à l'ensemble de l'espace urbain. Le Prince avait déjà développé ces principes architecturaux dans son manifeste de 1989, et ce sera finalement en 2011 que sa Fondation proposera une approche holistique de l'environnement bâti.

L'orthodoxie princière

« Afin d'éviter de répéter les erreurs évidentes de ces quarante ou cinquante dernières années, il est essentiel d'apprécier certaines valeurs et principes qui sont éternels en termes d'expérience humaine[249]. » Ainsi le Prince Charles (1989: 76) introduisait l'exposé de « dix principes de base » qu'il considère comme immuables et universels pour régir l'architecture. Ces « dix commandements » - tel est le terme utilisé à l'époque par le président du RIBA (Hutchinson, 1989: XIII) lorsqu'il dénonce l'ingérence de la royauté au sein du monde architectural – constitueront le cœur de l'orthodoxie néo-traditionaliste défendue par l'Institut d'architecture du Prince, puis par sa Fondation, jusqu'à que cette dernière développe en 2011 un label urbain nommé « Capital Communautaire » (*Community Capital* – CC).

Pour le Prince (1989: 76), plusieurs de ces principes « relèvent du simple bon sens, tout comme les règles grammaticales qui régissent une langue[250]. » Il décrit alors un véritable « guide de bonne conduite » (Jacquet, 2009: 94) à l'attention des architectes qui devront porter une attention particulière au lieu (*place*), à la hiérarchie, à l'échelle, à l'harmonie, aux délimitations (*enclosure*), aux matériaux, à la décoration, à l'art, aux enseignes et éclairages (*signs and lights*) et à la communauté (*community*)[251]. Quelques

[249] "In order to avoid repeating the obvious mistakes of the last forty or fifty years it is essential to appreciate that certain values and principles are eternal ones, in terms of human experience." (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 76)

[250] "Many of them are simple common sense, like the laws of grammar that create a language." (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 76)

[251] Respectivement, l'architecte devrait intégrer son projet au paysage en respectant les particularités du site d'implantation ; construire des bâtiments dont la structure reflète à la fois sa fonction et son importance au sein de l'ensemble urbain ; considérer l'échelle des édifices en relation avec les proportions humaines et celles de l'environnement ; respecter l'harmonie entre les bâtiments et la nature ; définir des limites entre l'espace public et privé ainsi qu'entre l'espace urbain et rural ; utiliser des matériaux de construction reflétant les traditions régionales; promouvoir le retour à l'ornementation à travers l'artisanat ; travailler avec les artistes pour donner du sens à l'environnement construit ; installer des signalétiques commerciales et des lumières avec soin et attention ; et, finalement, impliquer les habitants dans la conception et la gestion de leurs espaces quotidien (H.R.H. The Prince of Wales, 1989).

années plus tard, et en raison des critiques que suscita ce décalogue, deux principes seront retirés de la liste (l'art, les enseignes et éclairages) et cinq autres seront rajoutés par la Fondation du Prince pour l'Environnement Construit (*Prince's Foundation for the Built Environment* – PFBE) : l'espace public, la perméabilité (*permeability*), la longévité, la valeur commerciale (*value*) et l'artisanat (Hargan, 2007: 49)[252].

Le 3 février 2011, lors de la conférence annuelle de la PFBE, le Prince Charles annonce le lancement d'un label urbain : le « Capital Communautaire » (*Community Capital* – CC). Alors que le gouvernement britannique poursuit sa politique d'austérité connue sous le nom de « *big society*[253] », la PFBE s'inscrit dans cette tendance en se positionnant comme un centre d'expertise en matière de développement local des communautés urbaines :

> « Le projet de loi du gouvernement vise à accroitre les possibilités d'action des collectivités en matière de planification des quartiers. Cependant, sans orientation et sans soutien quant à ces transferts du pouvoir décisionnel, il demeure un danger d'accroitre les risques et la complexité des aménagements urbains si les communautés ne peuvent lutter contre des développements inappropriés[254]. »

Afin « d'aider les résidents à créer une communauté prospère, puisant dans les ressources locales tout en réduisant son empreinte écologique[255] », la PFBE propose en conséquence ce qu'elle nomme une approche holistique de l'espace bâti. Celle-ci consiste à prendre en compte l'intrication, au sein d'une matrice, de quatre capitaux et de cinq variables [Figure 19]. Les capitaux sont le capital naturel (l'environnement et ses interfaces avec la société), le capital social (la cohésion sociale et les aménités culturelles), le capital financier (l'économie locale et la rentabilité des investissements) et le capital construit (la conception urbaine et la gestion des infrastructures). Les

[252] Respectivement, l'architecte devrait considérer l'espace public (sa morphologie et ses ambiances) comme partie intégrante du projet ; construire des îlots pouvant être facilement traversés par toutes personnes ; concevoir des bâtiments durables dont le cycle de vie peut s'adapter à de nouveaux usages ; penser que la valeur vénale d'un bâtiment doit augmenter avec le temps ; et, finalement, intégrer l'artisanat dans la construction d'un bâtiment ou d'un espace public (Hargan, 2007: 49).

[253] Le concept de « grande société » a été utilisé par le conservateur David Cameron lors des élections législatives de 2010 et est, depuis lors, l'étendard d'une politique consistant à transférer massivement les compétences de l'État vers la société civile. Selon cette perspective, le parlement britannique a adopté un projet de loi promouvant le localisme (*localism bill*) où les citoyens prendraient en charge des projets locaux de gestion d'écoles, d'hôpitaux, de transports en commun, etc.

[254] "The Government's localism bill has the potential to enhance communities' opportunities to shape their own localities through neighbourhood planning. However there is a danger that without guidance and support devolving these decision-making powers will add complexity and risk to the development process, leaving local communities vulnerable to inappropriate developments, which they are powerless to fight" [www.princes-foundation.org – consulté le 04.10.11]

[255] "to help residents create a thriving community that draws upon local resources whilst reducing its ecological footprint" [www.princes-foundation.org – consulté le 04.10.11]

variables sont l'enracinement (*rooted*), les connexions (*connected*), l'équilibre (*balanced*), la résilience (*resilient*) et la circonspection (*prudent*). Par exemple, la combinaison du capital social avec la variable de l'enracinement donne un sens d'appartenance à une communauté, un lieu et une tradition. Ou encore, la combinaison du capital construit avec cette même variable donne des « lieux charmants que les personnes aiment et veulent investir », l'exemple donné à ce sujet étant significatif de l'orthodoxie néo-traditionaliste (c'est-à-dire la construction de « bâtiments issus de l'artisanat qui respectent les styles et matériaux locaux, le climat et le contexte, et qui donnent un caractère local spécifique »).

Cette matrice permet donc de mesurer, à l'aide des vingt critères obtenus par le croisement des capitaux et de leurs variables correspondantes, la performance « communautaire » d'un développement urbain quelque soit l'échelle de celui-ci[256]. Marque déposée par la PFBE, le label CC apparaît ainsi comme un instrument de distinction au sein d'un environnement mondial de plus en plus concurrentiel où la « durabilité » d'un bâtiment ou d'une ville peut être mesurée, classée et standardisée, comme l'illustre le récent label « One Planet Living[257] » :

> *« La matrice est le filtre, l'objectif, par lequel nous regardons le monde et avec lequel nous entreprenons nos activités. Comme « One Planet Living » a son ensemble de critères, nous avons notre matrice de critères. Nous allons construire notre propriété intellectuelle sur cette base. Pour ce faire, nous mettons en place une encyclopédie interne de type Wikipédia qui sera basée sur cette matrice. Nous pensons que cette encyclopédie est la meilleure façon de faire de la collecte de données, car nous passons trop de temps à écrire des livres qui seront de toute façon obsolètes lors de leur publication. Et nous avons effectivement de nombreux projets à des échelles différentes, de sorte que nous devons très rapidement en saisir des instantanés et garder cette information vivante[258]. »*

[256] C'est là l'ambition affichée par la PFBE, bien que de nombreux problèmes méthodologiques subsistent quant au fait de mesurer, par exemple, le sens d'appartenance à une communauté (*belonging*) ou le caractère « charmant » d'un lieu chéri par ses habitants (*place-making*) [Figure 19]. Il est par contre plus facile de mesurer la combinaison du capital construit avec la résilience qui donne des bâtiments résistants (*durable*), c'est-à-dire des bâtiments dont l'usage peut s'adapter et changer à travers le temps.

[257] « One Planet Living » est le label développé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Fund for Nature*) pour mesurer la durabilité d'un projet urbain selon dix principes allant de la neutralité des émissions de carbone à la qualité de vie des habitants. L'écoquartier pionnier de BedZED dans la banlieue sud de Londres, le village de Sonoma Moutains en Californie dessiné par le nouvel urbaniste Peter Calthorpe ou encore la ville nouvelle de Masdar aux Emirats Arabes Unis imaginée par l'architecte Norman Foster ont reçu ce label.

[258] "*The matrix is a filter, the lens, by which we view the world and undertake activities. Like one-planet living has its set of criteria, this is our matrix of criteria. We will build our intellectual property on that basis. So, we are setting up an internal Wikipedia that will be based on that matrix. We think that wiki is the best way to actually collect data because we move too quickly to be writing books that work for us because they take too long and are out of date by the time we publish them! And actually, we have a lot of different*

Figure 19 : La matrice du capital communautaire

Source : www.princes-foundation.org/community-capital [consulté le 04.10.11]

projects of different scales so all we need to do is capture very quickly snapshots of that information and keep it live." [Entretien avec Ben Bolgar, *senior design director* à la PFBE, 26.01.11]

Comme il sera exposé plus loin[259], le label CC permet donc à la Fondation de collecter une variété d'informations selon une procédure standardisée qui les rendent compatibles les unes avec les autres. Ce travail « encyclopédique », caractéristique d'un laboratoire ou d'une bibliothèque, produit des savoirs nouveaux, comme le souligne Bruno Latour (1996: 31-32) :

> « Dès qu'une inscription profite des avantages de l'inscrit, du calculé, du plat, du dépliable, du superposable, de ce que l'on peut inspecter du regard, elle devient commensurable avec toutes les autres venus de domaines de la réalité jusque là complètement étrangers. La perte considérable de chaque inscription isolée par rapport à ce qu'elle représente, se paye au centuple par la plus-value d'information que lui donne cette compatibilité avec toutes les autres inscriptions. »

Dans le cas de la Fondation du Prince, cette plus-value d'information représente son expertise qui sera ensuite vendue[260] auprès des autorités publiques, des investisseurs privés ou des organisations de la société civile :

> *« Ce que nous allons probablement faire, c'est offrir un véritable système de certification. Les membres de notre réseau pourront dire : « Nous aimerions avoir le label Capital Communautaire de la Fondation du Prince. » Bien, alors nous devons diagnostiquer la chose : dépendant de l'échelle, cela pourrait coûter 5'000, 7'000 livres sterling. Nous prenons alors notre temps pour bien évaluer le projet. Nos normes, nous les voulons comme un cadre holistique où tout est connecté, comme un système de certification proactif. Nous mobiliserons des personnes, créerons des équipes en amont du projet et fournirons des informations à nos partenaires. Ensuite, nous assemblerons toutes ces informations dans notre matrice, pour être encore plus performant plus tard. C'est donc une marque de fabrique qui dépend de notre volonté de changer les choses, plutôt qu'un système de certification usuel[261]. »*

[259] Voir la section consacrée à la Fondation comme « centre de calcul », page 146 et suivantes.

[260] En tant que qu'organisme caritatif reconnu d'utilité publique (*educational charity*), la PFBE ne peut pas faire de profit à moins de développer un « bras commercial » (*trading arm*), c'est-à-dire une entreprise qui bénéficie du nom et de l'expertise de l'organisme caritatif mais qui est soumise aux règles commerciales présidant la vente d'un service. Le label CC est donc le moyen mis en place par la PFBE pour engendrer un profit substantiel alors que la situation économique du Royaume-Uni oblige les organismes caritatifs à trouver d'autres sources de financement que ceux habituellement obtenus (comme les dons ou les subventions).

[261] "*What we are probably doing is offering effectively like a kite marking system whereby members of the network can say: "We would like to have the Community Capital label from the Prince's foundation." And we would say, "Great". We therefore need to audit this thing which would cost £5'000 - £7'000, depending on the scale of the project. We would need our time to be paid for by them to audit the project properly. Our codes are about a way of approaching things. It's about a holistic framework where everything is connected. We could offer different services to assemble teams for people and then we could give Community Capital matrix the process we're setting up as one of collaboration where we would*

Cette marque de fabrique s'inscrit dans un processus d'institutionnalisation de la doctrine néo-traditionaliste qui a commencé en 1992 avec la création de l'Institut d'architecture du Prince Charles. En 2009, vingt-cinq ans après avoir divisé le monde architectural suite à « l'affaire du furoncle », le Prince se félicitait d'avoir réussi à instaurer la doctrine néo-traditionaliste au Royaume-Uni : ainsi, lorsqu'il fut réinvité par le RIBA pour ses 175 ans (non sans susciter encore la polémique[262]), il loua le pluralisme qui régnait désormais au sein du monde architectural :

> « Je suis désolé si j'ai, d'une quelconque manière, laissé la moindre impression que je voulais lancer une sorte de « guerre des styles » entre les Classicistes et les Modernistes, ou que je voulais faire revenir le monde au XVIII^e siècle. Tout ce que j'avais demandé était d'accorder une place aux approches traditionnelles de l'architecture et de l'urbanisme, et je suis très heureux de voir que, depuis lors, le RIBA a lui-même lancé un groupe pour les praticiens traditionnels[263]. »

Le Prince faisait référence au TAG (*Traditional Architecture Group*), crée en 2002 à l'initiative de Robert Adam, architecte britannique à la tête de la plus grande agence néo-traditionaliste d'Europe[264]. Mais cette place accordée aux partisans de la doctrine princière est toute relative : environ cinquante membres du RIBA font partie du TAG, alors que l'institution des architectes britanniques compte plus de 28'000 membres accrédités[265]. Par ailleurs, le Prince a beau se désoler de cette « guerre des styles » en faisant croire que c'est l'establishment architectural qui l'a comprise ainsi. En 1984, devant un parterre des plus renommés architectes britanniques, il savait très bien dans

---

take them through a process to set their project up in the right way, and then we would give them information. So everything that we've got is best practice from ourselves and our partners and that would be in the boxes of the matrix. We personally don't care really about a hallmark; we just care about effecting the most change." [Entretien avec Ben Bolgar, *senior design director* à la PFBE, 26.01.11]

[262] L'un des architectes du bureau ABK à l'origine du projet d'extension de la National Gallery qui avait été vivement critiqué par le Prince, Peter Arhends, a été l'un des signataires de l'appel au boycott de la conférence du Prince à l'occasion des 175 ans du RIBA. Adressé aux architectes britanniques, cet appel critiquait l'autocratisme du Prince en faisant référence, notamment, à l'annulation du projet de Lord Rogers sur le site de Chelsea Barracks (voir note de bas de page numéro 245). Cette critique de l'interventionnisme princier ne se faisait pas, assuraient les signataires, en raison de questions liées au style architectural, mais en raison du fait que les actions du Prince menaçaient la démocratie. [Boycott Prince's architecture lecture, lettre adressée au quotidien *The Guardian* le 9 mai 2009]

[263] "I am sorry if I somehow left the faintest impression that I wished to kick-start some kind of "style war" between Classicists and Modernists; or that I somehow wanted to drag the world back to the eighteenth century. All I asked for was room to be given to traditional approaches to architecture and urbanism, so I am most gratified to see that, since then, the R.I.B.A. itself has initiated a Group for traditional practitioners." [Discours prononcé par le Prince de Galles pour le 175^e anniversaire du RIBA à la réception organisée au sein du bâtiment de l'institution britannique, le 12 mai 2009]

[264] Au sujet des activités internationales menées par Robert Adam, voir page 217.

[265] [Selon le président du TAG, Alireza Sagharchi, lors de la journée *The Future of Traditional Architecture and Urbanism* qui s'est tenue à Londres, le 9 février 2011, pour les membres du TAG ; selon le site du RIBA pour ses membres - www.architecture.com, consulté le 10.11.11]

quelle croisade il s'engageait. Son intervention n'était ni maladroite – le Prince a démontré par la suite une grande culture en matière architecturale - ni désintéressée - il devait bien désigner, pour défendre sa cause, un groupe contre lequel il se battait, ces fameux « ayatollahs du modernisme » (H.R.H. The Prince of Wales, 1989: 9). Autrement dit, c'est bien un Prince détaché de son devoir de réserve qui a exacerbé une « guerre des styles », certes déjà fortement présente au sein du monde architectural depuis la dissolution des CIAM, mais portée à son apogée par le Prince et son groupe d'architectes, en particulier lors de la création de son Institut d'architecture (PWIA), puis de sa Fondation (PFBE).

Former à la réforme

L'influence de la doctrine néo-traditionaliste sur les villes britanniques se mesure certes à travers le lobbying du Mouvement des villages urbains et le programme gouvernemental de « Renaissance Urbaine » mais aussi, et surtout, aux deux institutions pour lesquelles le Prince a engagé des ressources humaines et financières conséquentes. La première a servi à former une nouvelle génération d'architectes prêts à suivre le programme de réforme urbaine du Prince esquissé dans son manifeste de 1989. La seconde est devenue un « centre de calcul » au service du mouvement néo-traditionaliste à l'influence immobilière et politique grandissante.

Durant les années 1980, le Prince Charles était très critique vis-à-vis des écoles d'architectures, toutes acquises selon lui à la cause moderniste, mais n'avait encore jamais interféré dans les programmes pédagogiques britanniques. Toutefois, il était conscient « que tout activisme politique devrait nécessairement passer par le renouveau de la tradition classique institutionnalisée, afin de former une nouvelle génération d'architectes. » (Jacquet, 2009: 98) Ainsi, dans le prolongement du travail de lobbying engagé avec l'UVG, il annonça le 30 janvier 1992 l'ouverture de son Institut d'Architecture (*Prince of Wales' Institute of Architecture* –PWIA) pour l'automne de la même année. Une première volée d'une trentaine d'élèves intégra alors le PWIA, financé par les fonds de la monarchie, par des subventions étatiques, des dons et les frais de scolarité (Jacquet, 2009: 99). Durant les premières années, les architectes les plus en vue du mouvement néo-traditionaliste, provenant des deux côtés de l'Atlantique[266], y enseignaient (Thompson-Fawcett, 2003a: 258). Cette synergie transnationale s'est affirmée dès la fin du premier trimestre[267] à l'occasion d'un colloque organisé par la PWIA où furent conviés des architectes néo-traditionalistes ainsi que des étudiants, des

[266] Tels que Léon Krier, Andrés Duany, Maurice Culot, Richard Economakis et Demetri Porphyrios.

[267] La première triennale de Bologne, inaugurée par le Prince Charles, venait alors de connaître un certain succès. Cette exposition internationale, organisée en septembre 1992 par l'association italienne *A Vision of Europe*, est à l'origine de la structuration des réseaux internationaux promouvant le modèle néo-traditionnel (à ce sujet, voir page 227 et suivantes).

urbanistes, des promoteurs, des ingénieurs et des journalistes. Il s'agissait alors de réfléchir à une mise en œuvre des principes néo-traditionalistes qui impliquait, selon le directeur Brian Hanson, la coopération de la société dans son ensemble[268]. Cette émulation institutionnelle, « doublée par la sensation de ne pas trouver de support médiatique suffisamment prosélyte » (Jacquet, 2009: 99), incita le Prince Charles à éditer en 1994 un magazine nommé *Perspectives on Architecture*. Le journal servit de tribune pour le Prince et son groupe d'architectes et les bénéfices retirés de sa vente contribuèrent à financer des bourses d'études du PWIA[269]. Ce projet éditorial durera quatre ans jusqu'à la dissolution de l'Institut en 1998.

Avant l'établissement du PWIA, le Prince avait organisé plusieurs écoles d'été, à Oxford et Rome notamment, à l'occasion desquelles Maurice Culot prodiguait déjà ses enseignements. Ces séjours d'étude se poursuivront à la suite de la création du groupe de travail en conception urbaine (*Prince of Wales' Urban Design Task Force*). Grâce aux apports financiers des étudiants et d'investisseurs privés, de fonds nationaux et européens, le groupe partira à l'étranger[270], de 1994 à 1997, dans le but de développer, en quelques semaines et de manière collaborative, de nouveaux plans architecturaux et urbains à partir des trames historiques des villes considérées (Hanson et Younés, 2001). Les bases théoriques de ces exercices reposaient essentiellement sur les approches de Léon Krier et de Christopher Alexander, ces derniers étant souvent présents lors des séjours d'étude. Par ailleurs, de nombreux architectes néo-traditionalistes ont été invités à présenter leurs idées[271]. Ainsi, ce groupe de travail est devenu une sorte de plateforme d'échanges internationaux, comme le souligne l'enseignant Lucien Steil qui a participé à des séjours d'étude en Allemagne :

> *« Brian Hanson, le secrétaire personnel du Prince, a dirigé tous ces programmes de* l'Urban Design Task Force *qui étaient très importants. Tous les ans, il allait en Italie, en France, au Liban, etc. pour faire des workshops avec des étudiants et des professionnels du monde*

[268] "It is the collaborative efforts of society as a whole, not just architects who will make traditional architecture and planning take hold" [Discours inaugural au colloque "New Practice in Urban Design" le 1er décembre 1992, *Architectural Design*, vol. 63, n° 9/10, septembre-octobre 1993]. Parmi les participants figuraient, entre autres, Léon Krier, Maurice Culot, Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk, Demetri Porphyrios, Javier Cenicacelaya, Robert Adam et Quinlan Terry.

[269] [Prince finds the common ground on architecture: Jonathan Glancey attends the launch of a style magazine with a royal perspective on conservation, *The Independent*, 1994, page 17] La première édition du magazine fut publiée à 75'000 exemplaires avant de réduire son tirage à 20'000 exemplaires.

[270] En France (Chinon, Biarritz), en Italie (Viterbo, Caprarola), en Russie (Saint-Pétersbourg), en Allemagne (Potsdam, Berlin) et au Liban (Beyrouth, Sidon). Les étudiants et architectes étaient reçus par des représentants des municipalités, des États, des universités ou du secteur privé.

[271] Tels que Pier Carlo Bontempi, Maurice Culot, Rob Krier, Caroline Mierop, Liam O'Connor, Paolo Portoghesi, Gabriele Tagliaventi et Samir Younès [www.avoe.org/taskforce.html - consulté le 18.10.11].

entier. J'y ai rencontré des gens qui sont devenus par la suite des praticiens traditionnels ou des Nouveaux Urbanistes[272]. »

Cette première période d'institutionnalisation de la doctrine néo-traditionaliste se termina avec les derniers cours donnés par le PWIA en 1997. Comme chaque année, une exposition des travaux des étudiants clôturait l'année académique, et celle-ci faisait régulièrement l'objet de sarcasmes de la part de la presse et des milieux architecturaux. L'exposition de 1996, conjuguée aux rumeurs de divorce entre le Prince et la Princesse de Galles, accentua la pression sur les étudiants (Hardy, 2004). Les responsables de leur formation ne purent les préserver de l'exposition médiatique à la suite du décès de Lady Diana Spencer et décidèrent finalement de fermer le PWIA se rappelle Matthew Hardy, enseignant à la Fondation du Prince :

« En 1997, Lady Diana est décédée et il y a eu énormément de pression sur le Prince de Galles pour diverses raisons. L'Institut d'architecture, qui était déjà très controversé, cessa ses activités, notamment en raison du fait que certains étudiants étaient très exposés face à la presse, ce qui n'était pas particulièrement utile pour leur formation[273]. »

« Mais l'organisation, telle l'hydre qui semble morte et enterrée à chaque fois que sa tête est coupée, survécut[274]. » (Hardy, 2004) Le Prince Charles fit profil bas durant une année, puis fusionna les différentes initiatives qu'il avait auparavant menées en une fondation : la Fondation du Prince pour l'environnement construit (*The Prince's Foundation for the Built Environment* –PFBE)[275]. Il en expliquera les buts dans un article publié dans l'hebdomadaire conservateur *The Spectator* :

« Ma nouvelle Fondation sera moderne, mais non moderniste. Sa culture et ses valeurs reposeront sur le respect des techniques traditionnelles au sein des disciplines architecturales, urbanistiques et artistiques. Elle encouragera aussi les innovations et des compétences tout à fait modernes. Elle ne tolérera pas le pastiche, ni le déni du passé, ni la mégalomanie tape-à-l'œil qui masque souvent une conception créative. Elle continuera d'être,

[272] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11]

[273] "*In 1997, there was the death of Diana. There was a lot of pressure on the Prince of Wales for various reasons. The Institute of architecture, which was already controversial, went out. In a way, it exposed some of the students to a lot of exposure to the press, which is not particularly helpful for young students."* [Entretien avec Matthew Hardy, 16.11.10]

[274] "But the organisation tended to arise, Hydra-like, every time it had apparently been killed off and laid to rest. " (Hardy, 2004)

[275] La fusion concerna le PWIA, l'UVG (devenu le forum pour les villages urbains), les écoles d'été du Prince et un groupe de travail en conception urbaine. En parallèle à ces différentes initiatives, le Prince avait aussi créé deux fondations *The Phoenix Trust* et *Regeneration Through Heritage* qui fusionnèrent en 2006 sous le nom *The Prince's Regeneration Trust.* Cette organisation caritative travaille spécifiquement à promouvoir la conservation du patrimoine et la revalorisation des sites industriels et historiques du Royaume-Uni. Au contraire de la PFBE, elle n'est pas un lieu de formation ou de débat concernant l'architecture néo-traditionaliste [www.princes-regeneration.org – consulté le 25.10.11].

de mon point de vue, ce qui représente le meilleur de la modernité associé au meilleur de la tradition[276]. »

Situé à Londres, dans le quartier de Shoreditch, le bâtiment de la PFBE abrite aujourd'hui quatre filiales : l'entreprise de consultation en conception urbaine (*Community Capital Limited*), l'école de dessin (*Prince's Drawing School*), l'école des arts traditionnels (*Prince's School of Traditional Arts*) et le réseau international pour la construction, l'architecture et l'urbanisme traditionnels (*International Network for Traditional Building, Architecture and Urbanism* – INTBAU). La première filiale est une société de service dédiée à l'expertise urbanistique[277], les trois autres sont des œuvres de charités poursuivant des programmes pédagogiques et mettant en relation des experts nationaux et internationaux en matière d'architecture et d'urbanisme néo-traditionalistes. À elles quatre, ces filiales réunissent 81 employés et 3'017 membres[278].

Pour les membres de la PFBE, il s'agit « de comprendre et d'appliquer, de manière durable, des principes éprouvés par le temps afin d'améliorer la santé publique, de recréer des rues vivantes et sûres et de promouvoir un style de vie accessible à toutes les familles et tous les individus[279] . » Le caractère morpho-déterministe des activités de la Fondation est donc assumé, de même que son ambition réformatrice, comme le précise le directeur en charge de la conception urbaine Ben Bolgar :

« La façon dont nous voyons le monde est très similaire à un modèle d'innovation. Nous n'existons vraiment que pour apporter des changements positifs. Si tout allait bien, nous fermerions la Fondation et rentrerions chez nous. Alors ce que nous faisons, c'est d'identifier

[276] "My new Foundation will be modern, but not modernist. Its values and culture will respect traditional techniques in the disciplines of architecture, design and the building arts, but will also encourage innovation and utterly modern applications of these skills. It will not tolerate pastiche, but neither will it deny the past or celebrate the brash megalomania which sometimes masquerades as creative design. It continues to be my view that the best of modernity flows from the best of tradition." [HRH The Prince of Wales, Why I'm Modern but not Modernist, *The Spectator*, 8 août 1998]

[277] Cette « branche commerciale » (*trading arm*) de la PFBE gère la propriété intellectuelle du *Community Capital* et d'*Enquiry by Design*, deux marques déposées concernant respectivement la certification de l'environnement construit et les processus participatifs menés par la Fondation.

[278] Selon les derniers rapports financiers de la PFBE et de l'INTBAU [www.charity-commission.gov.uk – consulté le 27.10.11]. Les 3'017 membres sont ceux de l'INTBAU qui est la plus grande institution internationale représentant le mouvement néo-traditionaliste (à ce sujet, voir page 236 et suivantes). La PFBE est à la fois un organisme caritatif reconnu d'utilité publique *(educational charity*) enregistré au Royaume-Uni et une entreprise à responsabilité limitée (*company limited by guarantee)* enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles. La PFBE est l'un des 20 organismes caritatifs dont le Prince est le président ou le mécène, la totalité de ces organismes représentant la plus grande œuvre de charité du Royaume-Uni.

[279] "We believe that if we can understand and apply time-tested principles, building once more in a sustainable way, we will reap improvements in public health, in livelier and safer streets and in a more affordable lifestyle for families and individuals." [Selon les buts de la PFBE, présentation par Matthew Hardy le 18.10.10]

une brèche, quelque chose qui n'a pas été fait correctement ou une situation dont nous pourrions tirer des enseignements. À partir de là commence notre activité de recherche fondamentale[280]. »

Le modèle d'innovation dont parle Ben Bolgar suit un « cycle de production » semblable à celui d'un laboratoire, partant de recherches fondamentales dont les résultats sont testés et comparés à l'implantation de ces résultats consolidés dans un environnement qui informera en retour les activités de recherches appliquées. Une fois ce cycle achevé, les produits qui en résultent (que cela soit une technique de construction, un type d'aménagement urbain ou un processus participatif) sont ensuite mis en circulation sur le marché qui, à nouveau, éclairera la pratique du laboratoire. Par ailleurs, les documents et autres inscriptions fabriquées à chacune de ces étapes sont rassemblés par la PFBE et serviront aux enseignements prodigués par l'institution britannique :

« Nous menons des programmes pédagogiques spécifiques où nous allons dans des villes et collectons diverses informations et données sur place. Par exemple à Poundbury, nous avons mené durant deux ans ce que nous appelons « les séries de Poundbury » : nous avons filmé toutes les personnes-clés qui ont été impliquées dans le projet et avons produit des DVD. Tout cela, nous espérons le transformer en une ressource électronique afin que les étudiants de différents pays puissent y accéder. À Upton, nous avons aussi recueilli tous les portfolios et projets, et un centre de documentation est en cours de construction là-bas. C'est ainsi que notre modèle fonctionne[281]. »

À l'instar d'un laboratoire, la PFBE apparaît donc comme un site où sont accumulées et agencées de manière cohérente diverses connaissances, autrement dit et selon la terminologie de Bruno Latour (1996: 32), comme un « centre de calcul » où sont concentrées des inscriptions commensurables les unes avec les autres. Ce travail de coordination des connaissances est effectué par la PFBE à partir de trois activités complémentaires : la création de procédures standardisées pour récolter des informations compatibles et comparables, la constitution d'une archive centralisée selon

[280] "*The way we think about the world is very similar to a kind of innovation model. We only really exist to effect positive change. If everything was fine we would close the Foundation and go home. So what you do is that you identify a gap: something that's not being done well or properly or something that we could learn or make better. And that may be then effectively done with some pure research and development.*" [Entretien avec Ben Bolgar, 26.01.11]

[281] "*We run executive educational programmes where we take people to the town and then we collect information and data on those places. So, for instance, on Poundbury we ran for two years this thing called the 'Poundbury Series' where we got all the key people involved. We filmed it and then we have the DVDs. And then we're hoping to turn that into an online resource so that students from different countries can access that information. In Upton we collected all the portfolio and projects there and there's a resource centre that's now being built in Upton. So this is the way that the model goes*." [Entretien avec Ben Bolgar, 26.01.11] Au sujet de la réalisation du village urbain nommé Upton, voire l'Encadré 3.

les critères de qualité du label « Capital Communautaire » et la diffusion de ces connaissances de façon rationnelle et éducative. Les rapports établis par l'institution britannique entre différentes inscriptions (des textes, des dessins, des plans, des schémas techniques, etc.) produit alors des savoirs nouveaux qui informeront les pratiques architecturales et urbanistiques.

Au Royaume-Uni, le laboratoire néo-traditionaliste fonctionne donc selon un va-et-vient entre les centres de calcul de la PFBE et ses terrains d'observation. De fait, cette mobilisation du monde permet, en retour, d'agir à distance sur celui-ci (Latour, 2005: 535). Car, en parallèle au processus « tourbillonnaire » qui permet de fabriquer des « innovations » se greffent deux variables indispensables à leur adoption au-delà des cercles réformateurs : les politiques urbaines et l'économie de la construction. En expliquant le modèle d'innovation de la PFBE, Ben Bolgar souligne que :

> *« D'un côté, il y a évidemment la politique et le gouvernement. À travers nos meilleures pratiques et la livraison de nos projets, nous avons par exemple réussi à faire en sorte que les régulations urbanistiques [coding] et les plans directeurs [master-planning] fassent partie du langage commun et, finalement, de la planification gouvernementale. On pourrait presque dire que le gouvernement emprunte notre procédure participative* Enquiry by Design *: celle-ci est mentionnée dans son livre blanc comme un modèle de consultation publique. De l'autre côté, il y a les investisseurs et leurs placements. Des personnes peuvent investir en tant que donateur ou partenaire, par exemple dans le cadre de notre projet de « maison naturelle » qui, une fois réalisé, peut représenter une certaine valeur commerciale[282]. »*

La réalisation exemplaire d'Upton [Encadré 3[283]] illustre l'adoption politique des procédures urbanistiques mises en place, et pour certaines brevetées, par la PFBE. Ce village urbain, de type TND, a fait l'objet d'un partenariat entre l'agence nationale de régénération urbaine (*English Partnerships*), propriétaire du terrain, et la Fondation du Prince. Quant au projet de « maison naturelle » [Encadré 4], il démontre le positionnement stratégique de la Fondation au sein de l'économie de l''éco-construction.

---

[282] "*Obviously, on one side there's policy and government. So, for instance, through our best practice and delivery in projects, we managed to get coding and master planning – something that was common speech - and you had to do it as it was part of government planning. One could almost say that the way the government is going is an* Enquiry by Design*: it is actually mentioned in the government white paper as an exemplar of community consultation. One the other side, there is investment and investors. So people might invest as donors and partners in, let's say, building the natural house because there might be some value that we can start building natural houses on site up.*" [Entretien avec Ben Bolgar, 26.01.11]

[283] Les éléments de l'Encadré 3 sont tirés de l'ouvrage édité par Peter Neal (2003b), de l'étude de cas faite en 2006 par l'*Energy Saving Trust* (*Creating a sustainable urban extension – a case study of Upton, Northampton*) et de l'édition 2007 de l'*Urban Design Compendium* (une publication de référence au Royaume-Uni éditée par l'*English Partnerships* et la *Housing Corporation* en collaboration avec les bureaux *Llewelyn-Davies* et *Alan Baxter and Associates*).

Encadré 3: Upton, un projet pionnier

À l'ouest de la ville anglaise de Northampton se trouve le village urbain d'Upton, en cours de construction depuis 2003. Sur 44 hectares de terrains agricoles, le plan directeur prévoit de développer près de 5'000 logements, dont environ 22% alloués à des logements sociaux (répartis de manière indifférenciée au sein de l'ensemble), ainsi qu'une école primaire, des terrains de sport, des commerces et autres aménités sociales. Ce village urbain est considéré comme exemplaire par la PFBE pour trois raisons.

Premièrement, le plan directeur a fait pour la première fois l'objet du processus participatif breveté par la PFBE (*Enquiry by Design*). Après une enquête préliminaire en 1999, quatre jours d'ateliers ont été menés en 2001 avec le propriétaire du site, les autorités publiques, diverses agences environnementales, les consultants de la PFBE (dont Paul Murrain) et les résidents potentiels. Cette procédure a fait émerger plusieurs demandes qui ont été intégrées au plan directeur : entre autres, une variété de types de logement selon des densités élevées, une rue et une place principales servant de repère urbain, des commerces locaux, l'amélioration des transports publics et des accès piétonniers, une conception architecturale reflétant les styles vernaculaires et la création d'un système de drainage innovant.

Deuxièmement, Upton est aussi le premier projet de village urbain à avoir d'emblé lié un processus participatif à l'élaboration de régulations urbaines (*design codes*). Ces régulations concernent l'ensemble de la forme urbaine (îlots, rues, traitements des limites), la conception des bâtiments et des espaces publics (qualité des matériaux, restriction des hauteurs à quatre étages maximum, harmonie d'ensemble), les types de bâtiments et de leurs usages ainsi que les normes environnementales. Ces régulations plutôt conciliantes (elles peuvent évoluer au gré des phases du projet et une diversité des styles architecturaux est encouragée) ont permis d'accélérer le développement du projet et de garantir la cohérence de celui-ci à travers le temps.

Troisièmement, le site se trouve sur une zone inondable et, de fait, a représenté pour les concepteurs du projet un défi en termes d'aménagement urbain durable. Suite aux inondations que connut Northampton en 1998, il était prioritaire pour le propriétaire de créer, dès le début du projet, un système de drainage durable (*Sustainable Drainage System*) qui permettrait de limiter et de contrôler les écoulements de surface à travers, notamment, des trottoirs perméables, des toits végétalisés, des étangs et autres bassins de rétention. Par ailleurs, des panneaux solaires, la récupération des eaux usées et des centrales à production combinée de chaleur et d'électricité participent à la qualité environnementale du projet. De nombreuses maisons répondent aux standards *Zero Energy Development* (ZED) et la deuxième phase de développement a gagné en 2007 le prestigieux prix *Ecohomes Award* décerné par le *Building Research Establishment* (BRE).

L'« investissement réformateur » (Topalov, 1999a) des membres de la PFBE s'observe donc dans leur capacité à conquérir de plus en plus de places fortes, en l'occurrence les cénacles politiques et l'industrie de la construction. Comme le rappelle Latour (2006: 63-64) à propos des centres de calcul, « inventer des dispositifs qui mobilisent les objets du monde, maintiennent leur forme et puissent s'inspecter du regard » n'est pas suffisant : « Il faut surtout que toutes ces formes puissent se combiner à loisir et se retravailler de telle sorte que celui qui les accumule dispose d'un surcroît de pouvoir. Alors, et alors seulement, certains points deviennent des centres capables de dominer sur une grande échelle. » C'est ainsi que le Prince Charles, après avoir rassemblé durant les années 1990 les expertises nécessaires à son programme de réforme, a pu *étendre* le laboratoire de sa Fondation[284] en s'adjoignant le concours du gouvernement, d'une part, et celui d'entreprises de la construction, d'autre part.

Christian Topalov (1999a) a montré qu'au tournant du XX^{e} siècle l'action réformatrice a fait quelques fois naître ses propres circuits économiques : dans le cas de l'urbanisme, des bureaux d'architectes ont ainsi trouvé une nouvelle niche professionnelle où faire connaître et reconnaître leur expertise et, surtout, générer des flux financiers. Selon cette perspective, « l'investissement réformateur est un détour de production qui finit par créer une industrie nouvelle. » (Topalov, 1999a: 465) Dans le cas présent, cette économie de la réforme s'observe à travers la promotion de l'usage de matériaux traditionnels dans le domaine de la construction écologique. Durant de nombreuses années, le département « recherche et développement » de la PFBE a travaillé avec les apprentis, artisans et étudiants de la Fondation à développer des matériaux à haute performance environnementale et faible empreinte écologique. L'aboutissement de ce projet, qui a reçu le soutien de trois agences privées reconnues dans le domaine de l'éco-construction, dont *Building Research Establishment*[285], a été la construction d'un prototype d'une « maison naturelle » (*Natural House*) destinée au marché immobilier britannique [Encadré 4[286]].

[284] C'est-à-dire passer d'un « laboratoire restreint » à un « laboratoire étendu » au sens de Michel Callon (1988a: 13) car « la force de travail du laboratoire ne se limite pas aux seuls chercheurs et techniciens qui se trouvent sur la liste de ses effectifs. Elle inclut également tous les interlocuteurs et partenaires plus ou moins rapprochés des membres du laboratoire qui, bien qu'ils ne participent pas directement à son activité, jouent un rôle souvent important dans la définition du contenu des recherches, dans l'orientation des programmes, voire dans l'évaluation des résultats. »

[285] Ancienne agence gouvernementale privatisée en 1997, ce groupe est actif, au Royaume-Uni comme à l'étranger, au niveau de la recherche, du conseil et de l'évaluation dans le domaine des bâtiments et travaux publics, notamment au niveau des normes de sécurité et des normes environnementales [www.bre.co.uk – consulté le 01.11.11].

[286] Les sources d'information concernant ce projet proviennent du site Internet de la PFBE [consulté le 18.10.11] et de la présentation faite par James Hulme, directeur des relations publiques de la PFBE, lors de la journée *The Future of Traditional Architecture and Urbanism* [co-organisée par l'INTBAU à Londres, 09.02.11].

Encadré 4: « Original green », la maison idéale du Prince

Au printemps 2011 s'est tenu à Londres l'exposition de la maison idéale (*Ideal Home Show*). À cette occasion, la PFBE a présenté son premier prototype d'habitation durable [Figure 20] le but étant de démontrer qu'il est possible de construire de tels logements sans recourir à une architecture moderniste impliquant l'usage de technologies sophistiquées. Ce modèle de type pavillonnaire est l'une des versions actuellement testées au nord-ouest de Londres avec la collaboration du *Building Research Establishment* : « *Ces maisons sont habitées pour un temps et une batterie de test y est effectuée. L'objectif est de créer un changement de paradigme en matière d'éco-construction*. » [Entretien avec Ben Bolgar, 26.01.11]

La maison idéale du Prince a une surface de plancher de 114 m^2 comprenant deux étages où sont disposés : trois chambres à coucher, trois salles d'eau, un salon, une salle à manger et une cuisine. Un balcon et un petit jardin parachèvent l'ensemble. Le toit et le plancher sont pourvus d'isolation thermique à base de chaux et de chanvre, ainsi que de laine de mouton. L'ossature est en bois et les murs sont faits de briques d'argile. Une chaudière à bois assure le chauffage. Une pompe à chaleur de type air/air et des panneaux photovoltaïques, invisibles depuis la rue, font l'appoint. Par ailleurs, le système de ventilation est passif. La maison est ainsi de niveau 4 par rapport aux normes britanniques de durabilité en la matière (*Code for Sustainable Homes*), le niveau 6 étant le plus élevé.

Sept principes sous-tendent la conception d'une telle maison : l'usage de matériaux naturels à faible empreinte carbone, l'aménagement de rues sûres et confortables, l'adaptabilité des logements sur le long terme, le goût pour l'artisanat et l'esthétique traditionnelle, la valorisation de l'économie locale, le recyclage du mobilier domestique et, finalement, la promotion de la ventilation naturelle. Plus généralement, ce prototype, résultat de plusieurs années de recherches appliquées, est une alternative à l'idéologie progressiste de l'industrie de la construction où le *high-tech* est synonyme de durabilité. De part et d'autre de l'Atlantique, les architectes néo-traditionalistes condamnent cette tendance contemporaine en la qualifiant de « *greenwashing* » (Adam, 2010) ou de « *gizmo green* » (Mouzon, 2010) et lui préfèrent la notion d'« *original green* », comme le souligne Andrew Georgiadis, architecte exerçant à Miami : « *L'*original green*, c'est considérer ces modestes bâtiments historiques construits avec des ressources limitées, où les gens n'avaient que peu d'énergie pour se chauffer. Généralement, ces bâtiments étaient extrêmement sensibles par rapport à leur environnement : ils ne prenaient pas plus d'énergie qu'ils n'en donnaient. Nous nous battons donc contre l'idée qu'il faut être futuriste pour être écologique, comme par exemple dépendre d'ordinateurs pour régler des températures*. » [Entretien, 21.04.10] C'est contre cette forme dominante de scientisme environnemental que lutte la Fondation du Prince en promouvant, somme toute, une écologie *low-tech* appliquée à la construction populaire.

Figure 20 : « The Prince's House », prototype d'habitat durable

Source : photo de Richard Ivey, 2011 [www.princes-foundation.org – consulté le 17.10.11]

Pour conclure, l'entrée sur la scène architecturale du Prince de Galles il y a une trentaine d'année a permis au mouvement néo-traditionaliste d'implanter au Royaume-Uni, pour la première fois de manière durable, un laboratoire urbain où ses membres ont pu résister à la critique des cercles professionnels et susciter l'intérêt des milieux politiques et des entreprises privées. Beaucoup d'architectes néo-traditionalistes avaient espéré que la Fondation du Prince devienne « *une plaque tournante* », comme ce fut le cas avec les AAM à Bruxelles[287], ou du moins un « *rouage* » au sein d'un mouvement « *qui s'ouvrirait vers le monde et, en retour, attirerait le monde*[288]. » Mais cette ouverture internationale ne s'est pas réalisée par l'entremise de la Fondation qui se concentra finalement sur les réformes politiques et économiques de l'urbanisme britannique[289]. Ce laboratoire a certes permis de populariser le fait que la composition architecturale et urbaine soit encadrée par des réglementations rigoureuses et qu'elle

[287] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11]
[288] [Entretien avec Paul Murrain, 10.01.11]
[289] Il est d'ailleurs à noter que l'essentiel des projets menés par la PFBE se trouvent au Royaume-Uni (50) contre deux en Chine et seulement un dans quelques pays (Suisse, États-Unis, Jamaïque, Haïti, Equateur, Arabie Saoudite). [www.princes-foundation.org/our-work/projects - consulté le 05.08.11]

fasse l'objet de processus participatifs. Ces idées ne sont bien sûr ni nouvelles, ni le seul apanage du Prince - son plus grand détracteur, Richard Rogers, les avait prescrites en 1999 dans son rapport sur la renaissance urbaine – mais elles trouvent une étonnante convergence avec les politiques urbaines engagées par le premier ministre Tony Blair au tournant du XXIe siècle. Par ailleurs, en devenant un « centre de calcul » au service d'un label néo-traditionaliste (le capital communautaire) et de l'architecture durable *low-tech*, la Fondation a consolidé et étendu ses domaines d'activités. Cela n'a été possible, selon certains architectes, qu'en raison de la mainmise du Prince sur l'organisation du laboratoire et des valeurs qu'il promeut : « *La Fondation est une structure très complexe associée au Prince et y travailler n'est pas évident. C'est un système qui a une certaine pesanteur : il y a la cour royale, il y a la presse anglaise, il faut faire attention à tout ce qu'ont dit et à ce qu'ont fait*[290]. »

La plateforme idéologique qu'est la Fondation du Prince apparaît comme le seul mouvement d'urbanisme au monde où la royauté joue un rôle fortement structurant en défendant des valeurs qui lui sont spécifiques (tant socialement qu'architecturalement) : le respect de la hiérarchie, des codes et des bonnes manières, le bon goût esthétique se fondant sur l'essence supposée de la nation ou encore la continuité historique de traditions immuables. D'autres valeurs, plus populaires et pro-artisanales, ont toutefois complété l'orthodoxie princière au cours du développement du laboratoire néo-traditionaliste britannique, notamment la participation citoyenne et l'éco-construction. Ce positionnement stratégique au sein du marché de l'urbanisme permet ainsi de conquérir de plus en plus de places fortes – en témoigne, par exemple, l'acceptation, ou du moins la considération, grandissante des théories du Prince Charles au sein du RIBA trente ans après « l'affaire du furoncle » - et ainsi de gagner la légitimité professionnelle nécessaire à l'entreprise réformatrice de la Fondation du Prince. En définitive, il apparaît que la première forme d'organisation pérenne du mouvement néo-traditionaliste est le fruit d'une centralisation des ressources et des moyens au sein d'un laboratoire monolithique, alors que la seconde forme d'organisation du mouvement, avec la constitution du Nouvel Urbanisme outre-Atlantique, donnera lieu à un laboratoire socialement hétérogène et professionnellement plurivoque.

[290] Selon une source qui a voulu rester anonyme.

LE NEO-TRADITIONALISME AMERICAIN

Contrairement au Royaume-Uni où une nouvelle conception urbanistique a été promue de manière paternaliste par le Prince Charles ou par des agences gouvernementales, le Congrès pour le Nouvel Urbanisme (*Congress for the New Urbanism* –CNU[291]) a été, dès sa fondation, une institution militante dont les principes ont été développés de manière décentralisée par des partisans aux positions intellectuelles diversifiées (Hebbert, 2003: 204-205). Certes, ce mouvement d'urbanisme peut compter sur ses « gourous persuasifs » - notamment les deux principaux chefs de file Andrés Duany et Peter Calthorpe - mais la circulation de ses principes, aux États-Unis comme à l'étranger, repose avant tout sur l'engagement de ses zélés fidèles et organisations affiliées (McCann et Ward, 2010: 180). La coalition d'intérêts regroupés sous la bannière du Nouvel Urbanisme – un terme générique désignant avant tout la critique de la dépendance à l'automobile et du zonage fonctionnaliste caractéristiques de l'urbanisme américain de l'après-guerre (Talen, 2000a: 223) – fonctionne donc plus comme un mouvement social hétérogène que comme un groupe articulant de manière univoque des solutions architecturales et urbanistiques (Falconer Al Hindi et Till, 2001).

Cette dynamique collective contrastée – qui ne se retrouve ni dans le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne, ni dans le mouvement néo-traditionaliste britannique – est au cœur de la présente section consacrée au Nouvel Urbanisme et à sa mouvance néo-traditionaliste. Pour ce faire, je retracerai tout d'abord les origines de ce mouvement de réforme urbaine en analysant, d'une part, le rôle joué par certains protagonistes durant la formation du CNU et, d'autre part, le fonctionnement de celui-ci depuis son institutionnalisation en 1993. Dans un deuxième temps, je discuterai du compromis intellectuel trouvé par les membres du CNU pour unifier leurs actions contre l'étalement urbain américain (*urban sprawl*). Ce pacte, signé en 1996, a été formalisé en une charte d'urbanisme qui n'a toutefois pas trouvé grâce aux yeux de Léon Krier pour des questions de style architectural et de densité urbaine. Finalement, je m'intéresserai aux caractéristiques et à la géographie de l'approche *Traditional Neighborhood Development* (TND) à travers deux de ses réalisations emblématiques : Seaside et Celebration, toutes deux situées en Floride. Ces deux espaces, respectivement édifiés par un entrepreneur visionnaire – Robert Davis - et une puissante multinationale – la *Walt Disney Company* (WDC) – ont fait l'objet des principales critiques à l'égard du néo-traditionalisme américain.

[291] À l'instar des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM), le CNU désigne à la fois l'institution promouvant les principes du Nouvel Urbanisme et les congrès organisés par celle-ci.

Articuler ainsi mon propos permettra d'ouvrir la « boîte noire » (Latour, 2005: 319-320) du Nouvel Urbanisme, autrement dit de mettre à jour le travail de laboratoire qui a permis de rendre progressivement les principes que ce mouvement prône comme des faits bien établis, non questionnables, ou du moins comme « relevant du bon sens » tant pour ses partisans que pour les novices qui s'associeront en cours de route à ce collectif[292]. Décrire les stratégies des acteurs qui ont construit cette boîte noire, et en comprendre le fonctionnement interne, n'a véritablement été entrepris que par Aaron Passell (2007) qui a analysé le Nouvel Urbanisme *en train de se faire* plutôt qu'une fois fait. Une telle démarche permet notamment de comprendre que le CNU n'est pas une institution monolithique, que ses représentants ne partagent pas forcément ni les mêmes idées, ni les mêmes intérêts, et que les nouvelles conceptions urbanistiques produites dans ce cadre ne sont pas uniquement l'œuvre de quelques architectes avisés. La constitution du Nouvel Urbanisme a été un immense travail collectif et, de ce fait, a impliqué – selon le vocabulaire de la sociologie de la traduction - que divers alliés se disciplinent les uns avec les autres pour qu'un « réseau de contraintes et de ressources » (Bagla-Gökalp, 2000) puisse être articulé en un « tout organisé » (Latour, 2005: 319).

Ré-imaginer les banlieues

« L'innovation, c'est l'art d'intéresser un nombre croissant d'alliés qui vous rendent de plus en plus fort. » (Akrich et al., 1988b: 17) Le succès d'une innovation – et le modèle néo-traditionnel en est une dans le contexte de la conception des villes américaines - dépend de la participation active de tous ceux qui sont décidés à la faire avancer. Aux États-Unis, seul pays au monde qui concentre autant de projets répondants aux standards TND, la réussite commerciale d'une telle activité collective est due au fait que les réformes engagées à l'aune du Nouvel Urbanisme ont porté sur la refonte des banlieues résidentielles, sans toutefois souffrir d'une opposition populaire généralement rencontrée lorsque l'avant-garde architecturale ou les élites politiques formulent des critiques similaires (Passell, 2007: 130). En effet, les partisans du modèle néo-traditionnel ont réussi de manière très pragmatique à valoriser spatialement la notion de « communauté », non pas en déconsidérant la banlieue vis-à-vis d'un centre-ville censé être plus authentique, mais en lui attribuant les caractéristiques des petites villes américaines d'antan (Passell, 2007: 134-135). Là réside la véritable innovation– « ré-

[292] Au cours des entretiens que j'ai menés - soit avec des architectes représentant le mouvement, soit avec des autorités publiques ayant adopté ses principes – les personnes interrogées au sujet des raisons de leur engagement pour le Nouvel Urbanisme ont souvent invoqué « le sens commun » concernant leur pratique ou « une certaine normalité » concernant les formes construites. Cette forme de naturalisation d'un ordre socio-spatial se retrouve aussi dans le manifeste du Prince de Galles (1989). Selon lui, la conception d'une ville est, somme toute, affaire de bonnes manières : c'est en respectant les normes (architecturales, urbanistiques et finalement sociales) qu'il est possible d'organiser une vie civile agréable.

imaginer la banlieue, ne pas la réinventer[293] » - d'un mouvement dont l'ambivalence le rend unique au regard de l'architecture et de l'urbanisme contemporains (Dutton, 2000: 11-12):

> « C'est un mouvement modeste, dont les membres n'ont dessiné qu'une portion du développement urbain contemporain, mais il a pourtant un grand impact. C'est essentiellement un mouvement architectural ; cependant, il dépend des alliances et de la coopération avec d'autres professions (notamment avec des ingénieurs, des urbanistes et des promoteurs). Il critique le développement urbain actuel en tant que traduction simpliste des réglementations suburbaines ; toutefois, il promeut ses propres normes dans l'espoir d'établir de nouvelles règles. C'est un mouvement intrinsèquement conservateur ; néanmoins, il transforme de manière stimulante et radicale la façon dont les États-Unis sont construits. Il est antihéroïque ; cependant, il engendre des maîtres visionnaires et des disciples. Enfin, il se présente comme antimoderne mais il fait pourtant fondamentalement partie des plus grands projets modernes de réforme[294]. »

« *Rétrospectivement,* se souvient Elizabeth Plater-Zyberk à propos du CNU, *tout cela s'est agencé d'une manière que nous n'aurions pas pu prévoir[295].* » La doyenne de l'École d'architecture de l'Université de Miami, par ailleurs co-fondatrice du CNU et co-directrice de l'agence DPZ & Company, souligne ici le caractère indéterminé des origines d'une innovation, en l'occurrence le modèle néo-traditionnel américain. Souvent, « on se plaît à imaginer que, comme toute histoire dramatique, l'innovation a un début et une fin, un point de départ et un point d'arrivée. » (Callon, 1994: 5) Ainsi, Ebenezer Howard proclamait en 1898 que l'idée de la cité-jardin était nouvelle et de son cru, alors que Françoise Choay (1965) et Peter Hall (2002) ont démontré que ce type de proposition avait été énoncée plus tôt et ailleurs qu'en Angleterre[296]. De fait, lorsqu'une idée est traduite en action, les personnes impliquées ont tendance à reconstruire ses origines autour d'un mythe fondateur (Czarniawska, 2009: 426).

---

[293] « Reimagining Suburbia, Not Reinventing It » tel est le titre d'un chapitre de la thèse de Passell (2007: 128) consacré au « réalignement pragmatique » caractéristique des stratégies réformatrices du CNU.

[294] "It is a small movement, whose members have designed only a fraction of contemporary development, yet has a large impact. It is primarily an architectural movement, yet depends on the alliance and cooperation of other professions (particularly engineers, planners and developers). It is critical of current development as the simplistic translation of suburban conventions, yet promotes its own standards in the hope of enabling new conventions. It is an inherently conservative movement, yet is radically challenging and changing the way America builds. It is anti-heroic, yet produces leaders with vision and followings. Finally, it presents itself as anti-modern, yet is fundamentally part of the larger modern project of reform." (Dutton, 2000: 11-12)

[295] "*In retrospect, it all adds up in ways that we couldn't have predicted*." [Entretien avec Elizabeth Plater-Zyberk, 22.04.10]

[296] Par exemple, l'idée d'édifier des villes dont la population serait limitée et entourées d'une ceinture verte se retrouve notamment chez Claude Nicolas Ledoux, Robert Owen et Pierre Kropotkine (Hall, 2002: 92)

Aux États-Unis, le modèle néo-traditionnel n'échappe pas à cette forme de dramaturgie : après avoir écouté une conférence de Krier à Miami, Andrés Duany aurait changé sa pratique professionnelle, puis dessiné avec sa femme le plan de Seaside, une station balnéaire qui deviendra le mythe fondateur du Nouvel Urbanisme. Cette histoire[297] célèbre le génie de quelques architectes ainsi que les qualités intrinsèques d'une idée afin d'expliquer l'apparition d'une telle innovation sur le marché immobilier américain. Toutefois, et comme il sera exposé ci-dessous, « (...) l'innovation est produite par des collectifs qui capitalisent le travail d'une myriade d'autres collectifs » (Callon, 1994: 7) et son succès repose sur « sa capacité à susciter l'adhésion de nombreux alliés (...) » (Akrich et al., 1988a: 14). Selon cette perspective, les réformes engagées par Duany n'ont été possibles que parce qu'il a été un homme de relations publiques recrutant ses troupes, s'équipant d'outils et de documentations et mobilisant les fonds nécessaires à son entreprise. Et s'il faut quand bien même trouver un début à cette épopée, c'est plutôt lors du « Grand Tour » des villes américaines organisé à la fin des années 1970 par l'architecte Peter Eisenman. Ce dernier, farouche opposant à la doctrine néo-traditionaliste de Léon Krier[298], a été l'acteur involontaire des premières sensibilisations du couple DPZ à l'architecture urbaine, cet intérêt n'ayant pas été éveillé durant leur formation à l'Université de Princeton, puis à celle de Yale[299] :

> *« La première fois où nous avons rencontré Léon Krier a été lorsque l'Institut d'architecture et d'études urbaines de New York – que Peter Eisenman a fondé et dirigeait à l'époque – a invité un groupe d'architectes européens pour visiter les villes américaines. Avec Andrés [Duany], nous étions déjà établis à Miami et avons invité cinq de ces architectes : Rob et Léon Krier, Rem Koolhaas, Elia Zenghelis et Massimo Scolari. Ça a été comme le premier lancement d'idées urbanistiques. Rem écrivait son livre « New York Délire », Léon commençait à parler du quartier et ses premiers écrits étaient publiés. Nous avons alors pensé que ce qu'il disait sur la reconstruction de la ville européenne pouvait s'appliquer aux*

[297] Exposée dans l'avant-propos, page 5 et suivantes.

[298] En 1977 se tient à l'Université de Princeton un débat entre les deux architectes qui fera date dans l'histoire de l'architecture postmoderne. 25 ans plus tard, Krier et Eisenman se prêtèrent à nouveau au jeu, cette fois-ci à l'Université de Yale, afin de souligner le dualisme persistant entre architecture classique et moderne (Davidson, 2005).

[299] Les deux architectes se sont rencontrés à l'École d'architecture de l'Université de Princeton dont le cursus n'accordait que peu d'importance aux théories urbaines culturalistes et classicistes. Ce n'est que de manière autodidacte que le couple s'est ouvert peu à peu au *Garden Cities Movement* et au *City Beautiful Movement,* respectivement à travers les œuvres de l'architecte américain John Nolen et de l'architecte allemand Werner Hegemann [Entretien avec Elizabeth Plater-Zyberk, 22.04.10]. Nolen et Hegemann sont aujourd'hui considérés comme des références incontournables par les néo-traditionalistes américains.

banlieues américaines. Les mêmes problématiques se présentaient et il pouvait être intéressant de transposer ses idées aux États-Unis[300]. »

« *Adopter une innovation, c'est l'adapter* » rappellent Madeleine Akrich, Michel Callon et Bruno Latour (1988a: 15). Et le couple d'architectes de Miami adapta donc la notion européenne de « quartier » à l'aménagement des banlieues américaines. De prime abord, il n'y avait là aucune volonté d'établir un mouvement de réforme urbaine, simplement une certaine frustration à constater que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la conception des *suburbs* ne produisait que des ensembles informes sans cohérence territoriale, se souvient Plater-Zyberk :

« Nous regardions autour de nous et ces banlieues n'étaient pas la meilleure des manières de vivre. Sans vraiment comprendre pourquoi, nous formulions en premier lieu une critique esthétique. Puis, cela est allé plus loin et a concerné des problématiques environnementales, sociales, économiques, et ces questions se sont développées au sein d'un petit groupe qui était assez à l'écart des architectes. C'était plutôt une sorte de coming out *environnementaliste à propos de l'étalement urbain et de la pollution de l'air[301]. »*

À la suite de cette prise de conscience, les architectes DPZ quittèrent en 1980 le bureau d'architecture Arquitectonica et créèrent la même année leur propre agence de *town planners*[302] sous le nom de Duany-Plater-Zyberk & Company. Deux ans plus tôt, ils

[300] "*The first time that we encountered Léon Krier was when the Institute for Architecture and Urban Studies in New York - which Peter Eisenman had founded and was running - invited a group of European architects to tour cities in the United States. With Andrés, we were already in Miami and signed on to bring those people here. They were five of them: Rob and Leon Krier, Rem Koolhaas, Elia Zenghelis and Massimo Scolari. That was like the first toss of urban thinking. Rem was writing his book about Delirious New York, Leo was beginning talking about the quartier. So, Leo's writings emerged and we began to think that he was saying about the rebuilding of European cities could be applied to American suburbanism. The same issues were at hand, and that would be interesting to bring that here, to apply that here*." [Entretien avec Elizabeth Plater-Zyberk, 22.04.10]

[301] "*We were looking around suburbia's things and this was not the best way to live. Without really understanding why, it was an aesthetic critic at first, but it went deeper into environmental issues, social, economic issues, and that grew into a small group movement, which was quite apart from the designers, a sort of coming out of environmentalist concerns about sprawl and air pollution*." [Entretien avec Elizabeth Plater-Zyberk, 22.04.10]

[302] Le fait de s'autoproclamer *town planner* dénote là d'une stratégie de distinction vis-à-vis du *city planning* dominant aux États-Unis. Pour le couple DPZ, il s'agissait de revaloriser une tradition culturaliste qu'ils estimaient perdue au sein de la profession architecturale toute acquise à l'idéologie progressiste. Tout comme le britannique Raymond Unwin, cela permettait de travailler sur la forme plutôt que sur la fonction, sur l'art plutôt que sur la technique. Unwin a d'ailleurs été l'un des premiers architectes à utiliser ce terme à titre professionnel : « La « pratique » du *town planning*, telle qu'il la définit dans son traité de 1909, s'apparente (…) à celle de la conception architecturale. Et pour en préciser la nature, il use du champ lexical courant des architectes. Le *town planning*, qu'il nomme parfois *town design*, est d'abord affaire de forme. Dans son plein accomplissement, il confine à « l'art » ; un art sous contrainte qui, par le dessein – ou *design* – d'un créateur, doit produire de la « beauté » tout en répondant non seulement à la configuration d'un « site » mais aussi aux besoins d'une communauté. » (Chabard, 2008a: 265)

avaient rencontré Robert Davis à l'occasion d'un hommage donné aux *New York Five*[303] près de Miami (Mallgrave et Goodman, 2011: 116). Cet investisseur immobilier était lui aussi insatisfait des pratiques constructives ayant cours aux États-Unis, et c'est grâce à des terres héritées en 1978 qu'il put édifier la première ville néo-traditionnelle des États-Unis selon les plans du couple DPZ et les conseils de Krier. Le rapide succès commercial et architectural de Seaside attira alors une attention nationale sur la jeune agence DPZ & Company. D'autres architectes commencèrent à s'intéresser à cette forme de manifeste pour la réforme des banlieues américaines et c'est ainsi que la mouvance néo-traditionaliste, à l'origine du CNU, se développa durant les années 1980 (Passell, 2007: 80).

Le mouvement pour un Nouvel Urbanisme ne formera cependant pas un bloc monolithique (Marshall, 2000: 34) uniquement dédié à recréer les qualités et les attributs des villes américaines du début du XX^{e} siècle. Au contraire, plusieurs tendances, dont l'aménagement de quartiers autour d'une station de transport en commun (*Transit-Oriented Development* – TOD), coexistent à l'intérieur du mouvement, le faisant apparaître plutôt comme « un forum d'idées [où] des divergences existent entre les membres. » (Ouellet, 2006: 177-178) En effet, il existe schématiquement une division entre les co-fondateurs du CNU de la Côte Ouest (notamment, l'architecte Peter Clathorpe) - progressistes, proches du mouvement environnementaliste et adoptant une perspective régionaliste du développement urbain - et ceux de la Côte Est (les architectes DPZ) – conservateurs et mettant l'accent sur le formalisme et l'esthétisme de la conception urbaine (Ouellet, 2006: 178). Ce qui réunit malgré tout les membres fondateurs du CNU autour d'une doctrine et d'une pratique professionnelle, c'est la définition du Nouvel Urbanisme « comme une alternative à la faible densité qui accompagne l'étalement urbain et comme un moyen de rendre plus convivial tout lotissement résidentiel. » (Ghorra-Gobin, 2006: 7)

Le Congrès pour le Nouvel Urbanisme

Le CNU a été fondé en 1993 par six architectes américains : un couple basé à Miami (DPZ), un autre basé à Los Angeles (Stefanos Polyzoides et Elizabeth Moule) et deux architectes de San Francisco (Peter Calthorpe et Dan Solomon). Bien que ces personnes ne partageaient pas toutes les mêmes idées architecturales, elles ont uni leurs forces dès 1991 pour atteindre un objectif commun : réformer la conception et la planification des banlieues américaines. La dynamique collective qui s'est instituée autour de ce programme n'aurait pu se faire sans Peter Katz, auteur du premier livre sur le Nouvel

[303] Tel est le nom des cinq architectes - Peter Eisenman, Michael Graves, Charles Gwathmey, John Hejduk et Richard Meier - dont les premiers projets célèbrent des formes architecturales pures et abstraites. Leur travail commun prolongeant l'œuvre de Le Corbusier fut présenté en 1969 au Musée d'Art Moderne de New York et publié en 1972 dans l'ouvrage *Five Architects*.

Urbanisme (1994). Dans un entretien accordé à Aaron Passell (2007: 86), ce consultant en immobilier[304] se rappelle du rôle catalytique qu'il a joué dans la formation du mouvement :

> « En gros, je suis arrivé et j'ai dit à ces gens : « Il y a un mouvement en train de naître ici. Vous êtes tous tellement occupés à vous battre les uns avec les autres sur des détails, mais le fait est que vous avez beaucoup plus de choses en commun que de différences. Il y a un grand avantage à agir ensemble et à vous définir comme un groupe car cela va changer autant votre pratique que l'urbanisme américain. » Ce fut mon mantra. Je le répétais encore et encore et ils m'ont écouté. Finalement, cela m'a permis d'appliquer mes compétences en marketing à leurs connaissances[305]. »

Durant l'année 1991, deux événements vont contribuer à définir ce qui sera ensuite qualifié de « Nouvel Urbanisme » avant que les modalités d'organisation du premier congrès se précisent une année plus tard au Lotos Club à New York (Katz, 2002; Passell, 2007: 87). Premièrement, le terme « Nouvel Urbanisme » a été préféré à celui de « planification néo-traditionnelle » (*neotraditional planning*) à l'occasion d'une rencontre entre les bureaux Polyzoides-Moule et DPZ & Company le 19 avril 1991 à Playa Vista, Los Angeles. Katz commençait alors à écrire son livre sur les projets emblématiques de Seaside et de Laguna West[306] et, en tant qu'expert en marketing urbain, poussa Polyzoides à trouver un terme présentant un caractère à la fois nouveau et facilement compréhensible par l'opinion publique (Passell, 2007: 87). Le terme anglais *urbanism*[307] - déjà utilisé par les partisans du Mouvement Moderne puis repris par les frères Krier - permettait de valoriser la composition urbaine (*urban design*[308])

[304] Katz a étudié les beaux-arts, l'architecture et le graphisme à New York. Après avoir reçu son diplôme en 1976, il a été consultant en marketing immobilier, travaillant autant avec les autorités publiques qu'avec le secteur privé. Suite à la publication de son ouvrage *The New Urbanism : Toward an Architecture of Community* en 1994, véritable manifeste du Nouvel Urbanisme, il a été directeur du CNU de 1995 à 1997.

[305] "I basically came along and I said to these people, "There's a movement here. You're all so busy fighting with each other about the minutiae, but the fact of the matter is that you have much more in common than you have different and there's a great value here in coming together as a group and defining yourself as a group. It will be transformative, both in terms of your practice as well as the state of the American urbanism." And that was my mantra, that was the thing I kept saying over and over again. And they listened. And basically the allowed me to apply my marketing skills to their thoughts." (Passell, 2007: 86)

[306] Construit en 1991 dans la banlieue de Sacramento, Laguna West est le premier prototype urbain rattaché à l'approche TOD (*Transit-Oriented Development*) conceptualisée par Calthorpe. Intégrée au Nouvel Urbanisme, cette approche consiste à planifier des pôles urbains denses et fonctionnellement mixtes autour des transports en commun afin de privilégier des espaces piétonniers (Pedestrian-Pocket). Au contraire de l'approche TND, elle ne valorise pas un style architectural au détriment d'un autre.

[307] Qui trouve ses origines dans les travaux sociologiques de Louis Wirth et son célèbre article *Urbanism as a Way of Lige* publié en 1938.

[308] La première conférence internationale où a été défini l'*urban design* fut organisée par José Luis Sert à la *Graduate School of Design* de Harvard en avril 1956. Pour cet architecte, l'*urban design* fait

plutôt que la planification, une technique alors privilégiée pour aménager les villes et les banlieues des États-Unis. Quant à la nouveauté proclamée de cette forme d'urbanisme, elle relève d'une volonté de réconcilier les citoyens américains avec la figure d'une ville généralement considérée comme l'antithèse de la nature, comme un milieu dangereux où dominent la pollution et l'insécurité[309]. Le terme générique « Nouvel Urbanisme » a donc été pensé par les membres fondateurs du CNU à la fois comme un moyen de distinction professionnelle et comme un vecteur d'intéressement à l'égard de la population américaine. Par ailleurs, Katz trouva là un titre évocateur pour vendre l'ouvrage qu'il préparait pour un futur éditeur.

Deuxièmement, les membres fondateurs du CNU (à l'exception de Dan Solomon) développèrent pour la première fois un programme collectif de réforme urbaine le 18 et le 19 octobre 1991 à Sacramento en Californie. À l'initiative de Peter Katz, la commission de gouvernement local (*Local Government Commission*[310]) finança une conférence pour définir des principes valorisant le développement régional de communautés urbaines. Il était prévu que ces principes puissent être appliqués aux différentes villes de Californie et la directrice de la commission, Judy Corbett, demanda donc aux personnes invitées d'articuler leurs critiques de l'étalement urbain en un programme adapté aux réalités politiques (Passell, 2007: 88). Ce document intitulé « Les Principes d'Ahwahnee »[311] est à l'origine de la Charte du Nouvel Urbanisme, publiée cinq ans plus tard par le CNU.

Les deux textes procèdent de la même tradition utopique où le geste urbanistique serait « un instrument de purgation et de régénération de l'organisme urbain malade » (Lussault, 1998: 158). Dans les deux cas, les « symptômes » sont les mêmes - dépendance à l'automobile, mitage du territoire, répartition inégales des ressources économiques, perte d'un sens de la communauté (*sense of community*) – et leur traitement dépend d'un « instrument de conception *a priori* de l'espace bâti, le modèle. » (Choay, 1980: 15) Dans le cas des Principes d'Ahwahnee, le modèle urbain est toutefois embryonnaire par rapport à celui de la Charte du Nouvel Urbanisme : seuls

partie du *city planning* et traite essentiellement de la forme physique de la ville. Mais pour nombre de participants – dont Lewis Mumford et Jane Jacobs – l'*urban design* désigne une discipline transversale, culturelle et historique qui ne se cantonne pas à une approche technique de la ville (Krieger et Saunders, 2009).

[309] [Entretien avec John Norquist, Président et *CEO* du CNU, 24.03.08]

[310] Basée à Sacramento, cette organisation à but non lucratif réunit des maires et autres élus locaux, ainsi que des fonctionnaires et des urbanistes afin de promouvoir le développement local de communautés selon les principes du développement durable [www.lgc.org – consulté le 29.11.11].

[311] Ahwahnee est le nom de l'hôtel du parc de Yosemite où le document fut présenté. Ses principes – aussi appelés principes pour des communautés aux ressources efficientes - sont signés par Peter Calthorpe, Michael Corbett, Andrés Duany, Elizabeth Moule, Elizabeth Plater-Zyberk et Stefanos Polyzoides et édités par Peter Katz, Judy Corbett et Steve Weissman. Ils se trouvent en annexe, page 382. Ils ont été plus tard complétés par trois autres documents portant respectivement sur l'économie urbaine, les ressources en eau et le changement climatique [www.lgc.org – consulté le 29.11.11].

sont précisément développés des principes[312] relatifs au développement durable de quartiers denses et diversifiés, alors que la Charte du CNU comprend d'autres échelles spatiales (de la région au bâtiment).

Les Principes d'Ahwahnee connaitront un succès considérable aux États-Unis et particulièrement en Californie : en 1997, plus de 120 villes et quartiers de cet État avaient adoptés tous ou une partie des principes (Katz, 2002: 33). Mais, de l'avis de Plater-Zyberk, ce n'était là qu'une ébauche à un plus ample mouvement de réforme urbaine :

> *« Nous avons signé les Principes d'Ahwahnee, et j'ai alors dit à Stef [Polyzoides], Liz [Moule] et Peter [Clathrope] : « Je pense que ces principes ne sont pas assez bons ! » Ces principes n'étaient pas assez cohérents, ils ne traitaient pas vraiment de la conception urbaine. Certes, il y avait là des embryons de principes de développement durable, des buts généraux pour construire des meilleurs lieux, pour créer de meilleures communautés, mais je leur ai dit : « Nous en savons beaucoup plus sur ces sujets, alors unissons-nous pour devenir plus fort ! » Ce groupe a alors commencé à faire ensemble un bout de chemin et Peter Katz a géré ces personnes qui pouvaient être très revêches et très compétitives[313]. »*

En 1992, Katz convia les futurs membres fondateurs du CNU à un diner au Lotos Club à New York. Il souhaitait discuter, d'une part, de l'évolution de son ouvrage et, d'autre part, de la motivation de ces architectes à devenir des militants engagés dans le domaine de l'urbanisme. Pour ceux-ci la priorité n'était pas de « créer, juste pour le plaisir, une organisation pérenne mais plutôt d'établir une déclaration limpide au sujet de la nécessité de réformer les pratiques d'aménagement aux Etats-Unis[314]. » (Katz, 2002: 36) Pour ce faire, il fallait organiser des réunions sur le thème du Nouvel Urbanisme. Katz y voyait là une publicité certaine pour son ouvrage en cours de publication, intitulé *The New Urbanism : Toward an Architecture of Community*. Mais les architectes, de peur

[312] Au nombre de 15, ceux-ci reprennent les apports théoriques de Krier, l'approche TND du couple DPZ et l'approche TOD de Calthorpe. L'influence de l'architecte californien se retrouve dans les principes écologiques relatifs à l'échelle régionale d'un aménagement urbain. Des prescriptions stylistiques rappellent la théorie culturaliste de Krier : par exemple, les matériaux et les méthodes de construction devraient refléter le caractère régional du site ainsi que sa continuité culturelle et historique, permettant ainsi de créer une identité communautaire (*community identity*). Les derniers principes sont spécifiques à l'application politique de la Déclaration d'Ahwahnee et préfigurent les démarches participatives élaborées plus tard au sein du CNU.

[313] "*We signed on the Ahwahnee Principles and I said to Stef, Liz and Peter: "You know, these are not good enough!" I don't think they were consistent enough; they weren't really dealing with urban design. They were the kind of smart growth, the kind of general goals of better place making, better community building, but I said: "We know a lot more about this, we need to pull ourselves together and be powerful!" So this group came together to go while and Peter Katz kind of negotiated this very cranky and competitive group of people.*" [Entretien avec Elizabeth Plater-Zyberk, 22.04.10]

[314] "(…) they did not want to create an ongoing organization just for its own sake. Rather, they wanted to issue a clear statement about the need to reform planning practice in America (…)" (Katz, 2002: 36)

que ce livre ne fasse ombrage à leurs futures réunions, décidèrent de nommer ces dernières « Congrès pour la Réforme Urbaine » (*Congress for Urban Refrom*) (Passell, 2007: 89). Quatre congrès, menant à l'élaboration d'une charte d'urbanisme, furent prévus à l'occasion du dîner. Certains architectes, dont Duany et Plater-Zyberk, souhaitaient développer dans ce cadre un programme classiciste qui allait dans le sens des initiatives alors menées outre-Atlantique par l'Institut d'architecture du Prince Charles et par l'association italienne *A Vision of Europe*[315]. Cependant, leurs confrères refusèrent d'entamer ces premiers congrès sous un angle stylistique trop marqué car cela aurait exclu de nombreux architectes ou urbanistes des débats nécessaires à l'élaboration d'une charte (Katz, 2002: 36). Ainsi, partant sur ces bases collégiales et délaissant le titre du livre de Katz, les six architectes s'attelèrent à organiser les Congrès pour la Réforme Urbaine. Ce n'est que quelque mois avant l'organisation du premier congrès qu'Andrés Duany réalisa que le livre de Katz, qui allait bientôt sortir de presse, constituerait un excellent manifeste pour la fondation du congrès. À l'initiative de Duany, le nom du congrès (et finalement de ce mouvement en cours de formation) fut changé, dénotant là un calcul pragmatique qui assurera par la suite le succès du mouvement car le terme de « Nouvel Urbanisme » avait le mérite de suggérer une nouvelle direction, du moins une proposition positive[316], au contraire de l'effet contestataire que pouvait suggérer le terme de « réforme » (Passell, 2007: 90).

En octobre 1993, près de 200 personnes sont invitées à Alexandria en Virginie pour assister à la fondation du CNU et discuter des ambitions réformatrices de ce mouvement qui sera qualifié plus tard par le *New York Times* comme « le plus important phénomène à voir le jour au sein de l'architecture américaine depuis la fin de la Guerre Froide[317]. » L'idée de créer un tel mouvement est souvent attribuée à Léon Krier, considéré par de nombreux membres du CNU comme le « père intellectuel» (*godfather*) du Nouvel Urbanisme (Thompson-Fawcett, 2003a: 256). « Nous devons refonder les Congrès Internationaux d'Architecture Moderne ! » avait-il un jour déclaré à son confrère Andrés Duany car, à ses yeux, c'était la dernière organisation à avoir significativement changé les modalités de conception et de planification des villes du monde (Katz, 2002: 27). Autrement dit, pour combattre l'influence de la doctrine fonctionnaliste sur les politiques urbaines contemporaines, il fallait employer les mêmes

[315] Durant l'année 1992, beaucoup d'échanges se faisaient entre l'Institut du Prince, *A Vision of Europe* (deux institutions créées la même année) et les États-Unis. À ce sujet, voir le chapitre sur les réseaux internationaux du modèle néo-traditionnel, page 230 et suivantes.

[316] L'adjectif « nouveau » accolé au terme « urbanisme » permettait aussi pour les fondateurs du CNU d'éviter d'être taxé *a priori* de réactionnaires (Falconer Al Hindi et Till, 2001: 191)

[317] "The Congress for the New Urbanism is the most important phenomenon to emerge in American architecture in the post-Cold War era." [Herbert Muschamp, *Can New Urbanism Find Room for the Old? The New York Times*, 2 juin 1996]

armes que celles utilisées autrefois par les CIAM, notamment des congrès et une charte d'urbanisme.

Pour récolter les fonds nécessaires à l'organisation du premier congrès, Duany et Krier se tournèrent vers Galen Weston, un investisseur qui avait quelques années plus tôt employé le premier pour dessiner le plan d'une communauté fermée en Floride[318] et le second pour y construire une église (Thompson-Fawcett, 1998b: 179). Weston accorda son aide financière, et la ville d'Alexandria fut choisie par Dhiru Thadani[319] qui exerçait non loin de là à Washington D.C (Passell, 2007: 91). À l'époque, il était déjà convenu d'organiser trois congrès annuels qui, comme les CIAM, porteraient chacun un chiffre romain et concerneraient une échelle d'aménagement spécifique : ce seront le CNU I : *The Neighborhood, District and Corridor* (organisé par Duany et Plater-Zyberk), le CNU II : *Buildings, Blocks and Streets* (organisé à Los Angeles par Moule et Polyzoides) et le CNU III : *Nature, Infrastructure and the Region* (organisé à San Francisco par Calthorpe et Solomon). À Charleston en Caroline du Sud, le quatrième congrès fut l'occasion de ratifier la Charte du Nouvel Urbanisme, qui reprenait le même tripartisme scalaire des précédentes réunions. Le démocrate Henry Cisneros, à l'époque secrétaire du Département pour le logement et le développement urbain[320], signa la charte et ce geste politique contribua à faire connaître le CNU à travers tous les États-Unis. En parallèle à cette première reconnaissance gouvernementale[321], l'année 1996 marque un

[318] Duany a dessiné le plan directeur et établi les régulations architecturales et urbanistiques de ce lieu de villégiature nommé Windsor. Pour Krier, ce fut le meilleur projet de DPZ & Company : « *C'est vraiment une réalisation parfaite, presque incroyable ! J'y ai fait le* Town Hall*, qui est devenu une église. Windsor est la meilleure réalisation au niveau technique, paysager, etc. Malheureusement, c'est une ville totalement privée.* » [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10] Galen Weston est la deuxième plus grande fortune du Canada selon le magazine *Forbes*.

[319] Grand admirateur de Léon Krier, cet architecte avait participé à affiner les régulations urbaines de Seaside au début des années 1980. Il est membres du CNU dès sa fondation, a signé la charte en 1996 et fait partie du comité d'administration du CNU depuis 2005.

[320] Cisneros a travaillé au *Department of Housing and Urban Development* de 1993 à 1997, période pendant laquelle il a participé à réformer les politiques du logement aux Etats-Unis. En 1997, il lance le programme HOPE VI (*Housing Opportunities for People Everywhere*) qui consiste à revitaliser, explicitement selon les principes de développement mixte (*mixed-use development*) promus par le CNU, les zones résidentielles défavorisées des villes américaines.

[321] Cette reconnaissance s'affirmera avec d'autres membres de l'administration de Bill Clinton, puis lors de la campagne présidentielle d'Al Gore en 2000. Ces deux démocrates ont été particulièrement actifs dans la définition du programme pour une croissance urbaine intelligente (*Smart Growth*). Le CNU a été l'un des membres fondateurs du *Smart Growth Network,* réseau national promouvant le développement urbain durable aux États-Unis. Par ailleurs, certains des principes de type TND ont été adoptés par l'influente organisation fédérale à l'origine des normes écologiques appliquées à l'industrie américaine du bâtiment (*U.S. Green Building Council*). La certification LEED (*Leadership in Energy and Environmental Design*) porte sur la performance environnementale d'un bâtiment et, à l'initiative du CNU et en collaboration avec le Conseil pour la défense des ressources naturelles (*Natural Resource Defense Council*), l'organisation fédérale a adopté en 2009 un autre label concernant spécifiquement l'aménagement durable d'un quartier : *Leadership in Energy and Environmental Design for Neighborhood Development* (LEED-ND).

tournant au niveau de l'organisation des congrès : le CNU IV fut ouvert au grand public tout comme l'adhésion annuelle à l'institution. Sur près des 400 participants présents, 266 signèrent la charte, ce qui leur valurent une position spécifique comme membre du CNU (*chartered member*) (Passell, 2007: 95). Depuis lors, environ un millier de personnes participe aux conférences, débats et réunions mondaines qui ont lieu chaque année[322], et plus de 2'200 personnes provenant de 28 pays sont aujourd'hui membres[323] de ce qui est devenu une véritable institution américaine en matière de développement urbain.

Comme le souligne Passell (2007: 95), tant que le mouvement se limitait à une centaine de personnes, les participants aux congrès pouvaient facilement discuter d'éléments théoriques ou techniques tacitement partagés. Cependant, le nombre croissant des membres impliquait, pour ceux qui étaient les plus aguerris, de formaliser auprès des novices ce qui relevait auparavant de l'informel. Ainsi, en 1996, l'adoption d'une charte aux principes « unifiés et unifiant » permit de dessiner les contours du mouvement et d'établir un mécanisme disciplinaire à l'attention des nouveaux membres : « En affirmant d'emblée ce que le Nouvel Urbanisme était, la Charte rendait explicite les termes d'allégeance au mouvement tout comme elle rendait possible l'identification des infractions aux règles du mouvement, précisant ainsi ses modalités d'exclusion ou d'inclusion[324]. » (Passell, 2007: 96)

Ainsi, les premiers congrès et la Charte du Nouvel Urbanisme qui en a résulté ont été conçus par les membres fondateurs du CNU comme des instruments indispensables pour supplanter l'influence posthume des CIAM et de la Charte d'Athènes, toujours exercée sur le développement urbain des États-Unis. « *Les CIAM sont le père que nous avons tué* » se plaît à dire Duany qui compare souvent le CNU au groupe à l'origine de la

[322] Depuis 1993, un congrès est organisé une fois l'an pendant près d'une semaine et dans une ville américaine différente. En 1997 s'est tenu le seul congrès international à Toronto, réunissant 18 pays et soutenu financièrement par le groupe pour les villages urbains (*Urban Villages Group* - UVG) du Prince Charles (Katz, 2002: 40).

[323] En 2011, 2'228 membres sont recensés sur le site Internet du CNU. Ce chiffre ne comprend pas les membres fondateurs, ni les membres du conseil d'administration, ni les employés de l'institution. La grande majorité des membres (96%) est établie aux États-Unis et au Canada [www.cnu.org - consulté le 14.03.11]. Le CNU a récemment connu une baisse du nombre d'adhérents (en 2008, 3'311 personnes payaient leur cotisation annuelle), obligeant l'institution à revoir sa stratégie de cooptation. En 2009, le président John Norquist pointait la récession économique comme responsable de la baisse des cotisations (de 494'000 USD en 2008 à 352'000 USD en 2009, l'actif du CNU ainsi que les dons et les subsides – environ 1,12 millions USD - restant relativement stables la même année). [www.cnu.org/board et www.fondationcenter.org - consultés le 23.05.11]

[324] "By stating outright what the New Urbanism was, the Charter made explicit the terms of allegiance to the movement and made possible the identification of violation of the movement's principles as a basis for exclusion from it, effectively the terms for membership." (Passell, 2007: 96)

dissolution des CIAM, le Team X[325]. C'est d'ailleurs à partir de cette filiation revendiquée que l'architecte américain aime à souligner que le CNU est un groupe certes uni, mais non uniforme : « *Nous ne sommes pas un groupe homogène : nous avons de violentes disputes et nous aimons les dialogues difficiles. Lorsque c'est trop simple, nous nous retirons*[326] *!* » Cette culture du débat a fortement imprégné les débuts du CNU. De 1993 à 1995, il suffisait d'être contre l'étalement urbain caractéristique du paysage résidentiel américain pour y être invité (Passell, 2007: 92). S'ensuivaient alors des discussions passionnées sur les nombreuses solutions à apporter au développement anarchique de banlieues monotones, sans formes ni normes. Cette période traversée par des frictions et des désaccords représentait « un formidable ferment intellectuel » pour les participants aux CNU, la plupart étant des architectes déjà habitués à ce type de forum critique devant leurs pairs[327] (Passell, 2007: 92-93). Les trois premiers congrès étaient vécus avant tout comme des moments de débats intenses, contradictoires et polémiques, et non pas comme les prémices d'un mouvement mondial :

> « Les premières discussions se sont développées dans le cadre d'un congrès à durée limitée. Quelques publications étaient peut-être prévues et le congrès aurait finalement été dissous. De toute évidence, aucun des membres fondateurs n'avait imaginé une organisation formelle et permanente. En effet, Solomon décrit le mouvement comme « un puissant développement d'initiatives très volontaires mais n'ayant jamais eu de programme à long terme » et précise que « les stratégies ont évoluées en fonction des opportunités et de la manière de les nourrir, mais le mouvement n'est pas comme le Parti communiste ou l'Église catholique : il ne s'est pas développé à partir d'une doctrine ayant pour but la domination du monde[328]. » » (Passell, 2007: 93)

Avec l'ouverture du CNU au public en 1996, et l'adoption d'un compromis intellectuel à travers la signature de la charte, le mouvement se structura peu à peu en une organisation à but non lucratif sous l'impulsion de son premier directeur, Peter Katz.

[325] "*CIAM is the father we have killed. We replace the Team Ten.*" [Allocution d'Andrés Duany, Closing Plenary, CNU 19, Madison, 04.06.11] Au sujet du Team X, voir page 103.

[326] "*We are not an homogenous group. We have violent disputes and we like difficult dialogues: when it's easy we drop out !"* [Allocution d'Andrés Duany, Closing Plenary, CNU 19, Madison, 04.06.11]

[327] "[These] moments of great intellectual ferment (…) apparently included much friction and disagreement, mostly channelled productively by attendees. No doubt it helped that most were architects, thus already familiar with the abrasive, architectural-educational evaluatory form of the "crit", the review by faculty and peers of projects standard in architecture school." (Passell, 2007: 92-93) En anglais, le terme « *crit* » décrit la défense d'un projet architectural devant une audience composée d'étudiants, de professeurs ou de collègues et l'évaluation critique qui s'ensuit.

[328] "Early discussions had envisioned the congress as a limited intervention, resulting perhaps in some published proceedings, then disbanding. There is no suggestion that any of the founders originally imagined an ongoing formal organization. In fact, Solomon describes the movement as "a vigorous evolution of energetic initiatives that never had a plan" and says, "There are evolving strategies of how to respond to opportunities and nurture them, but it's not like the Communist Party of the Catholic Church, it's not something that has evolved from doctrine with a plan for world domination." " (Passell, 2007: 93)

Tout comme il avait contribué à la formation du CNU, le consultant en immobilier permit à l'institution de devenir pérenne en militant activement aux États-Unis et en Australie pour faire connaître et reconnaître le Nouvel Urbanisme : les apports financiers commencèrent alors à affluer, notamment de la part de la Fondation pour les énergies renouvelables (Passell, 2007: 94-95). Les congrès continuèrent donc à avoir lieu chaque année, de plus en plus de professionnels épousèrent la cause du mouvement et de nombreuses publications spécialisées commencèrent à sortir de presse.

L'ambition de Krier à créer un mouvement de la même envergure que les CIAM, et promouvant ses propres principes néo-traditionalistes, n'a toutefois pas pu se concrétiser. En effet, le mouvement pour un Nouvel Urbanisme, soutenu d'emblée par le secteur privé, dut s'adapter aux réalités du marché immobilier américain. Et pour s'adjoindre le concours des milieux politiques, le pragmatisme l'emporta sur l'idéalisme caractéristique des premières émulations intellectuelles. Krier ne put s'accommoder des principes de la charte qui n'allaient pas assez loin, selon lui, dans la réforme de certaines pratiques architecturales et urbanistiques. Il ne signa donc pas ce document fédérateur car il manquait deux principes fondamentaux au programme néo-traditionaliste qu'il comptait mener outre-Atlantique : le style et la densité.

Premièrement, et suivant sa théorie néo-rationaliste, le style traditionnel ne représente pas un savoir historique, mais un savoir-faire technique d'actualité (Krier, 1996: 187). Selon Krier, ce postulat qui n'était pas forcément partagé (ou du moins valorisé) par tous les membres fondateurs du CNU, de peur de provoquer dédain et mépris de la part de leurs collègues :

> *« Polyzoides, qui est un très bon architecte traditionnel, n'osait pas affronter ce sujet. Il disait : « On se sent ridicule devant nos pairs ! » Et moi je répondais : « Pourquoi se faire respecter par nos pairs ! Ils nous méprisent de toute façon, on n'a pas à leur plaire ! » De toute façon, c'est une question technologique et scientifique, ce n'est pas psychologique. Le style est relié à l'utilisation des matières. Et si on utilise des matières naturelles - de la pierre, de la brique, du bois - c'est une affaire de style, ça se développe à travers l'utilisation car les matériaux dictent ce qu'il est possible de faire. Les architraves et les modénatures ont des raisons technologiques et climatiques d'exister. On ne fait pas ça parce qu'on aime ça – bon, après on fait comme on aime… - mais la base est vraiment technique et rationnelle. Et donc ces architectes avaient terriblement peur d'être mis dans le coin des traditionalistes[329]. »*

Deuxièmement, la densité est définie par Krier (1996: 157) à partir des villes historiques qui ne surpassent que rarement un coefficient d'exploitation de la parcelle (c'est-à-dire la relation de la surface des planchers à la surface de la parcelle) de 2 à 1 :

[329] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

« Cette densité est aisément atteinte par des bâtiments qui n'excèdent pas les trois à cinq étages, autorisant des jardins privés et des espaces publics bien cadrés, agréablement illuminés par le ciel et de proportions humaines. » D'après l'architecte luxembourgeois, ce principe limitant le nombre d'étage des bâtiments n'était pas non plus partagé par tous les membres fondateurs du CNU :

> *« Andrés [Duany] et Liz [Plater-Zybek] étaient absolument d'accord avec ça : ils n'avaient tout simplement pas d'intérêt à faire de gratte-ciels. Mais il y avait le groupe californien qui était très pro-développement, Calthorpe et Solomon. Actuellement, Calthorpe devient le grand promoteur du gratte-ciel, c'est complètement aberrant ! Ce principe de densité est pourtant basé sur la réalité physiologique de l'Homme. Lorsqu'on monte plus de trois étages tous les jours, ça épuise totalement ! Il manque donc ces deux points essentiels – le style et la densité – et pratiquement tous les projets qui se font actuellement et qui sont primés [par le CNU] sont toujours des projets trop obèses. Vingt, trente étages, qu'est ce que ça a à faire avec de l'urbanisme*[330] *?! »*

« *On pense que ce n'est pas réaliste d'ajouter ces deux points* », constate l'architecte luxembourgeois : « *Oui, la Charte du Nouvel Urbanisme est très bonne mais, une charte, ce n'est qu'une déclaration de principes. Pas besoin de savoir si ces principes sont réalistes ou non*[331] *!* » Une telle position se heurte toutefois à celle du conseil d'administration du CNU qui conçoit la charte comme « un ensemble exhaustif de principes opérationnels permettant de façonner l'environnement humain. C'est le document de référence qui guide notre organisation et ses membres[332]. »

Si le CNU partage avec les CIAM la même ambition à réformer les politiques urbaines et l'industrie de la construction, la Charte du Nouvel Urbanisme partage avec la Charte d'Athènes les mêmes « prétentions à remédier au chaos des villes existantes et à favoriser le bien commun à travers le design. » (Ouellet, 2006: 180) Ce déterminisme spatial, spécifique aux modèles urbains procédant d'un urbanisme guérisseur, se retrouve dans plusieurs principes de la charte, notamment à l'échelle de l'îlot[333]. Lors de tout projet d'aménagement, l'architecte-urbaniste devrait prendre en compte la rue et l'espace public comme lieux d'échange et les dessiner harmonieusement afin de faciliter « les relations entre les habitants pour le bien-être de leur communauté » (articles 19 et

[330] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]
[331] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]
[332] "The Charter of the New Urbanism declares a comprehensive set of operating principles for shaping human environments. It is the definitive guiding document for our organization and its members." [CNU Board, Strategic Plan 2012-2017, www.cnu.org/strategicplan2012, consulté le 09.07.14]
[333] La Charte est structurée selon trois échelles comprenant chacune sept principes : la région (la métropole, l'agglomération et la ville), le quartier (ainsi que le district et le corridor) et l'îlot (comprenant la rue et l'immeuble). La Charte, rédigée en anglais et traduite en française, se trouve en annexe, page 385 et suivantes. Une version extensive a été publiée en 1999 (Leccese et McCormick, 1999).

23 de la charte) : la sureté et la sécurité des habitants dépendraient ainsi de la qualité formelle des espaces urbains (article 21) tout comme l'implantation des bâtiments publics renforcerait « l'identité communautaire et le sens civique de chacun » (article 25). Ces principes s'inspirent directement de la théorie culturaliste de Krier et de l'approche TND. Certes, des ratios de densité ne sont pas mentionnés dans la charte (seuls sont exposés le fait qu'un quartier doit être dense, accessible aux piétons et diversifié (article 11) et le fait que cette densité puisse permettre l'usage de transports publics comme alternative à l'automobile (article 15)) et la question du style est suffisamment vague pour ne pas rebuter les architectes dont les constructions doivent simplement être fidèles « au climat, au relief, à l'histoire et aux traditions locales de construction » (article 24). Néanmoins, la mouvance américaine néo-traditionaliste fédérée autour du couple DPZ se ralliera, sans son mentor européen, à la Charte du Nouvel Urbanisme car ses membres comptaient bien mener leur propre programme de réforme à travers l'approche TND en bénéficiant de la renommée grandissante du CNU.

Les standards TND : Seaside et Celebration

Les approches TND et TOD constituent les principaux courants du Nouvel Urbanisme[334] et partagent de nombreux points communs : l'aménagement de quartiers compacts, fonctionnellement et socialement diversifiés, aux limites bien définies et aux espaces publics conviviaux. Toutefois, elles se différencient (sans toutefois s'exclure mutuellement) au niveau de l'architecture vernaculaire et classique structurant la morphologie urbaine, pour la première, et au niveau de la planification régionale des systèmes de transports, pour la seconde (Grant, 2006: 57). Les considérations stylistiques, très marquées chez les architectes néo-traditionalistes, ne sont généralement pas les préoccupations premières de bureaux tels que Calthorpe Associates et Torti Gallas & Partners dont les plans directeurs de type TOD, qu'ils soient respectivement implantés en Chine ou aux États-Unis [Encadré 5[335]], ont été récemment primés par le CNU.

[334] Un autre courant se concentre sur les politiques gouvernementales incitatives en matière de développement durables des régions urbaines et prend le nom de croissance intelligente (*Smart Growth*). Adoptée par l'Agence fédérale de la protection de l'environnement en 1996, il consiste en « une série de principes d'aménagement et de développement qui visent essentiellement la préservation des ressources (naturelles et financières) ainsi que la réduction de la ségrégation spatiale sous ses diverses formes (fonctionnelles, sociales, etc.) par la priorité donnée au redéveloppement urbain. » (Ouellet, 2006: 176)

[335] Les informations relatives au projet de Columbia Heights à Washington D.C. sont tirées de la visite guidée à laquelle j'ai participée le 15 avril 2010 et organisée par le *Regional Development and Planning Specialty Group* dans le cade du congrès annuel de l'*Association of American Geographers.*

Encadré 5: TOD, un métro comme catalyseur des transformations urbaines

En 2009, le bureau d'architecture Torti Gallas & Partners, membre du CNU, reçoit un *Charter Awards* pour la réhabilitation de Columbia Heights, non loin du centre de Washington D.C. Dix ans plus tôt ouvrait au sein de ce quartier une station de métro. Cette dernière servira de catalyseur à l'ensemble du projet, selon les principes de l'approche TOD.

Connu au début du XX^{e} siècle pour ses commerces et ses lieux culturels où se pressait une population aisée, le quartier a été habité dès les années 1950 par une importante communauté afro-américaine. À la suite de l'assassinat de Martin Luther King en 1968, des émeutes urbaines éclatèrent à Columbia Heights, transformant radicalement le paysage du quartier et le condamnant une ségrégation sociale qui perdurera jusqu'à la fin du XX^{e} siècle. En 1997 est lancé un processus participatif entre les habitants et l'agence immobilière possédant les terrains. À cette occasion est définie une stratégie de développement mixte, comprenant la création de divers types de logements et de commerces, la construction d'une nouvelle place [Figure 21] et la transformation de la rue principale, le tout concentré autour de la future station de métro. À l'origine, le métro devait passer à travers le quartier sans s'y arrêter, et c'est grâce à l'engagement des habitants qu'une station fut finalement construite.

Le projet de réhabilitation doit son succès à la forte connectivité du site au centre-ville à travers les transports publics de la capitale américaine. Par ailleurs, la marche est encouragée au sein de l'ensemble à travers une attention particulière portée aux trottoirs, au mobilier urbain et aux alignements des immeubles dont les rez-de-chaussée sont occupés par des commerces. La réussite de cette démarche favorisant l'accessibilité piétonnière est telle que les deux étages de parking en sous-sol construits pour le centre commercial sont utilisés à la moitié de leur capacité.

Le partenariat public-privé crée dans le cadre du projet a permis de développer dans tout le quartier plus de 60'000 m^2 de surfaces commerciales, de construire plus de 3'300 logements (33% des logements surplombant la station de métro sont réservés aux populations à faible revenu), de réhabiliter le cinéma du quartier et de créer un institut de danse. Ce programme immobilier a été récompensé par l'*Urban Land Institute* en 2010. L'un des effets de cette réhabilitation, non anticipé par les architectes et les promoteurs, a été une gentrification à la fois résidentielle et commerciale de l'ensemble du quartier. Ce processus a entrainé l'éviction d'une partie de la population d'origine afro-américaine sans toutefois conduire, comme cela est souvent le cas, à une homogénéisation sociale de la nouvelle population résidente : selon le dernier recensement de la population en 2010, le quartier est composé d'environ 38% de personnes d'origine afro-américaine, 27% d'origine hispanique et 31% d'origine caucasienne : vingt ans auparavant, les proportions étaient respectivement de 66%, 21% et 11%.

Figure 21 : Civic Plaza au cœur du quartier de Columbia Heights

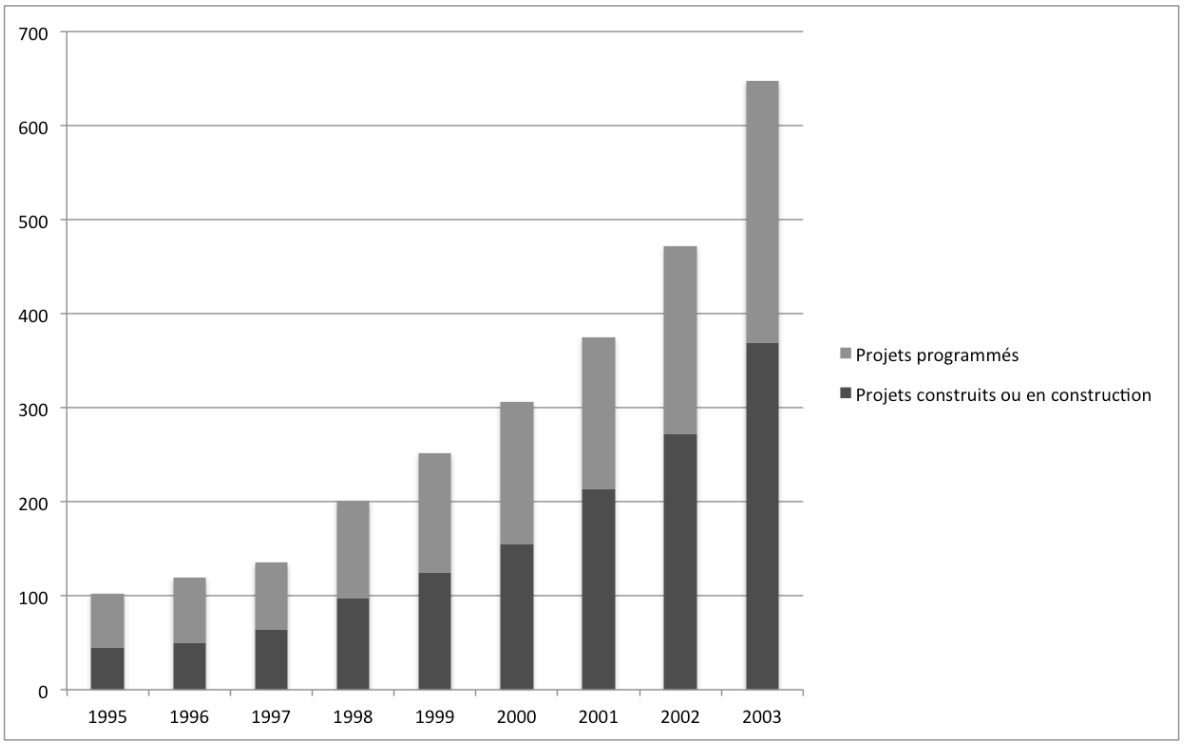
Source : photo de l'auteur, 2010

Il n'existe pas de véritable recensement des projets se réclamant des principes de la Charte du Nouvel Urbanisme. Toutefois, plusieurs manuels ont été publiés pour rendre compte des meilleures pratiques relatives au Nouvel Urbanisme et comptabilisent depuis 1995 les projets à l'échelle d'un quartier d'une surface de 6,5 hectares (15 acres) ou plus (Steuteville et Langdon, 2009: 42). Une dizaine d'année plus tard, Robert Steuteville souligne l'évolution constante du nombre de ces « nouvelles communautés urbaines » aux États-Unis [Figure 22] : en 2004, dernière année du recensement, 760 projets sont construits, en cours ou programmés dans 44 États, la plus grande réalisation abritant 12'000 résidents[336]. En moyenne, la plupart des projets se situent au Sud-Est des États-

[336] [Robert Steuteville, New Urbanism continued strong growth in 2004, *New Urban News*, 1er janvier 2005] Le nombre de 760 projets ne représente qu'une partie du recensement que Steuteville a pu établir en contactant les bureaux qui se réclament du Nouvel Urbanisme. Il précise qu'il devient difficile de

Unis (39%), au Nord-Est (15%), sur la côte Ouest (15%) et dans le Midwest (14%). En rapportant le nombre de projets construits avec le nombre de projets programmés, il apparaît, à la fois régionalement et nationalement, que « plus les projets des Nouveaux Urbanistes sont construits avec succès, plus des projets de ce type sont programmés[337] » (Passell, 2007: 122-123). Autrement dit, l'exemplarité du Nouvel Urbanisme se renforce au fur et à mesure de nouvelles réalisations dont la comparaison élargie permet aux investisseurs de mieux évaluer les risques et, surtout, les bénéfices de telles opérations immobilières (Passell, 2007: 124). Il est vrai qu'au regard de ces chiffres le Nouvel Urbanisme apparaît comme une option viable au sein du marché immobilier et, plus largement, auprès des autorités publiques : l'offre se diversifie - ce ne sont plus toujours les mêmes bureaux d'architecture et d'urbanisme qui prennent ce type de commande - mais implique par ailleurs une plus grande malléabilité des principes de ce mouvement de réforme urbaine (Passell, 2007: 121).

Figure 22 : Évolution des projets du Nouvel Urbanisme à l'échelle du quartier



Source : graphique dessiné par l'auteur à partir de *New Urbanism: Comprehensive Report & Best Practices* (Steuteville et Langdon, 2003, 2009)

répertorier tous les projets en raison de leur rapide augmentation et, corrélativement, de l'impossibilité de juger leurs qualités individuelles. L'idée d'établir un recensement annuel est finalement abandonnée en 2004.

[337] "The more New Urbanist projects get successfully built, the more likely planned projects are to be realized." (Passell, 2007: 122-123)

Il n'en reste pas moins que ce type de recensement ne se fonde pas sur des critères exhaustifs. Ainsi, il n'est pas possible de savoir spécifiquement quels sont les principes de la charte qui sont respectés ou quelles sont les approches privilégiées (TND et/ou TOD). Par ailleurs, seuls sont recensés les projets américains. En revanche, des standards relatifs à l'approche TND (*TND Design Rating Standards*[338]) existent et permettent de répertorier les projets caractéristiques du mouvement néo-traditionaliste, à la fois aux États-Unis et dans le monde.

Laurence Aurbach, administrateur depuis 2002 du site Internet *The Town Paper*[339], suivait de près l'actualisation annuelle des projets par Steuteville pour le compte de la revue en ligne *New Urban News*[340]. Il pensait cependant que le recensement de ces projets devait être systématisé et mis en ligne de façon à pouvoir accéder aux sites spécifiques à chacune des réalisations de type TND, et ce à des fins de promotion et d'enseignement :

> *« Comme le nombre de projets répertoriés augmentait, appliquer des standards de manière cohérente devenait extrêmement complexe. J'ai établi les standards pour classer et systématiser l'évaluation [des projets] et j'ai tenté de les rendre aussi cohérents et transparents que possible. J'ai ainsi pu constater qu'expliquer comment ces standards s'appliquent à des cas particuliers est en soi une bonne manière de former le public aux principes du Nouvel Urbanisme[341]. »*

Pour établir ces standards, Aurbach se tourne alors vers les principes développés par le couple DPZ. L'ensemble de ces principes forme un cadre légal (*TND Ordinance*) remplaçant les règlements d'urbanisme des municipalités qui sont responsables, au yeux

[338] Ces standards se trouvent en annexe, page 404 et suivantes.

[339] Depuis 1996, *The Town Paper* publie, sous forme imprimée ou électronique, de nombreux articles relatifs au courant néo-traditionaliste du Nouvel Urbanisme. Située à Kentlands dans le Maryland (l'un des premiers projets néo-traditionaliste de DPZ & Company), la maison d'édition est dirigée par Diane Dorney, qui est aussi directrice de l'Institut de Seaside. Différentes publications y sont éditées, notamment les actes des conseils du Nouvel Urbanisme ainsi que le journal *The Town Paper* (publié de 1999 à 2004) et son successeur *New Towns* (publié jusqu'en 2008). [www.tndtownpaper.com - consulté le 15.05.11]

[340] Depuis l'ouverture du CNU au public en 1996, les membres de l'institution américaine reçoivent la revue sous forme imprimée ou électronique. La revue *New Urban News* est éditée depuis 1996 puis remplacée en 2011 par *Better Cities and Towns* pour signifier, selon les mots du directeur Steuteville, un changement dans la manière de promouvoir la cause du Nouvel Urbanisme : c'est-à-dire une évolution partant « de la conception de modèles pour reformer l'environnement construit vers l'implantation de ces mêmes modèles dans des milliers de communautés. » [Robert Steuteville, Why we changed our name, *Better Cities and Towns* , 22 décembre 2011] Steuteville dirige aussi la maison d'édition qui a publié les manuels de référence du Nouvel Urbanisme (Duany et al., 2008; Steuteville et Langdon, 2009).

[341] "*As the number of listed projects grew, the task of applying standards in a consistent manner became extremely complex. I wrote the Rating Standards to systematize the evaluations and make them as consistent and transparent as possible. I have found that explaining how the standards apply to specific projects is itself a good way to educate people about new urbanism principles."* [correspondance par e-mail avec Laurence Aurbach, 02.03.11]

des architectes DPZ, de l'étalement urbain caractéristique du paysage résidentiel américain de l'après-guerre (Ghorra-Gobin, 2006: 20). Au zonage étatique monofonctionnel et à l'architecture domestique désordonnée sont substituées des règles favorisant la mixité des fonctions et contraignant la conception des espaces publics et privés ; cette réforme permettrait donc de créer des « quartiers authentiques » basés sur « les structures anciennes que les gens chérissent[342]. » (Duany et al., 2000: 223) Pour ce faire, un ensemble de conventions (*master plan* et *codes*) – qui sont les mêmes promues par Krier et le Mouvement britannique des villages urbains[343] - régulent le foncier, les affectations, la densité du bâti (à l'exception des bâtiments publics, l'ensemble ne doit pas dépasser quatre étages), la localisation des parkings, la morphologie de la trame urbaine ainsi que l'esthétique des façades, des rues et des espaces publics (Audirac et Shermyen, 1994: 162; Meredith, 2003: 485).

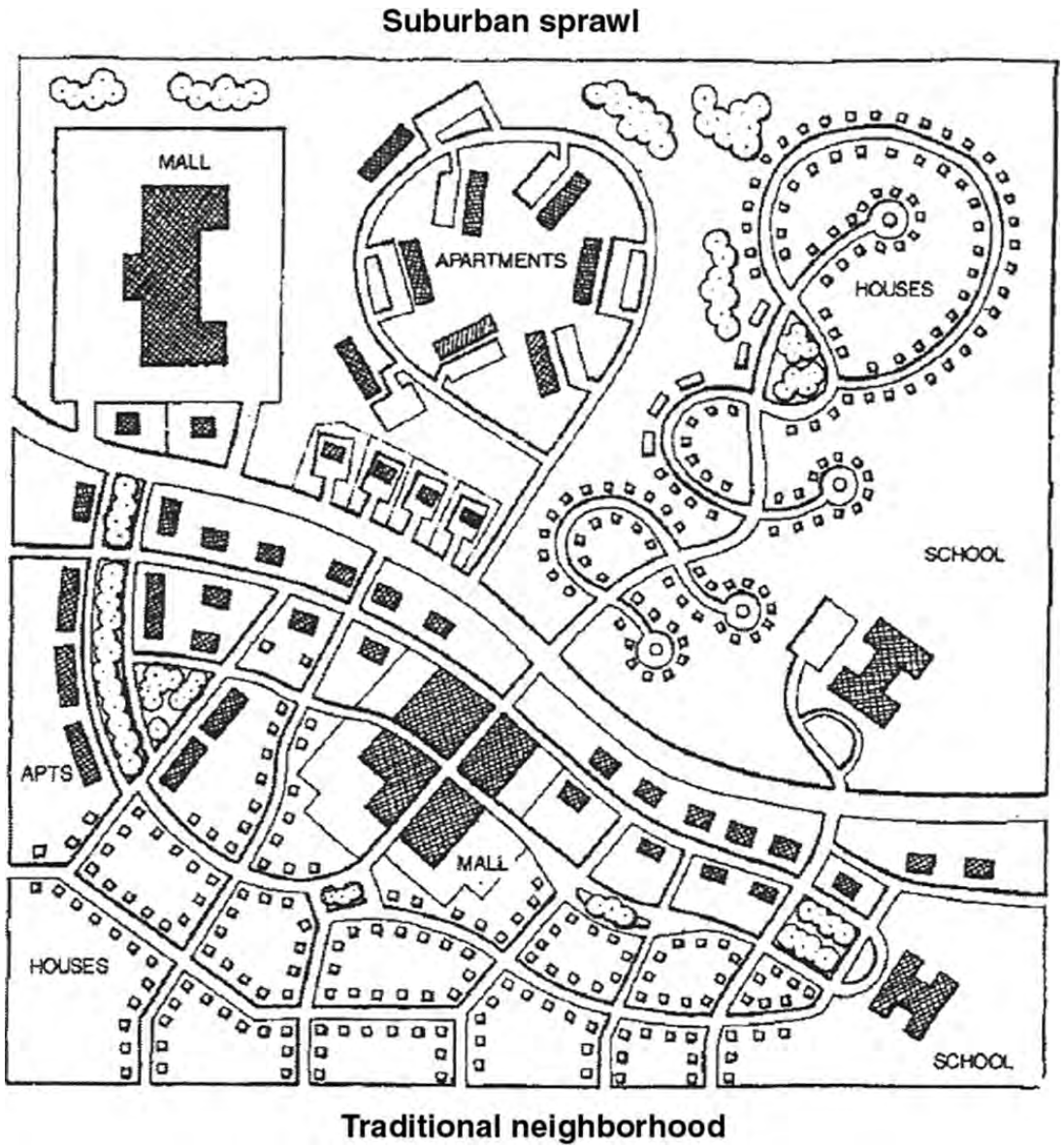
Les nouvelles villes traditionnelles s'opposent donc au développement conventionnel de banlieues monofonctionnelles [Figure 23]. Pour définir les caractéristiques de ces villes, Aurbach établi neuf standards qui doivent tout d'abord répondre à plusieurs prérequis. Ainsi, les communautés fermées (*gated communities*) ne sont pas prises en compte dans le recensement, tout comme les développements immobiliers privés inaccessibles au public en raison, par exemple, de l'âge ou du statut professionnel. Un autre prérequis est le fait que les projets répertoriés par Aurbach doivent être construits et pas simplement planifiés et, dans le cas d'un plan directeur, celui-ci doit être effectivement appliqué. Une fois ces conditions remplies, tout développement d'au moins deux blocs d'immeubles et quarante logements peut être évalué et classé selon les paramètres suivants : variété des types de logement (*Housing Choice*), mixité des fonctions urbaines (*Mixed Use*), connectivité de la structure viaire (*Connectivity*), insertion dans un réseau de transport (*External Connections*), proximité des activités quotidiennes (*Proximity*), localisation régionale du projet (*Location*), harmonie des paysages urbains (*Streetscapes*), régularité des espaces publics (*Civic Space*) et valorisation des qualités esthétiques (*Architectural Aesthetics).* Aurbach reconnaît la subjectivité de ce dernier critère mais mentionne toutefois des éléments chers à la doctrine néo-traditionaliste qui sont à prendre en compte dans l'évaluation d'un projet, notamment l'harmonie de l'architecture avec l'histoire, le style et les pratiques constructives vernaculaires, la régularité des façades et les proportions des bâtiments, l'ornementation et le symbolisme ainsi que la durabilité des matériaux[344].

[342] "The TND deals succinctly with the criteria essential to making authentic neighborhoods. (…) New growth is modeled on the old patterns that people cherish." (Duany et al., 2000: 223)

[343] À ce sujet, voir page 130 et suivantes.

[344] [Laurence Aurbach, TND Design Rating Standards, Version 2.2, page 17] Il est à noter que Aurbach mobilise pour ce standard architectural des références explicites au néo-traditionalisme américain en mentionnant, par exemple, l'ouvrage de Stephen Mouzon (2004) préfacé par Duany.

Figure 23 : Développement des *suburbs* au regard des quartiers traditionnels



Source : dessin de Duany et Plater-Zyberk (Spielberg, 1989)

Ce système d'évaluation, mis en ligne en 2005 sur le site Internet *The Town Paper*, est celui sur lequel je me base pour identifier les projets néo-traditionalistes construits aux États-Unis et en Europe. 452 projets répondant aux standards TND sont recensés à travers le monde[345] : 389 se trouvent sur le territoire américain et 31 sur le territoire européen, la majorité étant construits au Royaume-Uni (12), aux Pays-Bas (6), en Suède (5) et en France (4). En dehors de ces espaces, la majorité des projets se situent au

[345] [www.tndtownpaper.com – consulté le 07.02.11]

Canada (16) et en Australie (13). De fait, l'espace bâti du néo-traditionalisme est essentiellement anglo-saxon, ce qui n'est pas étonnant étant donné que les laboratoires originels du mouvement, toujours en activité, se situent au Royaume-Uni et aux États-Unis. Pour ce dernier pays, 41 de ses États accueillent des projets TND, principalement la Floride (44), la Californie (36), le Texas (23), la Caroline du Nord (21), la Virginie (21) et le Maryland (20). Ce type de distribution est *grosso modo* la même qu'une dizaine d'année plus tôt pour les projets se réclamant du Nouvel Urbanisme (Passell, 2007: 122) ou de l'approche TND (Falconer Al Hindi, 2001: 210). Les bureaux américains de DPZ & Company se trouvent d'ailleurs sur la Côte Est, le bureau principal étant à Miami, en Floride, et les bureaux régionaux dans le Maryland et la Caroline du Nord. Ces trois États où le couple DPZ a le plus construit depuis une trentaine d'année[346] apparaissent ainsi comme de véritables foyers de diffusion du néo-traditionalisme. Par exemple, le projet de Kentlands dans le Maryland (où se trouvent les bureaux de la revue *The Town Paper*) est considéré comme un modèle exemplaire et reproductible, notamment en raison du fait que c'est le premier projet urbain de type TND qui se distingue des lieux de villégiature construits auparavant par les architectes DPZ [Figure 24 et Encadré 6].

Figure 24 : Habitations mitoyennes sur Main Street, Kentlands

Source : photo de George Pomeroy, 2010

[346] [www.dpz.com – consulté le 15.01.08]

Encadré 6: Kentlands, la première expérience TND à grande échelle

En précisant que Kentlands est « la première application des principes TND à une vraie communauté y travaillant et vivant à l'année », Peter Katz (1994: 31) souligne que cet ensemble construit sur le territoire de la ville de Gaithersburg (Maryland) se différencie du lieu de villégiature qu'est Seaside, isolé à l'époque le long du Golfe du Mexique. Kentlands représente par ailleurs le plus grand développement de l'époque où ont été expérimentés les principes TND, accompagnés cette fois-ci de régulations architecturales très précises.

En 1987, l'entrepreneur Joe Alfandre achète plus de 142 hectares de terres agricoles et contacte Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk pour développer le plan d'un quartier néo-traditionnel. L'année suivante, une charrette sera menée avec les autorités publiques et les habitants de Gaithersburg. De ce processus participatif résultera un plan de développement mixte, structuré en cinq unités de voisinage s'inspirant de l'architecture des quartiers historiques des villes de la région, telles que Annapolis, Georgetown et Alexandria [Figure 24]. L'implantation de ce plan sera facilitée par la création, cinq mois plus tard, d'un type de zonage original au regard de l'aménagement du territoire américain. À l'époque, l'adoption de ce zonage, nommée *Mixed-Use Development*, illustrait l'influence grandissante des idées néo-traditionalistes auprès des politiciens et des urbanistes de la région, alors que le couple d'architecte y menait quatre autres projets (McCann, 1995: 221). Le credo de tous ces projets repose sur le même déterminisme spatial spécifique aux utopies urbaines : l'esthétique des quartiers historiques permettrait de recréer sur des terrains vierges une vie sociale harmonieuse (McCann, 1995).

À terme, il est prévu de construire 1'915 logements (des appartements mitoyens aux cottages) pour près de 4'000 habitants, ainsi que 80'000 m^2 de surfaces commerciales et des bâtiments public tels qu'une bibliothèque et une école. 28% du site comprend des espaces publics arborisés (Southworth, 2003: 230). Les régulations architecturales (*architectural standards*) concernent la qualité des matériaux de construction et leur usage ainsi que la configuration des formes traditionnelles archétypiques (clôtures, porches d'entrées, toits, portes, fenêtres, etc.). Toute modification doit recevoir l'approbation de l'architecte en chef de la ville, proche collaborateur du couple DPZ. Accompagné de régulations urbaines semblables à celles édictées à Seaside, ce contrôle permet, selon l'architecte en chef (Watkins, 2007), de maintenir sur le long terme à la fois les ambitions du promoteur même si celui-ci doit se désengager du projet (Alfandre dû rapidement remettre le projet à une banque en raison de problèmes économiques) et la cohérence visuelle de l'ensemble qui garantira attractivité résidentielle et rentabilité immobilière (par exemple, les logements de Kentlands ont été vendus, entre 1994 et 1996, 12% plus chers que ceux des développements suburbains conventionnels situés aux alentours (Tu et Eppli, 1999)).

En Floride, deux projets de type TND ont particulièrement attiré l'attention des architectes et des promoteurs immobiliers, le premier en raison de son caractère innovant par rapport au développement usuel des banlieues américaines, le second en raison de l'appropriation des principes néo-traditionalistes par une multinationale. Tous deux ont les mêmes caractéristiques : la mobilisation de l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme antérieure à l'après-guerre (à la fois comme justification au projet et comme instrument d'aménagement) ; l'élaboration de règles typo-morphologiques contraignantes dont le respect à long terme est contrôlé par un architecte en chef ou le maître d'ouvrage ; un plan structuré autour d'un centre urbain (*town center*) et hiérarchisé selon l'interconnexion viaire des habitations; la privatisation du domaine public à travers des associations de propriétaires ; l'homogénéité sociale et économique de la population résidente ; et, finalement, la création *ex nihilo* d'une communauté urbaine, certes intéressée par le caractère piétonnier de l'ensemble, mais dont la localisation résidentielle en périphérie des centres économiques oblige à la pendularité. À ces caractéristiques correspondent respectivement les critiques usuels faite au modèle néo-traditionnel : une utilisation fallacieuse de l'histoire, un contrôle absolu de la conception architecturale et urbanistique, un plan radioconcentrique liant formellement civisme et unité de voisinage, la dissolution du politique au profit des intérêts privés, le communautarisme et l'exclusion sociale et, finalement, un développement urbain en périphérie des villes (*greenfield development*) plutôt qu'à l'intérieur de celles-ci (*infill development*) accentuant l'étalement urbain. Ces critiques sont abordées ci-dessous à travers la présentation des origines et des caractéristiques des deux projets emblématiques de type TND : Seaside, le prototype du néo-traditionalisme américain, et Celebration, la première ville construite par la *Walt Disney Company* (WDC).

La station balnéaire de Seaside a été bâtie sur une surface de 32 hectares, soit 80 acres « la taille idéale d'une petite ville ou d'un quartier urbain », comme le souligne en référence à Léon Krier le prospectus de la seule et unique agence immobilière *Seaside Community Realty* (SCR)[347]. Lorsque son directeur, Robert Davis, hérita du terrain en 1978, il souhaitait y construire avec sa femme un lieu de villégiature radicalement différent des habituels ensembles suburbains des États-Unis (Falconer Al Hindi et Staddon, 1997: 351). Après avoir approché le couple DPZ qui travaillait encore à l'agence Arquitectonica, un premier plan directeur fut esquissé [Figure 25] mais demeurait insatisfaisant aux yeux des architectes et de l'investisseur qui décidèrent alors d'effectuer un voyage dans les villes historiques du Sud des États-Unis. Ils y récoltèrent de nombreux exemples architecturaux qui pourraient être reproduits à Seaside et ainsi

[347] Fondée en 1983 par Robert Davis, la *Seaside Community Development Croporation* (devenue récemment la SCR) édite un guide touristique via sa succursale destinée à la location de cottages [*Seaside, A Walking Tour*, Seaside Cottage Rental Agency]. Pour l'architecte de passage ou le simple curieux, ce guide permet de découvrir à pied les réalisations architecturales les plus marquantes de la station balnéaire.

guider son développement. Se basant sur une iconographie antérieure à 1940, le plan directeur de Seaside permettrait alors la création *ex-nihilo* d'une communauté « authentique, indigène et intemporelle, incarnant les qualités essentielles des petite villes américaines du passé[348]. » (LaFrank, 1997: 111)

Une nouvelle version du plan directeur [Figure 26] et des règles urbanistiques (*urban codes*) sont alors établies par la jeune agence DPZ & Company. À partir de ces premières conventions, Davis et sa femme construisirent deux maisons sur la première rue de Seaside, Tupelo Street : la première est destinée au couple de promoteurs [Figure 32], la seconde devient leur bureau pour vendre les terrains à bâtir. L'année suivante, en 1982, Léon Krier fut invité sur ces terres en friche :

> *« Robert [Davis] et Andrés [Duany] sont venus me chercher à l'aéroport de Miami et ils m'ont dit : « Tu vas construire, les conditions sont bonnes maintenant ! » Ils m'ont invité et c'était très inspirant. Il y avait juste une rue qui était réalisée, avec des arbres et avec les deux cottages. C'était un moment où on n'y croit pas encore : tout est possible et rien n'est possible à la fois !*[349] *»*

Lui qui s'était juré de ne jamais construire pour ne pas compromettre ses idées se rendit compte que l'idéal urbain pour lequel il se battait auparavant à Bruxelles pouvait prendre forme le long du Golf du Mexique et devenir, selon les termes de son ami américain (Duany, 2008: 27), une « machine de propagande ». L'architecte luxembourgeois affina alors le plan directeur du couple DPZ en redimensionnant la place centrale et les îlots [Figure 27] et en introduisant un fin tracé piétonnier ouvert au public, serpentant à l'arrière des habitations et reliant les voies principales de Seaside [Figure 28]. À cette innovation urbanistique (le *backyard* des lotissements pavillonnaires américains étant généralement privé et fermé) s'ajoutera en 1985 la première construction de Krier au nord de Tupelo Street qui incarne le classicisme de ses œuvres théoriques [Figure 29].

L'année 1983 marque la fin du processus d'élaboration du plan directeur avec, tout d'abord, la première réalisation de ce que les Nouveaux Urbanistes appellent une « charrette » et, ensuite, la construction d'une maquette avec les étudiants de l'École d'architecture de l'Université Catholique Américaine de Washington D.C.. Premièrement, Duany et Davis mènerent pendant deux semaines un intense travail collaboratif avec plusieurs architectes pour affiner *in situ* les régulations urbanistiques

[348] "A product of the careful study of traditional buildings and communities, Seaside is intended to be authentic, indigenous, and timeless, embodying the essential qualities of the american small town of the past." (LaFrank, 1997: 111)

[349] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

qui structurent le plan de Seaside[350]. C'est à cette occasion qu'émerge l'idée de désigner un architecte (*town architect*) responsable de l'application desdites régulations pour garantir sur le long terme cohérence et harmonie du cadre bâti[351]. Deuxièmement, l'architecte Dhiru Thadani, qui avait reçu deux plus tôt Duany à l'Université Catholique Américaine pour qu'il y expose les prémices du développement de Seaside, travailla avec ses 115 étudiants à construire une maquette de la future station balnéaire[352]. Les régulations urbanistiques sont ainsi été testées à une échelle 1 :200 et, à la fin de l'année 1983, le plan directeur définitif[353] [Figure 30] et la maquette [Figure 31] peuvent alors servir au marketing de l'ensemble du projet (Passell, 2007: 80).

Le plan de Seaside s'inspire explicitement des travaux de l'architecte américain John Nolen. Ce dernier, tout comme Raymond Unwin, était un véritables « passeur transatlantique » des réformes engagés par l'*International Garden Cities and Town Planning Association* (Saunier, 1999). Il souhaitait, à travers ses plans rationnels et géométriques de villes néo-classiques, unifier les citoyens autour d'idéaux civiques, magnifier la nature et, plus globalement, améliorer la responsabilité publique (Stephenson, 2002: 112). Une telle idéologie de la ville est recrée par les architectes DPZ qui établissent un plan d'où rayonnent, depuis une place où se trouvent les aménités commerciales et civiques, deux avenues quasi-monumentales structurant les espaces résidentiels et hiérarchisant les usages : spatialement et symboliquement, l'espace public supplante l'espace privé, la communauté se substitute à l'individualisme et l'harmonie à la différence (LaFrank, 1997: 114).

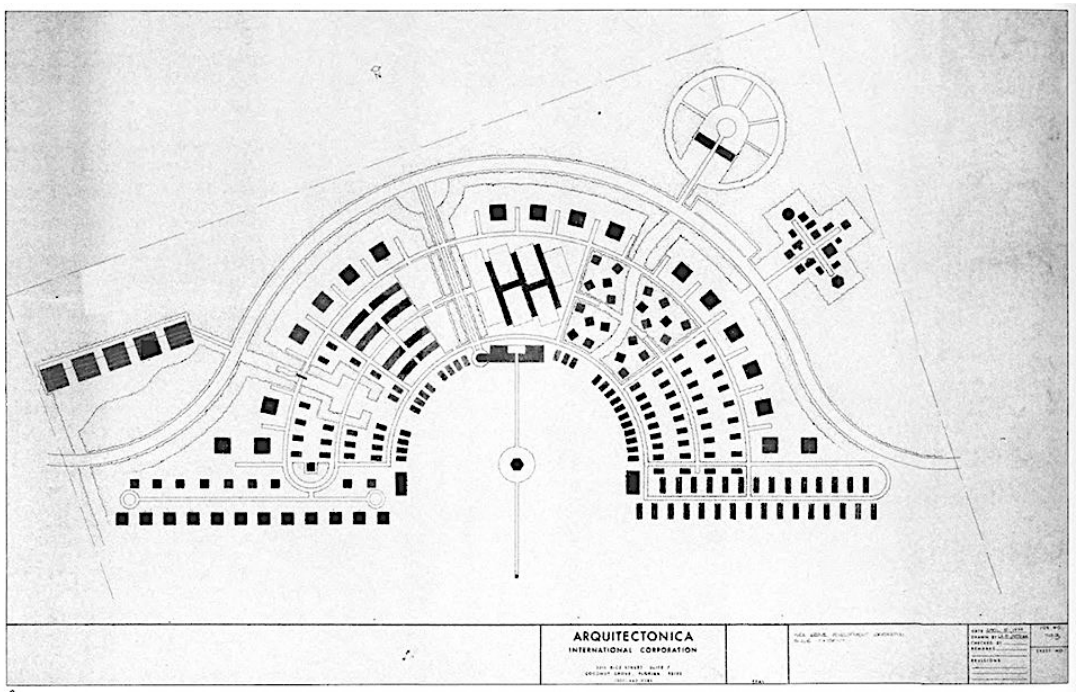
[350] Pour les Nouveaux Urbanistes, une « charrette » désigne un travail d'au moins une semaine sur les lieux mêmes du projet mettant en relation, dans certains cas, seulement des architectes et le maître d'ouvrage et, dans d'autres cas, aussi des autorités publiques et des habitants. Ce travail collaboratif mène généralement à l'élaboration d'un plan d'aménagement et d'un code esthétique. Le terme est dérivé du français en référence à l'intense travail que devait fournir les étudiants des Beaux-Arts à la fin de leur étude. En effet, le superviseur circulait avec une charrette pour récolter les dessins finaux et il n'était pas rare de voir un étudiant sauter dedans pour mettre un dernier coup de crayon à son projet (Steuteville et Langdon, 2003: 12).

[351] [Robert Davis, *The Seaside Town Architects*, seaside.library.nd.edu – consulté le 14.07.14] Cet article est publié en ligne dans le cadre des archives de Seaside, hébergées par l'École d'architecture de l'Université de Notre Dame Ces archives compilent toutes les réalisations architecturales et permet de retracer l'histoire de la conception de la station balnéaire.

[352] [Correspondance par e-mail avec Dhiru Thadani, 07.03.11]

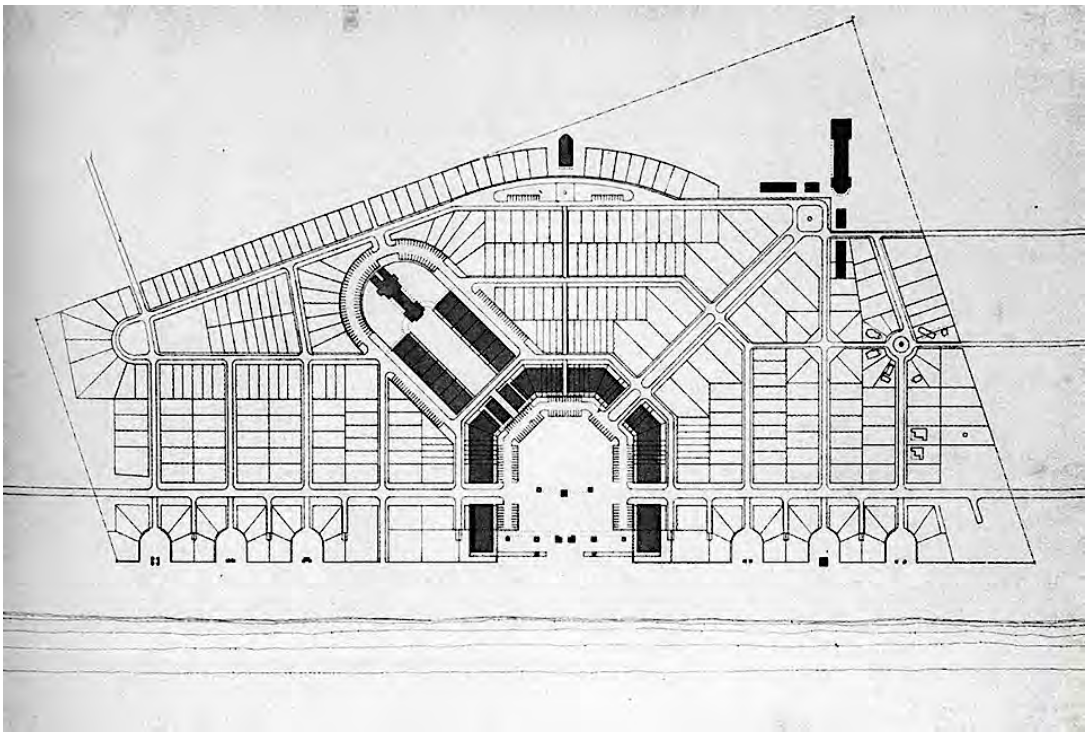
[353] Le *master plan* de Seaside et ses règles urbanistiques se trouvent en annexe, page 424 et suivantes.

Figure 25 : Première version du plan de Seaside, bureau Arquitectonica



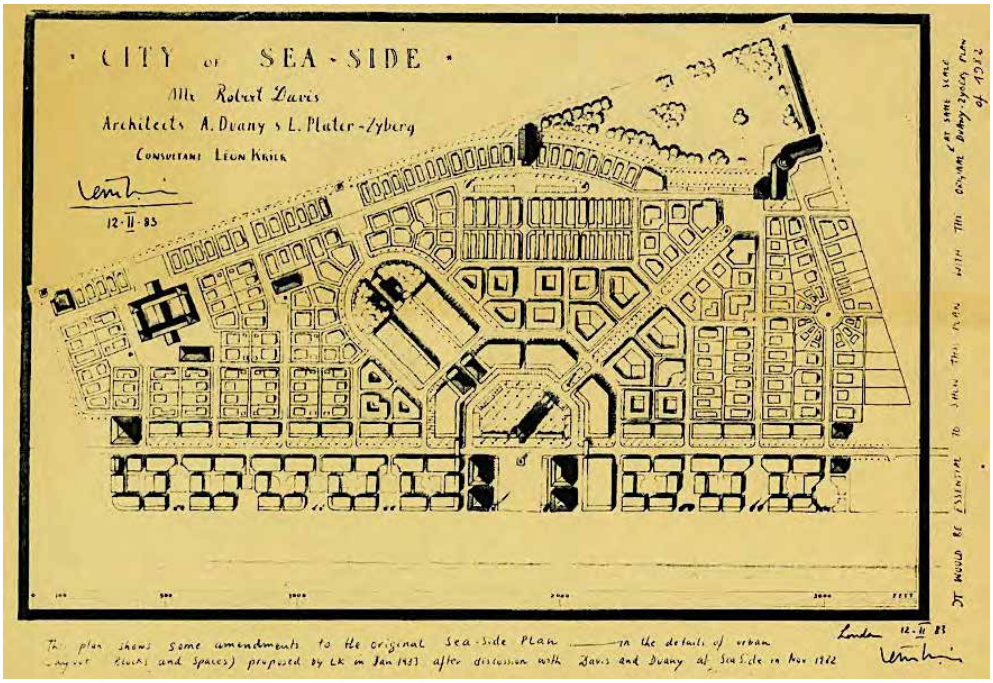
Source : seaside.library.nd.edu – consulté le 14.07.14

Figure 26 : Deuxième version du plan de Seaside, bureau DPZ & Company



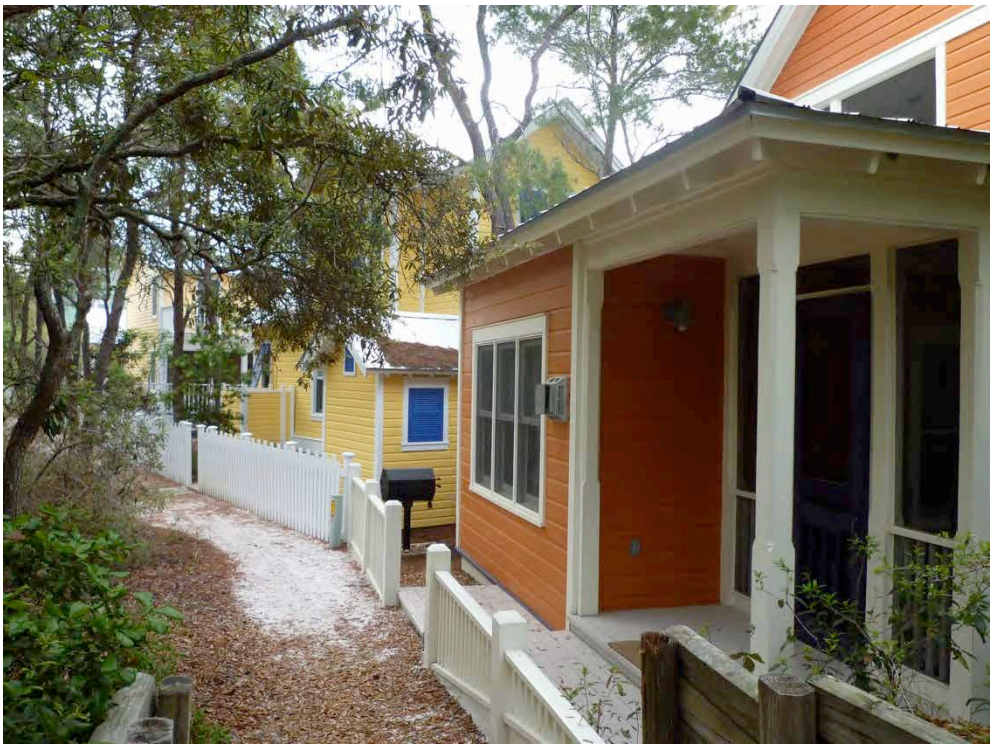
Source : seaside.library.nd.edu – consulté le 14.07.14

Figure 27 : Le plan de Seaside revu par Léon Krier



Source : seaside.library.nd.edu – consulté le 14.07.14

Figure 28 : Krier Walks, un tracé pédestre à l'arrière des habitations

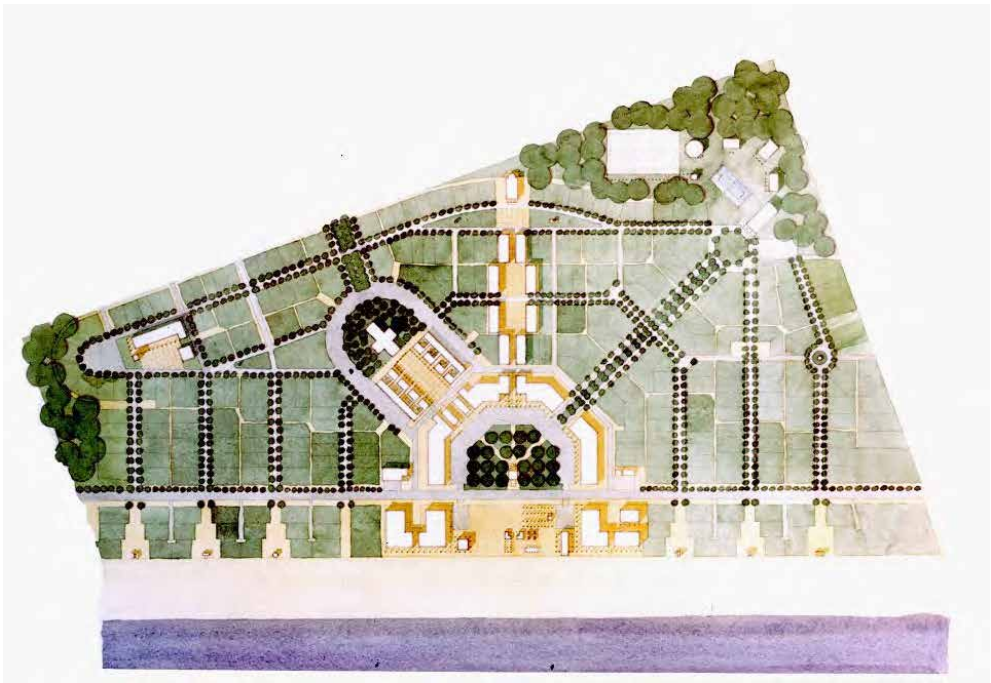


Source : photo de l'auteur, 2010

Figure 29 : Krier House, 84 Tupelo Street

Source : photo de l'auteur, 2010

Figure 30 : Version définitive du plan de Seaside, DPZ & Company



Source : seaside.library.nd.edu – consulté le 14.07.14

Figure 31 : Tester le code de Seaside, maquette de Dhiru Thadani et ses étudiants

Source : photo de Dhiru Thadani, date inconnue

Figure 32 : Yellow House, 34 Tupelo Street, type VI

Source : photo de l'auteur, 2010

Figure 33 : Seven Oaks, 81 Seaside Avenue, type IV

Source : photo de l'auteur, 2010

Partie intégrante du plan, les régulations urbanistiques doivent impérativement être suivies par les futurs acquéreurs des terrains. Elles ne portent pas sur le style architectural des bâtiments privés – bien qu'en définitive, souligne Davis (2008: 21), les propriétaires préfèrent des maisons traditionnels au style victorien fantasque (*whimsical Victorian*) - mais uniquement sur leur rapport à la rue et, plus généralement, sur l'esthétique du paysage urbain (*streetscape*). De fait, les matériaux, les couleurs et les formes des habitations doivent être en accord avec l'environnement et chaque bâtiment, dont la hauteur est limitée, doit faire face à la rue et en être particulièrement proche. Cette attention portée à l'espace public est accentuée par la construction obligatoire d'un porche, conçu au départ comme un élément typologique vernaculaire puis, plus globalement, comme un vecteur d'interactions sociales, se rappelle Plater-Zyberk :

> *« À Seaside, le porche d'entrée était d'abord un élément environnemental, une forme esthétique procurant de l'ombre et de la fraicheur pour l'habitation. Ensuite, nous avons*

commencé à le concevoir comme une action, à le comprendre à travers son rôle social : par exemple, les personnes assisses devant leur maison parlent aux passants. Ce qui était au départ esthétiquement plaisant avait en fait d'autres fonctions : pour nous, cela a été un grand processus d'apprentissage.[354] »

Les régulations urbanistiques définissent huit types de bâtiments à bâtir selon leur localisation au sein de la station balnéaire. Par exemple, le type VI, disposé orthogonalement à l'est et à l'ouest de la place centrale, présente des habitations destinées *a priori* à la classe moyenne (LaFrank, 1997: 118). S'inspirant du style régional du sud rural des États-Unis, ces cottages de faible hauteur et aux blanches palissades (*picket fences*) sont disposés le long de la rue de manière relativement dense et leur porche doit couvrir au minimum 60% de la façade. C'est là que la première habitation du couple Davis [Figure 32] a été construite afin d'être un modèle pour la suite de l'aménagement des rues adjacentes. Contrastant avec ces bâtiments populaires, le type IV, dont les bâtiments sont tous situés le long de la prestigieuse Seaside avenue qui relie le *town center* au centre sportif privé de la station balnéaire, comprend au minimum deux étages et une tour dont la terrasse permet d'embrasser l'horizon [Figure 33]. S'inspirant explicitement du style *Greek revival* des maisons de maître sudistes d'avant la guerre de sécession, le type IV encourage ceux qui peuvent le construire à se sentir, selon les termes Kathleen LaFrank (1997: 118), « prospères, importants et indispensables - des citoyens éminents qui ont un rôle dans la société et un intérêt à la maintenir[355]. »

À l'époque, construire aux États-Unis un lieu de villégiature où la marche est favorisée au détriment de l'automobile, où l'architecture domestique est contrainte par des conventions typo-morphologiques, était un pari risqué pour Davis qui avait d'ailleurs demandé au couple DPZ que leurs honoraires soient payés en terrain à bâtir (Leinberger, 2008: 164). Le retour sur investissement des millions de dollars que l'entrepreneur avait investis avec sa femme ne se fit qu'après une dizaine d'année, mais fut conséquent : par exemple, aux alentours de Tupelo Street, les premiers terrains coutaient 20'000 dollars et, dix ans plus tard, pas moins de 143'000 dollars, soit une augmentation annuelle de 21,8% (Volk et Zimmerman, 2008: 159). Vingt ans après la fondation de Seaside, le dernier terrain est vendu pour 2 millions de dollars (Leinberger, 2008: 164) et, dix ans plus tard, la majorité des habitations en vente coutaient près de 5 millions de dollars.

[354] "*In Seaside, the front porch was first an environmental thing, an aesthetic component, providing shade and cooling for the house and then we began to see it as an action, we understood it has a social role, you know, people sit on the porch talk to people on the street. We saw a lot of things that we thought were aesthetically pleasing had in fact quality functions from other aspects, so it was a big learning process*." [Entretien avec Elizabeth Plater-Zyberk, 22.04.10]

[355] "Such a high-style provenance [from the plantation house] encourages the well-off owners of Type IVs to feel successful, important, and obliged-leading - citizens who have a role in society and a stake in preserving it." (LaFrank, 1997: 118)

Certes, la construction de Seaside pouvait être initialement motivée par des idéaux sociaux progressistes (Stern, 2008: 177), il n'en reste pas moins qu'avec de tels prix seule une population fortunée (et majoritairement blanche) peut se permettre d'acheter une résidence, qui plus est secondaire dans la majorité des cas (Passell, 2013: 4).

Ce caractère exclusif de Seaside est renforcé par le fait que les espaces publics de la station balnéaire sont gérés par des associations de propriétaires (*Homeowner Associations*). De fait, les rues sont sous la responsabilité de neuf de ces regroupements privés prenant en charge le nettoyage et le maintien des espaces publics, l'aménagement du mobilier urbain et les patrouilles de sécurité. Chaque regroupement a un président qui siège au conseil municipal (*Town Council)* au sein duquel se trouvent aussi l'architecte en chef responsable de la cohérence architecturale et urbanistique de Seaside ainsi que la SCR de Davis, propriétaire de la plupart des commerces situés sur la place centrale[356]. Ainsi, le contrôle du respect du cahier des charges que signe obligatoirement chaque propriétaire lors de l'acquisition d'un terrain (*Declaration of Covenants*) fait partie des prérogatives du conseil municipal. Pour Davis, organiser ainsi la gestion de la station balnéaire lui permet de surveiller son développement sur le long terme – car il est à la fois le directeur de la SCR, la personne qui engage l'architecte en chef et le propriétaire de plusieurs terrains[357] - tout en se dégageant, en tant que fondateur de Seaside, de la responsabilité juridique et financière des neuf associations de propriétaires. Selon l'une des employées de l'Institut de Seaside, en charge des acticités culturelles et de la promotion du Nouvel Urbanisme :

> *« L'architecte en chef engagé par Robert [Davis] et la* Seaside Community Development Croporation *[SCDC, désormais la SCR] s'assurent que tout est réalisé comme il le devrait, que les régulations urbanistiques soient maintenues. La différence entre Robert et de nombreux promoteurs immobiliers c'est que ces derniers construisent puis s'en vont. Robert est ici, c'est lui le visionnaire, il convint les gens de venir et, lui, il reste. Je pense que c'est inhabituel. Il habite d'ailleurs ici depuis de nombreuses années[358]. »*

La privatisation de l'espace public n'est cependant pas poussée à l'extrême comme dans le cas de certains développements urbains tels que les communautés fermées (*gated communities*). Seaside n'a pas de velléités sécessionnistes par rapport au Comté de Walton où elle se trouve et dont elle doit respecter les cadres administratifs et légaux :

[356] [Entretien avec Linda Cook, directrice de projet à l'Institut de Seaside, 19.04.10]

[357] Davis et sa femme ont construits plusieurs maisons qu'ils ont ensuite revendues ou louées. Ils ont résidés pendant longtemps à Seaside, à l'année, mais reste désormais occasionnellement dans leur résidence secondaire, passant la plupart de leur temps à San Francisco.

[358] "*Robert hires the architect. With the SCDC, they make sure that everything is made the way it should, that the code is enforced. The difference between Robert and a lot of developers is that a lot of developers develop and just get out. Robert is here, he is the visionary, he convinces people to come, and he stay, I think it's unusual. He lives here for many, many years.*" [Entretien avec Linda Cook, 19.04.10]

autrement dit, c'est une zone non-municipalisée (*unincorporated area*) qui, certes, édicte des règles urbanistiques supplantant celle du territoire de Walton mais qui ne peut lever ses propres impôts comme le font tant de communautés fermées[359]. Par ailleurs, aucune barrière ou poste de contrôle ne limite l'accès à Seaside et la sécurité privée est remarquablement discrète. Toutefois, certaines associations de propriétaires, fatiguées par la constante attention du promoteur et de ses architectes pour les qualités de l'espace public, tentent d'obtenir plus d'intimité, soit à travers des aménagements supplémentaires sur leur terrain afin de se soustraire à la vue des passants, soit à travers la privatisation des accès à la plage de sable blanc [Figure 34], pourtant la « raison d'être » de Seaside et de son marketing (Falconer Al Hindi et Staddon, 1997). Seul une des portions de la plage attenante à la place centrale est dorénavant ouverte la journée à toute personne ne louant ou n'habitant pas une résidence de la station balnéaire.

« Le néo-traditionalisme de Seaside promet la réalisation d'une bonne société à travers un style de vie communautaire et authentique ressuscité des replis nébuleux de la mémoire historique[360] » concluent Karen Falconer Al-Hindi et Caedmon Staddon (1997: 368). Dans leur étude critique de la station balnéaire, ces auteurs ne condamnent pas le fait de tenter de concevoir des paysages urbains esthétiquement plaisants mais plutôt l'intention explicite des architectes DPZ à vouloir rétablir des relations sociales harmonieuses à travers le retour aux formes de ce qu'ils appellent l'Age d'or de l'urbanisme américain. Ce type d'utopie conservatrice - que Paul Knox (2011: 141) nomme « *déjà-vu urbanism* » - procède d'une nostalgie restauratrice[361] où « la forme architecturale dépend de la fiction » (Ellin, 2006: 99), c'est-à-dire : inventer des traditions architecturales sur un terrain vierge, gommer des contradictions sociales derrière des façades et, plus généralement, construire des villes contemporaines à partir de formes venant d'autres lieux et d'autres temps. De fait, les architectes DPZ ont consciencieusement exploré le même paradigme qui a influencé Walter Elias Disney lors de la conception de son premier parc à thèmes à Los Angeles : Main Street USA, la rue principale des petites viles américaines du début du XX^{e} siècle devenue porte d'entrée et axe central de Disneyland (Rybczynski, 2008: 54). Ce n'est donc pas sans raison qu'à la fin des années 1980 Robert Stern, l'un des architectes engagé pour dessiner le plan

[359] Généralement pour des raisons antifiscales, « l'*incorporation* est le processus par lequel une zone qui dépendait de l'administration du *county* se voit octroyer le statut de municipalité, par une décision de l'État et par référendum local. » (Le Goix, 2001: 88) Aux États-Unis, les espaces urbains relèvent de deux échelles différente de pouvoir : les municipalités (*incorporated areas*) et les zones non municipalisées, dépendantes de l'administration et de la gestion du *county* (*unincorporated areas*) (Ghorra-Gobin, 1993).

[360] "Seaside's neotraditionalism promises realisation of the good society through an authentic communitarian way of life resurrected from the misty recesses of historical memory." (Falconer Al Hindi et Staddon, 1997: 368).

[361] Selon Svetlana Boym (2001: 49), la nostalgie restauratrice est à distinguer de la nostalgie réflexive : la première a pour but de reconstruire la matrice perdue de l'espace originel (l'accent étant mis sur *nostos* signifiant « maison » en grec), tandis que la seconde prend sens dans le mouvement et non dans la destination (*algia* signifiant « désir, aspiration »).

directeur de la première ville de la *Walt Disney Company* (WDC), organisa pour le PDG de la multinationale une visite à Seaside qui acheva de le convaincre quant à la pertinence de l'approche TND (Stern, 2008: 118).

Figure 34 : Privatiser l'accès à la plage, Tupelo Pavillon

Source : photo de l'auteur, 2010

« Je ne pense pas qu'il y ait de plus grand défi au monde que de trouver des solutions aux problèmes de nos villes, s'exclame Walt Disney en octobre 1966 (Beard, 1982: 1), Mais par où commencer ? Comment pouvons-nous répondre à ce défi ? Et bien, nous sommes convaincus que nous devons commencer en considérant les besoins du public. Et ces besoins ne sont pas seulement de guérir les vieilles maladies des vieilles villes. Nous pensons plutôt qu'il faut bâtir sur des terrains vierges un type spécial de nouvelle communauté[362]. » Ce discours thérapeutique et populiste annonce sous forme

[362] "I don't believe there's a challenge anywhere in the world that's more important to people everywhere than finding solutions to the problems of our cities. But where do we begin? How do we start answering this great challenge? Well, we're convinced we must start with the public need. And the need is

télévisuelle et avec tous les moyens graphiques dont dispose la *Walt Disney Company* (WDC) ce qui sera le dernier grand projet de l'entrepreneur américain : EPCOT (*Experimental Prototype of Community of Tomorrow*), une ville radioconcentrique conçue pour 20'000 habitants et comprenant un aéroport international, des complexes hôteliers, des parcs d'attractions, des espaces commerciaux et industriels ainsi que des logements collectifs et pavillonnaires. Le modèle urbain proposé guérirait ainsi les villes de leurs maux – délabrement du cadre bâti, pauvreté, chômage, embouteillage – et serait un exemple à reproduire pour les générations futures et, plus particulièrement, pour l'industrie américaine de la construction (Ross, 1999: 54). EPCOT ne verra finalement pas le jour mais ce prototype annonce un discours oscillant « entre l'utopie sociale naïve et le pragmatisme économique le plus froid » qui imprégnera, une vingtaine d'année plus tard, toutes les politiques urbaines menées par la multinationale (Chabard, 2008b: 38)

Les premières idées urbanistiques de la WDC trouvent donc leur origine dans le projet de ville idéale imaginée par Walt Disney. N'ayant pas eu la maitrise foncière et immobilière des abords de son premier parc à thèmes sur la Côte Ouest, Walt Disney se porta acquéreur de plus de 11'000 hectares de terres marécageuses, à bas prix, au sud d'Orlando en Floride. EPCOT devait y être construit mais seul le deuxième parc à thèmes de Disney[363] fut réalisé après sa mort en décembre 1966, laissant les terres non-bâties aux alentours. Cependant, l'idée de contrôler à la fois l'espace des parcs à thèmes et l'espace environnant subsista au sein de l'entreprise et ce fut lors de l'entrée en fonction du PDG Michael Eisner, en 1984, que se mit en place une véritable stratégie de valorisation du foncier via l'architecture et l'urbanisme (Dunlop, 1996: 63). Trois ans plus tard, Eisner créa un département immobilier et engagea l'architecte Robert A.M. Stern[364] comme conseiller pour le choix d'architectes susceptibles de travailler selon les canons de l'entreprise (Dunlop, 1996: 78). Ce réseau hétéroclite d'architectes de la mouvance postmoderne - tels que Michael Graves, Charles Moore, Robert Venturi, Philip Johnson ou Frank Ghery – trouva tout d'abord sur les terrains hôteliers et récréatifs de la WDC un terreau fertile pour exprimer leur style architectural, éclectique

not just for curing the old ills of old cities. We think the need is for starting from scratch on virgin land and building a special kind of new community (…)" (Beard, 1982: 1)

[363] Le premier parc à thèmes a été inauguré en 1952 à Anaheim, Los Angeles, le second, Walt Disney World Resort, en 1971 ; puis ensuite Tokyo Disney Resort en 1983, Disneyland Paris Resort en 1992 et, finalement, Hong Kong Disneyland en 2005.

[364] Robert Arthur Morton Stern a reçu en 2007 la médaille d'Athènes du CNU et en 2011 le prix Driehaus de l'Université de Notre Dame en raison de ses nombreuses réalisations néo-traditionalistes, telles que ses activités de consultants à Seaside, ses bâtiments pour le projet « Quartier am Tacheles » à Berlin [Encadré 8], la revitalisation d'un îlot appartenant à la WDC sur Time Square en plein centre de New York ou encore la réalisation de plusieurs bâtiments à Celebration, dont le centre hospitalier, et de complexes hôteliers à Disneyworld). Il fait partie du comité d'honneur de l'Institut pour une architecture classique basé à New York (*Institute of Classical Architecture and Classical America* - ICA&CA) [www.ramsa.com – consulté 25.07.14].

et historiciste. Quant aux architectes néo-traditionalistes choisis par Stern, ils verront leurs principes traduits pour la première fois à cette échelle au moment de la construction d'une ville non loin de Disneyworld – Celebration - où il est prévu d'accueillir au terme de son développement 20'000 habitants sur près de 2'000 hectares[365].

« *Disney s'est comporté comme un mécène en architecture*, souligne Michel Dionne, architecte à l'agence Cooper, Robertson & Partners qui a participé à dessiner le plan directeur de Celebration, *Michael Eisner s'est entouré d'architectes qui avaient une certaine renommée - les modernistes, les postmodernistes ou les traditionalistes – pour amener une discussion dans la profession, pour engager un débat sur l'urbanité américaine*[366]. » À Celebration, les bâtiments emblématiques se trouvant près de la rue principale Market Street ont été construits par des architectes de renom : un *Preview Center* par Moore, une banque par Venturi, l'hôtel de ville par Johnson ou encore la poste par Graves [Figure 35][367]. Par contre, la construction des bâtiments destinés au logement n'autorise pas de gestes architecturaux idiosyncratiques. Chaque habitation est certes différente l'une de l'autre, mais la cohérence esthétique du paysage est contrôlée par un *Pattern Book*[368] qui n'autorise que six styles néo-traditionalistes : victorien, classique, colonial, *revival*, côtier (*coastal*), méditerranéen et français. Et chacun de ces styles doit répondre à un cahier des charges rigoureux spécifiant, entre autres, les proportions entre les éléments de l'habitation (portes, porches, colonnes, lucarnes, baies vitrées), la couleur de la façade, les matériaux des revêtements extérieurs ou encore l'aménagement paysager des jardins. Par exemple, pour le style côtier [Figure 36], toutes les fenêtres, les moulures, les colonnes et les barrières doivent être impérativement blanches (Ross, 1999: 88). Au contraire de Seaside, dont le style des bâtiments est laissé à l'appréciation des propriétaires de chaque terrain tant qu'ils respectent les réglementations urbanistiques, Celebration offre à ses habitants un paysage architectural extrêmement contrôlé car seuls deux entreprises de construction ont été autorisées à bâtir la première phase du projet (Frantz et Collins, 1999: 80-81), soit 6,5

[365] D'une surface de 1'940 hectares (4'900 acres), la ville compte actuellement plus de 9'000 habitants. La première phase de construction autour du centre-ville (*town center*) a été réalisée sur 6,5 hectares pour 2'500 logements (appartements et pavillons). La deuxième phase -, soit l'aménagement des « villages » Nord et Sud comprenant un campus, scolaire, universitaire et hospitalier - a permis la production de 1'600 logements supplémentaires (Thadani, 2010: 130).

[366] [Entretien avec Michel Dionne, 30.11.10]

[367] Tout comme Seaside, Celebration est devenu un lieu de visite pour les amateurs d'architecture. La *Celebration Company* a édité un guide architectural du centre-ville écrit par Beth Dunlop (1996), spécialiste de l'architecture de la WDC qui, pour l'anecdote, note à propos de la toponymie de la rue principale qu'il n'a pas été possible d'utiliser le nom de « Main Street » cher à Walt Disney car dans le Comté d'Osceola où se trouve Celebration un nom de rue ne peut pas être utilisé deux fois [The Celebration Company, *Downtown Celebration : Architectural Walking Tour*, 1996, page 13].

[368] Un extrait du Pattern Book se trouve en annexe, page 444 et suivantes.

hectares autour d'un lac artificiel et dont les unités de voisinages sont structurées le long d'un avenue partant de Market Street [Figure 37] jusqu'au club de golf.

Cette combinaison artificielle et normative de styles architecturaux répond à la volonté de la WDC de se distinguer par rapport au développement suburbain conventionnel. « *Celebration est un projet immobilier d'une entreprise qui doit faire face à la concurrence pavillonnaire des alentours d'Orlando* » précise Dionne[369]. Pour ce faire, l'approche TND développée par le couple DPZ à Seaside convient tout particulièrement à l'aménagement de la nouvelle ville traditionnelle de la WDC conçue, selon les termes de la multinationale, « pour offrir un retour à une manière de vivre plus sociale et civique[370]. » Cette nostalgie restauratrice est explicitement mise en valeur par le groupe immobilier Lexin Realty, en charge de la gestion du centre-ville depuis 2004, comme l'explique sa directrice au sujet de leur stratégie commerciale :

> *« Vous devez avoir un marché de niche et le nôtre est la conception urbaine antérieure à 1940. Une période qui était merveilleuse pour l'Amérique. Avant la guerre, bien sûr. C'était une période très paisible : l'économie florissait et les gens avaient de l'argent. C'était un temps où les personnes se mêlaient entre elles au centre-ville, allaient voir leurs voisins. Alors, si vous devez construire une ville en référence à l'histoire américaine, ce sera cette période. C'est aussi simple que ça ![371] »*

[369] [Entretien avec Michel Dionne, 22.11.10]

[370] « *Celebration is designed to offer a return to a more sociable and civic-minded way of life*. » [The Celebration Company, *Downtown Celebration: Architectural Walking Tour*, 1996, page 2]

[371] "*You need to have a niche market and ours is the pre-1940 design. A time which was very wonderful for America. Before the war, obviously, it was a very peaceful time : economy flourished and people had money. It was a time when people mingle in downtown to see their neighborhood. So, if you're going to set a town in any part of history in America it will be this time. It's like this simple!*" [Entretien avec Gillian Walker, 20.04.10]

Figure 35 : L'hôtel de ville et la poste de Celebration sur Market Square

Source : photo de l'auteur, 2010

Figure 36 : Une résidence bâtie selon le style côtier sur Celebration Avenue

Source : photo de l'auteur, 2010

Figure 37 : Market Street, la rue commerçante de Celebration

Source : photo de l'auteur, 2010

Beaucoup plus qu'au projet moderniste et technocratique d'EPCOT, c'est donc aux principes TND expérimentés pour la première fois à Seaside que Celebration emprunte sa conception, souligne Sophie Didier (1999: 5) : « référence à une ville du passé perçue comme idéale, sens de la communauté favorisé par la structure même de la ville, édification d'un code d'urbanisme très strict destiné à préserver l'intégrité du projet. » Et tout comme dans le cas de Seaside où Davis et le couple DPZ ont voyagé à travers le Sud des États-Unis pour s'inspirer des villes d'antan, les architectes Stern et Jaquelin Robertson[372] ont réalisé le même Grand Tour avec leur équipe pour finalement livrer en 1988 le plan directeur de Celebration (Ross, 1999: 80). À ce sujet, Dionne se souvient :

> *« Pour Celebration, on a regardé les villes du Sud, comme Charleston et Savannah qui ont toujours très bien fonctionné. On a étudié la dimension des rues, l'empreinte des voiries, les*

[372] Robertson est le co-directeur de l'agence Cooper, Robertson & Partners. C'est aussi lui le concepteur du plan directeur du Val d'Europe [voir page 298 et suivantes au sujet de la conception de la plus grande ville néo-traditionaliste d'Europe]. Robertson a notamment reçu, en 2002, le prix de l'Institut de Seaside et, en 2007, le prix Driehaus de l'Université de Notre Dame.

parkings sur rue, etc. En été, il fait très, très chaud à Celebration, donc il faut beaucoup de feuillus et des rues étroites qui permettent de l'ombre, il faut aussi avoir des rues inter-reliées qui permettent des brises. (…) C'est toujours bien de considérer le passé pour comprendre comment les gens ont répondu à des exigences climatiques. C'est ce que j'appelle un urbanisme sensé. Aujourd'hui, on appelle ça un urbanisme de développement durable, mais nous on appliquait ces principes avant qu'ils ne soient à la mode : éviter le gaspillage d'énergie, apporter des matériaux locaux où dominent le bois, la maçonnerie et les enduits en stuc, etc.[373] »

Dionne se défend d'ailleurs d'avoir réalisé une ville néo-traditionnelle ou se réclamant du Nouvel Urbanisme : « *Je défend une certaine normalité de la ville. (…) D'ailleurs, on n'était pas affilié au Nouvel Urbanisme. On a fait de la planification sur quelque chose qu'on croyait être sensé et ça s'est finalement avéré profitable pour les promoteurs*[374]. » Officiellement, la WDC n'est pas rattachée au mouvement américain de réforme urbaine ; toutefois, souligne Andrew Ross (1999: 80), Celebration n'aurait pas vu le jour sans « l'exemplarité persuasive » dont faisaient preuve les réalisations du Nouvel Urbanisme, alors en train de se constituer dans les années 1990. En effet, des caractéristiques centrales à la Charte du Nouvel Urbanisme imprègnent l'ensemble du plan directeur : par exemple, la densification du bâti [Figure 38] et l'aménagement des parkings à l'arrière des habitations [Figure 39] permettent de valoriser l'espace public et l'harmonie paysagère, comme le démontre le discours de Dionne :

« On a réintroduit l'allée, ce qui a libéré la maison de son garage. On a offert à la vue les porches, les entrées ; il y a aussi des lots plus étroits pour densifier l'expérience visuelle de la rue. On a introduit un mélange typologique dans le même quartier : il y a le pavillonnaire, la maison de ville, la maison bourgeoise, etc. On a introduit une mixité qu'on ne retrouvait plus. Ce n'est pas comme dans les communautés fermées où les maisons sont les mêmes et ont la même valeur. Et on a travaillé sur l'espace public, sur son identification à travers le mobilier urbain, de sorte que l'on a l'impression d'être dans le même village. Bref, de telles propositions étaient quand même assez fortes à l'époque. C'était très risqué pour Disney. Ils disaient : « Mais ça c'est jamais fait ! On va perdre notre chemise ![375] »

[373] [Entretien avec Michel Dionne, 22.11.10]
[374] [Entretien avec Michel Dionne, 22.11.10]
[375] [Entretien avec Michel Dionne, 22.11.10]

Figure 38 : Densifier le centre-ville à travers des logements mitoyens

Source : photo de l'auteur, 2010

Figure 39 : Réintroduire l'allée, libérer les voies principales du parking

Source : photo de l'auteur, 2010

Le maître d'ouvrage se rallia cependant aux conseils de ses architectes car, soucieux de son image, il ne voulait pas promouvoir un banal lotissement pavillonnaire. S'emparer des idées mises en avant par le Nouvel Urbanisme permettait, d'une part, d'assurer une considérable publicité de l'opération immobilière, vu la curiosité suscitée aux États-Unis par le mouvement de réforme urbaine (Charmes, 2005: 15), et, d'autre part, de garantir sur le long terme une qualité architecturale et urbanistique - tout comme le couple DPZ l'a fait à Seaside avec son *Urban Code* - en employant un *Pattern Book* extrêmement contraignant qui s'avéra être aussi un outil de marketing pour flatter le bon goût d'une clientèle attirée par l'ordre civique et social d'un environnement harmonieux (Ross, 1999: 87). Parallèlement au plan directeur de Stern et de Robertson, le *Pattern Book* de Celebration[376] fut réalisé par l'*Urban Design Associate*s, un des principaux bureaux d'urbanistes membres CNU, comme le précise Dionne :

> *« On a dessiné le plan ensemble, on a traité l'architecture ensemble et on a développé tous les outillages comme le* Pattern Book*. Dans ce type de manuel, il y a deux codes: les directives urbanistiques pour le domaine public et les directives architecturales pour les particuliers. Avec* Urban Design Associates*, on a travaillé sur les fenêtres, les portes, les proportions, etc. Avant les gens mélangeaient tous les styles et c'était la cacophonie visuelle dans les banlieues américaines. On s'est dit : « On va nettoyer tout ça ! » (…) Il fallait sortir de ce modèle suburbain, de ce dogme architectural et urbanistique. Et finalement, Celebration a porté ses fruits et a influencé les choses qui se font aux États-Unis, notamment au niveau des densités. »*

Selon Éric Charmes (2005: 14), la WDC s'est avant tout comportée en promoteur immobilier et son objectif a moins été l'ingénierie sociale que l'exploitation commerciale d'un actif foncier selon les canons du néo-traditionalisme. La ville de Celebration fut inaugurée en 1996, financée et administrée jusqu'en 2004 par la *Town of Celebration Company*, filiale de la WDC. À cette date, le développement du centre-ville, comprenant des bureaux, des espaces commerciaux et des logements, est vendu à Lexin Realty. Les quartiers résidentiels environnants sont quant à eux sous le contrôle de leurs habitants depuis 2003 car « la loi prévoit que lorsque les trois-quarts des lots d'une opération immobilière ont été vendus, les propriétaires qui ont acquis ces lots doivent devenir majoritaires au sein de l'entité qui possède et gère les espaces collectifs. » (Charmes, 2005: 14) Bien sûr, cela ne veut pas dire que la WDC n'a plus d'intérêt à développer

[376] Ce type de manuel trouve ses origines dans les œuvres de Vitruve puis d'Andrea Palladio et a été particulièrement utilisé par les architectes néo-classiques américains durant le XIX^{e} siècle. Pour les Nouveaux Urbanistes, un *Pattern Book* définit la façon dont les espaces publics et privés doivent être structurés selon les modèles urbains et styles architecturaux historiquement dominant au sein d'une aire géographique (Steuteville et Langdon, 2003: 10-15). L'étude typo-morphologique qui précède à son élaboration n'implique cependant pas de rigueur historique lors de la construction d'une nouvelle ville traditionnelle. En effet, la combinaison de six styles architecturaux à Celebration s'apparente plus à un patchwork thématique qu'à une quelconque réalité urbaine (Passell, 2013: 6).

Celebration, précise Mike Nunez en chargé des relations publiques et directeur du marketing à Lexin Realty : « *La Town of Celebration Company fait toujours partie de comité architectural [qui contrôle la conformité des habitations au Pattern Book] car la ville est associée au nom de Disney. L'entreprise approuve encore les changements architecturaux. Lexin Realty maintient l'intégrité du centre-ville par rapport à la vision originelle, mais Disney est aussi très impliqué pour que cette vision soit conservée*[377]. »

Outre le contrôle exercé par la WDC sur le cadre bâti, la ville de Celebration a été critiquée en raison du caractère factice de son esthétique architecturale. Mais de l'avis de Gillian Walker, directrice de la succursale de Lexin Realty à Celebration, le mélange de styles néo-traditionalistes est recherché par les habitants de la ville :

> *« C'est très factice. Souvenez-vous de Seaside ! C'est là où le Truman Show a été réalisé. Cet idéal du scénario parfait… Nous avons des gens qui viennent ici en pensant que cet idéalisme magique sera bénéfique pour leur vie. D'autres sont simplement venus car ils aiment l'idéal du Nouvel Urbanisme : c'est-à-dire que tout est structuré, que la ville est commode, que tout ce dont vous avez besoin est là comme dans les petites villes américaines. Si vous aimez ces idées, vous allez adorer Celebration ! Si vous voulez de l'histoire, si vous voulez quelque chose au-delà du divertissement, vous allez détester !*[378] *»*

D'autres critiques ont porté sur le fait que Celebration est une ville totalement privée et fermée, mais elles sont à nuancer. Premièrement, nulles barrières limitent son accès : la ville et ses espaces sont ouverts au public et les commerces du centre-ville dépendent beaucoup du tourisme. Deuxièmement, son caractère privé doit être relativisé : d'un point de vue juridique, Celebration est une zone non-municipalisée, certes gérée par un groupe immobilier et des associations de propriétaires, mais dont l'aménagement a été mené de manière négociée avec le Comté d'Osceola. Cette négociation n'a pas seulement portée sur les dérogations aux règlements d'urbanisme mais également sur le financement et la gestion de l'opération. Le Comté a réalisé d'importantes infrastructures routières pour assurer la desserte de Celebration, mais n'a construit quasiment aucun équipement local, ni aucun commerces, bureaux ou logements : « pour

[377] "*Disney is no more the developer of the town. Not saying they don't have interest here. They are still involved. The Celebration Company still stays on the Architectural Review Board because this town is associated with Disney. They are still part of the approval process about changes in architecture. We maintain the integrity of the town and its original vision and they stay very actively involve to make sure that the integrity of their vision is kept."* [Entretien avec Mike Nunez, 20.04.10]

[378] "*It's very fake. Remember Seaside! This is where the Truman Show was made. This idealism of the perfect scenario… We have people who moved to Celebration and believe that this magical idealism will be beneficial to their life. Some people have just moved here because they loved the New Urbanism's ideal. Meaning that everything is structured, that the town is convenient and you have everything you need like in small towns in America. If you love that idea, you will love Celebration! If you want history, if you want something beyond entertainment, you will hate it!"* [Entretien avec Gillian Walker, 20.04.10]

les autorités locales, le coût de l'opération a été relativement faible en comparaison des rentrées fiscales qu'elle a apportées. » (Charmes, 2005: 14)

En conclusion à mon analyse du laboratoire américain du néo-traditionalisme, il convient de revenir sur les trois principaux résultats qui caractérisent la construction de la boite noire qu'est ce mouvement de réforme urbaine. Latour (2005: 319) souligne qu'une telle construction consiste en des opérations de liaisons entre différents alliés qui, après avoir négocié la convergence de leurs intérêts, fonctionnent comme un « tout organisé. » Ces liens contraignants forment alors un réseau « irréversible » dont l'existence semble aller de soi (Callon, 1991: 224). Le Nouvel Urbanisme, structuré par le CNU et sa charte éponyme, s'est imposé depuis plus de trente ans aux États-Unis. Au sein de ce pays, il est désormais considéré comme le plus important mouvement contemporain d'urbanisme (Talen, 2006), ses principes étant devenu à la fois des « lieux communs » au sein des départements d'aménagement du territoire et des opportunités « viables et plutôt attractives » au sein des entreprises immobilières (McCann, 2009: 439). La construction de cette boite noire s'observe ainsi à trois niveaux : les alliances créées à l'origine du Nouvel Urbanisme, la mouvance néo-traditionaliste à l'intérieur de celui-ci et les critiques qui ont accompagné les développements emblématiques de type TND.

Premièrement, le CNU est caractérisé par ses coalitions socioprofessionnelles étendues. Comme les CIAM, il a été fondé par des architectes ; comme les CIAM, il se fonde sur une charte prétendant favoriser le bien commun à travers la conception urbaine; et comme les CIAM, il s'organise autour de congrès annuels qui sont autant de relais auprès des organisations gouvernementales (Ouellet, 2006; Vanderbeek et Irazábal, 2007). Cependant, les partisans du Nouvel Urbanisme, conscients des erreurs des précédents mouvements uniquement dirigés par des architectes, ont encouragé l'inclusion d'une large coalition de professionnels dès la fondation du CNU en 1993 (Dutton, 2000: 15) et, après la signature de la charte en 1996, la participation du grand public (Passell, 2007: 95) ; ce qui est en définitive unique dans l'histoire de l'urbanisme. Plus généralement, la construction de ces alliances élargies a été possible grâce aux compétences en marketing immobilier de Peter Katz. C'est lui qui a réuni les fondateurs du Nouvel Urbanisme, dont les idées communes furent - à son initiative et pour la première fois - compilées et diffusées dans les Principes d'Ahwahnee en 1991 ; c'est lui qui trouva un terme générique, consensuel et suffisamment attractif pour qualifier le mouvement alors en train de naître, et lui encore qui dirigea pour la première fois le CNU et trouva les financements nécessaires à son expansion.

Deuxièmement, et comme le rappelle Alex Marshall (2000: 34), « Le Nouvel Urbanisme est pluriel, ayant en son sein de nombreux et différents adhérents, penseurs

et courants de pensée[379]. » De fait, le Nouvel Urbanisme ne se réduit pas au néo-traditionalisme mais, comme il a été exposé, cette doctrine est à l'origine du CNU. Son plus fervent représentant américain – Andrés Duany - continue d'ailleurs d'y promouvoir avec zèle l'approche TND. Pourtant, son mentor n'a pas signé la Charte du Nouvel Urbanisme : Krier s'est confronté à la volonté des membres fondateurs du CNU de ne pas mentionner dans la charte des principes stylistiques trop marqués, de peur de rencontrer dédain et mépris de la part de leurs pairs. Le purisme de Krier l'a finalement mené à se désolidariser du Nouvel Urbanisme. Duany a, de son côté, continué à militer pragmatiquement pour le modèle néo-traditionnel en bénéficiant en même temps de la renommée grandissante du Nouvel Urbanisme. Puisque sa doctrine ne pouvait être institutionnalisée à travers le CNU, il développa alors les standards TND avec le soutien de la maison d'édition *The Town Paper.* Ces standards permettent de classer les projets néo-traditionalistes aux États-Unis et dans le monde mais aussi, et surtout, de définir des normes relatives à l'implantation desdits projets. Et ces normes, en raison de leur déterminisme spatial, essentialisent les rapports sociaux amenés à se développer dans les nouveaux ensembles traditionnels (Robbins, 2004: 228), une critique récurrente faite à l'égard de l'approche TND héritée de Clarence Perry où la vision politique de l'urbain et de l'urbanisme est réduite au « sens commun », à la morale, aux bonnes manières et au respect des conventions, tout comme c'est le cas pour le néo-traditionalisme britannique (H.R.H. The Prince of Wales, 1989).

Troisièmement, Seaside et Celebration cultivent de nombreuses similarités – tant au niveau de la conception et du marketing du projet qu'au niveau de la gouvernance et de la composition sociale de leurs quartiers - et ont, de ce fait, entrainé les mêmes critiques. Très virulent, David Harvey (2000: 164) considère ces ensembles résidentiels comme des « utopies dégénérées », empruntant le terme à Louis Marin (1973) dans son analyse de Disneyland à Los Angeles.

> « Comme Disneyland, ils sont conçus comme des espaces harmonieux et non-conflictuels, en dehors du monde réel. Comme Disneyland, ils intègrent le spectacle et maintiennent la sécurité et l'exclusion à travers la surveillance, les murs et les barrières ; et, comme Main Street à Disneyland, ils déploient un passé mythifié et aseptisé en invoquant identité et communauté[380]. » (Knox, 2011: 148-149)

Mais ces critiques du monde académique n'ont pas réduit pour autant la portée du néo-traditionalisme aux États-Unis. Au contraire, elles ont contribué à intéresser

[379] "New Urbanism is plural, with many different adherents, thinkers, and streams of thought within it." (Marshall, 2000: 34)

[380] "Like Disneyland, they are designed as harmonious and non-conflictual spaces, set aside from the real world. Like Disneyland, they incorporate spectacle and maintain security and exclusion through surveillance, walls and gates; and, like Disneyland's Main Street, they deploy a sanitized and mythologized past in invoking identity and community." (Knox, 2011: 148-149)

d'avantage d'architectes et de promoteurs[381]. Duany a consciencieusement conçu son premier prototype comme une formidable « machine de propagande » ré-imaginant la banlieue américaine autour de la notion évocatrice de communauté traditionnelle. Et la WDC a suivi ce mouvement en positionnant ses activités immobilières sur ce marché de niche, très peu exploité jusqu'alors aux Etats-Unis et considéré comme économiquement risqué. Alors qu'en Europe la doctrine néo-traditionaliste étaient privilégiées par rapport à la pratique constructive jusque dans les années 1990, le pragmatisme immobilier dominait déjà dès les années 1980 aux Etats-Unis. Cela ne manquea pas de susciter des décalages entre des déclarations d'intention somme toute progressives pour le pays - comme en témoignera plus tard la Charte du Nouvel Urbanisme (Ellis, 2002) - et leur mise en pratique via des projets qui doivent être avant tout viables économiquement. En normant et en contrôlant la forme urbaine et l'esthétique architecturale, les promoteurs immobiliers que sont Davis et la WDC ont assuré la valorisation foncière de leurs actifs. Cette plus-value urbanistique a comme corolaire un coût social : le foncier n'est accessible qu'aux personnes les plus solvables, d'autant plus dans des zones non-municipalisées où le logement n'est pas subventionné. Ce pragmatisme est caractéristique des premières expérimentations rattachées à l'approche TND et, plus généralement, des stratégies de réforme urbaine du Nouvel Urbanisme (Passell, 2007: 128). Comme le rappelle la sociologie de la traduction au sujet des innovations (Akrich et al., 1988a: 21), « le premier prototype réalisé est parfois, mais rarement, suffisamment convaincant » : plusieurs essais sont nécessaires et, à chaque fois, l'innovation se transforme, redéfinit ses propriétés et son public et gagne ainsi de plus en plus de places fortes. Les alliances à l'interne et à l'externe du CNU, l'autonomisation de la mouvance néo-traditionaliste en son sein et la capacité de ses membres à résister pragmatiquement à la critique ont permis à la doctrine européenne de s'implanter durablement aux États-Unis, un pays qui est finalement devenu avec ses près de 400 projets de type TND le pivot mondial des réseaux néo-traditionalistes.

[381] Par ailleurs, les critiques ont permis d'affiner les réalisations suivantes qui ont, dans certains cas, été bâties plus densément au centre-ville pour des populations défavorisées, comme dans le cadre du programme fédéral HOPE VI (Bohl, 2000; Calthorpe et Fulton, 2001; Larsen, 2005). Au sujet de ce programme conçu en collaboration avec le CNU et lancé en 1997, voir la note 320 en page 167.

SYNTHESE : LES PLACES FORTES D'UN MODELE REACTIONNAIRE

En conclusion à ce chapitre sur les laboratoires du néo-traditionalisme sont exposés les principaux résultats de mon analyse des logiques d'émergence dudit mouvement. Ma question de départ consistait à comprendre *comment le modèle néo-traditionnel est mis en mouvement entre divers espaces* et, plus spécifiquement, à comprendre c*omment sont mobilisées des connaissances spécifiques lors de l'élaboration d'un modèle urbain.*

L'espace de circulation qu'est un laboratoire urbain se caractérise par deux impératifs auxquels doivent se conformer ses acteurs : résister à la critique et intéresser des alliés en nouant des liens de plus en plus larges grâce aux mobiles immuables que sont les instruments et les documents utiles à leur cause. Cette production de connaissances passe par des moments d'expérimentation formelle où des prototypes sont testés par des collectifs et dont les qualités sont promues par des porte-parole. C'est à travers la sédimentation de ces expériences et la redéfinition de leur contenu que se constituent peu à peu les places fortes d'un mouvement de réforme urbaine.

Dans le cas du mouvement néo-traditionaliste, sa géohistoire n'est pas linéaire et se réalise dans différents lieux et en différents temps, en parallèle ou en décalage. Elle est marquée par des connexions translocales, des similitudes dues à des effets de contamination spatiale, mais aussi par des trajectoires différentes dont les spécificités illustrent la malléabilité du modèle qui, au gré des espaces et des sociétés où il voyage, a pris la forme de la cité-jardin, du quartier, du village urbain ou de l'unité de voisinage relative à l'approche TND [Figure 7]. Dans un premier temps, je reviendrai sur les particularités de chaque laboratoire en m'intéressant à ses acteurs (soit les porte-parole et les collectifs), ses actants (soit les instruments et les documents) et son modèle urbain (soit les buts et les valeurs dudit modèle) ; dans un second temps, j'exposerai les similitudes entre les laboratoires en mettant en exergue le rôle du capital, des mobiles immuables et de la résistance lors de leur constitution.

J'ai premièrement mentionné le proto-laboratoire transatlantique où l'unité de voisinage du réformateur américain Clarence Perry et la typo-morphologie de l'architecte italien Aldo Rossi apparaissent comme des points de passage obligés pour les acteurs des laboratoires néo-traditionalistes qui se développent dès les années 1970. Ces instruments (un outil de planification urbaine et une méthode architecturale) constituent la première base documentaire (respectivement, un corpus schématique et un essai théorique) du mouvement en train de naître. La réalisation par l'architecte français François Spoerry du prototype qu'est Port-Grimaud apparaît comme la preuve matérielle du bien-fondé de ces instruments. En connectant un plan, un énoncé et un lieu, le proto-laboratoire du néo-traditionalisme rend pour la première fois « commensurable l'incommensurable » (Larner et Le Heron, 2002: 761) : autrement dit,

les porte-parole des futurs laboratoires – Maurice Culot, Léon Krier et Andrés Duany – et les alliés qui s'intégreront à leurs collectifs s'accordent à travailler ensemble sur le problème suivant, moteur aux réformes urbaines du mouvement : *comment penser et construire des villes traditionnelles au regard des théories et des formes léguées par le Mouvement Moderne?*

Dans le cadre du proto-laboratoire du néo-traditionalisme, les valeurs du modèle urbain sont marquées par le sceau de l'ingénierie sociale des réformateurs du début du XX^{e} siècle. Le modèle culturaliste de la cité-jardin est transposé à l'intérieur de la ville où il s'agit d'y développer l'esprit civique d'une communauté socialement homogène. L'architecture urbaine, fondée selon des « lois immuables » d'après Rossi et devant être « douce » d'après Spoerry, valorise les sources historiques et les traditions locales. Le modèle apparaît déjà comme réactionnaire, démagogique et pastichant le passé. Port-Grimaud fait l'objet de nombreuses critiques des milieux architecturaux qui amènent ses partisans à reformuler les propriétés du modèle dans le cadre du premier laboratoire du néo-traditionalisme : l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) de Bruxelles.

L'architecte Maurice Culot deviendra le porte-parole d'un collectif réunissant l'ARAU, l'École de la Cambre et les Archives d'Architecture Moderne (AAM) dont les luttes urbaines ont pour objectif de préserver les quartiers populaires bruxellois de la spéculation immobilière. Le début des années 1970 marque l'émergence du premier programme néo-traditionaliste caractérisé certes par un conservatisme morphologique, mais aussi par un progressisme politique qui tranche avec la réalisation de la station balnéaire privative de la baie de Saint-Tropez. En effet, ce sont les valeurs d'une « ville habitée » (la morphologie des quartiers traditionnels et la protection du patrimoine) et d'une « ville démocratique » (la participation des habitants au développement urbain et l'émancipation des citoyens) qui sont promues par le collectif dans une perspective de lutte des classes. Et les instruments mobilisés contre les autorités publiques et les entreprises privées sont les contre-projets, « outils politiques » valorisant visuellement « des références culturelles immuables » selon Culot, et la théorie de « la ville dans la ville » de Léon Krier, architecte luxembourgeois qui rentre alors dans le sillage de tous les courants néo-traditionalistes qui se forment à la fin des années 1970. Le quartier sera la forme urbaine mobilisée par les deux documents-clés de l'éphémère Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne : la Déclaration de Palerme et la Déclaration de Bruxelles, pensées comme des critiques radicales de la Charte d'Athènes. L'artisanat y est valorisé au détriment de l'industrie de la construction, la marche au détriment des transports mécaniques, la multifonctionnalité au détriment du zonage.

Entre la Belgique et le Royaume-Uni, Krier joue ensuite, dans les années 1980, le rôle de « passeur d'idées » auprès du Prince Charles. Le collectif qui se constitue autour du monarque n'emprunte plus la rhétorique anticapitaliste du Mouvement pour la

reconstruction de la ville européenne : afin d'élargir la portée sociale et politique du modèle néo-traditionnel, le groupe pour les villages urbains, composé de promoteurs immobiliers et de lobbyistes, invoque la vision nostalgique d'une Angleterre pittoresque afin de commercialiser plus de 50 développements urbains en Grande-Bretagne. La morphologie traditionnelle y est valorisée par un instrument, développé par Krier puis transmis à Duany aux États-Unis, soit l'encadrement de la composition urbaine par 4 régulations (*codes*) : *master plan*, *urban code, architectural code* et *code for public spaces*. Alors que le groupe pour les villages urbains perd de son influence au début des années 1990, le Prince Charles associe à ces principes urbanistiques les règles de l'architecture vernaculaire et classique de Krier afin de poursuivre son programme contre « l'establishment architectural » inféodé, selon lui, au modernisme. Il crée alors un nouveau collectif autour de son Institut d'architecture, puis de sa Fondation créée en 1998. La base documentaire du mouvement néo-traditionaliste britannique, déjà constituée à travers le livre du Prince « A Vision of Britain », s'enrichit alors avec de nouveaux instruments brevetés par la Fondation : le label urbain *Community Capital*, le processus participatif *Enquiry by Design* et l'architecture néo-traditionaliste *low-tech.* Tous ces savoirs et savoir-faire sont réunis au sein de la Fondation du Prince pour l'environnement construit (PFBE) qui agit, pour la première fois au sein des courants néo-traditionalistes, comme un « centre de calcul » où sont concentrées des inscriptions commensurables les unes avec les autres (Latour, 1996: 32). Le laboratoire britannique apparaît comme une « plateforme idéologique » d'un mouvement qui s'institue durablement et gagne en légitimité professionnelle. Dans ce cadre, les valeurs du modèle sont celles de la monarchie - respect de la hiérarchie et des codes, bon goût esthétique se fondant sur l'essence supposée de la nation et continuité historique de traditions immuables – mais aussi celle du développement urbain durable fondé sur les processus participatifs et l'éco-construction.

Si le quartier des Marolles est le prototype des luttes urbaines à Bruxelles et que le développement de Poundbury celui de la renaissance urbaine selon le Prince Charles, la station balnéaire de Seaside est la première innovation matérielle du néo-traditionalisme américain en train de naître durant les années 1980. Son programme est la limitation de l'étalement urbain à travers la refonte des banlieues résidentielles en des quartiers « authentiques » où l'architecture du début du XX^{e} siècle permettrait de renforcer le sens de la communauté. Andrés Duany en est le porte-parole et trouvera au sein du Congrès pour le Nouvel Urbanisme (CNU), qu'il co-fonde en 1993, les relais nécessaire pour mobiliser un collectif promouvant l'approche *Tranditional Neighborhood Development* (TND), basée sur l'unité de voisinage de Perry. À travers le monde, 452 réalisations répondent aux standards TND qui représentent, avec un ensemble contraignant de régulations urbanistiques et architecturales (*urban code*, *pattern book*), les instruments du laboratoire américain. La Charte du Nouvel Urbanisme, inspirée des

Principes d'Ahwahnee et signée en 1996, est le document de référence des Nouveaux Urbanistes. Même si elle ne promeut pas suffisamment le style néo-traditionaliste selon Krier, elle permet aux partisans de l'approche TND d'intéresser une coalition d'alliés plus étendue qu'au Royaume-Uni car le CNU est ouvert au public de manière décentralisée, au contraire de la fondation privée du monarque britannique. Utilisé de manière pragmatique à des fins commerciales aux États-Unis, le modèle néo-traditionnel s'insère dans un marché immobilier de niche n'hésitant pas à pasticher le passé architectural pour mieux valoriser l'harmonie sociale supposée de communautés authentiques. En s'intégrant au CNU, dont la renommée sociale, professionnelle et politique est grandissante aux États-Unis, ledit modèle parachève les liens transatlantiques des laboratoires qui ont permis sa naissance et forment en définitive un réseau « irréversible » dont l'existence semble aller de soi (Callon, 1991: 224).

Durant ce chapitre, la démarche comparative m'a permis de décrire la géohistoire de la conquête de places fortes - qui suit un axe anglo-américain partant de premières expériences dans le sud de la France et au cœur de la capitale belge - en analysant la mise en place de relations transnationales, la spécificité de ces relations et leur évolution à travers, respectivement, les pratiques socioprofessionnelles, les buts poursuivis par les acteurs et les reconfiguration du modèle selon les contextes d'implantation. La sédimentation des expériences qui ont eu lieu depuis les premières réformes urbaines du début du XX^{e} siècle est à l'origine des deux « sites relationnels » (McCann, 2011a: 120) qui sont actuellement en activité : le laboratoire britannique et le laboratoire américain. Chaque laboratoire à ses espaces de négociation (soit les premiers prototypes et les communautés d'intérêt à leur origine) et ses espaces de persuasion (soit les arènes de débat où s'étendent les communautés épistémiques, une fois que le modèle ait été institutionnalisé par une fondation ou des congrès). Instrument de collaboration et de conviction, le modèle néo-traditionnel circule entre les sites grâce des acteurs politiques locaux, des experts internationaux et des infrastructures informationnelles qui ont certes des caractéristiques spécifiques selon les programmes de réforme urbaine des laboratoires, comme je viens de l'exposer, mais aussi des similitudes en termes de financement desdits laboratoires, des mécanismes d'intéressement qui s'y déploient et de la résistance à la critique qui y est organisée. Trois conclusions s'imposent au sujet de ces similitudes.

Sans capital financier, point de laboratoires. Grâce au « patronage d'hommes puissants », des projets néo-traditionalistes ont pu être construits et des organisations crées, rappelle Jill Grant (2006: 194), en mentionnant combien le Prince de Galles a fait avancer la cause du mouvement européen grâce à ses institutions et la construction de Poundbury ou comment le milliardaire canadien Galen Weston a financé le premier CNU après avoir développé avec DPZ & Company la communauté fermée de Windsor en Floride. L'aide de ces alliés de poids – mécènes passionnés ou entrepreneurs avisés prêt

à prendre fait et cause pour des architectes marginalisés - s'observe ailleurs et encore : à la Rue de Laeken à Bruxelles où Maurice Culot et quelque uns de ses étudiants, après avoir été expulsés de l'École de La Cambre, ont pu expérimenter les principes néo-rationalistes de Léon Krier avec le soutien de la banque Fortis ; à Seaside où le promoteur Robert Davis a investi sa fortune personnelle aux services de la toute jeune agence DPZ & Company pour recréer les villages balnéaires de son enfance ; ou encore à Celebration et au Val d'Europe où le département immobilier de la Walt Disney Company créé par Michael Eisner emploie de nombreux architectes néo-traditionalistes. Et même lorsqu'un projet va à l'encontre des pratiques immobilières du moment – comme lors de la construction de Port-Grimaud, proto-laboratoire du mouvement néo-traditionaliste – alors son architecte cumule les rôles de promoteur, de maître d'ouvrage et de maître d'œuvre pour diriger corps et âme la construction de « sa » ville.

Sans mobiles immuables, point d'intéressement. Afin de susciter l'intéressement, un modèle urbain doit à la fois répondre à une problématique reconnue par les acteurs et représenter une nouvelle approche, qui se déploie via le réagencement de notions existantes au sein d'un récit distinctif (Tait et Jensen, 2007: 116). Par exemple, Malcolm Tait et Ole Jensen soulignent combien la production documentaire du groupe pour les villages urbains a permis de créer une narration dont l'imaginaire spatial amène les acteurs à s'identifier au projet de réforme et à étendre en conséquence leurs réseaux (Tait et Jensen, 2007: 124). L'efficacité discursive d'un modèle s'observe donc dans les mobiles immuables (Latour, 2001: 328) qui circulent au sein des infrastructures informationnelles des laboratoires. Ceux-ci peuvent prendre la forme d'une déclaration (la Déclaration de Bruxelles), d'un livre (*A Vision of Britain*) ou d'une charte (La Charte du Nouvel Urbanisme), qui tous dénoncent l'héritage du Mouvement Moderne. Les problèmes rencontrés par les néo-traditionalistes peuvent de prime abord paraître incommensurables : en Belgique, ils font face à la spéculation immobilière détruisant le patrimoine, au Royaume-Uni au conflit idéologique entre « modernistes » et « classicistes » et aux États-Unis à l'étalement urbain de banlieues monofonctionnelles. Cette incommensurabilité est toutefois le point de départ à la constitution des laboratoires qui vont tour à tour produire des savoirs et des savoir-faire facilement présentables, lisibles et combinables, autrement dit des mobiles immuables qui vont rendre comparables des situations a priori différentes à travers un corpus documentaire unifiant connaissances et pratiques. Les instruments des laboratoires vont d'ailleurs se compléter et peu à peu se stratifier au sein du champ réformateur qu'est le néo-traditionalisme : l'unité de voisinage de Perry deviendra « la ville dans la ville » de Krier, puis un village urbain qui évoluera vers l'approche TND. Finalement, les standards relatifs à l'aménagement traditionnel des quartiers (*TND Design Rating Standards*) permettent de classer et de normer l'ensemble des projets néo-traditionalistes à travers le monde. « Objet-frontière » à la flexibilité interprétative (Star, 2010: 19), le

« quartier » se relève être l'élément de substance des mobiles immuables et le moteur de l'intéressement des collectifs des laboratoires du néo-traditionalisme.

Sans résistances, point de réforme. Les controverses et les rapports de forces émaillent la production d'un modèle urbain et les néo-traditionalistes ont dû inlassablement conquérir des places fortes à l'extérieur de leurs laboratoires pour que leurs principes deviennent de moins en moins contestables. Autour de cet objet-frontière qu'est le quartier, la résistance s'organise selon trois niveaux : professionnels, économiques et, finalement, politique. Professionnellement, les architectes néo-traditionalistes vont à la fois être formés à la réforme et diffuser leurs théories : en témoignent, en Belgique, les étudiants de l'Ecole de la Cambre qui réalisent la rue de Laeken et publient au sein des AAM, au Royaume-Uni, les élèves de l'Institut d'Architecture du Prince de Galles (*Prince of Wales' Institute of Architecture* - PWIA) qui étudient les caractéristiques de Poundbury et écrivent dans *Perspectives on Architecture*, et au Etats-Unis, certains des membres du CNU qui voient en Seaside les promesses d'une nouvelle architecture urbaine dont les qualités sont vantées par *The Town Papers*. Economiquement, ce sera à travers les laboratoires britannique et américain que les réalisations néo-traditionalistes vont apparaître comme des options économiquement viables au sein du marché immobilier. À travers le monde, les quelques 450 nouveaux quartiers traditionnels qui sont construits s'inscrivent dans un marché de niche revalorisant la banlieue résidentielle, son urbanisme et sa taille humaine, mais surtout son esthétique du passé. Politiquement, les institutions créées par les partisans le modèle néo-traditionnel vont le rendre efficient au-delà des collectifs acquis à la réforme. En 1979, l'expulsion de Culot et de ses confrères de l'École de La Cambre entame certes le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne, mais les néo-traditionalistes trouveront une dizaine d'années plus tard d'autres soutiens auprès de la PFBE et du CNU. Ces institutions auront leurs détracteurs de deux côtés de l'Atlantique, notamment les architectes Richard Rogers et Peter Eisenman, mais aussi leurs admirateurs, comme les politiciens John Prescott et Henry Cisneros. Lorsque la résistance se fait trop forte en Belgique (du moins publiquement), elle se fait plus souple lorsque des institutions - centralisées autour d'un prince au Royaume-Uni ou décentralisées sous la forme de congrès publics aux Etats-Unis – investissent les arènes politiques de l'urbanisme via des lobbyistes ou des promoteurs privés. La « machine à fabriquer l'accord entre les protagonistes du champ réformateur » (Topalov, 1999a: 462) est alors en marche à l'échelle des nations anglophones. Toutefois, le mouvement néo-traditionaliste, qui se veut être l'antithèse des CIAM comme le rappellent Krier ou Duany, doit encore s'affirmer au sein de réseaux supranationaux et c'est de cette montée en mondialité dont il est question dans le chapitre suivant, portant sur les logiques d'extension du néo-traditionalisme.

CHAPITRE III

RESEAUX

« Il est temps d'avancer rapidement pour changer le monde ! » proclame avec ferveur Andrés Duany lors de l'ouverture en Belgique du premier Conseil pour un Nouvel Urbanisme euro-américain[382]. Après la réalisation de divers projets sur le Vieux Continent, il souhaitait y établir une institution similaire au CNU. Il demanda alors à une de ses collègues, Joanna Alimanestianu, de réunir des architectes, des urbanistes et d'autres personnes partageant la même passion pour les villes européennes traditionnelles. Du 1er au 6 avril 2003, tous se retrouvent à Bruxelles, puis à Bruges, pour réfléchir, d'une part, à un programme international de réforme urbaine et, d'autre part, à une structure collective qui permettra de mener à bien celui-ci. Ainsi, à l'issue de la semaine, les 72 participants adoptent une déclaration d'intention, dite de Bruges, et décident d'établir un Conseil pour l'Urbanisme Européen (*Council for European Urbanism* - CEU). Sept mois plus tard, le CEU est officiellement institué à Stockholm lors de la signature de la Charte pour l'urbanisme européen.

La création du CEU en 2003 marque un tournant quant à la formalisation d'un mouvement d'urbanisme transatlantique en faveur des nouvelles villes traditionnelles. Certes, les signataires de la Déclaration de Bruges se connaissaient déjà pour la plupart,

[382] "It's time to move forward quickly to change the world!" [Lucy Rowland, Europeans confront sprawl much like America's, *New Urban News*, Juin 2003, page 7]

notamment à travers divers réseaux (para)professionnels. En effet, des contacts durables avaient été noués dès 1992 alors qu'étaient créés au Royaume-Uni et en Italie, respectivement, l'Institut d'architecture du Prince de Galles (*Prince of Wales' Institute of Architecture* – PWIA) et l'association culturelle *A Vision of Europe* (AVOE). Dix ans plus tard, à partir des activités menées par ces deux institutions, le réseau international pour la construction, l'architecture et l'urbanisme traditionnels (*International Network for Traditional Building, Architecture and Urbanism* – INTBAU) insufflera une nouvelle dynamique socioprofessionnelle qui dépasse, cette fois-ci, le monde occidental. Toutefois, ces expériences cumulées n'avaient pas encore permis de regrouper, de part et d'autre de l'Atlantique, les principaux partisans du modèle néo-traditionnel autour d'un programme commun en faveur des villes européennes. Ce sera finalement chose faite lors du conseil inaugural du CEU qui réunit, sur invitation, les représentants les plus éminents dudit modèle, dont 24 provenaient des États-Unis et 48 de 14 pays européens. « Nous pouvons déjà voir les effets de la synergie positive qui a émergé de nos premières réunions, affirme Alimanestianu lors des débats de Bruges, cela a apporté un flot d'énergie fraiche au Vieux Continent - stagnant, isolé et fragmenté - mais aussi un moyen de construire une équipe de travail transatlantique[383]. »

C'est de cette ambition à construire, de manière formelle et durable, des réseaux transcendant les clivages nationaux dont il est question dans le présent chapitre. Lors du chapitre précédent avait été analysée l'émergence des trois principaux groupes revalorisant le modèle culturaliste. Le premier– le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne – échoua à fédérer internationalement ses adhérents autour des principes de la Déclaration de Bruxelles. À l'origine de cette tentative, l'architecte Léon Krier réunit alors d'autres alliés soutenant sa lutte contre l'idéologie du Mouvement Moderne. Ainsi, durant les années 1980, il devint le mentor à la fois du couple d'architectes Duany et Plater-Zyberk (DPZ) et du Prince Charles : ceux-là fondant avec d'autres architectes américains le CNU, celui-ci créant un institut qui deviendra six ans plus tard la Fondation du Prince pour l'environnement construit (*Prince's Foundation for the Built Environment* – PFBE). À chacune de ces occasions, Krier espérait construire un mouvement international dont l'influence – professionnelle, politique et économique - serait similaire à celle des CIAM, mais finalement celle-ci ne dépassera guère les frontières des nations qui ont vu naître les deux principales institutions néo-traditionalistes.

En parallèle à ces institutions anglo-saxonnes, quatre institutions internationales ont été créées dans le but d'élargir la portée géographique et sociale du modèle néo-

[383] "We can already see the effects of the positive synergy that emerged from our first few days together. It has brought a gush of fresh energy into the stagnant, isolated and fragmented Old World but also a means to trans-Atlantic teamwork." [Maricé Chael, First New Urban Council Held in Brussels; 15 Countries Represented, *The Town Paper*, vol. 5, n°3, 2003]

traditionnel : l'AVOE, l'INTBAU, le CEU et, plus récemment, le réseau des villes éco-compactes (*Eco-Compact City Network* – ECCN). Cette progressive structuration d'un mouvement international de réforme urbaine trouve ses origines dans la volonté de ses fondateurs de promouvoir, et surtout de traduire, les principes du CNU et de la PFBE à l'échelle de l'Europe et/ou du monde. Au groupe des pionniers tels que Krier, Duany et le Prince Charles se sont donc ajoutés d'autres zélateurs, comme Gabriele Tagliaventi (co-fondateur d'AVOE et d'ECCN), Matthew Hardy et Robert Adam (membres fondateurs de l'INTBAU) ou Joanna Alimanestianu, Lucien Steil et Susan Parham (qui ont tous trois contribué à développer le CEU). En circulant entre ces institutions, ils ont transporté, sur des distances de plus en plus grandes, des discours et des pratiques « promoteurs de convergences et modérateurs de concurrences. » (Topalov, 1999a: 358) À travers leurs « conversations communes », ils ont ainsi dessiné, selon les termes de Christian Topalov (1999a), un « champ réformateur » où la légitimité de leurs savoirs et savoir-faire peut s'affirmer, s'étendre et durer.

Le présent chapitre analyse donc l'expansion du champ réformateur du modèle néo-traditionnel, qu'appelait de ses vœux Andrés Duany en 2003. Autrement dit, c'est l'histoire des réseaux néo-traditionalistes – et plus particulièrement des synergies transatlantiques construites à l'aune de ceux-ci – qui est retracée ici à travers l'étude des trajectoires de leurs acteurs et des moyens qu'ils ont déployés pour partager internationalement leurs idées.

Les réseaux sont des espaces d'interconnexion et des espaces de délimitation (Latour, 2007) et mon objectif est de mettre ici en évidence les modalités de constitution d'un collectif supranational en étudiant, d'une part, les institutions qui le (re)configurent et, d'autre part, les débats doctrinaux qui le circonscrivent[384]. Je m'intéresserai plus particulièrement aux principaux acteurs qui ont connecté les laboratoires originels du modèle néo-traditionnel [Encadré 7] et aux mobiles immuables (les chartes d'urbanisme, notamment) qui leur ont permis de reproduire invariablement leur programme de réforme urbaine. Ce travail de connexion et de délimitation qui permet de maintenir durablement et internationalement l'existence d'un modèle urbain ne se fait pas sans heurts ni frictions et, une fois l'histoire des réseaux néo-traditionalistes retracée, je discuterai du repositionnement des acteurs et des reconfigurations du modèle qui, après avoir prétendu à l'universalité, laisse apparaître au final des collectifs fragmentés et peu étendus à l'exception de l'INTBAU.

[384] Cet axe d'analyse sur les conditions d'extension du modèle néo-traditionnel est développé dans le cadre analytique du régime circulatoire des modèles urbains, page 68.

Encadré 7: Les architectes des réseaux supranationaux

Quatre architectes des réseaux (au sens propre comme au figuré) peuvent être distingués comme étant les principaux porte-parole des institutions internationales du mouvement néo-traditionaliste. Les brèves biographies ci-dessous révèlent des articulations mutuelles où s'entrecroisent mobilités professionnelles et engagements réformateurs.

Gabriele Tagliaventi : co-fondateur d'AVOE, il a étudié en Italie, puis aux États-Unis où il a ensuite été professeur invité à l'Université de Miami. À travers le bureau italien crée par son père Ivo, il fait partie du groupe Arcas Europe avec lequel il développe de nombreux projets au Val d'Europe. Il a notamment participé à la reconstruction de la Rue de Laeken [Encadré 2], a réhabilité une place à Alessandria avec Léon Krier, et a dessiné un bâtiment dans le cadre du projet « Quartier am Tacheles » mené par DPZ & Company [Encadré 8]. Enseignant à l'Université de Ferrara, Tagliaventi est membre fondateur de l'INTBAU, du CEU et l'ECCN.

Robert Adam : président et membre fondateur de l'INTBAU, il a étudié en Grande-Bretagne et en Italie. À la tête de la plus grande agence européenne d'architecture traditionnelle, il travaille souvent pour la PFBE, soit comme professeur, soit comme architecte (il a notamment construit plusieurs bâtiments à Poundbury). Fondateur du groupe britannique pour l'architecture traditionnelle (*Traditional Architecture Group* – TAG), Adam s'engage à vulgariser les enjeux de sa profession à travers de nombreuses conférences (notamment aux États-Unis) et publications variées.

Matthew Hardy : à l'origine de la création de l'INTBAU, il a étudié l'architecture en Australie, puis a passé son doctorat en histoire de l'architecture en Grande-Bretagne. Actuellement *senior lecturer* à la PFBE et président du CEU, il a été le secrétaire de l'INTBAU pendant plus de huit ans. Entre autres activités éditoriales, il est responsable avec la géographe américaine Emily Talen de la revue à comité de lecture *Journal of Urbanism*, créée en 2008 afin de soutenir au sein du monde académique certaines théories du CNU et l'INTBAU. Hardy est marié à l'urbaniste **Susan Parham** qui fut présidente du CEU de 2003 à 2008.

Lucien Steil : né au Brésil, il a étudié l'architecture à Paris et a travaillé avec Maurice Culot et Léon Krier aux Archives d'Architecture Moderne de Bruxelles. Après avoir exercé au Luxembourg, il se consacre à l'enseignement. Professeur invité, notamment en Italie, au Portugal et aux États-Unis où il enseigne actuellement à l'Université de Notre Dame, il a aussi travaillé à la PFBE. Depuis 2001, il édite un webzine nommé *Katarxis*. Il a ensuite été un rouage essentiel au développement du CEU. Steil a publié un ouvrage sur les « Nouveaux Palladiens » (Sagharchi et Steil, 2010), un terme récemment adopté pour désigner certains des architectes du mouvement néo-traditionaliste.

DES ESPACES DE CIRCULATION A MONDIALITE VARIABLE

Espaces de prescription et/ou de négociation (Murdoch, 1998), les institutions internationales sont le principal moteur à la mondialisation du mouvement néo-traditionaliste. Pour faire circuler un modèle urbain, pour qu'il soit connu et reconnu au sein de collectifs de plus en plus larges, il doit avant tout être « fixé » en des institutions qui, selon l'engagement de leurs membres, maintiendront à plus ou moins long terme un ensemble de relations délimitant les savoirs et savoir-faire légitimes en matière de développement urbain. Ainsi en a-t-il été de la circulation internationale du modèle culturaliste à travers l'*International Garden Cities and Town Planning Association*, tout comme celle du modèle progressiste à travers les CIAM. Il en est de même pour le modèle néo-traditionnel qui circule, en l'occurrence, à travers quatre institutions internationales - l'AVOE, l'INTBAU, le CEU et l'ECCN – dont les programmes de réforme se complètent et se recoupent à la fois.

Regroupant souvent les mêmes membres, ces institutions se soutiennent entre elles à l'occasion d'une conférence, d'une exposition, d'une publication ou d'un projet urbain. Elles sont aussi épaulées par des institutions nationales (principalement les laboratoires urbains à l'origine du mouvement) et par des bureaux et des écoles d'architecture promouvant le modèle néo-traditionnel. À ces relations structurant la mondialisation du mouvement s'ajoutent des prix d'architecture où la reconnaissance professionnelle s'exprime et des espaces virtuels où la connaissance s'affranchit de l'imprimé. Cinq types d'espaces peuvent donc être schématiquement distingués comme autant d'articulateurs au sein des réseaux néo-traditionalistes : les espaces de fabrication du modèle (les institutions nationales et internationales), les espaces de formation qui assurent sa reproduction (les écoles), les espaces où il est mis en pratique (les bureaux), les espaces où il est consacré (les prix) et les espaces où il est partagé en ligne (le web).

Si l'ensemble de ces espaces contribue certes à renforcer les liens socioprofessionnels des acteurs circulant entre ceux-ci, ils n'ont pas tous la même mondialité, c'est-à-dire le même degré d'interconnexion spatiale. De fait, ce sont essentiellement les « sites relationnels » (McCann, 2011a: 120) que sont les institutions internationales qui participent à la mondialisation du mouvement en raison du nombre d'acteurs qui s'y retrouvent et des formes d'action collective qui y prennent place. Avant de retracer les interconnexions de ces sites, il convient de brièvement esquisser la géographie des quatre autres espaces susmentionnés. En effet, malgré leur faible mondialité, ces derniers soutiennent la circulation internationale de savoirs et de savoir-faire qui ne sont ni valorisés, ni reconnus par les cercles académiques ou professionnels ordinaires. C'est d'ailleurs dans ce but qu'ils ont été créés par les partisans du modèle néo-traditionnel.

Premièrement, les espaces de formation. Globalement, les principales écoles enseignant le modèle néo-traditionnel et soutenant ses institutions internationales sont

localisées aux États-Unis. Enseigner le Nouvel Urbanisme, et plus particulièrement l'approche TND, reste une pratique marginale au sein du monde académique américain « ouvertement hostile » au mouvement[385]. Selon une comparaison menée par Robert Steuteville de deux classements universitaires[386] - l'un effectué par la revue *New Urban News* soutenant le Nouvel Urbanisme, l'autre par le mensuel *DesignIntelligence* – les meilleures écoles d'architecture sont, selon les nouveaux urbanistes, les universités de Miami, de Notre Dame et du Maryland, alors que Harvard et Cornell représentent les écoles les plus cotées par *DesignIntelligence* et sont, en revanche, très peu appréciées par les sondés de *New Urban News*.

D'après l'architecte Victor Dover, membre du conseil d'administration du CNU, il existe aux États-Unis environ 5 écoles sur 500 où des étudiants peuvent apprendre l'histoire de l'architecture traditionnelle[387]. Les deux principales sont l'Université de Notre Dame en Indiana et de l'Université de Miami en Floride. Les doyens actuels de ces écoles d'architecture sont respectivement Michael Lykoudis et Elizabeth Plater-Zyberk, deux architectes participant activement aux synergies transnationales du mouvement, tout comme l'architecte italien Gabrielle Tagliaventi. Ce dernier enseigne aux universités de Bologne et de Ferrara qui sont (ou ont été) les seules institutions publiques à soutenir en Europe le Nouvel Urbanisme et le modèle néo-traditionnel[388]. Ces universités américaines et italiennes ont contribué à resserrer les liens transatlantiques du mouvement néo-traditionaliste en invitant plusieurs architectes étrangers[389]. Reste qu'en proportion bien plus d'architectes américains ont enseigné en Europe, *a fortiori* au Royaume-Uni pour des raisons linguistiques, plutôt que l'inverse (Ouellet, 2004: 46). En effet, ce sont surtout les lieux de formation créés au début des années 1990 par le Prince de Galles[390] qui ont été un « point de ralliement » pour les architectes néo-traditionalistes américains et européens (Ouellet, 2004: 44). Par exemple, l'architecte

[385][Robert Steuteville, New Urbanism makes inroads; still out of academic mainstream, *New Urban News*, janvier/février 2006, page 1]

[386] *Ibid.*

[387] [Entretien, 21.04.10].

[388] L'école d'architecture de l'Université catholique de Viseu au Portugal a aussi été un lieu de formation au modèle néo-traditionnel lorsque l'architecte José Cornelio Da Silva était à sa direction de 2001 à 2004 (à ce sujet, voir page 250 et suivantes). Par ailleurs, l'école technique de l'Université de San Sebastian en Espagne où enseigne l'architecte Javier Cenicacelaya (allié important de la Fondation pour l'Architecture de Bruxelles et d'AVOE, membre du comité d'honneur de l'INTBAU et membre fondateur du CEU) a revendiqué suivre les principes du mouvement néo-traditionaliste mais ne constitue cependant pas un point de ralliement pour les architectes européens ou américains.

[389] Par exemple, Samir Younès, enseignant à l'Université de Notre Dame, a été invité à l'Université de Miami, de Bologne et de Ferrara, et Léon Krier et Gabriele Tagliaventi ont été reçu à l'Université de Miami.

[390] L'école d'été d'architecture (*The Prince of Wales' Summer School*), le PWIA (et plus tard la PFBE) ainsi que le groupe de travail y relatif (*The Prince of Wales' Urban Design Task Force*). À ce sujet, voir page 146 et suivantes.

belge Maurice Culot, membre influent du mouvement néo-traditionaliste, souligne combien l'école d'été où il a enseigné a suscité de nouvelles vocations[391] :

> *« On s'est tous retrouvé - les Italiens, les Belges, les Français, les Américains - dans cette école d'été du Prince Charles en formant des jeunes architectes qui, après, sont devenus eux-mêmes des gens acquis à ce domaine-là. C'était beaucoup, mais en même temps peu, parce que tout le monde scolaire en architecture va dans l'autre sens[392]. »*

Deuxièmement, les espaces de pratiques professionnelles. Parmi les bureaux des membres fondateurs du CNU, ceux de Peter Calthrope et d'Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk (DPZ) sont les plus actifs en dehors des frontières américaines[393]. Calthrope Associates mène des projets en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Océanie, tout comme DPZ & Company qui exerce également en Amérique du Sud. En revanche, du côté des membres de l'INTBAU ou du CEU, peu de bureaux ont une portée internationale, et rare sont ceux qui ont développé des projets aux États-Unis. Par exemple, le plus grand bureau d'architecture et d'urbanisme néo-traditionnels d'Europe fondé par l'architecte britannique Robert Adam[394] réalise des projets en Europe, aux États-Unis et au Japon et le bureau ARCAS Europe, dont les agences sont situées en Belgique, en France et en Italie[395], exerce principalement en Europe et quelque fois en Chine et au Kazakhstan. En termes de collaboration entre des bureaux américains et européens, il existe seulement quelques projets communs sur le Vieux Continent[396], notamment le Quartier am Tacheles [Figure 40 et Encadré 8], et quasiment aucun aux États-Unis[397]. Marc Ouellet (2004: 49-52) explique cette asymétrie, d'une part, en raison de la plus grande renommée du CNU par rapport aux institutions internationales poursuivant des buts similaires et, d'autre part, en raison du fait que les concours

[391] Culot a été le professeur de Ben Bolgar lors de la première école d'été qui s'est tenue à Oxford en 1990 [Entretien avec Ben Bolgar, 26.01.11]. Depuis lors, Bolgar a constamment travaillé pour le Prince Charles, devenant au fil des ans un des rouages essentiels de la PFBE où il est actuellement *senior design director.* Par ailleurs, il a participé aux triennales organisées par l'AVOE et à la fondation de l'INTBAU et du CEU.

[392] [Entretien avec Maurcie Culot, 25.06.09]

[393] Le bureau de Dan Solomon, établi à San Francisco, exerce principalement en Californie, tandis que le bureau d'Elizabeth Moule et Stefanos Polyzoides, établi à Pasadena, a quelque fois mené des projets à l'étranger, notamment au Panama, aux Emirats Arabes Unis, en Russie, en Arabie Saoudite et aux îles vierges britanniques.

[394] ADAM Architecture emploie près de 80 personnes dans ses bureaux de Winchester et de Londres [entretien avec Robert Adam, 02.02.11].

[395] Dirigé respectivement par Bart Chielens à Knokke-Heist, Maurice Culot à Paris et Gabriele Tagliaventi à Bologne, le bureau Arcas Europe compte une trentaine de collaborateurs.

[396] 11 projets néo-traditionalistes issus de collaborations transatlantiques sont répertoriés par Michelle Thompson-Fawcett (2003a: 263), principalement en Allemagne et en Turquie.

[397] Léon Krier est l'un des seuls architectes européens à avoir travaillé plusieurs fois avec des collaborateurs américains sur le territoire des Etats-Unis: lors de la conception et de la construction de Seaside, lors de la construction du *village hall* de la communauté fermée de Windsor en Floride et lors de la construction du centre d'architecture Jorge M. Perez à l'Université de Miami.

architecturaux sont plus ouverts à l'international en Europe, alors qu'aux Etats-Unis la plupart des promoteurs immobiliers engagent des architectes à partir de leur seule réputation.

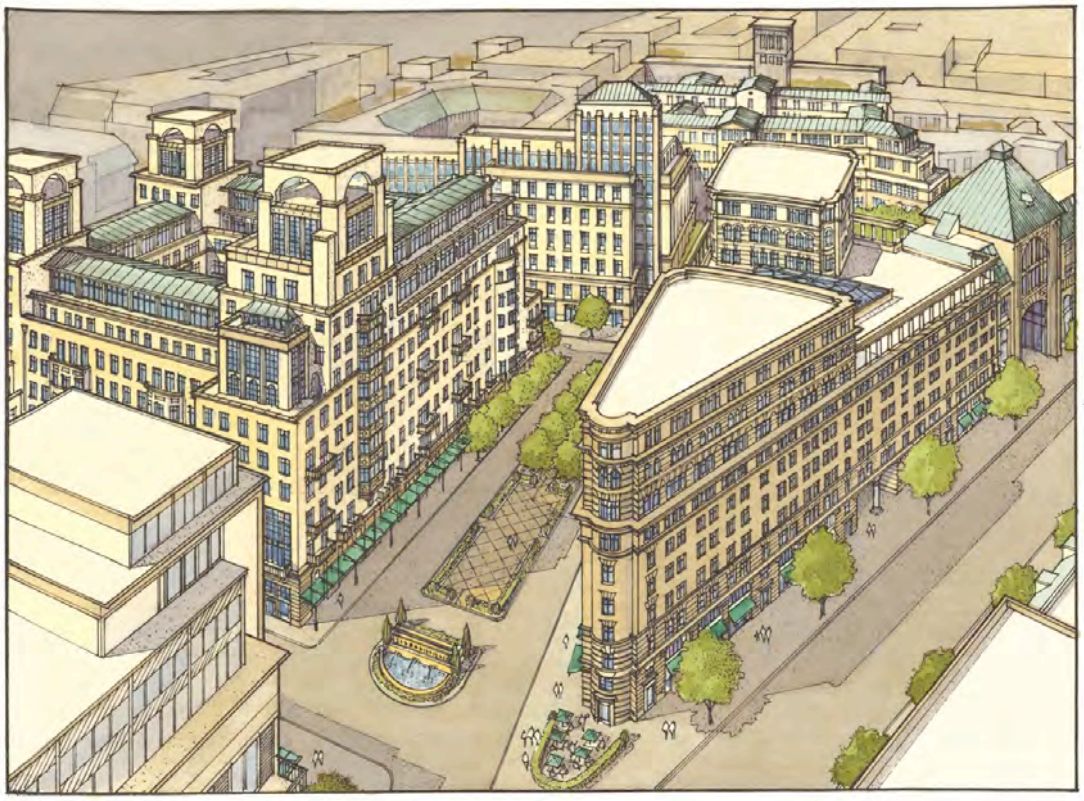
En définitive, parmi tous les bureaux se référant explicitement au modèle néo-traditionnel, DPZ & Company est le seul qui ait développé une véritable stratégie mondiale, à la fois en termes de localisation d'agences à l'étranger et de nombre de projets qui y sont menés. Basé à Miami depuis sa fondation en 1980, ce bureau de petite taille (environ 35 collaborateurs aux États-Unis) comprend un département spécial pour l'Amérique du Sud et deux agences affiliées à l'étranger : DPZ Europe à Berlin et DPZ Pacific à Kuala-Lumpur. Près d'un quart des projets (sur plus de 210) développés par l'ensemble des agences est mené hors des frontières américaines, principalement en Europe, en Océanie et en Asie [Figure 41][398]. Les agences, tout comme deux autres bureaux régionaux établis aux Etats-Unis, sont reliés à la maison-mère à travers un département de recherche et développement qui permet d'assurer que les projets soient développés selon les normes édictées par Duany et Plater-Zyberk. Comme le stipule leur site Internet, « l'association du bureau DPZ à Miami à ses agences en d'autres lieux optimise à l'échelle mondiale les techniques de conception et le talent des collaborateurs de DPZ[399]. » Si l'agence peut compter sur le soutien de l'Ecole d'architecture de Miami et de sa doyenne Plater-Zyberk quant au développement de ses outils techniques et conceptuels, son succès auprès des promoteurs et des autorités publiques de nombreux pays repose en grande partie sur le charisme de Duany, qualifié par McCann et Ward (2010: 180) de « gourou persuasif ». Voyageant inlassablement à travers le monde, Duany s'engage, lors de nombreuses consultations et conférences, à promouvoir les mérites du modèle néo-traditionnel de manière convaincante et pragmatique, comme le souligne Tagliaventi, qui a logé chez le couple d'architecte lorsqu'il a été invité durant trois ans à l'Ecole d'architecture de Miami : « *C'est le pragmatisme américain ! Andrés et Liz, leur façon de faire les choses, c'est « loin des discours, action ! » Liz, elle a la présence et la force tranquille qui mènent l'agence, l'université. Andrés, lui, il est un polémique, un génie de la communication*[400] *!* »

[398] Selon un recensement établi à partir des données de leurs sites Internet (tous leurs projets n'y sont cependant pas mentionnés). En 2011, 15 projets (réalisés ou non) sont comptabilisés en Europe, dont quatre en Allemagne, deux en Belgique et deux au Royaume-Uni.

[399] "The combination of DPZ in Miami and affiliate firms in other locations optimizes the design techniques and talents of DPZ at a global scale." [www.dpz.com – consulté le 11.07.11]

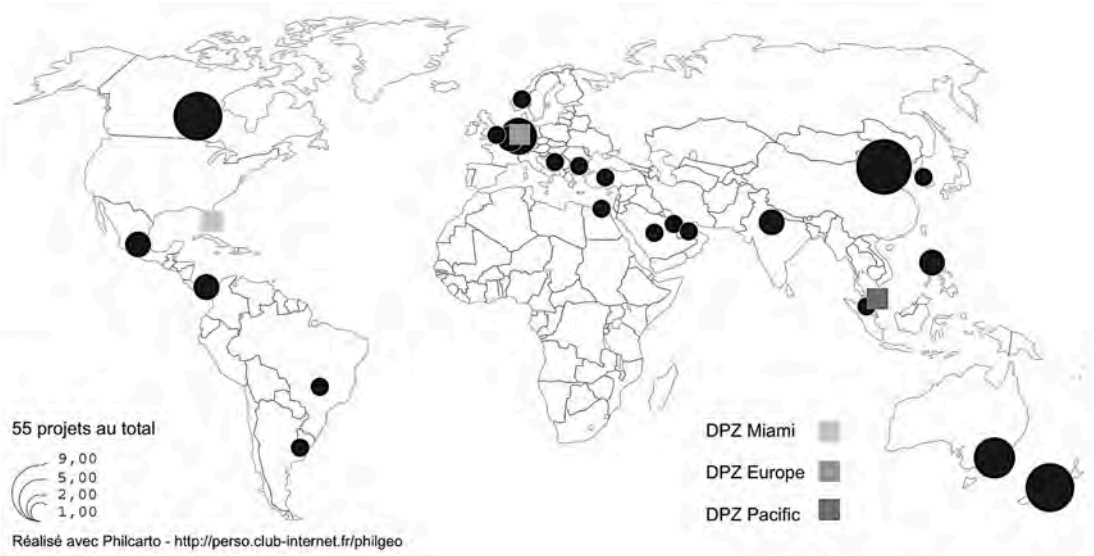
[400] [Entretien avec Gabriele Tagliaventi, 20.01.11]

Figure 40 : Projet « Quartier am Tacheles », vue sur Oranienburger Strasse (Berlin)



Source : dessin de DPZ & Company, plan directeur pour le groupe immobilier Fundus

Figure 41 : Les projets, réalisés ou non, de DPZ & Company à l'étranger



Sources : www.dpz.com et www.dpzpacific.com [consultés le 15.01.08], cartographie réalisée par l'auteur

Encadré 8: Construire au centre-ville, le projet avorté du « Quartier am Tacheles »

« Le projet Tacheles est l'un des projets les plus ambitieux et réfléchis de l'architecture traditionnelle que je connaisse au monde » s'enthousiasme l'architecte Robert A.M. Stern dans la brochure de présentation du master-plan dessiné par DPZ & Company pour le groupe immobilier Fundus. En 2002, ce dernier dévoile son intention de construire sur une parcelle de deux hectares, située dans l'ancien ghetto juif de Berlin, un bloc d'immeubles nommé « Quartier am Tacheles ».

« Habiter, travailler et acheter » tel est le credo de ce projet comportant environ 40% de surfaces destinées à l'habitat, 40% aux bureaux et 20% au commerce. Autour d'un boulevard sont dessinés cinq bâtiments aux airs new-yorkais : un « Flatiron », le « Tacheles-Residence » - rappelant les luxueuses résidences d'Upper Manhattan – un hôtel cinq étoiles, des lofts, des appartements et des bureaux chics [Figure 40]. Cet ensemble réunit des architectes américains (dont Stern) et européens (Gabriele Tagliaventi et Demetri Porphyrios, notamment) qui ont trouvé là une occasion de mettre enfin en œuvre leurs principes néo-traditionalistes en plein centre d'une métropole. « *Andrés [Duany] a vraiment trouvé la réponse adaptée pour l'Europe*, se rappelle Tagliaventi, *la taille et la mixité de ce projet démontrent qu'on peut bâtir au centre-ville et que le Nouvel Urbanisme ce n'est pas seulement construire des petites maisons !* » [entretien, 20.01.11] Toutefois, ces architectes semblent oublier un peu vite que le site d'implantation est l'un des lieux les plus emblématiques de la contre-culture berlinoise et fait l'objet de nombreuses résistances face à la stratégie immobilière de Fundus.

En effet, l'origine du nom « Tacheles » remonte au 19 février 1990, date à laquelle les derniers vestiges d'un grand magasin, bombardés par les alliés puis dynamités par le régime socialiste est-allemand, sont investis par un groupe d'artistes. Ceux-ci donnent à l'immeuble un nom qui signifie en yiddish « parler clairement, sans faux-semblant ». Rapidement, cet espace autogéré, rénové par les artistes, devient un établissement multiculturel subventionné par les autorités publiques, attirant des centaines de millier de visiteurs par an. Mais le site au cœur de l'espace gentrifié du « Neue Mitte » attise les convoitises et, en 1998, l'Etat fédéral vend le terrain à Fundus. À la fin des années 1990, ce groupe immobilier s'était fait connaître pour avoir reconstruit « à l'identique » l'hôtel Adlon, à proximité de la porte de Brandenbourg à Berlin, et développé des complexes résidentiels et hôteliers de luxe le long de la Mer Baltique à Heiligendamm et Wustrow, respectivement dessinés par Stern et DPZ (Manale, 2009).

Ayant « conscience de la valeur symbolique et marchande du lieu », Fundus ne déloge pas les artistes et donne l'assurance à l'association *Tacheles e.V*. que la ruine sera restaurée : « En échange de l'acceptation des membres de l'association quant au double projet de rénovation de la ruine et d'aménagement futur de la parcelle, l'investisseur accorde à l'association *Tacheles e.V.* un bail de dix ans pour un Mark symbolique. » (Grésillon, 2004: 151) Mais dix ans après, le projet de Fundus et DPZ qui bénéfice d'un permis de bâtir s'enlise pour deux raisons.

Premièrement, il ne démarrera réellement que lorsque plus de la moitié de la surface sera vendue. Etant donné la crise économique et l'ampleur du projet (chiffré en pierre massive), peu d'investisseurs se sont annoncés et d'autres se sont retirés car la situation financière de Fundus s'est considérablement détériorée, obligeant le groupe à céder le projet à la banque HSH Nordbank. Deuxièmement, l'esthétique du projet – une architecture au style new-yorkais des années 1920 s'adressant explicitement aux « Yuppies » selon le fondé de pouvoir de Fundus [entretien avec Johannes Beerman, 24.04.08] - ne trouve pas grâce auprès des membres de l'association *Tacheles e.V.,* dont le chargé de communication, Martin Reiter, qui n'hésite pas à parler de « *viol de la mémoire collective* » [entretien, 21.04.08]. Taxé de « petite Amérique » par les médias, le projet falsifie l'histoire urbaine de Berlin : les cours intérieures (*Höfe*) caractéristiques de la capitale allemande ont été réinterprétées en squares, tout comme le terme français de « quartier », plus vendeur pour une clientèle fortunée, a remplacé celui de « Kiez » usité dans le Berlin prolétaire (Manale, 2009: 183). Reiter souligne d'ailleurs cette critique récurrente faite aux néo-traditionalistes : « *Ils essaient de construire une histoire, mais cette histoire n'a jamais été ainsi !* »

Duane Phillips, architecte en chef de la filiale européenne de DPZ & Company, n'a de fait pas cherché à reproduire une architecture vernaculaire. Selon lui, ce « *Berlin de pierre* » avec ses blocs d'immeubles très denses et ses cours intérieures « *dangereuses* » était « *horrible* » durant les années 1920 : « *Nous avons rajouté quelque chose de nouveau. C'est du Nouvel Urbanisme et le terme « nouveau » est intéressant d'un point de vue du marketing : c'est excitant, c'est comme un bâtiment « griffé » [signature building].* » [entretien, 23.04.08] En raison du caractère élitiste du projet, le professeur Harald Bodenschatz, membre du groupe allemand du CEU, nuance les propos de Phillips : « *En fait, ce n'est pas du Nouvel Urbanisme. Je dirais plutôt que c'est un projet réalisé par une entreprise faisant du Nouvel Urbanisme pour un investisseur privé*. » [entretien, 23.04.08] Ce décalage entre des principes et des actes s'observe d'ailleurs à travers le prix décerné en 2003 par le CNU. En effet, un *Charter Award* a été attribué car il respecte les principes 19, 24 et 27 de la charte ; un respect finalement très flou car les deux derniers principes précisent, d'une part, que l'architecture doit s'inspirer de l'histoire locale et des pratiques constructives vernaculaires et, d'autre part, que la réhabilitation des bâtiments historiques doit affirmer la continuité historique d'un site.

En définitive, ce projet transatlantique est l'un des seuls qui aient suscité autant d'espoirs chez les néo-traditionalistes car le réaliser aurait été une véritable preuve que ledit mouvement puisse construire au centre d'une métropole européenne. Il risque cependant de ne jamais voir le jour. Le promoteur et les architectes ont certes une part de responsabilité, mais les artistes - qui ont aussi besoin que l'immeuble soit mis aux normes - tentent à tous prix de conserver leurs acquis selon une perspective mercantile : « *Ces soi-disant artistes ont énormément de conflits d'intérêt en raison de la commercialisation du lieu, antérieure au projet de Fundus. Et Fundus a besoin des artistes pour avoir une attraction touristique. Les vrais artistes, eux, sont partis depuis longtemps…* » [entretien avec Harald Bodenschatz, 23.04.08]

Troisiémement, les espaces de consécration. Les architectes néo-traditionalistes, marginalisés par les universités et les corporations professionnelles, ont dû construire leur propre système de reconnaissance en créant des prix d'architecture distinguant le travail de leurs confrères ou la qualité de leurs projets. Cinq principaux prix existent : le prix de l'Institut de Seaside, le prix Palladio, les prix décernés par le CNU et le prix Richard H. Driehaus – ceux-ci étant remis par des institutions américaines – ainsi que le prix européen d'architecture Philippe Rotthier pour la reconstruction de la ville remis par la Fondation pour l'Architecture de Bruxelles. À l'exception de ce dernier qui récompense des personnes ou des projets dans toute l'Europe et quelque fois au-delà[401], les autres prix sont avant tout centrés sur leur espace national. En effet, le prix de Seaside n'a été décerné qu'à trois architectes étrangers : Christopher Alexander en 1994, Léon Krier en 1996 et Aldo Rossi en 2000. Le Prix Palladio[402] a seulement récompensé en 2008 trois architectes européens, dont Pier Carlo Bontempi et Dominique Hertenberger pour la réalisation de la Place de Toscane du Val d'Europe. Les projets primés dans le cadre du prix de la Charte du CNU (*Charter Awards*)[403] se situent principalement aux Etats-Unis. Cependant, comme le souligne Payton Chung, chargé de recherche au CNU, « *bien que nous ayons récompensé plusieurs projets en dehors des États-Unis, la plupart de ceux-ci ont été dessinés - et soumis - par des architectes ou des urbanistes américains*[404]. » Par exemple, en 2003 a été primé le projet « Quartier am Tacheles » [Encadré 8] et en 2006 le bureau *Cooper, Robertson & Partners* a reçu un prix pour le plan directeur de la nouvelle ville du Val d'Europe. Depuis 2006, le CNU remet un autre prix, non pas à un bureau d'architecte, une ville, ou une école d'architecture comme c'est le cas pour les *Charter Awards*, mais aux pionniers qui ont

[401] Tel que le prix remis en 2002 à la *Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana* qui a réhabilité le centre historique de la capitale cubaine. Il est à noter que, au contraire des autres prix néo-traditionalistes, le prix Rotthier récompense souvent des projets qui, au-delà de leur qualité esthétique et morphologique, ont une composante politique. Ainsi en est-il pour le prix 2002 qui « participe à la consolidation des acquis positifs d'un régime populiste marxiste » et le prix 2005 dont l'un des lauréats fut le réalisateur Emir Kusturica qui a construit, de toute pièce, un village « traditionnel » sur les lieux du tournage de *La vie est un miracle,* non loin de Sarajevo et de la frontière bosniaque (Culot, 2005: 88).

[402] Du nom de l'architecte de la Renaissance italienne, Andrea Palladio, qui est une des références majeures du mouvement néo-tradionaliste. Depuis 2002, le prix récompense les bureaux d'architecture « dont le travail met en valeur la beauté et les qualités humaines de l'environnement construit à travers l'interprétation créative ou l'adaptation des principes néo-traditionalistes de l'architecture occidentale développés depuis 2500 ans. » [www.palladioawards.com – consulté le 12.07.11]

[403] Depuis 2001, le prix récompense des projets respectant les principes du document fédérant les partisans du Nouvel Urbanisme, classes selon les échelles d'intervention définies par la charte.

[404] *"Although we have granted many of our Charter Awards to developments outside the USA, most of those developments were designed (and thus the award entries were submitted by) American architects or planners."* [correspondance par e-mail, 24.03.08] Une minorité de projets réalisés par des bureaux étrangers, telles que ceux des villes de Vancouver et de Stockholm, de la PFBE ou ceux d'*ADAM Architecture* ont reçu un *Charter Award*. Par ailleurs, les jurys qui se sont succédés ont été majoritairement formés d'architectes et d'urbanistes américains. Quelques fois, des architectes ou urbanistes étrangers en ont fait cependant partie, notamment des acteurs ayant joué un rôle central dans la structuration internationale des institutions néo-traditionalistes tels que Susan Parham ou Ben Bolgar.

posé les bases théoriques du Nouvel Urbanisme. Ce prix – nommé médaille d'Athéna (*Athena medals*) en référence à la déesse grecque – a été remis à trois personnes établies en dehors des frontières américaines : le Princes Charles, Léon Krier et son frère Rob Krier. Quant au prix Richard H. Driehaus pour l'architecture classique[405], le panel de ses lauréats est le plus international de tous les prix remis par les institutions américaines : des architectes américains, notamment Robert A.M. Stern et Jaquelin Robertson qui ont tous deux reçu la médaille d'Athéna, y côtoient des architectes tels que Léon Krier, les architectes britanniques Demetri Porphyrios et Quinlan Terry ou encore l'architecte égyptien Abdel Wahed El-Wakil[406], ces trois derniers ayant été auparavant récompensés par le prix européen d'architecture Philippe Rotthier.

Remis depuis 1982, le prix Rotthier[407] est le seul qui transcende véritablement les frontières nationales. À l'origine de la création de l'ECCN en 2008, il a aussi contribué au fil des années à étendre de manière informelle le mouvement néo-traditionaliste, du moins en Europe, comme le souligne Maurice Culot qui est aussi président de la Fondation pour l'Architecture et du prix Rotthier : « *C'est un prix qui a terriblement contribué à créer ce réseau parce que, évidement, si on donnait un prix, ils [les lauréats] devenaient des amis, on faisait alors un réseau et on se retrouvait*[408]*.* »

Les espaces virtuels, finalement. L'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication a permis aux architectes néo-traditionalistes de faire circuler leurs connaissances plus rapidement et à moindre frais, tout en s'affranchissant des structures éditoriales d'ordinaire peu enclines à publier leurs projets. C'est aux États-Unis que se

[405] Du nom d'un influent investisseur américain qui participe, à travers sa fondation philanthropique, à promouvoir la conservation du patrimoine et la promotion de l'architecture traditionnelle. Depuis 2003, le prix est remis par l'école d'architecture de l'Université de Notre Dame à un architecte vivant « (…) dont le travail incarne dans la société contemporaine les principes de l'architecture classique et de l'urbanisme traditionnel, et crée un impact culturel, environnemental et artistique positif. » [www.architecture.nd.edu/driehaus_prize – consulté le 01.05.11] Il existe aussi un autre prix du même nom (*Driehaus Form-Based Codes Award*) récompensant spécifiquement des réalisations qui suivent des régulations morphologiques précises (selon les principes édictés par DPZ – appelés *Form-Based Codes* – privilégiant la forme urbaine plutôt que l'affectation territoriale). Ce prix-là a uniquement été remis à des bureaux et des projets américains.

[406] El-Wakil a été l'un des premiers lauréats du prix Aga Khan d'architecture qui récompense depuis 1977 les réalisations traditionnelles dans les sociétés musulmanes contemporaines. Il a été invité par Andrés Duany à l'école d'architecture de l'Université de Miami, a construit le centre d'études islamiques de l'Université de Oxford dont le Prince de Galles est le mécène, et est actuellement consultant de ce dernier pour les cours d'architecture islamique donné par la PFBE.

[407] Du nom de l'architecte belge qui a co-fondé avec Maurcie Culot les Archives d'Architecture Moderne en 1968 et créé la Fondation pour l'Architecture en 1986. Remis tous les trois ans, le prix « (…) vise à rompre l'isolement et le silence qui entourent une partie importante de la production architecturale contemporaine qui ne trouve pas à s'exprimer dans les revues et les expositions d'architecture. » [selon le dossier de presse publié à l'occasion du lancement du prix 2011, www.fondationpourlarchitecture.be - consulté le 19.07.11]

[408] [Entretien avec Maurcie Culot, 25.06.09]

trouve le plus grand nombre de sites Internet, webzines, blogs et listes de discussion dédiés au Nouvel Urbanisme et au modèle néo-traditionnel. Du site officiel du CNU à ses multiples ramifications sur la toile Internet, en passant par les sites qui soutiennent librement ses principes[409], un inventaire de toutes les ressources électroniques utilisées par les partisans du Nouvel Urbanisme risquerait d'être sans fin. Je ne passerai donc en revue que quelques espaces virtuels où sont déployées les principales interactions transatlantiques du mouvement néo-traditionaliste.

Les revues *New Urban News* et *The Town Paper* (puis, respectivement, *Better Cities and Towns* et *New* Towns) sont d'importants relais imprimés et électroniques pour l'approche TND du CNU. En revanche, de tels medias n'ont pas vu le jour en Europe à la suite de la création des différentes institutions internationales du mouvement néo-traditionaliste, à l'exception du webzine *Katarxis* dédié « exclusivement à l'architecture et l'urbanisme néo-traditionnels[410]. » Celui-ci a été le premier espace virtuel du mouvement à publier des projets tant américains que européens, alors que ceux-ci n'étaient plus diffusés, comme l'explique son éditeur Lucien Steil :

> *« Dans les années 2000, on ne publiait plus rien, Léon Krier n'était plus publié, le projet traditionaliste ne s'étudiait plus. Ça s'est encore accru avec Internet, beaucoup de revues ont complétement fermé. Avant, il y avait les Archives d'Architecture Moderne, c'était l'unique revue, mais elle était très, très marginale[411]. »*

Katarxis a été édité pour deux raisons. Dans un premier temps, le webzine permit à Steil de publier à moindre frais ses propres textes et images car les articles qu'il écrivait étaient systématiquement refusés par les revues d'architecture[412]. Dans un second temps, il offrit une seconde vie aux projets de ses confrères qui n'étaient plus accessibles, car publiés dans des revues désormais introuvables telle que la revue internationale éditée de 1975 à 1990 par les Archives d'Architecture Moderne de Bruxelles. Le troisième numéro de *Katarxis,* mis en ligne en septembre 2004, fut le dernier publié sur le site,

[409] De nombreux sites se réclament du Nouvel Urbanisme, souvent au grand dam du CNU. Ainsi, le site newurbanism.org, mis en ligne depuis 1998 par un consultant en transport, n'est pas reconnu par l'institution américaine. Apparaisant en première position lorsqu'une recherche est effectuée sur Google selon les termes « new urbanism », le site fait de l'ombre au CNU qui a voulu racheter le nom de domaine : l'administrateur a alors demandé 30'000 USD et le CNU a refusé de payer une telle somme [selon une réponse du CNU au blog www.batesline.com - consulté le 15.05.11]. Un autre exemple est celui du réseau chrétien en faveur du Nouvel Urbanisme [wwww.sidewalkinthekingdom.com – consulté le 15.05.11] qui fut un temps mentionné sur le site de l'INTBAU, mais jamais sur celui du CNU.

[410] [www.luciensteil.tripod.com – consulté le 15.05.11]

[411] Entretien avec Lucien Steil [23.01.11] La revue A&C soutenue par AVOE a repris en partie la ligne éditoriale de la revue des Archives d'Architecture Moderne.

[412] Entretien avec Lucien Steil [23.01.11] Comme il est stipulé sur le site internet de Katarxis, « le web permet de contourner la censure des académies sénile et des institutions réactionnaires ; il propose une pluralité culturelle où l'architecture classique et l'urbanisme traditionnel peuvent légitimement s'épanouir! »

alors la nouvelle école d'architecture de Viseu qui hebergeait *Katarxis* ferme ses portes[413]. À la suite du licenciement des enseignants néo-traditionalistes par la direction de l'université, le site ne fut alimenté qu'occasionnellement par Lucien Steil jusqu'à ce qu'il ouvre trois blogs en 2006[414] .

Tout comme *Katarxis*, la liste de discussion intitulée « Euro-Urbanism group » (Euro-Urb[415]) est le produit d'interactions transnationales cultivées au sein du mouvement néo-traditionaliste. Cette liste a été créée par Matthew Hardy à la suite du conseil inaugural du CEU en avril 2003. Comptant relativement peu de personnes enregistrées[416], la liste n'a connu qu'une brève intensité des discussions durant deux ans avant de s'affaiblir complétement en 2008 à la suite de la démission de la présidente du CEU. De manière générale, cette année correspond à l'essoufflement général que connait le CEU, faute d'un réel renouvèlement de ses membres et d'une véritable politique associative. Par ailleurs, le nombre des « conversations » qui pouvaient survenir sur les listes de discussion tend à diminuer ces dernières années en raison de l'essor des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn): « *moins de personnes partagent leurs idées à travers des listes de discussion, peut-être parce que les médias sociaux donnent l'impression d'être connecté aux dernières informations en temps réel*[417]*.* »

Parmi les institutions nationales et internationales du mouvement néo-traditionaliste, c'est le CNU qui a su tirer le plus profit des avantages des réseaux sociaux. Depuis 2008, l'institution américaine est présente sur Facebook (3'738 membres), Twitter (7'747

[413] Semblable à « l'Affaire de La Cambre » qui mit fin au premier laboratoire néo-traditionaliste (voir page 120 et suivantes), « le Coup de Viseau » entérina la fragmentation du mouvement européen rallié au CEU (voir page 250 et suivantes).

[414] [lifebyarchitecture.blogspot.com, cityandtown.blogspot.com et hilltown-sketchbook.blogspot.com - consultés le 15.05.11] Steil a ouvert un dernier blog en 2010 au sujet des Nouveaux Palladiens à l'occasion de la publication du livre *New Palladians: Modernity and Sustainability for 21st Century Architecture* (Sagharchi et Steil, 2010) qui sera suivie l'année suivante par une exposition et une conférence internationale intitulée *From Vernacular to Classical: The Perpetual Modernity of Palladio* et organisée au sein de l'Université de Notre Dame.

[415] Le groupe, géré par l'INTBAU et soutenu par le CEU, est défini comme un forum de discussion sur les théories et pratiques de l'urbanisme néo-traditionnel dans un contexte européen (" *a forum for the discussion of the theory and practice of new traditional urbanism in a European context* ") [www.ceunet.org/euro-urb.html - consulté le 15.05.11]. Parmi les personnes déposant souvent des messages sur la liste se trouvent, notamment, des représentant des groupes nationaux de l'INTBAU, des personnes travaillant à la PFBE, des architectes et urbanistes américains promouvant l'approche TND du CNU et des architectes du groupe allemand du CEU.

[416] 269 membres enregistrés sur la liste de discussion le 13.05.11 [http://groups.yahoo.com/group/Euro-Urb]

[417] *"Less people are relying in sharing their ideas through email groups - maybe because the social medias give a sense of being connected to the latest information in real time"*, selon Luiz Barrata, urbaniste ayant travaillé à l'agence de Peter Calthrope à San Francisco [correspondance par e-mail via la liste de discussion « Euro-Urb », 16.05.11]. C'est aussi l'avis de Matthew Hardy [correspondance par e-mail, 16.05.11].

abonnés avec près de 2'200 *tweets* publiés) et LinkedIn (2'063 membres)[418]. Au contraire de « Euro-Urb » et du CNU, cette présence électronique ne s'est pas faite au détriment de la principale liste de discussion du CNU qui est toujours très active. Lucy Rowland administre la liste de discussion « The Practice of New Urbanism » (« Pro-Urb listserv ») qu'elle a créée en 1999 avec John Massengale[419]. À cette date, la liste comptait 66 membres ; elle en compte actuellement près de 850[420] et des dizaines de messages y sont déposés presque quotidiennement. Par ailleurs, ses membres sont aussi présents sur d'autres listes américaines telles que « TradArch » portant spécifiquement sur l'architecture traditionnelle, et « UrbanGeneration » qui traite des thématiques soulevées par la nouvelle génération du CNU[421].

De ce rapide survol des espaces de formation, de pratiques professionnelles, de consécration et de partage en ligne, deux conclusions peuvent être tirées. D'une part, ces spatialités illustrent, compte tenu des interconnexions transnationales qui s'y produisent, la mondialité faible du mouvement néo-traditionaliste. Elles contribuent toutefois à connecter les membres dudit mouvement qui, finalement, s'avèrent être les mêmes qui participent à la circulation internationale du modèle néo-traditionnel. Autrement dit, cette forme de circulation « endogame » ne permet pas fondamentalement de coopter de nouveaux membres mais renforce en revanche l'identité socioprofesionnelle de l'endogroupe. D'autre part, ces espaces de circulation et la multiplicité des canaux qui les consitutent n'auraient aucune assise sans le socle que représentent les insitutions internationales promouvant le modèle néo-traditionnel. De fait, il existe bien plus de potentialités de collaborations entre architectes européens et américains sur le sol du Vieux Continent car, comme il sera exposé plus tard, les institutions internationales promouvant le modèle néo-traditionnel sont toutes basées en Europe et, si celles-ci ont certes bénéficié des expertises d'architectes américains et de leur plus grande mobilité, leur maintien à travers le temps dépend essentielement de l'engagement associatif des membres européens.

[418] La PFBE et l'INTBAU, l'AVOE et l'ECCN utilisent aussi ces réseaux mais dans des proportions nettement inférieures. Par exemple, sur Facebook, le nombre de membres de ces institutions est respectivement de 213, 414, 115 et 6 [Etat au 24.07.11]. Le CEU n'est présent sur aucun réseau social.

[419] Rowland, directrice d'une des bibliothèques du *Georgia Museum of Art*, et Massengale, architecte basé à New York, ont tous deux participé au lancement du CEU en Belgique.

[420] Selon un e-mail de Lucy Rowland sur la liste de discussion "Pro-Urb" [16.05.11].

[421] Ces deux listes sont hébergées par l'Université de Miami : « TradArch » compte 414 abonnés et « UrbanGeneration » 266. [www.listserv.miami.edu/scripts/wa.exe?INDEX – consulté le 01.08.11]

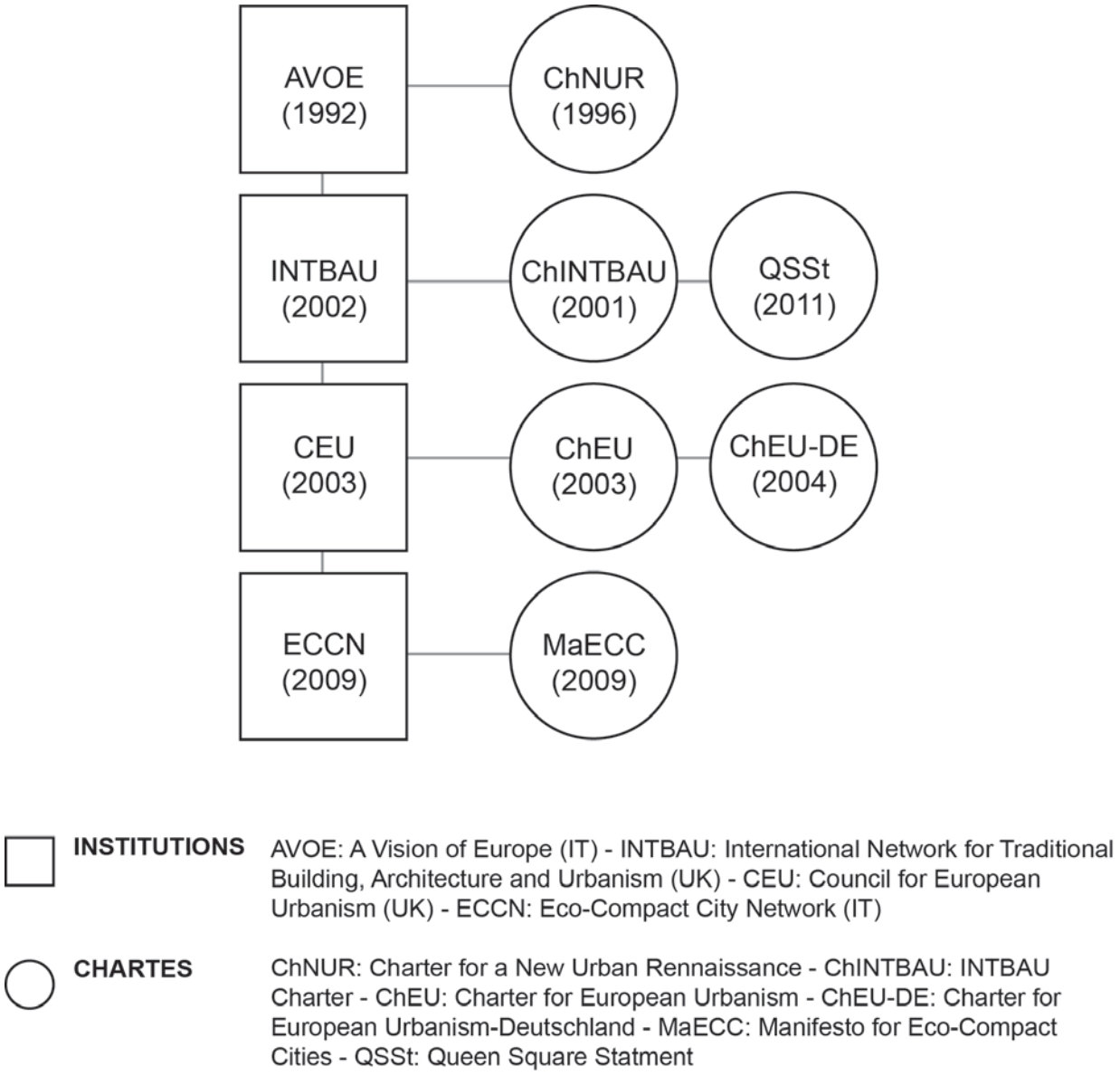
LA STRUCTURATION DE RESEAUX SUPRANATIONAUX

La mondialité des connexions du modèle néo-traditionnel s'observe donc dans différents espaces (universités, bureaux, remises de prix, espaces virtuels, et, comme il sera exposé ci-dessous, au sein de ses institutions internationales) auxquels correspondent différents intermédiaires et médiateurs (chartes, manuels, plans, revues, webzines, expertises, etc.) agissant respectivement lors des transferts et des traductions successives nécessaires à la promotion et la légitimation, par-delà les frontières, des savoirs et savoir-faire néo-traditionalistes.

La mondialité de ce réseau peut certes être analysée à travers les quelques projets internationaux des bureaux néo-traditionalistes (Thompson-Fawcett, 2003a) et selon les trajectoires professionnelles de leurs architectes (Ouellet, 2004). Toutefois, une telle étude ne permet de saisir qu'imparfaitement comment se structurent internationalement les sites relationnels dudit mouvement ponctuant la circulation d'un modèle urbain et révélant les stratégies déployées par ses acteurs pour le codifier. Ainsi, il m'importe maintenant de comprendre l'expansion sociale et spatiale d'un champ réformateur et, pour ce faire, de l'aborder via ses deux caractéristiques essentielles selon Topalov (1999a: 462) : la diversité de ses formes institutionnelles et l'unité de ses formes langagières. J'aborderai la première caractéristique en étudiant les interrelations entre les laboratoires actuels du mouvement néo-traditionaliste et leurs institutions internationales et, pour la seconde caractéristique, j'identifierai comment leur programme réformateur est redéfini via des chartes d'urbanisme prétendant à l'universalité. Dans le premier cas, je m'intéresse aux connexions interinstitutionnelles à travers la mobilité des architectes ; dans le second, aux délimitations de ces institutions à travers leurs débats doctrinaux.

Le schéma suivant synthétise cette approche [Figure 42], : d'un côté sont mises en exergue les institutions internationales du mouvement néo-traditionaliste, de l'autre les chartes édictées par celles-ci. C'est autour de ces deux pôles que se sont constitués des réseau supranationaaux qui fédèrent les universités, les bureaux, les prix et les sites Internet et assure une circulation durable du modèle néo-traditionnel. La présente section retrace ainsi l'histoire de l'internationalisation du néo-traditionalisme. Dans la section suivante, il sera démontré que cette montée en mondialité a finalement un coût : le champ réformateur se reconfigure, des frictions interpersonnelles émergent, des acteurs et des collectifs se repositionnent et des changements lexicaux s'observent dans les chartes d'urbanisme.

Figure 42 : Connecter les institutions internationales, délimiter la doctrine



Source : schéma de l'auteur

Tout d'abord, un constat s'impose : le CNU n'est pas une institution internationale comme l'a été les CIAM. Plus de 90% de ses membres, soit 2'055 personnes, sont établis aux États-Unis. Les autres pays les plus représentés au sein de l'institution américaine sont principalement anglophones : le Canada (82 membres), l'Australie (28) et le

Royaume-Uni (18)[422]. Seuls sept protagonistes ayant participé à la construction des réseaux internationaux du mouvement néo-traditionaliste sont membres du CNU : Joanna Alimanestianu (co-fondatrice du CEU), Harald Bodenschatz et Harald Kegler (co-fondateurs du groupe allemand du CEU), Tigran Haas (représentant du CEU en Suède), Paul Murrain (urbaniste ayant travaillé à la PFBE), James Hulme (directeur des relations publiques de la PFBE) et l'architecte Robert Adam (président de l'INTBAU). Le CNU a certes travaillé avec de nombreuses organisations de par le monde, mais a construit peu de liens formels en dehors des États-Unis, de l'avis de Payton Chung, chargé de recherche au CNU :

> *« Je dirais que nous travaillons de manière plus proche avec la Fondation du Prince pour l'environnement construit car leur CEO est, de longue date, un membre du conseil d'administration du CNU. Les membres du CNU ont participé à fonder le CEU (…) et aussi le Mouvement pour un Urbanisme Israélien. Plusieurs de nos membres sont aussi membres d'autres organisations telles que l'INTBAU et diverses associations professionnelles (AIA, APA, RIBA, USGBC, etc.) et les idées du Nouvel Urbanisme circulent souvent par ces canaux-là.*[423] *»*

Dans le sillage de ces interrelations, deux groupes nationaux se sont formés dans le but de promouvoir les principes de la Charte du CNU : le conseil australien pour un Nouvel Urbanisme (*Australian Council for New Urbanism* – ACNU)[424] et le mouvement pour un urbanisme israélien (*Movement for Israeli Urbanism* - MIU)[425], respectivement fondés en 2001 et 2005. En 2009, l'architecte-urbaniste Yodan Rofé, membre du CNU et fondateur du MIU, tenta d'organiser à Jérusalem la première conférence internationale du Nouvel Urbanisme. Selon lui, celle-ci aurait pu être soutenue par le CNU, l'ACNU et

[422] Au total, 28 nationalités sont représentées au CNU en 2011, mais celles-ci ne le sont généralement qu'à travers une ou deux personnes. Il n'existe pas de membre établi en France et seule l'architecte Joanna Alimaniestianu est basée en Belgique. Quant à la Suisse, je suis son seul représentant (pour les besoins de la présente étude). Ces chiffres proviennent de la base de données des membres disponible sur le site du CNU (à ce sujet, voir note de bas de page 323).

[423] *"I would say that we work most closely with the Prince's Foundation for the Built Environment, as their CEO is a long-standing CNU board member. CNU members participated in launching CEU (…) and also the Movement for Israeli Urbanism. Many of our members are also members of other organizations like INTBAU and the various professional associations (AIA, APA, RIBA, USGBC, etc.), and New Urbanist ideas often flow to those organizations through such links."* [correspondance par e-mail, 24.03.08] Hank Dittmar, CEO de la PFBE, n'est actuellement plus membre du conseil d'administration du CNU. L'AIA et l'APA sont, respectivement, les associations des architectes et des urbanistes américains. L'USBGC est une organisation américaine à but non-lucratif promouvant une architecture durable. Le RIBA est l'Institut Royal des Architectes Britanniques.

[424] Quatre congrès nationaux ont été organisés par l'ACNU qui regroupe des professionnels australiens et néo-zélandais. Près de la moitié des membres du conseil d'administration de l'ACNU sont membres du CNU [www.acnu.org – consulté le 20.07.11].

[425] Aussi appelé Mouvement pour un Nouvel Urbanisme en Israël, cette organisation regroupe environ 500 membres. Trois congrès ont été organisés en Israël [www.miu.org.il – consulté le 16.05.11].

le CEU, ainsi que la PFBE et l'INTBAU, mais la tentative échoua en raison d'un manque d'intérêt du CNU et des difficultés à trouver des financements et des soutiens à Jérusalem[426]. Pour l'instant, aucun congrès international fédérant toutes les institutions du mouvement néo-traditionaliste n'a donc vu le jour.

S'il n'existe pas une seule et unique institution internationale promouvant le Nouvel Urbanisme - et plus particulièrement le modèle néo-traditionnel à travers l'approche TND - il existe en revanche plusieurs réseaux supranationaux dont les contours sont délimités par l'AVOE, l'INTBAU, le CEU et l'ECCN. La structuration de ces réseaux débute en 1992 avec la création de l'AVOE. Certains des participants à la troisième triennale de Bologne organisée par l'AVOE créeront en 2002 l'INTBAU. La même année, le dixième CNU a lieu en Floride et quelques membres, forts de leur expérience professionnelle à l'étranger, envisagent de créer avec leurs collègues européens une institution similaire au CNU sur le Vieux Continent. En 2003, le CEU est alors fondé et trois congrès internationaux seront organisés jusqu'en 2008. À cette date, le prix Philippe Rotthier est remis à 88 municipalités européennes. Le succès de celui-ci incite certains des membres du jury à créer l'ECCN qui sera inauguré lors de la cinquième triennale de Bologne en 2009. Seul l'INTBAU, désormais affilié à la PFBE, subsiste aujourd'hui. Avant d'aborder les raisons de la fragmentation des autres réseaux, il convient de revenir sur l'année 1992 qui marque l'essor transatlantique du néo-traditionalisme.

AVOE : « Ex Tenebris Lux »

Association culturelle à but non-lucratif, *A Vision for Europe* (AVOE) est un centre international de recherche et d'exposition sur la ville traditionnelle qui a été inauguré le 29 septembre 1992 lors de l'exposition organisée à Bologne par les architectes Gabriele Tagliaventi et Liam O'Connor[427]. Cette triennale s'inspire, d'une part, de l'exposition *Rational Architecture* organisée 17 ans plus tôt à Londres par Léon Krier[428] (Economakis, 1993: 33) et, d'autre part, des prises de positions du Prince Charles quant à la revalorisation de l'architecture traditionnelle en Grande-Bretagne[429] (Tagliaventi, 1992: 13).

[426] *"Unfortunately that initiative ran into some difficulties: mainly lack of interest from the CNU, and difficulties of funding and organizing partners in Jerusalem."* [correspondance par e-mail, 06.03.11]

[427] « Ex Tenebris Lux » (« des ténèbres émerge la lumière ») est le titre de l'article introduisant les ambitions réformistes des organisateurs de la première triennale de Bologne (Tagliaventi et O'Connor, 1992).

[428] À ce sujet, voir page 120 et suivantes.

[429] Le nom de l'association italienne tire son origine du livre du Prince Charles, *A Vision of Britain - A Personal View of Britain* (H.R.H. The Prince of Wales, 1989). À ce sujet, voir page 126 et suivantes.

Une croisade transatlantique

La triennale de Bologne inaugure une véritable croisade contre les « modernistes » - une « déclaration de guerre » selon les termes de Léon Krier (Economakis, 1993: 33) – qui se prolongera un mois plus tard aux États-Unis lors d'un congrès d'architecture classique où ont été invités les principaux participants de la triennale de Bologne. Organisé à Alexandria (Virginie) par les membres de la *Classical Architecture League*[430], ce congrès posait les bases à un mouvement d'architecture classique dont les principes se recoupaient avec ceux d'AVOE, comme le souligne Tagliaventi :

> *« C'était un mouvement qui portait plutôt sur l'architecture, mais qui regroupait aussi des discours sur la ville traditionnelle. En un mois, on s'est rencontré à Bologne et à Alexandria. C'est maintenant une amitié qui dure depuis longtemps. Je dirais que les choses étaient arrivées à un moment où on avait - comme on dit aux États-Unis - une masse critique, suffisante, pour essayer d'élargir le discours. La raison de ces rencontres, c'était : échanger, se confronter, se parler ; des choses qui en ce temps-là étaient complètement impossibles dans le monde académique[431]. »*

Une année plus tard, une synthèse des projets exposés à Bologne et à Alexandria est publiée sous le titre *Building Classical: A Vision of Europe and America* (Economakis, 1993). Selon Tagliaventi, c'est le soutien des écoles d'architecture de Notre Dame et de Bologne - seules universités accordant à l'époque de l'intérêt aux approches néo-traditionalistes – qui a permis à ces architectes européens et américains « *de publier des livres, de faire d'autres rencontres et de commencer une aventure*[432]*.* »

La première triennale de Bologne a aussi été l'occasion de publier, grâce à la maison d'édition italienne ALINEA, une revue d'architecture et d'urbanisme intitulée *Arches & Columns* (A&C)[433] qui deviendra dix ans plus tard *A&C International* à l'occasion d'un numéro spécial bilingue (italien/anglais) consacré au Nouvel Urbanisme. Au fil des années, *A&C* deviendra la principale revue publiant les projets américains et européens du mouvement. Composé de sept personnes en 1992, le comité scientifique s'est enrichi

[430] Michael Lykoudis, président de la ligue, avait auparavant été invité à Bologne. La ligue a été dissoute et la plupart de ses membres sont aujourd'hui fédérés autour de l'ICA&CA (*Institute of Classical Architecture & Classical America*), lieu de formation à l'architecture classique basé à New York [www.classicist.org – consulté le 12.05.11].

[431] [Entretien avec Gabriele Tagliaventi, 20.01.11]

[432] [Entretien avec Gabriele Tagliaventi, 20.01.11]

[433] Publiée pour la première fois en 1985, *A&C* contribue depuis 1992 à « développer et préciser le choix culturel du comité « A Vision of Europe » qui (…) se bat pour affirmer la qualité de l'espace urbain en continuité avec les racines d'un lieu, d'une société et d'une histoire. » (Tagliaventi et Bucci, 2009: 5) Gabriele Tagliaventi est le vice-directeur de la revue et son père, architecte enseignant autrefois à l'Université de Bologne, en est le directeur. Ivo Tagliaventi est aussi le président du comité d'AVOE dont Gabriele Tagliaventi et Maurcie Culot sont les directeurs associés.

en 2009, date de la dernière édition, de l'expertise d'une trentaine d'architectes dont les plus éminents du mouvement néo-traditionaliste[434].

Par ailleurs, l'exposition de 1992 a instauré une collaboration soutenue entre Gabriele Tagliaventi et le Prince Charles. En effet, ce dernier a inauguré la triennale en 1992 et en 1996[435], a écrit la préface des catalogues de l'exposition et les membres de son Institut (puis de sa Fondation) ont participé régulièrement aux expositions et aux débats ayant lieu à Bologne. En somme, la première triennale a été un moment catalytique quant à la structuration de relations plus ou moins formelles, à la fois transatlantiques et transeuropéennes : certains architectes se connaissaient auparavant, mais d'autres se sont rencontrés à cette occasion et ont continué par la suite à se voir, à enseigner ou à travailler ensemble. L'exposition regroupait plus de 100 projets réalisés par 105 architectes provenant de 18 pays[436]. Pendant trois jours, les plus grands noms de ce qui allait devenir le mouvement néo-traditionaliste étaient présents se rappelle Lucien Steil, architecte enseignant actuellement à l'école d'architecture de l'Université de Notre Dame :

> *« À la première réunion, je pense qu'il y avait plusieurs centaines de personne du monde entier, pratiquement tous les gens qui travaillaient dans l'architecture traditionnelle et l'urbanisme traditionnel. Je pense qu'ils étaient tous là. J'ai connu beaucoup d'Américains à Bologne. C'étaient des grands rassemblements, très importants, qui fonctionnaient très bien[437]. »*

[434] Léon Krier et son frère Rob, Maurice Culot, les architectes britanniques Robert Adam et Demetri Porphyrios, quatre des membres fondateurs du CNU (Andrés Duany, Elizabeth Plater-Zyberk, Stefanos Polyzoides et Daniel Solomon), des architectes enseignant à l'école d'architecture de l'Université de Yale (Robert A.M. Stern et Vincent Scully), des enseignants des écoles d'architecture de l'Université de Notre Dame et de l'Université de Miami, et encore des architectes exerçant en Italie, au Portugal, en Espagne, en Allemagne et en Norvège.

[435] Les triennales de Bologne sont généralement organisées tous les quatre ans. À ce jour, cinq expositions ont été organisées: *A Vision of Europe – Architecture and Urbanism for the European City* (1992), *The City of the New Renaissance* (1996), *The Other Modern - The Traditional City and its Architecture in the Twentieth Century* (2000), *New Civic Architecture – the Ecological Alternative to Suburbanization* (2004) et *Towards New Eco-Compact Citiey – Building a Smart Growth World* (2009).

[436] Etaient présents la plupart des architectes représentant aujourd'hui le mouvement néo-traditionaliste : l'architecte de Port-Grimaud (François Spoerry), des anciens étudiants de l'Ecole de La Cambre (tels que Nada Breitman et Sefik Birkiye), des signataire de la déclaration de Bruxelles (tels que Léon Krier, Maurice Culot et Bernard Huet), des architectes ayant reconstruit la Rue de Laeken (tels que Gabriele Tagliaventi et Liam O'Connor), l'architecte à l'origine de la Fondation pour l'Architecture (Philippe Rotthier), des architectes ayant construit à Poundbury (tels que Robert Adam, Demetri Porphyrios, Quinlan Terry et John Simpson), les architectes de Seaside (Andrés Duany et Elizabeth Plater-Zyberk), les architectes de Celebration (Robert A.M. Stern et Jaquelin Robertson), des enseignants de l'école d'architecture de l'Université de Notre Dame (tels que Robert Economakis, Michael Lykoudis, Samir Younés), etc. [www.avoe.org/history.html – consulté le 12.05.11]

[437] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11]

Dans la préface du catalogue de l'exposition, le Prince Charles souligna combien les projets exposés dans le cadre de la triennale représentent une nouvelle voie pour les villes européennes :

> « Les œuvres exposées dans « A Vision of Europe » montrent, par une variété de moyens, comment des lieux avec un fort sens d'appartenance [*sense of comunity*] peuvent être produits. Ces projets considèrent les bâtiments non pas comme des objets, mais comme des éléments identifiables appartenant à un ensemble complexe, et démontrent que les traditions artisanales peuvent encore, légitimement, jouer un rôle dans la production architecturale. Les principes de Vitruve – beauté, solidité et utilité - sont plus qu'en évidence ici. Cette richesse de talents et de réalisations transmettra, je l'espère, le message que ce type de travail n'est pas simplement une autre façon de penser et de construire, mais avant tout une alternative viable à la fin d'un siècle qui a expérimenté des idéologies planificatrices n'ayant jusqu'à présent pas réussi à développer de nouveaux modèles d'urbanité acceptables[438]. »

Si cette célébration d'un modèle urbain pré-moderne, puisant aux sources des principes antiques, a permis de fédérer internationalement les actions éparses d'architectes marginalisés au sein de leur pays, elle semblait alors bien suspecte et peu cohérente aux yeux des critiques d'architecture, dont Kester Rattenbury (1993: 4) qui rapporta que :

> « Pris dans son ensemble, l'ampleur de ce travail est immense, et peut sembler triomphante, mais la répétitivité des aquarelles et des peintures à l'huile cache une variété excessive en termes de qualité et d'idéologie (…). La représentation des plans directeurs est encore plus confuse. Certains schémas manifestent un rationalisme imposé pour lequel le mouvement moderne a été si vivement critiqué. D'autres sont des versions de plans organiques et historiques scrupuleusement reconstruits ou imposés au hasard. Tout idéal romantique reliant ces projets est douteux[439]. »

[438] "The works exhibited in "A Vision of Europe" show, by a variety of means, how places with a strong sense of community can come about. They illustrate buildings not as objects, but as identifiable parts of a complex whole, and show that craft traditions can still, legitimately, play a role in the production of building. The Vitruvian tenets of firmness, commodity and delight are much in evidence here, as is a wealth of talent and achievement that I hope will convey the message that this type of work is not just an alternative way to think and to build, but as viable alternative at the end of a century that has experimented with other planning ideologies that have, as yet, failed to develop new, acceptable models of urban living." (H.R.H The Prince of Wales, 1992: 8)

[439] "Taken as whole, the scale of this work does seem overwhelming, if not necessarily cheering. But the repetitive watercolour and oil painting presentation obfuscates an extreme variety of quality and ideology (…). The representation of master-planning is even more confusing. Some schemes demonstrate the imposed rationalism for which the Modern movement was so heavily criticised. Others are versions of organic and historical plans scrupulously rebuilt or randomly imposed. Any romantic ideals linking these are dubious." (Rattenbury, 1993: 4)

Cependant, ces critiques - accentuant finalement les frontières entre les deux « camps de guerre » classique et moderniste[440] - n'eurent pas raison du combat engagé par les architectes néo-traditionalistes. En effet, ces derniers développèrent en 1996 un programme international de réforme qui prendra, lors de la seconde triennale, les allures d'une « Nouvelle Renaissance ».

Pour une nouvelle renaissance

Intitulée *The City of the New Renaissance*, l'exposition sera le plus grand succès d'AVOE : plus de 150 projets furent exposés et près de 300 personnes participèrent aux trois jours de conférences. Une exposition itinérante sera ensuite organisée. Elle fera partie de la deuxième conférence des Nations-Unies sur les établissements humains (Habitat II) à Istanbul, puis circulera durant l'année 1997 à Oslo, Bruxelles, San Sebastian et Bilbao, puis en 1998 à Irun, Alessandria et Lisbonne.

À cette occasion, une charte est adoptée par ses instances organisationnelles[441]. Elle précise cinq résolutions quant à l'avenir des villes européennes et américaines et de leur reconstruction. Le premier point part du postulat que le développement urbain actuel est chaotique, non pas à cause d'un certain laisser-faire, mais à cause « d'idéologies obsolètes promouvant une société de masse[442]. » En conséquence, les signataires proposent, d'une part, de recréer au centre-ville et en périphérie des formes urbaines dont les attributs pourraient être comparés aux villes historiques et, d'autre part, « d'urbaniser les banlieues » en leur conférant de nouvelles qualités et fonctions. Selon eux, agir ainsi sur les villes contemporaines annonce une nouvelle renaissance urbaine qui sera caractérisée par la réorganisation des conurbations en des quartiers mixtes dont les bâtiments ne devront pas dépasser quatre étages. Les deux dernières résolutions portent sur les avantages économiques des villes denses et diversifiées qui pourraient ainsi être créées.

Partant des mêmes pathologies urbaines exposées dans la Déclaration de Bruxelles de 1978 (par exemple, la destruction du patrimoine en raison du capitalisme privé et public)

---

[440] Ce terme (« camps de guerre » en français dans le texte) fut utilisé par Richard Economakis (1993: 7), éditeur de la publication croisée résultant de la triennale de Bologne et du congrès d'Alexandria, pour souligner combien l'année 1992 fut une étape importante (« *a milestone* ») dans la structuration du débat opposant modernistes et classicistes.

[441] L'Institut d'architecture du Prince Charles, les Archives d'Architecture Moderne et la Fondation pour l'Architecture, l'école technique de San Sebastian, l'Institut d'architecture classique de New York, les écoles d'architecture des Universités de Miami et de Notre Dame, et la revue A&C [www.avoe.org/charter.html – consulté le 12.05.11]. La charte, comportant en l'état quelques fautes de frappe et d'orthographe, se trouve en annexe, page 383. Les extraits ci-dessous ont été corrigés.

[442] "(…) ideologies that have promoted the pursuit of a "mass society," now obsolete." [*ibid.* – consulté le 12.05.11]. Ce type d'argumentation se rapportant à un système économique et politique qui serait responsable à la fois de la destruction du patrimoine urbain et de la marginalisation des architectes néo-traditionalistes est maintes fois reprise par ces derniers.

et dans la Charte du Nouvel Urbanisme récemment adoptée aux États-Unis (telles que l'expansion anarchique des banlieues), les signataires de la Charte de Bologne proposent une solution semblable : revenir à un système cohérent de rues, de places et d'îlots urbains au sein de quartiers aux fonctions diversifiées. Quant à la prescription consistant à réduire la hauteur des bâtiments à quatre étages maximums, elle s'inspire directement des théories de Léon Krier. Cependant, les signataires se distancient des prises de positions stylistiques radicales adoptées lors de la première triennale : en conclusion de la charte, ils adoptent un seul critère esthétique, celui de l'imitation « d'archétypes profondément enracinés dans chaque culture locale. » Ce critère répond à ceux énoncés respectivement dans la Déclaration de Bruxelles et la Charte du Nouvelle Urbanisme : « l'intégration de l'histoire dans la pratique urbaine » et une conception architecturale fidèle « à l'histoire et aux traditions locales de construction. » Pourtant, tous les signataires de la Charte de Bologne provenaient d'organisations nationales promouvant explicitement une architecture traditionnelle qui, selon les termes de Léon Krier (1996: 49), comporte deux versants complémentaires, l'un classique, l'autre vernaculaire.

Par la suite, trois autres expositions internationales, toutes supervisées par Gabriele Tagliaventi, verront le jour mais elles ne gagneront pas la même audience que les deux premières. Selon Lucien Steil, c'est à partir de la troisième triennale qu'AVOE a « *perdu son élan vital. (…) J'étais encore à la dernière réunion d'AVOE [en 2009] et il n'y avait presque plus personne : ils n'y avaient que des gens qui parlaient, mais il n'y avait plus d'audience*[443]*.* » Trop occupé à défendre, du moins en pratique, une approche classique de l'architecture, le réseau néo-traditionaliste construit autour d'AVOE commença à se distendre au profit d'autres groupes qui se sont formés au début des années 2000, notamment l'INTBAU, comme l'explique Ben Bolgar, architecte à la PFBE :

> *« C'était à Bologne lors de la triennale d'AVOE [en 2000] qu'un petit groupe de personnes s'est rencontré. Robert Adam en était et a dit à ce moment : « C'est très important ce que nous avons-là, mais ce qui est en train de se passer – et c'est un peu comme à Poundbury – c'est que l'architecture traditionnelle devient une niche pour les architectes classiques. » Cela devenait étriqué et on n'avait pas l'impression que le réseau était en train de grandir considérablement. Il semblait que les mêmes personnes se retrouvaient et se parlaient de la même manière - ce qui est important pour garder cette continuité, rencontrer ses amis et savoir qui ils sont - mais le renouvellement n'était pas aussi grand que nous aurions aimé et nous avons réalisé qu'il était probablement mieux de laisser AVOE et le réseau européen continuer son propre chemin. Il y avait peut-être un moyen d'augmenter notre base en un*

[443] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11].

réseau mondial, plus libre et plus ouvert en ce qui concernait la tradition, et c'est alors que l'INTBAU est né[444]. »

INTBAU: « One world, many traditions »

Établi au Royaume-Uni sous le patronage du Prince Charles, l'INTBAU est une institution internationale promouvant l'architecture, l'urbanisme et l'artisanat traditionnels[445]. Ce réseau résulte d'un travail de recherche effectué de septembre 2000 à janvier 2001 par l'architecte d'origine australienne Matthew Hardy. Celui-ci avait auparavant bénéficié d'une bourse pour étudier à l'Institut d'architecture du Prince Charles. Rattaché à l'Université de Galles, il a effectué sa thèse de doctorat en histoire de l'architecture au sein de l'Institut et y a noué de nombreux contacts. En mars 2000, il participe à la troisième triennale d'AVOE et discute à cette occasion (notamment avec Ben Bolgar et Robert Adam[446]) de la nécessité de construire un réseau international, et pas seulement européen ou transatlantique, promouvant l'architecture et l'urbanisme traditionnels (Hardy, 2004).

Mondialisation et traditions

Avant d'établir ce réseau, un bilan préalable des activités internationales des organisations néo-traditionalistes les était cependant nécessaire. Grâce à un financement accordé par le milliardaire norvégien Petter Olsen, Hardy pu alors analyser précisément la portée internationale de huit organisations[447]. Au terme de l'étude, il

[444] *"It was in Bologna, in the 'Vision of Europe', where a small group of people met. Robert Adam was one of them and said: "This is really important that we have but what's happening - a bit like in Poundbury - is that we feel that the traditional architects and traditional architecture are becoming pigeonholed to classical architects". It was becoming more myopic, it didn't feel like the network was growing massively. It felt like it was a lot of the same people meeting up and talking to each other in the same way, which is very important to keep that continuity and to meet your friends and know who your friends are. But the turnover wasn't as big as we'd liked so we realised that it was probably better to allow 'Vision of Europe' to continue to do its things and that European network to continue to do what it did. But, maybe, there was a place for growing a global network, which could be freer and more open around tradition. And that's when INTBAU was born."* [Entretien avec Ben Bolgar, 26.01.11]

[445] "Un seul monde, de nombreuses traditions" telle est la maxime apposée à la Charte de l'INTBAU publiée dans les premiers statuts de l'association [INTBAU, *Constitution and Governing Documents,* juillet 2002]. L'INTBAU est à la fois un organisme caritatif reconnu d'utilité publique (*educational charity*) enregistré au Royaume-Uni, et une entreprise à responsabilité limitée (*company limited by guarantee*) enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles [www.intbau-org – consulté le 13.05.11].

[446] Bolgar et Hardy faisait partie du comité d'organisation de l'exposition de l'AVOE *The Other Modern* présidée par Tagliaventi et Lykoudis.

[447] Ces organisations sont majoritairement américaines (telles que le CNU et l'Institut de Seaside) à l'exception du groupe de travail créé par le Prince Charles (*The Prince of Wales' Urban Design Task Force*). Les organisations suivantes n'ont pas été étudiées par Hardy car certains de leurs membres étaient à l'origine de l'INTBAU : AVOE, *Stiftelsen Byens Fornyelse* (une fondation pour la réhabilitation urbaine, basée en Norvège), *Popular Housing Group* (une organisation britannique créée par Robert

s'avéra qu'il n'existait pas de réseau soutenant, à l'échelle mondiale, une approche traditionnelle de l'espace bâti :

> « Il y a un certain nombre d'organisations nationales - par exemple, le Congrès pour le Nouvel Urbanisme aux États-Unis, *A Vision of Europe* dans l'Union européenne, *Byens Fornyelse* en Norvège - mais aucune n'opère à une échelle internationale. Un CNU émerge actuellement en Australie et en Nouvelle-Zélande et, bien qu'ayant le même nom que l'organisation américaine, c'est en réalité une organisation à part entière, partageant toutefois des objectifs similaires. En fait, l'influent CNU ne semble pas avoir explicitement de visées extraterritoriales »[448]

La cause était en réalité déjà entendue : avant l'étude, le comité directeur de l'INTBAU s'était formé à partir d'affinités nouées, notamment, lors des événements de l'AVOE, du PWIA (et plus tard de la PFBE) et du CNU. Cependant, l'étude d'Hardy permis de nouer de nombreux contacts, de discuter d'éventuels projets communs, de découvrir de nouveaux outils de communication tels que les listes électroniques de discussion, et surtout de conforter les instigateurs de l'étude dans leur sentiment qu'un réseau devait être créé pour soutenir mondialement la cause de l'architecture et de l'urbanisme traditionnels (Hardy, 2004).

Certes, le conseil international des monuments et des sites (*International Council on Monuments and Sites*) se consacrait déjà à la préservation et la restauration des bâtiments anciens. Le travail de cette organisation non-gouvernementale se base sur la Charte de Venise adoptée en 1964 et, bien que celle-ci ait permis de sauvegarder le patrimoine de nombreuses villes, elle n'a pas réussi aux yeux des membres de l'INTBAU à promouvoir la construction de nouveaux bâtiments selon les règles architecturales d'antan. En effet, d'après Hardy (2008: xvii) l'article 12, précisant que la restauration ne doit pas falsifier d'histoire[449], et l'article 9, qui souligne que tout travail de composition architecturale « portera la marque de notre temps[450] », ont été détournés :

Adam) et l'école d'architecture de l'Université de Notre Dame. [Matthew Hardy, *INTBAU Case Studies Report*, London: Prince's Foundation, draft, Février 2001, page 3]

[448] "There are a number of national organisations – for example the Congress for the New Urbanism in the US, A Vision of Europe in the EU, Byens Fornyelse in Norway – but none operating at an international level. The recent emergence of a fledgling CNU in Australia and New Zealand, for example, while sharing the name with the US, is in reality an entirely separate organisation, though one sharing similar aims. The CNU, though influential, appears to have no overt extra territorial aims." [*ibid.*, Février 2001, page 6]

[449] « Les éléments destinés à remplacer les parties manquantes doivent s'intégrer harmonieusement à l'ensemble, tout en se distinguant des parties originales, afin que la restauration ne falsifie pas le document d'art et d'histoire. » [www.international.icomos.org - consulté le 13.05.11]

[450] « La restauration (…) a pour but de conserver et de révéler les valeurs esthétiques et historiques du monument et se fonde sur le respect de la substance ancienne et de documents authentiques. (…) tout travail de complément reconnu indispensable pour raisons esthétiques ou techniques relève de la composition architecturale et portera la marque de notre temps. (…) » [*ibid.* - consulté le 13.05.11]

> « (…) pour justifier à travers le monde l'ajout de contrastes modernes, la transformation et la construction de nouveaux bâtiments en des lieux historiques (…). Ces dernières années, ces clauses ont été abusées et sont devenues un outil essentiel de régulation pour bloquer toute forme de conception traditionnelle. L'INTBAU considère cela comme une situation indésirable qui privilégie l'opinion d'une clique transnationale d'architectes modernistes et de leurs entreprises multinationales au détriment des populations locales et des cultures traditionnelles[451]. »

Plus qu'un mouvement de conservation du patrimoine, où les « traditions » relèveraient d'un passé désuet et les innovations architecturales d'un présent « moderne », l'INTBAU a donc été pensée comme une institution promouvant une conception dynamique de la notion de tradition, une « *tradition vivante* » (« *living tradition* ») selon Paul Murrain, membre de l'INTBAU[452]. Durant la recherche que mena Hardy sur l'internationalisation du néo-traditionalisme, de nombreux interlocuteurs lui déconseillèrent d'utiliser la notion de « tradition » en raison du caractère réactionnaire qui lui est attachée. Il argumenta cependant que les « traditions » ne sont pas statiques, qu'elles peuvent être contemporaines et même inventées : « pour que quelque chose devienne une tradition, cela doit simplement relever d'un commun accord, être basé dans le passé et consciemment transmis de manière durable[453]. » Pour les membres de l'INTBAU, la continuité historique prime sur un « esprit du temps » (*Zeitgeist*) dominé par la recherche de nouveautés et la volatilité des modes. En définitive, la notion de tradition fut conservée pour expliciter le programme de l'INTBAU car elle permettait à ses membres, d'une part, de s'opposer à l'uniformisation des goûts et des styles architecturaux et, d'autre part, d'étendre le mouvement engagé en Europe et aux États-Unis sous la bannière de l'architecture classique à d'autres pays se souciant plus de valoriser leur héritage culturel que d'importer des principes antiques occidentaux.

Latour (2007: 49) souligne qu'à chaque fois « qu'il est nécessaire de tracer ou de retracer les frontières délimitant un groupe, les autres sont systématiquement désignés comme étant vides, archaïques, dangereux, obsolètes, etc. ». Dans le cas de l'INTBAU, tout comme dans le cas de l'AVOE, la délimitation est toujours établie par rapport à l'influence posthume qu'aurait la doctrine fonctionnaliste des CIAM auprès des universités, des bureaux d'architecture, de l'industrie de la construction, des autorités publiques, etc. Les membres de l'INTBAU condamnent d'une seule voix les

[451] "(…) to justify contrasting modern additions, alterations and new buildings in historic places worldwide (…). In recent years, these misused clauses have become a crucial regulatory tool used in development control to block any form of traditional design. INTBAU sees this as an undesirable situation that privileges the voice of the transnational class of modernist architects and their multinational patrons over those of local peoples and traditional cultures." (Hardy, 2008: xvii)

[452] [Entretien avec Paul Murrain, 10.01.11]

[453] "To be a tradition something simply has to be mutually agreed, based in the past, consciously handed on, and sustainable." (Hardy, 2004)

« starchitectes » et leur architecture « supermoderniste » (Ibelings, 2002) ainsi que le système économique mondial qui supporte leurs pratiques. Une fois que ces groupes sont formés par rapport aux « anti-groupes », « leurs porte-parole cherchent frénétiquement des façons de les *définir* : leurs frontières fragiles doivent être marquées, délimitées, et fixées pour devenir un peu plus durables. » (Latour, 2007: 50) Comme pour les autres collectifs composant le mouvement néo-traditionaliste, la manière privilégiée pour renforcer les frontières de l'INTBAU est d'inscrire la définition du groupe en une charte. Ratifiée par les membres du comité directeur en 2001, celle-ci sera rendue publique le 24 janvier 2002 lors de l'inauguration du réseau à Londres[454]. Elle sera par la suite traduite dans les principales langues du monde[455].

En préambule de la charte est précisé que l'INTBAU est composé « d'individus et d'institutions qui se consacrent à la conception de bâtiments et d'espaces publics humains, harmonieux et respectueux des traditions locales[456]. » Vient ensuite une définition des « traditions » qui offrent « la possibilité aux communautés de préserver leur individualité face à la progression de la mondialisation. » Les traditions y sont présentées comme relevant de plusieurs échelles (locales, régionales et nationales), fondamentalement liées à la conservation d'une « identité collective » (« *our sense of identity* ») et permettant « de tirer les leçons de l'histoire, d'enrichir nos vies et de transmettre notre héritage aux générations futures. » De cette définition procède son application à l'espace bâti, tout en précisant que les espaces traditionnels ont « un caractère profondément moderne » : « Les bâtiments et espaces publics traditionnels maintiennent un équilibre avec la nature et la société qui s'est développé au cours des générations. Ils améliorent notre qualité de vie tout en servant de miroir fidèle à la société contemporaine. » La charte, très succincte par rapport à l'ensemble des chartes d'urbanisme du mouvement néo-traditionaliste, se termine par un appel, d'une part, à l'unité de tous ceux qui « apprécient la construction, l'architecture et les espaces publics traditionnels » et, d'autre part, à la diffusion des principes de la charte.

Au contraire des Chartes du CNU ou d'AVOE, la Charte de l'INTBAU ne présente pas une structure en miroir caractéristique des textes utopiques (Choay, 1980) – c'est-à-dire, d'un côté, une critique de la ville contemporaine et, de l'autre, un modèle spatial s'opposant point par point à cette dernière – si ce n'est l'identification d'une « aliénation

[454] À cette occasion, une conférence intitulée *Tradition Today* réunira des anthropologues, des philosophes, des linguistes ou encore des artistes, et bien entendu des architectes dont Robert Adam et Léon Krier. Un ouvrage synthétisant leur intervention et agrémenté d'une préface du Prince Charles sera publié quelques années plus tard (Adam et Hardy, 2008).

[455] La charte est traduite en 20 langues dont le chinois, l'hindi, l'anglais, l'espagnol, le portugais, le russe, l'arabe, le japonais et le français [www.intbau.org/charters – consulté le 13.05.11]. La version anglaise, extraite de la constitution de l'INTBAU, se trouve en annexe, page 389.

[456] Les extraits ci-dessous sont issus de la charte française (fidèlement traduite de l'anglais à l'exception du mot *place* qui a été traduit par « espaces publics »).

sociale » due à la mondialisation à laquelle répondrait des individus soucieux de « préserver leurs traditions », un des leitmotivs qui traverse le registre argumentatif du mouvement néo-traditionaliste. Par ailleurs, le texte reste très flou sur ce qu'est véritablement une ville traditionnelle : seul est invoqué un équilibre entre nature et société et nulles mentions concernant la morphologie des villes ou la qualité esthétique de leur architecture n'y figurent. Cependant, le fait de définir de manière très large la notion de tradition permet aux auteurs de la charte de rallier un nombre important de membres au-delà du monde occidental. Comme le souligne Hardy, « *les citoyens des pays en voie de développement comprennent la charte de manière différente que ceux des pays industrialisés. Ils défendent leurs traditions contre la mondialisation. C'est une chose bien plus urgente pour eux que pour nous*[457]*. »*

Un réseau supranational

16 groupes nationaux (*National Chapters*) sont aujourd'hui affiliés au bureau central situé dans les bâtiments de la PFBE à Londres. Ces groupes proviennent d'Allemagne, d'Australie, du Canada, de Chypre[458], de Cuba, des Etats-Unis, d'Inde[459], d'Iran, d'Irlande, d'Italie, du Nigéria, de Pologne, du Royaume-Uni, de Roumanie, de Russie, et de Norvège[460] [Figure 43]. Certains groupes ont participé d'emblée à la fondation de l'INTBAU, d'autres ont été inclus par la suite. La structure institutionnelle de ces groupes nationaux peut varier, chacun étant libre de s'organiser comme il l'entend. Par exemple, le groupe italien s'organise autour de l'association culturelle AVOE et le groupe américain autour de l'Institut pour une architecture classique basé à New York (*Institute of Classical Architecture & Classical America* - ICA&CA).

Présidé par l'architecte Robert Adam[461], l'ensemble des groupes nationaux (*College of Chapters*) dirige l'INTBAU. Autour de cette structure décisionnelle gravitent les membres soutenant les revendications exprimées par la charte mais n'ayant pas droit de vote lors des assemblées générales, soit un total de 3'017 personnes provenant de 108 pays en 2009[462].

---

[457] "*People in the developing world really understand the charter in a way the people in the west don't. They are defending their traditions again globalization. That's much more a pressing thing in the developing world."* [Entretien avec Matthew Hardy, 16.11.10]

[458] Comprenant des membres de la République de Chypre et de la République turque de Chypre du Nord.

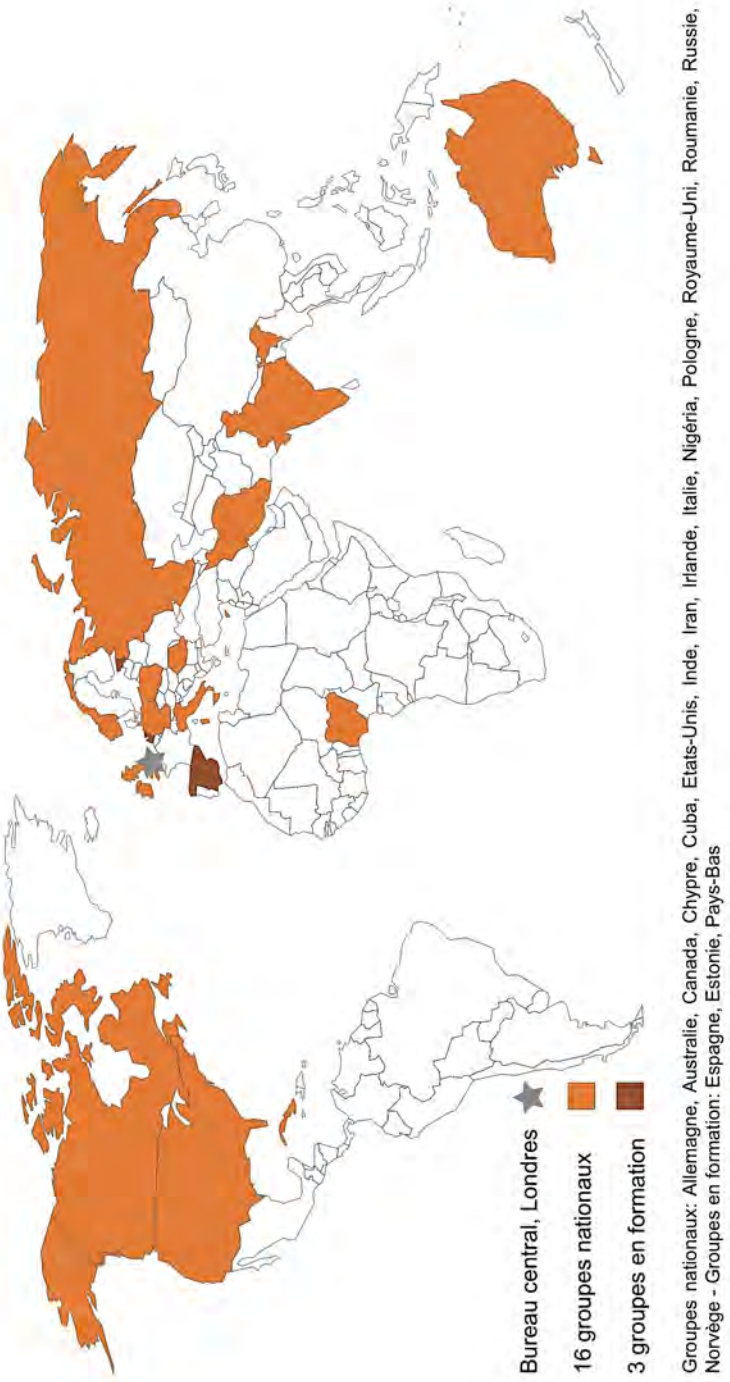
[459] Institué en 2005, le groupe indien est l'un des groupes les plus importants de l'INTBAU avec 700 membres [conférence lors de la journée *The Future of Traditional Architecture and Urbanism* organisée par l'INTBAU et le TAG à Londres, 09.02.11]

[460] Qui regroupe des membres de toute la Scandinavie.

[461] En 2011, Adam est secondé par Hank Dittmar, CEO de la PFBE, et par Hooper Brooks en charge des programmes internationaux de la PFBE.

[462] Selon le rapport financier 2008-2009 de l'INTBAU [www.charity-commission.gov.uk - consulté le 16.05.11]. L'INTBAU a transformé en 2011 son site Internet et il y est mentionné qu'il existe 4'000

Figure 43 : Les 16 groupes nationaux de l'INTBAU



Source : carte de l'auteur selon les données de l'INTBAU [www.intbau.org – consulté le 13.05.11].

membres, sans autres formes de précision, alors que sur l'ancien site était dénombrées 3'100 personnes provenant principalement d'Europe (31%), d'Asie (25%) et d'Amérique du Nord (21%) [www.intbau.org et www.intbau.org/archive/generalmembers.htm - consultés le 15.05.11].

Le comité d'honneur et le *College of Traditional Practitioners* représentent la légitimité professionnelle de l'INTBAU car leurs membres sont les architectes les plus reconnus du mouvement néo-traditionaliste[463]. À ces architectes s'ajoutent les organisations soutenant la cause de l'INTBAU. Cet ensemble regroupe des organisations internationales (telles que l'AVOE et le CEU), des organisations nationales (dont le CNU, la PFBE, ICA&CA, le TAG et *Stiftelsen Byens Fornyelse,* la fondation norvégienne pour la réhabilitation urbaine), des universités et des lieux de formation - tels que l'école d'architecture de l'Université de Notre Dame ou l'Institut de Seaside - diverses groupes de conservation du patrimoine ainsi que des revues, des blogs ou des webzines[464]. En raison du nombre de ses membres, de leurs origines géographiques variées et des organisations nationales et internationales que ce réseau regroupe, l'INTBAU apparaît comme la seule institution à la portée véritablement internationale, « une organisation faîtière mondiale qui englobe à la fois le Nouvel Urbanisme et le mouvement pour une architecture néo-traditionnelle », comme la décrit Hardy[465].

Le succès de l'INTBAU réside dans sa structure institutionnelle qui permet de fédérer ses nombreux membres à travers des groupes nationaux libres de développer leur activité dans leur pays respectif, comme le précise Lucien Steil qui a été l'un des membres fondateurs du réseau : « *L'INTBAU, ça fonctionne parce que le succès, ce sont les membres. L'INTBAU, c'est un* network*, juste une centrale qui connecte et qui prend des initiatives Si l'INTBAU a pu faire pas mal de choses, c'est parce que ce n'était pas fait directement par la centrale. C'était une sorte de parapluie, et les membres ont pu développer des travaux très intéressants*[466]*.* » Depuis la fondation de ce réseau, de nombreuses activités (certaines en collaboration avec des membres de l'AVOE, de la PFBE ou du CEU, d'autres en collaboration avec des universités et des bureaux d'architecture où travaillent les membres de l'INTBAU) ont été menées en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique centrale, que cela soient des projets urbains, des charrettes, des séminaires ou des colloques, des voyages d'études ou des écoles d'été. La durabilité de ce réseau tient aussi à l'engagement de Matthew Hardy qui réussit à mobiliser les fonds nécessaires pour assurer un secrétariat permanent, poste qu'il occupa pendant plus de huit ans. Durant cette période, l'INTBAU étaient une structure indépendante de la PFBE, bénéficiant certes du parrainage du Prince Charles mais pas des ressources financières de sa fondation. C'est en 2009 que le réseau fut formellement

[463] Tels que Pier Carlo Bontempi, Marc et Nada Breitman, Maurice Culot, Andrés Duany, Leon Krier, Rob Krier, Michael Lykoudis, Michael Mehaffy, Liam O'Connor, Elizabeth Plater-Zyberk, Stefanos Polyzoides, Demetri Porphyrios, Nikos Salingaros, John Simpson, Lucien Steil, Robert A. M. Stern et Quinlan Terry.

[464] Au 23 janvier 2008 [www.intbau.org/archive/supporters.htm - consulté le 15.05.11].

[465] "a worldwide umbrella organization that encompasses both New Urbanism and the new traditional architecture movement." [Traditional design group is launched in US*, New Urban News*, Décembre 2007, page 7]

[466] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11].

rattaché à la PFBE et devint ainsi un puissant vecteur à la circulation par delà les frontières britanniques des savoirs et savoir-faire développées depuis bientôt vingt ans par cette institution nationale. De fait, si l'application de la notion de tradition à l'espace bâti est très floue dans la Charte de l'INTBAU, elle devient en revanche plus claire une fois que le réseau est formellement rattaché à la PFBE, c'est-à-dire une institution promouvant explicitement un modèle urbain fondé sur les principes de l'ouvrage *A Vision of Britain* (H.R.H. The Prince of Wales, 1989), tels que l'usage de matériaux régionaux et non-standardisés, la valorisation de l'artisanat dans la construction ou la recherche d'une harmonie entre nature et communautés.

Ainsi, après les liens transeuropéens et transatlantiques noués autour de l'AVOE s'est développé un réseau mondial dont la portée dépasse cette fois-ci le monde occidental. Dans les deux cas, le modèle néo-traditionnel a été façonné à travers les échanges qui sont survenus au sein de ces institutions internationales, en dehors des réseaux conventionnels des architectes et urbanistes. Au fil des ans, ces institutions ont connecté de plus en plus de lieux, de personnes et d'objets. Elles ont défini leur programme de réforme urbaine (à travers l'écriture de chartes), délimité les expertises y relatives (en termes d'architecture classique dans le cas de l'AVOE et en termes d'architecture vernaculaire dans le cas de l'INTBAU) et permis à leurs acteurs d'entrer en contact (à travers des expositions, des publications, des voyages d'étude, etc.). Elles ont pu durer grâce à l'engagement de ses porte-parole, véritables moteurs à l'expansion du mouvement néo-traditionaliste tels que Gabriele Tagliaventi en Italie et Matthew Hardy au Royaume-Uni, et grâce au soutien du Prince Charles qui a contribué à renforcer la légitimité interne de ces réseaux. En définitive, la fondation de ces institutions internationales résulte des initiatives militantes d'architectes établis en Italie et au Royaume-Uni qui ont rallié à leur cause des architectes américains, dans le premier cas, et une variété d'acteurs provenant du monde entier, dans le second cas. La fondation du CEU résulte en revanche de la volonté d'architectes américains d'étendre le programme du CNU aux villes européennes.

CEU: « Continuing the effort overseas »

Le premier Conseil pour un Nouvel Urbanisme euro-américain[467] a été organisé par Christian Lasserre, Joanna Alimanestianu et Lucien Steil[468]. John Massengale et Bill Dennis (du conseil américain du Nouvel Urbanisme) ainsi que Andrés Duany et Stefanos

[467] « Maintenir l'effort outre-Atlantique » est le titre de la contribution de Duany à la revue américaine *The Town Paper* (Dorney, 2003) synthétisant les conférences de Bruxelles et de Bruges à l'origine de la fondation du CEU.

[468] Lasserre et Alimanestianu ont été en charge de la gestion du projet de la reconstruction de la Rue de Laeken [Encadré 2]; Lucien Steil a participé au concours mais son projet ne fut pas retenu. Tous trois avaient déjà participé aux Congrès du Nouvel Urbanisme.

Polyzoides (co-fondateurs du CNU) ont supervisé l'ensemble de l'organisation[469]. Cet événement, qui réunissait sur invitation 72 personnes provenant de 15 pays, tire son origine des rencontres que Duany avait faites lors de ses premiers projets sur le Vieux Continen[470], notamment Heulebrug et le « Quartier am Tacheles ». En 2002, alors que le CNU fêtait ses dix ans en Floride, il avait encouragé Alimanestianu à réunir des architectes et des urbanistes ayant la même passion pour les villes européennes traditionnelles, comme se rappelle cette dernière :

> « Conscients de notre histoire transatlantique, nous nous somme rendu compte de l'urgence et de la nécessité d'une collaboration internationale. Après tout, ce sont des architectes européens, tels que Le Corbusier, qui ont eu pour la première fois cette vision grandiose d'une société mécanique qui fut ensuite appropriée par les américains. Ces derniers ont alors développée un modèle d'étalement urbain qui est devenu mondial (…). En tant qu'américains, les Nouveaux Urbanistes ont été particulièrement bien placés pour diagnostiquer cette maladie et développer des anticorps, tout en se tournant vers le riche patrimoine européen pour y trouver les meilleurs remèdes disponibles. Ainsi, nous avons sûrement des leçons à apprendre les uns des autres[471]. »

Selon ce discours, si le modèle progressiste prôné par les CIAM a été responsable, aux yeux des partisans du Nouvel Urbanisme, des maux infligés aux villes de la planète, les remèdes se trouvent aux États-Unis, pays le plus touché par la « maladie », et en Europe, à la fois source et solution aux problèmes de l'étalement urbain. Cette lecture épidémiologique est caractéristique du schème utopique des modèles urbains, considérés comme des instruments permettant de guérir la ville de ses maux (Choay, 1980). Un ennemi commun est identifié, mais les méthodes employées pour le combattre reste les mêmes que celui-ci. Aux ravages causés par la doctrine fonctionnaliste répond la doctrine néo-traditionaliste : « Si nous devons contrer les déprédations des CIAM, utilisons donc les mêmes méthodes[472] » souligne Duany (2003: 7) lors du conseil à l'origine du CEU. Tout comme le CNU adopta le même mode

[469] [www.intbau.org/archive/newsarchive2003.htm - consulté le 18.05.11] Polyzoides ne participera pas aux reunions de Bruxelles et de Bruges.

[470] Selon un entretien de Michelle Thompson-Fawcett avec un urbaniste néo-traditionaliste (Thompson-Fawcett, 2003a: 260).

[471] "We realized the urgency and necessity for international collaboration. We were mindful of our transatlantic history: after all, it was European architects, like Le Corbusier, who first had the grand machine-based vision for human settlements, and the Americans who then appropriated and developed it as a blueprint for sprawl. Now that American sprawl has become a global model (…). As Americans, the New Urbanists have been uniquely positioned to diagnose this disease, and to develop antibodies; and to look to Europe's rich heritage for some of the best cures available. So surely we both have lessons we can learn from each other." [discours inaugural de Alimanestianu au dernier congrès du CEU à Oslo, 14.09.08] Membre du CNU, Alimanestianu est une architecte-urbaniste indépendante établie à New York et Bruxelles et travaillant à diverses occasions avec DPZ & Company.

[472] "If we are to counter the depredations of CIAM, then let us use CIAM's methods." (Duany, 2003: 7)

organisationnel que les CIAM, la collaboration institutionnelle entre l'institution américaine et les architectes et urbanistes européens s'appuiera sur une charte et des congrès.

La prise de pouvoir des classicistes

À l'époque avait été organisés aux États-Unis quatre conseils pour le Nouvel Urbanisme (*Councils for New Urbanism*) dans le but de redynamiser le CNU. À la différence des congrès annuels ouverts au public et réunissant en moyenne un millier de personnes, ces conseils regroupaient sur invitation une centaine de spécialistes réfléchissant de manière plus rigoureuse au Nouvel Urbanisme, à l'image des premiers CNU qui étaient privés. En référence à ces réunions les participants à l'inauguration du CEU ont ainsi adopté le nom de « conseil »[473]. Ce qui a amené certaines personnes à considérer cette nouvelle institution comme affiliée au CNU. John Massengale (2003: 6) rappelle qu'un des commentaires récurrents de la part des participants européens au conseil fondateur du CEU était : « Nous n'avons pas besoin du Nouvel Urbanisme – c'est une idée américaine – car nous pratiquons déjà un vieil urbanisme (*« old urbanism* »)![474] »

Présent dès le début de la fondation du CEU, Robert Adam se souvient aussi que cette initiative américaine n'était pas si bien perçue par certains participants. *A priori*, l'échelle des problématiques urbaines auxquelles sont confrontés les architectes et les urbanistes américains semblait être sans commune mesure par rapport à celle du Vieux Continent. Néanmoins, la volonté d'unir les efforts de ces architectes était plus forte que le fait de considérer si le Nouvel Urbanisme est spécifiquement américain ou non :

> *« Johanna Alimanestianu, qui travaillait en étroite collaboration avec Andrés Duany et d'autres [personnes du CNU], a dit : « On a besoin d'un [congrès] européen ! » Vraiment, c'était un sous-ensemble du CNU, mais à ce moment, nous aurions refusé de l'appeler « Nouvel Urbanisme », parce que ce n'est pas nouveau en Europe. Je le résume de cette manière : « Aux États-Unis, vous pouvez suivre 3'000 kilomètres et ne pas trouver un environnement urbain décent. En Europe, vous ne pouvez pas suivre 300 kilomètres, moins dans certains cas, sans trouver quelque chose de meilleur que ce que vous n'auriez jamais pu faire ! » C'est complétement différent et tout le monde l'accepte. Malgré tout, il y avait un sentiment que nous pourrions construire ensemble un mouvement d'urbanisme[475]. »*

[473] [Entretien avec Matthew Hardy, 16.11.10]

[474] « We don't need new urbanism – that's an American idea – we have old urbanism » (Massengale, 2003: 6)

[475] *"It was Johanna Alimanestianu, who works very closely with Andreas and with other, said: "We need a European!" So actually, it was a subset of the scene they knew in reality. But at the time we would refuse to call it "new urbanism", because it's not new in Europe. I summarised it this way: "In America, you can go for 2'000 miles and find no decent urban environment. In Europe, you can't go for more than 2'00*

En fait, la création du CEU résulte plus du fait qu'il manquait une structure fédérant l'ensemble des acteurs européens plutôt qu'une mainmise des architectes américains sur les problématiques urbaines européennes, comme le souligne l'urbaniste Susan Parham qui présida le comité du CEU de 2003 à 2008.

> *« Il y avait un certain nombre de personnes à la fois aux États-Unis et en Europe qui ont toutes commencé à se dire : « Nous avons cette terrible espèce de modèle spatial centré sur l'étalement urbain - une forme dominante de développement qui est en fait très mauvaise pour les gens sur la planète - c'est laid et nous devons trouver des manières de remodeler ces espaces ! » Il y avait cette réflexion provenant des Nouveaux Urbanistes, mais aussi de personnes pratiquant en différents endroits en Europe, qui pensaient en ces termes, mais qui n'étaient pas nécessairement unies. Ainsi, le Conseil pour l'Urbanisme Européen, a été cette sorte de moyen pour réunir ces personnes qui avaient les mêmes intérêts, mais qui étaient en quelque sorte impuissantes. En s'unissant, nous avions l'intention d'avoir plus d'influences[476]. »*

Durant les cinq jours de conférences et de débats qui eurent lieu à Bruxelles, puis à Bruges, étaient réuni les plus éminents architectes néo-traditionalistes, ainsi que des représentants du CNU, de l'INTBAU, de la PFBE, de *Stiftelsen Byens Fornyelse*, d'AVOE, d'ICA&CA et des membres des écoles d'architecture des universités de Ferrara, de San Sebastian, de Viseu, de Miami et de Notre Dame[477]. Les discussions ont porté essentiellement sur des questions d'urbanisme, c'est-à-dire sur la morphologie des villes européennes et sur les expériences menées outre-Atlantique par les membres du CNU. Quelques débats, plutôt houleux, ont porté sur des questions de style architectural. Pour certains participants avant tout intéressés par des démarches spécifiquement urbanistiques (transport, mixité des fonctions, développement régional, etc.), ces débats ont illustré les mêmes dissensions qui pouvaient émerger au sein de l'institution américaine :

---

miles, well less in most cases, without finding something better that you could ever do." So this is completely different and everyone accepted this actually. But nonetheless there was a feeling that this was a urban movement we should be drawn together." [Entretien avec Robert Adam, 02.02.11]

[476] *"There was a number of people both from the US and Europe who all started thinking: "We've got this terrible kind of spatial model of sprawl urbanism, we've got a kind of dominant form of development which is actually very bad for people on the planet. It's ugly and we need to find some ways to reshape places." There was some thinking coming from New Urbanists' background but there were also people who were practicing in different places around Europe, who were thinking these things but who weren't necessarily connecting up. And so, the Council for European Urbanism gave this sort of vehicle for people who had those interests, but were sort of powerless. And the intention was to do this more as a kind of group that it would have more influence that way."* [Entretien avec Susan Parham, 26.11.10]

[477] Du côté européen étaient présents des architectes tels que Léon Krier, Robert Adam, Duane Phillips de DPZ Europe, les directeurs du groupe Arcas Europe (Culot, Tagliaventi et Chielens) ou encore l'architecte Bernard Durand-Rival de la *Walt Disney Company* au Val d'Europe ; du côté américain, des architectes tels que Duany, Plater-Zyberk et leur collaboratrice Galina Tachieva, Victor Dover du conseil d'administration du CNU ou encore Victor Deupi de l'Université de Notre Dame.

« Il y a ce conflit - cette poussée d'intérêts divergents – entre les groupes qui sont très néo-traditionalistes, au sens où ils sont vraiment des classicistes, et puis d'autres qui sont plus pragmatiques dans leur approche. À l'issue du conseil de Bruges, j'ai été surpris par la prise de pouvoir des classicistes. »[478]

Cette « prise de pouvoir » s'observe essentiellement dans la composition du groupe qui mènera par la suite les différentes activités du CEU. En revanche, elle ne s'observe ni dans la Déclaration de Bruges, adoptée par tous les participants au conseil euro-américain, ni dans la Charte pour l'urbanisme européen qui instaure définitivement le CEU. Ces deux textes fondateurs, à l'instar de la Charte du CNU, réunit avant tout des professionnels, certes passionnés par l'histoire de l'architecture et la conservation du patrimoine, mais privilégiant l'urbanisme, ses échelles et ses espaces publics, par rapport à l'architecture et ses registres stylistiques.

Traduite en huit langues[479], la Déclaration de Bruges identifie quatre « menaces », similaires à celles évoquées en préambule à la Charte du CNU, pour les « villes et campagnes » européennes : « le gaspillage de terres et de ressources culturelles, la ségrégation et l'isolation sociales, les aménagements mono-fonctionnels et la perte de cohérence, de caractère et d'identité dans les localités, régions et pays[480]. » Douze défis découlant de ces menaces sont ensuite précisés et constitueront le plan d'action à partir duquel sera développé la Charte de Stockholm.

Le 6 novembre 2003 se réunit à Stockholm une soixantaine de personne dans le but de finaliser et signer la Charte pour l'urbanisme européen ainsi que d'établir les structures organisationnelles qui permettront de mettre en pratique ses principes. Un brouillon à la charte avait été esquissé en mai de la même année par les architectes allemands qui avaient participé au conseil euro-américain[481]. Il reprenait la structure textuelle de la Charte du CNU : un préambule où le développement urbain contemporain

[478] Selon un entretien avec Igor Andersen [06.07.11]. Formé en Belgique et en Suisse, cet architecte a travaillé pour le bureau de Peter Clathrope avant d'être invité à la première réunion du CEU. À ce sujet, il écrira un article pour la revue *New Urban News* où il mentionne déjà que certains groupes étaient plus concernés par des questions de style architectural que de forme urbaine [Council for European Urbanism (CEU) formed, *New Urban News*, juin 2003, page 22.] et un article publié dans la synthèse des conférences de Bruxelles et de Bruges édité par la revue *The Town Paper* (Dorney, 2003). Réunissant plus de contributions d'architectes classiques que celles d'urbanistes pragmatiques, cette publication confirma son intuition quant à la surreprésentation des classicistes au sein du CEU.

[479] Selon les principales langues des personnes qui étaient présentes à Bruxelles et à Bruges: anglais, allemand, espagnol, portugais, italien, français, néerlandais et norvégien.

[480] Selon la version française de la Déclaration de Bruges [www.ceunet.org/brugesfr.html – consulté le 17.05.11] La déclaration et la Charte de Stockholm, toutes deux en version anglaise, se trouvent en annexe, pages 390 et 391.

[481] Dont Harald Kegler, professeur d'urbanisme à l'Université de Weimar, Harald Bodenschatz, professeur de sociologie de l'Université technique de Berlin, et Duane Phillips, architecte en charge de l'agence DPZ Europe à Berlin.

est critiqué suivi d'un appel à l'unité résumant les principes qui permettront d'y remédier selon trois échelles d'interventions. Elle sera remaniée à Stockholm, notamment à partir des contributions de Robert Adam et d'Andrés Duany[482]. Susan Parham, qui venait de proposer sa présidence au CEU, se souvient qu'il n'était pas si simple d'aboutir à une version finale :

> *« Nous n'étions pas assis à se dire « allons-y, copions la Charte du CNU ! » Nous partagions certes des principes, mais c'était une réflexion originale qui émergeait là. J'ai présidé cette session et me souviens que c'était très difficile à faire parce que tout le monde avait de bonnes idées et trouvait une formulation juste. Mais, ces formulations avaient un sens différent selon les cultures. Et donc trouver des mots qui fonctionnaient pour tout le monde était très difficile à faire[483]. »*

De fait, la charte sera rédigée en anglais et seule une traduction fidèle sera écrite en portugais[484]. La structure de la Charte du CEU est différente de celle du CNU. Aux trois échelles d'aménagement retenues dans cette dernière se substituent les cinq échelles de la charte européenne : la région, les villes, les villages, les quartiers et les îlots urbains. La Charte du CEU insiste sur des thématiques peu ou prou mentionnées dans celle du CNU : la préservation des villages et de l'agriculture face à l'étalement urbain, la réhabilitation des friches urbaines, la protection du patrimoine et la valorisation des parcs et jardins. Au-delà de ces différences, les deux institutions partagent de nombreux principes. Certains passages de la Charte du CNU sont retranscrits presque mot à mot dans la Charte du CEU. Au niveau urbanistique, une même attention est portée à la notion de quartier *(neighborhoods*) qui est considéré comme l'unité spatiale de base au développement d'une ville[485], à la diversité des types de logement qui permet de resserrer les liens sociaux[486] et à la sécurité physique et sociale que peut procurer une rue ou une place[487]. Les deux chartes insistent toutes deux sur le fait de développer la ville de manière compacte et polycentrique, socialement diversifiée et selon des limites clairement identifiables. Par ailleurs, elles promeuvent l'usage de régulations esthétiques et morphologiques permettant de maintenir à travers le temps un développement économique et une harmonie urbaine[488]. Au niveau architectural, les deux chartes

[482] [www.ceunet.org/launch.html - – consulté le 17.05.11]

[483] "*We weren't sitting there with a kind of CNU charter thinking, like 'let's go and copy the CNU charter'. We actually share some principles I guess, but it was raised from fresh. I chaired this session and I remember it was a very difficult thing to do because everybody had good ideas and got the wording right. But different wordings mean different things in different cultures. So trying to find words that work for everybody was really hard to do actually*." [Entretien avec Susan Parham, 26.11.10]

[484] Car la prochaine réunion du CEU se tiendra à la nouvelle école d'architecture de l'Université de Viseu où enseignaient à l'époque les architectes classiques José Cornelio da Silva et Lucien Steil.

[485] Principe 10 de la Charte du CNU et principe 20 de la Charte du CEU.

[486] Principe 13 de la Charte du CNU et principe 22 de la Charte du CEU

[487] Principe 24 de la Charte du CNU et principe 25 de la Charte du CEU.

[488] Principe 17 de la Charte du CNU et principe 23 de la Charte du CEU.

reconnaissent que le cadre bâti ne peut à lui seul résoudre les problèmes sociaux et économiques, tout en soulignant qu'il est une condition nécessaire au « bien-être » des populations. Les deux chartes sont aussi prudentes quant à la question du style en précisant simplement que l'architecture doit être fidèle au climat, à la topographie, à l'histoire et aux traditions constructives, bref qu'elle doit respecter le contexte de toute implantation[489].

L'ensemble de ce programme, répondant aux principaux enjeux urbanistiques partagés par les représentants du mouvement néo-traditionaliste, n'alla cependant pas assez loin au niveau architectural selon certains architectes. Pour preuve, Léon Krier, qui n'avait pas signé la Charte du CNU en raison de l'absence de principes concernant la limitation du nombre d'étages et la promotion d'une architecture classique et vernaculaire, ne fut pas présent à Stockholm et ne signa pas la charte éponyme. En définitive, bien que certaines personnes se défendent d'avoir copié la Charte du CNU, le programme de réforme engagé aux États-Unis ne fait que se prolonger en Europe, comme le souligne Elizabeth Plater-Zyberk :

> *« Nous parlons toujours de la charte [du CNU] comme quelque chose en évolution, un peu comme le Talmud, avec des commentaires et des ajouts. Il y a eu des tentatives d'ajouter des principes, et maintenant, le CEU a, par exemple, rajouté un principe au sujet des parcs. (…) Je pense que cela peut être considéré comme un ajout, un amendement, mais pas un remplacement[490]. »*

Lucien Steil, membre fondateur du CEU ayant construit le site Internet et aidé à formuler le programme de l'institution internationale, précise bien que le CEU a été une initiative américaine qui, durant ses premières années d'activité, a suscité malgré tout l'enthousiasme et l'adhésion des architectes et urbanistes européens :

> *« Le CEU a été organisé sous l'instigation du Nouvel Urbanisme américain, c'était l'idée d'Andrés Duany, de Stefanos Polyzoides. Les Américains disaient : « pourquoi vous, les Européens, vous ne faites pas quelque chose comme nous ? » Et même le nom a été inspiré par Andrés Duany. (…) Les premières années, on avait plein d'enthousiasme ! On a eu*

[489] Principes 20 et 24 de la Charte du CNU et principes 31 et 32 de la Charte du CEU.

[490] *"We always talk about the charter evolving, that might be like the Talmud, that you start doing commentary or you start adding. There have been some attempts to add principles and now the CEU in Europe, for instance, has one about parks. (…) I think it is seen as an add-on, as an addendum, but not as a replacement."* [Entretien avec Elizabeth Plater-Zyberk, 22.04.10] Cette affirmation doit être nuancée car la charte n'a jamais été modifiée ; seul un complément lui a été adjoint en 2008 à travers les règles pour une architecture et urbanisme durables. Ces règles se trouvent en annexe, page 395.

plusieurs congrès qui ont bien marché, qui étaient bien visités. On a écrit la charte dont les principes, sont très, très bien formulés[491]*. »*

Cependant, ce succès sera de courte durée. Au contraire de la structure institutionnelle du CNU, celle du CEU ne fonctionne pas sur les cotisations de ses membres mais simplement sur leur travail bénévole. Faute de soutiens individuel et collectif, la base économique de l'institution européenne ne sera finalement pas assurée à long terme. Par ailleurs, la volonté initiale de fédérer les intérêts de tous les acteurs européens se heurtera, dès 2004, à l'autonomisme de certains des membres fondateurs du CEU, puis au refus de quelques institutions universitaires à créer un lieu de formation se réclamant explicitement des principes de la Charte du CEU.

Un fragile mouvement européen

Au sortir de la réunion de Stockholm, il était prévu de créer des sections nationales au sein de l'institution européenne. L'un des premiers groupes qui émergea fut celui des architectes allemands. Fondé en février 2004, le CEU allemand développa un site Internet spécifique où fut publié une version modifiée de la Charte de Stockholm[492]. Deux thématiques diffèrent particulièrement de cette dernière : la définition de l'aménagement du paysage culturel (*Gestaltung der Kulturlandschaft*) et l'attention portée sur la coopération urbaine interrégionale (*Regionale Kooperation*). Ces modifications répondaient à des enjeux spécifiques à l'Allemagne, mais seront aussi les premières fissures à l'édifice européen construit à Bruxelles, Bruges, puis Stockholm. Ces adaptations nationales permettront néanmoins aux membres de la section allemande de mener à bien ses propres activités qui auront un certain succès aux universités de Weimar et Berlin où enseignent, respectivement, les membres du CNU que sont Harald Kegler et Harald Bodenschatz.

En mai 2004 s'est tenue à la nouvelle école d'architecture de l'Université Catholique de Viseu une conférence réunissant, entre autres, des membres du CEU, de l'INTBAU, du CNU, d'AVOE et de l'ICA&CA[493]. Le thème portait sur l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme à l'ère de la mondialisation. Durant trois jours, les participants ont débattu des systèmes éducatifs d'Europe et des États-Unis favorables ou non aux principes évoqués dans la Charte de Stockholm. À l'issue de la conférence, une

[491] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11].

[492] [www.ceunet.de/charta.html – consulté le 14.05.11]

[493] Tels que les architects américains Dhiru Thadani, Samir Younés, Elizabeth Plater Zyberk et Michael Mehaffy et les architects européens José Cornélio de Silva, Peter Drijver, Gabriele Tagliaventi, Matthew Hardy, ou encore l'avocat Audun Engh.

déclaration, dite de Viseu, fut adoptée afin de définir un programme d'enseignement basé sur les Chartes du CNU et du CEU[494].

Reconnaissant que les théories et pratiques relevant de ces institutions resteraient isolées sans le soutien de nouvelles universités, Audun Engh, avocat militant au sein de la fondation norvégienne *Byens Fornyelse,* proposa de créer une école européenne d'architecture et d'urbanisme (*European School of Urbanism and Architecture* – ESUA) dont le fonctionnement serait fondé sur la mobilité des enseignants et des élèves entre les universités partisanes du mouvement (principalement celles de Miami et de Notre Dame) et d'autres universités où seraient implantés des « chevaux de Troie » censés transformer les programmes d'enseignement[495]. Financé par le programme Leonardo da Vinci de l'Union Européenne, le projet regroupera de 2007 à 2008 des architectes du mouvement néo-traditionaliste et des partenaires provenant de sept pays, notamment ceux où furent organisés les séminaires de l'ESUA : l'Italie, la Norvège, l'Allemagne et la Roumanie. L'expérience ne fut pas reconduite, principalement en raison de dissensions ayant émergé entre les différents partenaires[496].

Par ailleurs, à la suite de la signature de la déclaration de Viseu, la nouvelle école d'architecture dirigée par José Cornelio da Silva sera démantelée par la direction de l'université. Cette école dont le programme avait été créé en collaboration avec les universités de Notre Dame, Bologne et Ferrara (Ouellet, 2004: 46) avait pour ambition d'établir sur le Vieux Continent un véritable centre de formation à l'architecture et l'urbanisme néo-traditionnels. En septembre 2004, les étudiants de l'école d'architecture constatent qu'une quinzaine d'enseignants a été licenciée. Cette décision autocratique de l'université de Viseu sera vécue par les architectes néo-traditionalistes, tant aux États-Unis qu'en Europe, comme une « récupération » (« *takeover* ») par les « modernistes » du Portugal. Sur la blogosphère et les listes de discussion du mouvement néo-traditionaliste, les commentaires ont abondé au sujet de ce qu'il est convenu d'appeler le « Coup de Viseu. » Par exemple, Andrés Duany s'est emporté à l'encontre de ses confrères à qui il reproche de ne pas avoir su se battre contre ces avant-gardistes, répugnant à les qualifier de « modernistes » car il se positionne lui-même comme un architecte contemporain :

[494] Declaration of Viseu, *Architectural education in the 21st century*, adoptée le 8 mai 2004 [www.ceunet.org/viseu.html - – consulté le 17.05.11]. La déclaration détaille un enseignement intégrant l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme, les sciences sociales, l'études des techniques de la construction – de l'artisanat à aux techniques contemporaines – le développement des compétences en gestion de projet, en dessin académique et en modélisation numérique, ainsi que la conception architecturale dans son ensemble.

[495] Selon Susan Parham, *A Synthesis: New Strategies for Education in Architecture and Urbanism*, 2004 [www.ceunet.org/reportfromviseu.html – consulté le 17.05.11].

[496] À l'occasion d'un entretien informel avec Audun Engh [03.06.11] lors du 19e CNU à Madison, je n'ai pas pu avoir plus de précisions quant à ce « conflit entre les membres de l'ESUA.»

> « Est-ce que quelqu'un ne voit pas maintenant contre quels fieffés fils de pute nous nous battons ? N'avais-je pas dit que nous devions apprendre à attaquer comme ils le font ? (…) Après ces humiliations, nous nous retrouvons impuissants, sans organisation ou plan viable. Quel surprenant manque de vigilance de notre part ! Quelle inaptitude tactique ! Quel manque d'esprit agressif ! Si ces événements ne sont pas un appel à l'unité et à l'action, je ne sais pas ce que c'est[497]. »

Dans une lettre adressée à l'évêque de Viseu, Carol William Westfall, à l'époque doyen de l'école d'architecture de Notre Dame, dénonce cette récupération comme un « outrage » pour l'institution qu'il représente et Matthew Hardy souligne, dans une lettre adressée au recteur de l'université de Viseu, qu'en tant que secrétaire de l'INTBAU cette décision est vécue comme « une grande honte » pour les membres du réseau mondial[498]. Lucien Steil, professeur invité à Viseu directement concerné par ce démantèlement, dénonce un « sabotage systématique » de la part de la direction de l'université et analyse cet événement, non pas comme une conspiration des modernistes, mais comme le résultat d'un esprit « anti-démocratique » refusant le pluralisme disciplinaire :

> « Je ne crois pas que le Coup de Viseu ait été planifié par les modernistes ou l'establishment moderniste. Je crois qu'il est le résultat de l'ignorance et des préjugés. La clique moderniste importée de Porto est juste un outil pour rétablir en cette province académique l'autoritarisme le plus archaïque et non-transparent, pour y instaurer une hiérarchie scolaire anti-démocratique, bigote et formaliste[499]. »

Cet événement sera vécu comme un véritable traumatisme pour les architectes néo-traditionalistes, à l'instar de « l'affaire de La Cambre » à la fin des années 1970 en Belgique qui consacra l'exil français de Maurice Culot[500]. Il tuera dans l'œuf les velléités éducatives du mouvement néo-traditionaliste en Europe avec le départ des architectes José Cornelio da Silva et Lucien Steil pour l'Université de Notre Dame.

---

[497] "Can anybody not now see what utter sons-of-bitches we are up against? Have I not been saying that we need to learn to attack, like them? (…) After these humiliations, we are powerless -- without either viable organization or plan. What stunning lack of vigilance on our part! What tactical ineptitude! What lack of aggressive spirit! If these events are not a call to unity and action, I don't know what is." [commentaire de Duany déposé sur la liste de discussion TradArch, selon un article de Nikos Salingaros sur le blog www.2blowhards.com, 23.09.04]

[498] [www.arauto.com/viseu – consulté le 17.05.11] Ce site recence les diverses prises de positions des architectes floués par la direction de l'Université de Viseu.

[499] "Personally I do not believe that the Coup of Viseu has been planned by the Modernists or the Modernist establishment, but I believe it is a result of ignorance and prejudice and the modernist clique imported from Porto is just a tool to restore the academic province to its most archaic authoritarianism, untransparency,undemocratic hierarchism, bigotterie, academic and doctoral formalism (…)"[commentaire de Steil déposé, à la suite de l'article de Nikos Salingaros, sur le blog www.2blowhards.com, 23.09.04]

[500] À ce sujet, voir page 110 et suivantes.

L'autonomisme des architectes allemands, l'arrêt du projet de l'ESUA ainsi que le « Coup de Viseu » n'eurent cependant pas raison de l'activité du CEU qui organisa les années suivantes trois congrès internationaux, respectivement à Berlin (2005)[501], Leeds (2006) et Oslo (2008). Les thématiques de ces congrès portaient spécifiquement sur des enjeux liés au développement durable ou au changement climatique et se distanciaient des premiers débats architecturaux qui avaient pu émerger à Bruxelles et à Bruges en 2003. Réunissant près de 220 participants d'horizons professionnels variés et provenant de 25 pays, le congrès d'Oslo fut le dernier à témoigner d'une dynamique associative au sein du CEU. Celle-ci ne put cependant pas durer et s'étendre de manière significative à d'autres corps de métiers : « *Dans le CEU, il y a trop d'architectes et d'urbanistes et il est difficile de l'ouvrir à d'autres personnes* » souligne Bodenschatz de la section allemande du CEU[502]. Pourtant, c'était bien l'intention des membres fondateurs du CEU tout comme celle de sa présidente, Susan Parham :

> *« Le CEU est un rassemblement de personnes, une sorte de mouvement tolérant où différentes opinions sont acceptées, où vous n'avez pas à être un architecte, un urbaniste ou un paysagiste. Si vous êtes intéressé par le futur des villes, si vous pensez que ce que nous faisons au CEU peut être utile, alors vous pouvez vous investir dans notre organisation[503]. »*

Susan Parham quitta la présidence du CEU en janvier 2008 au profit de son mari, Matthew Hardy, qui administre désormais l'institution depuis la PFBE. En effet, le comité du CEU n'arrivait plus à suivre les initiatives des groupes nationaux ni à organiser de manière effective les congrès internationaux, comme le souligne Lucien Steil qui faisait partie du comité :

> *« Il y a eu une sorte de fatigue. À la fin, les congrès annuels demandés par les statuts du CEU étaient trop improvisés. Il n'y avait personne qui avait le temps de s'en occuper, même le comité. (…) Ce qui ne fonctionne pas, c'est le fait que la section centrale ne réussit pas à savoir ce que font les sections nationales. Le CNU, lui, sait très bien valoriser ce qui se fait dans chaque Etat et, à la fin, retirer le prestige de tout ça. Mais la structure centrale du CEU, la structure institutionnelle, est vide de direction. C'est dû principalement au fait que personne n'est payé. À l'INTBAU, Matthew Hardy a été payé comme secrétaire. Au CEU, ils*

[501] Organisé par le groupe allemand du CEU, le congrès de Berlin a été soutenu par le ministère des transports, de la construction et du développement urbain et le sénat de Berlin. John Norquist, CEO du CNU, fut présent ainsi que le vice-premier ministre britannique de l'époque, John Prescott. Prescott a participé aux CNU en 2003 et en 2006.

[502] [Entretien en anglais avec Bodenschatz, 28.04.08]

[503] *"CEU is a grouping organization, it's a kind of movement, it's a broadchurch where you don't have to be an architect or you don't have to be an urban designer or a landscaper: if you're interested in the future of cities then you can be involved in the CEU if you think what we're trying to do is for use."* [Entretien avec Susan Parham, 26.11.10]

n'ont jamais réussi à avoir une base économique pour pouvoir payer un secrétaire pour garantir le suivi des sections nationales. »[504]

Pour l'architecte Robert Adam, président de l'INTBAU, les récentes difficultés rencontrées par le CEU sont surtout liées au fait qu'il n'a pas été possible d'établir de consensus autour d'une approche européenne commune. Le dialogue supranational se limitait à quelques pays relativement dynamiques - le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal ou encore l'Allemagne – et dont les représentants se connaissaient déjà via le CNU, l'INTBAU ou l'AVOE mais il n'a jamais pu s'étendre au reste de l'Europe :

« Je pense que le manque d'activité est dû au fait qu'il n'y a pas de sentiment collégial en Europe. En fait, les Allemands ont réécrit la Charte [du CEU] pour qu'elle soit plus allemande, et nous n'avons jamais pu avoir les Français dans le comité (…). Donc, il n'y avait pas ce sentiment collégial. Et je pense que nous promouvons avant tout une sorte de « comment faire » qui est devenu quelque chose d'assez largement accepté. Il n'y a plus de bataille à gagner[505]*. »*

Il est vrai qu'au niveau urbanistique, la majeure partie des principes défendus par le CEU fait désormais partie de l'orthodoxie européenne de l'aménagement urbain contemporain : valorisation de la densité et de la mixité des fonctions urbaines, requalification des espaces publics, amélioration des réseaux de transport public, etc. Toutefois, Lucien Steil précise que si la dynamique du CEU s'est essoufflée, c'est à la fois pour des raisons institutionnelles et contextuelles :

« Le problème, c'est que c'est une chose d'organiser des congrès et d'écrire une charte et une autre de continuer une politique, d'avoir une présence, de développer une activité plus soutenue. J'ai passé beaucoup de temps à demander que la structure du CEU se commercialise, qu'on élise un président, qu'on demande aux membres de cotiser comme c'est le cas avec l'INTBAU. (…) Si j'avais été président, j'aurais absolument poussé pour une plus grande collaboration avec le CNU. Il y avait des personnes qui voulaient s'allier avec le CNU et d'autres qui refusaient toutes connexions américaines. Particularisme ! Après avoir essayé à fonctionner ensemble, on commençait à avoir ces particularismes européens. Quand les gens travaillent au niveau national, ça a l'air de fonctionner plus ou moins. Mais - c'est un peu comme la communauté européenne - il y a toujours ce particularisme, ces

[504] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11]

[505] *"I think the lack of activity is because there really isn't an European collegiate feeling. Actually, the Germans rewrote that charter [of the CEU], to be more German, and we could never get French people on board (…) So there wasn't that collegiate feeling, and I actually think that sort of what we're promoting has become "comment faire". It's become pretty widely accepted. So there's no battle to be fought anymore."* [Entretien avec Robert Adam, 02.02.11]

différences idéologiques qui ne permettent finalement pas de rallier ou de centraliser les choses. Alors qu'aux États-Unis, on le fait ![506] »

Certes, le pragmatisme du mouvement du CNU pourrait servir d'enseignement aux tentatives de centralisation du CEU dans un contexte européen hétérogène mais ses représentants ont, de l'avis de Robert Adam, une attitude « évangélique et peu critique » :

« Bien que le Nouvel urbanisme se présente comme étant culturellement neutre, il est un produit des États-Unis. Un produit qui est vendu par des personnes telles que Andrés Duany, un suprématiste américain. « Ne vous posez pas de questions, dit-il lors de ses conférences, l'Amérique a raison ! » Non, il va plutôt vous dire que l'Amérique a eu tort et vous expliquer pourquoi il a désormais, lui, raison. (…) Il a une vraiment une perspective limitée, mais c'est un conférencier très doué, c'est un vendeur très doué. C'est tout à son honneur. Et il voyage à travers le monde et promeut son produit avec beaucoup de succès. Mais lorsqu'il rencontre d'autres cultures, il pense qu'elles n'attendent que la venue des Américains…[507] »

Au regard de ce qui précède et pour conclure sur les trois institutions qui ont structuré la progressive montée en mondialité du mouvement néo-traditionaliste, il apparaît que ses liens transatlantiques ont connu « *des hauts et des bas* » selon Michael Mehaffy, à la fois membre du CNU, membre du comité du CEU et président de la section américaine de l'INTBAU. Cet architecte néo-traditionaliste souligne que l'actuelle réduction des activités associatives entre l'Europe et les États-Unis est « *probablement moins due à des tensions politiques (bien qu'ils y en aient eu quelques-unes comme dans toute entreprisse de ce type) qu'au fait que nous en avons tous trop fait et qu'il est par conséquent difficile de créer et de maintenir tous les liens nécessaires*[508]*.* » Les membres de l'AVOE, de l'INTBAU et du CEU sont souvent les mêmes et cultivent aussi de nombreuses relations (para)professionnelles avec les deux grandes institutions nationales que sont la PFBE et le CNU. Structurellement, cette circulation « endogame »

[506] [Entretien avec Lucien Steil, 23.01.11]

[507] "*There is a whole evangelical, unquestioning attitude to New Urbanism. (…) Although New Urbanism is presenting itself as culturally neutral; it's not. It's an American product. And it is sold by Americans and by Andrés Duany particularly: he's an American supremacist. "Don't question anything": he says. You go to a lecture and he will tell you that America's got it right. No, what he will do is telling America's got it wrong, but we got it right so we're going to tell you how to get it right. (…) Very limited view. But he is a very skilled presenter, a very skilled salesman. All due credit to him. So, what he does is traveling around the world, promoting this very successfully. But when he actually comes up against other cultures, he thinks they're America waiting to happen…"* [Entretien avec Robert Adam, 02.02.11]

[508] "*I think the Europe-US ties have waxed and waned - probably less because of any political tensions (though there are probably some minor ones as there usually are in any such endeavor) than because we're all spread thin, and it's hard to make and keep the necessary ties.*" [Correspondance par e-mail avec Michael Mehaffy, 10.06.11]

de savoirs et de savoir-faire, déjà mentionnée dans le cadre de la remise de prix néo-traditionalistes ou des écoles qui soutiennent le mouvement, renforce certes les liens transnationaux mais peine à les étendre à d'autres sphères professionnelles, économiques ou politiques. Élaborer mondialement le langage et les règles d'un nouveau champ théorique et pratique qui, en l'occurrence, peine à sortir de ses propres niches fait donc apparaître un paradoxe : toutes les conditions techniques sont rassemblées pour une circulation rapide et efficiente du modèle néo-traditionnel mais les conditions socioéconomiques ne sont, elles, pas réunies pour que le mouvement s'impose comme un programme de réforme urbaine suffisamment attractif pour d'autres groupes, d'autres villes ou d'autres nations.

Parmi les trois réseaux supranationaux analysés, seul l'INTBAU subsiste actuellement en raison de sa structure institutionnelle et du contenu du modèle qu'il promeut. L'AVOE fondait ses liens transatlantiques sur une architecture néo-classique eurocentrée qui, de l'avis même de ses membres, rendait le réseau « *étriqué* » et ne permettait ni renouvellement, ni extension. Quant au CEU, la volonté de ses membres de construire un réseau pour un urbanisme européen se heurtait, d'une part, au fait que ce fut une initiative américaine se greffant sur des cultures urbanistiques hétérogènes et, d'autre part, au fait que le mouvement comprenait surtout des architectes néo-traditionalistes, en témoigne le rattachement du comité central à la PFBE. Par ailleurs, la Charte du CEU s'est avérée plus fédératrice que celle de l'AVOE, ses principes insistant sur des dimensions urbanistiques et morphologiques plutôt qu'architecturales et stylistiques, et c'est précisément pour cette raison qu'il n'y a « *plus de bataille à gagner* » car l'urbanisme durable promu par le CEU est devenu la norme dans la plupart des pays européens. C'est véritablement l'INTBAU qui s'impose comme réseau mondial. Économiquement viable grâce aux cotisations de ses membres et à son rattachement à la PFBE, le réseau diffère du CEU car il a « *une portée internationale et insiste sur les traditions locales qui peuvent inclurent une architecture plus vernaculaire et non classique*[509]*.* » Dans un contexte où la mondialisation est perçue comme une menace, les principes très généraux de la Charte de l'INTBAU apparaissent pour de nombreux pays comme un moyen de préserver les spécificités locales de leur architecture.

[509] "*I would say the difference between (..) INTBAU and the CEU is that INTBAU has an international thrust, and an emphasis on local traditions, which might include more vernacular and non-Classical architecture."* [correspondance par e-mail avec Michael Mehaffy, 10.06.11]

LES RECONFIGURATIONS DU MODELE

Comme je l'ai exposé précédemment, la difficile montée en mondialité du mouvement néo-traditionaliste se caractérise par la multiplicité d'initiatives à la fois concurrentes et complémentaires. Des frictions, à la fois externes et internes aux institutions du mouvement, ponctuent la circulation du modèle néo-traditionnel. Des réseaux formalisés subsistent, comme c'est le cas de l'INTBAU, mais certains de leurs membres prennent leur distance par rapport à ces réseaux, soit en sortant définitivement de leur sphère d'influence, soit en gravitant autour de celle-ci. Il apparaît de fait que la logique d'extension du mouvement néo-traditionaliste s'apparente plus à une « tactique en essaim[510] », comme le souligne un architecte de DPZ & Company à propos du Nouvel Urbanisme, qu'à une véritable stratégie unifiée et unifiante[511]. Autrement dit, en montant en mondialité, le réseau néo-traditionaliste s'assouplit plus qu'il ne se renforce : de stratégies nationales, le mouvement devient tactique internationale et le modèle néo-traditionnel se reconfigure sémantiquement plus qu'il ne gagne en univocité.

À partir de la fin des années 2000, alors que le CEU ne connaît presque plus d'activités associatives, l'INTBAU et l'AVOE ont redéfini leur stratégie de réforme urbaine, le premier substituant dans une déclaration d'intention (*The Queen Square Statement*) la notion de tradition à celle d'identité, la seconde développant spécifiquement un registre argumentatif portant le développement durable en fondant l'ECCN avec la Fondation pour l'Architecture. Ces transformations du champ réformateur illustrent la volonté des architectes néo-traditionalistes d'étendre leur influence à des cercles plus larges : dans le cadre de l'INTBAU, à tous les corps de métiers traitant de l'architecture et de l'urbanisme, alors que ces disciplines se transforment en raison de la crise économique de 2008 et, dans le cadre d'AVOE, aux municipalités intéressées à développer une approche environnementale basée sur le modèle néo-traditionnel.

---

[510] "*A swarm tactic"* selon Duane Philips, architecte en chef de la succursale européenne de DPZ & Company [entretien, 23.04.08].

[511] Cette distinction illustre, d'après moi, les rapports de force entre modèle culturaliste et modèle progressiste, entre (néo)traditionalisme et (néo)modernisme. En effet, selon le philosophe Michel de Certeau (1990: 61), la tactique est « un art du faible », elle repose sur la ruse et tient du braconnage : « La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit- elle jouer avec le terrain qui lui est imposé tel que l'organise la loi d'une force étrangère. Elle n'a pas le moyen de se tenir en elle même, à distance, dans une position de retrait, de prévision et de rassemblement de soi (…). » (de Certeau, 1990: 60-61) La stratégie, par contre, est la combinaison « des actions qui, grâce au postulat d'un lieu de pouvoir (la propriété d'un propre), élaborent des lieux théoriques (systèmes et discours totalisants) capables d'articuler un ensemble de lieux physiques où les forces sont réparties. » (de Certeau, 1990: 62-63) De fait, la marginalisation du mouvement néo-traditionaliste par rapport à l'orthodoxie néo-moderniste lui fait adopter des tactiques plus que des stratégies afin de positionner mondialement son discours et ses pratiques.

De la tradition à l'identité

La Déclaration de Queen Square fait suite à une journée de conférences et de débats ayant eu lieu le 9 février 2011 dans le bâtiment de l'*Art Workers Guild*, sis à Queen Square dans le centre de Londres. Organisée conjointement par l'INTBAU et le groupe pour une architecture traditionnelle (*Traditional Architecture Group,* TAG[512]), cette journée avait pour ambition de réexaminer l'architecture et l'urbanisme traditionnels au regard des enjeux globaux du XXI[e] siècle. L'INTBAU venait d'avoir dix ans depuis l'adoption de sa charte et Robert Adam, qui présidait la journée, annonça qu'au vu des bouleversements économiques et écologiques contemporains « *la chose la plus intelligente à faire est d'être au sommet du changement*[513]*.* »

Pour les cinquante membres de l'INTBAU et/ou du TAG présents, il s'agissait de définir durant la journée les thématiques centrales sur lesquelles devraient travailler l'INTBAU et le TAG et, plus généralement, d'établir une déclaration collective quant à la capacité du mouvement néo-traditionaliste à affronter les changements contemporains.

De fait, les discussions qui eurent lieu illustrait l'hétérogénéité du mouvement néo-traditionaliste - avec ses dissidences, ses questions et ses doutes - mais aussi, et surtout, l'unité qui lie malgré tout les membres du mouvement, tous conscients que la fragilité de leur association ne doit pas être mise à mal par une fondamentale remise en cause de leur action collective. En somme, la cause est reconnue – un bilan des principes néo-traditionalistes est nécessaire pour repartir sur de nouvelles bases conceptuelles – restent une nécessaire reconfiguration du modèle urbain à promouvoir face à la mondialisation des villes et des pratiques qui les façonnent. Ainsi, promouvoir l'identité des futures formes urbaines apparaît plus fédérateur que de se référer aux traditions ancestrales qui devraient les transcender.

La version définitive de la Déclaration de Queen Square est adoptée le 4 mars 2011 et est rapidement publiée sur le site de l'INTBAU, du TAG, du CNU et est diffusée à travers les réseaux sociaux de Twitter et Facebook. La déclaration de Queen Square développe « six principes progressifs (…) qui devraient être adoptés par tous les architectes et urbanistes afin de maintenir une diversité créative, servir la société et améliorer la qualité de la vie[514] ». Ces principes se voulaient d'emblée très généraux, comme le

[512] Le TAG fait partie du RIBA. Il a été créé en 2002 à l'initiative de Robert Adam car les architectes néo-traditionalistes n'étaient pas véritablement représentés au sein de l'institution britannique. Le groupe compte aujourd'hui une cinquantaine de membres selon son président Alireza Sagharchi, qui est aussi membre de l'INTBAU [09.02.11].

[513] « *The smartest thing to do is to be on the top of change* », allocution de bienvenue de Robert Adam [09.02.11].

[514] "six progressive principles (…) that should be adopted by all architects and urban designers to maintain a creative diversity, serve communities and advance the quality of life."

rappelle Robert Adam lors des correspondances par e-mail qui ont participé à définir la déclaration définitive :

> *« Chaque point commence par deux phrases qui seraient très difficiles à contredire. Il n'y a pas de référence ni au modernisme, ni au traditionalisme ou à tout autre mouvement. Si ces points sont corrects et universels, ils ne devraient avoir besoin d'aucune référence à des mouvements ou des styles individuels (et d'ailleurs ils seraient largement ignorés si c'était le cas). Nous avons évité (comme il était convenu) l'utilisation du mot « durabilité », qui a perdu de son sens à travers un usage excessif*[515]*. »*

Les trois premiers points portent sur la nécessité de cultiver une pluralité de formes et de styles, respectivement au niveau public, professionnel et éducatif. Le quatrième point concerne « l'identité des lieux » qui est « fondamentale aux sociétés humaines » : menacée par l'uniformité du monde, le sentiment d'appartenance à un lieu devrait être soutenu par tous les architectes et les urbanistes[516]. La déclaration se termine par la promotion de la conservation des matières premières et de leur usage efficient, ainsi que par la valorisation de l'urbanité (« *urban life* ») qui doit être préservée par les architectes et les urbanistes au regard de la croissance démographique, des changements des modes de vie et de la consommation effrénée des ressources naturelles.

La Déclaration de Queen Square ne remplace pas la Charte de l'INTBAU, mais illustre combien ses membres sont soucieux de prouver que les traditions évoluent, et qu'elles peuvent – cette fois-ci sous le couvert d'une notion aussi floue telle que « l'identité » - servir les changements économiques, écologiques et politiques qui affectent les villes et sociétés du monde contemporain. Ce changement de registre sémantique, bien qu'il ne remplace pas les précédents principes de la Charte de l'INTBAU, est semblable à celui du CNU qui a vu s'adjoindre à sa charte des règles pour une architecture et un urbanisme durable[517]. Il s'observe aussi au niveau de l'AVOE qui adopte, elle, le registre de la ville compacte. Néanmoins, cette dernière initiative, menée par un architecte et un homme

---

[www.intbau.org/academia/160-queensquarestatement.html – consulté le 31.07.11] La déclaration n'existe qu'en version anglaise. Elle se trouve en annexe, page 403.

[515] "*Each point begins with two sentences that would be very hard to contradict; there is no reference to modernism or traditionalism (or any other movement), if these points are universal and correct they should need no reference to individual movements or styles (and indeed would be widely ignored if they did); we have avoided (as I think we agreed) the use of the word 'sustainability' as fast losing meaning through over-use."* [correspondance par e-mail sur la liste de discussion du TAG, 26.02.11]

[516] "Identity is fundamental to human society. Identity of place is a key component in the make-up of individual and community identity. Global uniformity is threatening the distinctive identity of local places. Architecture and urban design should support and promote the identity of place for local communities. New buildings and places should be understood by communities as a contribution to their understanding of the identity of their place." [www.intbau.org/academia/160-queensquarestatement.html – consulté le 31.07.11]

[517] Voir en annexe, page 395.

politique, n'aura pas le même succès que celle de l'INTBAU, portée par un groupe de professionnels unis.

Les villes éco-compactes

Remis en 2008, le prix européen d'architecture Philippe Rotthier pour la reconstruction de la ville récompensait les dix meilleures réalisations néo-traditionalistes construites ces 25 dernières années, dont le Val d'Europe, Poundbury et Heulebrug. Parmi près de 250 projets soumis par les municipalités européennes, le jury présidé par Maurice Culot en a retenu 88, majoritairement situés en Espagne, aux Pays-Bas et en Belgique [Figure 44] et en a consacré 10 pour deux raisons selon Culot (2008: 8) :

> « D'une part, parce qu'étant complexes et peu spectaculaires en termes d'objets, elles n'intéressent pas les médias, mais surtout parce que les professionnels eux-mêmes dans leur majorité ne souhaitent pas qu'on en parle. Reconnaître les qualités de ces réalisations serait, de leur part, admettre de s'être obstinément trompé et d'avoir diaboliquement persévéré dans l'erreur. »

Figure 44 : Localisation des 88 projets retenus dans le cadre du prix Rotthier 2008

Source : AVOE, 2008

Lors de la remise du prix le 18 octobre à Bruxelles, certains membres du jury décidèrent de créer un réseau des villes éco-compactes (*Eco-Compact City Network*, ECCN). Celui-ci sera inauguré une année plus tard par Philippe Pemezec et Gabriele Tagliaventi lors de la cinquième triennale d'AVOE à Bologne.

Un catalogue trilingue de l'exposition (français, anglais et italien) est alors publié en collaboration avec l'Université de Ferrara, le CEU et l'INTBAU ainsi que les écoles d'architectures des Universités de Miami et de Notre Dame (Tagliaventi et Bucci, 2009). La ville du Plessis-Robinson (et à travers elle son maire, Philippe Pemezec, artisan de ses récentes transformations) tient dans ce catalogue une place prépondérante, ayant été primée par le « grand prix pour la meilleure renaissance d'une banlieue urbaine » (*The Best Operation of Urban Renaissance in a Sub-urban City*).

La reconstruction de la ville du Plessis-Robinson selon les canons néo-traditionalistes est un cas atypique au sein du paysage urbain français. Nulle influence américaine n'a participé à repenser la morphologie et l'esthétique de cette ville, comme cela est le cas pour le Val d'Europe. L'origine de la reconstruction vient uniquement du caractère extrêmement volontariste de son maire, Philippe Pemezec, qui s'est basé sur le succès de Port-Grimaud, réalisation pionnière de l'architecte français François Spoerry. Cependant, la brève description de cette reconstruction [Figure 25, Figure 26 et Encadré 8] a son sens dans ce chapitre concernant les réseaux néo-traditionalistes, car c'est en raison de l'exemplarité de cette réalisation que l'AVOE et la Fondation pour l'Architecture a pu bénéficier pour la première fois d'un soutien au sein du monde politique français afin de créer l'ECCN.

Aux côtés du Plessis-Robinson sont répertoriés les lauréats du prix Rotthier ainsi que d'autres projets choisis en fonction de leur caractère « éco-compacte ». De fait, les critères adoptés pour définir ces villes « éco-compactes » sont très sommaires (essentiellement selon leur densité, calculée en fonction du nombre d'habitants par hectare) et procèdent avant tout d'une stratégie de repositionnement d'AVOE par rapport au développement urbain durable en vogue :

> *« On essayait de trouver quelque chose de pragmatique et de vrai pour définir comment on peut construire aujourd'hui une ville éco-compacte. Ce qui est nouveau, c'est ce discours sur l'écologie, et on doit prendre en compte l'idée, à mon avis très forte, que la ville doit être compacte. Il faut avoir une limite et là, je trouve, c'est le début d'une démarche : ajouter l'effet de la limite signifie la densité correcte. Si aujourd'hui on veut faire un vrai discours écologique en Europe, la première chose c'est de trouver des bases qui soient scientifiques, transparentes et sur lesquelles tout le monde peut être d'accord. Sans utiliser des mots comme « New Urbanism » ou « ville traditionnelle », on parle d'une ville écologique et*

compacte. Après bien sûr, on peut trouver une ville éco-compacte avec une échelle moderniste, évidemment ! Mais ça, c'est l'autre choix[518]. »

Ainsi, le catalogue passe en revue des villes européennes « traditionnelles » - sans toutefois utiliser ce qualificatif - et les compare selon leur caractère étalé ou compact[519]. L'ensemble des outils mobilisées pour « rapiécer » les villes étalées s'inspire explicitement des approches développées par DPZ & Company : le *transect*[520], le manuel pour une croissance intelligente (Duany et Speck, 2010)- et le manuel de réparation de l'étalement urbain, publié par une collaboratrice de DPZ & Company (Tachieva, 2010). Quant aux définitions données à la ville éco-compacte, elles s'inspirent de manière plus implicite des théories urbanistiques développées par Léon Krier (notamment à travers la question des limites, du ratio d'espaces publics par rapport aux espaces privés, du polycentrisme de quartiers mixtes et de la marche à pied) :

« [une ville éco-compacte] est une ville qui est construite et qui se développe en harmonie avec l'environnement naturel. C'est une ville avec des limites clairement définies qui présente un ratio optimum entre la densité et le réseau des espace publics (le pourcentage d'espaces publics ne peut être supérieur à 35% et inférieur à 25%). Les espaces publics sont définis par le positionnement des îlots urbains présentant une variété d'activités. C'est une ville constituée par la fédération de quartiers urbains. Elle peut aussi être une métropole. La densité optimale qui caractérise la ville éco-compacte autorise la présence de nombreuses activités libérales, commerciales et artisanales, et permet la création d'un système de transports publics efficace. La ville éco-compacte permet à ses habitants de vivre dans un environnement convivial qui met l'accent sur la marche et l'usage du vélo, encourage l'utilisation des transports publics et décourage l'usage intensif de l'automobile[521]. »

[518] [Entretien avec Gabriele Tagliaventi [20.01.11].

[519] La démarche consiste à comparer des ensembles urbains comprenant à peu près le même nombre d'habitants, et ce à travers un indice « suburbain » (*subruban index*) calculé en reportant l'aire « urbaine » d'une ville (*urban area*) à l'aire de sa « périphérie urbanisée » (*suburban area*). La différence entre ces indices est ensuite expliquée par le nombre de commerces au sein de ces villes. L'idée de cette comparaison est bien sûr de démontrer qu'une ville étalée se base sur les centres commerciaux, et donc sur l'utilisation de la voiture. Digne d'une prophétie auto-réalisatrice, ce type de méthode (qui n'explique pas comment la limite entre l'urbain et le suburbain est définie) conduit à des comparaisons absurdes, comme lorsque l'indice « suburbain » de la ville de Forlì (95%) est reporté à celui du 14ème arrondissement parisien (0%, car n'ayant pas de « périphérie urbanisée ») (Tagliaventi et Bucci, 2009: 28).

[520] Tel que défini par DPZ & Company, le *transect* une coupe longitudinale partant d'un paysage rural vers un paysage urbain, divisée schématiquement en six zones géographiques distinctes en termes d'aménagement et de densité [www.dpz.com/transect.aspx – consulté le 16.05.11]. Cet instrument est très prisé par les Nouveaux Urbanistes (il est utilisé en complément aux échelles spatiales de la Charte du Nouvel Urbanisme pour localiser un projet par rapport à son environnement) et les néo-traditionalistes (il permet de rendre visible des rapports issus de longues durées historiques et observables dans le présent) [voir les standards de l'aménagement d'un quartier traditionnel en annexe, page 404].

[521] [www.ecocompactcity.org/indexfr.html – consulté le 16.05.11]

Figure 45 : La cité-jardin du Plessis-Robinson en 1989

Source : SEMPRO, 2010

Figure 46 : Une banlieue pittoresque aux références néo-classiques

Source : photo de l'auteur, 2010

Encadré 9: La « cité-jardin » du Plessis-Robinson

Située dans le département des Hauts-de-Seine, au Sud-Ouest de Paris, la ville du Plessis-Robinson s'étend sur 344 hectares et comprend 24'675 habitants en 2008. Le Plessis-Robinson était une petite bourgade connue pour ses guinguettes à la fin du XIX^{e} siècle avant que ses terres agricoles ne soient rachetées par l'office des Habitations à Bon Marché (HBM), puis urbanisées dès 1918 sous l'impulsion de Henri Sellier. Fervent partisan du modèle hygiéniste de la cité-jardin tel qu'il fut importé en France par Georges Benoit-Lévy, il s'inspira librement des travaux de Raymond Unwin – Sellier emmena ses architectes rendre visite à l'urbaniste anglais en 1919 (Hall, 2002: 119) – pour construire des lotissements pavillonnaires, puis des bâtiments collectifs selon les principes de Le Corbusier.

En 1989, Philippe Pemezec gagne les élections municipales avec cinquante voix d'avance sur le parti communiste qui dirigeait la ville depuis plus de quarante ans. Le nouveau maire va alors s'efforcer de transformer une ville devenue cité-dortoir [Figure 25], « malade » et « à bout de souffle » selon ses termes (Pemezec, 2007: 26) : « Un cœur usé, des poumons anémiques, une circulation sanguine déficiente, une esthétique complétement à revoir, voilà l'état du patient sur lequel je dois me pencher. Le malade est sur la table d'opération, il va falloir opérer vite. » L'analogie médicale est assumée. Les causes du mal selon le maire ? L'urbanisation moderniste d'après-guerre et la domination politique du parti communiste. Les remèdes ? Une « architecture douce » telle qu'elle a été pensée par François Spoerry à Port-Grimaud. Ce dernier a ainsi été engagé pour dessiner les premières esquisses du « cœur de ville », soit l'extension du centre historique du Plessis-Robinson, et son collaborateur, Xavier Bohl, est ensuite devenu « l'architecte de cohérence » des transformations successives de la ville.

Une des opérations les plus spectaculaires a été la destruction des barres d'immeubles du plateau pour faire place à une nouvelle « cité-jardin », un quartier de 21 hectares avec plus de 1'300 logements organisés autour d'une rivière artificielle. 900 logements ont été détruits et près de 90% des habitants ont été relogés dans la ville. Auparavant, l'ensemble comptait plus de 75% de logements sociaux ; aujourd'hui, il en compte près de 20%, mélangés indifféremment avec d'autres types de logement. Lors de la reconstruction, les promoteurs devaient recourir à des architectes sélectionnés par le maire et Bohl ainsi que respecter un cahier des charges et des prescriptions architecturales de type néo-classique. Finalement, cette banlieue où le pittoresque est de rigueur [Figure 26] ne garde de son passé que le nom de « cité-jardin », et ce dans le but de vendre une supposée harmonie entre ville et nature à quelques citadins fortunés, comme l'avoue Hervé Caranobe, directeur de la communication à la SEMPRO, la société d'économie mixte en charge du réaménagement du Plessis-Robinson :

> *« On s'est posé la question s'il fallait changer ce nom ou pas. Dans cité-jardin, il y a « cité », un nom qui fait peur aujourd'hui. Est-ce qu'on va pouvoir vendre des appartements à 6'000 euros le mètre carré dans une cité ? Oui, finalement, ça va très bien. Quand on est dans une cité-jardin, ça veut dire*

qu'il y a des jardins. On a donc conservé le nom en écrivant juste « cité » un peu plus petit que « jardin. » » [entretien, 19.05.10]

En accédant de justesse à la mairie du Plessis-Robinson à 33 ans, Philippe Pemezec avait fait un pari risqué en transformant de fond en comble la ville. Mais il a témoigné d'une « *volonté politique de fer* », souligne Caranobe, pour convaincre son administration et ses électeurs du bien-fondé de sa démarche aux airs d'ingénierie sociale :

« Il a rapidement compris que l'urbanisme et l'architecture sont des leviers essentiels pour le bien-être des gens, et pour une vile en général On ne peut pas tout solutionner avec ça : on peut aggraver des problèmes existants…si, en plus, cela se passe dans un environnement qui est moche et pas humain ! Mais on peut aussi adoucir les choses, donner le sourire aux gens en leur donnant une qualité de vie, un environnement qui est agréable. » [entretien, 19.05.10]

Actuel vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, Pemezec est toujours maire, après avoir été réélu trois fois. Sa ville est l'une des seules de France à avoir adopté un programme urbanistique aussi engagé en faveur du modèle néo-traditionnel. Elle est reconnue par les architectes néo-traditionalistes comme un « *manifeste* » selon les termes de Tagliaventi [entretien, 20.01.11] qui a plusieurs fois servi d'intermédiaire entre ceux-ci et le maire. Des membres du CNU et de la PFBE, de l'INTBAU et du CEU, des représentants politiques italiens, des architectes australiens ou encore des délégations chinoises ont visité cette nouvelle banlieue. Tagliaventi a reconnu en Pemezec un allié de poids lui permettant d'avancer la cause du mouvement néo-traditionaliste auprès du monde politique, mais il constate finalement que le chemin est encore long :

« Le Plessis-Robinson est un succès urbanistique mais aussi politique. Il y a un personnage qui arrive, il gagne les élections de justesse et après vingt ans il continue à être réélu. Pourquoi ? Parce qu'il fait une politique urbaine très claire, même du point de vue du style architectural. Le Plessis-Robinson, comme le Val d'Europe, a changé le marché immobilier, alors comment c'est possible que cela ne soit pas pris en compte au niveau politique ? Le maire, qui est du même parti que celui du Président de la république, n'a aucune influence ! » [entretien, 20.01.11]

À la suite de la remise du Prix Rotthier, le maire soulignait dans le journal de la commune que le « projet humaniste » du Plessis-Robinson représentait « une formidable alternative aux projets délirants qui visent à transformer notre région parisienne, le Grand Paris, en véritable mégalopole (…). » Jean Sarkozy, conseiller général des Hauts-de-Seine, y reconnaissait une « exemplarité » au niveau de la politique locale, mais force est de constater que l'influence des hommes politiques en faveur du modèle néo-traditionnel – tous situés à droite de l'échiquier politique, au Plessis-Robinson comme au Val d'Europe - ne dépasse pas le territoire de leur municipalité quand il s'agit de réformer l'ensemble des politiques urbaines d'une région ou d'un pays.

De fait, la définition proposée n'ajoute rien de nouveau aux théories développées au sein des réseaux néo-traditionalistes si ce n'est – et la différence est de taille au niveau de l'argumentaire déployé – qu'à aucun moment la notion de « tradition » n'est employée. Mais, toutes les formes urbaines exposées à la triennale de Bologne et répertoriées dans le catalogue sont de facture néo-traditionaliste, ou du moins représentent un caractère historique. Malgré tout, les villes, quartiers et bâtiments présentés à la cinquième triennale sont excessivement dissemblables. Sur le site Internet de l'ECCN, cet effet kaléidoscopique est encore plus accentué : s'y côtoient des « métropoles » telles que Paris, des villes historiques telles que Salamanque, des « villes nouvelles » comme le Val d'Europe, des quartiers historiques comme Neumarkt en Allemagne, des nouveaux quartiers comme Richmond Riverside en Angleterre, des nouveaux « villages » comme Poundbury en Angleterre, et même des stades « éco-compactes » comme le Stade de France ! Un des architectes du mouvement néo-traditionaliste s'indigne d'ailleurs de cet éclectisme opportuniste :

> *« Le problème, c'est que l'exposition « eco-compact city », elle a intégré des projets qui étaient considérablement éclectiques. Il y avait des projets qui, à mon avis, étaient très mauvais, qui étaient même complétement des caricatures. Et ça, ça ne donne pas de crédibilité ! Ça sert à rien de changer de nom ou de créer de nouvelles associations, il faut une rigueur, je pense. Ça ne va pas suffire à rallier des gens. « Eco-compact city », ce n'est pas une chose qui s'est développée par accumulation naturelle, par agrégation. Ça a été mis ensemble par Gabriele, c'est une chose très personnelle, c'est une sorte d'intégration des contacts qu'il a eu. C'est une façon de mettre les gens ensemble de manière un peu imprévisible et de dire que c'est un mouvement. Les gens qui étaient à l'exposition - soit les architectes, soit les municipalités - ils ne sont pas liés de façon vraiment formelle ou convaincante - idéologiquement, culturellement - à un mouvement, c'est plutôt une association temporaire à mon avis. C'est un peu la stratégie politique de Gabriele qui essaye de créer des contre-pouvoirs. Mais ceux-ci n'ont pas de fondations ! À mon avis, ce n'est pas une chose qui va durer longtemps, qui va vraiment réussir à rallier*[522]*. »*

Ce pot-pourri de projets où se mêlent histoire, traditions réinventées et modernité contemporaine est finalement le projet politique d'un architecte italien, Gabriele Tagliaventi, et d'un politicien extrêmement volontariste, Philippe Pemezec, le premier étant le directeur d'ECCN et le deuxième son président. Autour de ces deux personnes gravite un comité scientifique qui comprend les compagnons de route de Gabriele. Ce comité réunit des membres variés provenant des réseaux néo-traditionalistes (Fondation pour l'architecture, AVOE, le CNU, l'INTBAU, CEU) tels que Javier Cenicacelaya,

[522] Selon une source qui a voulu rester anonyme.

Maurice Culot, Philippe Rotthier, José Baganha, Andrés Duany ou Michael Lykoudis[523]. La portée de l'ECCN est sensée dépasser le simple cercle des architectes et attirer des municipalités ainsi que des promoteurs publics et privés. Basée tout comme AVOE à l'Université de Ferrara où exerce dorénavant Gabriele Tagliaventi, cette structure associative fonctionne à travers les cotisations de ses membres[524]. Les moyens qu'elle s'accorde pour promouvoir le concept de « ville éco-compacte » se fondent sur trois événements annuels (un forum international, une exposition internationale et une publication) et la publicité sur le site Internet des projets des membres. Cependant, depuis la cinquième triennale de 2009, aucune activité n'anime ce réseau qui ne semble être, finalement, qu'un immense projet de démonstration architecturale et politique en faveur d'un modèle néo-traditionnel s'attribuant les attributs d'une « ville écologique et compacte ». Selon le site Internet d'ECCN, il est possible de construire une ville éco-compacte « n'importe où » dans « le respect du climat local et des conditions géographiques et culturelles spécifiques[525]. » Et, ultime appareillage de démonstration, les fondateurs d'ECCN ont élaboré un collage des projets primés par le Prix Rotthier 2008 [Figure 47] afin de prouver qu'il est aussi possible de construire des « métropoles durables. » Ce plan, publié dans le catalogue du Prix Rotthier, regroupe des ensembles néo-traditionalistes tels que le Val d'Europe, Heulebrug et Poundbury en une ville idéale de 250'000 habitants édifiée sur 200 hectares.

Mais le raisonnement ne convainc pas. Le Prix Rotthier a certes donné naissance à un nouveau groupe du mouvement néo-traditionaliste mais, depuis la cinquième triennale d'AVOE en 2009, aucune activité publique n'a animé ni l'ECCN, ni l'AVOE. Les ambitions propres à Gabrielle Tagliaventi n'ont pas été suivies par de nouveaux militants, ni même par les membres du CEU ou de l'INTBAU. La promotion d'une métropole européenne éco-compacte, basée sur la doctrine néo-traditionaliste sans s'en réclamer explicitement, apparaît comme un simple exercice de style pour quelques architectes en mal de reconnaissance politique. Le repositionnement sémantique esquissé – remplacer la tradition par la durabilité – ne séduit finalement qu'un nouveau membre, le maire du Plessis-Robinson, qui ne recherche dans la création d'ECCN (et la remise du Prix Rotthier à sa ville) que la justification à ses réformes urbaines extrêmement volontaristes. Ces dernières trouveront toutefois écho six ans plus tard auprès de Valérie Pécresse, alors en campagne pour la présidence de la région francilienne. En janvier 2015, l'ex-ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche fonde le Club des maires reconstructeurs, comptant 68 maires affiliés au parti

[523] Parmi le comité se trouve la moitié des membres du jury du Prix Rotthier 2008 : Jose Baganha, Birgit Lucas, historienne de l'art, Michael Lykoudis, Philippe Pemezec, Gabriele Tagliaventi, et Maurice Culot.

[524] Au cours des entretiens que j'ai pu effectué, il n'a pas été possible de savoir combien de membres sont inscrits à AVOE et ECCN.

[525] [www.ecocompactcity.org/indexfr.html – consulté le 16.05.11]

présidentielle de l'époque, l'Union pour un mouvement populaire, dont le maire du Plessis-Robinson. Dans le but d'« en finir avec les grands ensembles », l'objectif de ce club est de « valoriser la qualité architecturale » de la région d'Ile-de-France en réclamant « des façades avec balcon » et la « préservation des espaces verts[526] ». La qualité architecturale proclamée se limite à un cahier décrivant par une série d'avant/après les bonnes pratiques en matière d'architecture, soit un façadisme néo-classique évoquant le Paris du XIX^{e} siècle. Si cette initiative a pu susciter l'intérêt de certains maires, soucieux d'imiter le succès immobilier du Plessis-Robinson, elle n'a toutefois duré que le temps de la campagne de Valérie Pécresse qui, une fois élue, n'a pas donné suite à son programme réducteur qui a entrainé l'ire de la profession architecturale.

Figure 47 : La « métropole traditionnelle », collage des lauréats du prix Rotthier

Source : collage réalisé par AVOE, la Fondation pour l'Architecture et l'Université de Ferrara (Fondation pour l'architecture, 2008: 11)

[526] [Dossier de presse, Lancement du club des maries reconstructeur par Valérie Pécresse, mercredi 28 janvier 2015]

SYNTHESE : DES RESEAUX FRAGMENTES ET PEU ETENDUS

« *Ces architectes qui étaient en crise, je les appelais le groupe scholastique qui ranime le postmodernisme,* se remémore Robert Adam, directeur de la plus grande agence d'architecture traditionnelle d'Europe, au sujet des réseaux supranationaux qu'a voulu construire Gabriele Tagliaventi, *mais, finalement, ils sont devenus isolés et ont créés eux-mêmes des groupes auto-protecteurs*[527]*.* »

Cette difficile montée en mondialité est le principal constat à ce chapitre portant sur les logiques d'extension du mouvement néo-traditionaliste. Ma question de départ consistait à comprendre *comment le modèle néo-traditionnel est en mouvement entre divers espaces* et, plus spécifiquement, à comprendre *comment se construisent les réseaux permettant la circulation dudit modèle ?* L'espace de circulation qu'est un réseau fonctionne comme celui des laboratoires urbains qui sont à leur origine et dont la géohistoire a été exposée dans le chapitre précédent. Toutefois, les spatialités en jeu et les champs de force qui les traversent sont différents. Dans un premier temps, les laboratoires ont été le centre de gravité d'un mouvement centripète où les acteurs et les mobiles immuables étaient ramenés à une échelle nationale afin de résister à la critique et intéresser des alliés. Dans un deuxième temps, les réseaux se sont formés dans un mouvement centrifuge partant des laboratoires anglo-saxons pour façonner des collectifs supranationaux dont le travail de connexion et de délimitation a dessiné une « sphère internationale de l'urbain » (Saunier, 2001). De tels réseaux relient les acteurs et les actants dispersés dans différents pays autour d'un programme international de réforme urbaine dont la définition passe par l'établissement de frontières distinguant ce réseau d'autres collectifs.

Les réseaux ne sont donc pas seulement des vecteurs à la circulation d'un modèle urbain, mais aussi des espaces de « fabrication de l'universel » (pour reprendre le terme de Pierre-Yves Saunier), un « champ réformateur » dont l'expansion se comprend à travers la diversité de ses formes institutionnelles et l'unité de ses formes langagières (Topalov, 1999a: 462). Ainsi, je me suis intéressé aux connexions interinstitutionnelles à travers la mobilité des architectes néo-traditionalistes, d'une part, et aux délimitations de ces institutions à travers leurs débats doctrinaux, d'autre part. En conclusion à ce chapitre, je reviendrai dans un premier temps sur le système de reconnaissance entre pairs qui a permis de renforcer l'endogroupe des néo-traditionalistes à une échelle supranationale et, dans un second temps, je reviendrai sur les stratégies institutionnelles mises en place pour connecter les sites de la réforme et délimiter son champ.

[527] "*Traditional architects were embattled, whereas before I'd called them the scholastic ginger group of postmodernism, but actually they became isolated, and so they form themselves into self-protection groups.*" [Entretien avec Robert Adam, 02.02.11]

La mondialisation du mouvement néo-traditionaliste peut être évaluée par rapport aux projets internationaux des bureaux néo-traditionalistes (Thompson-Fawcett, 2003a) ou selon les trajectoires professionnelles de leurs architectes (Ouellet, 2004). Les agences privées d'architecture et d'urbanisme sont en effet le moteur de cette mondialisation[528]. Les architectes de ces agences ont toujours regretté de ne pas rencontrer de soutien de la part des gouvernements et d'être taxés de rétrograde par les critiques architecturaux, alors que selon eux le marché immobilier leur donne raison[529]. Ils ont alors créé leurs propres réseaux afin de faire face au *star system* des « supermodernistes » (Ibelings, 2002) et être reconnus professionnellement.

> « Aujourd'hui, la reconnaissance professionnelle d'un architecte est certes corrompue par le « culte médiatique » dont il peut être l'objet. Il reste cependant que l'expression principale de cette reconnaissance s'observe avant tout au sein des cercles professionnels. La renommée peut être locale, nationale ou internationale. Elle comprend, pour une bonne part, la satisfaction du client, surtout pour les grands bureaux de services aux entreprises. Mais elle dépend aussi des publications, des prix, des sociétés professionnelles, des classements lors des concours architecturaux importants, des conférences, des nominations à faire partie d'un jury dans le cadre d'un prix ou d'une école d'élite, des engagements pour un poste académique dans une école de renom, bref, elle dépend de toutes les marques de reconnaissance qui peuvent être décernées par des confrères estimés, des universitaires et des critiques d'architecture[530]. » (Larson, 1993: 101)

De manière générale, la pratique des architectes est « hétéronomique, souvent subordonnée et aliénante » (Larson, 1993: 16) car ils doivent se conformer à un système préexistant pour exercer et exister professionnellement. Cependant, les architectes néo-traditionalistes ne trouvent pas dans ce système les marques de reconnaissances espérées. L'autonomisation de leurs pratiques s'est donc développée au sein des institutions nationales et internationales qu'ils ont eux-mêmes créées, médiatrices de

[528] La mondialisation du néo-traditionalisme en tant que simple outil stylistique n'est pas étudiée dans le cadre de cette thèse qui s'attache à suivre la mobilité d'un modèle standardisé de type TND dont la définition est partagée par les membres d'institutions nationales et internationales. Autrement dit, je ne m'intéresse pas à la mondialisation des formes urbaines d'inspiration néo-classique ou néo-vernaculaire, que l'on peut retrouver au sein de communautés fermées ou de grands ensembles, notamment aux Etats-Unis ou en Asie. Sur ce dernier point, voir la conclusion en page 349 et suivantes.

[529] En témoignent Gabrielle Tagliaventi et Matthew Hardy à l'occasion de la remise du Prix Rotthier en 2008 [Philip Langdon, Europeans struggle to revive traditional city-making, *New Urban News*, Juillet-Août 2008, page 8]

[530] "Nowadays, an architect's professional recognition is contaminated by the designer's "media celebrity," but its chief expression is still the standing it confers in the circles that follow the profession's discourse. Standing may be local, national, or international; it includes a good measure of client satisfaction, especially for strong-service firms; yet it depends primarily on publications, awards, professional societies, rankings in important design competitions, lectures, nominations to juries in awards programs or elite schools, faculty appointment in a renowned school—in sum, the marks of recognition bestowed by esteemed fellow architects, educators, and architectural critics." (Larson, 1993: 101)

liens et de reconnaissances socioprofessionnels à travers des écoles, des projets ou des prix communs. Ces espaces de circulation du modèle néo-traditionnel sont, comme je l'ai démontré, « endogamiques » et ne permettent pas vraiment de coopter de nouveaux membres ; en revanche, ils renforcent l'identité socioprofessionnelle de l'endogroupe. Par ailleurs, ils témoignent d'une faible mondialité en raison du nombre restreint des interconnexions transnationales qui s'y produisent. La majorité de ces interconnexions s'observe sur le Vieux Continent au « point de ralliement » que sont les écoles du Prince de Galles (Ouellet, 2004: 44), au sein du Prix Rotthier ou dans le cadre de projets communs qui y sont plus nombreux qu'aux Etats-Unis. Schématiquement, deux pôles asymétriques se dessinent si l'on suit les trajectoires des architectes néo-traditionalistes. D'un côté, s'importent en Europe des expertises américaines, avec l'agence DPZ & Company qui y développe une quinzaine de projets, en parallèle au développement de deux grands bureaux : ADAM Architecture en Grande-Bretagne et ARCAS Europe en Belgique, en France et en Italie. C'est d'ailleurs autour des directeurs de ces trois agences que se construiront les réseaux supranationaux du mouvement néo-traditionaliste. De l'autre côté, ce mouvement se renforce à un niveau national autour des écoles d'architecture de Miami et de Notre Dame, profitant de la renommée du Congrès pour le Nouvel Urbanisme (CNU) et de ses espaces de diffusion électronique. Comme le souligne l'historien de l'architecture Hans Ibelings (2004: 71) :

> « Les coopérations avec le CNU créent, en parallèle aux connexions européennes, un nombre croissant de liens transatlantiques, bien que cela soit principalement un trafic à sens unique, à l'exception de Léon Krier. Les Européens sont très intéressés par ce que les Américains font, mais l'inverse est beaucoup moins vrai[531]. »

En définitive, la géographie des écoles, des prix ou des projets ne connecte que quelques pays et ne rend qu'imparfaitement compte de la mondialité du mouvement. Ce sont essentiellement les « sites relationnels » (McCann, 2011a: 120) que sont les institutions internationales qui participent à la mondialisation du néo-traditionalisme en raison du nombre d'acteurs qui s'y retrouvent et des formes d'action collective qui y prennent place. À l'inauguration d'*A Vision of Europe* (AVOE), l'association réunit des architectes provenant de 18 pays, le Réseau international pour la construction, l'architecture et l'urbanisme traditionnels (INTBAU) compte plus de 3'000 membres provenant de 108 pays, et le lancement du Conseil pour un Urbanisme Européen (CEU) rassemble 15 pays. Les trajectoires des agents de transfert impriment leur marque au sein de ces réseaux : Gabriele Tagliaventi joue à l'AVOE le rôle de médiateur entre les laboratoires belge et britannique originels, Robert Adam et Matthew Hardy entre le

[531] "Cooperation with the CNU is creating, alongside European connections, a growing number of transatlantic links, albeit this consists, with the exception of Léon Krier, mainly of one-way traffic. Europeans are quite interested in what Americans are doing, but the converse is much less true." (Ibelings, 2004: 71)

laboratoire britannique, l'AVOE et l'INTBAU et Andrés Duany entre le laboratoire américain et le CEU. Les architectes Michael Lykoudis et Lucien Steil, respectivement doyen de l'école d'architecture de Notre Dame et enseignant dans la même école, jouent aussi un rôle de « passeur d'idées » au sein de la mouvance néo-classique de ces réseaux via l'Institut pour une architecture classique basé à New York (*Institute of Classical Architecture and Classical America* - ICA&CA) qui gravite autour de l'AVOE, de l'INTBAU et du CEU. Une fois connecté, chaque réseau inscrit la position du collectif qu'il représente dans une charte d'urbanisme. Bruno Latour (2007: 49) rappelle qu'à chaque fois « qu'il est nécessaire de tracer ou de retracer les frontières délimitant un groupe, les autres sont systématiquement désignés comme étant vides, archaïques, dangereux, obsolètes, etc. » Ainsi, l'unité des réseaux néo-traditionaliste passe par la désignation d'un exogroupe dont les desseins menacent les villes contemporaines. Le vocabulaire guerrier de l'AVOE instaure une croisade transatlantique conte les « modernistes » qui ont promus « des idéologies obsolètes promouvant une société de masse » ; l'INTBAU s'en prend à « une clique transnationale d'architectes modernistes et (…) leurs entreprises multinationales » aliénant les traditions locales ; et le CEU désigne les Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM) comme responsables de l'étalement urbain en Europe comme aux Etats-Unis. Ces tensions sont aussi observables dans les formations architecturales que les membres du CEU souhaitent implanter, tels des « chevaux de Troie », au sein des programmes d'enseignement européen et qui se solderont par le « Coup de Viseu », vécu comme un traumatisme semblable à l'expulsion des architectes néo-traditionalistes de l'Ecole de la Cambre en 1979.

Parmi les trois réseaux supranationaux analysés, seul l'INTBAU subsiste actuellement en raison de sa structure institutionnelle et du contenu du modèle qu'il promeut. Sa charte est traduite en 20 langues et ses principes très généraux, couplés à ceux de la Déclaration de Queen Square, apparaissent pour les nombreux membres comme un moyen de préserver leur tradition architecturale et leur identité spatiale dans un contexte où la mondialisation est perçue comme une menace. Par ailleurs le réseau est économiquement viable grâce aux cotisations de ses membres et à son rattachement à la Fondation du Prince pour l'environnement construit (PFBE). Malgré cette tutelle du laboratoire britannique, les près de 20 groupes nationaux qui sont rattachés au réseau fonctionnent de manière décentralisée sur presque tous les continents ce qui semble garantir l'expansion du champ réformateur. Le fonctionnement de l'AVOE et du CEU est au contraire trop centralisé et leur charte respective trop eurocentrée pour prétendre à l'universalité. Par ailleurs, le manque de renouvellement des membres et la prise de pouvoir des classicistes sont deux caractéristiques qui ont mené à l'éclatement d'AVOE et du CEU : d'un côté, certains membres ont construit l'INTBAU, de l'autre, ils se sont soit tournés vers l'INTBAU, soit ils ont créé leur propre structure, comme le CEU

allemand. Le CEU n'a, au demeurant, pas réussi à associer les cultures urbanistiques hétérogènes au sein de l'espace européen, d'autant plus qu'il était perçu comme une initiative américaine aux airs évangéliques. Quant à la Charte du CEU, elle s'est avérée plus fédératrice que celle de l'AVOE, ses principes insistant sur des dimensions urbanistiques et morphologiques plutôt qu'architecturales et stylistiques, mais c'est précisément pour cette raison qu'il n'y a « *plus de bataille à gagner* », comme le souligne l'architecte Adam, car l'urbanisme durable promu par le CEU est devenu la norme dans la plupart des pays européens. D'ailleurs, Tagliaventi a tenté de suivre ce nouveau modèle de la durabilité en fondant à la suite d'AVOE l'Eco-Compact City Network (ECCN). Ce dernier réseau a finalement été tué dans l'œuf car, au contraire de l'INTBAU qui s'est construit patiemment par agrégation socioprofessionnelle, l'ECCN apparaît comme un coup de force politique centré autour de la personne de Tagliaventi.

En conclusion, la difficile montée en mondialité du mouvement néo-traditionaliste se caractérise, d'une part, par la multiplicité d'initiatives à la fois concurrentes et complémentaires et, d'autre part, par le contenu même du modèle urbain qu'il véhicule. En effet, le mouvement trouve ses origines dans le modèle culturaliste de la ville européenne préindustrielle et tire ses enseignements des arts gréco-romain et vernaculaire. Sa mondialisation se trouve donc confrontée d'emblée au paradoxe suivant : vendre *mondialement* une architecture et un urbanisme supposés ancrés dans des traditions *locales.* Les Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM) ont échappé à cette contradiction - puisqu'ils promouvaient un modèle progressiste, standardisé et faisant table rase du passé – au contraire des architectes néo-traditionalistes qui veulent employer les mêmes moyens que les CIAM pour atteindre des buts opposés. Ce paradoxe à la base de la mondialisation du néo-traditionalisme a produit autour du réseau supranational de l'INTBAU des collectifs fragmentés et peu étendus autour desquels gravitent des essaims guère contrôlables pour finalement former une « nébuleuse réformatrice[532] », soit :

> « un univers fini, mais aux contours indécis, une matière discontinue faite de noyaux denses et de zone relativement vides, des corps en voie de formation ou de désintégration, un ensemble de systèmes partiels mais entrainés dans un mouvement d'ensemble. » (Topalov, 1999c: 13)

Cette nébuleuse formée de groupes endogamiques, isolés et auto-protecteurs, prend des airs d'avant-garde aux yeux d'un architecte qui a travaillé à la fois au sein des laboratoires anglo-saxons et des réseaux supranationaux : « *Si je montre beaucoup*

[532] Le terme de « nébuleuse » est une métaphore employée par Christian Topalov pour caractériser la formation des mouvements de réforme au tournant du XX^{e} siècle, notamment lors de l'importation de la cité jardin en France par Georges Benoît-Lévy (Topalov, 1999c) ou de la naissance du *city planning* aux Etats-Unis (Topalov, 1989). Voir page 37 et suivantes.

d'images d'anciens lieux, les gens considèrent cela comme réactionnaire, alors qu'en fait c'est, en ce moment, vraiment quelque chose d'avant-garde de montrer des lieux traditionnels (…). La nouvelle avant-garde, c'est d'être traditionnel[533] *!* » Et pour que cette « avant-garde » puisse tester son modèle, il lui faut des sites d'expérimentation. L'analyse de ces expériences formelles est l'objet du chapitre suivant portant sur les logiques d'adoption du modèle néo-traditionnel.

[533] "*If I show lots of images of older places, then people regard it as being reactionary. When in fact at the moment it's really somewhat avant-garde to show traditional places (…). It's the new avant-garde, it's to be traditional*." [Entretien avec Paul Murrain, 10.01.11]

CHAPITRE IV

FORMES

« *Le Val d'Europe, c'est une opportunité pour des architectes qui représentent aujourd'hui l'avant-garde, si l'on peut dire, puisque au fond ils sont peu nombreux et isolés,* déclare Maurice Culot à propos du développement du dernier secteur de Marne-la-Vallée, *c'est une occasion de trouver un endroit où ils peuvent construire des programmes qui sont souvent moins complexes qu'ils ne le souhaiteraient, mais au moins on peut faire là quelques expériences et voir aussi où on se trompe nous-mêmes, et puis tester*[534]. » En raison de l'ampleur de l'opération immobilière engagée depuis 1987 par les autorités françaises et la *Walt Disney Company* (WDC), le Val d'Europe est en effet un terrain d'expérimentation unique pour cette « avant-garde » néo-traditionaliste. Unique à l'échelle de l'Europe, si ce n'est à celle du monde, car ce site de 1'943 hectares fait non seulement l'objet d'un mode de gouvernance spécifique garantissant à long terme l'intégrité du cadre bâti, mais il est aussi le seul espace où autant d'architectes néo-traditionalistes français et étrangers peuvent construire. Ainsi, Gabriele Tagliaventi, l'un des directeurs du bureau ARCAS Europe dont Culot est le président, qualifie le Val d'Europe comme « *une sorte d'exposition internationale*[535] » pour souligner, d'une part, que cette ville nouvelle est la forme construite la plus

[534] [Entretien avec Maurice Culot, 25.06.09]
[535] [Entretien avec Gabriele Tagliaventi, 20.01.11]

représentative de l'internationalisation du mouvement néo-traditionaliste et, d'autre part, qu'elle attire en retour de nombreuses délégations d'Europe ou d'ailleurs soucieuses d'en tirer des enseignements pour le développement d'un quartier, d'une ville ou d'une région.

Seconde ville imaginée par la WDC après Celebration en Floride, le Val d'Europe est donc un point d'ancrage important au sein des circuits du modèle néo-traditionnel. De nombreux « morceaux d'ailleurs[536] » y sont mobilisés et deviennent, une fois que leur configuration matérielle ait prouvé les bienfaits supposés du modèle, des exemples potentiellement reproductibles en France ou en Chine, en Italie ou en Australie[537]. Schématiquement, un modèle urbain - après avoir été produit dans des laboratoires, puis mis en circulation à travers des réseaux – doit donc s'ancrer territorialement pour servir à nouveau de modèle mobile.

Comme le soulignent Kevin Hannam, Mimi Sheller et John Urry (2005: 3), les différentes formes de mobilité « ne peuvent pas être décrites sans prêter attention aux nécessaires formes d'ancrage spatial, infrastructurel et institutionnel qui configurent et permettent cette mobilité (…)[538]. » Bien sûr, d'autres points d'ancrage qu'une ville captent les flux de connaissance qui animent le mouvement néo-traditionaliste. Dans les chapitres précédents, j'ai notamment souligné le rôle de catalyseur qu'ont joué dans ce processus circulatoire les laboratoires nationaux et les réseaux supranationaux. Ces espaces de circulation sont des « articulateurs » (Latour, 2007) qui encadrent et structurent, à des degrés divers, le mouvement néo-traditionaliste. Une ville est cependant un point d'ancrage particulier car elle est à la fois un espace de formalisation et un site d'expérimentation. Elle est bien sûr l'objet-même de l'activité professionnelle des membres dudit mouvement, mais sa matérialité permet aussi d'expérimenter, à grande échelle et sur le long terme, des principes architecturaux et urbanistiques qui seraient restés à l'état d'images, de discours ou de textes s'ils n'avaient été que dessinés dans un bureau, débattus lors d'un congrès ou légitimés par une institution.

Si le modèle néo-traditionnel connaît certes une difficile montée en mondialité, son ancrage local et régional peut toutefois être producteur d'une exemplarité permettant la

[536] Le terme de « morceaux d'ailleurs » (*parts of elsewhere*) est emprunté à John Allen et Allan Cochrane. Ces derniers ont remis en question la notion de « région » en tant qu'entité territorialement stable en démontrant que la plupart de ses éléments sont des « morceaux » d'ailleurs – c'est-à-dire des intérêts, des savoirs et des savoir-faire géographiquement variés en matière de politique urbaine – dont l'agencement régional produit un certain type de gouvernance (Allen et Cochrane, 2007: 1171).

[537] Telles sont les origines nationales des délégations ayant récemment visité le Val d'Europe, soit par l'entremise de la WDC [Entretien avec Bernard Durand-Rival, *senior manager* du groupe « Architecture & Urbanisme », EuroDisney SCA, 22.06.09], soit par celle de Tagliaventi [Entretien, 20.01.11].

[538] "Mobilities cannot be described without attention to the necessary spatial, infrastructural and institutional moorings that configure and enable mobilities (…)." (Hannam et al., 2005: 3)

reproduction du modèle en d'autres lieux. C'est notamment le cas des trois développements urbains étudiés dans le cadre de ce chapitre, tous de type *Traditional Neighborhood Development* (TND)[539] et reconnus comme emblématiques par les institutions néo-traditionalistes : Poundbury en Grande-Bretagne, le Val d'Europe en France et Heulebrug en Belgique, respectivement conçus dans la continuité de la ville de Dorchester, du développement de Marne-la-Vallée et de la ville de Knokke-Heist.

Cette tension productive entre « fixité et flux[540] », soit entre le cadre bâti localisé et les savoirs et savoir-faire mondialisés du mouvement néo-traditionaliste, s'établit en raison d'un régime urbain spécifique qualifié de « cosmopolite » car lié « à des ressources géographiquement dispersées et aux capacités locales permettant de les adapter et de les combiner[541]. »(Söderström, 2010: 205) L'objectif du présent chapitre est de comprendre le fonctionnement de ce type de régime dans le cadre de réalisations néo-traditionalistes issues d'expertises croisées entre les États-Unis et l'Europe. Il s'agira, d'une part, d'identifier quel type d'espace est édifié et, d'autre part, de décrire les relations de pouvoir qui le configure[542]. Plus particulièrement, j'accorderai mon attention sur les effets locaux d'ancrage du modèle néo-traditionnel : matériellement, en considérant les nouvelles normes qui régissent l'esthétique et la morphologie du cadre bâti et, politiquement, en examinant les nouvelles coalitions d'intérêts qui assurent la gestion du paysage urbain et les discours qui légitiment de telles interventions spatiales. En conclusion, je comparerai les régularités et les variations relatives aux formes et à la gouvernance de chaque cas d'étude.

[539] C'est-à-dire répondant aux neuf standards TND : variété des types de logement, mixité des fonctions urbaines, connectivité de la structure viaire, insertion dans un réseau de transport, proximité des activités quotidiennes, localisation régionale du projet, harmonie des paysages urbains, régularité des espaces publics et valorisation des qualités esthétiques. Les communautés fermées et les développements immobiliers privés inaccessibles au public ne sont pas considérés comme des projets de type TND. Au sujet de ces caractéristiques et de la standardisation du modèle néo-traditionnel, voir page 172 et suivantes.

[540] Tim Cresswell (2006) identifie au sein du monde occidental une « métaphysique de la fixité et des flux » (*metaphysics of fixity and flows*) qui structure les pratiques et les représentations spatiales. D'un côté, l'expérience géographique de l'être humain passe par le lieu (*place*) dont le caractère « authentique » est porteur d'identité (Tuan, 1974). De l'autre côté, la « pensée nomade » valorise la mobilité et minimise l'attachement au lieu : les racines deviennent des rhizomes (Deleuze et Guattari, 1980) et c'est le déplacement des personnes et des objets, et non plus leur ancrage en un lieu, qui est vecteur de production culturelle (Clifford, 1997a).

[541] "Focusing on cosmopolitanisation shows that urban change today is related to resources that are geographically widely distributed and to local capacities of adapting and combining them." (Söderström, 2010: 205) Söderström précise que cette habilité locale à naviguer entre des ensembles de références culturelles différentes correspond à la définition anthropologique du cosmopolitisme de Steven Vertovec et Robin Cohen (2002).

[542] Cet axe d'analyse sur les conditions d'adoption du modèle néo-traditionnel est développé dans le cadre analytique du régime circulatoire des modèles urbains, page 72.

GOUVERNER L'EXEMPLARITÉ URBAINE

Dans les chapitres précédents, j'ai démontré que très peu de projets de type TND sont menés en Europe, en comparaison avec ceux développés aux États-Unis (31 contre 389). Disséminés dans divers pays[543], les quelques projets européens réalisés par les architectes néo-traditionalistes peuvent être considérés comme des manifestes s'adressant à la fois aux professionnels qui méprisent généralement ces formes urbaines et aux membres-mêmes du mouvement qui reconnaissent dans celles-ci l'aboutissement de leur militantisme intellectuel[544]. Ces « formes-manifeste » concrétisent le travail de résistance et d'intéressement, de connexion et de délimitation des promoteurs du néo-traditionalisme, exposé dans les deux chapitres précédents ; autrement dit, elles matérialisent les ressources mobilisées et les contraintes rencontrées par ledit mouvement au cours de son histoire circulatoire.

Ces formes urbaines sont souvent conçues par les mêmes architectes qui ont milité des années avant de trouver un maître d'ouvrage suffisamment puissant pour soutenir durablement leurs idées. La traduction spatiale de celles-ci a pu s'effectuer à Poundbury, au Val d'Europe et à Heulebrug grâce au soutien affiché et revendiqué par des personnalités ou des entreprises ayant auparavant plébiscité les principes du mouvement néo-traditionaliste et les valeurs qui lui sont associées : respectivement, le Prince Charles, grand admirateur de Seaside, la WDC, qui avait déjà construit Celebration[545], et le bourgmestre Léopold Lippens, dont la famille avait financé l'opération de la rue de Laeken à Bruxelles, via la banque Fortis[546]. Cette circulation endogame de savoirs et de savoir-faire où les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre sont en nombre restreint[547] (et déjà observée dans le cadre des réseaux néo-traditionalistes) renforce donc la fonction de manifeste de ces développements urbains, comme le souligne l'architecte Michel Leloup, expert au sein du comité d'aménagement d'Heulebrug : « *Ce sont effectivement toujours les mêmes architectes. Mais leurs réalisations restent à chaque fois des réussites ! C'est très important, ça rend le modèle inoxydable*[548]*.* » Par ailleurs, les occasions étant trop rares sur le marché immobilier européens, Poundbury, le Val d'Europe et Heulebrug – des ensembles créés de toute

[543] Tels le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal.

[544] Tout comme Brasília pouvait l'être pour le Mouvement Moderne, matérialisant à grande échelle les principes de la Charte d'Athènes et prouvant à ceux qui pouvaient en douter qu'il était possible de construire une métropole fonctionnaliste.

[545] Au sujet de Seaside et Celebration, voir page 172 et suivantes.

[546] À ce sujet, voir Encadré 2, page 124.

[547] C'est aussi le cas pour d'autres projets TND en Europe. Par exemple, en Allemagne ce sont essentiellement les groupes immobiliers Groth et Fundus qui construisent des espaces néo-traditionalistes avec des architectes comme l'Allemand Rob Krier ou les Américains Andrés Duany et Robert A.M. Stern. Voir notamment le projet « Quartier am Tachele », Encadré 8, page 220 et suivantes.

[548] [Entretien avec Michel Leloup, 31.03.11]

pièce et toujours en construction - offrent aux architectes néo-traditionalistes des conditions uniques pour développer leur programme : dans les trois cas la maîtrise foncière est totale, le caractère visionnaire et volontariste du promoteur et/ou de l'aménageur permet d'anticiper et de contrôler la conception de l'ensemble, et finalement, au gré de divers négociations, les autorités publiques ont alloués d'importantes ressources humaines et financières pour gérer efficacement l'harmonie du cadre bâti.

Si j'ai choisi ces sites particuliers d'adoption du modèle néo-traditionnel, c'est pour trois raisons. Premièrement, ils sont tous le produit de liens cultivés - ailleurs et auparavant - entre des architectes collaborant internationalement. Et le caractère « cosmopolite » de ces pratiques architecturales produit, *in fine,* une esthétique hétéroclite. À un vernaculaire toujours réinventé sont mélangées des références géorgiennes et victoriennes à Poundbury ; des références néoclassiques françaises, italiennes et anglaises au Val d'Europe ; et des références médiévales et anglo-normandes à Heulebrug. Les architectes qui ont dessiné les plans directeurs, ceux qui ont établi les règles esthétiques et morphologiques, ceux encore qui ont sélectionné d'autres architectes pour qu'ils prolongent leur œuvre, sont dans les trois cas d'anciens et éminents représentants du mouvement néo-traditionaliste [Encadré 10].

Une deuxième raison est liée à la valeur exemplaire accordée à ces formes par l'unique institution européenne récompensant les projets néo-traditionalistes. En 2008, la Fondation pour l'Architecture de Bruxelles remettait le prix d'architecture Philippe Rotthier pour la reconstruction de la ville[549]. Poundbury, le Val d'Europe et Heulebrug étaient alors respectivement primés comme meilleur village urbain, meilleure ville nouvelle et meilleure cité-jardin des 25 dernières années [Encadré 10]. Le jury de ce prix comprenait des architectes impliqués directement dans les réalisations récompensées : notamment, John Simpson, architecte néo-classique ayant travaillé à Poundbury et Heulebrug, Bernard Durand-Rival, architecte principal de la société Euro Disney au Val d'Europe, ou Culot et Tagliaventi, co-directeurs du bureau ARCAS Europe actif à Heulebrug et au Val d'Europe. Au-delà du procédé d'autoglorification déjà observé au sein du mouvement néo-traditionaliste, ce prix est aussi une manière d'inciter les autorités publiques de Dorchester, du Val d'Europe et de Knokke-Heist à maintenir (et même renforcer) leur politique d'aménagement fondée sur un plan d'aménagement rigoureux et des règles architecturales contraignantes.

Finalement, j'ai choisi de comparer les modalités de gouvernance de ces ensembles néo-traditionalistes car elles sont différentes dans les trois cas. Certes, tous s'accordent sur les principes de mixités fonctionnelle et sociale du modèle néo-traditionnel, sur le

[549] À ce sujet, voir page 260.

fait que l'espace public doit être visuellement harmonieux et socialement attractif ou encore que le trafic lié au transport privé doit être limité par la morphologie urbaine. Toutefois, la mise en pratique de ces normes et leur gestion sur le long terme est particulière à chaque contexte. À Poundbury, ce sont le Duché des Cornouailles, la région du Dorset, les associations d'habitant et les entreprises privées qui collaborent ; au Val d'Europe, il s'agit de l'État français, de la WDC et des communes ; et à Heulebrug, de la commune de Knokke-Heist, de l'Intercommunale de Flandre Occidentale et du comité d'aménagement d'Heulebrug, qui est composé d'acteurs publics et privés [Encadré 10]. Ces trois espaces sont donc le fruit de négociations (et finalement d'apprentissage) entre des partenaires aux ressources et aux intérêts diversifiés. En somme, la gestion de ces formes construites met en exergue la construction de nouveaux mécanismes socio-professionnels nécessaires à l'adoption locale du modèle néo-traditionnel.

Cette gouvernance de l'exemplarité ne se fait cependant pas sans frictions et celles-ci apparaissent en raison du fait que le mouvement néo-traditionaliste produit des environnements extrêmement contrôlés et peu évolutifs. Ces turbulences liées à aux effets d'ancrage du modèle néo-traditionnel seront discutées à la suite de ce chapitre où, en conclusion, je démontrerai que les laboratoires, les réseaux et les formes du néo-traditionalisme n'échappent pas à la reconfiguration du modèle qui y circule et à la fragmentation des collectifs qui le véhicule. Au préalable, il convient maintenant de retracer l'histoire de Poundbury, du Val d'Europe et d'Heulebrug et comparer leur esthétique, leur morphologie et leurs modalités de gouvernance.

Encadré 10: Poundbury, Val d'Europe et Heulebrug : trois formes emblématiques

	Poundbury	Val d'Europe	Heulebrug
Extension urbaine	Dorchester	Marne-la-Vallée	Knokke-Heist
Forme urbaine (*)	Village urbain	Ville nouvelle	Cité-jardin
Superficie (hectares)	161	1'943 (117 pour le centre-ville)	26
Nombre d'habitants (à terme)	5'000	40'000	1'200
Master plan	Léon Krier (1989)	Jaquelin Robertson (1996)	Andrés Duany & Léon Krier (1998)
Code	Andrés Duany & Alan Baxter	Jaquelin Robertson & EuroDisney SCA	Andrés Duany & Léon Krier
Aménagement	West Dorset Council (District)	EPA France (État)	Knokke-Heist (Commune)
Développement	Duché des Cornouailles	EuroDisney SCA	Intercommunale de Flandre occidentale (WVI)
Gestion	West Dorset Council (District) & Poundbury Management Company (Privé)	SAN (Agglomération de communes)	Knokke-Heist (Commune)
Sélection des architectes	Prince de Galles & Léon Krier	Imagineers (EuroDisney SCA)	ARCAS Europe & Léon Krier
Références architecturales	Vernaculaire, victorien, géorgien	Vernaculaire, néoclassicisme français, italien et anglais	Vernaculaire, médiéval flamand, anglo-normand
Principaux architectes (**)	Robert Adam, Craig Hamilton, Trevor Harris, Clive Hawkins, Johnny Holland, Janusz Maçiag, Ken Morgan, Liam O'Connor, David Oliver, Ben Pentreath, Demetri Porphyrios, George Saumarez-Smith, Graham Saunders, John Simpson, Peterjohn Smyth, John Souter, Quinlan & Francis Terry, Barbara Weiss et David Wren	Arcas Europe (Maurice Culot et Gabriele Tagliaventi), Sefik Birkiye (Vizzion Architects), Pier Carlo Bontempi, Marc et Nada Breitmann, Christophe Chaplain, Cooper, Robertson & Partners, Diener & Guinard Architectes (DGA Paris), Graham Gund, HBRA Architects (Hammond, Beeby, Ruppert & Ainge), Dominique Hertenberger, Léon Krier (avec Colum Mulhern), Demetri Porphyrios, Robert A.M. Stern, Chapman Taylor et Jacques Vitry	Michel Authié, Alberto Castro Nunes et Antonio Braga, Piotr Choynowski, Olivier David, Jean de Gastines, Léon Krier et Arcas Europe (Bart Chielens), Michel Leloup et Marc Heene, Charles Legler, Sune Malmquist, Guy Montharry, Colum Mulhern, John Robbins, John Simpson et Barbara Weiss

(*) Telle que primée par le prix européen d'architecture Philippe Rotthier pour la reconstruction de la ville qui récompensait en 2008 les dix meilleures réalisations néo-traditionnelles construites ces 25 dernières années

(**) Ne sont pas mentionnés les architectes « modernistes » qui ont construit au Val d'Europe, ni les architectes qui ont construit au sein des parcs à thèmes de la WDC, ni les architectes flammands qui ont construit à Heulebrug, sous mandat des habitants.

POUNDBURY, UN VILLAGE URBAIN

Située au sud-ouest de l'Angleterre, Poundbury est une extension de la ville de Dorchester, capitale du comté du Dorset. Lorsque la construction a débuté en octobre 1993, elle était la réalisation néo-traditionaliste la plus ambitieuse d'Europe après l'expérience de Port-Grimaud menée plus de vingt-cinq ans auparavant en France. Sur plus de 160 hectares de terres agricoles, quatre villages urbains seront bâtis jusqu'en 2025[550]. À terme, 5'000 personnes pourront vivre au sein de cet ensemble construit selon les principes néo-traditionalistes du Prince de Galles et de son conseiller Léon Krier.

Ces principes avaient été exposés dans le manifeste du Prince en 1989 puis repris par le groupe pour les villages urbains[551]. Deux ans plus tôt, les autorités de Dorchester avaient exprimé leur volonté d'étendre la ville sur des terrains appartenant au Duché des Cornouailles. Pour le Prince, l'occasion était idéale pour enfin prouver à ses détracteurs que ses principes, aussi utopistes qu'ils puissent paraître, pouvaient servir de base à la construction d'une nouvelle ville traditionnelle. La traduction matérielle se devait d'être fidèle à la théorie, car il ne s'agissait pas seulement pour le Prince de bâtir, mais aussi de reproduire. Poundbury sera en effet le point de référence des réformes engagées dès 1990 par les institutions du Prince, puis un exemple d'aménagement pour l'ensemble du Royaume-Uni[552]. Bien des années plus tard, Krier (2009: 421) s'enorgueillira du succès commercial et architectural de cette extension urbaine en écrivant que « malgré sa mise à l'index par la mafia de la culture moderniste, le message circule nationalement et internationalement : Poundbury est un modèle pour un développement souhaitable[553]. »

Poundbury a permis à l'architecte luxembourgeois, lui qui n'avait que très rarement construit, d'exposer concrètement ses idées à travers un plan directeur dont il supervise l'application à long terme. L'originalité de ce plan réside dans le fait qu'il ne prescrit pas de fonctions spatiales particulières, mais distingue uniquement les espaces privés (les bâtiments et les rues à l'architecture vernaculaire) des espaces publics (les monuments

[550] Sur les 400 acres du projet, 250 (101 hectares) sont dévolus à un développement urbain et 150 (60 hectares) au traitement paysager d'espaces verts.

[551] À ce sujet, voir la section consacrée au laboratoire britannique du modèle néo-traditionnel, page 130 et suivantes.

[552] Durant les années 1990, le département de l'environnement et l'agence de régénération urbaine du gouvernement se référeront à Poundbury pour ses principes urbanistiques. Une décennie plus tard, les études nationales en matière d'urbanisme (*Urban White Papers)* reconnaitront dans la ville du Prince un exemple pratique de bonne conception urbaine et une innovation en termes de construction durable (Neal, 2003b: 243). Par ailleurs, plusieurs des principes tirés du manifeste du Prince seront incorporés dans les documents du gouvernement guidant l'aménagement du territoire (*Planning Policy Guidance*).

[553] "Despite its blacklisting by the modernist culture mafia, word is spreading, both nationally and internationally, that Poundbury is a model for desirable development." (Krier, 2009: 421)

et les places à l'architecture classique), conformément à la théorie de la « vraie ville » de Krier[554] :

> « Poundbury a littéralement été développée sans programme de développement. Il n'y a pas de programmes préconçus pour les bâtiments et les usages. Le plan directeur consiste essentiellement en un plan subdivisant les terrains en fonction des bâtiments ainsi qu'un ensemble de principes de développement. Cette manière de considérer l'usage consiste à éviter l'uniformité et le zonage : elle est inclusive plutôt qu'exclusive. (…) Les sites et les parcelles les plus remarquables sont réservés pour des bâtiments et des usages publics. Ils ne font pas non plus l'objet de programmes préconçus[555]. » (Krier, 2009: 421)

Le plan divise Poundbury en quatre quartiers. Chacun peut être traversé à pied en dix minutes et comprend une place centrale d'où part un réseau de rues sinueuses interconnectées entre elles [Figure 48]. Dense et polycentrique, cette « communauté piétonne[556] » intègre de nombreuses fonctions urbaines (résidentielle, commerciale, industrielle, de loisir, etc.) et comprend des parcelles de tailles variées ainsi que divers types de logements. Contrairement à la majorité des développements de banlieue moderne du Royaume-Uni, les maisons (mitoyennes pour la plupart) donnent directement sur la rue. Les garages et parkings sont situés autour de cours intérieures (*courtyards*), à l'arrière des rues résidentielles : « dans l'ensemble, chaque habitation est ainsi attachée à deux espaces différents – d'un côté l'îlot central autour duquel gravitent les garages, jardins et parkings – et de l'autre côté la rue, espace identitaire traditionnel de la ville ou du village historique. » (Rossiter, 2001: 277) L'une des caractéristiques de ce plan est qu'il procède d'un découpage spatial inhabituel en aménagement. En effet, ce sont les contours des bâtiments et leur localisation qui dictent par la suite l'agencement de la voirie [Figure 49]. Autrement dit, les priorités urbanistiques sont inversées à Poundbury : c'est la conception architecturale qui prime sur le trafic routier (Thompson-Fawcett et Bond, 2003: 177). Selon l'un des urbanistes qui a édicté les principes de développement de Poundbury, ce procédé permet de créer avant tout un sens du lieu – centré sur les habitants - plutôt qu'un espace dédié à la circulation des véhicules[557].

---

[554] Au sujet cette théorie, voir la section consacrée au laboratoire bruxellois du modèle néo-traditionnel, page 114 et suivantes.

[555] "Poundbury has literally been developed without a development program. There is no preconceived program of building and uses. The masterplan consists essentially of a building-plot plan and a set of development principles. The attitude toward uses avoids uniformity and area zoning and is inclusive rather than exclusive. (...). The most prominent sites and plots are reserved for public buildings and uses. These do not have any preconceived program either." (Krier, 2009: 421)

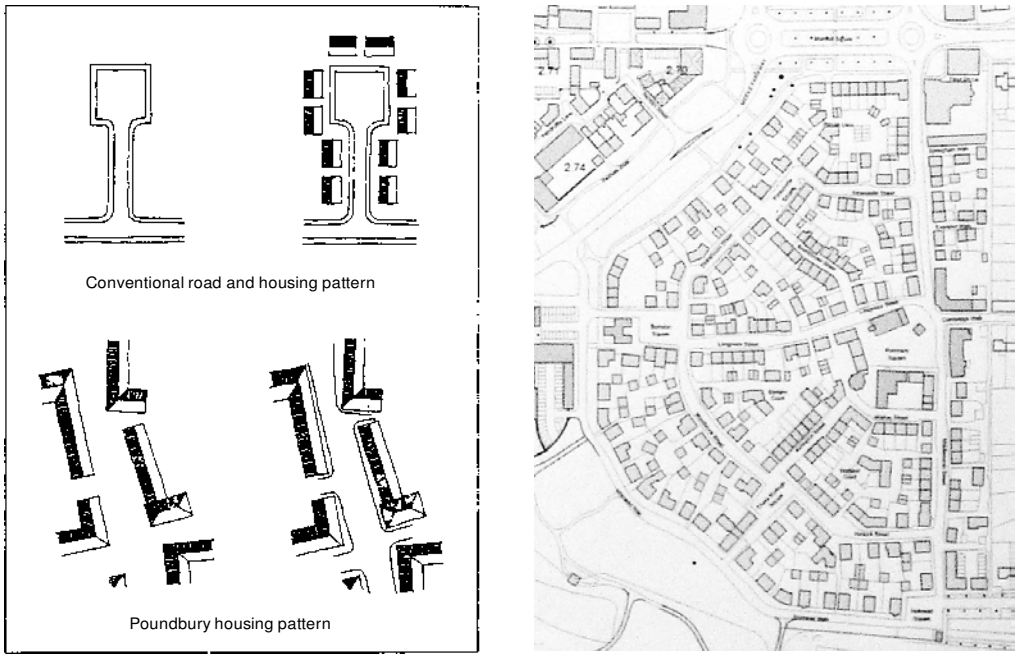
[556] *Walkable community*, comme l'appellent ses concepteurs. C'est aussi un terme fréquemment utilisé pour qualifier les projets des Nouveaux Urbanistes américains.

[557] "(…)a sense of place rather than the vehicle" selon Alan Baxter – cité par Dennis Hardy (2006: 51) - qui a participé, avec son bureau d'ingénieur et Andrés Duany, à réguler l'urbanisme et l'architecture de l'extension urbaine de Dorchester.

Figure 48: Poundbury, des premières esquisses à la réalité (1988-2012)

Source : Poundbury, esquisse de Krier en 1988 [Prince's Foundation for the Built Environment, *The Poundbury Series*, 2009] et vue aérienne en 2012 [Google Earth, 2012]

Figure 49: Un plan valorisant la conception architecturale



Source : Michelle Thompson-Fawcett (1998b: 182) et extrait du masterplan de la première phase de développement de Poundbury, Duchy of Cornwall, 2010.

À ce jour, deux quartiers ont été construits [Figure 50]. Le premier - celui qui a attiré le plus de critique de la part de la presse et de la profession architecturale durant sa construction de 1993 à 1999[558] – a été un prototype dont le succès commercial et urbanistique a permis de développer les phases suivantes, se rappelle Simon Conibear, administrateur du développement de Poundbury auprès du Duché des Cornouailles :

> *« Si la première phase avait échoué, nous l'aurions probablement vendue. Mais cela a été un succès : on a de l'emploi, des logements et des commodités le long des rues, des crèches, tout… Des magasins de vin, une fabrique de chocolat, de nombreux ateliers…Aujourd'hui, nous avons 1'200 personnes travaillant à Poundbury, dans des bureaux ou des industries, et 2'000 habitants. C'est vraiment un développement intégré. La première phase était un prototype d'une certaine manière, et son succès nous a conforté pour réaliser les phases 2, 3 et 4[559]. »*

Comprenant 196 maisons et 56 appartements (dont 55 logements sociaux) construits sur 7,5 hectares, la première phase a été pensée - tant au niveau de son échelle que de l'esthétique des constructions qui rappellent l'architecture régionale du Dorset - comme un village jouxtant l'ouest de la ville de Dorchester. Dans son prolongement se termine actuellement la deuxième phase. 534 habitations (dont 100 à loyer modéré), plus denses, ont été construites sur 13,5 hectares selon des références nationales allant du style géorgien à l'architecture victorienne. Ces caractéristiques, combinées à un développement commercial plus intensif[560], donnent à Poundbury les allures d'une ville, selon Conibear, et permettront de séduire des catégories sociales au style de vie urbain car, pour l'instant, l'extension de la ville de Dorchester attire principalement « *des personnes ayant un esprit de banlieue pavillonnaire[561].* »

---

[558] Durant les années 1990, divers sobriquets caractérisaient Poundbury comme le lieu du pastiche et de la nostalgie: « ville-jouet » (*toytown*), « petite Angleterre mièvre » (*twee Little England*), « ville fantasmée pseudo-ancienne » (*olde-worlde dream town*), etc. (Thompson-Fawcett et Bond, 2003: 183). La référence au poète anglais Thomas Hardy, né en 1840 non loin de Dorchester, est aussi fréquente. Ce dernier a dépeint dans ses romans une région imaginaire (le Wessex) comme une sorte d'Arcadie retrouvée en opposition au Londres victorien du XIX^{e} siècle. S'y trouve notamment le lieu-dit « Pummery » qui est l'une des appellations locales pour les vestiges romains situés à l'ouest de Dorchester. En hommage au poète, la place du marché du premier village urbain de Poundbury a été baptisée « Pummery square ».

[559] "*If phase one has failed, we had probably sold this. But it was a success: we have employment, long side residential, long side facilities, nurseries, everything… Wine shops, chocolate factory, many manufactories…Now we have twelve hundred people working in Poundbury, offices or factories, and two thousand living here, so it's very integrated. Phase one was a prototype in a way, and its success gave us confidence for phase 2, 3, 4.*" [Entretien avec Simon Conibear, 18.11.10]

[560] Par exemple, un supermarché a récemment été inauguré près de Queen Mother Square, le centre de la deuxième phase de développement, alors que pour la première, seule une épicerie (*Poundbury Village Store*) a été construite sur la place du marché.

[561] "*We're still attracting people who have a suburban psychology at the moment."* [Entretien avec Simon Conibear, 18.11.10]

Figure 50: Poundbury, première et seconde phases de développement

Phase 1: Fleur de Lis Building (1), Brookhouse Street from Longmoor Street (2), Brookhouse Street and Middle Farm Way (3), Octagon Café (4). **Phase 2:** Victor Jackson Square (5), Round House on Challacombe Street (6), 26 Peverell Avenue West (7), Woodlands Crescent (8). Source: photographies de l'auteur, 2010.

À l'égard des autres réalisations néo-traditionalistes européennes, Poundbury est remarquable pour deux raisons : le contrôle de son développement et la gestion de son harmonie. Premièrement, cette extension urbaine résulte du volontarisme du Prince, décidé à promouvoir ses idées et à les faire respecter. Loin d'être l'unique ordonnateur de Poundbury, il a toutefois joué et continue à jouer un rôle décisionnel central par rapport à son développement et son architecture. Dès le début du projet, le Prince a recouru à ce qu'il considérait comme les meilleurs talents en architecture (Hardy, 2006: 30) et a joué un rôle d'entremetteur au sein du mouvement néo-traditionaliste, en train de se construire de part et d'autre de l'Atlantique[562]. Accompagné par son conseiller, il décide quel architecte est autorisé à construire et selon quelles règles. C'est là la seconde particularité de Poundbury : le contrôle technique et esthétique des constructions. Certes, un tel contrôle est caractéristique des réalisations néo-traditionalistes ; ce qui l'est moins est le fait que l'architecte à l'origine de Poundbury est toujours son architecte en chef, se déplaçant sur le site plusieurs fois par ans pour contrôler la qualité des constructions. De fait, une constante attention est apportée aux matériaux utilisés, à la qualité des constructions ainsi qu'à la cohérence visuelle de l'espace public. Un travail considérable est donc demandé à chacun des partenaires en charge de la gouvernance de Poundbury. Au fil du temps, cette gestion partagée a permis de répondre à la volonté du Prince de bâtir une ville-modèle digne d'enseignement à travers le monde.

Contrôler l'emblématique

Durant les années 1980, la ville de Dorchester doit faire face à un manque chronique de logements (sociaux en particulier) ainsi qu'à une demande accrue en matière d'emploi. Une extension urbaine sur les sites vierges avoisinants s'avère nécessaire et, après avoir étudié différentes options, l'autorité locale compétente en matière d'aménagement – le conseil régional du Dorset Ouest (*West Dorset District Council* - WDDC) – décide en 1987 de localiser le développement de la ville à l'ouest de celle-ci, sur des terres agricoles à proximité de la future autoroute de contournement. Les terrains appartiennent au Duché des Cornouailles[563] qui reconnaît là un projet

[562] Ce rôle d'intermédiaire est étudié dans le domaine des politiques urbaines mobiles (McCann et Ward, 2011a) à partir de la notion de « courtier en connaissances» (*« idea broker* ») développée par James Smith (1991) dans son livre sur le marché international des politiques publiques. En raison de son habilité à coopter et à faire fructifier les connaissances néo-traditionalistes sur le marché mondial de la construction, le Prince Charles est le plus important intermédiaire dudit mouvement.

[563] Les biens immobiliers du Duché sont administrés par celui-ci depuis 1337, date à laquelle Edward III décide de couvrir les dépenses publiques et privées de ses successeurs à travers la gestion de ses terres. Vingt-quatrième Duc des Cornouailles, le Prince Charles préside depuis plus de cinquante ans le conseil d'administration du Duché. Il bénéficie des revenus annuels net du Duché mais ne peut utiliser les recettes provenant de la vente de biens immobiliers car elles sont conservées pour les générations suivantes. Le Duché détient actuellement 53'628 hectares dans 23 comtés, principalement dans le sud-

potentiellement lucratif : des consultants en immobilier et en aménagement sont alors engagés et proposent rapidement une stratégie de développement qui fonctionnerait de manière collaborative avec le WDDC (Thompson-Fawcett et Bond, 2003: 175). Mais si le Duché ne vend pas ses terres à la ville, ce n'est pas seulement en raison des bénéfices qu'il compte lui-même tirer de cette opération immobilière à long terme ; c'est aussi et surtout parce que le Duc des Cornouailles compte bien prendre personnellement en charge le développement urbain des vastes champs de la ferme de Poundbury[564].

En invoquant les anciens droits royaux[565], le Prince aurait pu construire Poundbury sans avoir à recourir aux services des autorités de Dorchester. Deux raisons l'ont toutefois poussé à adopter une stratégie collaborative (Hardy, 2006: 47) : d'une part, il voulait construire quelque chose pouvant être répliqué ailleurs selon les procédures d'aménagement usuelles et, d'autre part, le recours aux privilèges royaux aurait entrainé des critiques supplémentaires quant à l'attitude supposée anti-démocratique du Prince dont s'étaient plaints les architectes depuis 1984, date de son entrée sur la scène architecturale britannique[566]. Cependant, la volonté du Prince d'instaurer un aménagement négocié se heurta à deux écueils.

Premièrement, les « ingénieurs d'autoroute[567] » de Dorchester mirent du temps à se laisser convaincre par les principes de mixité fonctionnelle relatifs au modèle néo-traditionnel, eux qui étaient plutôt favorables au zonage résidentiel, commercial et industriel (Hardy, 2006: 47). Par ailleurs, le Prince souhaitait aménager des cours intérieures au sein des blocs d'habitation. Celles-ci permettraient d'accueillir les places de parking de chaque bloc – et de libérer ainsi les rues environnantes du stationnement des véhicules – tout en offrant une certaine perméabilité puisque ces cours doivent avoir au moins deux entrées pouvant être empruntées par tout piéton souhaitant traverser un bloc [Figure 51]. La sécurité des biens et des personnes y serait notamment assurée par l'implantation d'une « maison-sentinelle » donnant directement sur la cour [Figure 52] afin que cette dernière fasse l'objet d'une « surveillance naturelle », conformément aux théories d'Oscar Newman (1972) sur l'espace défensif. D'emblée, les autorités locales

ouest de l'Angleterre où il est le plus grand agent immobilier [Duchy of Cornwall, *Annual Report and Accounts*, Year Ended 31st March 2011].

[564] Deux fermes occupaient les terrains du Duché : *Poundbury Farm* et *Middle Farm*. La première tient son nom de l'ancien fort de l'âge du bronze (*Poundbury Hillfort*) surplombant Dorchester.

[565] À l'époque, la volonté royale pouvait supplanter les lois relatives à l'aménagement du territoire (*Crown immunity*). Depuis l'adoption d'une nouvelle loi en 2004 (*Planning and Compulsory Purchase Act 2004*), la royauté doit veiller à obtenir l'autorisation des autorités publiques pour tous les développements immobiliers qu'elle mène.

[566] À ce sujet, certaines polémiques illustrant l'interventionnisme du Prince sur des projets londoniens – l'affaire du furoncle, celle de Paternoster Square et celle de Chelsea Barracks - sont discutées dans le chapitre II, respectivement dans les notes 206, 208 et 245.

[567] *Highway engineers*, un terme utilisé par les Nouveaux Urbanistes pour dénigrer le fonctionnalisme régnant au sein des administrations publiques.

refusèrent d'avoir à gérer un tel élément morphologique (Hardy, 2006: 47) et ce seront finalement des sociétés de gestion privée (*Poundbury management companies* - MANCO) qui en assureront le maintien.

Deuxièmement, le plan directeur proposé par les consultants du Duché en 1988 n'emporta pas l'adhésion du Prince, bien au contraire. Les esquisses ressemblaient trop aux schémas conventionnels de lotissements pavillonnaires et le Prince, voulant construire une ville hors du commun, demanda au Duché de recourir aux services de son conseiller Léon Krier (Hardy, 2006: 47). L'architecte luxembourgeois fut immédiatement engagé et reçut carte blanche pour dessiner un nouveau plan directeur qu'il présenta au début de l'année 1989 (Thompson-Fawcett, 1998b: 180). Mais le Duché et ses consultants n'ont vu dans ce plan ambitieux qu'un projet inapplicable tant du point de vue de sa conception que de sa viabilité financière (Thompson-Fawcett et Bond, 2003: 176). À partir de ce moment-là, les relations entre le Duché et Krier se détériorèrent, se souvient ce dernier[568] :

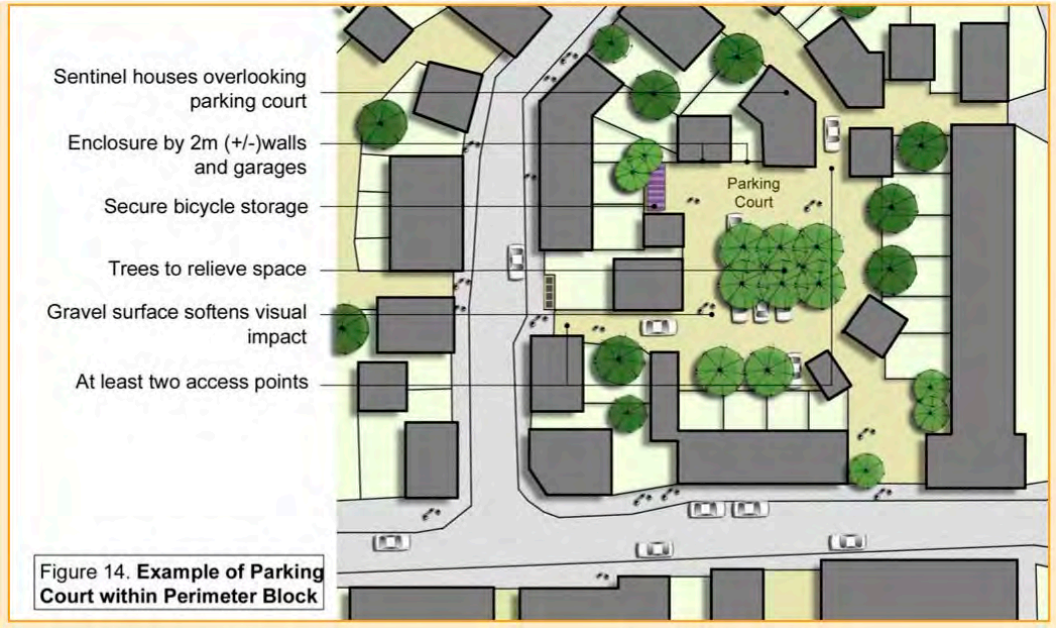
> *« Le Prince m'a demandé de faire le projet pour Poundbury. Il disait : « J'ai critiqué, maintenant je réalise ! ». Alors j'ai proposé le master plan, la ville était essentiellement d'accord avec, mais le problème c'était le Duché des Cornouailles. Pendant quatre ans, ça a été une lutte sournoise : on m'a ridiculisé, les conseillers essayaient tous les trucs pour enlever ma légitimité et mon autorité. »*

Malgré les résistances du Duché, le soutien du Prince pour son conseiller demeura inconditionnel. En juin 1989, les premières esquisses du plan directeur furent présentées aux habitants de Dorchester lors d'une procédure consultative (*planning weekend*) qui aboutit à la Déclaration de Dorchester, une charte résumant les ambitions supposément partagées des acteurs en charge du développement de Poundbury. Cet exercice ne plaisait ni au Duché, qui avait peur que le plan soit rejeté d'emblée, ni à Krier pour qui « ce n'est pas avec les gens de la rue que l'on conçoit une ville[569]. » Plutôt que de proposer aux futurs résidents d'esquisser le développement de l'extension de Dorchester, comme il est d'usage lors d'une telle consultation en Grande-Bretagne, le plan directeur était déjà dessiné et la participation s'est limitée à une liste de suggestions de la part des habitants, ce qui conduit Michelle Thompson-Fawcett et Sophie Bond (2004: 36) à qualifier l'exercice de « participation élitiste » :

[568] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[569] "You don't design towns with people. It's not something which can be designed by people off the street", cité par Thompson-Fawcett et Bond (2004: 31).

Figure 51: Parking et perméabilité au sein des cours intérieures



Source: WDDC, *Poundbury Development Brief. Supplementary Planning Document*, 2006, page 44

Figure 52: Une maison-sentinelle sur Taviton Court

Source : photographie de l'auteur, 2010.

> « La conception architecturale et urbanistique sous-jacente n'a été ni générée, ni informée par les habitants. Toute participation a été sollicitée bien plus tard dans le processus, une fois que les principes et la stratégie étaient établis. En conséquence, un ordre social hiérarchique est implanté dans le développement dès le début, reflétant l'expérience et les penchants de ceux qui ont l'ont initié à travers leur discours et leur ambition[570]. »

Ainsi, c'est en raison de la « détermination à toute épreuve du Prince de Galles à réaliser son rêve que le projet a pu être réalisé[571] » (Thompson-Fawcett et Bond, 2003: 176). L'une des conséquences de ce volontarisme a été la remise en question de la politique immobilière du Duché, comme l'explique Krier :

> *« Ce plan mettait les grands propriétaires de la royauté en crise, car ils voulaient faire de l'argent sans rien faire. Au moins, le Prince promettait de faire du travail, c'est-à-dire de faire un master plan et de le contrôler pour qu'on ait un bon produit. C'était vraiment une bonne légitimité. Et j'étais plus que d'accord de faire ça ! Normalement, ces grands propriétaires vendent des terrains et prennent des profits absolument immondes, sans aucun mérite. Le Prince les mettait pratiquement dans une situation de re-légitimation de leur rôle parce qu'il voulait assurer un produit de qualité absolument supérieure par rapport à ce que l'industrie réalise normalement. Les propriétaires de la royauté faisaient n'importe quoi ; presque tous les horribles développements du royaume ont été fait sur leurs terrains. Et puis c'était très facile de dire à mon propos : « C'est un fou ce type, il n'a jamais rien fait ! » Heureusement, le directeur de l'immobilier au Duché a été le principal expert qui m'a vraiment soutenu. Il disait que ça allait marcher. Et finalement, c'est le Prince qui donnait le ton. Si lui-même n'avait pas cru à ça, ça n'aurait jamais été possible[572] ! »*

Finalement, au début de l'année 1991, la structure organisationnelle de l'équipe du Duché en charge de Poundbury est remaniée : l'implication de Krier sur le long terme est confirmée, de nombreux consultants du Duché sont remplacés et un directeur du développement expérimenté, Andrew Hamilton, est engagé (Thompson-Fawcett et Bond, 2003: 176). Cette nouvelle équipe réalisera les premières constructions en 1993 et, depuis lors, fédérera autour du Prince les acteurs en charge du développement, y compris les autorités publiques à l'étonnement de Krier :

---

[570] "The underlying design concepts are not generated from nor informed by the community. Any citizen input has been sought much later in the process, once the principles and approach have been fixed. Consequently, a hierarchical social order is implanted in the development from its inception, reflecting the experience and inclinations of those initiating the discourse and projects." (Thompson-Fawcett et Bond, 2004: 36)

[571] "(…) it was only the unrelinquishing determination of the Prince of Wales to see his dream through that managed to hold the project together." (Thompson-Fawcett et Bond, 2003: 176)

[572] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

« Il faut un commanditaire très, très décidé. Parmi tous les projets traditionnels, Poundbury fonctionne car le Prince est très, très décidé. (…) Dernièrement, une enquête publique a donné lieu à un document officiel qui, non seulement soutient le projet, mais garantit aussi absolument que les principes soient réalisés. Et ça, c'est vraiment étonnant qu'il y ait un support massif des autorités. C'est la première fois que ça m'arrive[573] *! »*

« *Pour avoir des résultats, il vous faut un seul propriétaire foncier, il vous faut une vision*, rappelle David Evans, directeur de l'aménagement du territoire au WDDC, *et vous avez besoin de gens qui font attention aux détails, sinon cela peut être la pagaille*[574]. » Ces détails sont régulés, d'une part, par le plan directeur de Poundbury et, d'autre part, par des lignes directrices (*design guidance*[575]) et des règles de construction (*building code*), relatives aux espaces publics et privés, auxquelles doivent se conformer les promoteurs, les architectes et les propriétaires.

La gestion de l'harmonie

L'harmonie de Poundbury est avant tout préservée en amont par la sélection qu'opèrent le Prince de Galles, Léon Krier et Andrew Hamilton vis-à-vis des architectes autorisés à construire sur le site. Tous appartiennent au mouvement néo-traditionaliste et ont travaillé, participé ou enseigné au sein des laboratoires et des réseaux du Prince, comme par exemple Robert Adam, Demetri Porphyrios, John Simpson ou Quinlan Terry. Comme le souligne Krier : « *Travailler avec des confrères, c'est fondamental, sinon c'est trop d'effort ! Si les personnes et le système de contrôle ne sont pas bons, on fait des efforts inutiles*[576]*.* » Ces architectes doivent certes respecter les règles de construction de Poundbury, mais aussi être aptes à traduire les principes pro-artisanaux et néo-rationalistes du Prince et de son conseiller. Ce dernier s'implique énormément pour que le rendu matériel, dans ses moindres détails, soit le plus fidèle à la doctrine néo-traditionaliste :

« Il y a des erreurs grotesques qui ont été faites par nos constructeurs. Les gens ont raison de dire que c'est du Disneyworld parce que l'architecture n'est vraiment pas bonne. Il faut contrôler la qualité jusque sur le site de construction, et pas seulement à partir des projets (…). Il faut analyser pourquoi tout ce néo-traditionnel est tellement kitsch, tellement faux, parce que ce n'est techniquement pas correct ! Ça dépend des matériaux. En définitive, Il faut être sur le site pour contrôler, c'est là où ça se décide [577]*! »*

---

[573] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[574] "*To get the results, you do need one landowner, you do need the vision. And you need the people who give the attention to the details. Otherwise it can be a mess*." [Entretien avec David Evans, 26.01.11]

[575] Ces lignes directrices se trouvent en annexe, page 452 et suivantes.

[576] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[577] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

Employer des règles de construction extrêmement contraignantes était quelque chose d'inusité au sein du marché immobilier britannique. Krier a réuni, notamment avec Andrés Duany, un portfolio d'exemples vernaculaires, allant du centre historique de Dorchester à ses faubourgs, comme Old Fordington, et sa région composée de Bridport ou de Wareham. À partir de ce corpus, des exigences sont formulées à destination des constructeurs et concernent les murs extérieurs, les toits, les cheminées[578], les fenêtres, les portes, les éléments de construction, les jardins, les murs de jardin, les clôtures, l'accessibilité et, finalement, les objectifs environnementaux. Ces règles prévoient bien sûr des solutions d'aménagement, mais aussi de nombreuses restrictions : les fenêtres de toit ne sont pas autorisées ainsi que les baies vitrées coulissantes, les vitres doivent être incolores, les séchoirs à linge ainsi que les poubelles ne doivent pas être visibles de la rue, l'utilisation de matériaux préfabriqués est prohibée pour les éléments de construction, etc.

> « L'ampleur et la nature de ces règlements sont telles qu'un degré de conformité, sinon d'homogénéité, est nécessaire dans la psyché des résidents. Une certaine responsabilité est demandée à la communauté pour adhérer aux règles d'aménagement. Un comportement civilisé respectant les bonnes manières édictées par le code est obligatoire. Cela pourrait modeler le comportement d'une manière spécifique car les normes esthétiques supplantent la liberté individuelle[579]. » (Thompson-Fawcett, 1998b: 185)

Cette dimension organique où la totalité l'emporte sur les parties (Choay, 1965: 42) se rapporte directement au modèle culturaliste revalorisé par le mouvement néo-traditionaliste. Toutes les modifications du bâti par les propriétaires doivent être approuvées par le Duché. À terme, une structure spécifique sera créée pour statuer sur ces modifications, mais tant que la construction de Poundbury est en cours, le Duché se repose plus sur les conseils d'Hamilton ou de Krier que sur les réglementations en soi, comme le précise l'administrateur du développement : « *Nous nous reposons davantage sur les personnes que sur les codes en raison de l'inflexibilité de ces derniers. Des fois, vous avez besoin de savoir quand enfreindre vos propres règles*[580] *!* » Un avis partagé par Krier qui préfère constater l'harmonie architecturale sur le site-même, plutôt que sur plan :

---

[578] Par exemple, toutes les habitations doivent avoir au moins une cheminée, qu'elle soit opérationnelle ou non, censée symboliser « le for intérieur et le logis » (*heart and home*), comme le précise une brochure promotionnelle du Duché en 1996 (Thompson-Fawcett, 1998b: 182).

[579] "The extent and nature of these regulations is such that a degree of conformity, if not homogeneity, is required in the residents' psyche. There is a certain community responsibility necessary in order to adhere to the code. Civilized conduct which pays respect to established basic decencies as per the code is obligatory. This could mould behaviour in a very specific way as aesthetic standards are prioritized over individual freedom." (Thompson-Fawcett, 1998b: 185)

[580] "*We tend to rely more on humans than codes because of the inflexibility of the latter, and sometimes you need to know when to break your own rules*!" [Entretien avec Simon Conibear, 18.11.10]

« Je pense qu'on pas besoin de design code *parce qu'on a une situation qu'on contrôle. On fait plutôt un code si on quitte le projet : on vend le développement avec le code et ça devient une loi qui doit être exécutée. Mais un code, ça devient une espèce de tyrannie : qui a le code devient le tyran du bord ! Et ce n'est pas comme ça qu'on fait de la vraie qualité. Il faut être là et contrôler quotidiennement*[581]*. »*

Les réglementations permettent de garantir sur le long terme la cohérence du cadre bâti et, surtout, de créer un sens du lieu susceptible de distinguer Poundbury des autres développements immobiliers habituels, comme le souligne Conibear : « *Lorsque vous avez créé le lieu, la dynamique des intérêts change complétement : c'est là où se crée la valeur*[582] *!* » Cette valeur est évidemment économique aux yeux de l'administrateur du développement – au début du projet, l'acre de terrain constructible était vendu 40'000 livres sterling, 10 ans plus tard plus de 350'000 livres sterling[583] - mais elle est aussi symbolique : l'harmonie spatiale qui règne dans la ville du Prince est appréciée par les résidents de Poundbury, qui se conforment volontairement aux règles d'aménagement et évalue positivement l'ensemble de la première phase de développement du village urbain [Encadré 11]. La réussite de cette première phase n'était d'ailleurs pas garantie au départ, se rappelle Conibear :

« C'est mon travail de développer ce projet de manière rentable. Lorsque j'ai commencé à travailler ici, j'avais de nombreux doutes car la procédure de développement coutait trop cher par rapport aux bénéfices escomptés. Maintenant, le retour sur investissement est très élevé au regard de la contribution initiale. Ce projet a traversé une ligne : il a créé un lieu, il a eu la masse critique. Maintenant, le prix des logements est plus élevé qu'ailleurs à Dorchester. En conséquence, la valeur foncière y est aussi plus élevée. Finalement, le travail supplémentaire qui a été effectué en raison du plan directeur d'origine -et les couts additionnels de construction - font leur preuve aujourd'hui[584]*. »*

[581] [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[582] *"Once you create place, then the dynamic of interest changes completely, that's where value is added!"* [Entretien avec Simon Conibear, 18.11.10]

[583] [Duchy's new profits make Charles a property king, *The Telegraph*, 25 mai 2003]

[584] *"It's my job to deliver this project in a profitable manner. And I came on board with many doubts about the project when it started, because the procedure of development was very high compared to the return. Now the return is very high compared to the input. Because it crosses that line, it's created a place, it's got the critical mass, house prices here are now higher than elsewhere Dorchester. Land values are higher as well as result. So, the additional work that went into the original master plan, and the additional cost of construction, pay evidence now at these days."* [Entretien avec Simon Conibear, 18.11.10]

Encadré 11: L'évaluation de Poundbury par ses habitants

Depuis la fin de la première phase de développement de Poundbury en 1999, celle-ci a fait l'objet de nombreuses évaluations, notamment au niveau des pratiques de ses habitants et de leur satisfaction à y vivre. L'une des études les plus complètes à ce sujet a été effectuée en 2003 par des étudiants de l'Université d'Oxford Brookes (Watson et al., 2004). Ces derniers ont interrogé 247 résidents, répartis en 155 ménages, et ont comparé leurs réponses avec les données du recensement du comté du Dorset.

Si les objectifs de mixité sociale semblent être atteints lors de la première phase de développement de Poundbury - à défaut d'une mixité intergénérationnelle, beaucoup de retraités habitent ce village urbain et peu d'aménités sont aménagées pour les enfants (Thompson-Fawcett, 2003b: 74) – la réduction des déplacements entre le domicile, le travail et les commerces reste un défi à relever pour le Duché et les autorités publiques de la région.

De manière générale, 82,9% des sondés sont satisfaits à très satisfaits d'avoir emménagé lors de la première phase de développement de Poundbury. Ce village urbain compte plus de retraités que le comté (40,3% contre 31,9% dans le Dorset). Plus de deux tiers de ses habitants sont propriétaires et un quart est au bénéfice de logements sociaux (*housing association*) ; en comparaison, le comté comprend trois quarts de propriétés et un dixième de logements sociaux. Le fait de mélanger indifféremment (*pepper-potting*) au sein du village urbain des logements privés et sociaux est bien à très bien considéré par 60,3% des personnes interrogées (quel que soit leur type de logement). Une étude effectuée deux ans plus tôt par Michelle Thompson-Fawcett (2003b: 73-74) auprès de 111 résidents démontre que deux-tiers de ceux-ci trouvent que Poundubury favorise un sentiment communautaire, les propriétaires étant plus convaincu de ce fait que les personnes au bénéfice de logements sociaux.

Parmi les personnes actives interrogées par les étudiants d'Oxford Brookes, 16.2% se rendent au travail à pied, à vélo ou en bus alors que 64,5% utilisent leur voiture, ces proportions étant similaires à celles du comté. Seulement 15,5% de ces habitants travaillent à Poundbury même. La majorité des ménages de ce village urbain (77,2%) effectuent leurs achats en voiture à l'extérieur du village urbain ; pourtant, 84,4% des personnes interrogées disent être satisfaites à très satisfaites des équipements commerciaux locaux.

Quant à la qualité du cadre bâti, celle-ci a joué un rôle attractif lors de l'emménagement de près de 50% des personnes interrogées par Thompson-Fawcett (2003b: 76). L'ensemble des habitants apprécie le caractère compact de Poundbury et l'aménagement de ses espaces publics, un constat qui se retrouve dans l'étude d'Oxford Brookes qui précise que les interfaces entre les immeubles et la voirie, pensées selon le principe *eyes on the street* cher à Jane Jacobs (1961), contribuent à renforcer le sentiment de sécurité sur l'espace public pour 73% des sondés (51% des habitant du district ouest du comté ont un tel sentiment de sécurité).

Ainsi, les régulations du cadre bâti garantissent, d'une part, la valeur foncière sur le long terme et, d'autre part, elles permettent pour le Duché de construire un ensemble résidentiel unique qui se distingue au sein du marché immobilier britannique. Poundbury est désormais un modèle digne d'enseignement pour les promoteurs qui n'hésitent plus à s'engager dans le développement de villages urbains, selon le directeur de l'aménagement du territoire au WDDC :

« Le Duché est très enthousiaste de faire de Poundbury un exemple de bonne pratique. De fait, il est très facile de travailler avec eux parce qu'ils soutiennent beaucoup ce type de développement. Et nous sommes aussi très enthousiastes. Ensemble avec Léon [Krier], nous travaillons dur. Nous sommes tous d'accord que Poundbury est très important, bien qu'il y ait quelque fois des tensions avec le Duché car il trouve encore qu'un tel développement est assez cher[585]*. »*

Des mécanismes de réduction des coûts ont été mis en place dès le lancement du projet en 1989. Lors de la procédure consultative, les futurs résidents et le WDDC ont souhaité créer une association des habitants ainsi que des sociétés de gestion privée, les MANCO, pour gérer les ressources communales et les relations entre propriétaires (Thompson-Fawcett et Bond, 2004: 33). Par exemple, certaines parties du mobilier urbain, tels que les bancs publics, sont financées par l'association des résidents de Poundbury. Quant aux MANCO, elles sont financées par les propriétaires pour gérer et maintenir la salubrité des espaces privés communs, comme les cours intérieures qui structurent l'ensemble du plan de Poundbury, les limites entre espaces public et privé (les murs, les porches, les rues adjacentes, les trottoirs, etc.) et les espaces verts. Ce transfert de charge est désormais appliqué par la WDDC aux autres projets que les autorités publiques mènent dans la région, précise Evans :

« Ces sociétés de gestion privée s'occupent des espaces ouverts, des espaces verts et d'autres choses que le conseil régional du Dorset Ouest ne fait pas. Habituellement, nous nous impliquons, mais nous encourageons de plus en plus les sociétés locales de gestion prendre en charge ce genre de chose, en particulier lors de nouveaux développements car cela nous permet d'économiser de l'argent[586]*. »*

[585] "*The Duchy is very keen to make Poundbury an exemplar development as a best practice. So, it's quite easy to work with them, because they are very supportive. Well, we are also very keen to achieve it. We work quite hard together with Leon [Krier]. We all agree Poundbury is very important. Nevertheless, there is a little bit of tensions with the Duchy. It's still quite expensive on the development side*." [Entretien avec David Evans, 26.01.11]

[586] "*The management companies look after open spaces, green spaces and various things that the West Dorset District Council doesn't. Usually we get quite an involvement, but we try to encourage local management companies to look after, particularly on new developments. But it saves us money."* [Entretien avec David Evans, 26.01.11]

En définitive, la conception et la construction de Poundbury ont été un processus d'apprentissage mutuel pour le Duché, le WDDC et Léon Krier. Des ajustements ont été certes nécessaires pour chaque partenaire, mais chacun y a trouvé son intérêt : le promoteur en termes économiques, l'aménageur en termes de gestion et l'architecte en termes esthétiques. La réussite de Poundbury réside, selon le directeur de l'aménagement du territoire au WDDC, dans le maintien sur le long terme de la vision extrêmement rigoureuse de Krier : « *Sans Léon, ce plan n'aurait pas été un tel succès (…). Bien que les idées aient changé en cours de route, les principes sont restés les mêmes. Finalement, nous avons tous appris à travers ce processus. C'est très, très intéressant*[587]. » Ce n'est toutefois pas seulement le contrôle de l'harmonie architecturale, ni la gouvernance partagée d'un espace emblématique qui garantissent la reproduction du modèle urbain du Prince, comme le souhaitent les nombreuses délégations étrangères qui visitent chaque année le site. Le premier directeur de la Fondation du Prince pour l'environnement construit, actuellement à la tête de l'organisation du gouvernement britannique *Housing and Communities Agency*, souligne l'importance de la maîtrise foncière et de la motivation à toute épreuve du propriétaire : « Il est à noter que toutes les importantes *sucess stories* de ces dernières années relatives aux «villages urbains», que ce soit dans ce pays ou à travers le Nouvel Urbanisme aux États-Unis, ont dépendu d'une propriété unifiée du site et d'un «promoteur» fortement motivé[588] » (Lunts, 2003: 285), deux caractéristiques essentielles pour ancrer localement la doctrine néo-traditionaliste, comme le démontrent aussi les exemples du Val d'Europe et de Heulebrug.

[587] *"Without Leon Krier this scheme would not have been the success it is (…). And although the ideas have changed a bit, the principles are still there. Finally, we've all learnt through the process. That's very, very interesting."* [Entretien avec David Evans, 26.01.11]

[588] "It is noteworthy that all the substantial 'urban village' success stories in recent years, whether in this country, or through the New Urbanism in the United States, have depended on a unified site ownership and a strongly motivated 'promoter'." (Lunts, 2003: 285)

LE VAL D'EUROPE, UNE VILLE NOUVELLE

« La région parisienne, c'est le bordel, mettez-moi de l'ordre dans tout cela ! » Attribuée au Président de Gaulle, cette injonction fut adressée à Paul Delouvrier, haut fonctionnaire en charge de l'aménagement du district de la région de Paris, qui proposa en conséquence la création de villes nouvelles afin de freiner l'expansion anarchique de la capitale (de Saint-Pierre, 2003: 82). Suite à la révision du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région de Paris en 1969, cinq villes nouvelles sont alors planifiées. Parmi celles-ci se trouve Marne-la-Vallée, à l'est de Paris, développée linéairement le long d'une autoroute et d'une ligne du Réseau Express Régional. Les trois premiers secteurs d'aménagement - Portes de Paris, Val Maubuée et Val de Bussy - sont l'œuvre d'un Établissement Public d'Aménagement (EPA) créé à cet effet en 1972[589]. Quant au quatrième secteur, le Val d'Europe, il est issu d'un partenariat public-privé signé en 1987 par l'État français et la *Walt Disney Company* (WDC).

Ce partenariat d'une envergure géographique et financière exceptionnelle concerne à la fois l'édification d'un pôle touristique de loisirs et l'urbanisation des villages préexistants. Ainsi, parallèlement à la construction de ce qui deviendra le premier site touristique payant d'Europe[590], un nouveau type de développement urbain s'est dessiné selon des principes néo-traditionnalistes. Programmé pour une période de trente ans sur 1'943 hectares, ce partenariat a conduit à l'urbanisation rapide d'espaces agricoles [Figure 53] : habité par moins de 5'000 personnes en 1990, le secteur compte aujourd'hui près de 23'000 habitants et il est convenu d'y accueillir en 2017 un total de 40'000 personnes et autant d'emplois. L'originalité de ce partenariat réside certes dans le mode de gouvernance adopté, mais aussi dans l'importance qu'accorde chaque partenaire à l'agencement paysager de cette urbanisation. Ainsi, plus de quarante ans après la création des villes nouvelles, le Val d'Europe, avec son urbanisme compact ordonné autour d'un boulevard circulaire et son architecture édifiée selon des règles strictes de cohérence visuelle, semble enfin répondre aux vœux d'harmonie exprimés par le Président de Gaulle.

[589] Un EPA est un organisme à caractère industriel et commercial en charge d'opérations foncières et d'aménagement. Doté d'une autonomie financière, un EPA est un instrument de mise en œuvre de la politique territoriale de l'État français.

[590] Selon les résultats de l'exercice 2009 d'Euro Disney SCA, les deux parcs à thèmes de Disneyland Paris Resort ont reçu 15,4 millions de visiteurs en 2009 et plus de 215 millions depuis l'ouverture du premier parc en 1992.

Figure 53: Vue aérienne du Val d'Europe en 1990 et en 2009

Source : EPA France, 1990 [***Centre urbain du Val d'Europe***, Dossier programme] et Google Earth, 2009

Le Val d'Europe[591] est issu de la critique des villes nouvelles de la région parisienne. Ces dernières, telles que Cergy-Pontoise ou St-Quentin-en-Yvelines, sont associées à la figure de la banlieue, à un urbanisme de dalle produisant des villes dortoirs sans repères. En effet, les élus du Val d'Europe « *savent, et ils ont été aiguillés là-dessus, ce qu'ils ne veulent pas* » et s'efforcent en conséquence à concevoir avec leurs partenaires « *un urbanisme d'îlots structurés et hiérarchisés sans trop de dispersion de l'espace public*[592]. » L'histoire de la mise en forme de ce modèle néo-traditionnel dans les plaines briardes de la métropole francilienne permet de comprendre les enjeux et moyens relatifs à ce partenariat exceptionnel[593].

[591] Conformément à l'usage courant, le toponyme « Val d'Europe » est utilisé ici pour désigner l'espace du partenariat, se trouvant à l'intérieur du secteur IV (3'215 hectares), lui aussi nommé « Val d'Europe » et comprenant l'ensemble des communes que sont Bailly-Romainvilliers, Magny-le-Hongre, Coupvray, Chessy et Serris

[592] [Entretien avec Jean-Luc Bernex, architecte au Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Val d'Europe, 23.06.09]

[593] Cette section sur le Val d'Europe est une version modifiée de deux articles que j'ai écrits (Dupuis, 2009, 2010).

L'Etat et Walt Disney

La WDC trouva en France un site idéal pour s'implanter en Europe (d'Hauteserre, 1999: 97): celui-ci est central au niveau du marché européen, la densité du réseau de transport permet d'y conduire des millions de visiteurs[594], suffisamment de surfaces sont disponibles pour construire des parcs à thèmes et, surtout, l'entreprise a trouvé une organisation administrative et institutionnelle disposée à répondre à ses prérogatives.

Selon Bertrand Ousset, directeur d'aménagement de l'EPAFRANCE[595], il était déjà prévu en 1971 que le quatrième secteur de Marne-la-Vallée soit le centre urbain de la ville nouvelle. Cette perspective se concrétisa au début des années quatre-vingts lorsque l'EPAMARNE fut au courant que la WDC prospectait des terrains dans la région parisienne. L'EPAMARNE contacta alors l'entreprise avec l'idée que l'implantation d'un parc à thèmes puisse être « *un levier pour créer un centre urbain* », selon Ousset qui précise que l'établissement public avait déjà acquis une bonne expérience quant à la planification des parcs à thèmes[596]. Mais l'administration de tutelle de l'époque était « *très frileuse* » à propos de ce projet urbain qui risquait, aux dires de Ousset, de couler la négociation quant à l'édification d'un parc à thèmes. Nonobstant ces réticences, l'EPAMARNE alla jusqu'au PDG de la WDC, Ray Watson[597], qui accepta l'idée d'un partenariat, condition *sine qua non* à la concrétisation d'une double ambition : créer un parc à thèmes international et réaliser un centre urbain emblématique. Ce fut donc à l'initiative de l'EPAMARNE que les autorités publiques s'associèrent à une entreprise privée qui s'avéra être un partenaire volontariste et expérimenté.

En effet, la WDC était déjà sensible à l'époque aux enjeux fonciers liés au développement de ses parcs à thème et c'est lors de l'entrée en fonction du PDG Michael Eisner, en 1984, que se mit en place une véritable politique immobilière (Dunlop, 1996: 63) qui se concrétisa par la suite avec la conception de Celebration en Floride[598].

[594] Le Val d'Europe est situé à 30 minutes de la porte de Bercy par l'autoroute, à 40 minutes de la gare de l'Est de Paris en RER, à sept minutes de l'aéroport de Roissy et à moins de trois heures de Londres en TGV.

[595] L'EPAFRANCE a été créé par décret suite à la signature du partenariat dans le but d'aménager le secteur IV, l'EPAMARNE étant en charge de l'aménagement et du développement des trois premiers secteurs.

[596] En effet, l'EPAMARNE travaillait durant les années septante sur un projet pour une entreprise américaine et avait, dans ce contexte, visité plusieurs parcs à thèmes aux États-Unis, dont ceux de la WDC. Bien que le projet fût rejeté, cette expérience a été un atout lors des négociations avec la WDC comme le souligne Ousset : « *Quand on a eu affaire à Disney, ils ont été très surpris de voir qu'on connaissait le type de question qu'ils allaient nous poser, qu'on avait déjà des idées sur la façon de les résoudre. Ça a facilité très certainement l'approche.* »[Entretien avec Bertrand Ousset, 26.06.09]

[597] Watson a été pendant près de vingt ans le président de l'entreprise Irvine à l'origine d'une des plus grandes villes privées américaines : Irvine, dans le comté d'Orange en Californie, compte aujourd'hui près de 250'000 habitants.

[598] Au sujet de la ville privée de Celebration, voir la section consacrée au laboratoire du néo-traditionalisme américain, page 172 et suivantes.

L'EPAFRANCE avait visité Celebration avant l'élaboration du projet urbain du Val d'Europe et insista auprès de l'entreprise pour qu'elle ne construise pas une réplique de cette ville. L'urbanisme du Val d'Europe diffère donc en termes de densité, de réseaux routiers et de gouvernance. À la différence de Celebration, le Val d'Europe n'est pas une ville privée, mais avant tout une agglomération de cinq communes - Bailly-Romainvilliers, Magny-le-Hongre, Coupvray, Chessy et Serris - administrées par un Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN). Le SAN est en charge de la coordination politique avec les autres acteurs de la métropole francilienne et de la « *gestion de la ville*[599] » au niveau de ses équipements publics et des espaces verts, comme le souligne Jean-Luc Bernex, architecte à la direction de l'aménagement du SAN.

Le partenariat a été signé le 22 mars 1987 entre le gouvernement français, le Conseil régional d'Ile-de-France, le Conseil départemental de Seine-et-Marne, la Régie autonome des transports parisiens et la WDC. Cette convention détermine les phases du développement sur trente ans ainsi que les tâches dévolues aux différents partenaires. Principalement, l'EPAFRANCE est l'aménageur, Euro Disney SCA (ED SCA)[600] le développeur et le SAN le gestionnaire. En complément à la convention, un projet d'intérêt général fut élaboré afin de préciser les orientations stratégiques en termes d'affectation des sols et de programme urbain : ED SCA doit respecter, par exemple, les directives de l'État concernant la mixité des aires résidentielles, la localisation des emplois et la diversité des styles architecturaux (d'Hauteserre, 1999: 97). La convention et le projet d'intérêt général furent ensuite approuvés par décret le 24 mars 1987 par le Premier ministre Jacques Chirac. Ce geste politique illustre l'ambition de l'État français d'allier industrie touristique et développement urbain à travers un partenariat lui permettant, à la fois, de mettre en commun des savoir-faire complémentaires pour faire face à un programme à grande échelle, mais aussi de retirer d'importants bénéfices économiques alors que ses ressources tendent à diminuer. En effet, les autorités publiques ont investi, entre 1992 et 2006, 0.64 milliards d'euros alors que le secteur privé a investi dix fois plus, soit 6.7 milliards d'euros ; par ailleurs, les parcs à thèmes ont généré près de 50'000 emplois directs, induits et indirects, 3.58 milliards d'euros d'impôts et de taxes ont été perçus par les pouvoirs publics et l'impact sur le PIB fut de 2.2 milliards d'euros de valeur ajoutée en moyenne par an (Santel et al., 2008: 5).

Sur les 1'943 hectares de la convention, ED SCA doit, tous les 10 ans, avoir développé le tiers des surfaces. Pour cela, en tant que « développeur prioritaire », ED SCA bénéficie d'une option générale d'achat pour la réalisation des programmes prévus par la Convention. L'entreprise présente à l'aménageur un document d'information complémentaire détaillant son programme (affectations, épannelages, références

[599] [Entretien avec Jean-Luc Bernex, 23.06.09]

[600] Cette société en commandite par actions est une filiale de la WDC, créée à l'occasion du partenariat.

architecturales, ambiances, etc.). L'EPAFRANCE achète ensuite les terrains agricoles destinés à être urbanisés (au prix fixe de 1.69 euro le mètre carré), les viabilise et définit les directives d'urbanisme. L'EPA conserve tous les terrains jusqu'à l'obtention du permis de construire, qui ne peut être délivré qu'après l'accord de chacune des parties qui ont négocié auparavant les orientations proposées par ED SCA, ce qui « *force au consensus, à l'appropriation des projets*[601]*.* » Les terrains sont ensuite cédés par lot au prix coûtant à ED SCA, qui procède soit à des opérations liées à son cœur de métier (parcs à thèmes, hôtels), soit à une cession de ses droits à des promoteurs afin de réaliser des programmes immobiliers (logements, bureaux ou commerces). Certes, ED SCA dégage une importante plus-value sur ces lots revendus à des promoteurs (près de 20%, ce qui est tout à fait courant pour ce type de montage financier), mais surtout le Val d'Europe se distingue d'autres types de partenariat à travers l'importance accordée par la WDC au *design* urbain (Chabard, 2008b: 42).

Au Val d'Europe, la « cohérence de l'ambiance visuelle d'ensemble », telle que formulée dans le rapport de présentation du projet d'intérêt général, est pensée et mise en forme à travers le groupe des *imagineers*[602]. Ce terme désigne une myriade de professions (avocats, promoteurs, designers, architectes, ingénieurs, etc.) qui conçoivent le cadre bâti de la WDC, que cela soit à l'intérieur de ses parcs à thèmes ou dans leur environnement proche. La succursale locale, établie dans le centre urbain du Val d'Europe sous le nom « Architecture & Urbanisme », définit l'environnement construit soit à travers le département « resort » (parcs à thèmes, hôtels, loisirs), soit à travers le département « community » qui concerne le développement immobilier traditionnel (bureaux, logements, commerces, etc.). Seuls quelques architectes sélectionnés par l'architecte en chef de la WDC peuvent travailler avec les promoteurs du Val d'Europe, et seulement selon certains canons définis par les « ingénieurs de l'imaginaire. » Participant à la construction d'une « *nouvelle ville* » et non d'une ville nouvelle, comme aime à le souligner l'architecte Bernard Durand-Rival, Senior Manager d'« Architecture & Urbanisme » qui a participé à la sélection[603], ces architectes font tous partie, activement ou non, du mouvement néo-traditionaliste et proviennent de France, de Belgique, d'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis [Figure 54].

[601] [Entretien avec Jean-Luc Bernex, 23.06.09]

[602] Contraction d' « imaginaire » et d' « ingénierie », ce néologisme fut créé par Walt Disney en 1952, à la suite de la construction de son premier parc à thèmes.

[603] [Entretien avec Bernard Durand-Rival, 22.06.09]

Figure 54: Les architectes internationaux du centre urbain du Val d'Europe

Source : (1) : Agape Café, Krier (LU) et siège d'Eurodisney, Robertson (USA), (2) Hôtel Elysée, Hammond (USA), (3) Centre commercial, Gund (USA), (4) Imperial Park, Porphyrios (UK), (5) Bureaux Le Gallilée, Breitman (FR), (6) Bureaux Antares, Stern (USA), (7) Résidence Pierre et Vacances, Diener (FR), (8) Résidence Carré des Lords, Carie et Roze (FR). Source : photographie de l'auteur, 2009.

Bien que le Val d'Europe ait été récompensé en 2006 par un *Charter Award* du Congrès pour le Nouvel Urbanisme, en raison de son master-plan dessiné par Jaquelin Robertson dix ans auparavant, les *imagineers* refusent d'être amalgamé au mouvement américain car celui-ci est souvent compris en Europe comme réactionnaire. La différence entre ces deux mouvements réside plutôt dans le contenu proposé que dans la forme, suggère Maurice Culot :

> *« La forme est pratiquement la même, le contenu pas toujours, parce que beaucoup d'exemples du Nouvel Urbanisme sont parfois des lotissements améliorés. Il n'y a pas toujours la mixité qu'on souhaiterait, c'est très difficile de l'avoir. Même ici au Val d'Europe, on a du mal à l'avoir, mais il n'y a pas toujours la mixité. Aux Etats-Unis, une chose qui est moins facile à atteindre c'est la mixité sociale. On voit que pour beaucoup d'exemples du Nouvel Urbanisme, c'est la classe moyenne américaine, protestante, blanche. Ici, nous raisonnons - peut être de moins en moins - en termes de ville, d'intégration, de mixité à tous les niveaux*[604]*. »*

D'après Ousset, la conception de nouveaux quartiers traditionnels au Val d'Europe a été motivée par la recherche d'urbanité et par la volonté de construire une mixité sociale à travers des référents néoclassiques. L'EPAFRANCE, fort de l'expérience de l'EPAMARNE dans les trois premiers secteurs de Marne-la-Vallée, a décidé d'attirer dès le début du projet du Val d'Europe des classes moyennes : « *Il faut faire en sorte de construire avec des référents architecturaux qui puissent les attirer, et ce n'est pas honteux : la mixité sociale est un processus qui se fait par le haut*[605] *!* ». Cette affirmation pragmatique d'un urbaniste programmant un développement urbain sur le long terme doit cependant être mise en perspective avec les directives de l'État qui définissent un minimum légal de logements sociaux à construire lors de nouveaux projets urbains : au Val d'Europe celui-ci s'élève à 17.5 % de l'ensemble des logements. Cependant, la mixité des types de logement n'empêche pas que le prix moyen du mètre carré habitable a rapidement augmenté - en raison de la qualité urbaine du projet et de sa rente de situation - et s'échelonne aujourd'hui entre 3'000 et 4'000 euros, opérant de fait une sélection socio-économique auprès des futurs habitants.

La célébration du néo-classicisme

« *On a célébré le néoclassicisme européen* » précise Durand-Rival pour qui l'architecture du Val d'Europe est une architecture « *référencée*[606] ». L'architecte évite de qualifier l'architecture comme « *thématisée* » en raison de l'amalgame avec les parcs

[604] [Entretien avec Maurice Culot, 25.06.09]
[605] Entretien avec Bertrand Ousset, 26.06.09]
[606] [Entretien avec Bernard Durand-Rival, 22.06.09]

à thèmes environnants[607]. Comme le souligne Ousset, l'architecture à l'intérieur de ces parcs est totalement éclectique et pastiche et il y avait un risque, au début du projet urbain, de reproduire cette esthétique. Selon lui, les *imagineers* ont joué un rôle décisif dans le choix des références architecturales, mais sous le contrôle strict de l'EPAFRANCE qui s'est basé sur l'expérience de l'établissement public dans le cadre du troisième secteur de Marne-la-Vallée dont une partie a été dessinée par Léon et Rob Krier :

> *« Dans le Val de Bussy, on a développé pour la première fois un concept de ville traditionnelle, classique, avec des îlots, des rues avec un stationnement latéral, des squares. Mais au lieu de se donner des référents architecturaux comme on l'a fait au Val d'Europe, on a défini un vocabulaire imposé, tellement strict - je le regrette pour ma part - que l'on a produit 5'000 logements avec des centaines d'architecte et on a finalement l'impression qu'il y a qu'un seul architecte qui a travaillé. C'est extraordinairement homogène à cette échelle et c'est un inconvénient[608]. »*

Cette homogénéité du cadre bâti est aussi rejetée par les *imagineers* qui n'ont pas voulu concevoir un autre Port-Grimaud, pensé et construit par un seul architecte[609]. Ainsi, il fut décidé d'associer une référence historique spécifique à chaque quartier du Val d'Europe, souligne le directeur d'aménagement de l'EPAFRANCE :

> *« Pour moi, l'architecture « néo » – néo-classique, néo-haussmannienne – qui a été mise en œuvre, ça n'a rien à voir avec le pastiche. Le pastiche c'est un mélange de style et Disney, dans les parcs, est le roi du pastiche. Il y avait une propension d'un certain nombre de responsable chez Disney à encourager le pastiche et nous nous y sommes opposés très vigoureusement en disant : « On a un référent architectural, on s'y tient de façon très stricte ! » À chaque endroit, on a des référents, ils sont cohérents sur un quartier, mais on ne va pas les juxtaposer. Leur juxtaposition, c'est la remise en cause du concept qu'on tient qui est celui de la rue, des mitoyens, et que l'architecture moderne a beaucoup de mal à prendre en compte[610]. »*

[607] Autrement dit, de décliner un thème spatial (Main Street USA, Fantasyland, etc.) dans ses moindres variations allant du traitement du sol au motifs ornementaux en passant par l'ambiance sonore, un « art » que maîtrisent les *imagineers* de la WDC lors de la construction des parcs à thèmes. Selon Pierre Chabard (2005: 107), c'est l'ensemble du territoire du Val d'Europe qui est « thématisé » par rapport à la plaine briarde de Marne-la-Vallée, au sens étymologique du mot : « Le *thema* grec, équivalent du *situm* latin, c'est « ce l'on pose », ce que l'on positionne, ce que l'on place. Le mot est surtout utilisé, en français, dans un sens figuré et rhétorique, désignant un champ, un objet intellectuel « posé » dans le discours pour être développé. »

[608] [Entretien avec Bertrand Ousset, 26.06.09]

[609] [Entretien avec Bernard Durand-Rival, 22.06.09]

[610] [Entretien avec Bertrand Ousset, 26.06.09]

Ainsi, à chaque quartier du centre urbain du Val d'Europe correspond une référence particulière. Dans le quartier du Parc, les références proviennent de Grande-Bretagne, et plus particulièrement de l'architecte John Nash, avec une emphase sur les espaces verts et les formes mitoyennes rappelant les *mews*. Dans les quartiers de la Gare et du Lac, les références sont les boulevards parisiens, rappelant l'esthétique haussmannienne, bordés par des îlots comprenant des ruelles et des cours à l'intérieur desquelles se trouvent des villas françaises ou italiennes où dominent le style néoclassique [Figure 62].

Figure 55: « Le Cour Royal » de l'îlot « Le Carré Elysée »

Source : photographie de l'auteur, 2009

Les *imagineers* ont défini l'esthétique des bâtiments et leur alignement au moyen de directives inspirées par les scripts néoclassiques[611]. Les bâtiments sont de faible hauteur et structurés en trois parties : un soubassement sur un ou deux niveaux, puis l'étage noble (*piano nobile*) et, enfin, l'attique avec un toit souvent en retrait. Selon les contraintes imposées par les *imagineers*, l'esthétique des façades peut comprendre des balcons, des corniches, des moulures, des architraves, des frontons, des arcades, etc. Le vocabulaire architectural, la volumétrie des bâtiments et leur alignement donnent ainsi

[611] Un extrait de ces directives se trouve en annexe, page 464 et suivantes.

une cohérence d'ensemble aux rues des quartiers. Face à ce contrôle qui impose une esthétique de façade et non pas une qualité artisanale des finitions, l'architecte Thierry Roze n'a finalement pas suivi la construction de l'immeuble le Carré des Lords qu'il avait conçu dans le quartier du Parc :

« Disney a quand même un poids décisif, c'est eux qui maitrisent tout. Durand-Rival, il fallait lui donner des coupes grande échelle de toutes les façades avec les détails de moulure, etc. Cette maitrise, ça contribue à la qualité globale : la forme urbaine, les espaces publics, une certaine unité des façades. C'est le résultat de cette poigne que les imagineers n'hésitent pas à faire valoir. Nous, ce qui nous plaisait assez, c'était une architecture assez lisse, avec des fenêtres aux proportions verticales, de travailler sur une structuration de la façade en soubassement. Mais finalement, il y a cette volonté de décor, de décor plaqué. Là, c'est du béton, du parpaing, une construction tout à fait standard, on est vraiment dans le plaquage[612]. »

En définitive, ce contrôle esthétique édicté de concert par la WDC et l'EPAFRANCE pour réguler l'architecture du Val d'Europe a une influence sur le foncier, comme le souligne l'architecte Pierre Diener :

« Les promoteurs ne sont pas dans le marché « libre ». Le prix du foncier est fixé en fonction des contraintes urbanistiques et architecturales de chacun des quartiers. Ces contraintes, en plus, n'existent pas uniquement au moment du concours, mais aussi lorsque nous, architectes, devons valider le permis. C'est-à-dire qu'on ne peut déposer le permis qu'avec l'imprimatur du couple Disney-EPA, et on doit aussi présenter nos plans d'exécution, ce qui est évidement une pratique qui n'existe nulle part ailleurs ! Ça veut dire qu'il y a un vrai suivi jusqu'au bout : Disney vient sur les chantiers, on leur soumet les couleurs, etc. De ce point de vue-là, c'est vraiment exemplaire[613] ».

Afin de maintenir au fil du temps ces standards particuliers, le SAN, en charge des espaces publics, doit ensuite récupérer tout ce qui constitue la limite entre espace public et espace privé [Figure 62], comme le mentionne l'architecte du SAN :

« Le SAN a toujours dit, in fine, que c'était lui qui allait gérer cette ville. Et pour la gérer correctement, il fallait qu'il participe à sa conception d'une manière forte et qu'il soit entièrement d'accord avec les principes. Cela induit des choix assez lourds pour la collectivité : notamment, récupérer tout ce qui forme la limite entre espaces public et privé. Quand il y a des haies qui établissent la limite de la rue, les haies sont récupérées en propriété de gestion par les collectivités, de manière à s'assurer de la pérennité et de la

[612] [Entretien avec Thierry Roze, 24.06.09]
[613] [Entretien avec Pierre Diener, 25.06.09]

qualité de l'entretien – pas de l'uniformité – mais de l'unicité du mode de gestion, du maintien du parti-pris d'origine[614]*. »*

Figure 56: Rétrocession des espaces verts dans le quartier de la gare

Source : photographie de l'auteur, 2009

Le centre urbain a commencé à être construit dès 1997 sous l'impulsion de l'EPAFRANCE, après l'établissement, une année plus tôt, du plan directeur par Jaquelin Robertson, l'architecte de Celebration [Figure 57]. Après l'ouverture du premier parc à thèmes en 1992, ED SCA connut des difficultés financières[615], mais l'établissement public rappela à la société qu'elle devait construire le centre selon le calendrier fixé par la convention du partenariat. L'EPAFRANCE proposa de construire un centre commercial, considéré comme « *l'embryon du centre-ville*[616] », afin d'attirer des clients de la région parisienne, mais surtout les futurs habitants du centre urbain. ED SCA voulu construire celui-ci à côté de l'autoroute au sud du boulevard circulaire, mais ce fut l'EPA qui exigea

[614] [Entretien avec Jean-Luc Bernex, 23.06.09]

[615] Introduite en bourse en 1989, ED SCA connut rapidement des pertes importantes qui conduisirent à la restructuration de la société. Une seconde restructuration fut nécessaire en 2005. La société fut renflouée par deux fois par les préteurs, dont la Caisse des dépôts, qui consentirent à reporter des échéances de prêts, à abandonner des intérêts et à mettre en place de lignes de crédits supplémentaires (Santel et al., 2008: 6-7).

[616] [Entretien avec Bertrand Ousset, 26.06.09]

de le localiser au centre du développement urbain, sur la ligne du TGV qui mène aux parcs à thèmes. Ouvert en 2001, ce centre commercial est une structure linéaire de 90'000 mètres carrés dont la référence est Victor Baltard, l'architecte des Halles de Paris.

Figure 57: Plan à terme du centre urbain, extrait du plan directeur du Val d'Europe

Source : Imagineering, Disneyland Resort Paris, 2009

La sortie Est du centre débouche sur la Place de Toscane. En raison du statut privé de cet espace, les *imagineers* ont pu matérialiser leurs idées sans contraintes[617]. La petite échelle de cet espace piéton exprime « *convivialité et sens du lieu* » selon la WDC[618]. Terminée en 2006, la place a une forme elliptique qui est calquée sur celle de la Place de l'Amphithéâtre de Lucca en Toscane. Les architectes ont remporté un « Palladio Award » en 2008 en raison de l'échelle et la volumétrie particulière des bâtiments, aux couleurs pastel, abritant logements, commerces et restaurants [Figure 58].

[617] ED SCA réalise des lots qui sont de propriété privée ou publique. Sur les terrains publics, la société doit négocier les directives d'urbanisme avec ses partenaires, mais sur les terrains privés, elle peut laisser libre cours à ses principes néo-traditionalistes.

[618] [Entretien avec Bernard Durand-Rival, 22.06.09]

Figure 58: La Place de Toscane, à l'arrière-plan, le Centre Commercial International

Source : photographie de l'auteur, 2009

Figure 59: La Villa Médicis du Val d'Europe

Source : Tagliaventi & Associati, ARCAS Paris, pour le groupe Promogim
[http://www.avoe.org/tagliaventiassociati/Ilot_FR.html - consulté le 23.03.12]

Encadré 12: Mythogenèse au Val d'Europe

Situé entre le quartier du Parc et celui du Lac, l'ilot Médicis comprend des immeubles et des maisons organisés autour d'une cour intérieure privée et d'un jardin « à l'italienne » dont l'axe central donne sur la « Villa Médicis » [Figure 59]. Comme pour les autres projets immobiliers supervisés par ED SCA, la conception de l'ilot repose sur un récit en forme de palimpseste : des traces d'architecture remarquable se seraient ainsi superposées au cours du temps sur les terrains (pourtant agricoles) du Val d'Europe.

Dans le dossier du permis de construire de l'ilot Médicis, les architectes Culot et Tagliaventi proposent une « histoire imaginaire, mais plausible, de la construction d'une villa par un cardinal italien proche de Marie de Médicis qui aurait accompagné celle-ci à Paris en 1600 à l'occasion de son mariage avec Henri IV. (…) La propriété et la villa furent pillées pendant la Révolution (…). » Le récit se prolonge ainsi : en 1830, des maisons individuelles sont construites autour des vestiges de la villa et durant le XIX^{e} siècle des immeubles complètent l'ensemble qui, peu à peu, s'urbanise. » « *On sait bien que cette histoire est factice : en dessous de la villa, il y a un grand parking, mais c'est plausible*, précise Culot [entretien, 25.06.09], *ça donne au projet un sentiment d'installation dans la durée.* »

Elève de Culot, l'architecte Nada Breitman se targue d'avoir introduit ce concept de « mythogenèse » auprès des promoteurs du Val d'Europe [entretien, 25.06.09] : « *On a inventé une histoire pour un projet sur un champ de patate. On a gagné le concours grâce à ça. Disney a ensuite imposé le concept à tout le monde. Ils se sont dit : « Au moins, il y a des raccords. On crée une fausse histoire, mais ça donne du sens au lieu ! »* » Culot précise qu'il ne considère pas cette mythogenèse comme une falsification de l'histoire [entretien, 25.06.09] : « *Je n'ai pas de rapport moraliste au sujet du vrai et du faux. À ceux qui disent que l'on fausse l'histoire, je dirais qu'on propose une histoire vraie, que l'histoire n'est jamais qu'interprétation, et que de toute façon les gens intelligents font toujours la différence*. »

Dans le domaine du marketing immobilier, inventer une histoire pour mieux vendre est un procédé courant. Mais, à un niveau architectural, il faudrait au moins que la forme ainsi produite soit cohérente par rapport au récit. Au Val d'Europe, les architectes considèrent l'histoire comme une inoffensive succession de styles différents offrant des combinaisons esthétiques variées. Ainsi, dans le dossier du permis de construire, les références mobilisées vont des villas et palais de la Renaissance italienne à des immeubles parisiens de style néo-classique - dont les façades seraient censées correspondre à un parcellaire « historique » alors que dans le cas de l'immeuble d'angle de l'ilot celui-ci ne correspond pas à l'organisation de l'angle en plan ! - en passant par un petit porche construit en hommage à l'immense arc d'entrée de l'Hôtel de Thélusson conçu par Claude-Nicolas Ledoux au XVIII^{e} siècle. Bref, la mythogenèse produit ici un anachronisme troublant qui brouille l'histoire des styles architecturaux au lieu de l'honorer : *in fine*, l'artifice ne sert que les promoteurs et dessert les architectes dans leur volonté de créer un lieu supposé être traditionnel.

Le centre commercial et la Place de Toscane, tout comme la Villa Medicis construite non loin [Figure 59 et Encadré 12], représentent des formes urbaines censées célébrer le génie du lieu en invoquant des références historiques hétéroclites. Pour le SAN, cela induit « *une perte de sens très, très forte, à l'intérieur des quartiers, parce que chaque architecte veut raconter sa petite histoire*[619]. » Mais pour Barthélemy Seng, étudiant en urbanisme résidant à Val d'Europe et tenant un blog sur l'aménagement de ses quartiers, cette célébration du néoclassicisme basée sur le principe du *storytelling* cher à la WDC permet avant tout aux promoteurs de se démarquer sur marché immobilier et aux habitants de ressentir des émotions :

> *« Pour les promotteurs, je pense qu'ils ont beaucoup plus de marge sur des produits comme ça et ça leur permet de se différencier par rapport à la concurrence et de créer de la localité (…). Les gens sont prêts à acheter plus cher pour cette différence-là (…). Si ça fonctionne, c'est parce que ça rentre en résonance avec des besoins que les gens ressentent assez profondément. Avoir une architecture et une ville qui racontent des histoires – bon, ça paraît « Disney » - et qui rentrent en résonance avec des émotions qu'ils recherchent. Je pense que d'une certaine façon ces architectes ne cherchent pas à copier la ville traditionnelle mais à en recréer l'émotion*[620]*. »*

Effectivement, comme le souligne l'historien de l'architecture Pierre Chabard (2006: 214), tout évoque dans le centre urbain du Val d'Europe des références partagées, accessibles au plus grand nombre, racontant l'histoire thématisée du « Paris du XIX^{e} siècle, haussmannien ou néoclassique, de Jules Verne et des expositions universelles », :

> « La première propriété de la thématisation, c'est sa capacité à référencer très efficacement la forme architecturale. En général, on considère le vocabulaire architectural comme un langage savant, élitiste, difficile à décoder pour un non-initié. Or la thématisation disneyenne a justement le pouvoir de transformer l'architecture en un langage populaire, de transcrire ses motifs les plus sophistiqués (colonne, pilastre, corniche, doucine, modillon, brisis, terrasson, etc.) en des éléments ornementaux qui font signe au plus grand nombre dans une évocation partagée. »

En conclusion, le Val d'Europe a vu son territoire se transformer sous l'impulsion de deux acteurs volontaristes et expérimentés. L'EPAFRANCE et la WDC ont tous deux joué le rôle d'agent de transfert en mobilisant des idées formulées ailleurs et en les traduisant localement selon leur objectif : respectivement, créer un pôle d'attraction afin d'équilibrer la métropole francilienne et contrôler l'environnement construit proche des parcs à thèmes. Selon l'architecte Diener, « *L'expérience montre que si on n'a pas ce*

[619] [Entretien avec Jean-Luc Bernex, 23.06.09]
[620] [Entretien avec Barthélemy Seng, 22.06.09]

cadre très contraint et cette vision très volontariste de l'aménageur, on ne peut pas créer un urbanisme de qualité. Ce n'est pas possible, c'est quand même la grande leçon[621] *!* » Cette qualité est aussi due à une gouvernance fondée sur le partenariat public-privé : « *La forme de la gouvernance nous a permis de gagner la qualité de la conception*[622] », souligne l'architecte du SAN. Quant au directeur de l'aménagement de l'EPAFRANCE, il ajoute que l'engagement d'ED SCA pour le développement du Val d'Europe est une plus-value en termes de conception urbaine : « *Nous avons un partenaire avec qui nous travaillons en tension quotidienne, mais je n'ai pas peur de dire que nous travaillons beaucoup mieux avec lui que sans lui*[623]*.* » Et la qualité se négocie longuement entre les partenaires, comme le précise l'architecte d'ED SCA: « *Il faut qu'on se mette d'accord avec nos partenaires : des fois cela se passe très bien, des fois c'est plus difficile et des fois il faut beaucoup discuter. On travaille en tension avec toutes ces personnes, mais c'est une tension positive. On essaye toujours d'éviter les compromis mous, et on est assez d'accord, toutes les trois entités, sur cette démarche. Il faut qu'à la fin ce soit la ville qui en bénéficie*[624]*.* »

Alors que la Convention de 1987 touche bientôt à sa fin, ce mode de gouvernance atteint aujourd'hui ses limites. La situation financière d'ED SCA ne s'est pas stabilisée, obligeant l'entreprise à se concentrer sur le développement de l'activité touristique, alors que les pouvoirs publics souhaitent poursuivre la construction d'un pôle urbain compétitif par rapport à la région parisienne. La convention de partenariat est renégociée principalement pour des questions foncières : des terrains se trouvent sans programme d'activité car « la fonction résidentielle (hôtels et logements), prévue à l'origine selon un urbanisme de modèle américain, a été réalisée selon des standards européens, plus dense que ceux d'Outre-Atlantique » (Santel et al., 2008: 19). Entre rentabilité économique et intérêt public, les perspectives de développement du Val d'Europe séparent actuellement les partenaires, comme le souligne l'EPAFRANCE :

> *« Les hautes sphères de Disney sont moins intéressées par le centre urbain qu'elles ne l'étaient par le passé. L'enjeu, c'est les 500 hectares qui résultent de la densification. Pour nous, il s'agit de maintenir l'accroissement de la ville et de ses équipements. Il est prévu dans la Convention 40'000 habitants à terme, et nous estimons que cela devrait tourner autour de 80'000. Alors que Disney rêve d'une station touristique planétaire avec 40'000 chambres d'hôtels et trois parcs. Il y a des enjeux qui peuvent nous séparer sensiblement*[625]*. »*

[621] [Entretien avec Pierre Diener, 25.06.09]
[622] [Entretien avec Jean-Luc Bernex, 23.06.09]
[623] [Entretien avec Bertrand Ousset, 26.06.09]
[624] [Entretien avec Bernard Durand-Rival, 22.06.09]
[625] [Entretien avec Bertrand Ousset, 26.06.09]

Un plus grand nombre de logements, une circulation en transports publics plus dense ainsi qu'une meilleure exploitation des surfaces de bureaux sont nécessaires, et l'État souhaite donc un remaniement du rôle de chaque partenaire avant le renouvèlement de la convention de partenariat. Malgré ces difficultés, le modèle néo-traditionnel sera maintenu de l'avis de nombreux acteurs, comme le précise le SAN : « *En termes urbains, on souhaite diversifier la production mais on souhaite rester globalement sur le modèle urbain existant. Il y a eu certains excès, mais je dirais que le plus grand risque, c'est de changer de modèle urbain qui a été jusque à présent les repères de continuité et d'identité, basées sur le système « îlot, avenue, place* »[626]*.* » Et Diener conclut qu'aujourd'hui « *le modèle est trop fort pour être transgressé. Crise ou pas crise, ils ne descendront pas le standard, car ce serait tirer une balle dans le pied*[627] *!* »

[626] [Entretien avec Jean-Luc Bernex, 23.06.09]
[627] [Entretien avec Pierre Diener, 25.06.09]

HEULEBRUG, UNE CITE-JARDIN

« *Lors de projets comme Heulebrug ou Duinenwater, tout commence par : « comment créer un lieu à partir de rien ? » Avant tout, je ne vais pas vendre de la densité, mais de l'ambiance !* » m'affirme Bart Chielens, directeur de la filiale d'ARCAS Europe en Belgique, lorsqu'il me reçoit dans ses bureaux de Knokke-Heist. En bon entrepreneur vantant un produit de marque, il poursuit : « *Pour avoir un lieu, il faut créer une identité. C'est presque une science ; il y a des règles que l'on a étudiées à partir des villes anciennes. On sait que ça fonctionne. Arriver à créer une communauté : ça, c'est l'idée finale*[628] *!* » À Heulebrug, cette identité *ex nihilo* a été façonnée à travers la réinvention de l'architecture vernaculaire flamande, prescrite par les architectes Andrés Duany et Léon Krier qui sont à l'origine de son plan directeur et de ses régulations morphologiques et esthétiques.

Heulebrug et Duinenwater sont les principaux projets néo-traditionalistes en cours de réalisation à Knokke-Heist, la station balnéaire la plus huppée de Belgique[629]. Dans les deux cas, Chielens a joué un rôle central d'intermédiaire quant à l'importation des principes du Nouvel Urbanisme, de type TND, auprès du comte Léopold Lippens, bourgmestre de la commune depuis 1979. Concernant Heulebrug, c'est lui qui a suggéré au comte de contacter Duany et Krier pour dessiner l'extension de la partie ouest de la commune. Par ailleurs, il a ensuite sélectionné avec l'architecte luxembourgeois plusieurs architectes du mouvement néo-traditionaliste pour construire des bâtiments destinés à servir d'exemples auprès des futurs acquéreurs de parcelles.

Quant au projet de Duinenwater, c'est son agence qui a élaboré, dans le cadre d'un partenariat public-privé, le plan directeur d'un « voisinage traditionnel[630] » comprenant une place du marché, des villas de haut-standing, deux hôtels, un golf et un centre commercial. Si ce dernier projet accentue la pression foncière sur le centre-ville de la commune (en raison de son ambition à attirer des résidents et des touristes aisés), le projet d'Heulebrug répond, au contraire, à la volonté des autorités d'offrir aux habitants de la région - et uniquement à ceux-ci - des terrains à prix abordables. Ce contrôle

[628] [Entretien avec Bart Chielens, 29.09.09]

[629] Quatre communes - Knokke, Heist, Ramskapelle et Westkapelle - ont fusionné dans les années 1970 pour former Knokke-Heist. Deux de ses quartiers donnant sur la Mer du Nord – Duinbergen et Le Zoute – ont été dessinés par Joseph Stübben au début du XXe siècle, alors que ce village de pêcheur connaissait un essor mondain et touristique qui n'a pas cessé jusqu'à aujourd'hui [À ce sujet, voir l'Encadré 13, page 318]. Cette station balnéaire fait aujourd'hui l'objet d'expérimentations architecturales plus modernistes, comme le projet de transformation de la gare de Heist par Zaha Hadid ou celui de la construction d'un casino de près de 100 mètres de haut par Steven Holl.

[630] À grand renfort d'images rappelant le marketing balnéaire de Seaside, le site Internet du projet explique que le Nouvel Urbanisme est un mouvement « où l'homme occupe une place centrale. Qui attache de l'importance aux espaces publics. Qui crée des lieux publics où il fait bon se promener et bavarder. Qui renforce le sentiment de solidarité. » [www.duinenwater.com – consulté le 07.06.12]

politique du foncier, couplé à une maitrise publique du projet dans son ensemble, est une caractéristique essentielle d'Heulebrug par rapport à la majorité des projets TND développés la plupart du temps par des entreprises privées[631]. L'architecte bruxellois Michel Leloup, autrefois formé aux luttes urbaines de l'école de La Cambre, souligne d'ailleurs que c'est pour cette raison qu'il a accepté d'y construire :

> *« Heulebrug est tout à fait à part. Sociologiquement, ça s'adresse aux gens du coin. Knokke, c'est une ville où le moindre mètre carré coûte extrêmement cher. Or, il y a dans cette ville des enseignants, des gens de l'administration, des facteurs, des bouchers, qui sont obligés de s'exiler jusqu'à Bruges ou dans la banlieue de Gand. Les gens sont donc mis à la porte parce que le terrain devient trop cher. Heulebrug répond à ce problème en ne donnant accès à ce projet qu'à une certaine catégorie de population : c'est sa mission sociale[632]. »*

Alors que la seconde phase du développement d'Heulebrug commençait en 2009, 80% de ses 451 habitants venaient directement de Knokke-Heist[633]. Au terme du projet - prévu à la fin de la décennie 2010 - 1'200 personnes devraient résider sur les 26,2 hectares de ces terres agricoles transformées en une « cité-jardin[634] » par les mentors du mouvement néo-traditionaliste. En soi, « Heulebrug » n'est pas véritablement social. Aucun revenu annuel n'est imposé pour se porter acquéreur d'une parcelle. Par contre, ce projet est relativement verrouillé car, d'une part, les acquéreurs doivent avoir habité auparavant la région[635] et, d'autre part, doivent prouver qu'ils n'ont aucun objectif spéculatif. Il leur est ainsi interdit d'acquérir plus d'une parcelle, d'y construire une résidence secondaire[636] ou de revendre leur maison avant un délai de cinq ans. En conséquence, les prix des parcelles sont particulièrement attractifs : de 125 à 175'000 euros à proximité de la route principale bordant l'ouest d'Heulebrug, entre 200 et

[631] Ce qui ne veut pas dire pour autant que cela produit des villes privées et privatisées. Par exemple, à Poundbury, les autorités de Dorchester conservent leurs prérogatives face au Duché des Cornouailles, tout comme l'EPA et le SAN du Val d'Europe face à Eurodisney.

[632] [Entretien avec Michel Leloup, 31.03.11]

[633] 19,5% des habitants viennent de la région et 0,5% de Belgique. L'âge moyen de la population d'Heulebrug est de 27 ans, alors qu'il est de 49 ans pour l'ensemble de la commune de Knokke-Heist ; cela illustre le fort pouvoir d'attraction résidentielle d'Heulebrug auprès des jeunes ménages dont la fécondité y est deux fois plus élevée que dans le reste de la commune [selon une étude démographique effectuée de 2008 à 2011 au sein de neuf régions de la Mer du Nord : Interreg IVB*, Informatiesessie DC NOISE, Raadzaal Provincie West-Vlaanderen*, 1 juin 2010]. De tels résultats vont à l'encontre de l'idée reçue considérant les ensembles néo-traditionnalistes comme des lieux de retraite pour personnes âgées.

[634] Tel est le terme choisi par le jury du Prix Rotthier 2008 qui qualifie Heulebrug de meilleure cité-jardin construite au cours des 25 dernières années en raison de son architecture pittoresque et de ses ambitions sociales rappelant les premières cités-jardins britanniques.

[635] Ils doivent être citoyen de la municipalité de Knokke-Heist (ou du moins y avoir habité auparavant) ou y avoir leur travail [WVI, *Description of the « Heulebrug » mixed-use project by the WVI in Knokke-Heist, Belgium*, août 2003].

[636] Ou, si c'est le cas, ils doivent revendre leur propriété principale dans un délai de cinq ans [WVI, *Description of the « Heulebrug » mixed-use project by the WVI in Knokke-Heist, Belgium*, août 2003].

225'000 euros au centre du site et jusqu'à 325'000 euros pour avoir une vue sur les champs avoisinants[637]. La construction de Heulebrug répond donc à un souci de la commune d'offrir à ses résidents des logements abordables au regard de le pression foncière exercée au centre-ville, connu, de l'avis de Chielens, pour « *sa qualité de vie la plus élitaire d'Europe*[638]. » C'est en effet depuis que l'urbaniste allemand Josef Stübben a redessiné au début du XXe siècle les deux villages de pécheurs Duinbergen et Le Zoute[639] [Encadré 13] que Knokke-Heist a connu un essor touristique et mondain rendant la station balnéaire « unique et excentrique » selon son bourgmestre (Lippens, 2006: 119).

Le comte Lippens a réussi à imposer à l'administration de sa commune ainsi qu'aux promoteurs du projet le développement d'un nouveau quartier, reprenant certes l'héritage urbanistique de Stübben mais réinventant l'architecture vernaculaire suite à l'intervention de Duany et de Krier. C'est l'histoire de ce projet dont il est question ci-dessous à travers l'analyse, d'une part, de l'implantation du modèle néo-traditionaliste faite de rétro-transferts entre les Etats-Unis et l'Europe et, d'autre part, de la conception du cadre bâti qui a finalement entrainé des controverses en termes de gestion du domaine public et privé de Heulebrug.

[637] [Charlotte Mikolajczak, *Les cités balnéaires du futur en visite dans le passé*, La libre entreprise, 7 septembre 2002].

[638] [Entretien avec Bart Chielens, 29.09.09]

[639] Les informations relatives au développement de Duinbergen et Le Zoute sont tirées de l'ouvrage célébrant les 100 ans de la Compagnie Le Zoute (Muylle et al., 2008), du site Internet de celle-ci [www.compagniezoute.eu – consulté le 20.12.11], d'un entretien mené avec le directeur-général [17.02.10] et d'un article publié dans le quotidien *Libération* en 2007 [Hardelot se retaille une cote, 24.05.07].

Encadré 13: L'architecture balnéaire selon la Compagnie Le Zoute

Bien que la compagnie immobilière dite « Le Zoute » ne soit pas intervenue dans le cadre de l'aménagement de Heulebrug, son histoire est intimement liée au développement de la station balnéaire de Knokke-Heist et, plus généralement, à l'édification d'espaces néo-traditionalistes le long de la Mer du Nord.

La Compagnie a été fondée en 1908 par Maurice et Raymond Lippens afin d'éviter que les propriétés familiales ne soient scindées par héritage. Cette famille, présente depuis 1784 lorsque le géomètre Philippe-François Lippens fut chargé d'endiguer le territoire aux alentours du petite village de 500 âmes qu'était Knokke, est aujourd'hui connue à travers deux de ses descendants : le comte Léopold Lippens, bourgmestre de Knokke-Heist et ex-administrateur de la Compagnie, et le comte Maurice Lippens, président du conseil d'administration de la Compagnie et dernier président de la banque belge Fortis. En 2011, la Compagnie gère en 2011 près de 316 hectares en Flandre occidentale.

Au début du XX^{e} siècle, le tourisme balnéaire britannique se développait sur les côtes de la Mer du Nord et la famille Lippens comprit rapidement quelles opportunités touristiques pouvaient offrir leurs terres. Josef Stübben, conseiller du roi Léopold II, fut alors contacté pour dessiner le plan d'une cité-jardin alliant « quiétude et confort » (Muylle et al., 2008: 45). La morphologie de celle-ci respectait les courbes sinueuses des dunes, ses chemins tortueux offraient des échappées visuelles sur la mer et des parcelles spacieuses étaient délimitées pour construire des villas ou des cottages avec jardin. Ce projet fut accompagné, dès 1909, d'un cahier des charges qui suppléait à la législation extrêmement sommaire de l'époque. Pour atteindre une harmonie visuelle, des conditions spécifiques furent imposées lors de chaque vente de parcelle. Elles concernaient notamment « l'utilisation de peinture blanche et de tuiles rouges, l'interdiction de construire des garages souterrains, les distances entre les façades extérieures et les limites des parcelles, la surface construite maximale, etc. » (Muylle et al., 2008: 47) Le respect à long terme de ce document très rigoureux a conféré à Knokke-Heist une identité spécifique par rapport aux autres stations balnéaires de la Mer du Nord.

Aujourd'hui, la Compagnie est propriétaire de terres à vocations agricole et récréative et mène plusieurs projets immobiliers comme ceux de Cadzand-Bad (Pays-Bas) ou d'Hardelot (France), tous deux dessinés par l'agence ARCAS Europe. C'est lors de ce dernier projet, lancé en 2000 à l'initiative de la Compagnie et en collaboration avec la commune de Neufchâtel-Hardelot, que le directeur-général Philippe Muylle a rencontré Maurice Culot et Léon Krier. Après huit jours d'une « charrette » semblable à celle de Heulebrug, ces deux confrères ont produit le plan directeur d'un nouveau quartier traditionnel d'une vingtaine d'hectares. Ainsi seront érigés, aux abords de la petite station balnéaire détruite durant la Seconde Guerre mondiale, des bâtiments aux références coloniales, anglo-normandes et néo-vernaculaires ; un amalgame susceptible d'altérer l'histoire urbaine de Neufchâtel-Hardelot mais qui, aux dires de Culot, permettrait de recréer un sens du lieu.

Un cheval de Troie

« *A Troyan horse* » : c'est en ces termes que Mathias Delrue, architecte en charge du développement d'Heulebrug auprès de l'Intercommunale de Flandre occidentale (*West-Vlaamse Intercommunale* - WVI[640]), qualifie l'importation des principes du Nouvel Urbanisme tel que pensés par Duany et Krier. Bâtir Heulebrug a en effet été « *révolutionnaire*[641] » pour l'association de communes qu'il représente, obligeant celle-ci à changer ses pratiques d'aménagement urbain et, par la suite, à justifier l'emploi de ce nouveau modèle auprès de ses partenaires, peu habitués à travailler avec de tels principes.

Suite à la demande de la municipalité de développer un ensemble de logements à prix abordable aux abords de la ville, la WVI acquiert en 1991 trois hectares de terrains tout proches de la gare de Heist. Seuls quelques propriétaires possédaient les terres avoisinantes et, au terme d'une procédure d'expropriation autorisée par la région flamande[642], la WVI put finalement disposer d'une surface satisfaisante pour lancer son projet. En raison d'une récente loi foncière, celui-ci devait prévoir une densité de 25 logements par hectare, alors que pour la majorité des municipalités flamandes un tel urbanisme compact était alors perçu comme « antisocial, producteur de ghettos, irréaliste et même inhabitable[643]. » Allant à l'encontre de ces idées reçues, la WVI proposa en 1997 un plan directeur promouvant un habitat dispersé, de type pavillonnaire, respectant néanmoins la législation en vigueur [Figure 60]. Le plan fut approuvé par le département des routes et des infrastructures de Knokke-Heist mais fut finalement rejeté par l'exécutif communal. Au départ, le maire était pourtant favorable à

[640] Regroupant 54 communes flamandes, cette association exerce ses activités dans trois domaines : le développement économique, les projets immobiliers et l'aménagement du territoire. Fondée en 1964, cette association était constituée de trois départements différents avant leur fusion en 1999 sous l'acronyme WVI [www.wvi.be – consulté le 07.06.12]. Elle ne possède pas de patrimoine foncier et travaille seulement au développement de terrains à bâtir pour les communes de Flandre Occidentale (conception de plans directeurs, construction des infrastructures publiques et vente des parcelles).

[641] [Entretien avec Mathias Delrue, 28.09.09]

[642] Conçu par la WVI et l'exécutif communal, un plan spécial de construction (*Bijzonder Plan van Aanleg*) a été approuvé par décret régional le 25 septembre 1991, autorisant ainsi le regroupement des parcelles pour les besoins du projet. L'expropriation n'a pas été facile et dura près de dix ans [Opening Speech by WVI chairman L. Vanparys, *Official launching of the Heulenberg WVI- development project*, 22 septembre 2000] car certains expropriés se sentaient floués à l'idée que leur terrain acheté au prix de terres agricoles serait revendu au prix d'un terrains à bâtir [Charlotte Mikolajczak, *Les cités balnéaires du futur en visite dans le passé*, La libre entreprise, 7 septembre 2002].

[643] "(…) the larger part of the municipalities thinks that a density of 25 houses to the hectare is unsocial, ghetto forming, unrealistic and even "unlivable"." Depuis la Seconde Guerre mondiale, les communes flamandes ont essentiellement développé des programmes immobiliers sur des sites vierges selon une densité de 12 logements par hectares (20 dans le cas de logements sociaux). C'est seulement à partir de 1996 que la législation relative à l'aménagement du territoire impose, lors de ce type de développement, une densité d'au moins de 25 logements par hectare [WVI, *Description of the « Heulebrug » mixed-use project by the WVI in Knokke-Heist, Belgium*, août 2003].

cette esquisse – certes manquant de finesse et ayant l'aspect d'une « *énorme banane verte* » admet Delrue avec recul[644] - mais il se rétracta au dernier moment car, entretemps, Bart Chielens, qui avait eu connaissance de ces plans, avait réussi à convaincre le comte Lippens de « *changer de vision et de stratégie*[645] » :

Figure 60: Heulebrug, d'un plan conventionnel à un nouveau quartier traditionnel

Source : West-Vlaamse Intercommunale voor Technisch Advies en Bijstand voor ruimtelijke ordening, 1997 et DPZ & Company et Léon Krier, 1998.

[644] [Entretien avec Mathias Delrue, 28.09.09]
[645] [Entretien avec Bart Chielens, 29.09.09]

« Nous avons dit au maire qu'il est du mauvais côté, qu'il faut changer de vision. Il voyait que c'était moche mais il ne savait pas pourquoi. Il fallait avoir quelqu'un qui lui dise : « Ça, c'est vraiment mauvais ! » À ce moment-là, il nous a suivi. Et il a la personnalité de dire : « C'est fini, on va changer ! » Sans un maire, un maitre d'ouvrage, avec une forte personnalité, on n'y arrivera jamais ! Alors, il m'a laissé faire et j'ai invité Léon Krier. Et aussi Andrés Duany car il était, et il est encore aujourd'hui, le plus fort, le plus évolué en termes professionnels. »

Les mentors du mouvement néo-traditionaliste ont donc été invités par la commune, à travers l'entremise de Chielens, pour repenser le plan de la WVI. C'est aussi en raison de l'autorité du maire, prompt à imposer à sa municipalité les principes du bureau ARCAS Europe très actif à Knokke-Heist, que le modèle néo-traditionnel a pu être adopté par cette ville autrefois dessinée Josef Stübben. Le directeur du développement urbain de Knokke-Heist, Jan Van Coillie, souligne d'ailleurs que le précédent historique créé par le modèle culturaliste de Stübben a été un argument-clé quant à l'engagement de Krier et Duany :

« Maintenant, nous communiquons à la population en ces termes : « Nous allons construire une extension de la ville avec les principes de Josef Stübben. » Dans le monde de l'architecture, cela se traduit par le Nouvel Urbanisme : réaliser un espace vert avec de belles maisons, respecter la nature, avoir une attention particulière pour les espaces publics, des bâtiments à faible hauteur, différents types d'immeubles et une architecture typique de la région. En somme, il s'agit d'une extension normale de la ville. Donc, Stübben avait cette idée et ARCAS a dit à la municipalité : « Je connais quelqu'un qui travaille sur les principes de Josef Stübben. » Alors que la WVI avait fait un plan conventionnel, ARCAS nous a dit qu'il n'était pas bon. Chielens a dit au maire qui est une figure très forte à Knokke-Heist - pour ne pas dire qu'il est un dictateur, mais nous l'appelons un « despote éclairé » - : « Vous devriez contacter Krier et DPZ ! »[646] »

Certains employés de la WVI partirent alors en voyage d'étude à Seaside où ils discutèrent du projet avec l'agence DPZ & Company puis visitèrent aussi Poundbury. Bien que sceptiques au départ, ils revinrent convaincus de la justesse du choix du

[646] "*Now, we communicate to the people: "We will build an extension of the city with the principles of Jospeh Stübben." In the architectural world, it's translated as New Urbanism: making a green area with nice houses, respect for nature, special attention for public spaces, low buildings, different types of buildings and typical architecture of the region. In sum, it's a normal extension of the city. So, Stübben had this idea and Arcas told to the municipality: "I know somebody who is working on the principles of Joseph Stübben." When WVI made a classical design, Arcas told us that it's not good. Chielens told to the mayor who is a very strong figure in Knokke-Heist - not to say he is a dictator, but we call him a "*despote éclairé*" -: "You should contact Krier and DPZ!"*" [Entretien avec Jan Van Coillie, 17.02.10]

maire[647]. C'est ainsi qu'en juin 1998 Duany, cinq de ses employés et l'architecte luxembourgeois débarquèrent sur les côtes de la Mer du Nord pour travailler une semaine durant à l'élaboration d'un nouveau quartier traditionnel qui prendra pour nom « Heulebrug[648] » [Figure 60].

Comme à son habitude, DPZ & Company instaura une « charrette », autrement dit un travail de terrain consistant en l'occurrence, d'une part, à visiter et s'inspirer de certains sites remarquables à Knokke-Heist, Bruges, Damme et des villages de pécheurs des alentours et, d'autre part, à mener des consultations avec les édiles communaux, l'équipe de la WVI, les pompiers, la police et quelques associations. De l'avis de l'architecte Jeff Speck, coordinateur du projet pour DPZ & Company[649], « la moitié de la charrette a été consacrée à convaincre les administrateurs du projet que l'architecture classique était une option viable[650] », ce qui ne manqua pas de susciter des tensions auprès de la WVI et de la municipalité :

> « *L'administrateur du projet de la WVI, Geert Sanders, était un moderniste dévot. Durant toute la charrette, à chaque diner, il avait l'intention de discuter avec Léon [Krier] des mérites du modernisme. Diner après diner, nous tentions d'argumenter, mais il ne changeait pas son fusil d'épaule. Et puis certaines rencontres avec les autorités locales et leurs électeurs ont été assez exaspérantes. Je me souviens qu'à un moment donné Andrés [Duany] leur a dit : « Si vous vouliez une architecture moderniste, il ne fallait pas embaucher DPZ et Léon Krier. Maintenant que nous sommes là, vous allez avoir une architecture et un urbanisme traditionnels et ne perdons plus notre temps à parler de cela. » Il y avait donc, durant toute la charrette, une tension à propos du style, mais ça n'a jamais débouché sur une crise[651]. »*

[647] [Entretien avec Mathias Delrue et Trui Naeyaert, coordinatrice en charge du développement économique à la WVI, 28.09.09]

[648] Le nom a été choisi par les concepteurs du projet pour souligner l'intégration de celui-ci au paysage typique des polders, ces étendues artificielles de terres gagnées sur les littoraux de Belgique et des Pays-Bas. En dialecte flamand, « Heulebrug » désigne un pont entre deux digues séparant des polders.

[649] Fervent partisan du Nouvel Urbanisme, Speck a été pendant dix ans le directeur de la planification urbaine auprès de l'agence DPZ & Company, notamment pour des projets internationaux comme Heulebrug ou le Quartier am Tacheles. C'est lui qui a convaincu Duany de publier ses conférences en un livre qui est devenu le plus emblématique du mouvement américain : *Suburban Nation: the Rise and the Decline of the American Dream* (Duany et al., 2000), un best-seller qu'il a co-écrit et qui est devenu la « Bible de l'urbaniste » selon le *Wall Street Journal* [Entretien, 07.02.11]. Il travaille aujourd'hui pour les municipalités américaines et promeut auprès d'elles les principes d'une croissance urbaine intelligente (*smart growth*) qu'il a compilés dans un manuel avec l'aide de Duany (Duany et Speck, 2010).

[650] "Half the charrette was spent convincing administrators that classical architecture was a viable option." [propos recueillis par Meghan Drueding, *Knokke-Heist, Belgium Heulebrug - No boundaries: America's housing designers discovers a global market for their skills*, Residential Architect, août 2003]

[651] "*The WVI project manager Geert Sanders was a devout modernist. He was intent on arguing with Leon over every dinner for the entire charrette about the merits of modernism. And we spent dinner after dinner with Leon [Krier] just giving it to this guy but he never changed his tune. And some of the meetings*

Fort du soutien du maire, Duany dirigeait donc la charrette, sans concessions, tandis que son équipe travaillait sur les prescriptions morphologiques et stylistiques et les rendus visuels qui en découlaient. Quant à Krier, il dessina le plan avec l'aide de Speck, ce qui fut une source d'apprentissage mutuel se souvient ce dernier :

> *« Léon [Krier] faisait un premier plan et je le rendais plus efficace [rires] ; il le rendait plus beau, et je le rendais plus efficace encore. Nous avons fait ce va-et-vient pendant une semaine et, c'est à la fois avec plaisir et surprise que je l'ai trouvé extrêmement collaboratif, accueillant très bien d'autres idées de conception. Mais c'était vraiment un dessin de Léon et cela m'appris un vocabulaire que je n'avais pas utilisé auparavant. Tout particulièrement, ces rues qui changent régulièrement de largeur : c'est quelque chose que vous ne pouvez jamais réaliser aux Etats-Unis. Ces rues aux angles arrondis, c'est une marque de fabrique de Léon et c'est quelque chose que DPZ n'avait jamais fait auparavant et peut-être jamais plus depuis. C'est ce type de rue que j'ai appris à utiliser dans un contexte américain, mais avec une chaussée dont la largeur doit être régulière. C'est seulement en Europe que la chaussée peut varier de cette façon[652]. »*

Ce processus de « rétro-transfert » de connaissances est caractéristique de la transformation des modèles urbains en cours de circulation (Novick, 2003). En l'occurrence, lorsqu'un employé d'une agence américaine venu promouvoir en Europe une approche de type TND revient au pays avec des éléments morphologiques, comme ces traitements d'angle qu'il a pu expérimentés à Heulebrug [Figure 61], pour mieux les réutiliser ailleurs. Quant au processus consultatif de la charrette introduit à Knokke-Heist, il a été du moins un moyen d'apprentissage pour les partenaires conquis par le projet - « *Honnêtement, on a beaucoup appris avec Léon Krier*, se rappelle Chielens, *avec Duany aussi, à travers sa manière de travailler et le professionnalisme qu'il introduisait[653].* » - sinon un moyen de convaincre les plus sceptiques, comme la commune qui resta néanmoins très critique vis-à-vis du choix des références

---

with the constituents and the various government groups were fairly exasperating. At a certain point, I remember Andrés [Duany] had to say to them: "If you wanted modernist architecture you should not have hired DPZ and Leon Krier. Now that you've hired us you're going to get traditional architecture and urbanism and let's not waste our time talking about that anymore". So, there was a tension the whole charrette over style, but it never came to a head." [Entretien avec Jeff Speck, 07.02.11]

[652] "*Léon would do a first scheme and I would make it more efficient [laughs], and he would make it prettier and I'd make it more efficient again, and we went back and forth like this for a week. And to my pleasure and surprise he was extremely collaborative and extremely welcoming of others' design ideas. But it really was a Leon design and it brought certain things to my vocabulary that I hadn't used before. Most notably - something you can never accomplish in the US – which is streets that change in width consistently. In that plan, most of the streets are wedge-shaped which is a Leon trademark but something DPZ has never done before and perhaps never since. What I learnt from that for use in the American context is to make wedge-shaped street spaces but the pavement width has to be consistent. Only in Europe you can get away with pavement widths that vary like that.*" [Entretien avec Jeff Speck, 07.02.11]

[653][Entretien avec Bart Chielens, 29.09.09]

architecturales qui en a résulté : « *Ils ont fait cette sorte de charrette qui était bien*, reconnaît Van Coillie, *mais ils ont ensuite traduit ceci en architecture… Ils sont allés voir l'architecture de la région et ça a été la chose la plus stupide qu'ils aient pu faire. Si je me promène à Heulebrug, je me demande : « Est-ce qu'une chose pareille est réelle ? Est-ce que ce sont de nouvelles constructions*[654]*? » »*

Figure 61: Traitement d'angles et variation de la chaussée sur la rue de Toplicht

Source : photographie de l'auteur, 2009

En définitive, il semble que le processus de la charrette était déjà bouclé avant même qu'il ne commence. Autrement dit, ce travail de terrain s'est avéré purement « cosmétique » : les rendus visuels étant déjà préparés à l'avance - l'esthétique architecturale et paysagère pensée pour Heulebrug ne pouvant pas être remise en question par les maîtres d'ouvrage lors des consultations – les seuls éléments à discuter portaient finalement sur des questions d'aménagement urbain (accessibilité, sécurité, voirie, etc.) de toute façon discutées lors de tout projet immobilier, reconnait Chielens :

[654] "*They made this a kind of charrette and it was good, but then they translated it into architecture... These people went to neighbourhoods to see architecture. it was the stupidest thing for them to do. If I pass to Heulebrug, I wonder: "Something like this is real? Are they new buildings ?*"" [Entretien avec Jan Van Coillie, directeur du développement urbain de Knokke-Heist 17.02.10]

« La manière de procéder, ça c'est le professionnalisme qu'ils ont étalé mais, au fond, c'est beaucoup de « window dressing » [habillage fallacieux]. L'idée de la charrette, c'est d'inviter tous les acteurs sur le terrain, d'avoir une conversation et puis, après trois ou quatre jours, de présenter le master-plan définitif. Au fond, toute cette écoute et cette consultation, tous ces acteurs qui viennent, ça ne donne que des détails, je trouve. Dans un processus normal de planification, vous avez aussi tous les acteurs qui doivent donner leur avis et c'est beaucoup plus profond et beaucoup plus long. Une charrette, c'est bien pour créer dans les médias un peu d'attention. Mais pour que ça aboutisse vraiment à un plan définitif, ça, j'y crois pas : c'est beaucoup trop court. Le premier jour, ils font déjà des dessins pour le dernier jour. Quand on a quatre jours, on commence le premier jour à présenter les visualisations, et on regarde finalement comment on va introduire la visualisation dans le plan définitif[655]*. »*

En cela, les critiques qui peuvent être faites à cette rapide consultation avec les autorités communales sont généralement les mêmes qui sont adressées aux autres charrettes menées par les partisans du Nouvel Urbansime (Bond et Thompson-Fawcett, 2007; Day, 2003; Thompson-Fawcett et Bond, 2003; Thompson-Fawcett et Bond, 2004), surtout lorsque ce sont des architectes comme Duany et Krier qui les mènent. Ces deux confrères sont en effet connus pour faire passer leurs principes avant ceux qui pourraient émerger d'un processus véritablement participatif, souligne Jill Grant (2006: 185) : « il est plus facile d'établir de bons principes de conception que de garantir un parfait processus démocratique[656]. » Cette figure dogmatique de l'architecte-expert est pourtant critiquée par les néo-traditionnalistes (qui la considère comme étant rattachée au Mouvement Moderne) mais elle continue à s'imposer à travers leur volonté de promouvoir, mondialement et coûte que coûte, un style réinventant l'architecture vernaculaire.

Réinventer le vernaculaire

Au terme de la charrette, la municipalité et la WVI reçoivent donc un plan directeur accompagné de diverses règles garantissant l'harmonie visuelle d'Heulebrug[657]. *« Le conseil du Nouvel Urbanisme est que la totalité doit être harmonieuse,* souligne l'architecte de la WVI qui a appris à apprécier les principes néo-traditionnalistes du mouvement durant la charrette, *DPZ et Léon Krier ont analysé tous les styles architecturaux de la région et ils ont élu l'architecture flamande, médiévale, comme*

[655] [Entretien avec Bart Chielens, 29.09.09]
[656] "(…) it is easier to establish good principles of design than to secure a perfect democratic process." (Grant, 2006: 185) :
[657] Un extrait du plan directeur se trouve en annexe, page 470 et suivantes.

celle des cités de Bruges et Damme[658]*. »* Et s'ils ont choisi cette architecture – dont le rendu à l'aquarelle accentue son côté pittoresque [Figure 62], comme à l'accoutumée avec les projets de DPZ - c'est parce qu'elle est « *typique pour sa sobriété* » précise Delrue qui a retenu, avec sa collègue en charge du développement économique du projet, les ambitions pro-artisanales de Krier :

> *« L'architecture flamande, c'est une tradition qui est entre les mains des maçons et des ébénistes qui ont l'habitude de faire des toitures comme ça. Krier et Duany ont élu un style rationnel et non pas émotionnel. Et ça, c'est le début du succès d'Heulebrug. Car la plupart des gens qui voulaient y acheter un lot appréciaient ce style. Les autres, s'ils veulent acheter, ils doivent oublier le rêve moderniste*[659]*. »*

Figure 62: Perspective sur la place centrale d'Heulebrug

Source : Michael Morrissey, [Léon Krier – Duany-Plater-Zyberk & Company, ***Heulebrug, Knokke-Heist, Vlaanderen, Belgium***, juin 1998]

[658] [Entretien avec Mathias Delrue, 28.09.09]. « *Il était vraiment contre ce projet*, se souvient Krier à propos de Delrue, *Il est arrivé à la WVI très jeune, il était formé par les écoles normales de Belgique et était moderniste. C'est seulement par la suite qu'il a commencé à aimer Heulebrug. »* [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

[659] [Entretien avec Mathias Delrue et Trui Naeyaert, coordinatrice en charge du développement économique à la WVI, 28.09.09]

Mais pour le directeur du développement urbain de Knokke-Heist, cette architecture « *factice* » ne fait que prétériter sur le long terme un plan d'urbanisme qu'il estime cohérent avec l'histoire du lieu :

> *« Nous considérons le Nouvel Urbanisme comme un moyen d'aménagement mais nous ne le traduisons pas directement en architecture. Nous pensons que l'architecture moderne pourrait aussi y être implantée mais ce n'est pas possible à Heulebrug en raison de ses règles très strictes. Alors, finalement, les gens comprennent le Nouvel Urbanisme comme étant des bâtiments ayant l'air ancien. Spécialement ici avec Krier et ARCAS ! Les architectes parlent de « Disneyfication » ; je pense qu'ils ont raison. C'est dommage pour Heulebrug. C'est une architecture factice, une architecture du XIX^e^ siècle qui ne devrait pas être utilisée aujourd'hui. Je crois en l'aménagement parce que cela a fonctionné à Le Zoute avec Stübben : la hiérarchie de la voirie, le système parcellaire, les espaces publics, les routes sinueuses, le respect de la nature, etc. Mais ils veulent un tableau, ils veulent construire Disneyland, et je pense que cela va rendre tout le concept caduc[660] ! »*

Finalement, la municipalité n'est pas contre le fait d'inscrire le projet dans une tradition locale, mais à condition que celle-ci ait trait à l'urbanisme et non pas à l'architecture. Le plan directeur reprend certes les principes culturalistes de Josef Stübben mais ceux-ci ont été pensés à l'aune de l'unité de voisinage telle que réactualisée par Krier et Duany, comme le prouve son introduction. En effet, il y est écrit que le site, se traversant en dix minutes à pied d'est en ouest, a la « taille idéale pour un voisinage organisé de manière traditionnelle » : en tant que « vrai voisinage » Heulebrug a un centre et des limites bien définis, facilite les transports publics et privés et comprend divers bâtiments pouvant accueillir des résidents aux moyens économiques variés[661]. Une place centrale, « cœur civique de la communauté », structure l'ensemble composé de quatre quadrants ayant chacun une place secondaire. Le master-plan reprend les principes du *transect* développé par l'agence américaines : « comme dans un village grandissant petit à petit, les bâtiments au centre du projet sont plus urbains tant au niveau de leur disposition que de leur construction, tandis que les bâtiments à la

---

[660] "*We see New Urbanism as a type of masterplanning, but we don't immediately translate it into architecture. We think that modern architecture could also be put on it but in Heulebrug it's not possible because we have very strong regulations. So, people see nowadays the New Urbanism like the old like buildings. Especially with Krier and with Arcas here! Architects talk about Disneyfication. I think they are right. It's a pity for Heulebrug. It's fake architecture, architecture of the XIX^e^ century, that shouldn't be used anymore nowadays. I believe in the planning because it had been proved in Le Zoute with Stübben: the principles of the hierarchy of roads, the system of plotting, public spaces, curve roads, respect for nature… But they want pictures, they want to build Disneyland, and I think it will make all the idea kaput!*" [Entretien avec Jan Van Coillie, 17.02.10]

[661] "The size of the site is a ten-minute walk from east to west. This is the ideal size for a traditionally-organized neighborhood. (…) As a true neighborhood, Heulebrug has a clear center and edge, supports transit, and contains a range of building uses and resident incomes." [voir les directives d'Heulebrug, page 470 et suivantes]

périphérie sont plus ruraux[662]. » Seule cette transition « de l'urbain au rural, de la culture à la nature » sert de principe de zonage et dicte l'agencement des bâtiments selon les standards architecturaux et urbanistiques édictés par Duany et Krier.

Ces règles morphologiques et esthétiques sont à appliquer par les acquéreurs de parcelle et leur architecte, leur respect étant contrôlé lors du dépôt du permis de bâtir par un groupe *ad hoc* nommé « Heulebrug Planningscomité» (HPC). Elles portent sur six caractéristiques architectoniques : la façade, la hauteur des bâtiments, les toits, les murs, les ouvertures (telles que les portes et les fenêtres) et les éléments annexes (gouttières, boîtes aux lettres, cheminées, colonnes, etc.). À chaque fois, ces caractéristiques sont détaillées au niveau de leurs agencements (les garages et places de parking doivent être situés à l'arrière du bâtiment où une allée permet d'y accéder, un toit doit être symétrique et avoir un angle variant entre 50 et 60 degrés, etc.), de leurs dimensions (une cheminée doit mesurer, en plan, 70 cm sur 70 cm au minimum, une fenêtre ou un porche doivent être verticalement proportionnés selon le nombre d'or, etc.) et de leurs matériaux (de l'argile et de l'enduit pour les murs, du bois ou des pierres pour les cadres de fenêtres, etc.). Ces règles seront affinées durant l'année 1999 en même temps que Krier et ARCAS Europe, mandatés par la WVI, réalisent un « precedentenboek » (*precedent book*) explicitant les contraintes architecturales à travers des dessins et des plans qui doivent témoigner non seulement d'une « architecture formelle extrêmement agréable pour tous les résidents, mais aussi reconnaissable par rapport à ce qui est construit régionalement[663] » [Figure 63].

Pour retranscrire « la tradition locale » d'une « architecture simple, modeste, mais solide dans ses finitions » selon les termes du *precedent book*, Krier et ARCAS ont sélectionné une quinzaine d'architectes du mouvement néo-traditionaliste provenant de Belgique, du Luxembourg, de France, du Portugal, d'Angleterre, de Suède et de Norvège. Chaque bureau a construit un ou plusieurs modèles d'habitation sur des parcelles situées aux axes stratégiques du plan d'Heulebrug [Figure 64]. L'architecte Leloup y a participé et est devenu, à la demande de la WVI, partie prenante du HPC en charge du respect du cahier des charges stylistique. Il concède le melting-pot d'influences architecturales dans le développement de Heulebrug mais il souligne que ce qui lui importe le plus, entre le moment où l'acquéreur fait appel à un architecte local et où celui-ci réalise l'habitation, c'est de conserver une cohérence d'ensemble entre le domaine public et les façades des bâtiments :

[662] "As in a village that has grown over time, buildings towards the center are more urban in their disposition and construction, while buildings towards the edge are more rural." [voir les directives d'Heulebrug, page 470 et suivantes]

[663] "Deze architectuur is niet allen vormelijk uiterst aangenaam voor alle bewoners maar is ook nog eens een duidelijke onderkenning van de wijze zoals er hier in deze streek wordt gebouwd." [WVI, *Heulebrug, Knokke-Heist. Precedentenboek*, septembre 2000, page 2]

Figure 63: Types de façade à imiter extraites du *Precedent Book* d'Heulebrug

Source : WVI, ***Heulebrug, Knokke-Heist. Precedentenboek***, septembre 2000

« Ce qui est intéressant, ce sont parfois ces touches un peu anglaises, un peu scandinaves, un peu allemandes. Tous ces architectes sont proches du Prix Philippe Rotthier (…). On a essayé de défendre une image. Dans le vocabulaire classique, il ne faut pas tout jeter. Une colonnade, un couronnement d'un bâtiment, on y croit ! Un encadrement de porte, on y croit ! Un seuil bien construit, on y croit ! Les fenêtres qui projettent sur la rue, on y croit aussi ! (…) On corrigeait tous les plans, les plus grandes difficultés étant avec nos confrères [les architectes locaux]. On a du faire de concessions terribles : on a pu garder l'image de la façade avant, mais la façade arrière…sur les rues secondaires où sont les parkings, on a cédé sur les fenêtres sur toiture, alors que c'est interdit en façade avant (…). Mais les grandes lignes ont été suivies : les toitures, les détails de corniches, les détails d'angle, les portes d'entrée, le rapport de la porte d'entrée vers le trottoir, les soubassements…[664] *»*

Au sein de la HPC régnait aussi un souci de valoriser l'économie locale : tous les membres du comité, que ce soient la WVI, l'administration communale ou Leloup, s'accordent sur le fait de promouvoir l'accès aux habitants de la région à des loyers

[664] [Entretien avec Michel Leloup, 31.03.11]

abordables, de travailler avec des architectes et des entreprises de construction des environs et de valoriser l'artisanat local :

> *« Ce qui nous intéresse, c'est le modèle traditionnel. Si l'image est vernaculaire, ça me met à l'aise, mais la tradition c'est aussi une manière de construire, une réalité d'aujourd'hui. C'est une construction, une architecture, qui permet aux gens de réparer eux-mêmes. Ce qu'on aime défendre le plus souvent, c'est de faire travailler les artisans : ça, c'est le modèle que nous appelons traditionnel*[665]*. »*

Mais la dimension dynamique de ces traditions vivantes, telles que qualifiées par les architectes néo-traditionalistes, va finalement à l'encontre des contraintes formelles édictées par Duany et Krier, fait remarquer le directeur de l'aménagement communal :

> *« Le vieux style tue ce projet ! Nous avons ces règles : les fenêtres doivent être de cette proportion, les matériaux en bois… mais vous ne pouvez pas tout contrôler ! C'est une évolution normale, les gens vont vivre là-bas, se l'approprier, ils ne veulent pas de matériaux qui doivent être repeints tous les cinq ans. On ne veut pas jouer à la police (…) Nous sommes là pour servir, pas pour imposer. Le sens du lieu est donné par les habitants, pas par l'architecture*[666]*. »*

Les controverses qui ont émergé en raison de cette nouvelle forme de gouvernance touchent aussi la gestion du domaine public dont le financement n'a pas été pensé en amont du projet. Dans le cas d'Heulebrug, la WVI a acheté les terrains agricoles 10 euros le mètre carré et les a revendus aux futurs résidents au moins 1'000 euros le mètre carré, selon Van Coillie. La plus-value foncière ainsi réalisée a permis de payer la construction d'Heulebrug ainsi que le recours aux architectes internationaux mais pas la gestion de l'espace public sur le long terme, qui représente la moitié de la surface du développement : « *Ce projet affecte particulièrement les personnes en charge du maintien des routes, des arbres, etc. Ils ont énormément de travail, et cela n'avait pas été calculé au début du projet*[667] *!* »

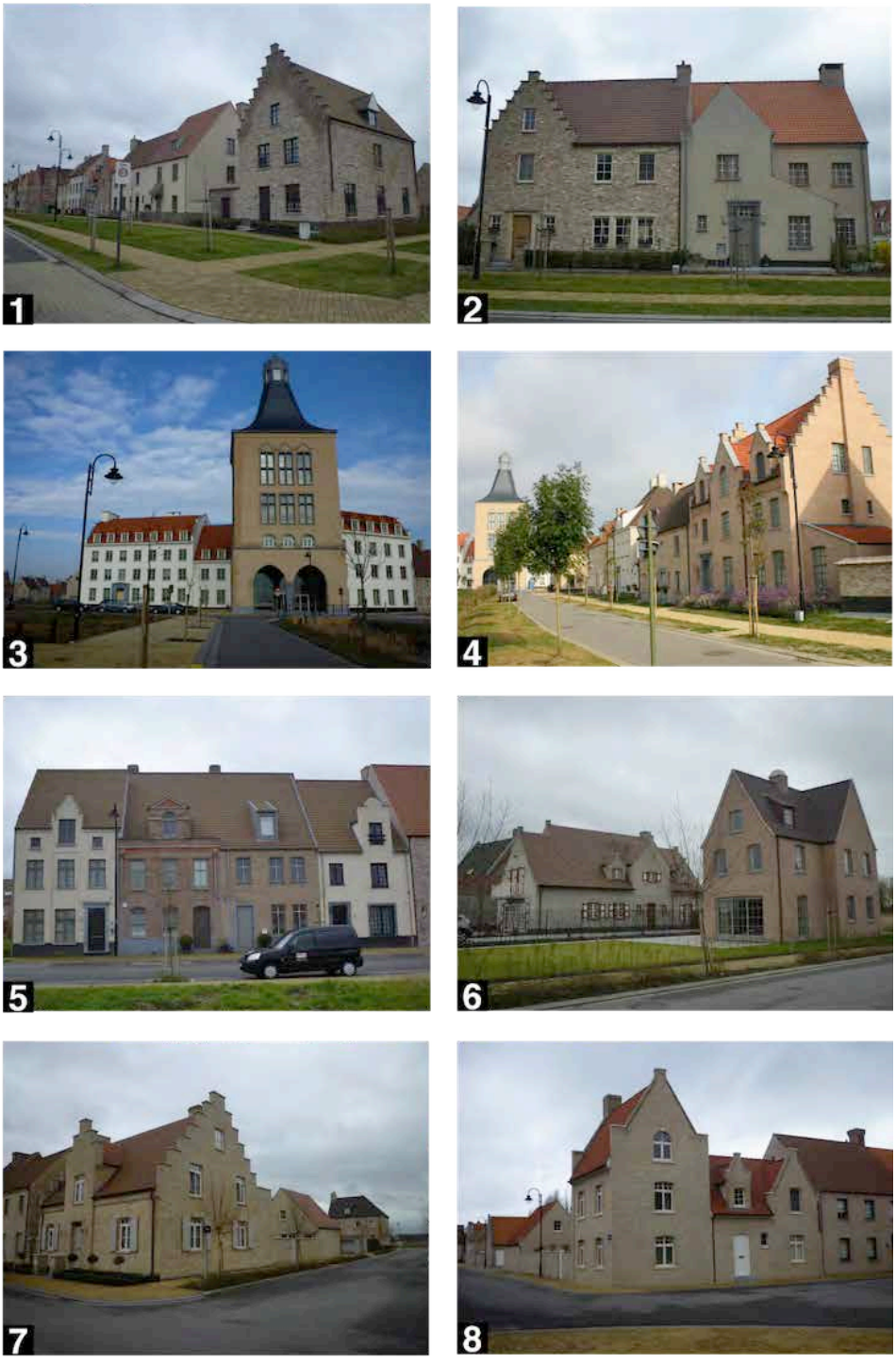
---

[665] [Entretien avec Michel Leloup, 31.03.11]

[666] *"The old style is killing this project. We have the regulations: the windows must be this proportion; the material must be wood… but you can't control. It's a normal evolution, people go to live there, make it their own, they want materials that they don't want to paint every five years. We don't want to be the police agent (…) We have to serve, we don't have to dictate! The sense of place is made by the inhabitants and not by the architecture."* [Entretien avec Jan Van Coillie, 17.02.10]

[667] "*For the community, you have the persons who have to maintain the trees, the roads, this project is also killing them. They have a lot of work and it's not calculated and they don't have the person for maintaining this."* [Entretien avec Jan Van Coillie, 17.02.10]

Figure 64: Heulebrug, ses architectes internationaux et ses bâtiments exemplaires



(1) Michel Authié (FR) et Piotr Choynowski (NO), (2) Charles Legler (FR), Michel Leloup et Marc Heene (BE), (3) Bart Tryhou (BE), (4) Sune Malmquist (SU), (5) Michel Leloup et Marc Heene (BE), John Simpson et Barbara Weiss (UK), (6) Piotr Choynowski (NO), Léon Krier et ARCAS (BE), (7) Sune Malmquist (SU), (8) Alberto Castro Nunes et Antonio Braga (PT). Source : photographies de l'auteur, 2010.

En définitive, Heulebrug apparaît comme le seul projet européen néo-traditionaliste où le plan directeur a été conçu de manière conjointe entre les deux représentants du néo-traditionalisme aux Etats-Unis et en Europe. Ce transnationalisme a alimenté les espaces de circulation du modèle urbain, comme en témoignent les processus de rétro-transferts lors de la conception (échange de bonnes pratiques, visites des villes paradigmatiques du mouvement). C'est aussi le seul projet dont l'accès à la propriété est réservé à la classe moyenne de la région. Ce caractère local, couplé au recours d'architectes et d'artisans des environs, répond aux ambitions du mouvement néo-traditionaliste. Par ailleurs, le plan directeur de Heulebrug, imposé par le bourgmestre de la commune de Knoke-Heist, a modifié les pratiques constructives des acteurs en charge de son développement. Mais les exigences du plan et de ses régulations ont été difficiles à être adoptées tant par la commune à qui revient la gestion du domaine public que par les résidents dont leur architecte devait se conformer aux détails édictés par les architectes internationaux. Le coordinateur du projet pour DPZ & Company fait d'ailleurs remarquer que l'ensemble fonctionne bien en termes urbanistiques, ce qui convient aux nouveaux urbanistes américains, mais beaucoup moins bien en termes architecturaux, au grand dam des néo-traditionalistes que sont Duany et Krier :

> *« Nous avons tous été très déçus de la majorité de l'architecture qui est sortie de ce projet. Mais ce sont juste des détails. C'est quand même incroyable de voir comment les gens sont incompétents lorsqu'il s'agit de faire de l'architecture traditionnelle. Regardez Poundbury, c'est tellement mieux ! En fait, c'est plutôt une préoccupation de troisième ordre, je dirais. La première, c'est : « Comment est l'aménagement [à Heulebrug] ? » De mon point de vue, cela a été réalisé à merveille. La deuxième préoccupation, c'est : « Comment sont les bâtiments en général ? Au niveau de leur volumétrie ? » Et ça aussi, ça fonctionne. Troisièmement : « En tant qu'architecte, comment peut-on apprécier les détails ? » Nous ne sommes pas satisfaits d'un grand nombre de détails mais nous pensons que ce n'est pas si important. Bien sûr, la première réaction d'Andrés, en tant qu'architecte, a été : « Aïe! » Léon [Krier] est aussi particulièrement sensible à ces questions de détails. Il prend tout personnellement et a une telle relation affective avec ces jugements esthétiques que pour lui un projet est un échec s'il ne trouve pas ça beau. Si vous examinez le projet à travers la perspective de « A Vision of Europe » ou à travers de celle du classicisme européen, ce n'est effectivement pas un succès. Mais si vous le considérez à travers la perspective du Nouvel Urbanisme, c'en est un. C'est une des raisons pourquoi nous – les Nouveaux Urbanistes – sommes un peu méfiants par*

rapport au fait d'être assimilés à des traditionalistes car nous pensons que leurs critères sont pondérés différemment par rapport aux nôtres[668]*. »*

[668] *"We're all very disappointed in much of the architecture that's come out of that project but that's just the details. It's just amazing how incompetent people are at doing traditional architecture. I mean, Poundbury looks so much better! In fact, I would say that's a third order of concern. First order of concern is: "How is the planning?" And it all was maintained wonderfully to my experience. Second is: "How are the buildings in the general? In the massing?" And that's also very strong. Then the third order is: "As an architect, how does one feel about the details?" And we're not happy with a lot of the details. But we don't feel that's so important. Of course, Andres' first reaction as an architect is: "Ouch!" about some of the details. Léon is also particularly sensitive to those issues. He takes it all so personally and has such an emotional relationship with his aesthetic judgement that for him a project is a failure if he does not find it beautiful. If you're going to look at the project through a vision of Europe lens or through a European classicism lens, it's not a success. But if you're going to look at it through a New Urbanist lens then it is a success. So that's one of the reasons why we are - the New Urbanists - a bit wary of being embraced by traditionalists because we feel their criteria are weighted differently than ours."* [Entretien avec Jeff Speck, 07.02.11]

SYNTHESE : ADOPTION ET ADAPTATION D'UN MODELE MALEABLE

En conclusion à ce chapitre sur les formes matérielles issues du mouvement néo-traditionaliste sont exposés les principaux résultats de mon analyse des logiques d'adoption d'un modèle urbain prônant la construction de nouvelles villes traditionnelles. Ma question de départ consistait à comprendre *quels sont les effets de la mise en circulation du modèle néo-traditionnel sur la morphologie et les politiques urbaines ?*

Les sites d'adoption du modèle néo-traditionnel, bien que fixes au sein de ses réseaux, sont aussi des espaces de circulation car ils sont traversés par des faisceaux de relations et de connaissances cultivées en d'autres lieux et en d'autres temps. Autrement dit, le fait d'immobiliser un modèle mobile permet, une fois que ses propriétés aient été reconfigurées par le truchement des formes matérielles produites par des acteurs endogènes, de le réinjecter dans ses espaces de circulation exogènes. Les formes urbaines constituent ainsi des « traces » de la mondialisation culturelle (Söderström, 2006: 557) qui expriment les effets locaux d'ancrage d'un modèle urbain. Cette action « performative » (Lussault, 2009: 44) du modèle s'imprime dans les formes architecturales et urbanistiques et les relations de pouvoir qui président à leur élaboration. Lors de l'analyse des paysages urbains façonnés la mobilité du modèle néo-traditionnel, j'ai donc porté mon attention, d'une part, sur les nouvelles normes qui régissent l'esthétique et la morphologie du cadre bâti et, d'autre part, sur les nouvelles coalitions d'intérêts qui assure la gouvernance de ces « morceaux d'ailleurs » (Allen et Cochrane, 2007: 1171).

Les formes matérielles sont des manifestations très concrètes de la circulation des connaissances en matière architecturale ou urbanistique. Dans les trois cas étudiés, les autorités publiques et les promoteurs se sont inspirés de réalisations antérieures : Seaside a servi d'exemple pour le développement de Poundbury, Celebration pour le Val d'Europe et Seaside et Poundbury pour Heulebrug. Par ailleurs, de nombreux architectes, réunis par l'entremise d'agents de transfert comme le Prince de Galles, ARCAS Europe ou la *Walt Disney Company* (WDC), ont circulé entre ces sites. La sélection des architectes, dont les trajectoires se rejoignent à l'occasion de la construction des nouvelles villes traditionnelles, assure au maître d'ouvrage l'exclusivité de la conception esthétique. Ces groupes d'architectes seuls autorisés à bâtir fonctionnent encore à Poundbury ou au Val d'Europe ; par contre, c'est uniquement la construction de bâtiments emblématiques qui a servi à Heulebrug de référence pour les architectes locaux engagés par la suite. L'harmonie du paysage urbain est garantie par l'imposition d'un régime de servitude qui s'impose aux régulations spatiales existantes. Comme dans tout développement néo-traditionaliste, des « codes » contraignent l'usage des matériaux, les dimensions des bâtiments et leur rapport à l'espace public et, de l'avis

de nombreux acteurs, assurent la rentabilité du foncier sur le long terme. L'ensemble des références architecturales mobilisées assigne une identité à chaque quartier : par exemple, le style vernaculaire à Poundbury, le style haussmannien au Val d'Europe ou le style anglo-normand à Heulebrug. Dans les trois cas, il s'agit pour les architectes de raconter une histoire, de donner une ambiance, de créer de la localité, très souvent en faisant table rase du passé, comme le faisait les modernistes qu'ils honnissent. Cela est particulièrement flagrant au Val d'Europe à travers le concept de « mythogenèse » qui falsifie l'histoire pour célébrer le génie d'un lieu qui n'a jamais existé. C'est aussi le cas à Poundbury où les références vernaculaires qui ont été compilées ne servent que la vision nostalgique d'une Angleterre pittoresque fantasmée par un Prince et son conseiller (Maudlin, 2009) pour finalement créer un lieu à nul autre pareil, comme le souligne l'architecte Robert Adam : « *Il n'y a nulle part dans le Dorset des lieux comme Poundbury, nulle part en Grande-Bretagne (…). Poundbury est très a-local : la rhétorique ne correspond finalement pas à ce qui est sur le terrain*[669]. » Révéler l'histoire d'un lieu et l'inscrire dans la durée n'est en définitive pas la priorité du mentor du néo-traditionalisme Léon Krier :

> *« Moi, je ne fais pas de scénario historique mais de la géométrie. Les Romains, ils ont fait Dorchester. À Poundbury, il y avait une route romaine droite comme un fil et cela troublait le lieu alors j'ai cassé la route en plusieurs morceaux. Heureusement, il n'y avait pas les archéologues, ils n'ont pas pensé à faire opposition. Ils auraient dit que l'on n'a pas respecté les Romains : la route allait tout droit et moi j'ai dessiné plusieurs coups de hanche, des sinuosités. Mais les Romains c'était il y a deux-mille ans ! On s'en fout, maintenant c'est nous les Romains*[670] *! »*

Somme toute, la notion de tradition, pour relative qu'elle soit, permet principalement aux promoteurs immobiliers de Poundbury, du Val d'Europe et de Heulebrug – trois ensembles créés *ex nihilo* sur des terrains agricoles dont la plus-value foncière a été conséquente – de construire un argument de vente pour les futurs résidents, un récit où l'histoire est réduite à une sélection de thèmes architecturaux sans continuité avec le passé. Ce parti pris, cette volonté de produire des environnements extrêmement contrôlés et peu évolutifs, à une implication en termes de gestion du cadre bâti. Cela induit pour les autorités publiques des transferts de charge vers des entreprises privées, comme à Poundbury, des rétrocessions des espaces privés situés sur le domaine public, comme au Val d'Europe, ou des coûts supplémentaires difficiles à supporter pour les autorités publiques, comme à Heulebrug.

669 "*There is nowhere in Dorset like Poundbury. Nowhere in Britain like Poundbury (…). It's very un-local. So, rhetoric doesn't match what's on the ground*." [Entretien avec Robert Adam, 02.02.11]

670 [Entretien avec Léon Krier, 31.05.10]

L'adoption du modèle néo-traditionnel a transformé les pratiques d'aménagement et les intérêts des acteurs en charge du développement urbain. À Poundbury, un travail de persuasion a été nécessaire pour que Léon Krier assoie sa légitimité auprès des promoteurs du Duché de Cornouailles. Le volontarisme du Prince de Galles a permis de rallier à sa cause tous les acteurs qui, le succès aidant, ont finalement participé ensemble à bâtir l'exemplarité de la ville-modèle du Prince. Au Val d'Europe, les négociations ont été serrées entre l'Etat, les communes et la WDC mais leurs intérêts convergent pour réaliser un nouveau type d'urbanisme de banlieue : les autorités publiques réalisent des économies conséquentes en s'alliant avec une multinationale et celle-ci peut préserver la qualité de l'environnement aux alentours de ses parcs à thèmes. À Heulebrug, le caractère social du projet fédère les acteurs, bien que les autorités publiques se soient vu imposer par le bourgmestre, conseillé par le bureau ARCAS Europe, des formes architecturales qu'elles ne plébiscitent pas. Dans les trois cas, l'adoption d'un modèle exogène a nécessité pour les maîtres d'ouvrage l'apprentissage de nouvelles normes architecturales et de nouveaux types de gouvernance urbaine. Dans ce processus, la figure de l'expert domine et ne permet pas de traduire dans les faits les ambitions participatives du mouvement néo-traditionaliste. Finalement, les habitants sont peu ou prou consultés, que cela soit à Poundbury, au Val d'Europe ou à Heulebrug, alors que le discours populiste des architectes néo-traditionalistes se fonde sur la présupposée adhésion d'un public faisant preuve de goûts sûrs en matière esthétique.

Au terme de ce chapitre portant sur trois formes emblématiques du mouvement néo-traditionaliste, il apparaît que quatre conditions sont nécessaires à l'implantation locale d'un modèle urbain exogène, façonné dans les laboratoires britannique et américain et ayant circulé au sein de réseaux supranationaux : une maîtrise foncière totale, des finances publiques conséquentes, un contrôle sur le long terme de la conception et un maître d'ouvrage visionnaire et volontariste. Dans ce cadre, le modèle néo-traditionnel est performatif tant au niveau matériel que social, transformant les paysages urbains et les modalités de gouvernance. Il n'en reste pas moins que la conjonction de ces conditions à Poundbury, au Val d'Europe et à Heulebrug est exceptionnelle et leur confère une fonction de ville-manifeste, et que sans le soutien de puissants commanditaires, tels que le Prince de Galles, la WDC ou le comte Léopold Lippens, les architectes néo-traditionalistes seraient bien en peine pour construire leur ville de demain.

CONCLUSION

TURBULENCES

Les frictions font partie du mouvement (Cresswell, 2006) et l'immobilité de la mobilité (Sheller et Urry, 2006). La circulation des modèles urbains ne se réduit pas à un simple processus linéaire de diffusion, mais est le produit d'un mouvement tourbillonnaire transformant à la fois les modèles eux-mêmes ainsi que les collectifs qui les exportent et qui les importent. De nombreuses turbulences ont accompagné la création des laboratoires du modèle néo-traditionnel, l'expansion de ses réseaux supranationaux et la construction de ses formes urbaines. Ces frictions illustrent combien des images peuvent circuler mondialement sans le contexte d'origine qui les a vues naître, entrainant alors des décalages croissants entre le modèle, ses discours et ses formes. *Traduttore, traditore* - traduire, c'est trahir - ainsi conclurai-je cette thèse en interrogeant les politiques du modèle néo-traditionnel, et plus généralement la pertinence de celui-ci quant à l'urbanisation planétaire caractérisant le XXI^{e} siècle.

Ce chapitre est structuré en quatre parties. Premièrement, je reviens sur les apports conceptuels et théoriques qui m'ont permis d'élaborer un cadre analytique portant sur le régime circulatoire des modèles urbains. Deuxièmement, j'expose les principaux résultats qui m'ont permis de comparer la diversité des relations interurbaines, leur spécificité et leur évolution dans le temps, entre les villes et les institutions que les architectes néo-traditionalistes ont créées de part et d'autre de l'Atlantique.

Troisièmement, je démontre que le mouvement néo-traditionaliste est à la fois polarisé et polarisant, en insistant sur sa géographie fragmentée et sur ses controverses sociales. Quatrièmement, je conclus sur la politique et la mondialité des nouvelles villes traditionnelles où le modèle urbain est considéré comme un outil identitaire permettant aux villes qui l'adoptent de se singulariser au sein d'un marché mondial des « bonnes pratiques » en matière architecturale et urbanistique.

THEORISER LE REGIME CIRCULATOIRE DES MODELES URBAINS

J'ai mobilisé durant cette recherche différentes ressources théoriques qui, utilisées de manière complémentaire, m'ont permis d'aboutir à un cadre analytique centré sur le régime circulatoire des modèles urbains. Celui-ci peut être généralisable à d'autres mouvements d'urbanisme contemporains qui prétendent réformer la société à travers une organisation exemplaire de l'espace, supposée vertueuse et reproductible quels que soient les contextes.

Si j'emploie le terme de « modèle urbain », c'est pour désigner, à l'instar de Choay (1980: 331), un instrument « de conversion et de guérison (…) destiné à résoudre les contradictions sociales par un simple jeu d'espace. » Il est particulièrement approprié pour qualifier des mouvements d'urbanisme qui prônent, de manière morpho-déterministe, une architecture orientée vers l'organisation de relations socio-spatiales idéales. C'est notamment le cas du néo-traditionalisme dont l'argumentaire thérapeutique s'inscrit dans la continuité des modèles culturaliste et progressiste qui, selon l'analyse que fait Françoise Choay (1965) des écrits de l'urbanisme, ont façonné les villes du XX^{e} siècle. Par rapport à mon objet de recherche, la schématisation que propose Choay permet d'identifier des discours très contrastés au sein des membres du mouvement : d'un côté, ils survalorisent l'urbanisme culturaliste et, de l'autre, ils honnissent l'urbanisme progressiste à l'origine, selon eux, des maux dont souffrent les villes européennes et américaines depuis l'après-guerre. Les caractéristiques du modèle culturaliste, au plan organique et irrégulier, orienté par des valeurs traditionnelles associées à l'idéal communautaire, sont les mêmes que celles du modèle néo-traditionnel promu par le mentor du mouvement Léon Krier (Ferrari, 2015; Thompson-Fawcett, 1998b). L'analyse structuraliste de Choay m'a ainsi permis, dans un premier temps, d'identifier des valeurs et de définir des figures. Mais un modèle urbain ne se résume pas à son contenu idéologique et spatial figé dans le texte et, dans un deuxième temps, j'ai eu recours à l'histoire sociale des mouvements réformateurs proposée par Christian Topalov (1999b) pour insister sur la diversité des intentions et des pratiques qui portent un modèle d'un lieu à un autre et qui, en conséquence, le transforme. Dans le cadre de réformes urbaines, mobiliser un modèle, c'est le rendre malléable par rapport à des intérêts professionnels et politiques spatialement situés : « étonnante aventure que celle d'une doctrine qui n'a été aussi efficace que parce qu'elle a été trahie », comme le

souligne Topalov (1999c: 21) à propos de l'adoption du modèle culturaliste de la cité-jardin par-delà les frontières britanniques.

Le champ réformateur se caractérise donc par la mobilité de ses protagonistes, d'une part, et par l'institutionnalisation de leurs pratiques, l'établissement de règles partagées et la mise en valeur de nouvelles expertises, d'autre part (Topalov, 1999a: 358). Méthodologiquement, cela m'a amené à m'intéresser à la fois à un processus circulatoire (les trajectoires des réformateurs) et à un état plus ou moins stable qui en résulte (les institutions réformatrices). Pour compléter ces apports de l'histoire sociale et après avoir brossé le contexte actuel de la mondialisation des villes et des connaissances qui sont à leur origine, j'ai eu recours au paradigme des nouvelles mobilités (Sheller et Urry, 2006) pour saisir les modalités mêmes du mouvement des modèles de développement urbain. La perspective d'Eugene McCann et Kevin Ward (2011a) m'a permis d'analyser conjointement les lieux et les réseaux où l'urbanisme est élaboré, négocié et adapté et de comprendre, d'une part, les circonstances dans lesquelles des connaissances sont (re)produites, et d'autre part, comment celles-ci se modifient par le fait de circuler d'une ville à l'autre. Ces auteurs démontrent qu'une attention spécifique doit être portée aux espaces mis en relation par les solutions d'action publique, aux pratiques qui les structurent et aux relations de pouvoir qui s'établissent lorsqu'une politique (ou une partie de celle-ci) est reçue dans un autre lieu. Ainsi, les études sur les politiques urbaines mobiles analysent quels sont les circuits que ces « bonnes pratiques » empruntent et quel rôle jouent les acteurs locaux et le contexte économique et politique dans lequel ils s'inscrivent. Ce récent champ de recherche permet certes de comprendre à la fois territorialement et relationnellement la transformation des villes contemporaines – c'est-à-dire en considérant leur logique interne mais aussi leurs relations externes – mais, selon moi, il n'insiste pas suffisamment sur la matérialité-même de celles-ci, façonnée par des récits, des expertises et des pratiques nomades. Pourtant, les formes matérielles sont des manifestations très concrètes de la circulation des connaissances en matière architecturale ou urbanistique, d'autant plus lorsqu'elles sont produites par un mouvement de *design* urbain comme le néo-traditionalisme, car elles constituent des « traces » de la mondialisation culturelle (Söderström, 2006: 557).

À travers cet état de la littérature, j'ai souligné qu'un modèle est produit par des - et producteur de - relations interurbaines : il se transforme *en cours de route* et a des *effets* sur les structures spatiales et sociales qui sont à la fois des points d'ancrage et de reproduction de cette mobilité (Guggenheim et Söderström, 2010b). C'est pourquoi j'ai interrogé dans le cadre de cette thèse à la fois c*omment le modèle néo-traditionnel est (mis) en mouvement entre divers espaces* et *comment les formes et les politiques urbaines se transforment sous l'effet de ce mouvement.*

Pour répondre à ces questions, et partant des prémisses exposées par Jennifer Robinson (2011) quant aux « espaces de circulation du savoir », j'ai proposé une théorie du régime circulatoire des modèles urbains où je distingue heuristiquement trois axes d'analyse relatifs aux laboratoires (où il s'agit de résister à la critique et d'intéresser des alliés), aux réseaux (qui connectent des institutions et délimitent la doctrine) et aux formes (dont la conception est normée et gérée) qui constituent, de manière interdépendante, les espaces de circulation d'un mouvement d'urbanisme.

Suivant les apports de la sociologie de la traduction (Akrich et al., 2006), je considère ces arènes comme liées par des opérations de traduction qui assemblent, de manière provisoire, des entités hétérogènes (des personnes, des institutions, des procédures techniques, des artefacts, etc.) pour donner forme à une « définition partagée d'un monde commun » (Latour, 2007: 357). Ainsi, les modèles urbains, que je considère comme des innovations au sein du champ architectural et urbain, ne se diffusent pas de manière linéaire au sein des sociétés et des espaces, mais circulent selon la logique itérative de la traduction faite d'expérimentations, de compromis et de négociations visant à rendre « commensurable l'incommensurable. » (Larner et Le Heron, 2002: 761) Une telle approche, aussi utilisée dans les études sur les politiques urbaines mobiles, m'a permis de mettre l'accent sur le travail collectif nécessaire à la fabrication d'une « sphère internationale de l'urbain » (Saunier, 2001) où ses acteurs s'affrontent et se rejoignent dans la définition de normes et de pratiques partagées transcendant les frontières. Pour en rendre compte, j'ai mobilisé le vocabulaire propre à cette sociologie. Par exemple, j'ai considéré les chartes d'urbanisme comme des « mobiles immuables », soit des documents facilement présentables, lisibles et combinables qui conservent leur substance en circulant ; la forme urbaine du quartier comme un « objet-frontière », soit un outil d'intercompréhension qui permet à des mondes différents de communiquer afin d'atteindre un objectif commun ; ou encore la Fondation du Prince de Galles pour l'environnement construit (*Prince's Foundation for the Built Environment* - PFBE) comme un « centre de calcul », soit un site où sont accumulées et agencées de manière cohérente diverses connaissances. La sociologie de la traduction m'a donc été utile pour insister sur les séries d'action nécessaires à la stabilisation d'un réseau sociotechnique, mais il m'est apparu difficile lors de mes analyses de recenser l'ensemble des entités qui le compose ainsi que d'observer toutes les opérations de traduction entre celles-ci. Le caractère ouvert et horizontal d'un réseau ne permet pas d'étudier en profondeur une situation localisé et la diversité des interconnexions qui le configure implique une sélection raisonnée des « observables » pertinents pour saisir les entités en mouvement. Je me suis donc limité à reconstruire les trajectoires des architectes néo-traditionalistes et à comprendre les articulations entre les principaux « sites relationnels » (McCann, 2011a) où ils ont promus, partagés et codifiés leur doctrine : les laboratoires originels du mouvement, ses réseaux supranationaux et ses formes emblématiques.

COMPARER LES ARENES DU NEO-TRADITIONALISME

Dans le cadre de cette thèse, j'ai interrogé à la fois un processus circulatoire et ses effets sur les villes en identifiant *comment, dans quel lieu et grâce à (ou à cause de) qui, est conservée (ou non) la substance d'un modèle mobile*. En ayant recours à l'ethnographie multi-site, j'ai suivi des architectes, leurs stratégies et leurs récits engagés dans des processus translocaux ; j'ai remonté les filières du modèle néo-traditionnel et identifié les espaces et les acteurs qui (re)configurent sa mobilité. Le corpus principal de cette recherche est constitué de près de 50 entretiens approfondis avec les promoteurs et les concepteurs du modèle néo-traditionnel, d'observations *in situ* en France, en Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis ainsi que de l'analyse de contenu des chartes d'urbanisme, des standards d'aménagement et des autres textes représentatifs du néo-traditionalisme. Ces données permettent de comparer la diversité des relations interurbaines, leur spécificité et leur évolution dans le temps, entre les villes et les institutions que les architectes néo-traditionalistes ont créées de part et d'autre de l'Atlantique.

Ainsi, j'ai comparé les arènes où le modèle néo-traditionnel émerge (ses laboratoires), où il s'étend (ses réseaux) et où il est adopté (ses formes). Bien que celles-ci se situent dans des contextes économiques, politiques et culturels pour la plupart différents, je considère leur comparaison pertinente car elles sont affectées par des transformations socio-spatiales en partie ressemblantes. La présente section revient sur les spécificités de ces arènes et la suivante sur leurs similitudes. Ces résultats m'amèneront à affirmer que le mouvement néo-traditionaliste est à la fois polarisé et polarisant au sein du champ architectural et urbanistique.

Dès ses origines, le modèle néo-traditionnel a été façonné par des circuits transatlantiques et ses principes réactionnaires se sont peu à peu sédimentés à travers des prototypes, puis ont été défendus par des porte-parole et des collectifs qui ont construit les places fortes nécessaires à sa circulation : le laboratoire britannique du Prince de Galles et le laboratoire américain du Nouvel Urbanisme.

L'approche *Traditional Neighborhood Development* (TND) qui caractérise le mouvement néo-traditionaliste trouve ses origines en Europe au début du XX^{e} siècle sous la forme d'une cité-jardin à l'esthétique traditionnelle, telle que pensée par l'architecte britannique Raymond Unwin. Près de trente ans plus tard, ce modèle culturaliste est transposé à l'intérieur de la ville de New-York par le réformateur Clarence Perry qui le conçoit alors comme une unité de voisinage. Cet outil de planification constitue la première base documentaire du mouvement néo-traditionaliste qui se constitue dans les années 1960, alors que la dimension historique de la ville est réhabilitée par l'architecte italien Aldo Rossi et le courant de *La Tendenza.* La construction de Port-Grimaud en 1966 par l'architecte français François Spoerry est le

premier prototype des réformes urbaines qui seront engagées par les porte-parole des laboratoires du néo-traditionalisme - Maurice Culot, Léon Krier et Andrés Duany – tous unis pour *concevoir des villes traditionnelles en opposition aux théories et aux formes léguées par le Mouvement Moderne.*

Dans le cadre de ces premières expériences, les valeurs du modèle urbain sont marquées par le sceau de l'ingénierie sociale où il s'agit de développer à l'intérieur des quartiers l'esprit civique d'une communauté socialement homogène. L'architecture urbaine, fondée selon des « lois immuables » d'après Rossi et devant être « douce » d'après Spoerry, valorise les sources historiques et les traditions locales. Le modèle apparaît déjà comme réactionnaire, démagogique et pastichant le passé. Mais les propriétés du modèle seront reformulées à Bruxelles par le laboratoire originel du néo-traditionalisme. Le début des années 1970 marque l'émergence du premier programme néo-traditionaliste caractérisé certes par un conservatisme morphologique, mais aussi par un progressisme politique qui tranche avec la réalisation de la station balnéaire privative qu'est Port-Grimaud. En effet, ce sont les valeurs d'une « ville habitée » et d'une « ville démocratique » qui sont promues dans une perspective de lutte des classes par l'architecte belge Maurice Culot et ses alliés. Le quartier sera la forme urbaine mobilisée par l'ephémère Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne qui valorise l'artisanat au détriment de l'industrie de la construction, la marche au détriment des transports mécaniques, la multifonctionnalité au détriment du zonage.

Entre la Belgique et le Royaume-Uni, l'architecte luxembourgeois Léon Krier joue ensuite, dans les années 1980, le rôle de « passeur d'idées » auprès du Prince de Galles. Le collectif qui se constitue autour du monarque n'emprunte plus la rhétorique anticapitaliste du laboratoire bruxellois : le groupe pour les villages urbains, composé de promoteurs immobiliers et de lobbyistes, invoque la vision nostalgique d'une Angleterre pittoresque afin de commercialiser plus de 50 développements urbains en Grande-Bretagne. Le Prince Charles associe aux principes de ce groupe les règles de l'architecture vernaculaire et classique de Krier afin de poursuivre son programme contre « l'establishment architectural » inféodé, selon lui, au modernisme. Il crée alors en 1998 un nouveau collectif autour de la Fondation du Prince pour l'environnement construit (*Prince's Foundation for the Built Environment* - PFBE). Ce laboratoire apparaît comme la « plateforme idéologique » d'un mouvement qui s'institue durablement et gagne en légitimité professionnelle. Dans ce cadre, les valeurs du modèle sont celles de la monarchie : respect de la hiérarchie et des codes, bon goût esthétique se fondant sur l'essence supposée de la nation et continuité historique de traditions immuables.

Alors que le développement de Poundbury est le prototype de la renaissance urbaine selon le Prince Charles, la station balnéaire de Seaside est la première innovation

matérielle du néo-traditionalisme américain en train de naître durant les années 1980. Son programme est la limitation de l'étalement urbain à travers la refonte des banlieues résidentielles en des quartiers « authentiques » où l'architecture du début du XX^{e} siècle permettrait de renforcer le sens de la communauté. Porte-parole du mouvement, l'architecte américain Andrés Duany trouve au sein du Congrès pour le Nouvel Urbanisme (CNU), qu'il co-fonde en 1993, les relais nécessaire pour promouvoir l'approche TND à travers le monde. Même si la Charte du Nouvel Urbanisme ne promeut pas suffisamment le style néo-traditionaliste selon Krier, elle permet aux partisans de l'approche TND d'intéresser une coalition d'alliés plus étendue qu'au Royaume-Uni car le CNU est ouvert au public de manière décentralisée, au contraire de la fondation privée du monarque britannique. Utilisé de manière pragmatique à des fins commerciales aux États-Unis, le modèle néo-traditionnel s'insère dans un marché immobilier de niche n'hésitant pas à pasticher le passé architectural pour mieux valoriser l'harmonie sociale supposée de communautés authentiques.

Les réseaux supranationaux du néo-traditionalisme n'ont pas permis de construire un mouvement international de réforme urbaine. Certains ont cessé leurs activités au profit de collectifs décentralisés, d'autres ont été rattachés aux laboratoires originels. Ces réseaux apparaissent comme fragmentés, leurs groupes isolés et leurs centres concentrés sur l'axe transatlantique anglophone.

Krier et Duany espèrent alors construire un mouvement international dont l'influence serait similaire à celle des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM). Ces architectes ont toujours regretté de ne pas rencontrer de soutien de la part des gouvernements et d'être taxés de rétrograde par les critiques architecturaux, alors que, selon eux, le marché immobilier leur donne raison. Avec leurs alliés, ils ont alors créé leurs propres réseaux supranationaux, médiateurs de liens et de reconnaissances socioprofessionnels à travers des écoles, des projets et des prix communs. Toutefois, ces espaces ne permettent pas vraiment de coopter de nouveaux membres et témoignent d'une faible mondialité en raison du nombre restreint des interconnexions transnationales qui s'y produisent. La majorité de ces interconnexions s'observe sur le Vieux Continent au « point de ralliement » qu'est la PFBE ou dans le cadre de projets communs qui y sont plus nombreux qu'aux Etats-Unis où se renforcent des alliances nationales autour du CNU. Ce sont finalement trois institutions internationales qui permettent de rendre compte de la mondialité du mouvement néo-traditionaliste en raison du nombre d'acteurs qui s'y retrouvent et des formes d'action collective qui y prennent place. À l'inauguration d'*A Vision of Europe* (AVOE), l'association réunit des architectes provenant de 18 pays, le Réseau international pour la construction, l'architecture et l'urbanisme traditionnels (*International Network for Traditional Building, Architecture and Urbanism* - INTBAU) compte plus de 3'000 membres provenant de 108 pays, et le lancement du Conseil pour un Urbanisme Européen (CEU)

rassemble 15 pays. Les trajectoires des architectes impriment leur marque au sein de ces réseaux : l'italien Gabriele Tagliaventi joue à l'AVOE le rôle de médiateur entre les laboratoires belge et britannique originels, les britannique Robert Adam et Matthew Hardy entre le laboratoire britannique, l'AVOE et l'INTBAU et l'américain Andrés Duany entre le laboratoire américain et le CEU. Autour de ces réseaux, gravite la mouvance classiciste américaine avec l'école d'architecture de Notre Dame et l'Institut pour une architecture classique basé à New York (*Institute of Classical Architecture and Classical America* - ICA&CA).

Parmi les trois réseaux supranationaux analysés, seul l'INTBAU subsiste actuellement en raison de sa structure institutionnelle et du contenu du modèle qu'il promeut. Ses principes apparaissent pour ses nombreux membres comme un moyen de préserver leur tradition architecturale et leur identité spatiale dans un contexte où la mondialisation est perçue comme une menace. Par ailleurs le réseau est économiquement et politiquement viable grâce à son rattachement à la PFBE. Malgré cette tutelle du laboratoire britannique, les près de 20 groupes nationaux qui sont rattachés au réseau fonctionnent de manière décentralisée sur presque tous les continents. Le fonctionnement de l'AVOE. CEU est au contraire trop centralisé et leurs principes sont trop eurocentrés pour prétendre à l'universalité. L'AVOE n'a pas su fédérer suffisamment de membres en raison de son programme de réforme radical en termes architectural et stylistique. Quant au CEU, il n'a pas réussi à associer les cultures urbanistiques hétérogènes au sein de l'espace européen, d'autant plus qu'il était perçu comme une initiative américaine aux airs évangéliques. Par ailleurs, à la fin des années 2000, l'INTBAU et l'AVOE redéfinissent leur stratégie de réforme, respectivement, en substituant la notion de tradition à celle d'identité et en déployant un argumentaire centré sur le développement durable. Ce changement de registre a permis à l'INTBAU de maintenir sa position centrale au sein du mouvement néo-traditionaliste, qui proclame que le sentiment d'appartenance à un lieu doit être préservé face aux changements économiques et sociétaux. Toutefois, il n'a pas amené l'AVOE à étendre son influence, comme l'espérait son fondateur à l'origine du réseau mort-né en 2009, l'Eco-Compact City Network (ECCN), qui n'a finalement servi que de caisse de résonnance en Ile-de-France pour les initiatives politiques de Tagliaventi et du maire du Plessis-Robinson.

Les formes néo-traditionalistes ont produit des environnements extrêmement contrôlés et peu évolutifs qui ont redéfini la gouvernance urbaine. Quatre conditions sont nécessaires à l'implantation du modèle : une maîtrise foncière, un financement public, un contrôle de la conception et un maître d'ouvrage volontariste.

Les trois principales formes urbaines étudiées, de type TND, sont reconnues comme emblématiques par les laboratoires et les réseaux du néo-traditionalisme : Poundbury en Grande-Bretagne, le Val d'Europe en France et Heulebrug en Belgique, respectivement

conçus dans la continuité de la ville de Dorchester, du développement de Marne-la-Vallée et de la ville de Knokke-Heist. Leurs architectes ont été sélectionnés au sein du mouvement par le maître d'ouvrage afin de s'assurer de l'exclusivité de la conception esthétique. Par ailleurs, l'harmonie du paysage urbain est garantie par l'imposition d'un régime de servitude qui s'impose aux régulations spatiales existantes. Comme dans tout développement néo-traditionaliste, des « codes » contraignent l'usage des matériaux, les dimensions des bâtiments et leur rapport à l'espace public, assurant ainsi la rentabilité du foncier sur le long terme. L'ensemble des références architecturales mobilisées assigne une identité à chaque quartier : par exemple, le style vernaculaire à Poundbury, le style haussmannien au Val d'Europe ou le style anglo-normand à Heulebrug. Dans les trois cas, il s'agit pour les architectes de raconter une histoire, de donner une ambiance, de créer de la localité, très souvent en faisant table rase du passé. Cela est particulièrement flagrant au Val d'Europe à travers le concept de « mythogenèse » qui falsifie l'histoire pour célébrer le génie d'un lieu qui n'a jamais existé. C'est aussi le cas à Poundbury où les références vernaculaires ne servent que la vision nostalgique d'une Angleterre pittoresque fantasmée par le Prince Charles. Finalement, la notion de tradition permet aux promoteurs immobiliers de construire un argument de vente pour les futurs résidents, un récit où l'histoire est réduite à une sélection de thèmes architecturaux sans continuité avec le passé. Ce parti pris, cette volonté de produire des environnements extrêmement contrôlés et peu évolutifs, à une implication en termes de gestion du cadre bâti. Cela induit pour les autorités publiques des transferts de charge vers des entreprises privées, comme à Poundbury, des rétrocessions des espaces privés situés sur le domaine public, comme au Val d'Europe, ou des coûts supplémentaires difficiles à supporter pour les autorités publiques, comme à Heulebrug.

L'adoption du modèle néo-traditionnel a transformé les pratiques d'aménagement et les intérêts des acteurs en charge du développement urbain. À Poundbury, un travail de persuasion a été nécessaire pour que Léon Krier assoie sa légitimité auprès des promoteurs du Duché de Cornouailles. Au Val d'Europe, les négociations ont été serrées entre l'Etat, les communes et la *Walt Disney Company* (WDC) mais leurs intérêts convergent pour réaliser un nouveau type d'urbanisme de banlieue. À Heulebrug, le caractère social du projet fédère les acteurs, bien que les autorités publiques se soient vu imposer par le bourgmestre des formes architecturales qu'elles ne plébiscitent pas. Dans les trois cas, l'adoption d'un modèle exogène a nécessité pour les acteurs locaux en charge du développement urbain l'apprentissage de nouvelles normes architecturales et de nouveaux types de gouvernance. Finalement, il apparaît que quatre conditions sont nécessaires à l'implantation du modèle néo-traditionnel : une maîtrise foncière totale, des finances publiques conséquentes, un contrôle sur le long terme de la conception et un maître d'ouvrage visionnaire et volontariste. Ces conditions permettent aux

architectes néo-traditionalistes de bâtir des villes exemplaires, mais limitent toutefois leur champ d'action pour réformer globalement l'urbanisme et l'architecture.

UN MOUVEMENT D'URBANISME POLARISE ET POLARISANT

La marginalité du mouvement néo-traditionaliste au sein du champ architectural et urbanistique fait qu'il est méthodologiquement plus aisé de suivre ses traces et les controverses qui ponctuent son extension. J'exposerai ci-dessous trois résultats relatifs aux turbulences engendrées par la circulation du modèle néo-traditionnel et qui sont autant de frein à sa mondialisation. Tout d'abord, sa géographie apparait comme centrée sur ses espaces transatlantiques. Ensuite, les controverses sociales illustrent les rapports de force entre les architectes néo-traditionalistes et leurs opposants. Finalement, la définition du contenu du modèle – la tradition – a amené à l'isolement de ses partisans au sein du champ architectural et urbanistique.

Sur les 452 projets recensés à travers le monde répondant aux standards TND, la grande majorité se trouve aux Etats-Unis (389), puis en Europe (31, dont 12 au Royaume-Uni), au Canada (16) et en Australie (13). Quant aux 55 villages urbains promus par le Prince de Galles, ils se situent tous au Royaume-Uni. De fait, l'espace bâti du néo-traditionalisme est essentiellement anglo-saxon, ce qui n'est pas étonnant étant donné que les laboratoires et les réseaux du mouvement, toujours en activité, sont britannique et américain : les institutions nationales et internationales du Prince Charles (la PFBE et l'INTBAU), privées et centrées sur le monarque, et l'institution nationale du CNU, publique et décentralisée, où gravitent la mouvance classiciste de l'ICA&CA et les partisans de l'approche TND.

J'ai notamment observé que les spatialités en jeu et les champs de force qui traversent les laboratoires et les réseaux sont différents. Dans un premier temps, les laboratoires ont été le centre de gravité d'un mouvement centripète où les acteurs et les mobiles immuables étaient ramenés à une échelle nationale afin de résister à la critique et intéresser des alliés. Dans ce cadre, le Mouvement pour la reconstruction de la ville européenne, basé à Bruxelles, apparaît comme une tentative avortée de réforme urbaine mais qui poussera ensuite ses membres à participer aux laboratoires de la PFBE et du CNU. Dans un deuxième temps, les réseaux se sont formés dans un mouvement centrifuge partant des laboratoires anglo-saxons pour façonner des collectifs supranationaux qui connectent les institutions et délimitent leur doctrine. Au sein de ces réseaux, les bureaux d'architecture, les prix qu'ils ont créé et les écoles où ils se sont insérés apparaissent comme des espaces endogamiques qui ne permettent pas de coopter de nouveaux membres mais renforcent en revanche l'identité de l'endogroupe. Les potentialités d'ouverture des réseaux néo-traditionalistes se situent en revanche sur le Vieux Continent où les interconnexions entre les architectes européens et américains

sont plus denses. Toutes les institutions internationales du mouvement se trouvent en Europe : l'AVOE et le CEU n'ont pas réussi à stabiliser les associations socioprofessionnelles en leur sein, mais l'INTBAU est la seule à avoir maintenu ses activités grâce au soutien de la PFBE. Les institutions du monarque britannique fonctionnent ainsi comme un point de ralliement, une plateforme idéologique fonctionnant comme un centre de calcul pour l'ensemble du néo-traditionalisme. Deux pôles asymétriques s'observent, autour desquels gravitent diverses initiatives à la fois concurrentes et complémentaires : aux Etats-Unis, le renforcement de l'espace national du CNU via ses écoles et ses groupes néo-traditionalistes, de l'autre une internationalisation du mouvement autour des institutions du Prince Charles. Si l'on compte les membres de ces deux pôles, un total de plus de 5'ooo personnes compose la « nébuleuse réformatrice » du néo-traditionalisme pour reprendre le terme de Topalov (1999c: 13), « une matière discontinue faite de noyaux denses et de zone relativement vides, des corps en voie de formation ou de désintégration » où des groupes isolés et auto-protecteurs sont entrainés dans un mouvement d'ensemble.

À ces géographies polarisées et dont l'étendue est limitée, viennent se greffer des controverses qui rendent le mouvement polarisant. Latour (2007: 49) souligne qu'à chaque fois « qu'il est nécessaire de tracer ou de retracer les frontières délimitant un groupe, les autres sont systématiquement désignés comme étant vides, archaïques, dangereux, obsolètes, etc. ». Dans le cas du néo-traditionalisme, la délimitation est toujours établie par rapport à l'influence posthume qu'aurait la doctrine fonctionnaliste des CIAM. Cela s'observe au niveau des chartes d'urbanisme qui inscrivent la définition du groupe, d'une part, et des discours des architectes qui résistent à la critique, d'autre part.

À l'exception de la Charte de l'INTBAU, toutes les autres présentent la structure en miroir caractéristique des textes utopiques : c'est une « critique modélisante » qui, d'un côté, condamne la ville contemporaine et son désordre et, d'un autre côté, « expose et propose la ville modèle, en ordre » dont les trait s'opposent, point par point, à ceux de la ville critiquée (Choay, 2000a: 156). Afin d'atteindre leurs objectifs de réforme urbaine, les néo-traditionalistes vont employer les mêmes méthodes que les CIAM – des chartes d'urbanisme, des congrès – et finalement adopter les mêmes attitudes dogmatiques que les modernistes qu'ils honnissent, comme en témoignent leur ton péremptoire divisant le monde en deux camps indépassables. L'architecte Spoerry s'en prend à « l'intelligentsia » des universités et de la profession. Le Prince Charles s'insurge contre un « establishment architectural » dominé par les « ayatollahs du modernisme », entraînant une « guerre des styles » entre classicistes et modernistes. Son conseiller Krier s'emporte contre la « mafia moderniste » à qui il déclare « la guerre » lorsque débute sa croisade transatlantique avec l'AVOE. L'héritage des CIAM est considéré par Andrés Duany comme une maladie qu'il faut guérir, Le Corbusier comme un père qu'il

faut tuer. Et l'INTBAU s'en prend à « une clique transnationale d'architectes modernistes et (…) leurs entreprises multinationales » aliénant les traditions locales. Ces tensions s'observent aussi lorsque les néo-traditionalistes tentent d'implanter leurs principes, tels des « chevaux de Troie », au sein des programmes d'enseignement européen pour finalement en être évincés. À l'Université de Viseu, le « Coup de Viseu » est vécu par les membres du CEU comme une récupération autocratique par « les modernistes » du Portugal » ; un traumatisme semblable à « l'affaire de La Cambre » où, 25 ans plus tôt, des architectes néo-traditionalistes ont été expulsé de l'école belge, considéré par Culot comme une véritable « répression » rappelant la fermeture du Bauhaus par les Nazis en 1933.

Ces quelques exemples illustrent les dimensions dialogiques de ce que j'estime être un combat où il s'agit de gagner des territoires, enrôler des alliés, résister à la critique, intéresser des collectifs, conquérir des places fortes… Les architectes néo-traditionalistes n'hésitent pas à schématiser l'histoire de l'architecture en deux camps inconciliables, polarisant ainsi le champ professionnel entre « tradition » et « modernité », architecture « non-moderne »(Ibelings, 2004) et « supermoderne » (Ibelings, 2002). Lors de cette thèse, je me suis concentré, de manière compréhensive, sur la rhétorique des néo-traditionalistes qui définissent de manière péjorative la modernité mais pas suffisamment sur les architectes qu'ils qualifient « d'ennemis », par exemple Richard Rogers au Royaume-Uni ou Peter Eisenman aux Etats-Unis. Ainsi, une autre piste de recherche aurait été de comprendre la constitution de ce champ réformateur à travers le discours de leurs opposants et les rapports de force qui se sont établis au sein des écoles et des milieux professionnels non-acquis à la cause néo-traditionaliste.

Plus généralement, c'est la définition du contenu du modèle – la tradition – qui rend le mouvement polarisant. « Objet-frontière » à la flexibilité interprétative (Star, 2010: 19), le « quartier » est l'élément de substance des mobiles immuables et le moteur de l'intéressement des collectifs du néo-traditionalisme. Ce n'est pas tant cette forme urbaine qui freine l'expansion du modèle – la morphologie dense et diversifiée du quartier est déjà valorisées par la *doxa* actuelle du développement durable – mais bien le fait d'y associer nécessairement l'architecture classique et vernaculaire, comme le souligne Paul Murrain, un architecte membre du CNU et ayant travaillé à la PFBE :

> *« La tradition est l'un des plus grands problèmes auquel nous faisons face depuis longtemps en Europe, bien plus qu'aux Etats-Unis. Le classique et le vernaculaire y sont considérés comme culturellement réactionnaires. Mais la tradition est simplement ce que nous sommes ! Je pense que pour des raisons compréhensibles, bien qu'erronées, les structures politiques poussent à regarder vers l'avenir, et regarder vers l'avenir signifie que vous ne pouvez pas regarder en arrière. Ceci est très profondément ancré en Europe, et pas seulement en architecture et en urbanisme. Le Nouvel Urbanisme n'a pas ce genre de*

problèmes aux Etats-Unis, un pays avec une histoire si courte et une vision relativement conservatrice du monde[671]*. »*

Il reste néanmoins que les aspects réactionnaires du modèle contribuent à son isolement au sein du champ urbanistique et architectural, comme le souligne Federico Ferrari (2016: 7) au sujet des polémiques engendrées par le Prince Charles et son conseiller Léon Krier :

> « De nombreux courants architecturaux, à partir des années 1980, témoignent d'un « retour à l'ordre » qu'il vaudrait mieux qualifier de « retour à la forme » : retour à une ville aux limites précises, et à une architecture avec un « style », où la façade reprend sa place. Ce qui signifie renouer avec une série de notions telles que l'identité, les racines, le lieu. Il s'agit d'une série de termes très ambigus, toujours employés de manière instrumentale, trop souvent déclinés de manière réactionnaire. »

C'est cette vision de la ville – contrôlée, normative et conservatrice - que porte le modèle néo-traditionnel à travers le monde et je conclurai dans la partie suivante sur le populisme dont fait preuve le néo-traditionalisme pour vendre mondialement une architecture supposée locale.

POLITIQUE DU NEO-TRADITIONALISME ET MONDIALISATION DE L'URBANISME

L'enjeu d'une analyse des modèles mobiles est d'identifier les échanges qui donnent lieu aux conceptions du moins idéologiques, sinon politiques, d'une nouvelle et meilleure société urbaine. Tout comme les bonnes pratiques supposées exemplaires et reproductibles (Arab, 2007: 35), un modèle urbain agit sur l'espace édifié des sociétés selon trois registres : « incitatif, prescriptif et normatif » (Devisme et al., 2007). En effet, les formes ont des normes (Rabinow, 1995) - plus encore lorsqu'un modèle urbain surimpose aux normes d'aménagement déjà existantes un ensemble de strictes règles esthétiques et morphologiques – et constituent « un dispositif spatial » qui « procède d'une intentionnalité et vise à produire des effets de régulation du champ social et politique. » (Lussault, 2007: 201)

[671] "Tradition is one of the biggest problems we face for really a long time in Europe, more than in the USA. It is regarding the classical and the vernacular as being culturally reactionary. Tradition is what we are, you know, this is what we are. I think for understandable reason, although for misguided reasons, it's amazing of how much sort of political structures that you have to look forward, and looking forward means you can't look back. And so I think it runs very deep in politics in Europe, rather than just in architecture or urbanism. I think in the USA, with such a short history and a relatively conservative view of the world culturally, that New Urbanism doesn't have those kinds of problems." [Entretien avec Paul Murrain, 10.01.11]

Les formes néo-traditionalistes, que Paul Knox (2011: 141) nomme « *déjà-vu urbanism* », procèdent d'une nostalgie restauratrice où « la forme architecturale dépend de la fiction » (Ellin, 2006: 99), c'est-à-dire : inventer des traditions architecturales sur un terrain vierge, gommer des contradictions sociales derrière des façades et construire des villes contemporaines à partir de formes historiquement thématisées. Les dispositifs spatiaux de Poundbury, du Val d'Europe, d'Heulebrug, ou encore de Seaside ou de Celebration en Floride, fonctionnent tous selon un ensemble contraignant de régulations architecturales et urbanistiques contrôlés par le maître d'ouvrage. Les architectes qui y construisent doivent se conformer à un catalogue stylistique vantant l'harmonie architecturale des villes et des villages préindustriels. Ces références servent à « créer de la localité » et deviennent, *in fine*, un argument de vente pour les promoteurs immobiliers. Elles transforment l'architecture en un langage populaire en évoquant ici un village balnéaire du début du XX^e^ siècle, là un boulevard haussmannien du Second empire, ou là encore un bâtiment géorgien du début du XIX^e^ siècle. Mais, rappelle Pierre Chabard (2006: 214), si cette thématisation de l'environnement est aussi efficace, notamment dans les villes construites par la WDC comme Celebration ou le Val d'Europe :

> « ce n'est pas par son exactitude, par sa conformité avec son référent réel et authentique, mais c'est parce que ce référent a déjà été travaillé en amont dans les représentations et dans la mémoire collective, dans les lieux communs (les *topos*) de la culture populaire. Ce *topos* est véhiculé et donc consolidé par les représentations médiatiques de masse, qu'il s'agisse, par exemple, du cinéma ou des décors des parcs de loisirs. »

Ferrari (2015: 9) qualifie les réalisations néo-traditionnalistes comme relevant d'un « populisme esthétique », où le populisme instrumentalise l'architecture via une opération d'esthétisation de ses formes afin d'en faire des images séduisantes, banalisées et médiatiques. Il rattache l'émergence de cette instrumentalisation aux polémiques engagées dès les années 1980 par le Prince Charles, qui ont pour cible le modernisme et comme référence constante le peuple. Le discours des néo-traditionalistes est en effet populiste lorsqu'il oppose un « public » dont le goût est supposé sûr face à des « élites » intellectuelles et politiques qui méprisent, selon eux, la réinvention des traditions architecturales et urbanistiques ; il l'est aussi lorsqu'il appelle à « une identité fixe et immuable, que l'on prétend construire à travers le renvoi à des racines déduites de manière irréfutable lisant l'histoire d'une façon banalisée et idéologique. » (Ferrari, 2015: 225) Le recours à l'histoire est donc sélectif pour ces architectes et s'apparente souvent à une version déguisée de la *tabula rasa* (Chabard, 2005: 108) dont ils se distancient en principe. Et, finalement, le souci affiché qu'ils ont des « gens » ne se traduit pas localement lorsqu'ils mènent des démarches participatives promues par le mouvement : les habitants sont peu ou prou consultés, que cela soit à Poundbury, au Val d'Europe ou à Heulebrug et, comme le souligne Léon Krier : « ce n'est pas avec les gens

de la rue que l'on conçoit une ville. » Dans le cadre de cette thèse, il aurait été d'ailleurs pertinent d'observer au plus près les habitants de ces ensembles néo-traditionnalistes afin d'identifier les demandes qu'ils ont en termes de logement, le mouvement se targuant toujours de connaître un succès populaire et immobilier (Ibelings, 2004: 18). Au cours de mes recherches, j'ai pu observer que ce sont essentiellement des classes moyennes à supérieures, à la « psychologie suburbaine » comme le souligne un promoteur de Poundbury, qui sont attirées par ce type de réalisation, mais cet aspect relatif aux effets d'ancrage d'un modèle sur les modalités d'habitat mériterait de plus amples études.

La territorialisation d'un modèle mobile a aussi des effets sur les relations de pouvoir des acteurs locaux, comme j'ai pu le démontrer à travers les études de cas de Poudnbury, du Val d'Europe et de Heulebrug. Mais cette action « performative » (Lussault, 2009: 44) n'est pas inscrite « en soi » dans le modèle mais est tributaire, d'une part, de l'agencement du réseau dans lequel les acteurs se meuvent et, d'autre part, de leur capacité à agir et à prendre des décisions contingentes, comme l'ont démontré Malcolm Tait et Ole Jensen dans leur étude sur les villages urbains (2007: 125). Ce « pouvoir du modèle » produit des transformations politiques au sein des espaces concomitants au territoire d'implantation et ces effets de contagion spatiale, bien qu'abordé succinctement lors des terrains menés en Floride ou en Ile-de-France, devraient être plus approfondis lors de futures études sur les chainages circulatoires des modèles urbains.

J'ai démontré durant cette thèse qu'un mouvement d'urbanisme qui prétend à l'universalité ne s'étend pas d'un centre vers une périphérie selon une logique diffusionniste, mais qu'il est façonné de manière translocales selon des logiques multiscalaires et multidirectionnelles. Concevoir la mondialisation comme le produit de flux transnationaux et de syncrétismes locaux a le mérite d'interroger les processus de déterritorialisation et reterritorialisation des pratiques culturelles (King, 2004: 32-33), tout comme elle permet de remettre en cause les notions sommaires de centre et de périphérie (Urry, 1995: 153), en insistant sur le caractère fluide et irrégulièrement façonné des « mondes imaginés » par les individus et les groupes répartis sur la planète (Appadurai, 2001: 69). Les villes, devenues plus autonomes, interconnectées et interdépendantes recherchent désormais au sein d'un marché mondial des « bonnes pratiques » des solutions innovantes en matière de construction, d'aménagement ou de gestion urbaine. Celles-ci mettent en relation des villes d'ici et d'ailleurs, en amènent certaines à converser, tout en en excluant d'autres et, à partir de ces réseaux, se dessinent les cartes des « meilleures villes » qui informeront à leur tour les futures stratégies de développement urbain (McCann et Ward, 2011b: xiv). L'éventail de ces solutions s'est diversifié au cours du temps et le choix qu'effectuent les autorités publiques, les entreprises ou les consultants au sein de ce marché concurrentiel

contribuent à la singularisation des villes et de leur gouvernance. Mais, à ce jeu de la distinction interurbaine, se superposent un effet d'homogénéisation de l'espace bâti lorsque certains modèles sont plus adoptés que d'autres. L'offre et la demande en matière de développement urbain amènent ainsi les institutions nationales et internationales à codifier, voire même à breveter, les pratiques constructives qu'elles véhiculent à travers des normes et des labels qui, en définitive, standardisent l'environnement urbain et les modes de vie. Ces labels sont aujourd'hui nombreux et concernent des dimensions variées : durabilité, créativité, infrastructures, énergie, patrimoine, etc. Plus un label est souple et flexible, plus il circule facilement et plus le mouvement qui le porte pourra s'étendre, au contraire d'un label plus dur et peu évolutif comme le modèle néo-traditionnel.

La définition du modèle néo-traditionnel que j'ai retenue dans le cadre de cette thèse se rapporte aux standards TND, un label qui m'a permis d'assurer la traçabilité de ses principes et donc le recensement de ses formes urbaines. Tous les projets de type TND sont des développements urbains répondant à neuf critères : variété des types de logement, mixité des fonctions urbaines, connectivité de la structure viaire, insertion dans un réseau de transport, proximité des activités quotidiennes, localisation régionale du projet, harmonie des paysages urbains, régularité des espaces publics et valorisation des qualités esthétiques. Ainsi, les communautés fermées ne sont pas prises en compte par ce label, ni les développements immobiliers privés dévolus à certaines tranches d'âge ou catégories professionnelles. Il n'en reste pas moins que ces critères généraux n'empêchent pas une utilisation commerciale et industrielle de ses principes, c'est notamment le cas au Val d'Europe, ou au contraire plus radicale, comme c'est le cas à Poundbury où l'artisanat et l'éco-construction sont valorisés et à Heulebrug où l'économie régionale est favorisée. Par ailleurs, rien n'empêche que les principes du modèle soient plagiés ou falsifiés car nul brevet ne le protège. De fait, on peut observer sur tous les continents une esthétique néo-classique qui est plébiscitée dans les communautés fermées ou les grands ensembles des métropoles, ou alors une réinvention du vernaculaire au sein des clubs de vacances et des sites touristiques. Ce sont là des pistes de recherche que je n'ai pas explorées dans ma thèse mais qui mériteraient de dessiner les contours d'une mondialisation des formes urbaines façonnées par le « populisme esthétique ».

Pour conclure, la thèse que j'ai proposée consiste à comprendre le régime circulatoire des modèles urbains, depuis leurs laboratoires jusqu'à leurs formes en passant par leurs réseaux. Une telle perspective permet d'aborder, à la fois relationnellement et territorialement, les mouvements de réforme urbaine en les considérant selon des logiques multiscalaires et multidirectionnelles, transformant à la fois les modèles eux-mêmes ainsi que les collectifs qui les exportent et qui les importent. Les modèles, qu'ils soient considérés comme des utopies spatialisés, des instruments de réformes sociales

ou des politiques exemplaires, véhiculent l'idéal d'une nouvelle et meilleure société urbaine et, ce faisant, façonnent les espaces et la gouvernance des territoires où ils s'implantent. Quant au modèle néo-traditionnel, la comparaison des contextes où il est né, où il a circulé et où il a été adopté démontre que c'est un mouvement hétérogène, géographiquement polarisé et socialement polarisant, portant une vision réactionnaire de la ville contemporaine. En définitive, l'approche circulatoire du modèle néo-traditionnel que j'ai proposée permettra, je l'espère, de considérer la complexité de la mobilité des savoirs et des savoir-faire en matière d'architecture et d'urbanisme et, éventuellement, de reconsidérer l'uniformité souvent attribuée aux courants d'idées à l'origine de nos villes.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES SCIENTIFIQUES RELATIVES A LA THESE

Akrich, M., Callon, M. et Latour, B. 1988a: A quoi tient le succès des innovations? Deuxième épisode : Le choix des porte-parole. *Annales des Mines* 12, 14-29.

Akrich, M., Callon, M. et Latour, B. 1988b: A quoi tient le succès des innovations? Premier épisode: L'art de l'intéressement. *Annales des Mines* 11, 4-17.

Akrich, M., Callon, M. et Latour, B. 2006: *Sociologie de la traduction: textes fondateurs*. Paris: Presses des Mines

Allen, J. 2003: *Lost Geographies of Power*. Malden: Blackwell.

Allen, J. et Cochrane, A. 2007: Beyond the Territorial Fix: Regional Assemblages, Politics and Power. *Regional Studies* 41 (9), 1161-1175.

Amati, M. 2008: *Urban Green Belts in the Twenty-First Century*. London: Ashgate.

Appadurai, A. 1990: Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy. *Theory, Culture and Society* 7, 295-310.

Appadurai, A. 2001: *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot.

Arab, N. 2007: A quoi sert l'expérience des autres?«Bonnes pratiques» et innovation dans l'aménagement urbain. *Espaces et sociétés* 4 (131), 33-47.

Ascher, F. 2002: *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris: Editions O. Jacob.

Assayag, J. 2008: Métamorphoses et anamorphoses des "miroirs transatlantiques". *L'Homme* 187-188, 7-32.

Audirac, I. et Shermyen, A. 1994: An evaluation of neotraditional design's social prescription: postmodern placebo or remedy for suburban malaise? *Journal of Planning Education and Research* 13 (3), 161 - 173.

Bagla-Gökalp, L. 2000: Quelques approches sociologiques de réseaux sociaux. *ASp - la revue du GERAS* 27-30 (mis en ligne le 28 janvier 2011- http://asp.revues.org/2118).

Beard, R.R. 1982: *Walt Disney's Epcot Center: Creating the New World of Tomorrow*. New York: Harry N. Abrams Inc.

Beauregard, R. 2002: New urbanism: ambiguous certainties. *Journal of Architectural and Planning Research* 19 (3), 181-194.

Beaverstock, J.V. 2005: Transnational Elites in the City: British Highly Skilled Migrants in New York City's Financial District. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 31 (2), 245-268.

Besse, J.-M. 2000: La physionomie du paysage, d'Alexandre de Humboldt à Paul Vidal de La Blache. In Besse, J.-M., éditeur, *Voir la terre: six essais sur le paysage et la géographie,* Arles: Actes Sud, 95 - 114.

Biddulph, M., Franklin, B. et Tait, M. 2003: From Concept to Completion: A Critical Analysis of the Urban Village. *The Town Planning Review* 74 (2), 165-193.

Billard, G. 1999: *Citoyenneté, planification et gouvernement urbains aux Etats-Unis: Des communautés dans la ville*. Paris: L'Harmattan.

Bohl, C.C. 2000: New urbanism and the city: Potential applications and implications for distressed inner-city neighborhoods. *Housing Policy Debate* 11 (4), 761-801.

Bond, S. et Thompson-Fawcett, M. 2007: Public participation and New Urbanism: a conflicting agenda? *Planning Theory and Practice* 8 (4), 449-472.

Bourdieu, P. 1979: *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris: Editions de minuit.

Bourdieu, P. 1980: *Questions de sociologie*. Paris: Editions de Minuit,.

Bourdieu, P. 2002: Les conditions sociales de la circulation internationale des idées. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 145, 3-8.

Boym, S. 2001: *The Future of Nostalgia*. New York: Basic Books.

Brody, J. 2009: *Constructing Professional Knowledge: the Neighborhood Unit Concept in the Community Builders Handbook*. PhD thesis, Illinois: University of Illinois.

Büscher, M. et Urry, J. 2009: Mobile Methods and the Empirical. *European Journal of Social Theory* 12 (1), 99-116.

Busino, G. 2007: Matériaux pour l'histoire de la sociologie de la connaissance. *Revue européenne des sciences sociales* XLV (139), 57-190.

Calbérac, Y. et Delage, A.l. 2010: L'approche spatiale comme moyen de compréhension et d'action sur les sociétés. *Tracés* 3 (10), 121-134.

Callon, M. 1986: Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique* 36, 169-208.

Callon, M. 1988a: Introduction. In Callon, M., éditeur, *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques,* Paris: La Découverte, 7-33.

Callon, M. 1988b: L'agonie d'un laboratoire. In Callon, M., éditeur, *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques,* Paris: La Découverte, 173-214.

Callon, M., éditeur 1988c: *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*. Paris: La Découverte.

Callon, M. 1991: Réseaux technico-économiques et irréversibilités. In Boyer, R., Chavance, B. et Godard, O., éditeurs, *Les figures de l'irréversiblité en économie,* Paris: École des Hautes Études en Sciences Sociales, 195-230.

Callon, M. 1994: L'innovation technologique et ses mythes. *Annales des Mines* 94 (4), 5-17.

Callon, M. 2006a: Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau (entretien avec Michel Ferrary). *Sociologies pratiques* 13 (2), 37-44.

Callon, M. 2006b: Sociologie de l'acteur réseau. In Akrich, M., Callon, M. et Latour, B., éditeurs, *Sociologie de la traduction: textes fondateurs,* Paris: Presses des Mines, 267-276.

Casanova, P. 1999: *La République mondiale des lettres*. Paris: Le Seuil.

Castells, M. 1972: *La question urbaine*. Paris: François Maspero.

Chabard, P. 2005: Une souris et des hommes : l'architecture comme thème a` Val d'Europe, 1987-2005. *Les Cahiers du musée national d'art moderne* 91, 98-122.

Chabard, P. 2006: La thématisation du territoire : aménagement et maîtrise d'œuvre privée à Val d'Europe (1987-2005). *Les Cahiers Thématiques* 6, 208-219.

Chabard, P. 2008a: *Exposer la ville. Patrick Geddes (1854-1932) et le Town planning movement*. Paris: Université Paris 8 – Vincennes-Saint-Denis.

Chabard, P. 2008b: L'a-suburbia: l'architecture comme thème à Val d'Europe (1987-2007). In Baboulet, L., éditeur, *Territoire des signes: la leçon de Marne-la-Vallée,* Ecole d'architecture de Marne-la-Vallé: Observatoire de la condition suburbaine, 25-67.

Chambelland, C., éditeur 1998: *Le Musée social en son temps*. Paris: Presses de l'Ecole normale supérieure.

Chambers, T.G. et Purdom, C.B. 1922: How to get garden cities established throughout the world. In International Garden Cities and Town-Planning Association, éditeur, *Report of conference London, 1922,* London: International Garden Cities and Town-Planning Association, 10-12.

Charmes, E. 2005: Celebration:une horreur urbanistique ? *Études foncières* 115, 13-17.

Charmes, E. 2006: *La rue, village ou décor? Parcours dans deux rues de Belleville*. Grâne: CREAPHIS éditions.

Choay, F. 1965: *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*. Paris: Seuil.

Choay, F. 1980: *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*. Paris: Seuil.

Choay, F. 1996: Préface. In Camillo, S., éditeur, *L'Art de bâtir les villes. L'urbanisme selon ses fondements artistiques,* Paris: Seuil.

Choay, F. 2000a: Charte d'Athènes. In Merlin, P. et Choay, F., éditeurs, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement,* Paris: Presses Universitaires de France, 156-157.

Choay, F. 2000b: Modèle. In Merlin, P. et Choay, F., éditeurs, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement,* Paris: Presses Universitaires de France, 509.

Choay, F. 2006a: L'utopie et le statut anthropologique de l'espace édifié. In Choay, F., éditeur, *Pour une anthropologie de l'espace,* Paris: Seuil, 345-373.

Choay, F. 2006b: *Pour une anthropologie de l'espace*. Paris Seuil.

Choay, F. 2006c: Sitte revisité. In Choay, F., éditeur, *Pour une anthropologie de l'espace,* Paris Seuil, 86-105.

Claisse, F. et Balancier, P. 2008: Sociologie des sciences: du principe de symétrie à la notion de traduction. In Jacquemain, M. et Frère, B., éditeurs, *Epistémologie de la sociologie. Paradigmes pour le XXIe siècle,* Bruxelles: De Boeck, 143-155.

Clapson, M. et Hutchison, R., éditeurs 2010: *Suburbanization in Global Society*. Bingley: Emerald Group Publishing Limited

Clarke, S. et Gaile, G. 1997: Local Politics in a Global Era: Thinking Locally, Acting Globally. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 551, 28-40.

Claude, V. 1999: Technique sanitaire et réforme urbaine: l'Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux, 1905-1920. In Topalov, C., éditeur, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse reformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914,* Paris: Éditions de l'EHESS.

Claude, V. 2006: *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au XXe siècle* Marseille: Parenthèses.

Claude, V. et Saunier, P.-Y. 1999: L'urbanisme au début du siècle. De la réforme urbaine à la compétence technique. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 64, 25-40.

Clifford, J. 1997a: *Routes. Travel and translation in the late twentieth century*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Clifford, J. 1997b: Spatial Practices: Fieldwork, Travel, and the Discipline of Anthropology. In Gupta, A. et Ferguson, J., éditeurs, *Anthropological Locations: Boundaries and Grounds of a Field Science,* Berkeley: University of California Press, 185-222.

Cody, J.W. 2002: *Exporting American Architecture 1870-2000*. London: Routledge.

Colomb, C. 2006: Le New Labour et le discours de la «Renaissance urbaine» au Royaume-Uni. Vers une revitalisation durable ou une gentrification accélérée des centres-villes britanniques. *Sociétés contemporaines* 63 (3), 15-37.

Corboz, A. 2001: L'urbanisme du XXe siècle. Esquisse d'un profil. In Corboz, A., éditeur, *Le Territoire comme palimpseste et autres essais,* Besançon: Les Editions de l'Imprimeur, 173-181.

Corcuff, P. 2002: *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale.* Paris: Nathan/VUEF.

Cresswell, T. 2006: *On the move: mobility in the modern Western world*. New-York: Routledge.

Cresswell, T. 2010: Towards a politics of mobility. *Environment and Planning D: Society and Space* 28, 17-31.

Cresswell, T. et Merriman, P. 2011: Introduction: Geographies of mobilities - Practices, Spaces, Subjects. In Cresswell, T. et Merriman, P., éditeurs, *Geographies of mobilities - Practices, Spaces, Subjects,* Farnham: Ashgate, 1-15.

Crot, L. 2010: Transnational urban policies: "relocating" Spanish and Brazilian models of urban planning in Buenos Aires. *Urban Research & Practice* 3 (2), 119 - 137.

Crot, L. 2013: Planning for Sustainability in Non-democratic Polities: The Case of Masdar City. *Urban Studies* 50 (13), 2809-2825.

Crysler, G.C. 2003: *Writing Spaces : Discourses of Architecture, Urbanism and the Built Environment*. London: Routledge.

Czarniawska, B. 2004: On Time, Space, and Action Nets. *Organization* 11 (6), 773-791.

Czarniawska, B. 2009: Emerging Institutions: Pyramids or Anthills? *Organization Studies* 30 (4), 423-441.

d'Hauteserre, A.-M. 1999: The French mode of social regulation and sustainable tourism development: The case of Disneyland Paris. *Tourism Geographies* 1 (1), 86 - 107.

Davidson, C. 2005: *Eisenman/Krier: Two Ideologies. A Conference At The Yale School of Architecture*. New York: Monacelli.

Davis, M. 2006: *Le Pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global*. Paris: La Découverte.

Day, K. 2003: New Urbanism and the Challenges of Designing for Diversity. *Journal of Planning Education and Research* 23, 83-95.

de Certeau, M. 1990: *L'invention du quotidien. 1, Arts de faire*. Paris: Gallimard.

de Saint-Pierre, C. 2003: Créer de la localité en ville nouvelle: l'exemple de Cergy. *Ethnologie française* 2 (37), 81-90.

Deleuze, G. et Guattari, F. 1980: *Capitalisme et schizophrénie 2 : Mille plateaux*. Paris: Editions de Minuit.

Delpeuch, T. 2009: Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publique : panorama des policy transfer studies. *Critique internationale* 43 (2), 153-165.

Devisme, L., Dumont, M. et Roy, É. 2007: Le jeu des «bonnes pratiques» dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale. *Education et Societes* 131 (4), 15 - 31.

Didier, S. 1999: Disney urbaniste : la ville de Celebration en Floride. *Cybergeo : European Journal of Geography* 96, 2-11.

Dolowitz, D.P. et Marsh, D. 2000: Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making. *Governance* 13 (1), 5-23.

Dumont, M. 2008: La mondialisation de l'urbain. In Lévy, J., éditeur, *L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation,* Paris: Presses de Sciences Po, 161-183.

Dumoulin, L. et Saurugger, S. 2010: Les *policy transfer studies* : analyse critique et perspectives. *Critique internationale* 48 (3), 9-24.

Duncan, J.S. 1990: *The city as text: the politics of landscape interpretation in Nineteenth century Kandy*. Cambridge: Cambridge University Press.

Dunlop, B. 1996: *Building a dream: the art of Disney architecture*. New York: Harry N. Abrams.

Dupuis, B. 2009: The mobility of urban models: global flows of ideas and neo-traditional forms in the town centre of Val d'Europe. In De Meulder, B., Ryckewaert, M. et Shannon, K., éditeurs, *Transcending the discipline. Urbanism & Urbanization as receptors of multiples practices, discourses and realities,* Leuven: OSA, 517-530.

Dupuis, B. 2010: Gouvernance urbaine et modèle néo-traditionnel: le partenariat public-privé du Val d'Europe. *Géo-Regards: Revue Neuchâteloise de Géographie* 3, 39-53.

Dupuis, B. 2011: Des modèles mobiles. Genèse, réseaux et performativité de l'urbanisme néo-traditionnel. *Lieux communs* 14, 16-41.

Dupuis, B. et Söderström, O. 2010: Comparaison et conclusion, quatrième partie. In Söderström, O., Dupuis, B., Geertman, S. et Leu, P., éditeurs, *La mondialisation des formes urbaine à Hanoi et Ouagadougou (version provisoire),* Neuchâtel: Institut de géographie et Fonds national suisse de la recherche scientifique, 1-59.

Dutton, J.A. 2000: *New American Urbanism: Re-forming the Suburban Metropolis*. Milano: Skira Architecture Library.

Ellin, N. 1996: *Postmodern Urbanism*. Cambridge: Blackwell.

Ellin, N. 2006: *Integral Urbanism*. New York: Routledge.

Ellis, C. 2002: The New Urbanism: Critiques and Rebuttals. *Journal of Urban Design* 7 (3), 261-291.

Escobar, A. 2001: Culture sits in places: reflections on globalism and subaltern strategies of localization *Political Geography* 20 (2), 139-174.

Falconer Al Hindi, K. 2001: The new urbanism: where and for whom? Investigation of an emergent paradigm. *Urban Geography* 22 (3), 202-219.

Falconer Al Hindi, K. et Staddon, C. 1997: The hidden histories and geographies of neotraditional town planning: the case of Seaside, Florida. *Environment and Planning D - Society and Space* 15, 349-372.

Falconer Al Hindi, K. et Till, K.E. 2001: (Re)Placing the New Urbanism Debates: toward an Interdisciplinary Research Agenda. *Urban Geography* 22 (3), 189-201.

Ferrari, F. 2015: *Le populisme esthétique. L'architecture comme outil identitaire*. Gollion: Infolio.

Ferrari, F. 2016: *Paysages réactionnaires. Petit essai contre la nostalgie de la nature*. Paris: Association Culturelle Eterotopia France.

Fishman, R. 1977: *L'utopie urbaine au XXe siècle. Ebenezer Howard, Frank Lloyd Wright, Le Corbusier*. Bruxelles: Pierre Mardaga.

Foucault, M. 1966: *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris: Gallimard.

Frampton, K. 2007: *Modern Architecture: A Critical History*. London: Thames and Hudson.

Franklin, B. 2004: The Urban village: A Concept with Global Connections. *Open House International* 29 (4), 4-7.

Franklin, B. et Tait, M. 2002: Constructing an Image: The Urban Village Concept in the UK. *Planning Theory* 1 (3), 250-272.

Frantz, D. et Collins, C. 1999: *Celebration, U.S.A: Living in Disney's Brave New Town*. New York: Owl Books.

Freidberg, S. 2001: On the trail of the global green bean: methodological considerations in multi-site ethnography. *Global Networks* 1 (4), 353-368.

Friedmann, J. 1986: The World City Hypothesis. *Development and Change* 17 (1), 69-83.

Gans, H. 1962: *The Urban Villagers. Group and Class in the Life of Italian-Americans.* New York: Free Press.

Gervais-Lambony, P. 2003: *Territoires citadins: quatre villes africaines*. Paris: Belin.

Ghorra-Gobin, C. 1993: *Les États-Unis. Espace, environnement, société*. Paris: Nathan.

Ghorra-Gobin, C. 2006: *La théorie du New Urbanism. Perspectives et enjeux*. Paris Editions de la DGUHC.

Gotman, A. et Blanchet, A. 2010: *L ' entretien*. Paris: Armand Colin.

Grant, J. 2006: *Planning the good community: new urbanism in theory and practice*. London: Routledge.

Gras, P. et Paquot, T., éditeurs 2008: *Le Corbusier voyageur*. Paris: L'Harmattan.

Grataloup, C. 2003: Géohistoire. In Lévy, J. et Lussault, M., éditeurs, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés,* Paris: Belin, 401-402.

Gravari-Barbas, M. 2010: Iconicité et banalité : l'intégration des architectures iconiques contemporaines dans le tissu urbain. In Boulanger, P. et Hullo-Pouyat, C., éditeurs, *Espace urbains à l'aube du XXIe siècle. Patrimoine et héritages culturels,* Paris: PUPS, 87-108.

Greimas, A.J. et Courtes, J. 1992: *Sémiotique, dictionnaire raisonné de la théorie du langage*. Paris: Hachette.

Grésillon, B. 2004: Le Tacheles, histoire d'un «squart» berlinois. *Multitudes* 17 (3), 147-155.

Guggenheim, M. et Söderström, O. 2010a: Mobility and the Transformation of Built Form. In Guggenheim, M. et Söderström, O., éditeurs, *Re-shaping Cities: How Global Mobility Transforms Architecture and Urban Form,* London: Routledge, 3-19.

Guggenheim, M. et Söderström, O., éditeurs 2010b: *Re-shaping Cities: How Global Mobility Transforms Architecture and Urban Form*. London: Routledge.

Haas, T., éditeur 2008: *New Urbanism and Beyond: Designing Cities for the Future*. New York: Rizzoli.

Hall, P. 1966: *The World Cities*. London: Weidenfeld and Nicolson.

Hall, P. 2002: *Cities of Tomorrow: An Intellectual History of City Planning and Design in the Twentieth Century*. Oxford: Blackwell.

Hall, P. et Ward, C. 1998: *Sociable Cities. The Legacy of Ebenezer Howard*. Chichester: John Wiley & Sons.

Hall, S.P. 2000: Urban Renaissance/ New Urbanism. Two Sides of the Same Coin? *Journal of the American Planning Association* 66 (4), 359-360.

Hall, T. et Hubbard, P., éditeurs 1998: *The Entrepreneurial City: Geographies of Politics, Regime, and Representation*. Chichester: Wiley.

Handcock, M.S. et Gile, K.J. 2011: Comment: On the Concept of Snowball Sampling. *Sociological Methodology* 41 (1), 367-371.

Hannam, K., Sheller, M. et Urry, J. 2005: Editorial: Mobilities, Immobilities and Moorings. *Mobilities* 1 (1), 1-22.

Hannerz, U. 1996: *Transnational Connections: Culture, People, Places*. London: Routledge.

Hannerz, U. 1998: Transnational Research. In Russell Bernard, H., éditeur, *Handbook of Methods in Anthropology,* Walnut Creek, CA: Altamira Press, 235-256.

Hannerz, U. 2003: Being there... and there... and there! *Ethnography* 4 (2), 201-216.

Hanson, B. et Younés, S. 2001: Reuniting Urban Form and Urban Process: The Prince of Wales's Urban Design Task Force. *Journal of Urban Design* 6 (2), 185-209.

Hardy, M. 2004: The Prince's Foundation & INTBAU: Traditional Solutions to New Urban Problems. *Wolkenkuckucksheim* 8 (2), http://www.tu-cottbus.de/theoriederarchitektur/Wolke/eng/Subjects/032/Hardy/hardy.htm.

Hardy, M. 2008: Editor's Preface. In Hardy, M., éditeur, *The Venice Charter Revisited: Modernism, Conservation and Tradition in the 21st Century,* Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, xv - xvii.

Hargan, J. 2007: Prince Charles' Poundbury. Creating a Built Environment on a Human Scale. *British Heritage* 28 (2), 42-49.

Harvey, D. 1989: From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism. *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography* 71 (1), 3-17.

Harvey, D. 1997: The new urbanism and the communitarian trap. *Harvard Design Magazine* 1 (1), 1 - 3.

Harvey, D. 2000: *Spaces of Hope*. Berkeley: University of California Press.

Harvey, D. 2006: *Spaces of Global Capitalism. Towards A Theory of Uneven Geographical Development* London - New York: Verso.

Haythornthwaite, C. et Wellman, H. 2002: The Internet in Everyday Life: An Introduction. In Haythornthwaite, C. et Wellman, H., éditeurs, *The Internet in Everyday Life,* Oxford: Blackwell Publishers Ltd, 1-41.

Hebbert, M. 2003: New Urbanism- the Movement in Context. *Built Environment* 29 (3), 193-209.

Hein, J.R., Evans, J. et Jones, P. 2008: Mobile Methodologies: Theory, Technology and Practice. *Geography Compass* 2 (5), 1266-1285.

Held, D., McGrew, A.G., Goldblatt, D. et Perraton, J. 1999: *Global transformations : politics, economics and culture*. Cambridge: Polity Press.

Hobsbawn, E. 2006: Inventer des traditions. In Hobsbawm, E. et Ranger, T., éditeurs, *L'invention de la tradition,* Paris: Editions Amsterdam, 11-25.

Hoskins, G. et Tallon, A. 2004: Promoting the 'urban idyl': Policies for city centre living. In Johnstone, C. et Whitehead, M., éditeurs, *New Horizons in British Urban Policy: Perspectives on New Labour's Urban Renaissance,* Aldershot: Ashgate, 25-40.

Hutchinson, M. 1989: *The Prince of Wales: Richt or Wrong? An Architect Replies*. London and Boston: Faber and Faber.

Ibelings, H. 2002: *Supermodernism: Architecture in the Age of Globalization*. Rotterdam: NAi Publishers.

Ibelings, H. 2004: *Unmodern Architecture. Contemporary Traditionalism in the Netherlands*. Rotterdam: NAi Publishers.

Jacobs, J.M. 2006: A geography of big things. *Cultural Geographies* 13, 1-27.

Jacquet, N. 2009: Postmodernisme à Londres, 1975-2005. Master 1, sous la direction de Claude Loupiac, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UFR3 Histoire de l'Art et d'Archéologie.

Jencks, C. 1980: *Un classicisme post-moderne*. Paris: Academy Editions.

Jencks, C. 1988: *The Prince, The Architects and the New Wave Monarchy*. London: Academy Editions.

Jencks, C. 1992: Ethics, Prince Charles and the Modernists. *Wissenschaftliche Zeitschrift - A - Hochschule für Architektur und Bauwesen - Weimar* 18, 229-232.

Jencks, C. 2002: *The New Paradigm in Architecture: The Language of Post-Modern Architecture*. New Haven and London: Yale University Press.

Jencks, C. et Kropf, K., éditeurs 2006: *Theories and Manifestoes of Contemporary Architecture*. Chichester: Wiley-Academy.

Kaufmann, J.-C. 2006: *L'entretien compréhensif*. Paris: Armand Colin.

Kearns, G. et Philo, C., éditeurs 1993: *Selling Places: The City As Cultural Capital, Past and Present* London: Pergamon Press.

Kesselring, S. 2006: Pioneering mobilities: new patterns of movement and motility in a mobile world. *Environment and Planning A* 38 (269-279).

King, A. 2004: *Spaces of Global Cultures, Architecture Urbanism Identity*. London: Routledge.

Knox, P. 2011: *Cities and design*. Oxon: Routledge.

Knox, P. et Taylor, P. 2005: Toward a Geography of the Globalization of Architecture Office Networks. *Journal of Architectural Education* 58, 23-32.

Knox, P.L. 1991: The Restless Urban Landscape: Economic and Sociocultural Change and the Transformation of Metropolitan Washington, DC. *Annals of the Association of American Geographers* 81 (2), 181-209.

Koolhaas, R., Boeri, S., Kwinter, S., Tazi, N. et Obrist, H. 2000: *Mutations*. Bordeaux: Actar.

Kourniati, M. 2006: L'auto-dissolution des CIAM. In Bonillo, J.-L., Massu, C. et Pinson, D., éditeurs, *La Modernité critique. Autour du CIAM 9 d'Aix-en-Provence,* Marseille: Editions Imbernon, 63-75.

Krieger, A. et Saunders, W.S., éditeurs 2009: *Urban Design*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Kuhn, T. 1972: *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion.

LaFrank, K. 1997: Seaside, Florida:" The New Town: The Old Ways". *Perspectives in Vernacular Architecture* 6, 111-121.

Larner, W. et Le Heron, R. 2002: The spaces and subjects of a globalizing economy: A situated exploration of method. *Environment and Planning D: Society and Space* 20, 753–774.

Larsen, J., Urry, J. et Axhausen, K. 2008: Coordinating Face-to-face Meetings in Mobile Network Societies. *Information, Communication & Society* 11 (5), 640-658.

Larsen, K. 2005: New Urbanism's Role in Inner-city Neighborhood Revitalization. *Housing Studies* 20 (5), 795-813.

Larson, M.S. 1993: *Behind the Postmodern Facade: Architectural Change in Late Twentieth-Century America*. Berkeley: University of California Press.

Latour, B. 1996: Ces réseaux que la raison ignore : laboratoires, bibliothèques, collections. In Jacob, C. et Baratin, M., éditeurs, *Le pouvoir des bibliothèques. La mémoire des livres dans la culture occidentale* Paris: Albin Michel, 23-46.

Latour, B. 2001: *L'Espoir de Pandore : Pour une version réaliste de l'activité scientifique*. Paris: La Découverte.

Latour, B. 2005: *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*. Paris: Éditions La Découverte.

Latour, B. 2006: Les "vues" de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques. In Akrich, M., Callon, M. et Latour, B., éditeurs, *Sociologie de la traduction: textes fondateurs,* Paris: Presses des Mines 33-69.

Latour, B. 2007: *Changer de société : refaire de la sociologie*. Paris: La Découverte.

Latour, B. et Woolgar, S. 1979: *Laboratory Life: The Social Construction of Scientific Facts*. Los Angeles: Sage.

Lawhon, L.L. 2009: The Neighborhood Unit: Physical Design or Physical Determinism? *Journal of Planning History* 20 (10), 1-22.

Le Goix, R. 2001: Les « communautés fermées » dans les villes des États-Unis. Aspects géographiques d'une sécession urbaine *L'Espace Géographique* 30 (1), 81-93.

Lehrer, U.A. et Milgrom, R. 1996: New(Sub)Urbanism: Countersprawl or Repackaging the Product. *Capitalism, Nature, Socialism* 7 (2), 49-64.

Lévy, J. 1997: Penser la ville : un imperatif sous toutes les latitudes. *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* 24, 25-38.

Lévy, J., éditeur 2008: *L'invention du monde: une géographie de la mondialisation*. Paris: Presses de Sciences Po.

Ley, D. 1987: Styles of the times: liberal and neo-conservative landscapes in inner Vancouver, 1968-1986. *Journal of Historical Geography* 13 (1), 40-56.

Lucan, J. 1989: *France. Architecture 1965-1988*. Milan-Paris: Electra Moniteur.

Luigi, G. 2005: *L'architecture en Europe. Du Moyen Âge au XXe siècle*. PAris: Armand Colin.

Lussault, M. 1998: Un monde parfait: des dimensions utopiques du projet urbanistique contemporain. In Eveno, E., éditeur, *Utopies urbaines,* Toulouse: Presses universitaires du Mirail, 151-176.

Lussault, M. 2003: Institution. In Lévy, J. et Lussault, M., éditeurs, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés,* Paris: Belin, 514-516.

Lussault, M. 2007: *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil.

Lussault, M. 2009: *De la lutte des classes à la lutte des places*. Paris: Grasset.

MacLeod, G. et Ward, K. 2002: Spaces of Utopia and Dystopia: Landscaping the Contemporary City. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography* 84 (3-4), 153-170.

Magri, S. et Topalov, C. 1987: De la cité-jardin à la ville rationalisée. Un tournant du projet réformateur (1905-1925) dans quatre pays. *Revue française de sociologie* 28 (3), 417-451.

Mallgrave, H.F. et Goodman, D. 2011: *An Introduction to Architectural Theory: 1968 to the Present*. Chichester: Wiley-Blackwell.

Manale, M. 2009: Construire un passé : Les enjeux du *New Urbanism* en Allemagne. *L'homme et la société* 174, 169-183.

Mangin, D. 2004: *La Ville franchisée: Formes et structures de la ville contemporaine*. Paris: Ed. de la Villette.

Mannheim, K. 1936: *Ideology and utopia. An introduction to the sociology of knowledge*. London: Routledge.

Marcus, G.E. 1995: Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography. *Annual Review of Anthropology,* 24, 95-117.

Marcuse, P. 2000: The New Urbanism: the dangers so far. *DISP-ZURICH*(140), 4-6.

Marin, L. 1973: *Utopiques : jeux d'espaces*. Paris: Les Editions de Minuit.

Markovits, C., Pouchepadass, J. et Subrahmanyam, S. 2003: Circulation and Society under Colonial Rule. In Markovits, C., Pouchepadass, J. et Subrahmanyam, S., éditeurs, *Circulations and Society. Mobile People and Itinerant Culture in South Asia, 1750-1950,* Delhi: Permanent Black, 1-22.

Marsh, D. et Sharman, J.C. 2009: Policy Diffusion and Policy Transfer. *Policy Studies* 30 (3), 269-288.

Marshall, A. 2000: *How Cities Work: Suburbs, Sprawl and the Roads Not Taken*. Austin: University of Texas Press.

Marston, S., Paul Jones III, J. et Woodward, K. 2005: Human geography without scale. *Transactions of the Institute of British Geographers* 30 (4), 416-432.

Martens, A. 2009: Dix ans d'expropriations et d'expulsions au Quartier Nord à Bruxelles (1965-1975) : quels héritages aujourd'hui ? *Brussels Studies* 29, www.brusselsstudies.be.

Massengale, J. 2003: Learning from les Etats-Unis. In Dorney, D., éditeur, *Council Report V: The EuroCouncil - Belgium,* Gaithersburg: The Town Paper, 6.

Massey, D. 1991: A global sense of place. *Marxism today* 35 (6), 24-29.

Massey, D. 2004: Geographies of responsibility. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography* 86 (1), 5-18.

Mattelart, A. 2005: *Diversité culturelle et mondialisation*. Paris: La Découverte.

Maudlin, D. 2009: Constructing Identity and Tradition: Englishness, Politics and the Neo-Traditional House. *Journal of Architectural Education* 63 (1), 51-63.

McCann, E. 2009: New Urbanism. In Kitchin, R. et Thrift, N., éditeurs, *International Encyclopedia of Human Geography,* Oxford: Elsevier, 438–443.

McCann, E. 2011a: Urban Policy Mobilities and Global Circuits of Knowledge: Toward a Research Agenda. *Annals of the Association of American Geographers* 101 (1), 107 - 130.

McCann, E. et Ward, K. 2010: Relationality/territoriality: Toward a conceptualization of cities in the world. *Geoforum* 41 (2), 175-184.

McCann, E. et Ward, K., éditeurs 2011a: *Mobile Urbanism. Cities and Policymaking in the Global Age.* Minneapolis,: University of Minnesota Press.

McCann, E. et Ward, K. 2011b: Urban Assemblages. Territories, Relations, Practices, and Power. In McCann, E. et Ward, K., éditeurs, *Mobile Urbanism. Cities and Policymaking in the Global Age,* Minneapolis: University of Minnesota Press.

McCann, E.J. 1995: Neotraditional Developments: The Anatomy of a New Urban Form. *Urban Geography* 16 (3), 210-233.

McCann, E.J. 2011b: Points of Reference. Knowledge of Elsewhere in the Politics of Urban Drug Policy. In McCann, E.J. et Ward, K., éditeurs, *Mobile Urbanism. Cities and Policymaking in the Global Age,* Minneapolis: University of Minnesota Press, 97-121.

McFarlane, C. 2010: The comparative city: knowledge, learning, urbanism. *International Journal of Urban and Regional Research (forthcoming)*.

McNeill, D. 2009: *The Global Architect. Firms, Fame and Urban Form*. London: Routledge.

Meredith, J. 2003: Sprawl and the new urbanist solution. *Virginia Law Review* 89 (2), 447-503.

Merlin, P. 2000: Cité-jardin. In Merlin, P. et Choay, F., éditeurs, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement,* Paris: Presses Universitaires de France, 164-165.

Miller, M. 2000: Transatlantic Dialogue: Raymond Unwin and the American Planning Scene. *Planning History* 22 (2), 17-28.

Miller, M. 2002: Garden cities and suburbs: at home and abroad. *Journal of Planning History* 1 (1), 6-28.

Mondada, L. 2003: Traduction. In Lévy, J. et Lussault, M., éditeurs, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés,* Paris: Belin, 934-935.

Mondada, L., Panese, F. et Söderström, O. 1992: L'effet paysager. In Mondada, L., Panese, F. et Söderström, O., éditeurs, *Paysage et crise de la lisibilité. De la beauté à l'ordre du monde,* Lausanne: Institut de Géographie, 335 - 379.

Mongin, O. 2005: *La condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*. Paris Seuil.

Morris, J., éditeur 2006: *Portmeirion*. Woodbridge: Antique Collectors' Club.

Mumford, E. 2000: *The CIAM Discourse on Urbanism, 1928-1960*. Cambridge: The MIT Press.

Mumford, L. 1961: *The City in History: Its Origins, Its Transformations, and Its Prospects*. San Diego: Harcourt Inc.

Murdoch, J. 1998: The spaces of actor-network theory. *Geoforum* 29 (4), 357-374.

Nadai, E. et Maeder, C. 2005: Fuzzy Fields. Multi-Sited Ethnography in Sociological Research. *FORUM: Qualitative Social Research* 6 (3).

Nasr, J. et Volait, M. 2003a: Introduction: Transporting Planning. In Nasr, J. et Volait, M., éditeurs, *Urbanism - Imported or Exported? Native Aspirations and Foreign Plans,* London: John Wiley, xi-xxxvii.

Nasr, J. et Volait, M., éditeurs 2003b: *Urbanism - Imported or Exported? Native Aspirations and Foreign Plans*. London: John Wiley.

Newman, O. 1972: *Defensible Space*. New York: Macmillan.

Nijman, J. 2007: Introduction—comparative urbanism. *Urban Geography* 28 (1), 1-6.

Novick, A. 2003: Foreign Hires: French Experts and the Urbanism of Buenos Aires, 1907-32. In Nasr, J. et Volait, M., éditeurs, *Urbanism - Imported or Exported? Native Aspirations and Foreign Plans,* London: John Wiley, 265-289.

Ockman, J. 2005: Bestride the World Like a Colossus: The Architect as Tourist. In Ockman, J. et Frausto, S., éditeurs, *Architourism: Authentic, Escapist, Exotic, Spectacular,* New York: Prestel, 158-185.

Osmont, A. 1995: *La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*. Paris: Karthala.

Ouellet, M. 2004: *The Relationship Between the American-Based New Urbanism Movement and Contemporary Neotraditionnal Urban Design in Europe*. Master of Urban and Regional Planning, Halifax, Nova Scotia: Dalhousie University.

Ouellet, M. 2006: Le smart growth et le nouvel urbanisme : synthèse de la littérature récente et regard sur la situation canadienne. *Cahiers de Géographie du Québec* 50 (140), 175-193.

Paquot, T. 1996: *L'utopie ou l'idéal piégé*. Paris: Hatier.

Paquot, T. 2007: *Utopies et utopistes*. Paris: Editions La Découverte.

Paquot, T. 2010: Ebenezer Howard. In Paquot, T., éditeur, *Les faiseurs de villes.1850-1950,* Gollion: Infolio, 253-266.

Passell, A. 2007: *Realizing the City: The Rise of the New Urbanism and the Built Environment as Social Process*. PhD thesis, New York: New York University.

Passell, A. 2013: *Building the New Urbanism: Places, Professions, and Profits in the American Metropolitan Landscape*. Abingdon: Routledge.

Patricios, N. 2002: Urban Design Principles of the Original Neighborhood Concepts. *Urban Morphology* 6 (1), 21-32.

Peck, J. 2011: Creative Moments: Working Culture, through Municipal Socialism and Neoliberal Urbanism. In McCann, E.J. et Ward, K., éditeurs, *Mobile Urbanism. Cities and Policymaking in the Global Age,* Minneapolis: University of Minnesota Press, 41-70.

Peck, J. et Theodore, N. 2001: Exporting workfare/importing welfare-to-work: exploring the politics of Third Way policy transfer. *Political Geography* 20 (4), 427-460.

Peck, J. et Theodore, N. 2010: Mobilizing policy: Models, methods, and mutations. *Geoforum* 41 (2), 169-174.

Pinder, D. 2010: Utopian Urbanism: Ideals, Practices and Prospects. In Hermansen Cordua, C., éditeur, *Manifestoes and transformations in the early modernist city,* Farnham: Ashgate, 9-37.

Pinson, D. 1993: *Usage et architecture*. Paris: L'Harmattan.

Pinson, D. 2010: La théorie au risque de la doctrine dans le Mouvement moderne (ou comment Sert et Ecochard ont fait vivre la première contre la seconde). *Les Cahiers d'EMAM* 20, 23-31.

Pousin, F. 2007: Du townscape au « paysage urbain », circulation d'un modèle rhétorique mobilisateur. *Strates* 13, 25-50.

Rabinow, P. 1995: *French modern : norms and forms of the social environment*. Chicago: University of Chicago Press.

Racine, N. et Trebitsch, M., éditeurs 1992: *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux*. Paris: Cahiers de l'Institut de l'Histoire du Temps Présent, n°20.

Radaelli, C.M. 2000: Policy Transfer in the European Union: Institutional Isomorphism as a Source of Legitimacy. *Governance* 13 (1), 25-43.

Ragon, M. 1986: *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes. Idéologies et pionniers, 1800-1910*. Paris: Casterman.

Rattenbury, K. 1993: A Vision of Europe. *Architectural review* 192 (1151), 4,9.

Rétaillé, D. 2003: Comparatisme. In Lévy, J. et Lussault, M., éditeurs, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés,* Paris: Belin, 187-188.

Risselada, M. et Van den Heuvel, D., éditeurs 2005: *Team 10 1953 - 1981. In Search of A Utopia of the Present*. Rotterdam: NAi Publishers.

Robbins, E. 2004: New Urbanism. In Robbins, E. et El-Khoury, R., éditeurs, *Shaping the City: Studies in History, Theory and Urban Design,* New York: Routledge, 212-229.

Robertson, R. 1992: *Globalization: Social Theory and Global Culture*. London: Sage.

Robertson, R., éditeur 1995: *Glocalization: Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity*. London: Sage.

Robinson, J. 2002: Global and World Cities : A View from off the Map. *International Journal of Urban and Regional Research* 26 (3), 531-554.

Robinson, J. 2006: *Ordinary Cities. Between Modernity and Development*. London: Routledge.

Robinson, J. 2010: Cities in a World of Cities: the Comparative Gesture. *International Journal of Urban and Regional Research (forthcoming)*.

Robinson, J. 2011: The Spaces of Circulating Knowledge. City Strategies and Global Urban Governmentality. In McCann, E.J. et Ward, K., éditeurs, *Mobile Urbanism. Cities and Policymaking in the Global Age,* Minneapolis: University of Minnesota Press, 15-40.

Rodgers, D.T. 1998: *Atlantic Crossings: Social Politics in a Progressive Age*. Cambridge: Belknap Press.

Rogers, E.M. 1995: *Diffusion of innovations*. New York: Free Press.

Rose, R. 1993: *Lesson-Drawing in Public Policy*. Chatham NJ: Chatham House.

Ross, A. 1999: *The Celebration Chronicles: Life, Liberty, and The Pursuit of Property Value in Disney's New Town* New York: Ballantine Books.

Rossiter, A. 2001: Retour à l'utopie? In Marin, Y., éditeur, *Les utopies de la ville,* Besançon: Annales Littéraires de l'Université de Franche-Comté, 271-283.

Rudofsky, B. 1964: *Architecture without architects : a short introduction to non-pedigreed architecture*. New York: Museum of Modern Art.

Sadoux, S. 2010a: Grande-Bretagne: *design guide* et *design code*. *Urbanisme* 372, 67-69.

Sadoux, S. 2010b: "Guérir la ville" Entretien avec Richard Rogers. *Urbanisme* 372, 70-71.

Sadoux, S. 2010c: Raymond Unwin. In Paquot, T., éditeur, *Les faiseurs de villes.1850-1950,* Gollion: Infolio, 435-451.

Santel, G., Wellhof, F. et Lafitte, M. 2008: Rapport de mission sur les perspectives de développement du secteur IV de Marne-la-Vallée et du projet Eurodisneyland. Paris: Conseil général de l'Environnement et du Développement Durable, Inspection générale des Finances.

Sassen, S. 1991: *The global city : New York, London, Tokyo*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.

Saunier, P.-Y. 1999: Atlantic crosser. John Nolen and the Urban Internationale. *Planning History* 21 (1), 423–431.

Saunier, P.-Y. 2001: Sketches from the Urban Internationale, 1910-1950: Voluntary Associations, International Institutions and US Philanthropic Foundations. *International Journal of Urban and Regional Research* 25 (2), 380-403.

Saunier, P.-Y. 2002: Taking Up the Bet on Connections : a Municipal Contribution. *Contemporary European History* 11 (4), 507-527.

Saunier, P.-Y. 2004: Circulations, connexions et espaces transnationaux. *Genèses* 57, 110-126.

Saunier, P.-Y. 2007: Transatlantic connections and circulations in the 20th century : the urban variable. *Informationen zur modernen Stadtgeschichte* 1, 11-23.

Saunier, P.-Y. et Ewen, S., éditeurs 2008: *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment 1850-2000*. New York: Palgrave Macmillan.

Schöpfel, J. 2006: Le devenir de la littérature grise. Quelques observations. *Perspectives documentaires en éducation* 2006 (62), 1-10.

Schumpeter, J.A. 1939: *Business Cycles: A Theoretical, Historical, and Statistical Analysis of the Capitalist Process*. New York and London: McGraw-Hill.

Secchi, B. 2006: *Première leçon d'urbanisme*. Marseille: Parenthèse.

Sheller, M. et Urry, J. 2006: The new mobilities paradigm. *Environment and Planning A* 38 (2), 207-226.

Sieverts, T. et Deluze, J. 2004: *Entre-ville: une lecture de la Zwischenstadt*. Marseille: Parenthèses.

Silver, C. 1985: Neighborhood Planning in Historical Perspective. *Journal of the American Planning Association* 51 (2), 161-174.

Silver, C. 2006: New Urbanism and Planning History: Back to the Future. In Monclus, J. et Guardia, M., éditeurs, *Culture, Urbanism and Planning,* Aldershot: Ashgate, 179-193.

Smith, J. 1991: *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the Policy Elite*. New York: Free Press.

Söderström, O. 2000: *Des images pour agir. Le visuel en urbanisme*. Lausanne: Payot.

Söderström, O. 2006: Studying Cosmopolitan Landscapes. *Progress in Human Geography* 30 (5), 1-6.

Söderström, O. 2010: Forms and Flows in the contemporary transformations of Palermo's city centre. In Guggenheim, M. et Söderström, O., éditeurs, *Re-shaping Cities: How Global Mobility Transforms Architecture and Urban Form,* London: Routledge, 189-210.

Söderström, O. 2012: Des modèles urbains "mobiles". *Urbanisme* 383, 43-45.

Söderström, O. 2013: *Cities in Relations. Trajectories of Urban development in Hanoi and Ouagadougou*. Oxford: Wiley-Blackwell.

Söderström, O. et Crot, L. 2010: *The mobile constitution of society. Rethinking the mobility-society nexus*. Neuchâtel: Working Paper n°7 - MAPS-MOVE.

Söderström, O. et Dupuis, B. 2010: Editorial. Mondialisations urbaines: flux, formes et gouvernances. *Géo-Regards: Revue Neuchâteloise de Géographie. Mondialisations urbaines: flux, formes et gouvernances* 3, 5-8.

Söderström, O., Paasche, T. et Klauser, F. 2014: Smart cities as corporate storytelling. *City* 18 (3), 307-320.

Söderström, O. et Paquot, T. 2012: Editorial, modèles urbains. *Urbanisme* 383, 41-42.

Southworth, M. 2003: New Urbanism and the American Metropolis. *Built Environment* 29 (3), 210-226.

Spielberg, F. 1989: The traditional neighborhood development: how will traffic engineers respond? *ITE Journal* 59, 17-18.

Star, S.L. 2010: « Ceci n'est pas un objet-frontière ! » Réflexions sur l'origine d'un concept. *Revue d'anthropologie des connaissances* 4 (1), 18-35.

Star, S.L. et Griesemer, J.R. 1989: Institutional Ecology, `Translations' and Boundary Objects: Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-39. *Social Studies of Science* 19 (3), 387-420.

Stephenson, B. 2002: The Roots of the New Urbanism: John Nolen's Garden City Ethic. *Journal of Planning History* 1 (2), 99-123.

Stock, M. 2008: Il Mondo è mobile. In Lévy, J., éditeur, *L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation,* Paris: Presses de Sciences Po, 133-158.

Stone, D. 2004: Transfer Agents and Global Networks in the 'Transnationalisation' of Policy. *Journal of European Public Policy* 11, 545-566.

Sutcliffe, A. 1981: *Towards the Planned City: Germany, Britain, the United States and France 1780-1914*. New York: St. Martin's.

Sutcliffe, A. 1987: Le contexte urbanistique de l'œuvre d'Henri Sellier : la transcription du modèle anglais de la cité-jardin. In Burlen, K., éditeur, *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940,* Saint-Denis: Presses Universitaires de Vincennes, 67-79.

Sutcliffe, A. 1990: From town-country to town planning: Changing priorities in the British garden city movement, 1890-1914. *Planning Perspectives* 5 (3), 257-269.

Tait, M. et Jensen, O.B. 2007: Travelling Ideas, Power and Places: The Case of Urban Villages and Business Improvement Districts. *International Planning Studies* 12 (2), 107-127.

Talen, E. 1999: Sense of Community and Neighbourhood Form: An Assessment of the Social Doctrine of New Urbanism. *Urban Studies* 36 (8), 1361-1379.

Talen, E. 2000a: New Urbanism and the Culture of Criticism. *Urban Geography* 21 (4), 318 - 341.

Talen, E. 2000b: The problem with community in planning. *Journal of Planning Literature* 15 (2), 171.

Talen, E. 2006: *New Urbanism & American Planning. The conflict of cultures*. New York: Routledge.

Thompson-Fawcett, M. 1998a: *Envisioning Urban Villages: A Critique of a Movement and Two Urban Transformations*. Unpublished PhD, University of Oxford: School of Geography.

Thompson-Fawcett, M. 1998b: Léon Krier and the Organic Revival within Urban Policy and Practice. *Planning Perspectives* 13, 167-194.

Thompson-Fawcett, M. 2000: The Contribution of Urban Villages to Sustainable Development. In Williams, K., Jenks, M. et Burton, E., éditeurs, *Achieving Sustainable Urban Form,* London: E&FN Spon, 275-287.

Thompson-Fawcett, M. 2003a: A New Urbanist Diffusion Network. The Americo-European Connection. *Built Environment* 29 (3), 253-270.

Thompson-Fawcett, M. 2003b: "Urbanist" Lived Experience: Resident observations on life in Poundbury. *Urban Design International* 8, 67-84.

Thompson-Fawcett, M. et Bond, S. 2003: Urbanist intentions for the built landscape: examples of concept and practice in England, Canada and New Zealand. *Progress in Planning* 60, 147-234.

Thompson-Fawcett, M. et Bond, S. 2004: Participatory Community Planning, Urbanist Style: Theory and practice at Poundbury. *Open House International* 29 (4), 28-37.

Topalov, C. 1989: L'urbanisme comme mouvement social. Militants et professionnels du city planning aux Etats-Unis (1909-1917). *Les Annales de la recherche urbaine* 44-45, 139-154.

Topalov, C. 1990: De la "question sociale" aux "problèmes urbains" : les réformateurs et le peuple des métropoles au tournant du XXe siècle. *Revue internationale de Sciences Sociales* 125, 360-376.

Topalov, C. 1999a: Investissements réformateurs et formation du champ. In Topalov, C., éditeur, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse reformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914,* Paris: Éditions de l'EHESS, 355-474.

Topalov, C., éditeur 1999b: *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse reformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*. Paris: Éditions de l'EHESS.

Topalov, C. 1999c: Les "réformateurs" et leurs réseaux: enjeux d'un objet de recherche. In Topalov, C., éditeur, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse reformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914,* Paris: Éditions de l'EHESS, 11-58.

Traganou, J. 2009: For a theory of travel in architectural studies. In Traganou, J. et Mitrašinović, M., éditeurs, *Travel, Space, Architecture,* Burlington: Ashgate, 4-26.

Tu, C. et Eppli, M. 1999: Valuing New Urbanism: The case of Kentlands. *Real Estate Economics* 27 (3), 425–451.

Tuan, Y.-F. 1974: *Topophilia: A Study of Environmental Perceptions, Attitudes, and Values*. Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall.

Urban Task Force, éditeur 1999: *Toward an Urban Renaissance*. London: Spon.

Urry, J. 1995: *Consuming places*. London: Routledge.

Urry, J. 2003: *Global complexity*. Cambridge: Polity Press.

Urry, J. 2007: *Mobilities*. Cambridge: Polity Press.

Vanderbeek, M. et Irazábal, C. 2007: New Urbanism as a New Modernist Movement: A Comparative Look at Modernism and New Urbanism. *TDSR* 19 (1), 41-57.

Venturi, R. 1966: *Complexity and Contradiction in Architecture*. New York: The Museum of Modern Art Press.

Verdeil, E. 2005: Expertises nomades au Sud. Eclairages sur la circulation des modèles urbains. *Géocarrefour, Expertises nomades* 80 (3), 165-169.

Vertovec, S. et Cohen, R. 2002: *Conceiving cosmopolitanism : theory, context, and practice*. Oxford: Oxford University Press.

Ward, K. 2010a: Towards a relational comparative approach to the study of cities. *Progress in Human Geography* 34 (4), 471–487.

Ward, K. 2010b: Towards a relational comparative approach to the study of cities. *Progress in Human Geography* 34 (4), 471-487.

Ward, K. 2011: Policies in Motion and in Place. The Case of Business Improvement Districts. In McCann, E.J. et Ward, K., éditeurs, *Mobile Urbanism. Cities and Policymaking in the Global Age,* Minneapolis: University of Minnesota Press, 71-95.

Ward, K. et McCann, E. 2011: Cities Assembled. Space, Neoliberalization, (Re)territorialization, and Comparison. In McCann, E.J. et Ward, K., éditeurs, *Mobile Urbanism. Cities and Policymaking in the Global Age,* Minneapolis: University of Minnesota Press, 167-184.

Ward, S.W. 2002: *Planning the Twentieth-Century City: the Advanced Capitalist World*. Chichester: J. Wiley & Sons.

Watts, L. et Urry, J. 2008: Moving methods, travelling times. *Environment and Planning D* 26, 860-874.

SOURCES RELATIVES AU CORPUS DU MOUVEMENT NEO-TRADITIONALISTE

Adam, R. 2010: *The 7 Sins of Architects*. Winchester: Adam Publishing.

Adam, R. et Hardy, M., éditeurs 2008: *Tradition Today. Continuity in Architecture and Society*. Southampton: WIT Press.

Aldous, T. 1997: *Urban Villages: A Concept for Creating Mixed-use Urban Developments on a Sustainable Scale*. London: Urban Villages Forum.

Alexander, C. 1979: *The Timeless Way of Building*. Oxford: Oxford University Press.

Alexander, C., Ishikawa, S. et Silverstein, M. 1977: *A pattern language: towns, buildings, construction*. Oxford: Oxford University Press.

Barey, A. 1980: *Déclaration de Bruxelles. Propos sur la reconstruction de la ville européenne*. Bruxelles: Archives d'Architecture Moderne.

Calthorpe, P. et Fulton, W. 2001: *The regional city: Planning for the end of sprawl*. Washington: Island Press.

Cullen, G. 1961: *Townscape*. New York: Reinhold.

Culot, M. 1995: Fantômes à vendre! In Fondation pour l'Architecture, éditeur, *Appel aux jeunes architectes européens. La reconstruction d'une rue historique à Bruxelles, 1989-1995,* Bruxelles: Fondation pour l'Architecture, 11-17.

Culot, M. 2005: L'envol de la pensée / Flight of fancy. In Archives d'Architecture Moderne, éditeur, *Alter Architecture,* Bruxelles: AAM Editions, 6-123.

Culot, M. 2008: For a new European urbanism. In L'ARCHITECTURE, F.P., éditeur, *European Prize of Architecture, Philippe Rothier,* Bruxelles: AAM Editions, 3-8.

Culot, M. et Lefèbvre, P. 1980: Introduction. In Barey, A., éditeur, *Déclaration de Bruxelles. Propos sur la reconstruction de la ville européenne,* Bruxelles: Archives d'Architecture Moderne, 7-15.

Davis, R. 2008: Marinated in Modernism. In Schwaiger, Z.K., éditeur, *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas,* Rizzoli - The Seaside Institute: Rizzoli, 17-23.

Dorney, D., éditeur 2003: *Council Report V: The EuroCouncil - Belgium*. Gaithersburg: The Town Paper.

Duany, A. 2003: The CEU: Continuing the Effort Overseas. In Dorney, D., éditeur, *Council Report V: The EuroCouncil - Belgium,* Gaithersburg: The Town Paper, 7.

Duany, A. 2008: Reflections on Seaside. In Schwaiger, Z.K., éditeur, *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas,* Rizzoli - The Seaside Institute: Rizzoli, 25-29.

Duany, A., Plater-Zyberk, E. et Speck, J. 2000: *Suburban Nation: the Rise and the Decline of the American Dream*. New York: North Point Press.

Duany, A., Sorlien, S. et Wright, W. 2008: *SmartCode: Version 9 and Manual*. Ithaca: New Urban News Publication.

Duany, A. et Speck, J. 2010: *The Smart Growth Manual*. New York: McGraw-Hill.

Economakis, R., éditeur 1993: *Building Classical. A Vision of Europe and America*. London - Berlin: Acedemy editions - Ernst & Sohn.

Fondation pour l'Architecture, éditeur 1995: *Appel aux jeunes architectes européens. La reconstruction d'une rue historique à Bruxelles, 1989-1995*. Bruxelles: Fondation pour l'Architecture.

Fondation pour l'architecture 2008: *Prix européen d'architecture - Philippe Rotthier - European Prize of Architecture*. Bruxelles: AAM Editions.

H.R.H The Prince of Wales 1992: Introduzione - Foreword. In Tagliaventi, G. et O'Connor, L., éditeurs, *A Vision of Europe: mostra internazionale di architecttura e urbanistica - international exhibition of architecture and urbanism,* Firenze: ALINEA, 7-9.

H.R.H The Prince of Wales 2003: Foreword. In Neal, P., éditeur, *Urban Villages and the Making of Communities,* London: Spon Press, v-vii.

H.R.H The Prince of Wales 2008: Thoughts on Seaside. In Schwaiger, Z.K., éditeur, *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas,* Rizzoli - The Seaside Institute: Rizzoli, 57-59.

H.R.H. The Prince of Wales 1989: *A Vision of Britain, a Personal View of Architecture*. New York: Doubleday.

Hardy, D. 1991: *From Garden Cities to New Towns. Campaiging for town and country planning, 1899-1946*. London: Spon.

Hardy, D. 2006: *Poundbury: The Town that Charles Built*. London: Town & Country Planning Association.

Jacobs, J. 1961: *The death and life of great American cities*. New York: Random House.

Katz, P., éditeur 1994: *The New Urbanism : Toward an Architecture of Community*. New York: McGraw Hill Inc.

Katz, P. 2002: The raise of a movement - A successsful story - La storia di un successo. *A&C International*, 21-45.

Krier, L. 1978a: La reconstruction de la ville. In Krier, L., éditeur, *Rational-Architecture- Rationnelle* Bruxelles: Archives d'Architecture Moderne 33-37.

Krier, L. 1978b: *Rational - Architecture - Rationnelle*. Bruxelles: AAM.

Krier, L. 1996: *Architecture: choix ou fatalité*. Paris: Editions Norma.

Krier, L. 1998: *Architecture: Choice or Fate*. Berkshire: Papadakis Publisher.

Krier, L. 2009: *The Architecture of Community*. Washington, DC: Island Press.

Krier, R. 1975: *L'espace de la ville. Théorie et pratique*. Bruxelles: Archives d'Architecture Moderne.

Leccese, M. et McCormick, K., éditeurs 1999: *Charter of the New Urbanism*. New York: McGraw-Hill.

Lefebvre, H. 1968: *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.

Leinberger, C.B. 2008: Lessons at Twenty-Five. In Schwaiger, Z.K., éditeur, *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas,* Rizzoli - The Seaside Institute: Rizzoli, 163-167.

Lippens, L. 2006: Knokke-Heist, unique et excentrique. In Gemeentebestuur Knokke-Heist, éditeur, *Een casino voor de toekomst, nieuwe stedelijkheid in Knokke-Hesit - Un casino pour l'avenir, une nouvelle urbanité pour Knokke-Heist,* Knokke-Heist: Verdographics, 119-120.

Lunts, D. 2003: Afterword. In Neal, P., éditeur, *Urban Villages and the Making of Communities,* London: Spon Press, 197-201.

Lynch, K. 1960: *The Image of the City*. Massachusetts: MIT Press.

Mierop, C. 1995: Chronique d'un chantier. In Fondation pour l'Architecture, éditeur, *Appel aux jeunes architectes européens. La reconstruction d'une rue historique à Bruxelles, 1989-1995,* Bruxelles: Fondation pour l'Architecture, 19-27.

Mouzon, S. 2004: *Traditional construction patterns*. New York: McGraw-Hill.

Mouzon, S. 2010: *The Original Green. Unlocking the Mystery of True Sustainability*. Miami: The Guild Foundation Press.

Muylle, P., Lannoy, D. et Theerens, F. 2008: *Compagnie Le Zoute, 100 ans à Knokke*. Tielt: Lannoo.

Neal, P. 2003a: An urban village primer. In Neal, P., éditeur, *Urban Villages and the Making of Communities,* London: Spon Press, 1-15.

Neal, P., éditeur 2003b: *Urban Villages and the Making of Communities*. London: Spon Press.

Panerai, P., Castex, J. et Depaule, J.-C. 2004: *Formes urbaines. De l'îlot à la barre*. Marseille: Editions Parenthèses.

Pemezec, P. 2007: *Bonheur de ville. Un maire au chevet de sa banlieue*. Paris: Eyrolles.

Perry, C. 1929: The Neighborhood Unit, a Scheme of Arrangement for the Family-Life Community. In Planning Regional Plan of New York and Its Environs, éditeur, *Neighborhood and Community Planning, Volume VII, Monograph One,* New York: Committee on Regional Plan of New York and Its Environs, 21-140.

Plater-Zyberk, E. 1993: Five Criteria for Good Design. *ANY - Seaside and the Real World: A Debate on American Urbanism* 1, July/August.

Plater-Zyberk, E. 1999: Neighborhood, district and corridor. In Leccese, M. et McCormick, K., éditeurs, *Charter of the New Urbanism,* New York: McGraw-Hill.

Rossi, A. 1966: *L'Architettura della Città*. Padova: Marsilio.

Rossi, A. 1982: *The Architecture of the City*. Cambridge MA: MIT Press.

Rossi, A. 1988: *Autobiographie scientifique*. Marseille: Editions Paranthèses.

Rybczynski, W. 2008: Lessons of Seaside. In Schwaiger, Z.K., éditeur, *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas,* Rizzoli - The Seaside Institute: Rizzoli, 52-55.

Sagharchi, A. et Steil, L., éditeurs 2010: *New Palladians: Modernity and Sustainability for 21st Century Architecture*. London: Artmedia Press.

Schoonbrodt, R. 1982: Traditions en architecture et urbanisme: leur sens dans les luttes urbaines. In Archives d'Architecture Moderne, éditeur, *La reconstruction de Bruxelles. Recueil de projets publiés dans la revue des Archives d'Architecture Moderne de 1977 à 1982,* Bruxelles: Archives d'Architecture Moderne, 21-24.

Schoonbrodt, R. 2007: *Vouloir et dire la ville. Quarante années de participation citoyenne à Bruxelles*. Bruxelles: AAM Editions.

Schwaiger, Z.K., éditeur 2008: *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas*. New York: Rizzoli - The Seaside Institute.

Spoerry, F. 1989: *L'Architecture douce. De Port-Grimaud à Port-Liberté*. Paris: Robert Laffont.

Stern, R.A.M. 2008: Greetings from Uncle Seaside. In Schwaiger, Z.K., éditeur, *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas,* Rizzoli - The Seaside Institute: Rizzoli, 116-119.

Steuteville, R. et Langdon, P., éditeurs 2003: *New Urbanism: Comprehensive Report & Best Practices Guide*. Ithaca: New Urban Publication.

Steuteville, R. et Langdon, P., éditeurs 2009: *New Urbanism: Comprehensive Report & Best Practices Guide*. Ithaca: New Urban News Publication.

Tachieva, G. 2010: *Sprawl Repair Manual*. Washington D.C.: Island Press.

Tagliaventi, G. et Bucci, A., éditeurs 2009: *The Guide of Eco-Efficient Cities/ Le guide des éco-villes efficientes/La guida delle eco-ciità efficienti*. Firenze: ALINEA.

Tagliaventi, G. et O'Connor, L. 1992: Prefazione - Préface - ex tenebris lux. In Tagliaventi, G. et O'Connor, L., éditeurs, *A Vision of Europe: mostra internazionale di architecttura e urbanistica - international exhibition of architecture and urbanism,* Firenze: ALINEA, 11-12.

Tagliaventi, I. 1992: L'altro razionalismo - The other rationalism. In Tagliaventi, G. et O'Connor, L., éditeurs, *A Vision of Europe: mostra internazionale di architecttura e urbanistica - international exhibition of architecture and urbanism,* Firenze: ALINEA, 7-9.

Thadani, D. 2010: *The Language of Towns & Cities: A Visual Dictionary*. New York: Rizzoli International Publications.

Volk, L. et Zimmerman, T. 2008: Seaside's Influence on New Housing. In Schwaiger, Z.K., éditeur, *Views of Seaside : Commentaries and Observations on a City of Ideas,* Rizzoli - The Seaside Institute: Rizzoli, 163-167.

Watkins, M. 2007: Kentlands code. *Urban Design Magazine* 101, 21-23.

Watson, G., Bentley, I., Roaf, S. et Smith, P. 2004: *Learning from Poundbury, Research for the West Dorset District Council and the Duchy of Cornwall*. Oxford: Oxford Brookes University.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS

Ci-dessous est repértoriée la totalité des divers entretiens effectués dans le cadre de la thèse[672]. Les personnes avec qui je me suis entretenu sont classées par ordre alphabétique : pour chacune sont mentionnés son nom, son prénom, ses qualifications et/ou ses affiliations (para)professionnelles (au moment de l'entretien), le lieu de l'entretien si celui-ci a été effectué en face à face et la date de l'entretien. Certains entretiens ont été menés avec deux ou trois interlocuteurs en même temps, d'autres ont été conduits deux fois. Au total, 47 entretiens (toutes catégories confondues) ont été effectués avec 53 personnes.

Adam, Robert : architecte, co-président de Adam Architecture et président de l'INTBAU, Londres [02.02.11]* - Andersen, Igor : architecte à l'agence Urbaplan et ex-collaborateur à l'agence Peter Calthrope & Associates, Lausanne [06.07.11] - Amos, Gideon : ex-directeur (*chief executive*) de la TCPA (*Town & Country Planning Association*), Londres [06.12.10]* - Arabindoo, Pushpa : *urban designer,* ex-collaboratrice du bureau Cooper, Robertson & Partners, Londres [24.11.10]*** - Aurbach, Laurence : administrateur de la revue *The Town Paper* [02.03.11]**** - Beerman, Johannes : fondé de pouvoir du groupe immobilier Fundus, Berlin [24.04.08]* - Bernex, Jean-Luc : architecte, directeur du pôle « urbanisme prévisionnel et planification» au département d'aménagement et d'urbanisme du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du Val d'Europe, Chessy [23.06.09]* - Bodenschatz, Harald : professeur de sociologie de l'architecture à la Technische Universität et membre du CEU-Deutschland, Berlin [23.04.08]* - Bolgar, Ben : architecte, *senior design director* à la PFBE, Londres [26.01.11]* - Breitman, Nada : architecte, co-directrice de l'atelier d'architecture et d'urbanisme Breitman-Breitman, Paris [25.06.09]* - Caranobe, Hervé : directeur de la communication à la SEMPRO, Le Plessis-Robinson [19.05.10]* - Castex, Jean : architecte et historien, Paris [20.01.11]* - Chielens, Bart : architecte et co-directeur du groupe ARCAS Europe, Knokke-Heist (en commun avec Mayeau, Jean : architecte à ARCAS Europe) [29.09.09]* - Chung, Payton : coordinateur des recherches au CNU [24.03.08]**** - Conibear, Simon : administrateur du développement immobilier de Poundbury, Poundbury [18.11.10* – 22.11.10**** – 25.01.11*- 24.08.11****] - Cook, Linda : directrice de projet au *Seaside Institute* , Seaside (en commun avec DeMars, Malayne : *manager* au Seaside Institute, *special project manager* à l'association Escape to Create) [19.04.10]* - Culot, Maurice : architecte, co-directeur du groupe ARCAS Europe (Paris), président de la Fondation pour l'Architecture à Bruxelles, Paris

[672] Selon les situations rencontrées, différents types d'entretiens ont été menés : entretien enregistré en face à face (*), entretien enregistré par téléphone via Internet (**),entretien informel non-enregistré en face à face (***) et correspondance par e-mail (****).

[25.06.09]* - Delrue, Mathias : architecte-ingénieur en charge de la planification urbaine à l'Intercommunale de Flandre occidentale (WVI), Bruges (en commun avec Naeyaert, Trui : coordinatrice en charge du développement économique à la WVI) [28.09.2009* -04.04.2011**] - Diener, Pierre : architecte et co-directeur de l'agence Diener Guirard Architecture (DGA), Paris, [25.06.09]* - Dionne, Michel : architecte à l'agence Cooper, Robertson & Partners [22.11.10** - 30.11.10**] - Dover, Victor : architecte et co-directeur de l'agence Dover, Kohl & Partners, Coral Gables (en commun avec les architectes Kohl, Joseph, co-directeur de l'agence Dover, Kohl, et Georgiadis, Andrew, employé de l'agence Dover, Kohl & Partners) [21.04.10]* - Durand-Rival, Bernard : architecte et *senior manager* "Architecture & Urbanisme", *Imagineering group*, EuroDisney SCA, Serris (en commun avec Tawil, Nadim : responsable de la communication institutionnelle EuroDisney SCA) [22.06.09]* - Engh, Audun : avocat, membre de l'INTBAU représentant la Scandinavie et membre du comité du CEU, Madison [03.06.11]*** - Evans, David : directeur de l'aménagement du territoire, *West Dorset District Council*, Dorchester [26.01.11]* - Hardy, Matthew : *senior lecturer* en architecture et urbanisme à la PFBE, co-fondateur et ex-secrétaire de l'INTBAU, Londres [16.11.10* - 14.05.11**** – 16.05.11****] - Hertenberger, Dominique : architecte, Paris [20.05.10]* - Krier, Léon : architecte, Uzès [31.05.10]* - Leloup, Michel : architecte à l'atelier 55 et expert à l'*Urban Planning Committee* de Heulebrug, Bruxelles [31.03.11]* - Mehaffy, Michael : architecte et directeur de l'agence Tectis, ex-*director of education* à la PFBE, directeur du groupe américain de l'INTBAU [10.06.11]**** - Murrain, Paul : *urban designer*, ex-*senior design director* à la PFBE, Londres [10.01.11]* - Muylle, Philippe : directeur-général de la compagnie Het Zoute NV, Knokke-le-Zoute [17.02.10* – 25.01.11****] - Norquist, John : président et *chief executive officer* du CNU, Chicago [24.03.08]*** - Nunez, Mike : chargé des relations publiques et directeur du marketing à Lexin Realty, Celebration [20.04.10]* - Ousset, Bertrand : directeur d'aménagement de l'Etablissement Public d'Aménagement EPAFRANCE et directeur général adjoint des Etablissements Publics d'Aménagement EPAMARNE-EPAFRANCE, Noisiel [26.06.09]* - Parham, Susan : *urban designer* et ex-directrice du CEU, Londres [26.11.10]* - Phillips, Duane : architecte et directeur de l'agence DPZ Europe, Berlin [23.04.08]* - Plater-Zyberk, Elizabeth : architecte, co-présidente de l'agence DPZ et doyenne de l'Ecole d'Architecture de l'Université de Miami, Coral Gables [22.04.10]* - Reiter, Martin : artiste et chargé de communication de l'association Tacheles e.V., Berlin [21.04.08]* - Rofé, Yodan : architecte-urbaniste, membre du CNU et fondateur du MIU [06.03.2011]**** - Roze, Thierry : architecte et directeur de l'agence Carrié Roze Architectes, Paris [24.06.09]* - Seng, Barthélémy : étudiant à l'Institut Français d'Urbanisme et webmaster du site www.valdeurope.typepad.com, Serris [22.06.09* – 12.09.09****] - Speck, Jeff : architecte, ex-collaborateur à l'agence DPZ (Miami) en charge des projets internationaux [07.02.11]** - Steil, Lucien : architecte, professeur

invité à l'Ecole d'Architecture de l'Université de Notre-Dame (Indiana), éditeur du webzine Katarxis et ex-*manager of design and network activities* à la PFBE [23.01.11]** - Tagliaventi, Gabriele : architecte, co-directeur du groupe Arcas Europe et fondateur de AVOE et d'ECCN, Paris [20.01.11]* - Thadani, Dhiru : architecte, membre du conseil d'administration du CNU [03.03.11**** – 07.03.11****] - Van Coillie, Jan : directeur du développement urbain de Knokke-Heist, Knokke-le-Zoute [17.02.10]* - Walker, Gillian : directrice de l'immobilier à Lexin Realty, Celebration [20.04.10]*

ANNEXE 2 : CHARTES ET DECLARATIONS

1978 : la Déclaration de Bruxelles

LA RECONSTRUCTION DE LA VILLE EUOROPÉENNE :

DÉCLARATION DE BRUXELLES

Les participants du colloque international qui s'est tenu à Bruxelles les 15, 16 et 17 novembre sous l'égide de la Commission Française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles ont décidé, au terme de leurs travaux, de formuler la déclaration suivante :

- Ils soulignent la valeur des actions engagées par l'ensemble des Comités d'habitants de Bruxelles pour la défense et la réparation de leur ville directement touchée par les transformations brutales et aberrantes de sa structure ; ils condamnent spécialement la politique irresponsable de la CEE dont l'action destructrice en manière d'implantation de ses propres bâtiments touche, tout aussi gravement, des villes comme Luxembourg, Strasbourg et Bruxelles ; ils exigent la formation au sein des Institutions Européennes d'une Commission qui prendrait enfin en compte les objectifs de reconstruction de la Ville Européenne voulue par les habitants ;
- Ils demandent à toutes les écoles d'architecture d'orienter leur enseignement et leur recherche vers les tâches de la réparation des villes européennes ;
- Ils demandent que soit orientée dans ce sens la formation technique et professionnelle des métiers de la construction ;
- Ils entendent par réparation de la Ville Européenne, l'intégration de l'histoire dans la pratique urbaine : tout le patrimoine doit être sauvegardé et pas seulement quelques centres prétendument historiques.

Toute intervention sur la Ville Européenne doit obligatoirement réaliser ce qui toujours fut la ville, à savoir : des rues, des avenues, des îlots, des jardins,… soit des « quartiers ».

Toute intervention sur la Ville Européenne doit par contre bannir les routes et les autoroutes urbaines, les zones monofonctionnelles, les espaces verts résiduels.

Il ne peut y avoir ni zones « industrielles », ni zones « commerçantes », ni zones « piétonnières », … mais seulement des quartiers incluant toutes les fonctions de la vie urbaine.

Il faut procéder à la réduction du périmètre construit des villes et définir avec précision les zones rurales afin d'établir clairement ce qu'est la ville et ce qu'est la campagne.

Ils dénoncent l'architecture et l'urbanisme fonctionnalistes parce qu'ils ont détruit la ville européenne en réponse aux exigences du développement des structures industrielles du capitalisme privé et public ; ils dénoncent également la complaisance des architectes et de leurs organisations professionnelles à accepter les conditions de la production, cette attitude ayant grandement contribué à l'état de fait actuel ; ils considèrent que le seul chemin possible en vue de la reconstruction de la ville européenne est celui du développement d'une main-d'œuvre aux qualités professionnelles élevées et du rejet des méthodes industrielles développées au seul profit de leurs promoteurs.

Les participants, réunis en colloque sur la Reconstruction de la Ville, proclament leur conviction que la Ville Européenne peut être réparée, qu'elle doit l'être, et que les moyens d'y parvenir sont à notre portée.

Ils décident en conséquence de poursuivre leurs travaux dans ce sens afin de pouvoir trouver l'accord général et le soutien politique de la population.

Les participants au colloque :

MM. Pierre Laconte (Bruxelles), Jacques Lucan (Paris), Jean Castex (Versailles), Antoine Grumbach (Paris), Léon Krier (Londres), François Loyer (Rennes), René Schoonbrodt (Bruxelles), Jacques Van der Biest (Bruxelles), Fernando Montes (Chili/Paris), Bernard Huet (Paris), R.-L. Delevoy (Bruxelles), André Barey (Barcelone), Maurice Culot (Bruxelles), Philippe Panerai (Versailles), Pierluigi Nicolin (Milan/Palerme).

1991 : les Principes d'Ahwahnee

The Ahwahnee Principles

Preamble

Existing patterns of urban and suburban development seriously impair our quality of life.

The symptoms are: more congestion and air pollution resulting from our increased dependence on automobiles, the loss of precious open space, the need for costly improvements to roads and public services, the inequitable distribution of economic resources, and the loss of a sense of community.

By drawing upon the best from the past and the present, we can plan communities that will more successfully serve the needs of those who live and work within them. Such planning should adhere to certain fundamental principles.

Community Principles

1 All planning should be in the form of complete and integrated communities containing housing, shops, work places, schools, parks and civic facilities essential to the daily life of the residents.

2 Community size should be designed so that housing, jobs, daily needs and other activities are within easy walking distance of each other.

3 As many activities as possible should be located within easy walking distance of transit stops.

4 A community should contain a diversity of housing types to enable citizens from a wide range of economic levels and age groups to live within its boundaries.

5 Businesses within the community should provide a range of job types for the community's residents.

6 The location and character of the community should be consistent with a larger transit network.

7 The community should have a center focus that combines commercial, civic, cultural and recreational uses.

Regional Principles

1 The regional land use planning structure should be integrated within a larger transportation network built around transit rather than freeways.

2 Regions should be bounded by and provide a continuous system of greenbelt/wildlife corridors to be determined by natural conditions.

3 Regional institutions and services (government, stadiums, museums, etc.) should be located in the urban core.

4 Materials and methods of construction should be specific to the region, exhibiting continuity of history and culture and compatibility with the climate to encourage the development of local character and community identity.

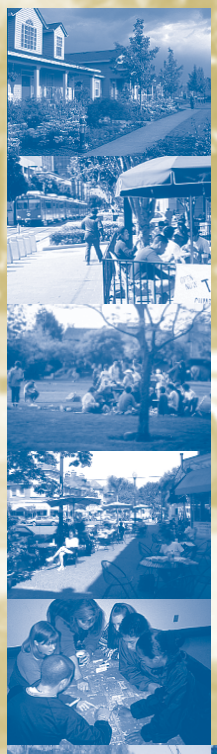
for Resource-Efficient Communities

8 The community should contain an ample supply of specialized open space in the form of squares, greens and parks whose frequent use is encouraged through placement and design.

9 Public spaces should be designed to encourage the attention and presence of people at all hours of the day and night.

10 Each community or cluster of communities should have a well defined edge, such as agricultural greenbelts or wildlife corridors, permanently protected from development.

11 Streets, pedestrian paths and bike paths should contribute to a system of fully connected and interesting routes to all destinations. Their design should encourage pedestrian and bicycle use by being small and spatially defined by buildings, trees and lighting; and by discouraging high-speed traffic.



12 Wherever possible, the natural terrain, drainage, and vegetation of the community should be preserved with superior examples contained within parks or greenbelts.

13 The community design should help conserve resources and minimize waste.

14 Communities should provide for the efficient use of water through the use of natural drainage, drought tolerant landscaping and recycling.

15 The street orientation, the placement of buildings and the use of shading should contribute to the energy efficiency of the community.

Implementation Strategy

1 The general plan should be updated to incorporate the above principles.

2 Rather than allowing developer-initiated, piecemeal development, local governments should take charge of the planning process. General plans should designate where new growth, infill or redevelopment will be allowed to occur.

3 Prior to any development, a specific plan should be prepared based on the planning principles. With the adoption of specific plans, complying projects could proceed with minimal delay.

4 Plans should be developed through an open process and participants in the process should be provided visual models of all planning proposals.

© 1991. Local Government Commission. Sacramento, CA.

1996 : la Charte pour une nouvelle renaissance urbaine

CHARTER

CHARTER OF THE CITY OF THE NEW RENAISSANCE

Coming from many countries of Europe, America, and Asia, the participants to the International Conference "The City of the New Renaissance", held in Bologna Italy on March 28-29-30, 1996, at the initiative of A Vision of Europe and with the collaboration of:

The Prince of Wales' School of Architecture, London

The Archives d'Architecture Moderne, Brussels

The Escuala Técnica Superior Architectura San Sebastian

The Foundation pour l'architecture, Brussels

The Institute for the Study of Classical Achitecture
at New York Academy of Art, New York

The University of Miami School of Architecture, Coral Gables

The University of Notre-Dame School of Architecture, South Bend

The Journal ARCHI & COLONNE INTERNATIONAL, Bologna

have adopted the following resolution:

The participants express their appriciation of the critical works that have been developed in the last years through writings, projects, built works, and didactic initiatives at universities and educational institutions by courageous colleagues in every part of the world, in favor of the recognition, preservation, and continous use of the authentic values which for more than two millenia, have characterized, at all the scales, the primary forms of residence and organized community.

Consequently they want to emphasize that:

1.The present-day chaotic and uniform appearance of our urban and suburban environment is not the consequence of uncontrolled processes, but clearly the result of the ideologies that have promoted the pursuit of a "mass society," now obsolete.

2.The recent activity of many architects around the world has established a new architectonic and urbanistic culture, which rejects the anonymous peripheries and the "melancholic" suburbs of the last fifty years. In contrast, it privileges, firstly, the creation of villages, neighborhoods, cities and even metropolises, marked by new structural and formal qualities that will make them comparable to their historic counterparts, secondly, it advocates a process of "urbanization" of the suburbs which aims among others, at redimensioning streets, arterles, and squares according to traditional measurements and characteristics, while enriching them with new functions and with the structures that they are generally lacking lacking.

3. The emerging element of this new urban renaissance is the reorganization of the urban conurbations into mixed-use neighborhoods and districts to be constituted of buildings that have no more than four floors above the street ground level.

4. Through the process of land subvision into parcels of a great diversity of dimensions and functions, both at the level of the district and the block, it will be possible to develop an urban economy which shall no longer be based exclusively on industrial activities, but shall equally rely on a network of productive and merchant activities at all scales of entrepreneurship, thus including the small and medium-sized entreprises.

5. As a result, the new urban and rural architecture will no longer be defined by self-referential "innovative design", but by the imitation of the constructive, organizational, and estetic archetypes that are deeply rooted in every local culture.

1996 : la Charte du Nouvel Urbanisme

Charter of the New Urbanism

The Congress for the New Urbanism views disinvestment in central cities, the spread of placeless sprawl, increasing separation by race and income, environmental deterioration, loss of agricultural lands and wilderness, and the erosion of society's built heritage as one interrelated community-building challenge.

We stand for the restoration of existing urban centers and towns within coherent metropolitan regions, the reconfiguration of sprawling suburbs into communities of real neighborhoods and diverse districts, the conservation of natural environments, and the preservation of our built legacy.

We advocate the restructuring of public policy and development practices to support the following principles: neighborhoods should be diverse in use and population; communities should be designed for the pedestrian and transit as well as the car; cities and towns should be shaped by physically defined and universally accessible public spaces and community institutions; urban places should be framed by architecture and landscape design that celebrate local history, climate, ecology, and building practice.

We recognize that physical solutions by themselves will not solve social and economic problems, but neither can economic vitality, community stability, and environmental health be sustained without a coherent and supportive physical framework.

We represent a broad-based citizenry, composed of public and private sector leaders, community activists, and multidisciplinary professionals. We are committed to reestablishing the relationship between the art of building and the making of community, through citizen-based participatory planning and design.

We dedicate ourselves to reclaiming our homes, blocks, streets, parks, neighborhoods, districts, towns, cities, regions, and environment.

The region: Metropolis, city, and town

1) Metropolitan regions are finite places with geographic boundaries derived from topography, watersheds, coastlines, farmlands, regional parks, and river basins. The metropolis is made of multiple centers that are cities, towns, and villages, each with its own identifiable center and edges.

2) The metropolitan region is a fundamental economic unit of the contemporary world. Governmental cooperation, public policy, physical planning, and economic strategies must reflect this new reality.

3) The metropolis has a necessary and fragile relationship to its agrarian hinterland and natural landscapes. The relationship is environmental, economic, and cultural. Farmland and nature are as important to the metropolis as the garden is to the house.

4) Development patterns should not blur or eradicate the edges of the metropolis. Infill development within existing urban areas conserves environmental resources, economic investment, and social fabric, while reclaiming marginal and abandoned areas. Metropolitan regions should develop strategies to encourage such infill development over peripheral expansion.

5) Where appropriate, new development contiguous to urban boundaries should be organized as neighborhoods and districts, and be integrated with the existing urban pattern. Noncontiguous development should be organized as towns and villages with their own urban edges, and planned for a jobs/housing balance, not as bedroom suburbs.

6) The development and redevelopment of towns and cities should respect historical patterns, precedents, and boundaries.

7) Cities and towns should bring into proximity a broad spectrum of public and private uses to support a regional economy that benefits people of all incomes. Affordable housing should be distributed throughout the region to match job opportunities and to avoid concentrations of poverty.

8) The physical organization of the region should be supported by a framework of transportation alternatives. Transit, pedestrian, and bicycle systems should maximize access and mobility throughout the region while reducing dependence upon the automobile.

9) Revenues and resources can be shared more cooperatively among the municipalities and centers within regions to avoid destructive competition for tax base and to promote rational coordination of transportation, recreation, public services, housing, and community institutions.

The neighborhood, the district, and the corridor

10) The neighborhood, the district, and the corridor are the essential elements of development and redevelopment in the metropolis. They form identifiable areas that encourage citizens to take responsibility for their maintenance and evolution.

11) Neighborhoods should be compact, pedestrian friendly, and mixed-use. Districts generally emphasize a special single use, and should follow the principles of neighborhood design when possible. Corridors are regional connectors of neighborhoods and districts; they range from boulevards and rail lines to rivers and parkways.

12) Many activities of daily living should occur within walking distance, allowing independence to those who do not drive, especially the elderly and the young. Interconnected networks of streets should be designed to encourage walking, reduce the number and length of automobile trips, and conserve energy.

13) Within neighborhoods, a broad range of housing types and price levels can bring people of diverse ages, races, and incomes into daily interaction, strengthening the personal and civic bonds essential to an authentic community.

14) Transit corridors, when properly planned and coordinated, can help organize metropolitan structure and revitalize urban centers. In contrast, highway corridors should not displace investment from existing centers.

15) Appropriate building densities and land uses should be within walking distance of transit stops, permitting public transit to become a viable alternative to the automobile.

16) Concentrations of civic, institutional, and commercial activity should be embedded in neighborhoods and districts, not isolated in remote, single-use complexes. Schools should be sized and located to enable children to walk or bicycle to them.

17) The economic health and harmonious evolution of neighborhoods, districts, and corridors can be improved through graphic urban design codes that serve as predictable guides for change.

18) A range of parks, from tot-lots and village greens to ballfields and community gardens, should be distributed within neighborhoods. Conservation areas and open lands should be used to define and connect different neighborhoods and districts.

The block, the street, and the building

19) A primary task of all urban architecture and landscape design is the physical definition of streets and public spaces as places of shared use.

20) Individual architectural projects should be seamlessly linked to their surroundings. This issue transcends style.

21) The revitalization of urban places depends on safety and security. The design of streets and buildings should reinforce safe environments, but not at the expense of accessibility and openness.

22) In the contemporary metropolis, development must adequately accommodate automobiles. It should do so in ways that respect the pedestrian and the form of public space.

23) Streets and squares should be safe, comfortable, and interesting to the pedestrian. Properly configured, they encourage walking and enable neighbors to know each other and protect their communities.

24) Architecture and landscape design should grow from local climate, topography, history, and building practice.

25) Civic buildings and public gathering places require important sites to reinforce community identity and the culture of democracy. They deserve distinctive form, because their role is different from that of other buildings and places that constitute the fabric of the city.

26) All buildings should provide their inhabitants with a clear sense of location, weather and time. Natural methods of heating and cooling can be more resource-efficient than mechanical systems.

27) Preservation and renewal of historic buildings, districts, and landscapes affirm the continuity and evolution of urban society.

CONGRESS FOR THE NEW URBANISM

cnu.org

© Copyright 2001 by Congress for the New Urbanism. All rights reserved. May not be reproduced without written permission.

Les Principes du Nouvel Urbanisme

Le Congrès pour le Nouvel Urbanisme considère; la dégradation des centre-villes, l'expansion anarchique et incessante des zones construites, la ségrégation croissante par origines et revenus, la détérioration de l'environnement, la disparition des zones cultivées et des espaces naturels, ainsi que l'oubli de notre héritage culturel, comme étant un seul et unique challenge pour l'avenir de notre societé et de son habitat.

Nous défendons la restauration des villes et des centres urbains au sein de régions cohérentes, la redéfinition des banlieues informes en un ensemble de quartiers ou de «districts»*, la conservation des espaces naturels et la préservation de notre héritage culturel.

Nous reconnaissons que seules, les interventions spatiales ne résoudront pas par elles-mêmes les problèmes sociaux et économiques. Cependant, une économie vigoureuse, une stabilité sociale et un environnement de qualité ne pourront être garantis sans la présence d'un cadre spatial cohérent et adapté.

Nous plaidons pour l'instauration d'une politique publique et des pratiques d'aménagement qui s'appuient sur les fondements suivants: les quartiers doivent accueuillir des populations diverses et proposer des usages variés; les villes doivent etre conçues pour faciliter la circulation des piétons, des transports en commun et aussi des véhicules automobiles; leur forme doit être définie par des espaces et des batiments publics accessibles à tous ; les espaces urbains doivent être modelés suivant une architecture et un paysage qui mettent en valeur le contexte local quant à l'histoire, au climat, à l'écologie et aux méthodes traditionnelles de construction.

Nous représentons un large groupe de citoyens, composé de décideurs du secteur public et privé, d'acteurs sociaux et de membres de diverses professions libérales. Nous sommes attachés à rétablir la relation entre l'art de construire et de bâtir une communauté à l'aide d'une planification et d'une conception spatiales s'appuyant sur une participation des citoyens.

Nous nous dédions à sauvegarder nos logements, nos îlots, nos rues, nos parcs, nos quartiers, nos «districts», nos villes, nos régions et notre environnement.

Nous revendiquons les principes suivants pour guider les politiques publiques, les pratiques en matière d'aménagement, la planification et le projet urbain:

La Région: La Métropole, l'Agglomération et la Ville

1. La région métropolitaine est une entité économique fondamentale du monde d'aujourd'hui. Les stratégies économiques et spatiales mises en place par les pouvoirs publics doivent prendre en compte cette nouvelle entité.

2. Les régions métropolitaines sont définies par leurs limites géographiques dérivées de la topographie, des cours d'eau, des bordures littorales, des espaces cultivés et des parcs régionnaux. La métropole est constituée de plusieurs centres que sont les agglomérations, les villes et les villages avec leur propre centre et périmètre.

3. La métropole entretrient une relation nécessaire et sensible avec l'arrière-pays. Cette relation est à la fois liée à l'environnement, la culture et l'économie. Tout comme la maison a son jardin, les exploitations agricoles et les espaces boisés doivent être considérés comme le verger de la métropole.

4. Les projets de développement doivent prendre en compte les limites de la métropole. La valorisation des terrains ne doit pas ignorer ou effacer les limites de la métropole. Toute reconquête d'espace en quartier existant doit s'effectuer en respectant l'environnement, l'économie et l'héritage social.

5. Là où ils sont appropriés, les nouveaux développements en limite de commune doivent prendre en compte l'existant et s'organiser en quartier et «district». Au delà de la frange urbaine, les nouveaux développements, doivent s'organiser en villes et villages avec leurs propres limites et un équilibre entre emplois et logements pour ne pas être des cités dortoirs.

6. Le développement et le redéveloppement des villes doit s'effectuer en respectant les déterminants, la forme et les limites urbaines.

7. Les villes doivent offrir un large champs d'usages privés et publics pour supporter l'économie régionale et répondre aux besoins de toutes les classes sociales. Les logements à loyers modérés doivent être répartis sur la région, au regard du marché de l'emploi et pour empêcher toute concentration de pauvreté.

8. La région doit s'appuyer sur un solide réseau d'infrastuctures. Les transports en commun, la marche à pieds et l'usage de la bicyclette, doivent renforcer l'accessibilité et la mobilité dans la région, tout en décourageant l'utilisation excessive des véhicules automobiles.

9. Les ressources et revenus financiers peuvent être répartis plus équitablement parmi les collectivités locales et autres centres d'activités pour éviter toute compétition nuisible et relative à l'implantation d'entreprise, à la perception de la taxe professionnelle et pour promouvoir une coordination des transports, des services publics, des loisirs et du logement.

*Le quartier, le «district» et le «corridor»**

10. Le quartier, le «district» et le «corridor» sont les élements essentiels du développement et du redéveloppement de la métropole. Ce sont des lieux identifiables qui encouragent les habitants à prendre des responsabilités pour leur maintien et leur évolution.

11. Les quartiers doivent être denses, convivial pour le piéton et composés de logements, de commerces et de bureaux. Les «districts» bien que généralement mono-fonctionnels doivent être organisés comme les quartiers. A l'échelle régionale, les axes d'extension urbaine relient entre eux quartiers et «districts». Leur conception spatiale doit s'inspirer, si possible, de celle des quartiers. Ils peuvent prendre la forme de boulevards, de voies paysagées, de voies ferrées, et de cours d'eau.

12. La plupart des activités domestiques quotidiennes doit s'effectuer dans un perimètre accessible à pieds, pour assurer l'indépendence de ceux qui ne conduisent pas, comme les personnes agées et les enfants. Le réseau des voieries doit être dessiné pour encourager la marche à pieds, réduire le nombre et la longueur des déplacements automobiles et préserver l'énergie.

13. Dans un même quartier, il doit y avoir, un large choix de logements et de prix pour encourager la fréquentation quotidienne d'habitants de diverses tranches d'age, d'origine et de revenus variés, renforcant ainsi les liens entre les individus, nécessaires à une véritable communauté.

14. Les «corridors», quand ils sont bien plannifiés et coordonnés, peuvent contribuer à améliorer l'organisation de la métropole et la revitalisation des centres urbains. Ils ne doivent en aucun cas déplacer l'activité des centres urbains exitants vers la périphérie.
15. A proximité des gares et stations, une occupation des sols et une densité construite appropriées doivent permettre aux habitants et aux visteurs d'utiliser les transports en commun comme alternative à l'automobile.

16. Les activités publiques, institutionnelles et commerciales doivent être concentrées dans les quartiers et les districts. L'emplacement et la taille des écoles doivent être définis pour permettre un accès facile aux enfants, à pieds ou à bicyclette.

17. L'équilibre économique et l'évolution harmonieuse des quartiers des districts et des «corridors» peuvent être améliorés par l'élaboration de codes qui guideront leur évolution future.

18. Une varieté de parcs, de bacs à sable, de squares, de terrains de football, de jardins communautaires, doit être disseminée dans les quartiers. Les zones d'espaces protégés et les terrains vaccants devraient être utilisés pour permettre de contenir et de relier entre-eux quartiers et districts.

L'îlot, la rue et l'immeuble

19. La prise en compte physique de la rue et de l'espace public comme lieux d'échanges est la priorité avant tout projet architectural et toute intervention paysagère.

20. Tout projet d'architecture isolé doit être en relation avec son environnement. Cette préoccupation dépasse le style.

21. La revitalisation des espaces urbains dépend de la sureté et de la sécurité. Le dessin des voieries et des immeubles doit renforcer la sécurité du lieu, mais pas au détriment de l'accessibilité et de l'accueil.

22. Dans la métropole contemporaine, tout développement doit accomoder au mieux la circulation automobile tout en respectant les piétons et l'espace public.

23. Les rues et les parcs doivent être des lieux sûrs, confortables et accueillant pour le piéton. Dessinés de façon harmonieuse, ils invitent à la promenade et facilitent les relations entre les habitants pour le bien-être de leur communauté.

24. Le dessin de l'architecture et du paysage doit être fidèle au climat, au relief, à l'histoire et aux traditions locales de construction.

25. Le choix d'implantation des bâtiments civils et les lieux publics nécessitent une attention particulière pour renforcer l'identité communautaire et le sens civique de chacun. Contrairement aux autres bâtiments qui constituent le tissu de la ville, ils doivent se distinguer par leur architecture.

26. Tout immeuble doit fournir à ses habitants, la possibilité de se situer dans le temps et dans l'espace. L'utilisation de méthodes naturelles pour climatiser doit permettre de préserver les ressources de l'environnement.

27. La conservation et la rénnovation des bâtiments, de «districts», d'aménagements paysagés à valeur historique pérennisent la continuité et l'évolution de la société urbaine.

* «districts»: Secteur présentant une mono-activité, comme par exemple un campus universitaire, une zone industrielle, un aéroport... * «corridor»: Couloir d'infrastructures ou coulée verte

Pourinformation: CongrèspourleNouvelUrbanisme(bureauenCalifornie),tél 510-665-3100, fax 510-665-3133

CONGRESS FOR THE NEW URBANISM

cnu.org

Copyright 2001 by Congress for the New Urbanism. All rights reserved. May not be reproduced without written premission.
Translated by Jean-Maurice Moulène, Moule & Polyzoides, Architects and Urbanists

2001 : la Charte de l'INTBAU

Charter

The International Network for Traditional Building, Architecture and Urbanism is an active network of individuals and institutions dedicated to the creation of humane and harmonious buildings and places that respect local traditions.

.....

Traditions allow us to recognise the lessons of history, enrich our lives and offer our inheritance to the future. Local, regional and national traditions provide the opportunity for communities to retain their individuality with the advance of globalisation. Through tradition we can preserve our sense of identity and counteract social alienation. People must have the freedom to maintain their traditions.

Traditional buildings and places maintain a balance with nature and society that has been developed over many generations. They enhance our quality of life and are a proper reflection of contemporary society. Traditional buildings and places can offer a profound modernity beyond novelty and contribute to a better future.

INTBAU brings together those who design, make, maintain, study or enjoy traditional building, architecture and places. We will gain strength, significance and scholarship by association, action and the dissemination of our principles.

one world, many traditions

2003 : la Déclaration de Bruges

The Council for European Urbanism is dedicated to the well being of the people of Europe by the recreation of humane cities, towns and countryside.

European Cities, Towns and Countryside are under threat from:

- Waste of land and cultural resources.
- Social segregation and isolation.
- Monofunctional development.
- Loss of local, regional and national cohesion, character and distinctiveness.

Twelve Challenges for European Urbanism:

1 Poorly integrated housing: slab and tower blocks and low-density sprawl.
2 Unintegrated public and commercial functions: business parks and out-of-town shopping and entertainment centres.
3 Disposable buildings and short life-cycle developments.
4 Degradation of public places.
5 Public realm made from left-over space.
6 Car-dominated transport.
7 Indiscriminate road and street design.
8 Disconnected street networks.
9 Autocratic planning methods and over-regulation.
10 Destruction of villages through decay, abandonment or suburbanisation.
11 Disruptive infill and dysfunctional zoning in urban areas.
12 Non-contextual guidelines and regulations in historic areas.

The Coucil for European Urbanism will respond to these 12 challenges, and create an appropriate programme, organisation and strategy. National Chapters will be created. A complete Charter will be finished and presented in Stockholm in November 2003.

2003 : la Charte pour un urbanisme européen

MISSION

The Council for European Urbanism is dedicated to the well being of present and future generations through the advancement of humane cities, towns, villages and countryside in Europe.

CHALLENGE

Cities, towns and villages are being destroyed by social exclusion and isolation, urban sprawl, waste of land and cultural resources, monofunctional development, lack of competitiveness, and a loss of respect for local and regional culture.

OBJECTIVES

Cities, towns and villages should have mixed uses and social diversity; make efficient and sustainable use of buildings, land and other resources; be safe and accessible by foot, bicycle, car and public transport; have clearly defined boundaries at all stages of development; have streets and spaces formed by an architecture that respects local history, climate, landscape and geography; and have a variety that allows for the evolution of society, function and design.

ACTION

The CEU will promote: the distinctive character of European cities, towns, villages and countryside; consolidation, renewal and growth in keeping with regional identity and the aspirations of citizens; where appropriate, the creation of new towns and villages according to these objectives; the reorganisation and redesign of declining suburbs into thriving mixed use areas; respect for the natural environment and its balance with human habitation; and the protection of our built and landscape heritage.

CONTEXT

The CEU recognises that physical improvement cannot stand alone. Cities, towns, villages and the countryside are a reflection of their social, political, economic and environmental context. Any improvement in physical surroundings must be part of a wider advancement of the well-being of the people of Europe.

POLICY, REGULATION AND PRACTICE

The CEU will work for the change, amendment and refinement of economic practices, public policies, law, regulations, guidance and standards of practice at a European, national, regional and local level to further the objectives of this charter.

PROCESS AND PARTICIPATION

The CEU will re-invigorate the relationship between the community, inhabitants and all concerned parties through a process of participation in planning, design, building and management.

THE CEU

The CEU is a network of members which will implement the principles expressed in this charter.

I Regions

I.1 Regions are areas that have distinct identities recognised by their inhabitants. This identity can be geographic, cultural, political or economic. Regions are not nation states but they may correspond to national boundaries.

I.2 The well-being of its inhabitants and the identity of the region must be the foundation of all planning policies and principles.

I.3 The region is made up of its rural and natural landscape as well as its cities, towns and villages. All regional planning must respect the identity, distinction and balance of these component parts.

II Cities and Towns

II.4 Cities and towns are self-contained, distinct and dense settlements where significant numbers of people gather to live and trade. Density of population facilitates the exchange of information and the creation of civic and cultural institutions.

II.5 Cities and towns depend upon the free and close mixture of living, trading and communication. Any significant segregation of functions or people by income, occupation or race will undermine the effective operation and quality of life of a city or town and must be discouraged.

II.6 To maintain the identity of a city or town it must remain physically distinct. New development must not blur or eradicate the edges of cities and towns.

II.7 Cities and towns have well-defined and recognisable centres. The identity of cities and towns depends upon the character of these centres.

II.8 The historic centres of cities and towns must be protected and revitalised and, if necessary, appropriately reconstructed.

II.9 Cities and towns will only function with a recognisable centre. Any settlement must either be fully integrated with the city or town to which it is attached or be organised as a new town or village with a clear physical edge.

II.10 Cities and towns must have a pattern of roads, streets, alleys and public places that derive from the use and scale of the functions they serve. This pattern creates the maximum and most amenable opportunities for pedestrian communication while allowing safe access for other forms of transport where necessary.

II.11 Cities and towns have civic and institutional buildings and places of worship. Major public buildings will occupy a significant place in the structure of the city or town and their architecture will help to define their character. Minor public buildings will be located in and serve individual neighbourhoods.

II.12 Parks, playing fields and community gardens must be distributed throughout cities and towns and must act as unifying elements.

III Villages and the Countryside

III.13 Villages are small, self-contained rural communities with agricultural origins. They will have essential community services and may have small local industries. Where a decline in agricultural labour has turned many villages into residential settlements serving nearby cities and towns their character must be maintained.

III.14 The countryside is made up of agricultural land, forestry and wilderness and is the medium into which all settlement is placed. Cities, towns and villages depend on the countryside for food and for their separate identities. There must be easy access to the countryside for health and recreation.

III.15 Villages must remain small and self-contained with a clear boundary between buildings and the countryside. If villages expand or have expanded to exceed the capacity of their community services they must be restructured to become towns with the necessary physical and institutional structures.

III.16 New villages must be small, self-contained and in a rural setting but may not have agricultural origins or functions. They must contain the services required for day-to-day living, employment and community facilities.

III.17 Well-managed agriculture, protected landscape, the avoidance of the encroachment of urban sprawl and the reclamation of derelict land into countryside must be promoted to benefit those who make their living from the land as well as the inhabitants of adjacent cities, towns and villages.

IV Neighbourhoods and Districts

IV.18 Neighbourhoods are recognisable areas with which people can identify. They must be compact, pedestrian-friendly, have mixed uses and the services required for day-to-day living.

IV.19 Local districts are small areas of cities and towns that have a particular use or character but are smaller than a neighbourhood. This use or character could range from a single function such as an industrial district to a predominant building type such as a redbrick district.

IV.20 The neighbourhood and the local district are the primary elements of development and redevelopment in the city and town. Cities and towns are made up of seamlessly connected neighbourhoods. The identity of neighbourhoods will encourage the inhabitants of neighbourhoods and districts to take responsibility for their maintenance and development. The character of neighbourhoods and districts must be supported and preserved.

IV.21 The redevelopment of large industrialised housing areas, disused industrial areas, abandoned military sites and other dysfunctional or unused building groups must follow the principles of neighbourhood and local district design.

IV.22 Within neighbourhoods, a broad range of housing types and price levels must be established to bring people of different ages, races, and incomes into daily contact. This will strengthen the personal and civic bonds that create a community.

IV.23 The economic health and harmonious evolution of neighbourhoods and districts will be improved with urban design codes and development guidelines agreed by the community. Codes and guidelines manage change in a predictable manner.

V Streets, Squares, Blocks and Public Gardens

V.24 Urban architecture and landscape design is primarily concerned with the creation of streets and squares for public use. Buildings and landscape must physically define these spaces and contribute to the wider cultural context of the neighbourhood, town and city.

V.25 Streets and squares must be safe, easy to use and interesting to the pedestrian. Properly configured, they encourage walking, enable neighbours to know one other and encourage public activity.

V.26 Safety and security are essential for the revitalisation of urban life. The design of streets and squares must create a safe, accessible and open urban environment.

V.27 Urban form and individual buildings must be robustly designed to allow for permanence and continuity as well as

change and development.

V.28 There must be small-scale plot division to maintain a fine urban grain and provide potential for mixed use.

V.29 Small parks are essential in housing areas. They are social and ecological refuges and must invite everyday use.

V.30 Historic areas, buildings and landscape maintain continuity, allow for the evolution of urban life and form an essential foundation for future development and must be preserved, renewed or reconstructed.

VI Architecture and Landscape Architecture

VI.31 Individual buildings must be sensitively linked to their surroundings. This issue transcends questions of style. Urban architecture must respect the history and urban context of its location, be diverse and be receptive to the new.

VI.32 Architecture and landscape design must grow from local climate, topography, history and building practice and harmonize with and enrich their context.

VI.33 All buildings must provide their inhabitants with a clear sense of location, weather, and time. Heating and cooling should be affected wherever possible by natural resource-efficient means and by regenerative technologies.

VII Transport

VII.34 There must be co-ordinated transport within and between regions. Public transport, pedestrian movement, the use of bicycles (and other forms of individual transport) must be co-ordinated to maximise mobility and reduce dependence on the car.

VII.35 Transport corridors connect cities, towns, neighbourhoods and local districts; they can be major roads, rail lines, rivers or parks.

VII.36 Transport corridors, when properly planned and coordinated, can stimulate cooperation between cities, towns and villages and help to revitalize urban centres. Transport corridors must not displace investment from existing centres.

VII.37 Compact, walkable, mixed-use centres should surround stations and major public transport stops. Daily life should not require the motor car.

VII.38 The quality of urban form and pedestrian movement must take precedence over highway and parking policy. Large scale parking areas must not dominate streets and squares.

2008 : les Règles d'une architecture et d'un urbanisme durables

CANONS OF SUSTAINABLE ARCHITECTURE *and* URBANISM

A Companion to the Charter of the New Urbanism

GLOBAL CLIMATE CHANGE and habitat destruction, accelerated by global settlement patterns of sprawl, pose significant challenges requiring a global response. The scale and extent of these problems has come into sharp focus in the decade since the execution of the Charter of the New Urbanism. Timely action is both essential and presents an unprecedented opportunity.

THESE ENVIRONMENTAL CHALLENGES complicate equitable development the world over. Holistic solutions must address poverty, health and underdevelopment as well ecology and the environment.

TOGETHER, the transportation and building sectors account for the majority of energy and non-renewable resource usage, making the design and planning of the totality of the built environment essential in tackling these problems.

SMART GROWTH, GREEN BUILDING AND NEW URBANISM each have produced advances in resource and energy efficiency. Yet they alone are insufficient and are sometimes even at odds with one another in tackling this challenge. It is time for each of their specific strategies to be integrated.

THE CHARTER OF THE NEW URBANISM provides a powerful and enduring set of principles for creating more sustainable neighborhoods, buildings and regions. They have provided guidance to policy makers, planners, urban designers and citizens seeking to address the impact of our towns and cities on the natural and human environment. Meaningful change has been achieved by simultaneously engaging urbanism, infrastructure, architecture, construction practice and conservation in the creation of humane and engaging places that can serve as models.

YET THE PROFOUND NATURE of the environmental crisis calls for amplification and more detailed enrichment of the Charter. It is imperative for a unified design, building and conservation culture to advance the goals of true sustainability.

AS A SUPPLEMENT to the Charter of the New Urbanism, a set of operating principles is needed to provide action-oriented tools for addressing the urgent need for change in the planning, design and building of communities. These practical principles shall be global in scope and in information sharing. In their application, actions must respond to local conditions and be continuously developed and refined over time.

WE PROPOSE THESE Canons as time-honored operating principles for addressing the stewardship of all land and the full range of human settlement: water, food, shelter and energy. They simultaneously engage urbanism, infrastructure, architecture, landscape design, construction practice and resource conservation at all scales:

General:

1. Human interventions in the built environment tend to be long lived and have long-term impacts. Therefore, design and financing must recognize long life and permanence rather than transience. City fabric and infrastructure must enable reuse, accommodating growth and change on the one hand and long-term use on the other.
2. The economic benefits shall be realized by investing in human settlements that both reduce future economic impacts of climate change and increase affordability. Patient investors should be rewarded by fiscal mechanisms that produce greater returns over the long term.
3. Truly sustainable design must be rooted in and evolve from adaptations to local climate, light, flora, fauna, materials and human culture as manifest in indigenous urban, architectural and landscape patterns.

4. Design must preserve the proximate relationships between urbanized areas and both agricultural and natural lands in order to provide for local food sources; maintain local watersheds; a clean and ready water supply; preserve clean air; allow access to local natural resources; conserve natural habitat and to guard regional biodiversity.
5. Globally, human settlements must be seen as part of the earth's ecosystem.
6. The rural-to-urban transect provides an essential framework for the organization of the natural, agricultural and urban realms.
7. Buildings, neighborhoods, towns and regions shall serve to maximize social interaction, economic and cultural activity, spiritual development, energy, creativity and time, leading to a high quality of life and sustainability.

The Building and Infrastructure

1. The primary objective of the design of new buildings and the adaptive reuse of older ones is to create a culture of permanence with well-crafted, sound, inspired and beloved structures of enduring quality. Places shall promote longevity and the stewardship of both our natural and man-made environments.
2. Architecture and landscape design derive from local climate, flora, fauna, topography, history, cultures, materials and building practice.
3. Architectural design shall derive from local, time-honored building typologies. Building shells must be designed to be enduring parts of the public realm. Yet internal building configurations must be designed to be flexible and easily adaptable over the years.
4. The preservation and renewal of historic buildings, districts and landscapes will save embodied energy, as well as contribute to cultural continuity.
5. Individual buildings and complexes shall both conserve and produce renewable energy wherever possible to promote economies of scale and to reduce reliance on costly fossil fuels and inefficient distribution systems.
6. Building design, configuration and sizes must reduce energy usage and promote easy internal vertical and horizontal walkability. Approaches to energy design should include low technology, passive solutions that are in harmony with local climate to minimize unwanted heat loss and gain.

7. Renewable energy sources such as non-food source biomass, solar, geothermal, wind, hydrogen fuel cells and other non-toxic, non-harmful sources shall be used to reduce carbon and the production of greenhouse gases.
8. Water captured as precipitate, such as rainwater and that internally harvested in and around individual buildings, shall be cleaned, stored and reused on site and allowed to percolate into local aquifers.
9. Water usage shall be minimized within structures and conserved through landscape strategies that mimic native climate, soil and hydrology.
10. Building materials shall be locally obtained, rapidly renewable, salvaged, recycled, recyclable and have low embodied energy. Alternatively, materials shall be chosen for their durability, exceptional longevity and sound construction, taking advantage of thermal mass properties to reduce energy usage.
11. Building materials shall be non-toxic and non-carcinogenic with no known negative health impacts.
12. Food production of all kinds shall be encouraged in individual buildings and on their lots consistent with their setting in order to promote decentralization, self-sufficiency and reduced transportation impacts on the environment.

The Street, Block, and Network

1. The design of streets and the entire right-of-way shall be directed at the positive shaping of the public realm in order to encourage shared pedestrian, bicycle and vehicular use.
2. The pattern of blocks and streets shall be compact and designed in a well-connected network for easy, safe and secure walkability. This will reduce overall vehicular usage by decreasing travel time and trip length. Design shall strive to minimize material and utility infrastructure.
3. The positive shaping of the public realm shall focus on creating thermally comfortable spaces through passive techniques such as low albedo and shading with landscape and buildings. The techniques shall be consistent with local climate.
4. The design of the streets, blocks, platting, landscape and building typologies shall all be configured for both reduced overall energy usage and an enhanced quality of life in the public realm.

5. Roadway materials shall be non-toxic and provide for water reuse through percolation, detention and retention. Green streets integrate sustainable drainage with the role of the street as defined public space. Their design shall maintain the importance of the building frontage and access to the sidewalk and roadway, balancing the desirability of surface drainage with the need for street connectivity and hierarchy.
6. A wide range of parking strategies (such as park-once districts, shared parking, parking structures, reduced parking requirements, minimized surface parking areas and vehicle sharing) shall be used to constrict the supply of parking in order to induce less driving and to create more human-scaled, amenable public space.

The Neighborhood, Town and City

1. The balance of jobs, shopping, schools, recreation, civic uses, institutions, housing, areas of food production and natural places shall occur at the neighborhood scale, with these uses being within easy walking distances or easy access to transit.
2. Wherever possible, new development shall be sited on underutilized, poorly designed or already developed land. Sites shall be either urban infill or urban-adjacent unless the building is rural in its program, size, scale and character.
3. Prime and unique farmland shall be protected and conserved. In locations with little or declining growth, additional agriculture, parklands and habitat restoration shall be promoted on already urbanized or underutilized land.
4. Neighborhoods, towns and cities shall be as compact as possible, with a range of densities that are compatible with existing places and cultures and that hew tightly to projected growth rates and urban growth boundaries while promoting lively mixed urban places.
5. Renewable energy shall be produced at the scale of neighborhood and town as well as at the scale of the individual building in order to decentralize and reduce energy infrastructure.
6. Brownfields shall be redeveloped, utilizing clean-up methods that reduce or eliminate site contaminants and toxicity.

7. Wetlands, other bodies of water and their natural watersheds shall be protected wherever possible, and the natural systems which promote recharge of aquifers and prevent flooding should be restored wherever possible, consistent with the urban-to-rural transect and the desirability of urban waterfronts as public spaces of extraordinary impact and character.
8. Natural places of all kinds shall be within easy walking distance or accessible by transit. Public parklands and reserves shall be protected and the creation of new ones promoted.
9. Within neighborhoods, a broad range of housing types, sizes and price levels for a population of diverse ages, cultures and incomes can provide for self-sufficiency and social sustainability, while promoting compact cities and regions.
10. A steady source of water and the production of a wide range of locally raised foods within an easily accessed distance establish the self-sufficiency and overall size of neighborhoods and/or small towns. Nearby rural agricultural settlements shall be promoted to preserve local traditional foods and food culture.
11. Projects shall be designed to reduce light pollution while maintaining safe pedestrian environments. Noise pollution should also be minimized.
12. The design of neighborhoods and towns shall use natural topography and shall balance cut and fill in order to minimize site disturbance and avoid the import and export of fill.

The Region

1. The finite boundaries of the region shall be determined by geographic and bioregional factors such as geology, topography, watersheds, coastlines, farmlands, habitat corridors, regional parks and river basins.
2. Regions shall strive to be self-sustaining for food, goods and services, employment, renewable energy and water supplies.
3. The physical organization of the region shall promote transit, pedestrian and bicycle systems to maximize access and mobility while reducing dependence on automobiles and trucks.
4. The spatial balance of jobs and housing is enabled at the regional scale by extensive transit systems. Development shall be primarily organized around transit lines and hubs.

5. The siting of new development shall prefer already urbanized land. If undeveloped land is used, then the burden for exceptional design, demonstrable longevity and environmental sensitivity shall be more stringent and connections to the region shall be essential.

6. Sensitive or virgin forests, native habitats and prime farmlands shall be conserved and protected. Imperiled species and ecological communities shall be protected. Projects to regenerate and recreate additional agricultural areas and natural habitat shall be promoted.

7. Wetlands, other bodies of water and their natural watersheds and their habitats shall be protected.

8. Development shall be avoided in locations that disrupt natural weather systems and induce heat islands, flooding, fires or hurricanes.

2009 : le Manifeste pour des villes éco-compactes

ECCN

ECO COMPACT CITY NETWORK

MANIFESTO

ECCN is a network of Cities, Institutions, Centers of Research, Developers, Architects, and Engineers interested in developing the culture of the COMPACT CITY. The aim of ECCN is to spread the culture of ECCN and constantly update the state-of-the-art of the COMPACT CITY in order to offer the best solutions to the development of an urban environment in balance with the natural one.

ECCN organizes every year:

-1 international exhibition

-1 international conference

-1 publication

The conference is intended to let ECCN members present and discuss a series of case-studies. The exhibition displays the best examples of Compact Cities built and under construction, as well as the best projects of future Compact Cities. The publication covers the exhibition together with a selection of essays dedicated to the culture of the Compact City. Every year a city is selected as ECCN host-city. It organizes both the conference and the exhibition.

2011 : la Déclaration de Queen Square

Queen Square Statement - INTBAU & Traditional Architecture Group

50 architects, urban designers and others attended a special conference in February at the Art Worker's Guild in Queen Square in London as guests and members of the International Network for Traditional Building Architecture and Urbanism (INTBAU) and the Traditional Architecture Group (TAG), a linked society of RIBA, to discuss the future of architecture and urban design. Following presentations from chapters of INTBAU and others from twelve different countries, the group discussed the issues, problems and opportunities facing architects and urban designers today. The meeting concluded with the drafting of six progressive principles, finalised in March, that should be adopted by all architects and urban designers to maintain a creative diversity, serve communities and advance the quality of life.

1. Architecture and urban design serve the public. The views of the public should be respected and expert opinion should be moderated by democratic principles. Diversity in architecture and urban design should be encouraged and made freely available for informed public choice.

2. Architecture and urban design are liberal disciplines. In a liberal discipline different ideologies and principles will coexist and be practised and debated without obstruction or constraint. While adherents of differing ideologies and principles will support their views with passion and vigour, progress will always depend on mutual respect and freedom of practice and expression.

3. Architectural and urban design education trains professionals who will serve the public. Education should always be a liberal discipline. Students should be given a full breadth of history, knowledge and practice in all building, architectural and urban design types and principles. Education in architecture and urban design should provide positive support for the pursuit of different design philosophies without obstruction or constraint.

4. Identity is fundamental to human society. Identity of place is a key component in the make-up of individual and community identity. Global uniformity is threatening the distinctive identity of local places. Architecture and urban design should support and promote the identity of place for local communities. New buildings and places should be understood by communities as a contribution to their understanding of the identity of their place.

5. The efficient use of energy, raw materials and water are major challenges for the future of mankind. All avenues of research and understanding should be investigated to this end. These will include scientific, economic and social studies. An understanding of the techniques, practices and living patterns of periods before energy became easily available can make a significant contribution to the advancement of energy conservation today.
6. Growing population, changing lifestyles and an increasing consumption of energy have created major pressures on towns and cities. Urban life encompasses health, living conditions, employment, movement, social interaction and recreation as well as the design of buildings and places. Architecture and urban design should take into account all aspects of urban life to create durable places that can be enjoyed by all sectors of society now and for the future.

Alireza Sagharchi, Chair of TAG, comments: "Increasing globalization and complexity in the practice of architecture and urban design in diverse contexts demands an approach that is not restrictive. There is a need for a fresh look at to the place of tradition, inclusiveness and participatory processes in the design of buildings and planning of communities. The joint TAG and INTBAU international conference has taken the initiative, identified the key issues for architects and urban designers and drawn up a positioning statement to respond to these important challenges."

Robert Adam, Chair of the INTBAU College of Chapters, adds: "Progressive architecture and urban design must be democratic, reinforce community identity and provide a better environment. While the future is unknown these principles are immutable. There can be no partisan or ideological limitations to the pursuit of these objectives. The Queen Square Statement offers a framework that can be accepted by all professionals and educators for free, diverse and responsive practice. These six principles should be a fundamental right for all those being offered, taught or competing for architecture and urban design."

ANNEXE 3 : STANDARDS ET REGULATIONS

Les standards de l'aménagement d'un quartier traditionnel

TND Design Rating Standards

Version 2.2

"Theories are to be distrusted and continually tested against whether or not they lead to generally desired outcomes."

-John Ray (paraphrasing Edmund Burke)

A simple, sensible neighborhood evaluation system can be useful in several ways. It can recognize the accomplishments of talented designers, planners and real estate developers. It can be a teaching tool, illustrating the ways neighborhood developments can be improved. And it's a way to communicate good urban design principles, by supplementing guidebooks, case studies and checklists, and providing a more objective definition of new urbanism.

There are numerous evaluation systems in use or under development. Even so, there's a need for a simple system that non-experts, with no specialized tools, can use with commonly available information. Invariably, a simplified system will miss things that some people consider critical. The advantage is greater participation and awareness of the quality of the built environment.

The opening quote represents a double-edged sword. Urban design principles are based on the hypothesis that certain physical patterns support high-quality urban environments. That hypothesis should be tested, and a rating system can help to do so. At the same time, every rating system is based on abstractions and generalizations. Rating systems should be held accountable by asking: are they truly identifying the urban design forms and patterns that contribute to beneficial outcomes?

About the ratings: The first five standards are more objective in nature, with mathematical methods determining scores, while the last four standards involve more subjective methods. A goal of this rating system, however, is to increase the level of objectivity at every reasonable opportunity. All ratings are on a scale of 1 to 5 stars. In general, 5 stars is equivalent to a well-designed, early twentieth-century, urban neighborhood in the United States.

Table of Contents

2 Prerequisites
3 Housing Choice
5 Mixed Use
6 Connectivity
9 External Connections
10 Proximity
13 Location
14 Streetscapes
15 Civic Space
17 Architectural Aesthetics
18 Frequently Asked Questions
20 Worksheet

Ratings Key

Five Stars: Excellent
Four Stars: Good
Three Stars: Acceptable
Two Stars: Fair
One Star: Poor

Alternative Ratings Key

Five Stars: Laudable
Four Stars: Respectable
Three Stars: Acceptable
Two Stars: Regrettable
One Star: Deplorable

–Laurence Aurbach, September 2005

Prerequisites

Inclusiveness

Gated developments should not be considered TNDs and are automatically disqualified from consideration. Developments in which all housing is unavailable to the full public, such as entirely age- or organization-restricted developments, are also disqualified.

Size

• Neighborhood scale development

A minimum of 15 acres (6 hectares) is required for a development to be evaluated by the full standards in this guidebook.

• Block scale development

Developments that are smaller than 15 acres but larger than 2 blocks and 40 dwellings can be evaluated with the following standards: Streetscape, location, proximity and architectural aesthetics. The connectivity, external connectivity and civic space standards may or may not apply. Uses must contain a mix of housing and other uses, but the full mixed-use standard may not apply. Housing should add to the housing choice available in the larger (up to 200 acre/81 hectare) neighborhood, but the full housing choice standard may not apply.

• Lot scale development

Developments that are smaller than 2 blocks and 40 dwellings can affect neighborhood character, but in most cases will not affect neighborhood structure. Developments at this scale can be evaluated with the following standards: Streetscape (frontages only), location, proximity and architectural aesthetics. Other standards may or may not apply.

The author gratefully thanks the people who have reviewed sections of this guidebook and generously contributed suggestions for improvement.

Robert Alminana
Jessica Millman
Nathan Norris
Lee Sobel
Bill Spikowski
Cindy van Empel
Robert Steuteville
Sandy Sorlien
Joseph R. Molinaro
Allison Ude

Time

Planners, designers and historians can be deeply involved with analyzing initial, pre-construction site plans. However, people are generally concerned with what has already been built, because that is what is more obviously affecting their quality of life. Neighborhood ratings are like restaurant ratings: Everyone knows a restaurant rating from five years ago isn't worth much. What happens when the chef leaves, when the ownership changes, when a new menu is adopted? A neighborhood in its beginning years changes nearly as often, and frequent updates to its rating are appropriate. Therefore, start off by rating the initial site plan, and then make updates whenever sufficient change has occurred to warrant an update. Ratings are based on a snapshot in time, and there are definite pitfalls in thinking of them as final, enduring pronouncements.

The need for frequent updates is another reason that the ratings process should be as simple, quick and low-cost as possible.

What is a TND?

The acronym TND stands for Traditional Neighborhood Development, a comprehensive planning system that includes a variety of housing types and land uses in a defined area. The variety of uses permits educational facilities, civic buildings and commercial establishments to be located within walking distance of private homes. A TND is served by a network of paths, streets and lanes suitable for pedestrians as well as vehicles. This provides residents the option of walking, biking or driving to places within their neighborhood. Present and future modes of transit are also considered during the planning stages.

Public and private spaces have equal importance, creating a balanced community that serves a wide range of home and business owners. The inclusion of civic buildings and civic space – in the form of plazas, greens, parks and squares – enhances community identity and value.

Housing Choice

Definition

Housing diversity refers to a variety of housing that serves different market segments or socio-economic categories. This standard measures the probability that any two dwellings will be different in type and/or size.[1]

An **accessory unit** is a suite that functions as an independent dwelling and is in a secondary building sharing a lot with the primary building. A **multifamily dwelling** is in a building that accommodates multiple dwellings above and beside each other, sharing common entrances.

Method

Count the number of dwellings in each category:

	Less than 1,200 sq ft	1,200 to 2,600 sq ft	More than 2,600 sq ft
Detached residential			
Duplex or townhouse			
Multifamily dwelling in building with no elevator			
Multifamily dwelling in building with elevator			
Live/work			
Accessory Unit			
Subtotal (add up each column)			
Total (add up subtotals)			

If the square footage of housing is not available, it may be possible to estimate the size of dwellings using the following rules of thumb:

- Less than 1,200 sq ft = suitable for 1–2 inhabitants
- 1,200–2,600 sq ft = suitable for 3–5 inhabitants
- More than 2,600 sq ft = suitable for 6+ inhabitants

Apply the Simpson Diversity Index to the totals. The final result represents the probability that two dwellings randomly selected will be in different categories. The formula is:

$1 - \Sigma (n/N)^2$

- n = the total number of dwellings in a particular category
- N = the total number of dwellings in all categories

See the case study on the next page.

Scoring

Five stars: 0.7 to 1
Four stars: 0.5 to 0.7
Three stars: 0.3 to 0.5
Two stars: 0.1 to 0.3
One star: 0 to 0.1

If two categories together account for more than 85% of dwellings, the maximum allowable score is three stars, "acceptable."

Discussion

A diverse range of housing can allow members of an extended family to live in the same neighborhood. It can provide housing for those who work in the neighborhood, in fields like teaching, emergency response, and services. When neighborhoods serve a variety of ages and incomes, they are not dominated by a single cohort that ages in place, and therefore they are more resistant to cycles of abandonment and decline. Diverse housing has demonstrated success breaking up unhealthy concentrations of poverty.[2]

The main reason for housing diversity is to serve a variety of incomes and family types in one neighborhood. An additional, perhaps minor reason, is an aesthetic preference for a variety of housing types in place of housing monocultures.

There are three factors that will maximize the variety of incomes and family types: price, size and type. Price is left out of this rating system: Price data is difficult to obtain, is always changing due to market conditions, and affordability is to a large degree dependent on government policy.

Housing Choice

That leaves size and type, the two axes of the classification grid on the previous page. Building size is straightforward and related to household size.

The type classifications are the minimum number that still group significant sociological function. For example, consider two detached residential types: a sideyard house and a courtyard house. Do a sideyard house and a courtyard house of equal square footage serve significantly different socio-economic markets? If not, then it is valid to group together those types.

Accessory units are treated as a separate category. That is done primarily for urban design reasons, rather than sociological reasons. That is, the impact of accessory units on the function and aesthetics of a neighborhood's urbanism is strong. But from a sociological viewpoint, the residents of accessory dwellings will be similar to the residents of nearby apartment/condos (assuming they exist).

Apartment units that are contained within single family houses are classified in the apartment/condo category. The existence of such units is one of the justifications for the elevator/no elevator distinction.

Statistics about the type and size of housing stock may prove to be difficult to obtain, particularly in older neighborhoods. Of all the standards in this rating system, housing diversity will likely be the most difficult to research.

Case Study

Kentlands in Gaithersburg, Md., was designed in 1988 and is now almost completely built out. In addition, a department store was recently demolished and redeveloped as a condominium complex, leading to significant increases in population.

Information in this case was conveniently provided by the town architect and by online sales websites.[3]

Kentlands housing types -- rough estimates:

1. Detached residential (2,600+ sq ft) 238
2. Detached residential (1,200–2,600 sq ft) 239
3. Townhouses 378
4. Apartments/condominiums w/ elevator 513
5. Apartments/condominiums w/o elevator 909
6. Live-works 45
7. Accessory units 36

Total 2,373

We have broken down the detached housing category by size. We could go further and break down the other categories by size; however, in this case doing so will not increase the number of stars awarded. That is because many categories are well-represented. The housing choice in Kentlands will get the maximum rating without any further breakdown.

Type and square footage figures can be difficult to obtain and rough estimates may be the best that are possible in many cases.

Calculation

The total number of dwellings is 2,373. The formula is: (number in category ÷ total number of dwellings)^2, repeat and add for each category, then subtract the final sum from 1.

1. $(238 \div 2{,}373)^2 = .01$
2. Add to $(239 \div 2{,}373)^2 = 0.02$
3. Add to $(378 \div 2{,}373)^2 = 0.046$
4. Add to $(513 \div 2{,}373)^2 = 0.092$
5. Add to $(909 \div 2{,}373)^2 = 0.239$
6. Add to $(45 \div 2{,}373)^2 = 0.2394$
7. Add to $(36 \div 2{,}373)^2 = 0.2396$

Final calculation: 1 - 0.2396 = 0.76 = five stars. If two dwellings are selected at random, there is a 76% chance or better they will be in different categories.

Notes

1. While the Simpson Diversity Index is most commonly used by ecologists to measure species diversity, it is occasionally used by city planners to evaluate housing diversity. Richard Milk, senior planner for the City of San Antonio, personal email communication, Jan. 29, 2004.
2. Bothwell, Stephanie E., Raymond Gindroz and Robert E. Lang, "Restoring Community through Traditional Neighborhood Design: A Case Study of Diggs Town Public Housing," *Housing Policy Debate*, Volume 9, Issue 1, 1998. Zielenbach, Sean, "Assessing Economic Change in HOPE VI Neighborhoods," *Housing Policy Debate*, Volume 14 Issue 4, 2003.
3. Other sources may include the developer, the property owner/manager, local building permit, planning and tax assessor's offices, homeowner's association, LEXIS/NEXIS, project profiles made by the APA, ULI, CNU, New Urban News, Town Paper Publications, and other media.

Mixed Use (Non-residential)

Definition

Mixed use means that a variety of commercial, civic, institutional, and personal activities take place within close proximity. Uses may be mixed horizontally, which means they sit side by side, or they may be mixed vertically, which means they occupy different floors of the same building. A mix of land uses is a key aspect of a walkable community, for if people are going to walk there must be destinations to walk to. A fine-grained mix of uses – where no single use monopolizes a large area – "provides the greatest accessibility of daily activities to the greatest number of people."[1]

Method

Count how many nonresidential categories are on the property (out of the 13 listed).

Categories that are off the property are included also, provided

a) they are within 1/2 mile of the majority of residential lots, and

b) they are accessible by pedestrian oriented routes, without having to battle highway-size streets and freeway-speed traffic.

- Everyday retail (Store types: convenience, general, grocery, pharmacy, hardware; gas and laundry)
- Discretionary retail (restaurants, department stores, specialty shops)
- Entertainment (movies, theaters, concert halls, music and performance venues)
- Educational facilities (schools, college, university)
- Private clubs (not open to the public) and their associated recreational facilities
- Religious, including cemeteries
- Government services (city hall, court, jail, police station, fire station, post office, motor vehicle administration)
- Other civic buildings (library, museum, community center, transportation stations/terminals)
- Offices (not counting home-based, small, personal offices)
- Lodging
- Medical (hospital, clinic, private offices)
- Public recreational facilities: playing courts, sports fields, extensive trail networks (multi-mile/multi-kilometer), public gardens
- Light industrial (including auto repair), warehouses, nurseries

Scoring (number of categories present)

Five stars: 7 or more
Four stars: 5-6
Three stars: 4
Two stars: 3
One star: 2 or less

Discussion

The categorization of uses is oriented to the experience of the residents and customers rather than developers and financiers. For instance, a large medical clinic and a small hospital are similar in terms of services provided and effect on neighborhood character (with the possible exception of ambulances).

Also, the list of uses is limited in order to maintain the simplicity of this rating system. The U.S. Census lists hundreds of developed land uses, but that is not workable for a rating system that maximizes ease of use. The goal is to sort the uses into the smallest number of categories that will still retain meaningful distinctions.

Notes

1. Moule, Elizabeth, "Principle Sixteen," *Charter of the New Urbanism*, 2000, p. 105

Connectivity

Definition

Connectivity refers to the efficiency of travel. The connectivity standard aims to determine how direct are the travel routes within a development, and how many options there are for traveling between any two points.

The "thoroughfare network" includes all routes that are designed to accommodate a mix of travel modes, including motor vehicles, bicycles and pedestrians. The facilities may include boulevards and avenues, streets, alleys and lanes.

Method[1]

Connectivity is represented by the density of intersections per unit of area.

1. Obtain a copy of the site plan with a bar scale. (A bar scale is a line that is labeled to represent a stated distance.) On a piece of tracing paper, outline the property boundary or study area boundary.

2. Determine the undeveloped area as follows. Outline the large water bodies. Outline the large land areas designated for permanent preservation in a natural state. "Large" is defined as not less than five acres (2 ha.) and not less than 200 feet (61 m) wide.

3. Use the bar scale to create a grid of scaled acres on the tracing paper: 209' x 209' squares (or a grid of scaled hectares: 100 meter x 100 meter squares). Count the number of grid squares that cover the property **minus the undeveloped area**. Include fractions of grid squares.

4. Divide the number of acres by 640 to convert the area to square miles. If you are using hectares, divide the number of hectares by 1,000 to convert the area to square kilometers.

5. Count the number of intersections and cul-de-sacs in the motor vehicle thoroughfare network. Intersections and dead ends that are outside the property boundaries (or study area boundaries) are not counted. Intersections that are on the property boundary are counted only if they connect to someplace inside the property.

Each traffic circle, roundabout, square, plaza, etc., is counted as one intersection unless it is more than one acre (0.4 hectare) in size.

Some parking lots are configured as blocks, with code-compliant thoroughfares that connect to the surrounding street network. In those cases, count all the intersections in the parking lot.

Parking areas that surround apartment complexes, office complexes, etc., are considered to be driveways. They should not be counted unless they are part of the public access thoroughfare network and connect to multiple lots.

6. Calculate the intersection density as follows:

$$\frac{\text{(Intersections - Dead ends)}}{\text{Developed area}}$$

Handling stub-ends: In some cases, the designer or developer will provide stub-end streets that are dead ends, but have the potential to connect to streets on adjoining parcels. The connections may be made when political conditions improve, or when adjoining parcels are developed. In these cases, a stub-end should not be counted as a dead end, and should not be subtracted from number of intersections.

Scoring

Intersections per square mile (or intersections per square kilometer)

Five stars: More than 330 (more than 127)
Four stars: 290 – 330 (112 – 127)
Three stars: 250 – 290 (97 – 112)
Two stars: 80 – 250 (31 – 97)
One star: Less than 80 (less than 31)

Discussion

The density of intersections measure is primarily used by planning and transportation researchers analyzing the connectivity of street networks.[2] To date, it has not been used by local jurisdictions.[3]

Connectivity for motor vehicles is important because without it, vehicles are funneled onto collector roads and arterials. These usually become high-speed automobile facilities that are dangerous and unpleasant for pedestrians. They also separate neighborhoods into isolated pods and decrease the number of

Connectivity

route choices for drivers, thus creating more traffic bottlenecks and congestion.[4]

Dead-ends tend to be more difficult to serve with services needing continuous through routes, such as school bus, transit, delivery truck, postal, utility service routes and policing rounds. They can make navigation more difficult for emergency, fire, and ambulance services, as well as visitors. Well-connected thoroughfares allow faster, more efficient emergency vehicle response.[5]

The benefits of connectivity have been recognized by numerous planners, commentators, and officials. Jane Jabobs wrote that connected street networks benefit neighborhood commerce, sociability, safety, and aesthetic variety.[6] Research suggests that spaces with a combination of highly-visible frontages and through traffic on well-connected networks have fewer crimes than comparable cul-de-sac neighborhoods.[7] The Institute of Transportation Engineers guidelines state that connectivity supports public health, safety and welfare by ensuring that streets function in an interdependent manner, provide adequate access for emergency and service vehicles, enhance non-vehicular travel such as pedestrians and bicycles, and provide continuous and comprehensible traffic routes.[8]

The special treatment for stub-ends with future connection potential is made in order to avoid penalizing those desirable features.

Blocks

The density of intersections is also related to the size of blocks. When blocks are smaller, the route to any given destination can be more direct and destinations are therefore more accessible.

Smaller blocks also provide a greater choice of routes to destinations, increasing the variety of pedestrian experiences and the available range of spontaneous social contacts. The increased variety can in turn increase subjective psychological interest and pleasure in travel, and decrease the boredom and disinterest that results from repetition. Larger blocks reduce the number of alternate routes in an area and create disincentives to pedestrian activity.

The opposite extreme of very small blocks limits the possibilities for alleys and lanes, off-street parking, rear yard space and rear yard accessory units. In general, block sizes within a certain range are most desirable. In car-free or car-restricted areas, the smallest block sizes are more viable.

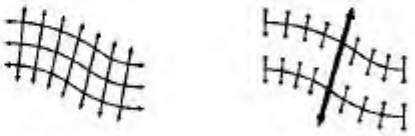
When appropriately sized, small blocks allow more flexibility as a neighborhood matures through its natural stages of growth.[9] The small-block pattern allows neighborhood land uses to more readily adapt to changing economic conditions, thereby retaining economic viability instead of declining into obsolescence.

The standard for parking lots configured as blocks is intended to encourage patterns that allow incremental development to occur with maximum efficiency.

Flaws

The "density of intersections" measure is useful, but investigators should be aware that it is a crude proxy with pronounced flaws. One flaw is that it does not relate well to an intuitive understanding of street networks.[10]

A more severe disadvantage is that it fails to account for pods and bottlenecks in the street network. As a general guideline, the desirable thoroughfare pattern resembles a web (Figure 1a) while less desirable patterns are hierarchical (resembling a plant with a stem and smaller branches), forcing most trips to travel on a major thoroughfare (Figure 1b). A pattern with pods and bottlenecks superficially resembles a) but functions like b) (Figure 2). If the thoroughfare network under investigation has a high density of intersections set in a pattern of pods and bottlenecks, the investigator may reduce the score in proportion to the lack of overall connectivity.



a) Web pattern b) Stem pattern

Figure 1: Connected web pattern versus heirarchical stem pattern. Source: Lexicon of the New Urbanism, Duany Plater-Zyberk & Co.

Connectivity

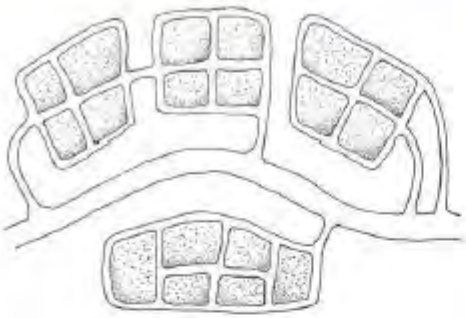


Figure 2: Pods and bottlenecks. The network has a high density of intersections but low overall connectivity. Diagram: Laurence Aurbach

To rely on the density-of-intersections measure exclusively is to risk unintended consequences. Computerized analysis can provide more accurate and objective measures of connectivity.[11]

Notes

1. If you are familiar with GIS, you may import or digitize the street network into a line layer (theme or coverage) and the neighborhood boundary as a polygon layer. Intersect the two, and use the software's database to calculate the number of network intersections per unit of area.

2. Jacobs, Allan B., *Great Streets*, 1993. Cervero, Robert and K. Kockelman, "Travel Demand and the 3Ds: Density, Diversity, and Design," *Transportation Research D*, 2, 1997, pp. 199-219. Dill, Jennifer, "Measuring Network Connectivity for Bicycling and Walking," *TRB 2004 Annual Meeting CD-ROM*, 2004. Schlossberg, Marc, et. al., "Using Spatial Indicators for Pre- and Post-Development Analysis of TOD Areas: A Case Study of Portland and the Silicon Valley," Mineta Transportation Institute, Report No. MTI 03-03, 2004.

3. Handy, Susan, Robert G. Paterson and Kent Butler, *Planning for Street Connectivity: Getting from Here to There*. APA Planning Advisory Service Report No. 515, 2003, p. 23, 68.

4. Ibid, pp. 14-16.

5. Ibid, pp. 17, 56-58; West, Jim and Allen Lowe, "Integration of Transportation and Land Use Planning through Residential Street Design," *ITE Journal 67*, 1997, p. 50.

6. Jacobs, Jane, *The Death and Life of Great American Cities*, 1961.

7. See Hillier, Bill, "Do Burglars Understand Defensible Space? New evidence on the relation between crime and space" <http://tinyurl.com/4svrb>. The original research on which that essay is based is Shu, Simon C.F., and Jason N.H. Huang, "Spatial configuration and vulnerability of residential burglary: A case study of a city in Taiwan" in *Proceedings, 4th International Space Syntax Symposium*, London 2003. Accessed from <http://www.spacesyntax.net/symposia/SSS4/fullpapers/46Shu-Huangpaper.pdf>

Space Syntax has posted a summary of its housing layout/crime research (accessed from <http://tinyurl.com/69xca>). This includes Shu and Hillier, "Crime and Urban Layout: the need for evidence" published in *Secure foundations: Key issues in crime prevention, crime reduction and community safety* by V. MacLaren, S. Ballintyne and K. Pease, eds., 2000, London, IPPR, pp. 224-248.

8. Institute for Transportation Engineers, ITE Transportation Planning Council Committee 5P-8, *Traditional Neighborhood Development Street Design Guidelines*, June 1997.

9. For example, the stages of a residential neighborhood lifecycle, as identified by Larry Bourne, are suburbanization, in-filling, downgrading, thinning out, and renewal. Larry S. Bourne, *The Geography of Housing*, London: Winston., 1981, p. 24.

10. Goodchild MF "GIS And Transportation: Status And Challenges" Keynote address, International Workshop on GIS-T and ITS, Chinese University of Hong Kong, 1999. Accessed from <http://www.ncgia.ucsb.edu/vital/research/pubs/9904hkg1.pdf >

11. The best measure may be Pedestrian Route Directness (PRD). PRD is the ratio of linear (crow flies) distance to network (actual travel) distance. Most researchers calculate PRD from each parcel (lot) to a central point in the neighborhood (see Randall, Todd A. and Brian W. Baetz, "Evaluating Pedestrian Connectivity for Suburban Sustainability," *Journal of Urban Planning and Development*, March 2001). However, a more comprehensive and objective analysis will measure PRD from each parcel to all other parcels. I theorize that the general formula is:

$$\frac{\sum_{p}\left[\frac{\sum_{q}\left[\frac{D_{npq}}{D_{lpq}}\right]}{p-1}\right]}{p}$$

p = all parcels
q = all parcels except parcel p
D_{npq} = Network distance from parcel p to parcel q
D_{lpq} = Linear distance from parcel p to parcel q

External Connections

Definition

This standard measures how well a neighborhood is connected to its surroundings.

External connectivity is the distribution and frequency of vehicular entrance/exit points on the perimeter of a neighborhood. Entrance/exit points are points on the neighborhood perimeter where the thoroughfare network of a neighborhood connects with the thoroughfare networks of the surrounding neighborhoods or districts. In practical terms, this will be any spot where a thoroughfare crosses the development's property line (or the study area's boundary line).

Method

On the site map, count the number of vehicular entrance/exit points. To this number, add the number of stub-ends that have future potential to become entrance/exit points.

Where a thoroughfare runs along the property line, count the intersections on that thoroughfare that connect to areas outside the property.

Measure the length of the neighborhood perimeter. Subtract all portions of the perimeter that are directly adjacent to major water bodies such as oceans, lakes and rivers.

Also subtract all portions of the perimeter that are directly adjacent to major tracts of undevelopable land such as wetlands, cliffs and protected wilderness. However, do **not** subtract perimeter portions adjacent to developable yet preserved land, provided it can be traversed in an environmentally responsible manner.

Divide the length of the perimeter by the number of entrance/exit points.

Scoring

Average distance between entrance/exit points in feet:

Five stars: 350 – 550
Four stars: 550 – 750
Three stars: 250 – 350
Two stars: 750 – 1500
One star: Less than 250 or greater than 1500

Average distance between entrance/exit points in meters:

Five stars: 110 – 170
Four stars: 170 – 230
Three stars: 75 – 170
Two stars: 230 – 460
One star: Less than 75 or greater than 460

Discussion

The external connectivity standard is based on two lines of thought.

First, it is beneficial for a neighborhood to be accessible to its surroundings. Neighborhoods with poor accessibility will overload local arterials because of the deficit of thru routes.[1] When a small number of ingress/egress intersections are available, these may become choke points in peak hour traffic. Poor accessibility isolates pedestrians and cyclists from surrounding areas, increasing neighborhood isolation and car dependency.

Second, there is an optimal level of external connectivity. Above this optimal level, the number of intersections becomes excessive and traffic functionality suffers.[2]

Notes

1. James M. Daisa, Tom Kloster and Richard Ledbetter, "Does Increased Street Connectivity Improve the Operation of Regional Streets?" in *Case Studies from the Portland Metro Regional Street Design Study*. Presented at ASCE Transportation, Land Use and Air Quality: Making the Connection Conference 1997, 1998. Accessed from <http://www.fehrandpeers.com/publications/papers/street_connectivity.pdf>, Dec. 7, 2002.

2. Ibid.

Proximity

Definition

Proximity is the percentage of land that is within walking distance of a specific place -- in this case, a town center. A town center is composed, at minimum, of the following elements:

1) A discernible center such as civic space (plaza, square or green), or a boulevard/avenue-type commercial corridor,
2) At least one shop or market that is open to the general public and selling daily sundries,
3a) One or more businesses in addition to #2, **OR**
3b) One or more community facilities serving all members of the community, such as meeting halls, town halls, religious buildings open to the public, community centers, schools, or post offices.[1]

Commercial activities, community facilities, and institutions are part of the town center if they are in close proximity to it, i.e., on the same block or on adjacent blocks.

Walking distance for town centers is defined as 0.25 mile (1,320 feet, or 400 meters). This is the actual distance walked, not the linear (crow flies) distance. It is roughly equal to a 5-minute walk. The area encompassed by this distance, as measured from a central point or area, is a **walkable catchment** (syn: pedestrian shed).

Method [2]

1. On a scaled map draw a boundary line around all of the town center properties. Color this area.

The town center should be configured in a pattern of small blocks and walkable thoroughfares. If it is not (a large, enclosed mall surrounded by parking lots, for example), do not draw a boundary. Instead, treat the town center as a single point, and measure the walkable catchment from that point.

2. Measure from the town center boundary line in an outward direction to a distance of 0.25 miles (1320 feet or 400 meters). Measure this distance along the centerlines of the streets. Measure all available routes through all available intersections within the 0.25 mile distance.

3. Estimate the boundary of the lots reached by the measurements in step #3. Color this area.

This represents the area from which a pedestrian is able to access a town center in a five-minute walk along the available thoroughfares.

Do not include large water bodies and large land areas designated for permanent preservation in a natural state. "Large" is defined as more than five acres (2 ha.) and more than 200 feet (61 m) wide.

4. Using a grid of scaled acres, 209' x 209' squares at the appropriate scale (or a grid of scaled hectares, 100 m x 100 m squares at the appropriate scale), calculate the total area of the colored areas.

5. If there is more than one town center, repeat steps 1 through 4 for each town center. Off-site town centers should be considered also, but color *only the on-site land* that is within their walkable catchments.

6. Calculate the total developed area: Subtract from the total area the large water bodies and large land areas designated for permanent preservation in a natural state. "Large" is defined as more than five acres (2 ha.) and more than 200 feet (61 m) wide.

7. Calculate the percentage of land within walking distance of the town center like so: (colored area) ÷ (total developed area). Multiply by 100 to convert to percentage.

Scoring

Five stars: 84 – 100
Four stars: 67 – 83
Three stars: 51 – 66
Two stars: 33 – 50
One star: Less than 33

Fine tuning the calculation:

"There are practical influences on walkable catchments such as short cuts through parks or along pedestrian paths. These should only be included where there is a high degree of surveillance, during evenings and at weekends, from adjoining development that fronts the parks and where there is good lighting. Sim-

Proximity

ilarly, the walkable catchment may need to be reduced where there is poor surveillance and routes are perceived to be unsafe."[3]

Discussion

The compact, walkable neighborhood is an ideal of neotraditional planning that fosters numerous synergistic effects. In neighborhoods where activity centers are accessible by foot, residents walk more and put fewer miles on their cars.[4] The walkable neighborhood thus performs well in terms of energy efficiency and pollution resulting from car use.

The walkable community increases independent mobility for those who are unable to drive or own cars. The number of cars that each household must own to maintain a regular standard of living is thus reduced. Higher levels of pedestrian activity support a greater sense of community through casual and repeated social contact, as well as greater safety through the increased presence of citizen observers on foot. Finally, by encouraging the exercise of frequent walking, pedestrian-oriented neighborhoods may support a healthier lifestyle.[5]

The 0.25 mile distance used to define a walkable catchment is a common standard used by transportation and urban planners. It is derived from various surveys of travel behavior. Travel surveys show that the decision to walk depends to a large extent on trip distance; the shorter the trip, the more people choose the walking mode. The U.S. National Personal Transportation Study found that 40% of respondents were willing to walk 0.2 miles (1,000 feet, or 305 meters) for normal daily trips.[6]

Walking behavior depends on a number of factors in addition to distance. Topography, weather and accessibility (ease of travel) are important. Urban design elements such as sidewalks, tree canopies, and building frontages have a major effect on trip quality. Socioeconomic factors are significant, as is the desirability of the destination. The 0.25 mile standard therefore represents a generalized rule of thumb that may be incorrect for specific places or situations.

Schools, Parks and Transit

The walkable catchment for certain land uses should be calculated in addition to the walkable catchment for town centers described on the previous page. "Schools" are preschool, elementary and secondary schools. "Parks" include greens, playgrounds, tot lots, etc., that are open to the public. "Transit" includes bus and rail stops and transit stations.

Scoring

Use the same method and scoring as the Town Center standard, with these changes:

1. Do not draw boundaries around school, park and transit properties. Instead, treat them as single points.
2. Substitute the catchment distances listed below.

Walkable Catchment (Schools)

Use 1 mile (1600 meters) as the walkable catchment distance for schools.

Walkable Catchment (Parks)

Use 0.125 mile (200 meters) as the walkable catchment distance for parks.

Walkable Catchment (Transit)

Use 0.25 mile (400 meters) as the walkable catchment distance for local bus stops. Use 0.5 mile (800 meters) as the walkable catchment distance for rail transit stops.

Notes

1. Definition of town center is adapted, modified and formalized from the discussion of neighborhood types in Duany Plater-Zyberk & Co., *Lexicon of New Urbanism Version 3.2*, 2002. Even if all elements of a neighborhood center are not present, it is still quite useful to calculate compactness relative to any commercial uses. If this is the case, reduce the weighting of this standard in the final tally (in the worksheet).

2. Calculation procedure adapted from Western Australian Planning Commission, *Liveable Neighbourhoods, Edition 2*, June, 2000. This is one suggested procedure; however, any procedure that yields the same results is acceptable. This type of calculation lends itself to analysis by GIS. Once the town center boundary,

Proximity

open space area, travel network and residential lots have been digitized, a network analysis can be performed to obtain the 0.25 mile network. Next, the intersection of travel network and residential lots can be selected either by hand or by calculation. Open space can be subtracted from all coverages, and the final ratio may then be calculated.

3. Ibid

4. Handy, Susan L. and Kelly J. Clifton, "Local Shopping as a Strategy for Reducing Automobile Travel," *Transportation*, Vol. 28, No. 4, pp. 317-346. 2001.

Handy, Susan L., "Urban form and pedestrian choices: Study of Austin neighborhoods." *Transportation Research Record*, 1552, 135-144. 1996.

Krizek, Kevin, "Residential Relocation and Changes in Urban Travel: Does Neighborhood-Scale Urban Form Matter?" *Journal of the American Planning Association*, Spring (2003), Vol. 69, No. 3.

Rajamani, et al., "Assessing the impact of urban form measures in non-work trip mode choice after controlling for demographic and level-of-service effects," Transportation Research Board 2003 Annual Meeting CD-ROM.

5. Howard Frumkin, Lawrence Frank and Richard Jackson, *Urban Sprawl and Public Health: Designing, Planning and Building for Healthy Communities*, 2004; Sturm, R., and D. A. Cohen, "Suburban Sprawl and Physical and Mental Health." *Public Health*, Vol. 118, No. 7, 2004.

6. David Unterman, "Accommodating the Pedestrian: Adapting Towns and Neighborhoods for Walking and Bicycling", in *Personal Travel in the US, Vol. II, A Report of the Findings from 1983-1984 NPTS*, Source Control Programs, U.S. DOT, 1990.

References:

Childs, Mark, *Parking Spaces* (1999), on the factors that affect the size of walkable catchments.

Gehl, Jan and L. Gemzøe, *Public Spaces and Public Life* (1996), on the impact of weather on pedestrian activity

Location

Definition

The location of a TND refers to its placement relative to the regional or metropolitan context. Location is the factor most often associated with measures of urban sprawl, and is the factor that many environmentalists identify as the number one priority for responsible growth.

A **greenfield** is a site in undeveloped, natural condition or one that is in agricultural use. **Infill** development is seamlessly developed within an existing urban fabric, balancing, completing and/or repairing the surrounding sectors. A **brownfield** site is one that has been used industrially, subsequently vacated, and is available for re-urbanization. While the requisite infrastructure is in place, the soil is often contaminated and subject to expensive cleanup requirements. A **greyfield** is an area previously used primarily as a parking lot. Shopping centers and shopping malls are typical greyfield sites.[1]

Method

A good street map is helpful, one that shows the TND and its surroundings to a radius of 5 miles (8 kilometers). Aerial photographs are available online and may be helpful in determining previous uses of the site. Topographic maps are available online and can help identify steep slopes, wetlands, government lands, and natural features. Map sources are listed in the "Frequently Asked Questions" section.

The local planning authority or agricultural extension office may have maps showing soil types unsuitable for building, floodplains, buffer zones, and other lands that should not be developed, and information about sewer and water service districts. Local transit agencies will have transit route maps.

Look for nearby cities, neighborhoods and developed areas; major thoroughfares and transit facilities; parks, nature preserves, wilderness areas; streams, rivers and lakes. Distance to local schools, commercial and employment centers, and recreational facilities may give some indication of the daily travel patterns of the TND's residents (although this is not explicitly incorporated into the rating).

Scoring

5 stars: Brownfield and greyfield redevelopment, infill on previously developed land. Development that primarily uses existing thoroughfares, sewer and water services, schools, transit facilities and other infrastructure.

4 stars: Greenfield infill within existing urban/suburban development.[2] Greenfield within designated growth areas, with planned water and community sewer service, within 1/4-mile of transit or major transportation corridors. [Sites within designated growth sectors having a planned system of well-connected cities, towns and villages, each with an identifiable center and edge.]

3 stars: Greenfield within 1 mile of major transportation corridors and within planned water and community sewer service areas. [Within 2 miles of a transit station, accessible by routes that are safe and convenient for low-speed vehicles.]

2 stars: Greenfield not served by major transportation corridors. Areas outside designated growth sectors.

1 star: Development in sensitive and critical lands. Floodplains, unstable slopes and soils, wetlands, wildlife corridors and nature habitats. [Legacy farmlands and woodlands.]

Notes

1. Definitions from *Lexicon of the New Urbanism Version 3.2,* Duany Plater-Zyberk and Company, 2002, p. B 4.1

2. Not all infill is desirable or responsible. Access to nature and recreation needs to be maintained, and some sites are inappropriate for development. At the same time, it should be recognized that some of the greatest urban spaces are built on sites that today are considered inappropriate for development; those opportunities should not be forgone.

   Urban/suburban development has a minimum density of 2 dwellings / acre (5 dwellings /hectare) net, that is, not counting thoroughfares, preserved land and recreational land. Public or community water and sewer service must also be available. *Smart Growth: Designating Priority Funding Areas,* Md. Office of Planning, 1997.

Streetscapes

Definition

In traditional neighborhoods, thoroughfares and their associated spaces are multipurpose. They serve a variety of travel modes, unify and organize adjacent buildings, and provide zones of public congregation and commerce. Therefore, there will always be some overlap between the streetscape and civic space categories.

The three formally defined elements of streetscapes are: the private frontage, the public frontage, and the vehicular way. The **private frontage** is the privately-owned layer between building facade and the lot line. The **public frontage** is the publicly-owned layer between the lot line and the edge of the vehicular lanes. The **vehicular lanes** are in the space from curb to curb (or from pavement edge to pavement edge, if there are no curbs), including travel and parking lanes.[1]

In some situations, such as historic streets with no setbacks or sidewalks, or lanes and alleys, these three elements are not differentiated.

Method

No formal scoring system has yet been devised. In general, the evaluation method involves first classifying the study area into Transect zones (Figure 1), and then determining if various urban design elements are consonant with SmartCode (Figure 2) and other context-directed standards.[2] Transect zones are based on intensity of urban character. Objective measures for identifying Transect zones have been suggested, such as density of streets, intersections, and population.[3] Those measures can serve as rough-estimate starting points that can be refined through direct observation.

Elements to check when evaluating streetscapes:

- Street geometry: Lane width and street width (curb face to curb face) are appropriate to Transect/Context zones.[4]
- Public frontage: Frontage width, curb radii, curb detailing, and sidewalk width are appropriate to Transect/Context zones. Sidewalks are continuous in all public frontages in urban areas.[5]
- Street planters (tree boxes) in public frontage: Planter type and width are appropriate to Transect/Context zones. Selection of tree and other landscaping species, and their arrangement, are appropriate to Transect/Context zones.[6]
- Continuity of built-out frontages is appropriate to Transect/Context zones. Proportion of height to width creates urbanistic enclosure, with width being measured from facade to facade. Minimum of 1:5 for public squares; 1:3 recommended. Minimum of 1:3 for avenues and boulevards. Minimum of 1:2 for streets.[7]
- Visibility of garages: For a streetscape of front-entry

Figure 1: A transect of traditional neighborhood patterns, visualized as a spectrum ranging from most rural to most urban. Image: Duany Plater-Zyberk and Company, SmartCode Version 6.5.

Streetscapes

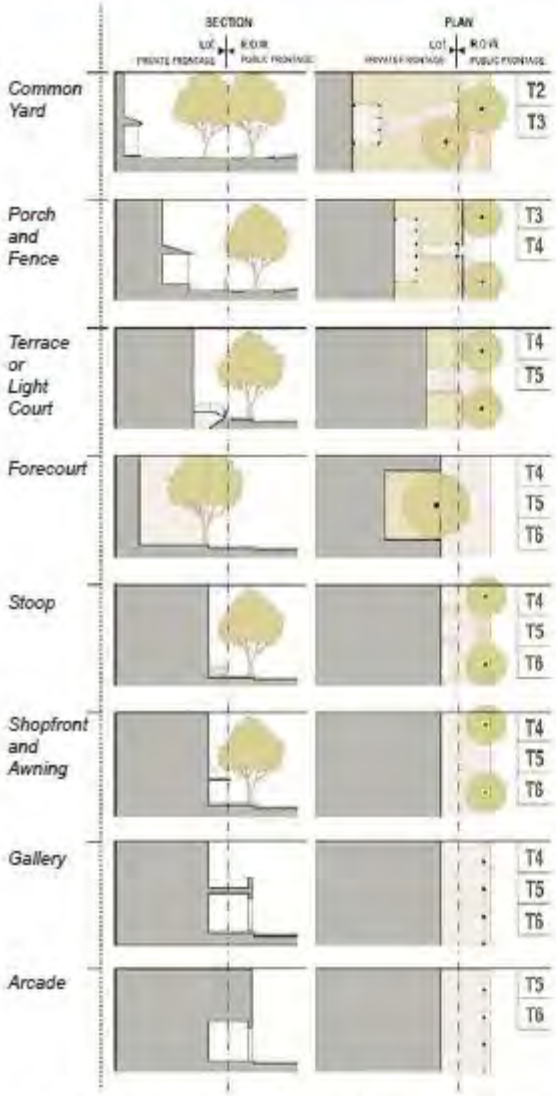


Figure 2: Selected traditional frontage types and their compatibility with various Transect zones. Image: Duany Plater-Zyberk and Company, SmartCode Version 6.5.

garages, use a "garage visibility from the opposite side of the street" standard: In general, not more than one garage door at a time should be visible as one walks along the sidewalk on the opposite side of the street.[8]

• Harmony of architectural ensembles composing the vertical dimension of the streetscapes. Excellent architecture does not necessarily result in excellent streetscapes. What looks good in a single building may look mechanical and repetitive when duplicated along an entire block face. Conversely, a lack of harmony may result in a cacophony of styles and a discordant block face. The balance of foreground and background buildings (syn: figure and fabric) must be considered in relation to the overall harmony of the streetscape.

Notes

1. Duany Plater Zyberk & Co., "Definitions of Terms," and Table 11, "Explanatory Diagrams," *SmartCode 6.5*, 2005.
2. Materials explaining the Transect and SmartCode are available from the Duany Plater-Zyberk and Company website at <http://www.dpz.com/transect.htm>. A summary of the SmartCode version 6.5 with excerpts and explanations is available from Town Paper Publications at <http://www.tndtownpaper.com/images/SmartCode6.5.pdf>.
3. Criterion Planners, "Applying a Transect to Local Geography: A Calibration & Delineation Method," Version 1.1, April 2005
4. Duany Plater Zyberk & Co., Tables 10A and 10B, "Vehicular Lanes," *SmartCode 6.5*, 2005. The CNU and the ITE are collaborating to produce a design manual, *Recommended Practice for Context Sensitive Design for Major Urban Thoroughfares*, with a draft expected in late 2005. This publication may supplement or supercede the SmartCode tables as a standard reference.
5. Duany Plater Zyberk & Co., Tables 8A and 8B, "Public Frontages," *SmartCode 6.5*, 2005.
6. Ibid.
7. Sources include: Bols, Charles *Esthetique des Villes*, 1893 (references Violette Le Duc). Duany Plater Zyberk & Co., *Lexicon of the New Urbanism Version 3.2*. Jacobs, Allan, *Great Streets*. Kostof, Spiro, *The City Assembled*, pp.138-140. Sitte, Camillo, *City Planning According to Aesthetic Principles* (referencing Maertens' 1892 folio). Stubben, Josef in a study of several European cities. Duany, Douglas, post to Pro-Urb listserv, "Re: building to street ratio," Dec. 11, 2004.
8. Mouzon, Stephen A., post to Pro-Urb Listserv, "Re: A Technical Question," Jan. 24, 2003.

Civic Space

Definition

Civic space includes publicly-accessible gathering areas such as plazas, squares, and greens. This standard also evaluates the overall aesthetic and functional qualities of the urban fabric.

- Plaza - A public space at the intersection of important streets set aside for civic purposes and commercial activities. A plaza is enclosed by frontages; its landscape consists of durable pavement for parking and trees requiring little maintenance.
- Square - A public space, seldom larger than a block, at the intersection of important streets. A square is enclosed by frontages; its streetscape consists of paved walks, lawns, trees and civic buildings. Requires substantial maintenance.
- Green - A medium sized public space available for unstructured recreation. A green is surrounded by building facades, its landscape consisting of grassy areas and trees. Requires limited maintenance.
- Tot lots, playgrounds, gardens, small sports fields and other small, publicly-accessible recreational and open spaces contained within urban blocks are evaluated under this standard.
- Urban fabric - The physical aspect of the human habitat, emphasizing building types, thoroughfares, frontages, streetscapes, civic spaces, and civic buildings.[1]

The boundary between the civic space and streetscape categories can be a fuzzy one.[2] Wide sidewalks along boulevards, avenues and streets may serve as linear civic space, complete with public art, fountains, and low walls, stairs and benches for seating.

Method

A formal rating method has not yet been developed. Elements to consider include:

- Ratio of enfronting building heights to civic space width: minimum of 1:6, with 1:3 to 1:2 recommended.
- Seating configurations that give opportunities for people watching, socializing, and viewing scenery. Movable seating can be particularly popular.
- Design to mitigate climatic extremes; protection from heaviest winds; filtering of glaring sunlight; ensuring adequate solar access.
- A thoroughfare or sidewalk should run along at least half of the perimeter of the civic space.[3]
- Overall aesthetics and arrangement of urban fabric. Harmony of street and block layout with topography and character of the land. Layered, deflected and terminated vistas,[4] views, and skyline. Wayfinding and legibility,[5] artistic quality of the urban design.[6]

Notes

1. Definitions adapted from Duany Plater Zyberk & Company, *Lexicon of the New Urbanism Version 3.2*, 2002. Note that large parks are also a type of civic space, but the landscape design of large parks is not addressed in this standard.
2. McNichol, Tom, "Roads Gone Wild," *Wired Magazine12.12*, December 2004.
3. Duany Plater-Zyberk and Company, "Article 3: New Community Plans," *SmartCode 6.5*, 2005.
4. Duany, Andrés, Michael Morrissey and Patrick Pinnell, "Urban Navigation," *New Urban News*, Vol. 7, No. 7, p. 15; Vol 7, No. 8, p. 18; Vol 8, No. 1, p. 13; Vol. 8, No. 2, p. 16.
5. Lynch, Kevin, *The Image of the City*, 1960.
6. Sitte, Camillo, *City Planning According to Artistic Principles*, 1889.

Other sources include:

Childs, Mark C., *Squares: A Public Places Design Guide for Urbanists*, 2004.

Marcus, Clare Cooper and Carolyn Francis (eds.) *People Places: Design Guidelines for Urban Open Space*, 2nd Edition, 1997.

Whyte, William H., *City: Rediscovering the Center*, 1988 and *The Social Life of Small Urban Spaces*, 1980.

Architectural Aesthetics

Definition

The judgment of architectural quality involves a number of assumptions. Some of these assumptions may seem obvious, but are in fact controversial, given the positions advanced by leading architectural publications, academics and avant-garde practitioners.

Beauty and ugliness exist, and it is more desirable to strive for beauty than ugliness. Beauty is based on more absolute qualities such as proportion, as well as more culturally-determined qualities such as symbolism. In general, beauty is better served by honoring cultural expectations, traditions and heritage, rather than subverting them. Beautiful buildings are closely related to the scale of the human body and the comfort of the human heart. They are legible, comprehensible, and intellectually accessible. They are based on intuitive understandings of space and gravity, and on the organized complexity found in all living things.

The aesthetic quality of buildings has a major impact on the character of the spaces with which they are associated. Therefore, there will always be some overlap between this category and the streetscapes and civic space categories.

Method

No objective system has yet been devised because the determination of architectural quality requires so much subjective and intuitive judgement. Elements to consider include:

- Architecture that grows from local geography, climate and topography[1]
- Contextual harmony with historical, vernacular design and building practices[2]
- Design that reinforces safe environments, but not at the expense of accessibility.[3] Presence and arrangement of doors and windows (permeability) versus blank walls
- Facades that, upon analysis, reveal "regulating lines" – invisible lines that relate the facade elements to each other and to the building itself. Rhythm and articulation of building elements, patterns of light and shade. Proportions, massing and scale of building elements and overall building proportions[4]
- Matching of iconography, ornamentation and symbolism to the building's use and purpose[5]
- Appearance and durability of materials

Scoring

5 stars - Whether the building is a "foreground" or "background" building, a high level of skill and experience is involved in making it noticeably attractive
4 stars - Competent, pleasant workmanship of design
3 stars - Acceptable, but may remain bothersome in some respects
2 stars - Dispiriting, banal or mostly incompetent
1 star - Actively threatening, remote, deranged or confusing

Notes

1. Congress for the New Urbanism, *Charter of the New Urbanism*, 2000, pp. 127-132 and pp. 155-159.

2. For guidelines on pre-1920s vernacular and traditional styles found primarily in the southern, eastern and midwestern United States, see Mouzon, Stephen A., *Traditional Construction Patterns*, New York: McGraw-Hill, 2004. For other styles and locations, or for more specific information about regional variations, custom-produced pattern books can provide useful guidelines.

3. Congress for the New Urbanism, pp. 133-139. Techniques to reduce crime include natural surveillance, territorial identification, vandal/burglar-resistant design and materials, and semi-public congregation space. See Katyal, Neal Kumar, "Architecture as Crime Control," *Yale Law Journal*, Volume 111, 2002, pp. 11-99. Accessed from <http://papers.ssrn.com/abstract=290756>

4. Hale, Jonathan, *The Old Way of Seeing*, chapter 4. Langhein, Joachim, "Proportion and Traditional Architecture," *INTBAU Essays*, Vol. 1, No. 10, <http://www.intbau.org/essay10.htm> Langhein writes: "For beginners, it is not easy to understand that the proportion mesh does not define every architectural detail. Further, the system's character of all proportional relations may be more important than the exactness in all details."

5. Marcantonio, Dino, "Iconography and the Transect," PLANetizen Op-Ed, May 19, 2003, <http://www.planetizen.com/oped/item.php?id=92>

Frequently Asked Questions

Isn't this system incomplete? Aren't there many well designed places that do not have a good quality of life?

It's extremely important to recognize that good design does not automatically create good places. The scope of this rating system is purposefully limited to design for two reasons: 1) To provide a sharp focus that other rating systems do not, and 2) To keep the work of developing this system at a manageable level. A complete evaluation according to the Congress for the New Urbanism (CNU) charter would involve many additional standards. Certain examples are listed below. Some are design related, while others go beyond the design-only scope of this rating system.

Even considering its design-only focus, this rating system is without question incomplete, and should be continually refined, developed and tested.

- Affordability
- Codes, association documents and governance
- Social capital, cohesion and cultural identity
- Environmental performance
- Financial performance
- Balance of residential to nonresidential land uses
- Vertical mixing of uses
- Mix of building typologies
- Construction quality

There are situations where a specific greenfield development is as ecologically and socially responsible as a specific infill development – or even more so. A rating system should account for this.

Why is 5 stars equivalent to a "well-designed, early twentieth-century, urban neighborhood in the United States"? Don't many older neighborhoods have better design quality?

Of course, great towns and cities that have had centuries to mature set the gold standard for urban design. Most new construction, even the best of new urbanism, rates poorly by comparison. However, a rating system that only awards low scores isn't very useful. In order to maximize its usefulness, the top of the scale should be calibrated to a level that is achievable and acceptably good.

The mainstream of early 20th century urban design and planning attained a remarkably sophisticated level of quality. Practitioners had the benefit of historic models to draw upon, as well as new scientific advances in building, transportation and infrastructure standards. Also, early 20th century neighborhoods developed good techniques for handling mass automobile ownership. Those neighborhoods are the most recent, extensive examples of good urbanism familiar to most people or available to visit, particularly in the western United States.

What are some online sources of maps?

- Microsoft's TerraServer (http://terraserver.microsoft.com): Aerial photos, topo maps, distance bar scale, lat-long information, map projection information.
- USGS National Map (http://nationalmap.gov): Many forms of aerial imagery, landmark and boundary maps, distance measurement.
- Yahoo! Maps (http://maps.yahoo.com) and Mapquest (http://www.mapquest.com): Best-quality street maps with distance bar scale.
- Global Mapper (http://www.globalmapper.com or http://mcmcweb.er.usgs.gov/drc/dlgv32pro): Free software for viewing aerial photos and plan drawings. Distance and area measurement. Requires some knowledge of cartography.
- Google Earth (http://earth.google.com/): Free software for viewing aerial photos, street networks, landmarks and businesses. Distance measurement.
- Terraserver (http://www.terraserver.com): For-sale software for viewing aerial photos and topo maps. Distance and area measurement.

Who is supposed to use this system?

This system is relatively simple compared to more comprehensive rating systems, GIS-based systems and academic research. Even though it requires some degree of training and familiarity with concepts, it is intended for use by anyone with an interest in the quality of place, such as homeowners, urban planners, designers, developers and community activists. If a

Frequently Asked Questions

standards-setting organization uses this system, it would be best to use approved evaluators with at least some minimum amount of training.

Is this system foolproof?

Any system of rules and standards is susceptible to those who would meet the letter of the law while circumventing its intention. Why do standards-setting bodies like the Underwriter's Laboratory or the Good Housekeeping Institute enjoy a reputation for fairness, impartiality and reliability? It's because they use trained, experienced investigators who can best maintain the integrity of formal evaluations. At the same time, their standards are transparent and reasonably objective enough that anyone can have an idea how a product will fare in the ratings. It's better to put energy into administering a system properly than trying to make it absolutely bulletproof, which is probably impossible anyhow.

Should I evaluate the whole plan or just a portion of it?

In a number of cases, only a portion of the development can be considered a TND (that is, pedestrian oriented, diverse and within walking distance of mixed use). For instance, in some master-planned communities one may find a great deal of disconnected conventional suburban development, with a more traditionally-patterned town center in the center or on the edge. Alternately, there may be pods of TND: highly connected, walkable grids of residences that are isolated and stranded like small islands within a larger master planned community, lacking truly functional, convenient connections to their surroundings.

In a cases like these, the evaluator must decide whether to rate the entire master plan or just portions of it. Therefore, one must ask:

- Does all the property have the same ownership structure, owned by the same owner(s)?
- Is it all being developed by the same developer?
- Was it all planned by the same designer, at the same time, using a single overall vision?
- Is it all being developed under the same legal codes and regulations?
- Does the TND component fail to stand on its own as a neighborhood, lacking a significant population of residents?

If the answer to most of these questions is "yes," it makes more sense to evaluate the master plan as a whole.

Weighting: Aren't some standards more important than others?

The greatest obstacle to widespread use of neighborhood rating systems is that everyone has different priorities and ideas about what makes a neighborhood great. Even within the limited scope of this system – design – the differences are strongly held and seemingly unbridgeable.

A possible resolution is presented on the next page. The worksheet allows investigators to assign a weight to each standard. You can assign a higher weight to the standards you think are a priority. So for example, if you think sidewalks are the most important element of good neighborhood design, assign a high weight to the public frontage standard. If you think location is the most critical factor, assign the highest weight to that.

The author's suggested weights are:

- Eight points each for connectivity.
- Twopoints for each of the proximity standards (town center, schools, parks, transit).
- Four points for all other standards.

Once you have determined the number of stars and the weight for each standard, you can add up the score. The worksheet converts all scores to a 1-to-100 scale. Therefore, many investigators can use different weighting schemes, but all who use the worksheet will finish with overall neighborhood scores that are on the same 1-to-100 scale.

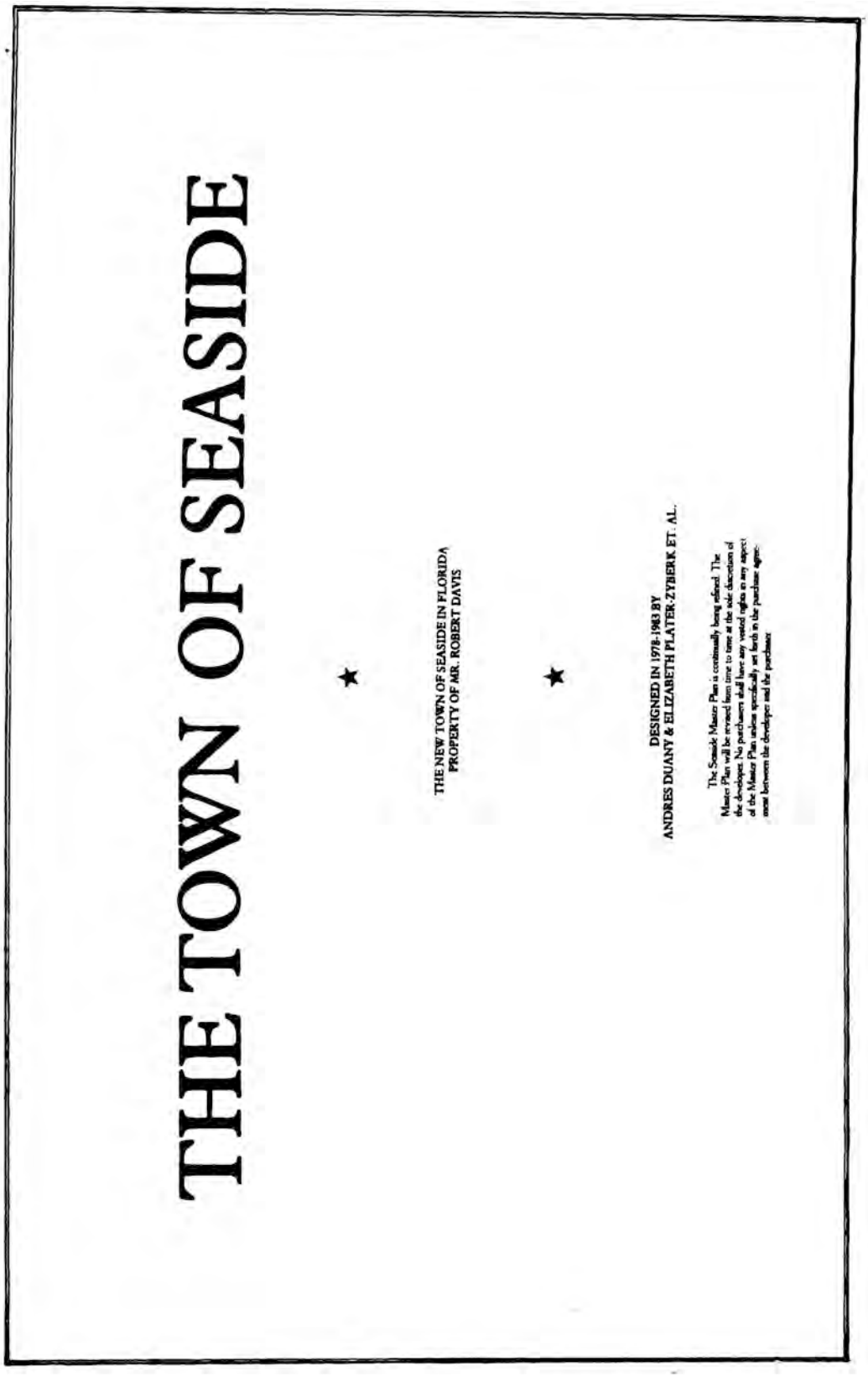
We recommend that you develop or adopt a weighting scheme that makes sense to you, and then use it consistently in all your neighborhood evaluations. Don't change your weighting scheme from evaluation to evaluation, because your results won't be comparable to each other. Inconsistent results are of little use to you and to others who may be interested in your evaluations.

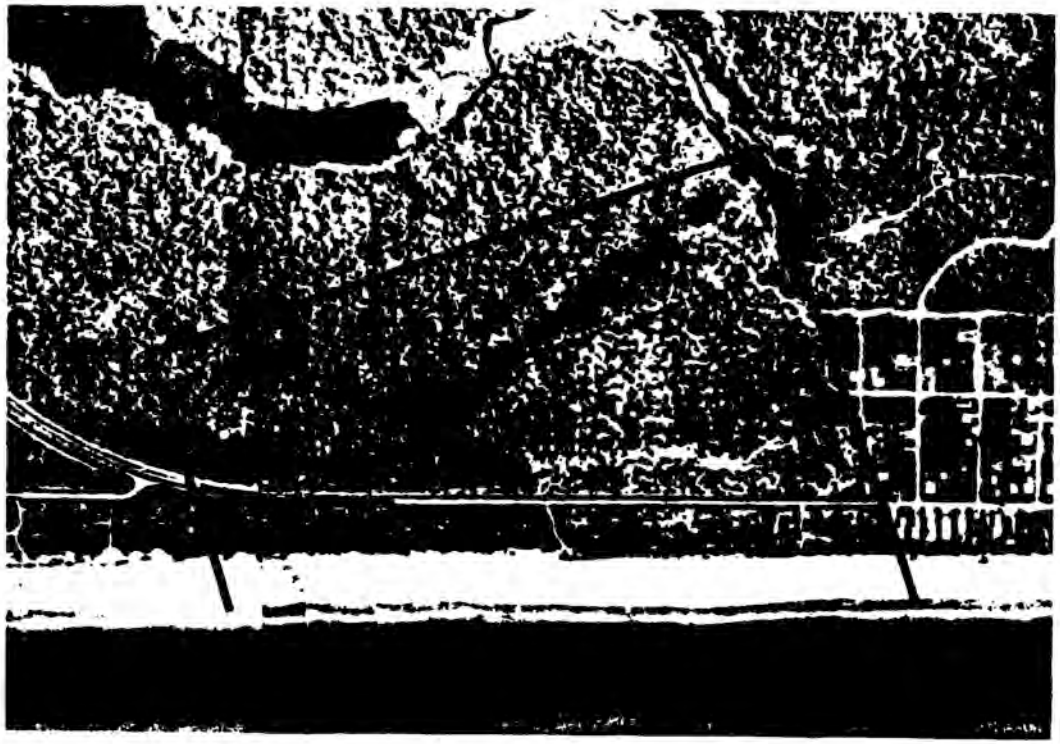
Worksheet

STANDARD		A: NUMBER OF STARS	B: WEIGHT	C: WEIGHTED RATING (COLUMN A × COLUMN B)
Housing Choice (page 3) Probability any two dwellings are different in type or size				
Mixed Use (page 5) Number of categories counted				
Connectivity (page 6) Intersections per square mile (or square kilometer)				
External Connections (page 9) Number of entrance/exit points per foot (or meter) of perimeter length				
Proximity (page 10) Percent of land within walking distance of:	Town/Neighborhood center			
	Schools			
	Parks			
	Transit			
Location (page 13) Evaluation of project location in the regional context				
Streetscapes (page 14) Evaluation of overall quality:	Private frontages			
	Public frontages			
	Vehicular lanes			
Civic Space (page 16) Evaluation of overall quality of civic spaces				
Architectural Aesthetics (page 17) Evaluation of overall quality of architectural exteriors				

1. Add up column C		
2. Maximum possible score: Add up column B and multiply by 5		
3. Project score as a percent of maximum possible: Divide line 1 by line 2 and multiply by 100		

Plan directeur et code urbain de Seaside



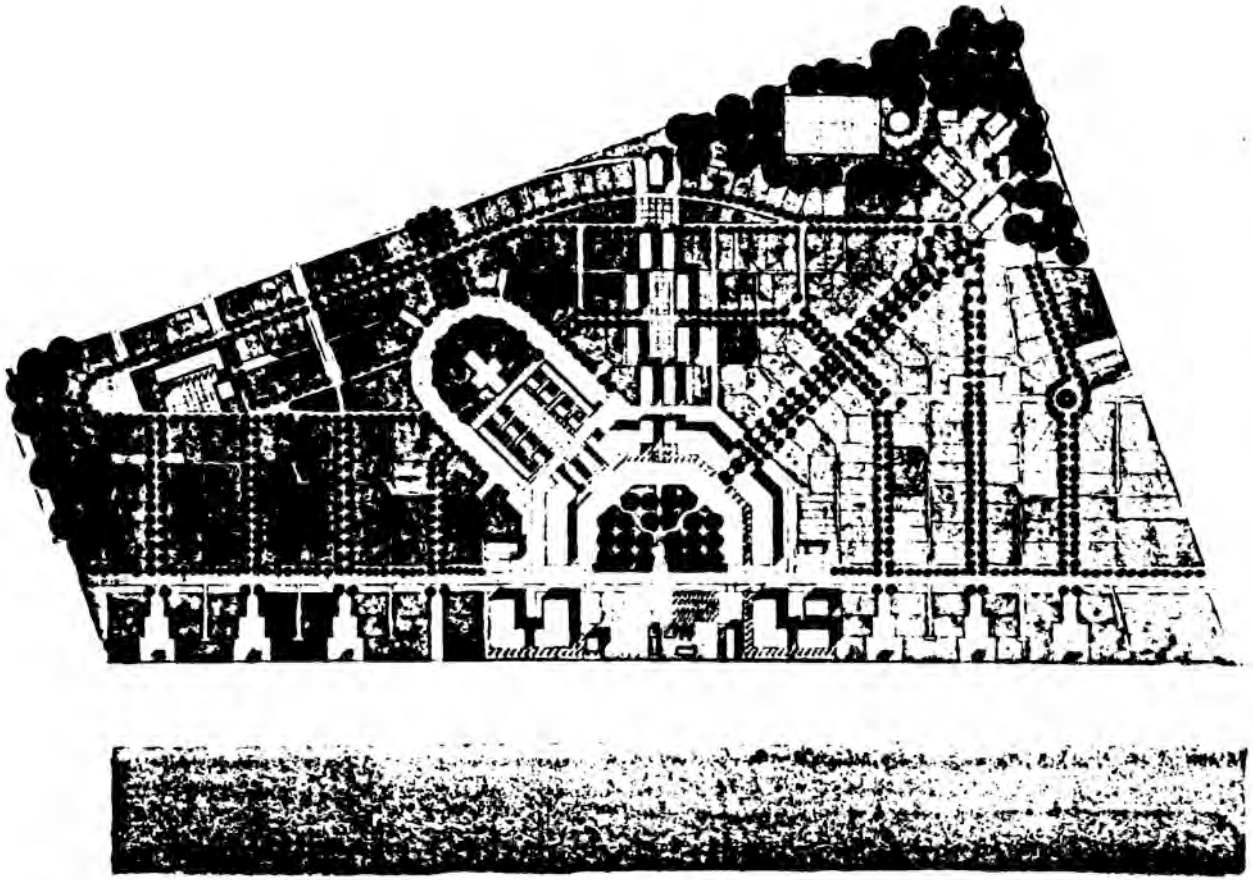


SITE

The site is 80 acres located in Walton County in Northwestern Florida, adjacent to the settlement of Seagrove Beach. It straddles County Road 30-A and fronts 2300 feet of beach to the south.

PROGRAM

The given program calls for a new vacation resort of 350 dwellings of different types, 100-200 units of lodging, a retail center, a conference facility and a recreation complex.



DESIGN

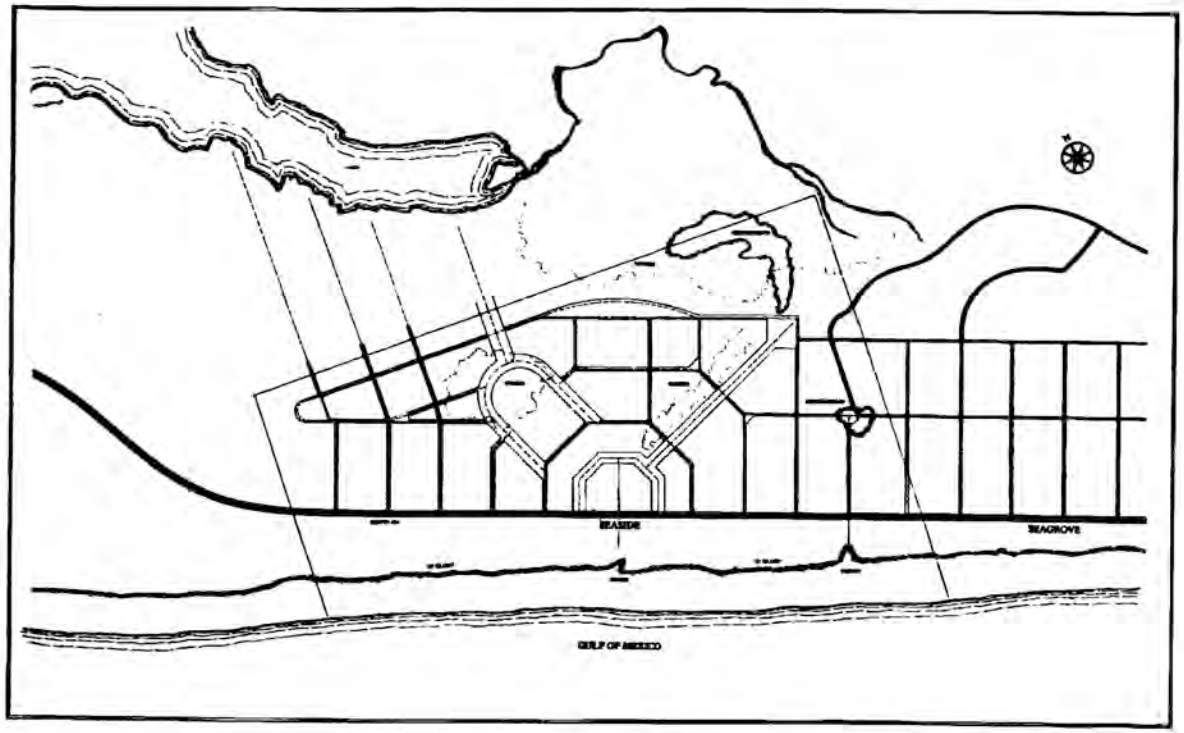
The site and the program were perceived to approximate the size and components of a small town, permitting the turning away from the methods of contemporary real estate development toward those of traditional American urbanism. To this end, the retail center is conceived as a downtown commercial district, the conference facility doubles as town hall and a portion of the recreation budget is dispersed to create small civic amenities throughout the town. Civic character is further reinforced by reserving sites for public buildings such as a chapel, a primary schoolhouse, a fire station and a post office, to be shared by adjacent communities. The program is expanded to include a service station and a workshop district.

A study of towns throughout the American South indicated that a community of genuine variety and authentic character could not be generated by a single architect. Building is, therefore, given over to a multitude of designers. The public buildings are to be freely designed by architects selected for their known sympathy with the regional vernacular. The private buildings will be commissioned by the individual citizen/buyers subject to the provisions of a Master Plan and Zoning Code. These documents are intended to generate an urban environment similar to that of a small southern town of the period prior to 1940.

The Code has been tested several times in university design studios and has proven workable. It is envisioned that the town of Seaside will be substantially built out in ten to fifteen years, depending on economic conditions.

The Master Plan and Zoning Code of Seaside were designed over the period 1978-1983 by the office of Andres Duany and Elizabeth Plater-Zyberk in close consultation with the owner, Robert S. Davis. Robert A.M. Stern provided the intellectual stimulus. Leon Krier consulted and stood as an example. The principal assistants were Ernesto Buch and Teofilo Victoria. Douglas Duany designed the landscaping. The project team included Derrick Smith, Maria De La Guardia, Victoria Casasco, Luis Trelles and Daniel Broggi.

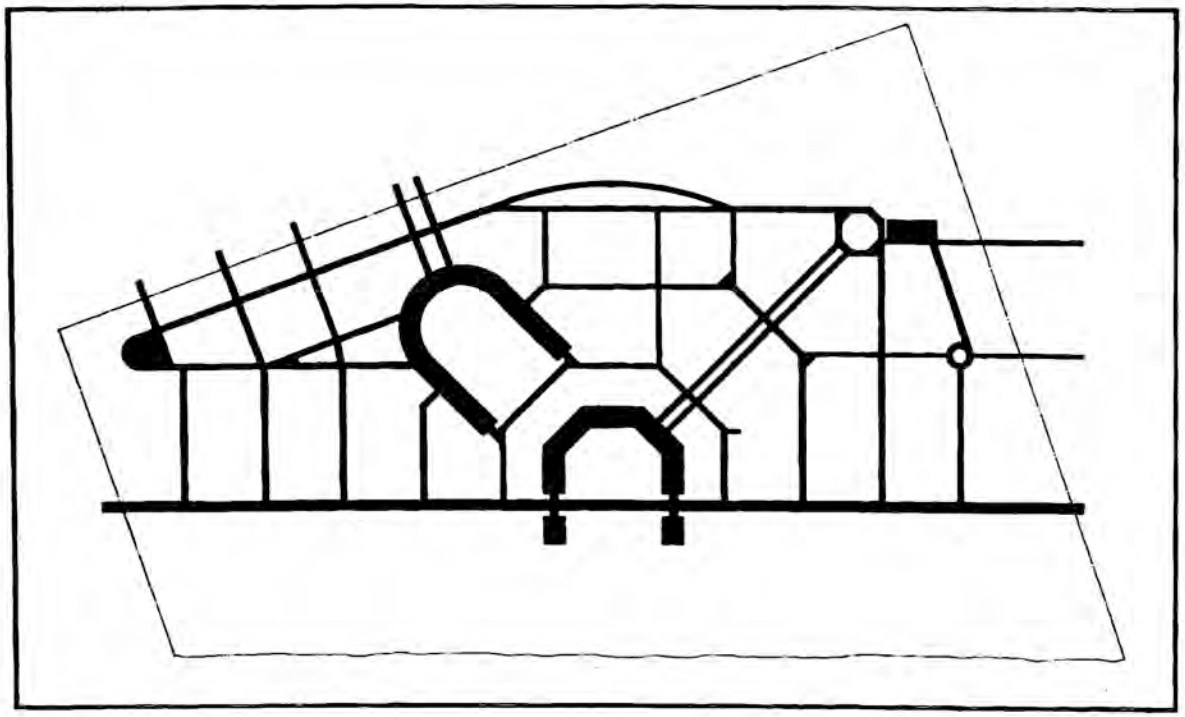
In designing and administering the Plan and Code, Andres Duany and Elizabeth Plater-Zyberk abdicate direct responsibility for the design of individual buildings and act as the municipal authority.



EXISTING CONDITIONS

The layout of Seaside responds to pre-existing natural and manmade conditions as follows:

- Two large gorges providing access to the beach determine the location of the central square and the easternmost street.
- Existing wooded areas are preserved along the diagonal avenue and in open areas around the tennis club and city hall.
- High ground determines the location of the tennis club and one of the small squares.
- A central square opens to the south, increasing the building frontage on the ocean.
- The existing grid of Seagrove to the east is received and extended to provide multiple access points and social continuity.
- The new street grid is left open to the north allowing access to the inland lake at some future time.



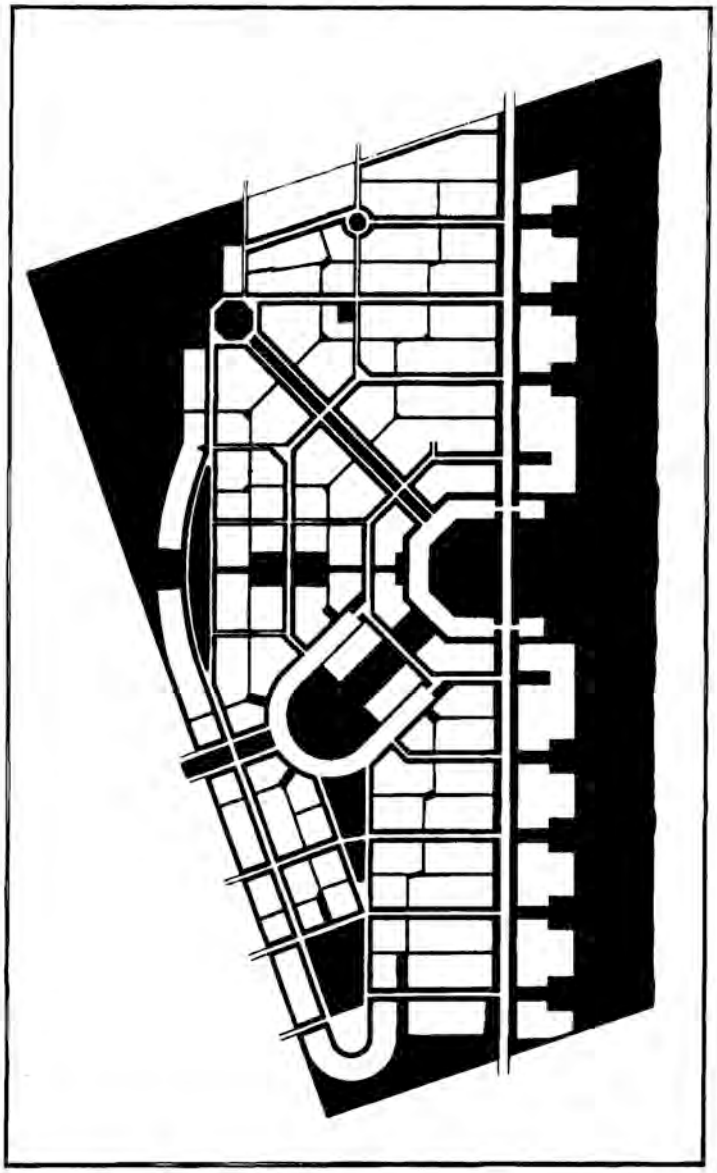
STREETS

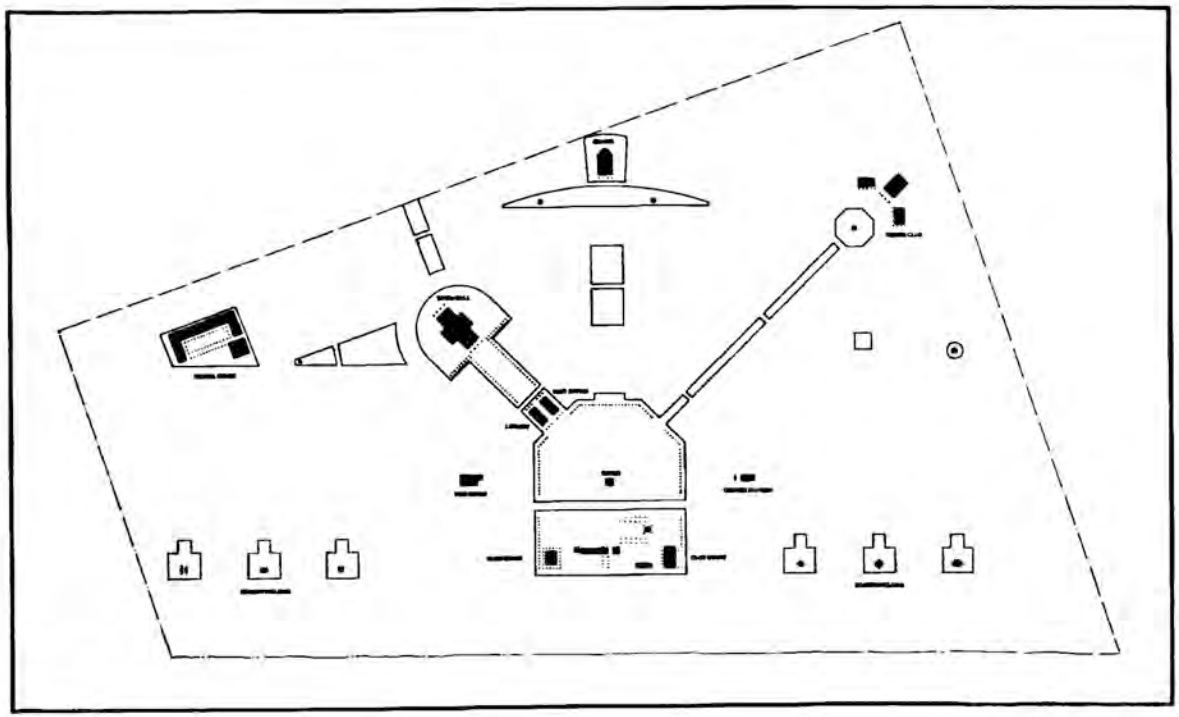
The vehicular network structures the Master Plan. In addition to providing access to all parts of the town, it has the following characteristics:

- Geometric perfection at the center which disintegrates toward the edges as a result of circumstance, a formal organization common to most of the towns studied.
- A concentric layout which increases the number of buildings with an ocean view and allows a majority of the streets to terminate at the shore.
- The provision of on-street parking throughout, minimizing the need for parking lots and reducing vehicular speed. The thickened portions on the drawing represent head-in parking at intensively used locations: the commercial square, the town hall and the tennis club.

WALKWAYS

The public pedestrian areas consist of walks at both sides of every street, squares at important street intersections and larger squares related to public buildings. In addition, an extensive system of footpaths through the blocks make walking more convenient than driving. These paths provide a secondary level of urbanism related to outbuildings at the rear of residential lots. A boardwalk along the length of the beach secures the public nature of the shoreline.





PUBLIC BUILDINGS

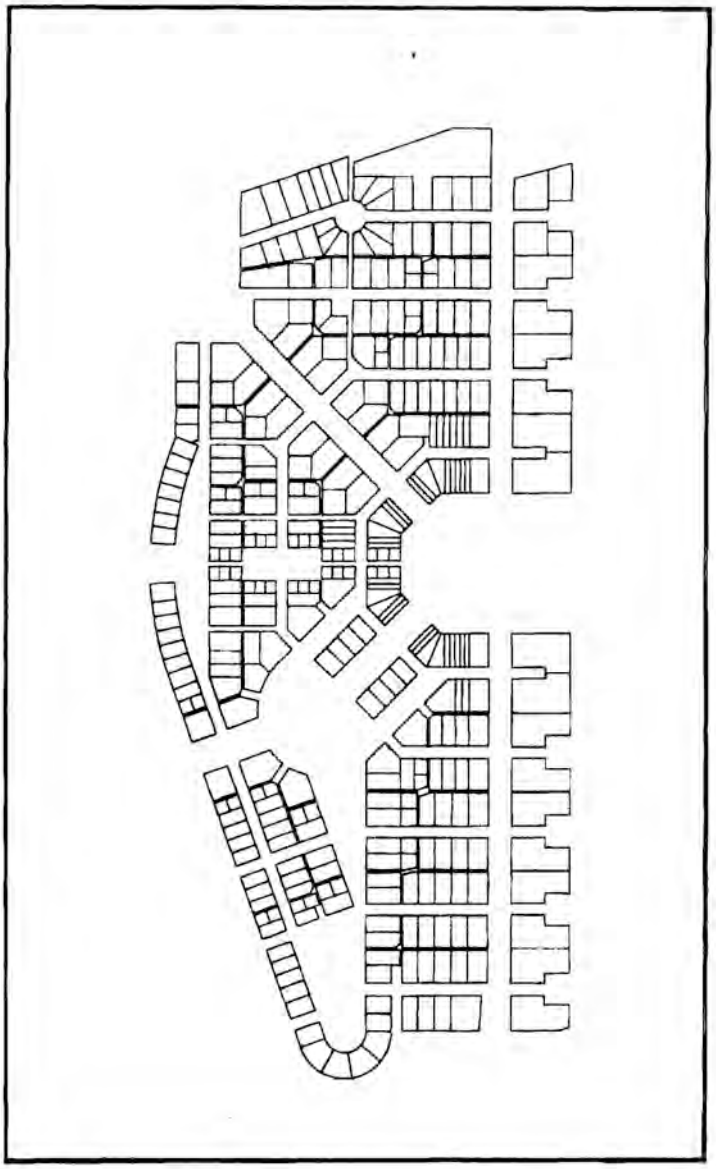
The major public buildings (town hall, tennis club, school and chapel) are located inland to activate those areas farthest from the shore. These buildings are bound to the central square by corresponding public spaces: the town hall is connected by a secondary square, the tennis club by a major avenue and the chapel by a market square. Pavilions at the termini of each north-south street belong to the residents of these streets. Two larger clubhouses in the central square provide beachfront colonies for residents of the east-west streets.

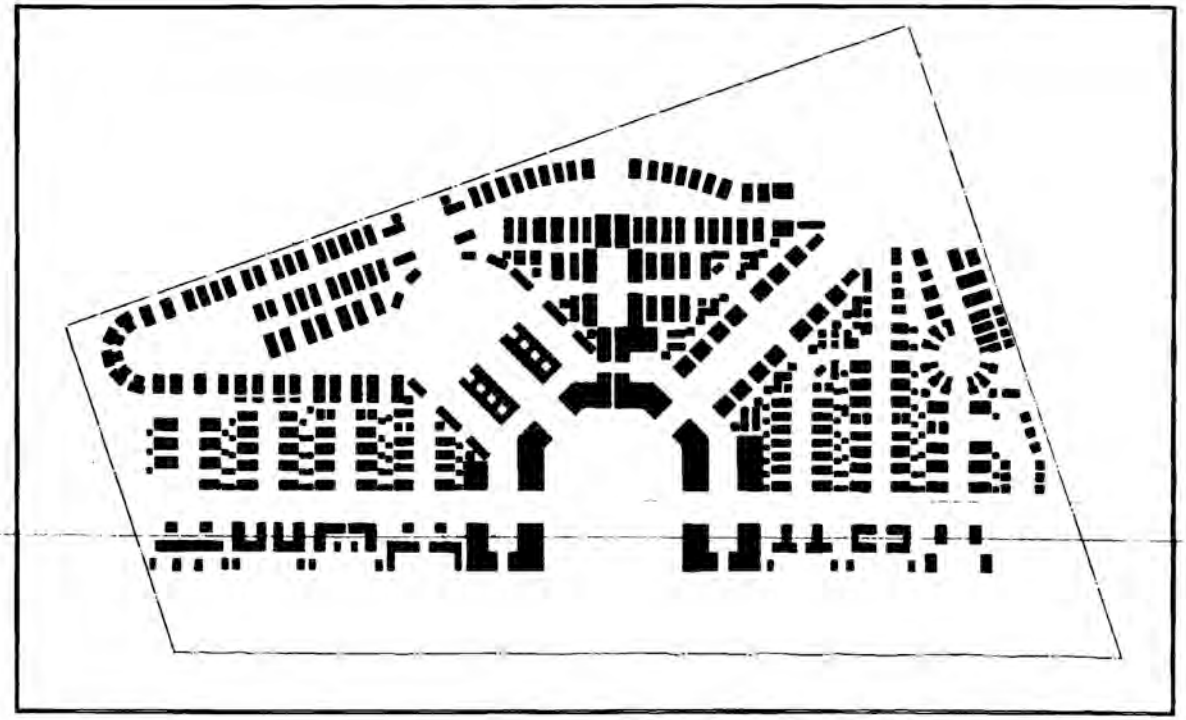
The southern portion of the central square will contain small public buildings responding in an *ad hoc* manner to changing needs in the early years of the town.

The plans of the public buildings as shown in the drawing are hypothetical, since most have not yet been designed. Public buildings are not subject to the Code except for the provision that they be painted white, this to insure public identity despite a size which is often less than that of private buildings.

PRIVATE LAND

The proportion and dimension of lots are specifically related to their intended use and building type. In order to provide a relatively neutral urban fabric and to facilitate marketing, most lots are standardized, but others do not avoid the idiosyncratic characteristics which generate unusual buildings to serve as landmarks. There is a gradual downsizing of residential lots toward the center of town in order to increase density.

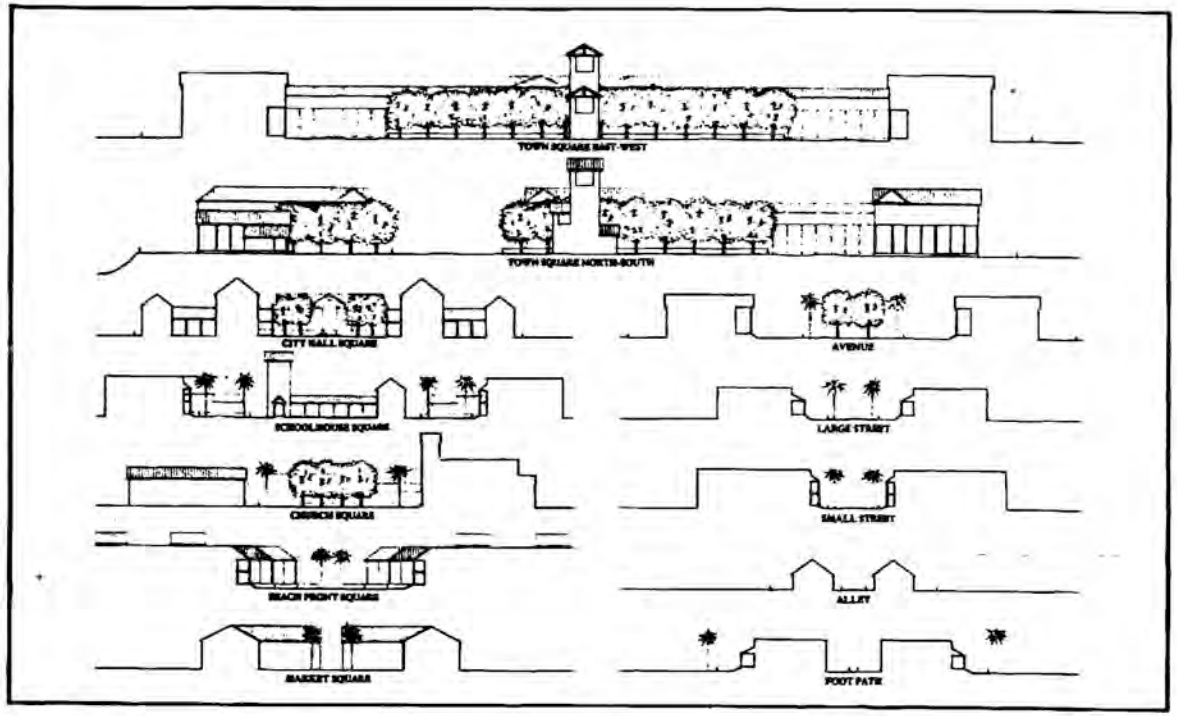




PRIVATE BUILDINGS

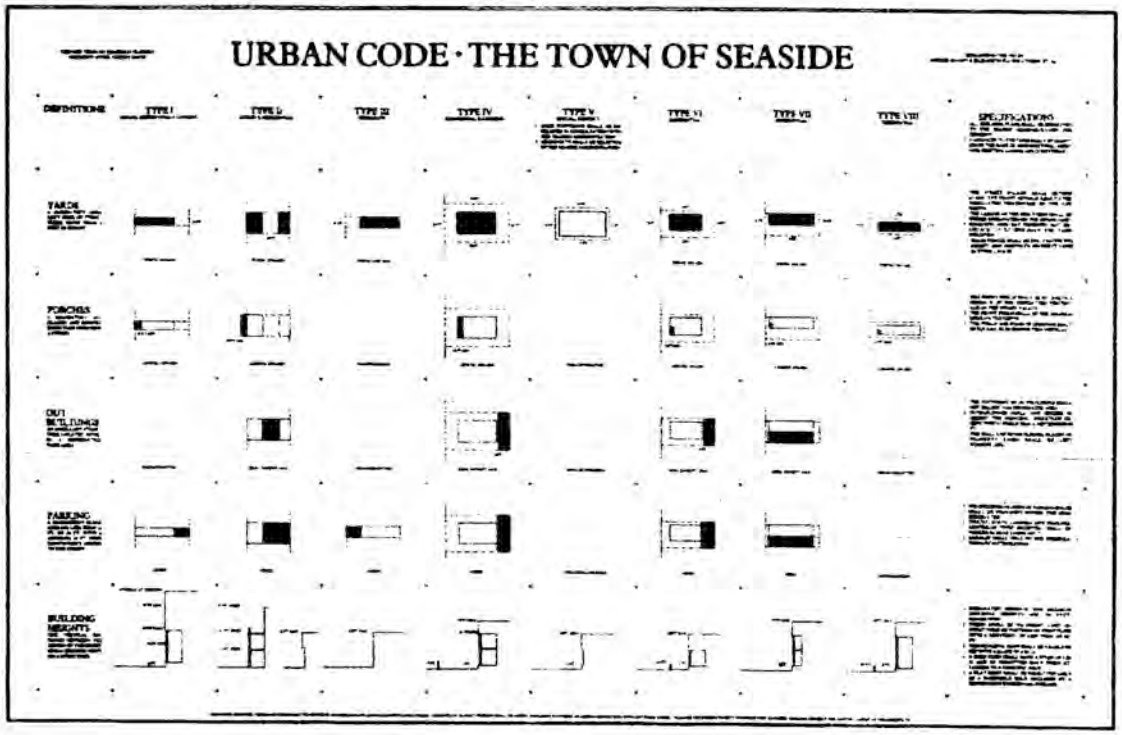
The private buildings may be houses, apartments, shops, offices, hotels, motels or workshops. Building forms will be generated by the provisions of the Code as interpreted by many designers. Building uses are not strictly controlled as in conventional codes, but loosely determined by a conjunction of specified building form and urban location.

This drawing approximates how Seaside would be completed if the building envelopes were all filled to the maximum.



PUBLIC SPACES

The proportions of the squares, avenues, streets and alleys at Seaside are derived from exemplary types found in the towns studied. There is little possibility of unsatisfactory spatial results because nothing is invented. The variety of types is controlled by a combination of the right-of-way widths of the plan and the height assignments of the code. The variety is intended to be sufficient for residents to be oriented without resource to street signs.



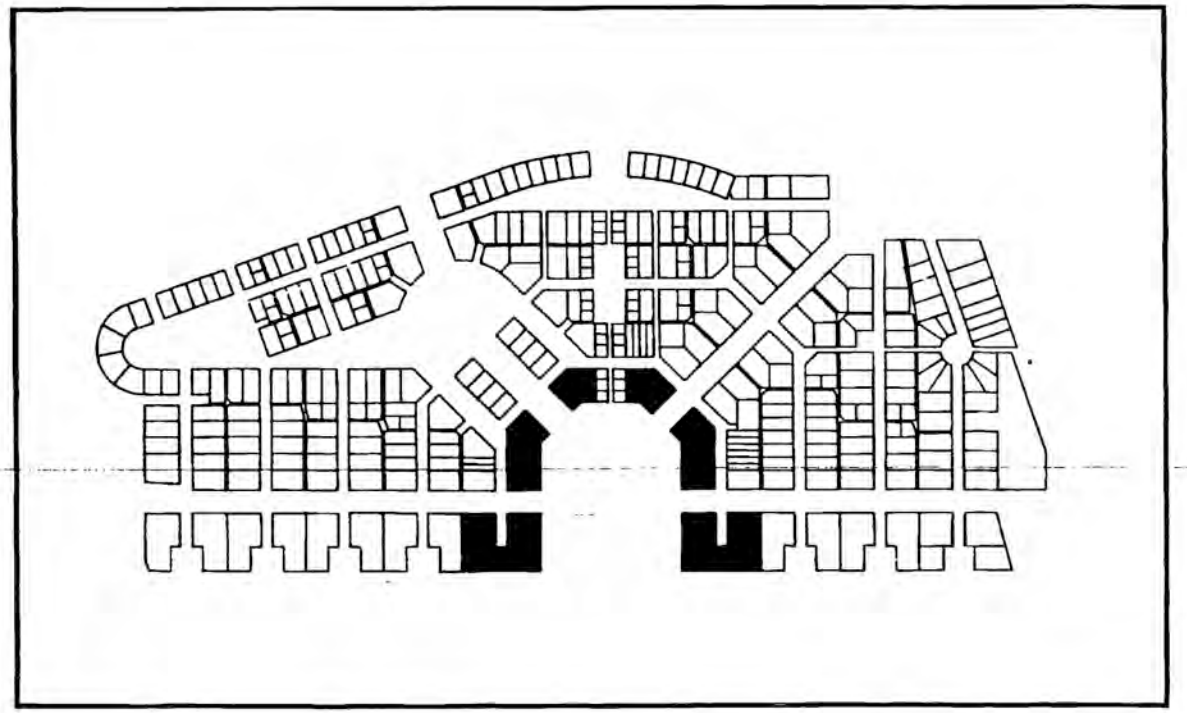
ZONING CODE

The Seaside Code applies to all privately owned lots. It is a highly distilled document controlling only those aspects of building form which directly affect the public realm.

The Code is graphic rather than written so that the citizen/buyer may understand its provisions without professional assistance and not perceive it as a tiresome obstacle to building.

There are eight building types. Three are for mixed use, three are principally residential and one is for workshops. The Code employs the conventional tools of zoning but with substantial variation. Principal among these are the following:

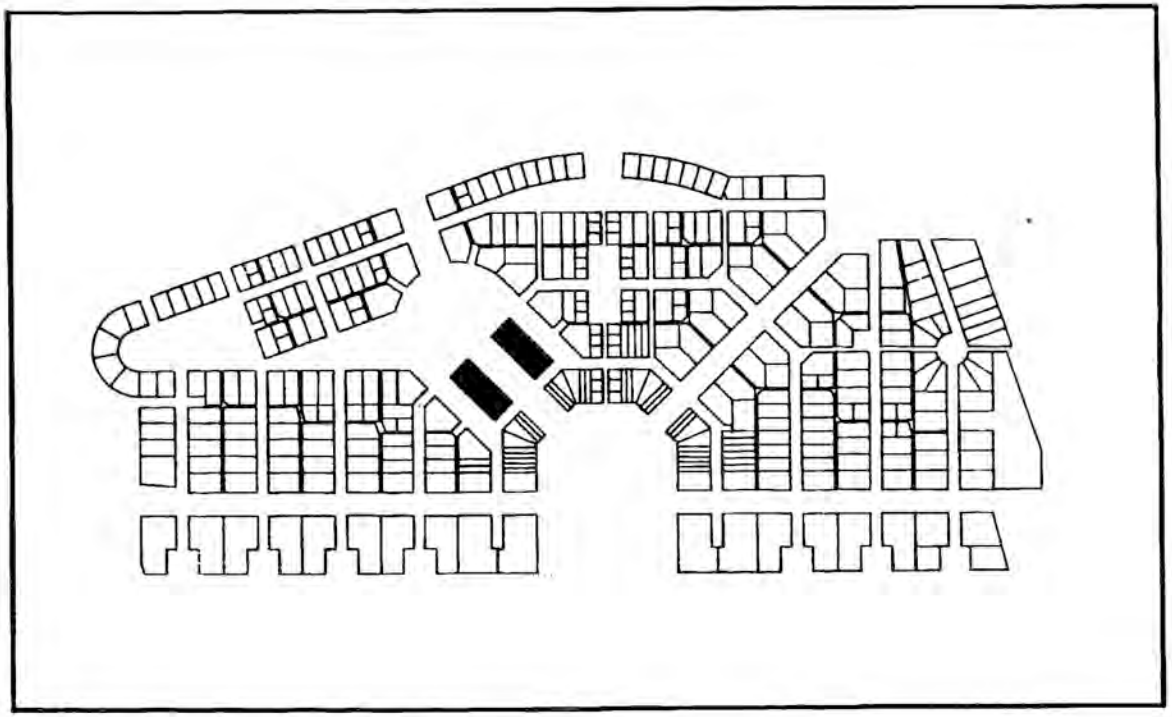
- Variances are granted on the basis of architectural merit.
- A specified minimum percentage of the lot frontage must be built out in order to maintain the spatial definition of the street.
- Picket fences are mandated for lots with deep front yards for the same reason.
- Porches in residential districts and arcades in commercial districts must be built to a specified percentage of the frontage. This is essential to the southern town as a type, and a positive influence on the social utilization of the street.
- Outbuildings at the rear of lots are encouraged. These create a secondary level of urbanism tied to the footpaths and tend to generate rental apartments dispersed within single family areas. This is intended to prevent the homogeneity of age and income common to modern developments.
- The location of parking within the lots is specified with precision to prevent parking lots from causing discontinuities in the street frontage.
- Minimum and maximum heights of roofs and porches are specified to control the spatial proportion of the public spaces and to determine the degree of formal variation in streets.
- Towers of small footprint (200 sq. ft.) are encouraged everywhere so that even the most landlocked house may reach for a view of the sea.
- Boundaries between zoning types occur at mid-block rather than more conventionally along streets. This allows streets and squares to be perceived as coherent spatial entities with similar building types on all sides.



TYPE I

These lots define the large central square which straddles Route 30-A with a decisive spatial act. Type I zoning is intended for retail uses on the ground floors with residential above. It will probably generate hotels and rooming houses, especially on shoreline lots. These are the tallest buildings at Seaside, with a maximum of five stories permitted. They are party-wall buildings with no setback at the front, where a large arcade is required. A great deal of variation is permitted in the heights.

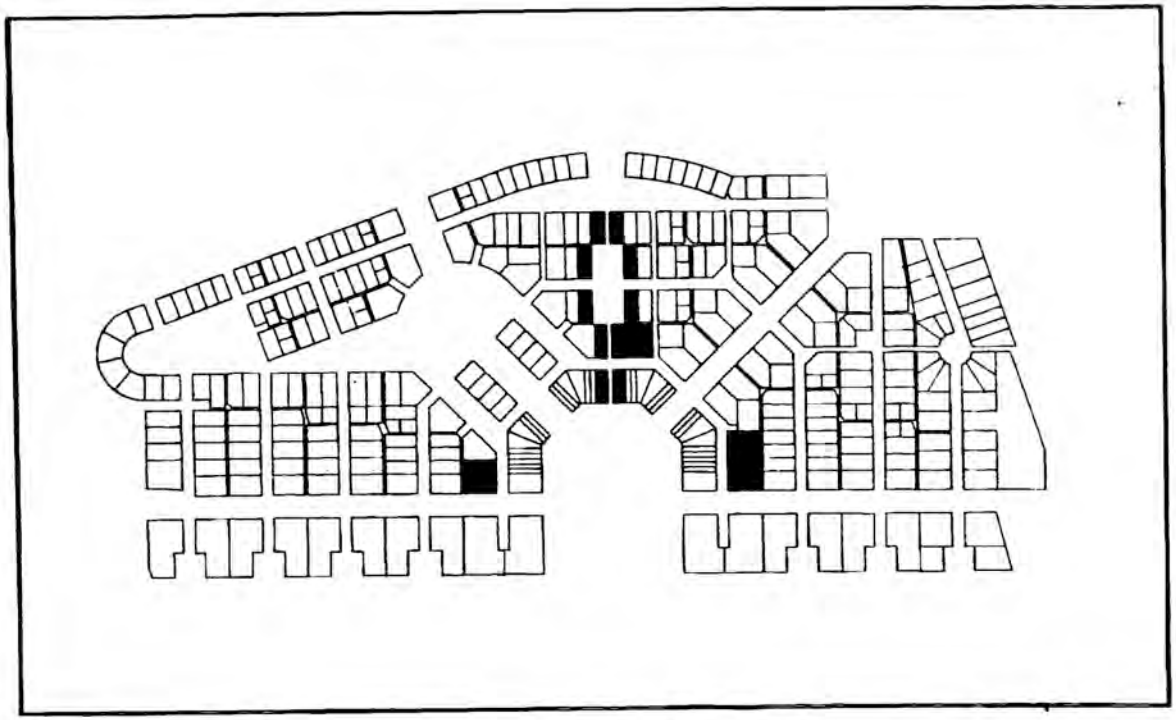
The prototype for this type is found in main streets throughout the South, although seldom in so continuous a manner.



TYPE II

These lots define a small pedestrian square at the front of the town hall. Type II zoning is intended primarily for office uses although apartments and retail establishments may occur. The Code generates four-story buildings with courtyards and smaller buildings at the rear. The provision affecting arcades and silhouettes is highly specific and only minimal variety is possible. It is intended that this square will have a decidedly more sedate and dignified appearance than the central square.

The prototype is found in the *Vieux Carre* of New Orleans.

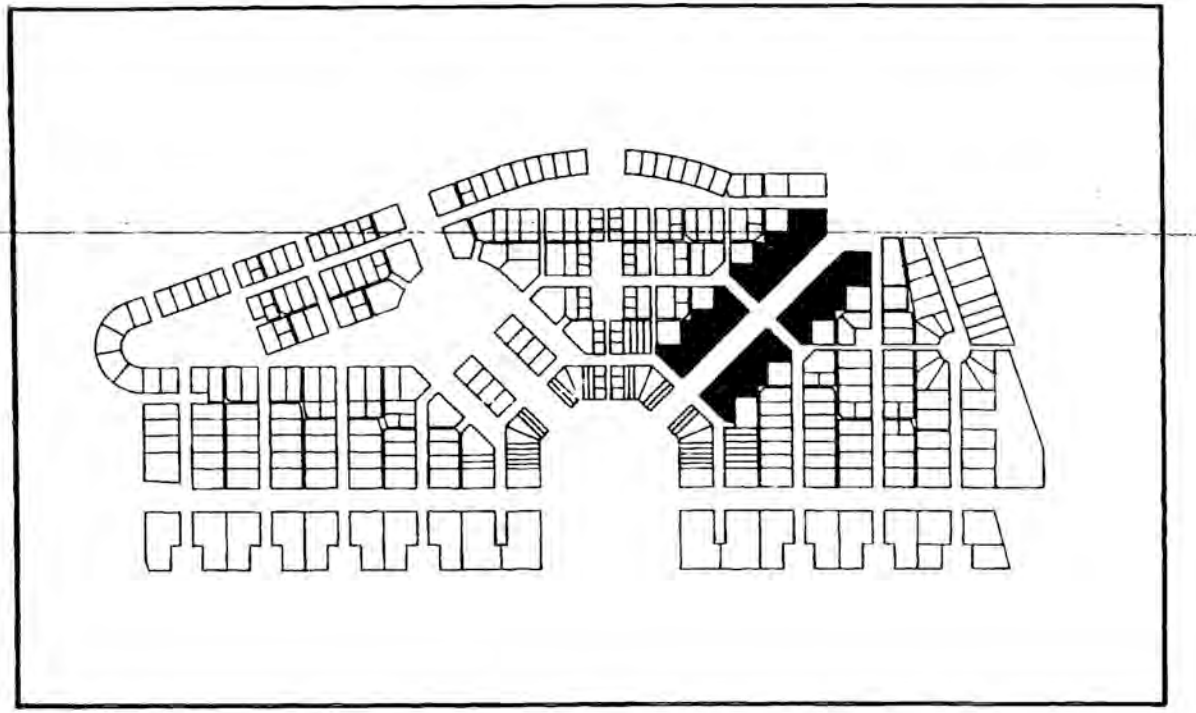


TYPE III

This type generates two uses ultimately determined by lot size and location. Large lots face the service street which is at the rear of the central square buildings. Warehouses will occupy these, probably for automobile repair, storage and workshops. A fire house and a service station will also be located in this zone at lots abutting Route 30-A.

Smaller lots occur along the north-south pedestrian route which connects the church with the central square. These should generate small shops, and it is hoped that a Sunday Market will be housed in these premises.

Type III generates party-wall buildings with few restrictions other than a limit on height.



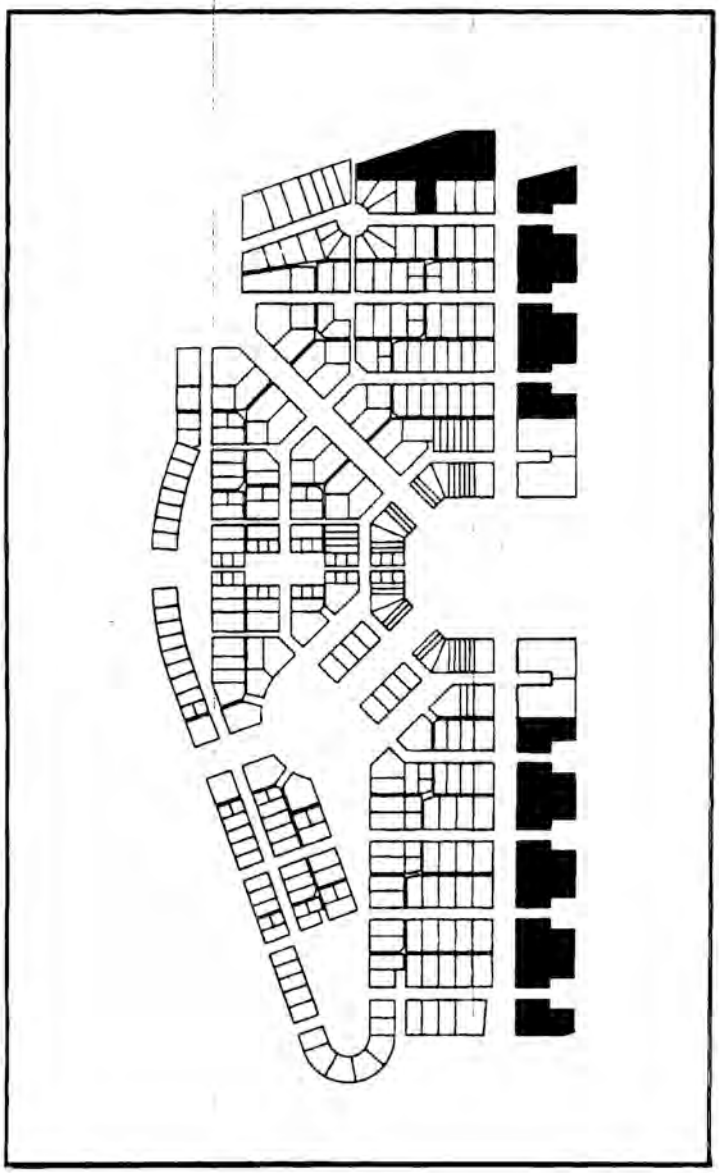
TYPE IV

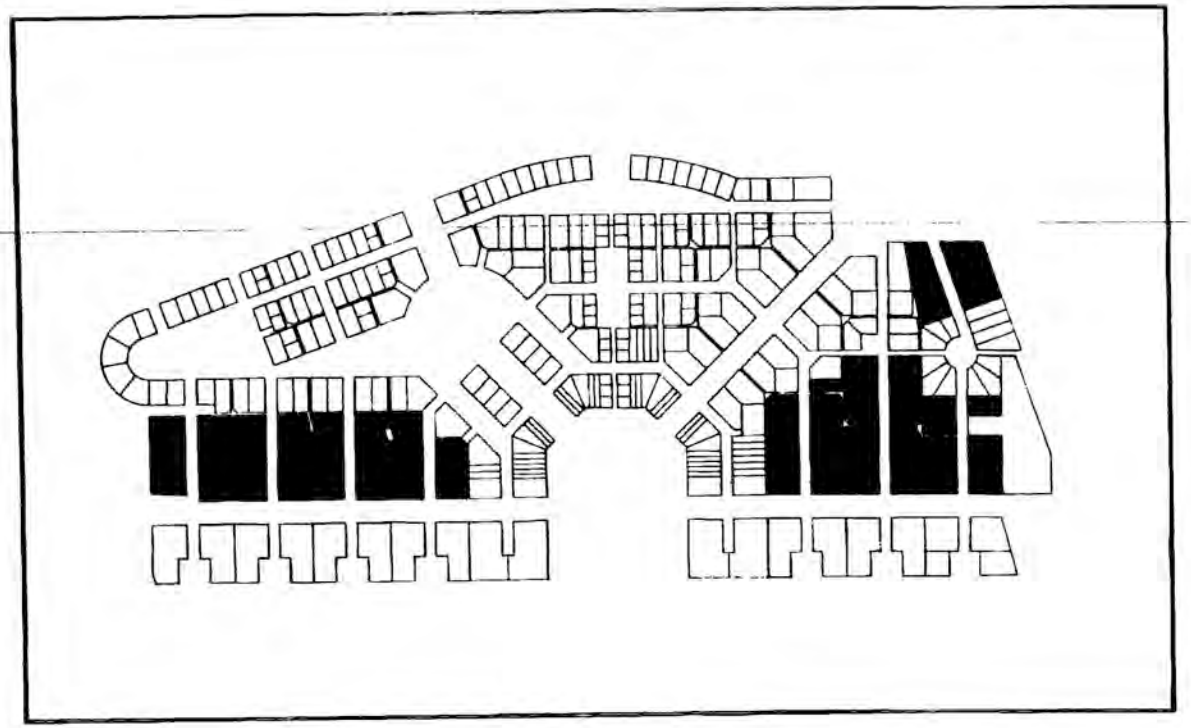
These are large lots which line the avenue connecting the central square to the tennis club. Type IV zoning generates large free-standing buildings with substantial out-buildings at the rear. This type may become private houses, small apartment buildings or bed and breakfast inns. The setbacks on all sides, together with a continuous porch mandated for the street front, should result in buildings of some grandeur.

The prototype is the Greek Revival mansion of the Antebellum South.

TYPE V

This type is a special category for large lots which can contain several buildings. The Seaside Code, like other codes which depend on the street front as the baseline for prescription, is too rigid in its control of site plans several buildings deep. Consequently, there is a minimum of prescriptions and it is required that the lots be planned as coherent groupings, with the provision that the designs be approved by the municipal authority.

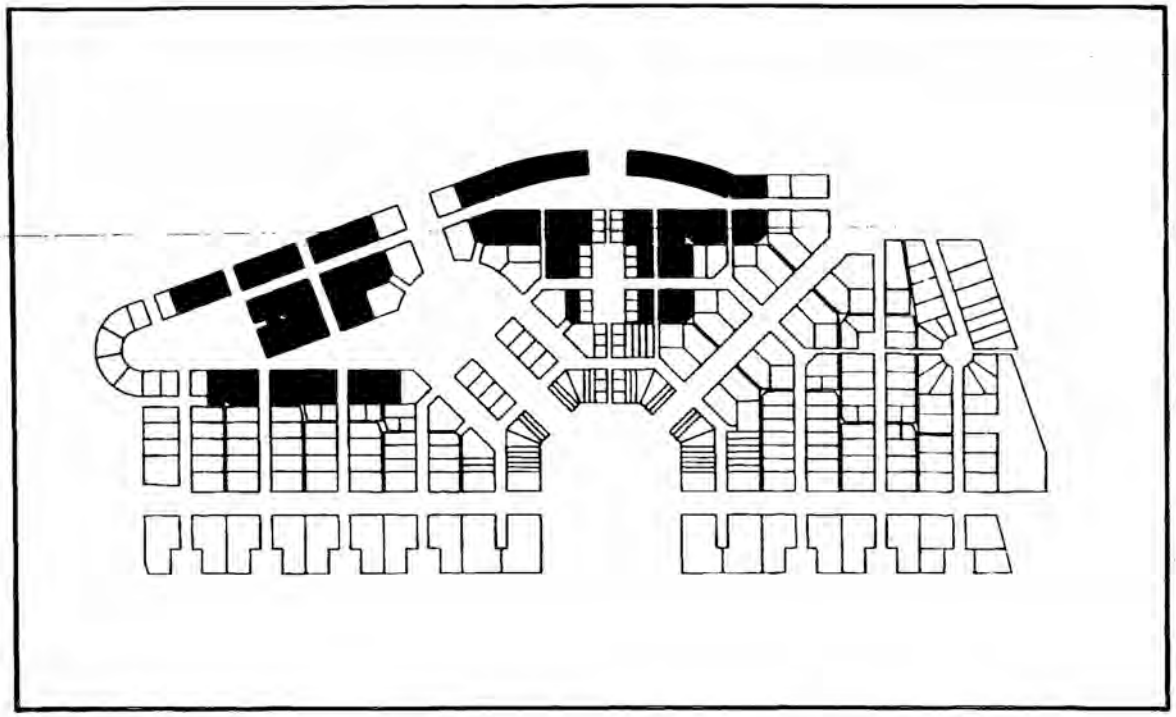




TYPE VI

These lots are the suburban section of Seaside. They occur on north-south streets where there is a view of the sea at the end of the street corridor. Lots become slightly smaller toward the center of town for a gradual increase of density. Type VI zoning generates free-standing houses and encourages small out-buildings at the rear, to become guest houses and rental units. The requirements for substantial front yards secure the sea view for the inland units. Picket fences help to maintain the spatial section of the street which would otherwise be excessive.

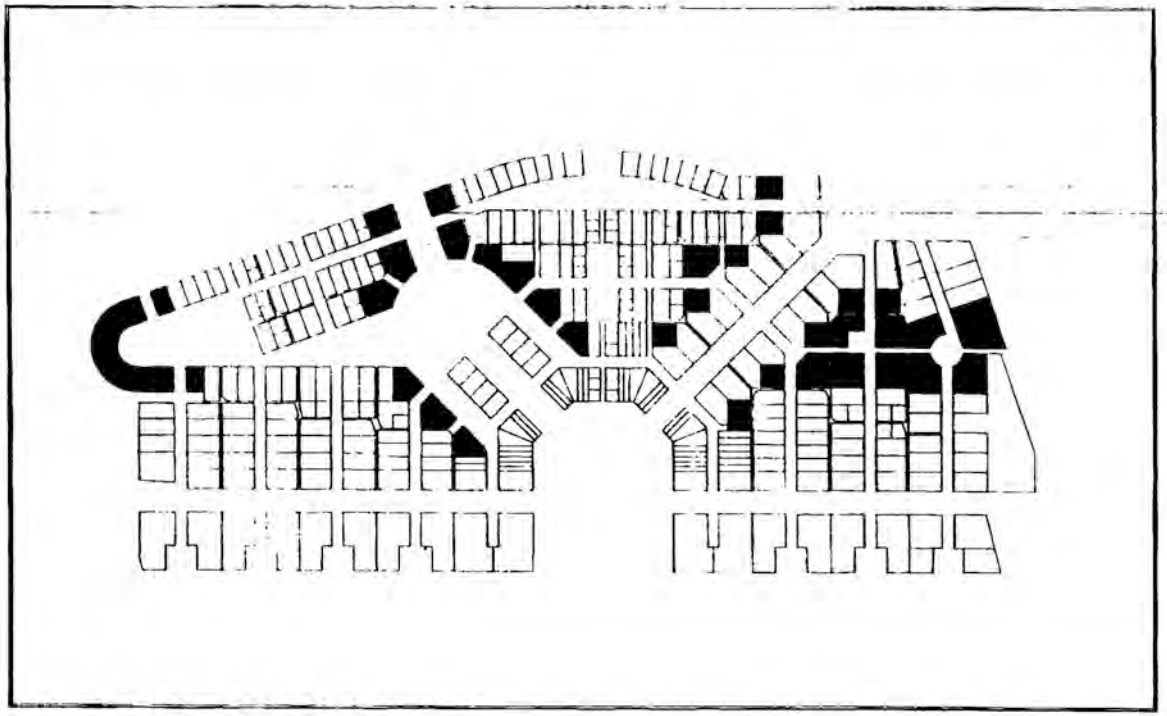
The prototype is found everywhere in the suburban and rural South.



TYPE VII

This type occurs along the east-west streets where no view of the sea is possible. The lots are, therefore, smaller and less expensive. Since a view corridor is unnecessary, the front setbacks are minimal. A zero setback is permitted along one of the side yards so that houses tend to generate private yards to one side.

The Charleston single house is the prototype.



TYPE VIII

This type is dispersed throughout the residential areas of the town. It occurs at locations which require some degree of acknowledgement as gateways or special places.

The Code provisions are more liberal than those of Type VI and Type VII, permitting slightly greater height and freedom of placement on the lot. This provides meaningful variety within the relatively homogeneous residential districts.

URBAN CODE ★ THE TOWN OF SEASIDE
TYPE I
RESIDENTIAL
RETAIL & LODGING
TYPE II
RESIDENTIAL
RETAIL & OFFICE
TYPE III
RESIDENTIAL
& WORKSHOP
TYPE IV
RESIDENTIAL
& LODGING
TYPE V
SPECIAL DISTRICT
TYPE VI
RESIDENTIAL
TYPE VII
RESIDENTIAL
TYPE VIII
RESIDENTIAL
SPECIFICATIONS
YARD
PORCH
BALCONY
OUT-
BUILDING
PARKING
HEIGHT

Extrait du pattern-book de Celebration

THE CELEBRATION HOUSE

As in traditional neighborhoods, the houses of Celebration will mediate between the public and private worlds of its residents.

The back yards will be the focus of the private, family-oriented world.

The Front Facade with its porch, loggia or verandah, will provide a comfortable transition between the resident's private world, and the public, community-oriented world of Celebration. In addition, the Front Facade will help to define the community space of the neighborhood street or square.

The front portion of the house is the most public and visible; therefore, its design needs to be the most responsive to the form of the community spaces and to the character of houses around it.

FRONT FACADE

The **Front Facade** includes all of the facades that are visible from streets or public spaces. The elements of the Front Facade are:

- The **Main Body** of the house which includes the front door and is the largest element of the Front Facade;
- **Side Wings** which are smaller in scale;
- **Porches** which in some case are large wrap-around verandas, side porches or small stoops sheltering the front door.

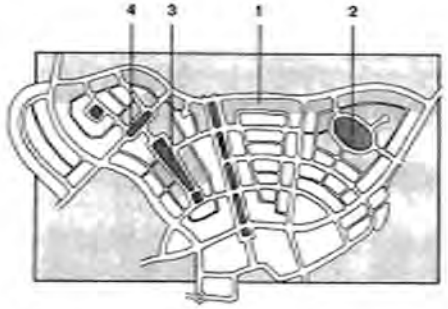
The image of the Front Facade, based on traditional American houses in a variety of architectural styles, is familiar and comfortable. Its windows are large and well proportioned, making a gesture to the street that indicates there are people behind them. They function as the "eyes" on the public face of the house.

BACK YARD

The back yard of the house will be the focus of the private world of the family. Central Florida's climate allows for outdoor living much of the year and provides the opportunity for the kitchen and family room areas of the house to open directly to the back yard. There is space for a swimming pool if desired. Master bedroom suites can be located on the ground floor open to the back yard and pool area. The architectural character of the back yard facades should be consistent with that of the Front Facade.

Most Celebration sites are served by alleys. Garages, trash containers and collection, and other service needs are accommodated at the back of the house. Fences and garden walls can provide privacy for the garden areas, but will be designed to provide a sense of community in the alley spaces as well.

Celebration Village will have four basic lot types: Estate Lots, Village Lots, Cottage Lots, and Townhouse lots. Each of these types creates a variety of community spaces. The diagrams on this page locate the areas where each of the four lot types are found and the community spaces they define.

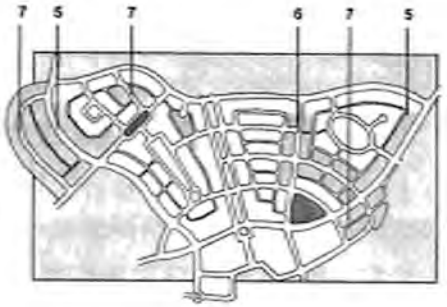


ESTATE LOTS

ESTATE LOTS

Estate lots generally are 90 feet wide by 130 feet deep. A majority are located across the street from some form of public open space. Their character, therefore is open and spacious. The community spaces in Celebration Village include:

1. Golfpark Drive: the edge between the Village and the golf course.
2. Arbor Circle: a natural area with original trees and vegetation.
3. Long Meadow: an expansive, informal green.
4. Hippodrome Park: a formal, landscaped green.



VILLAGE LOTS

VILLAGE LOTS

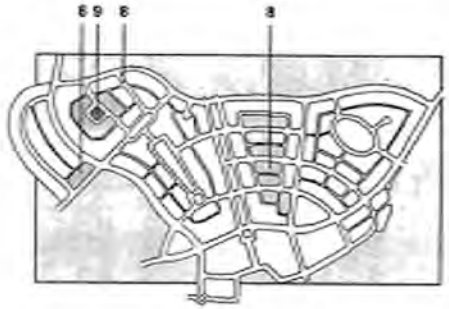
Village lots generally are 70 feet wide by 130 feet deep. They are located on streets of different scales. Their character is similar to residential lots in small Southern towns with spacious front yards and well-scaled houses. The community spaces in Celebration Village include:

5. Residential Drives which are main streets into the center of Celebration Village.
6. Sycamore Street which links the Town Center with the Golf Course.
7. A number of residential streets with a distinct local character.

COTTAGE LOTS

Cottage lots generally are 45 feet wide by 130 feet deep. The character of the lots will be similar to traditional city neighborhoods like those found in Downtown Orlando or Hyde Park in Tampa. The community spaces in Celebration Village include:

8. A series of small-scale residential streets with closely spaced houses and an intimate character.
9. Verandah Place: An informal community green.

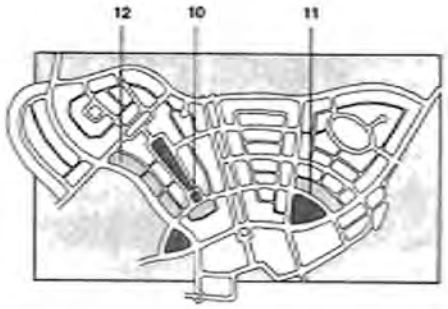


COTTAGE LOTS

TOWNHOUSE LOTS

Townhouse lots are either approximately 30 feet wide by 100 deep feet or 25 feet wide by 130 feet deep. The community spaces in Celebration Village include:

10. Savannah Square: Tall, elegant townhouse facades defining a formal square.
11. Meeting House Green: A crescent of townhouses facing the park-like site for one of the town's worship centers.
12. Academy Row: A dramatic row of townhouses facing the campus of The Celebration School.



TOWNHOUSE LOTS

ESTATE LOTS

VILLAGE LOTS

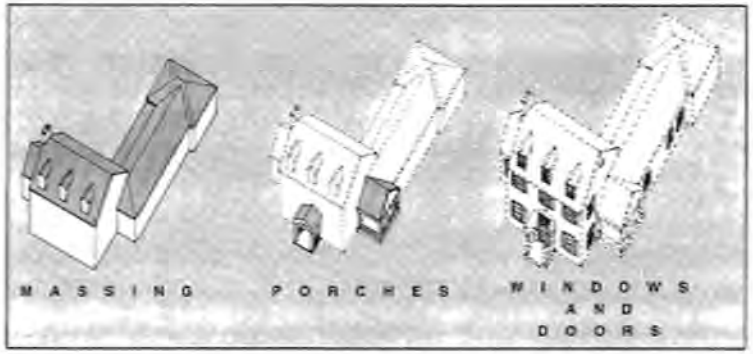
COTTAGE LOTS

TOWNHOUSE LOTS

The Community Patterns and Architectural Patterns have been created to enable builders and architects to build a rich variety of houses in scale with each other that create a series of beautiful streets and public spaces. This illustrative sketch includes front facades from the six architectural styles, placed on the four different types of sites.

The Celebration Pattern Book has two sections:

- ***Community Patterns** which define the principles for placing houses on their sites, and control the basic massing of the houses.*
- ***Architectural Patterns** which describe the principles of each architectural style, and provide the key elements for those parts of the house that are visible from a street or public space.*



COMMUNITY PATTERNS

Once a lot has been selected, the Community Patterns can be determined by the type of lot and the public space on which it is located. For example, if it is a "Village Lot" on Sycamore Street, page B-9 describes the specific conditions on Sycamore Street. General Principles for "Village Lots" are described on page B-7, principles for the alley side of the lot are described on page B-29, general Landscape Guidelines on page B-28, and Plant Resource Guide in the glossary.

The perspective view of the street or space indicates the intended character and massing of the houses.

Each site contains a series of zones in which the various parts of the Celebration House should be placed: The Front Facade is set back to create a **Front Yard**. The **Main Body** of the house is limited to a certain size in order to create a building massing appropriate for the scale of the public space. The **Front Porch** of the house may extend into the Front Yard. Houses located on corner lots shall respond to both streets that they face. The **Side Street Facade** should create a continuous surface consisting of buildings, hedges and fences along the side street.

The plan of the house should be configured in a manner that will allow for formal living areas to be placed towards the front of the house and private rooms to be oriented toward the back yard.

Site guidelines determine the placement and form of garages, fences, and swimming pools and their enclosures. Landscaping, particularly on the public sides of the house should be harmonious with the landscape designs and materials for the streets and public spaces of Celebration.

ARCHITECTURAL PATTERNS

The Architectural Patterns describe the basic principles of Celebration residential architectural styles and provide the key elements for those parts of the house that face a public street or area. Each page describes a particular design aspect of a Celebration House. The small drawing appearing on the right hand side of each page serves as a key to guide the reader through the design process. Dimensions on the pages of the Celebration Pattern Book indicate the proportion and design character. They are a starting point for determining final dimensions and preparing construction documents.

The first page in each style chapter describes the history, character, and qualities of the style. The "key elements" which must be present to create an appropriate example of that style are also identified.

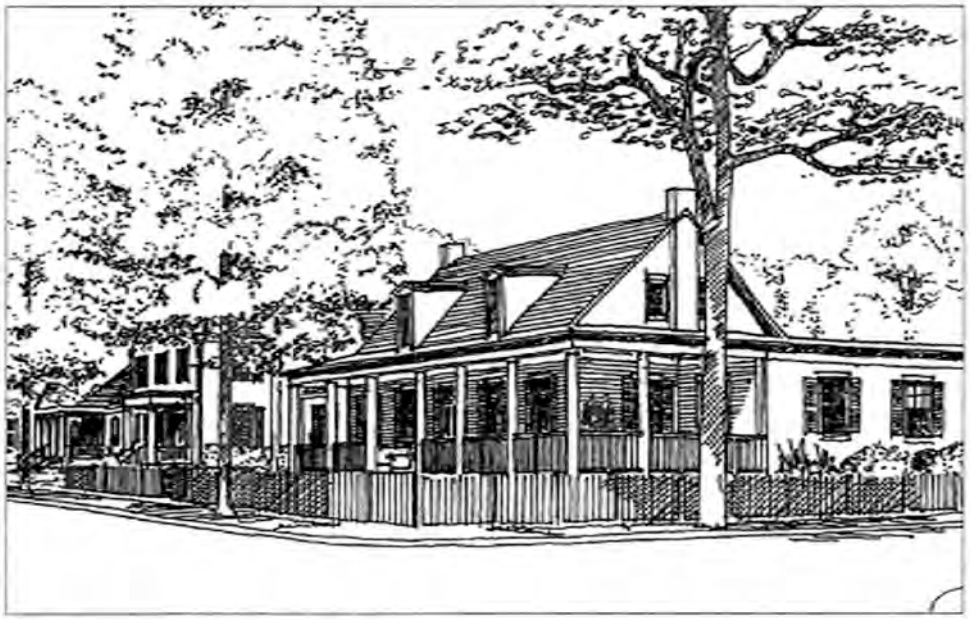
The second page illustrates the basic massing for the house. Each style has its own rules for roof pitch, composition of complex forms, and cross sections. Key details that should be used to ensure the correct massing and proportion of the volume of the house are included.

The third page identifies and details key elements that can be added to the basic volume of the house to enhance its form. Typically, these include porches, loggias, porticos, and balconies that create the particular image associated with a given style.

The fourth page describes the windows and doors. Appropriate window patterns, sizes, and details are presented, together with the principles for placing them on the volume of the house. Other surface elements include shutters, doors, and doorways.

The fifth page identifies the appropriate materials for the house, together with key details and a suggested color palette.

The sixth and final page illustrates a sampling of possible facades that can be created using the elements and materials presented on the first five pages of each of the styles.



The Celebration Coastal style is an interpretation of the types of houses found in the low country regions of the South. It is a mixture of both the Acadian and Low Country styles. The Low Country style developed as an adaptation of American Classical and Colonial houses to the hot, coastal environment in the South Atlantic States. Houses were raised off the ground and deep porches were added to create shade and take advantage of cooling breezes.

The Acadian style was developed by French-speaking people who first migrated to Nova Scotia, but later resettled along the Gulf Coast. With them they brought the rich culture of France, which has been continued their descendants, the "Cajuns". While New Orleans, Biloxi, and other Gulf Coast towns have a strong French flavor, theirs is by no means the only culture to contribute to the Coastal style. It is also a mix of English and Spanish. Much of the "look" also reflects a Caribbean influence. This collage of influences has created one of the most appealing styles in contemporary residential design that is a direct response to the climatic and environmental conditions of the low country regions.

Celebration Coastal will include cottages and two-story galleried houses. Large houses will be built with a series of elements, including the Main Body and Side Wings. The character of these houses will be both stately and informal.

Essential characteristics include:

A. Deep one and two story porches

B. High ceilings with vertical proportions to column bays and wall openings

C. French doors and full length windows with tall shutters

D. First floors raised above the ground

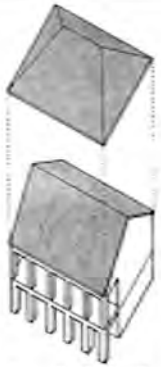
E. An informal relationship among the elements that enables window spacing, dormer placement, and porch bays to each have their own spacing and dimensions.

1 + STORY

Acadian Houses

A deep front porch is recessed within the volume of the house under one roof. (Either gabled or hipped) The pitch is either a constant 10 in 12 or a double pitch roof of 9 in 12 over the main body and 6 in 12 over the porch.

The one and one and one-half story houses are raised off the ground 3 feet and have 16 inch by 20 inch brick piers supporting each column on the front porch. The two story house is typically a one story house raised on full height brick piers. Dormers are added to create a one-and-one-half, or two-and-one-half-story house. Porches can wrap around one or more sides of the house.



2 + STORY

1 + STORY

Low Country House

The Low Country house has deep porches added to the volume of the Main Body. It has a gable roof with a 9 in 12 pitch over the main body, and a 1 in 12 to 2 in 12 pitch over the porch, which appears flat. This porch also wraps around either one, or more sides. On a two-story house this porch can be either one or two stories high.

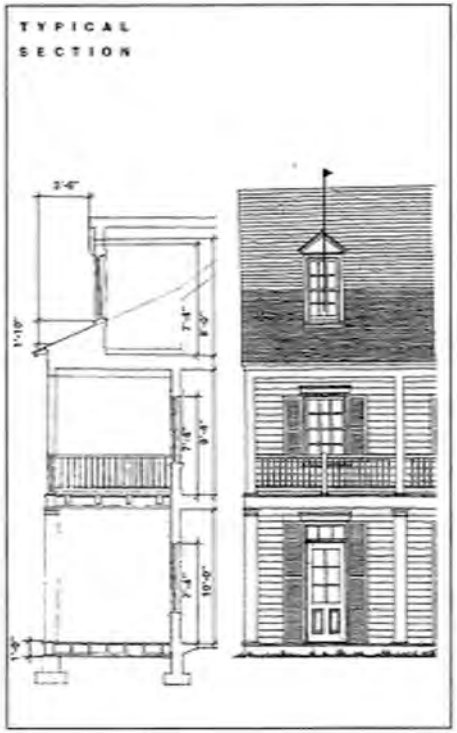
2 + STORY

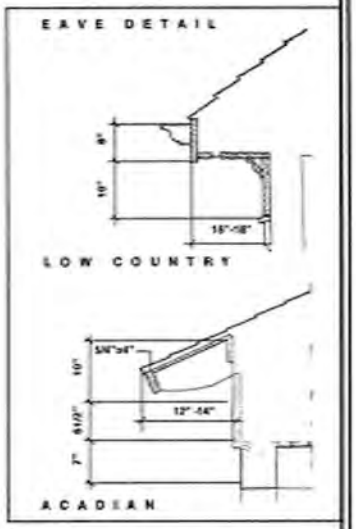
Assembling the Celebration House

The strong form of these houses limits the number of ways in which additional wings can be added. Add-on wings should have similar roof pitches and be treated as separate "additions" to the basic form rather than part of a single complex form.

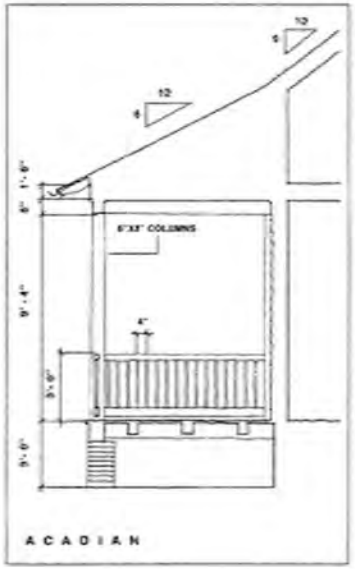
TYPICAL MASSING COMBINATIONS

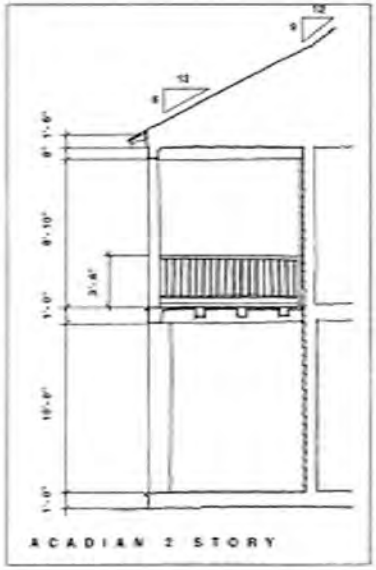
- **Roof Forms**: Gabled or hipped, but in a variety of pitches.
- **Minimum floor to ceiling heights**: 10 feet for the first floor, and 9 feet 4 inches for the second floor.
- **First floor elevation**: 1 foot to 2 feet above the finished grade on a two story house. 3 feet to 3 feet 6 inches above finished grade for a one story house.
- **Door and window openings**: Framed with trim boards and relatively flush with the wall surface.

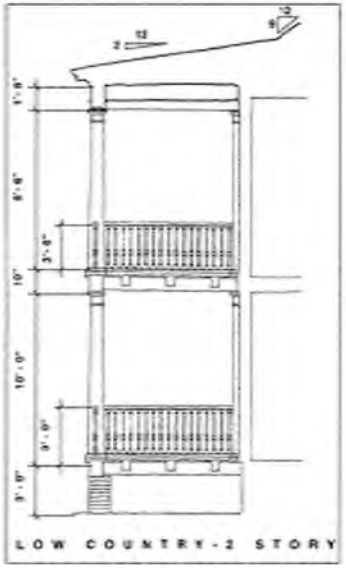


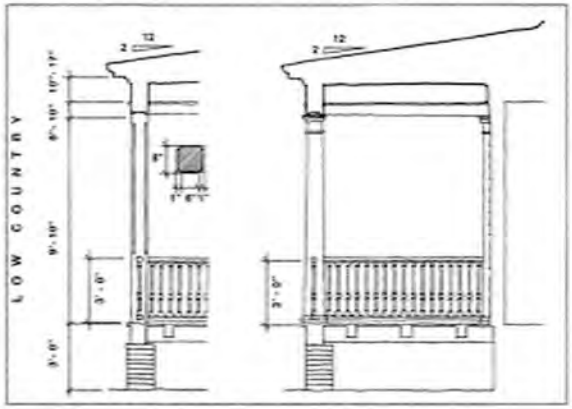


The Low Country type can have a classical eave profile with a bead soffit. Eaves for the Acadian type have exposed rafter ends that are shaped. A frieze board is used below the rafters.









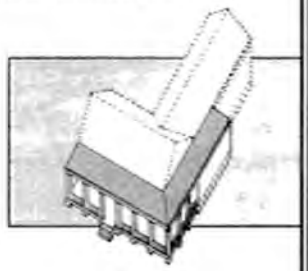
Porches

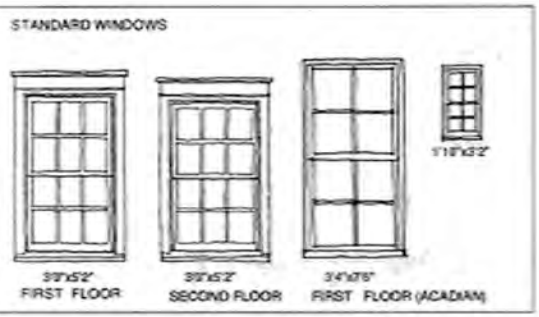
The Coastal porch is symmetrical and runs the full length of the facade. Columns have a regular spacing of between 8 to 12 feet on center. Houses 24 to 36 feet wide have three "Bays" for the front facade length, or five bays for porches that wrap one or two sides.

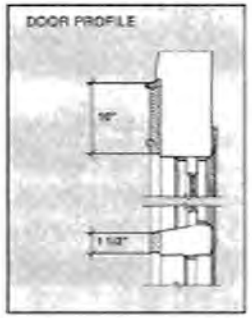
The 40 foot wide house has a five "Bay" porch. The porch can extend beyond the Main Body and wrap-around the sides.

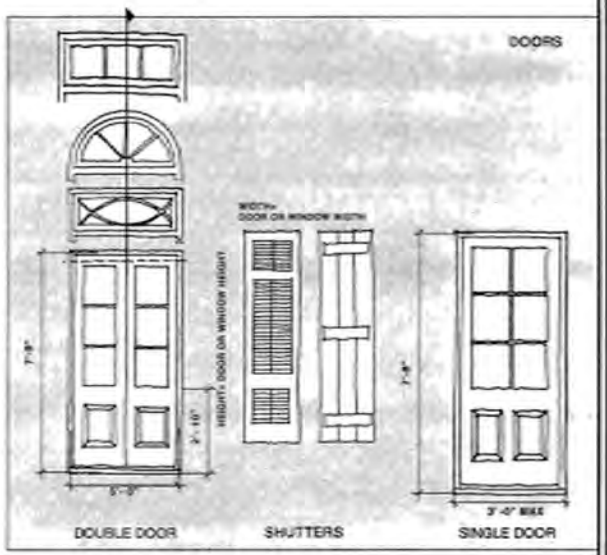
Acadian porches have rectangular columns without trim for one story houses and for the second story columns on two-story houses. The first floor columns two-story houses are more massive with either no detail, or a minimum capital expression. Railings have straight balustrades with intermediate posts for railings over 9 feet in length.

Low Country porches have slender, round Tuscan on Doric columns. Railings can have either turned, or straight balustrades. Both porch types are frame construction set up on masonry piers. The space between piers may remain open without infill.









Standard Windows

All windows are multi-pane in a '6 over 6' pattern with five-eighths inch wide muntins with projecting profile. Small accent windows can be '4 over 4'. Stone or wood lintels over windows and doors are common elements clad in brick or stucco.

Low Country Coastal Houses use 6 over 6 windows with classical trim. (See Celebration Classical, 'Window details)

Windows are the same width on both floors. Both Coastal types use multi-pane doors in lieu of windows on the first floor under the porch. Shutters are common elements for windows and doors.

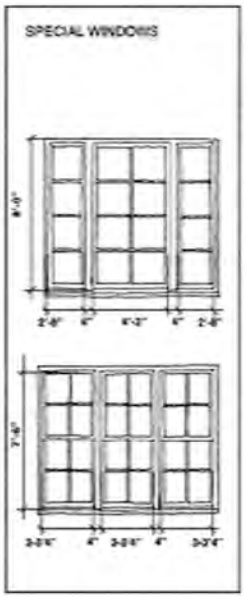
Dormer windows are multi-paned in the '6 over 6' patter. All glass shall be clear glass.

Special Windows

Special windows are variations of triple window units. These windows occur under the porch on the first floor. Triple units are tall and mounted with the sill near the finished floor. Double units made up of two standard windows are often used on side wings. Special windows do not have shutters.

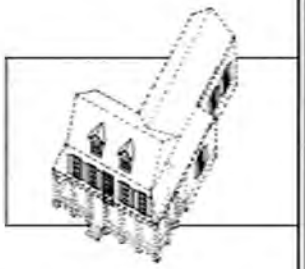
Window and Door Placement:

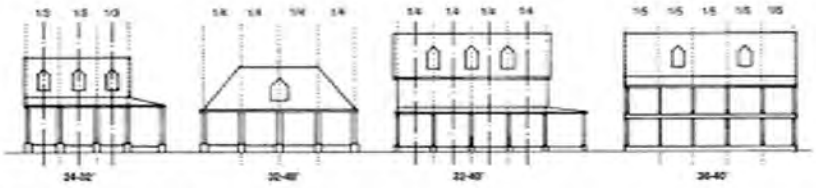
Windows, dormers and doors for Low Country houses are placed symmetrically within '3 bay' compositions for houses 24-32 feet wide and '4 and 5 bay' compositions for houses 32-48 feet wide. Windows, dormers and doors can be placed informally in the Acadian house type.



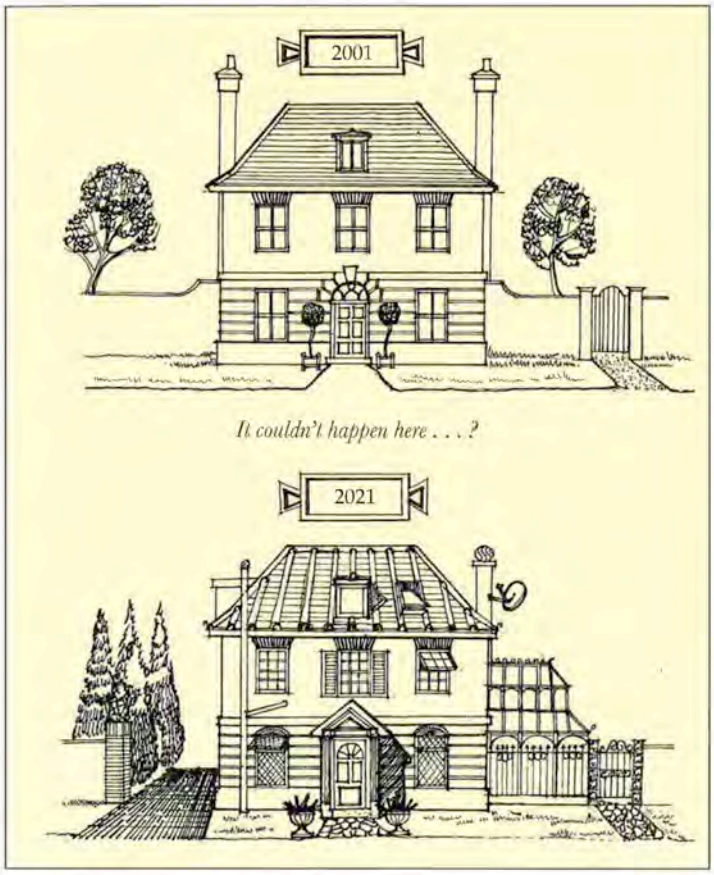
Doors

Coastal doors are multi-pane single and double door units. These typically have a panel expression in the bottom third of the door. Arched or rectangular transoms are often used above doors.





Les lignes directrices de Poundbury



It couldn't happen here . . . ?

1. The Legal and Management Framework

1.1 The purpose of this booklet is to draw attention to the obligations, which are represented by the Stipulations, incorporated into the Legal Transfer and Management Company (Manco) agreement conveyed with freehold properties. Similar Stipulations also apply to leasehold properties. It is intended to encourage 'thought before action'. The detailed advice has been drawn from the Stipulations, with illustrations indicating 'do's and don'ts'. This will help to ensure that the architectural harmony of Poundbury is not disfigured by the type of insensitive alterations which have occurred elsewhere. The cartoon shows what might happen in the absence of restraint and concern for the overall character.

1.2 Attention to detail, within the overall guiding concept, has been the key to successful design and development at Poundbury. Completion of Phase I witnesses the transformation of a construction site to a living, organic community. The conclusion of each rental or sale agreement brings residents into the equation. It also brings the obligation to observe the covenants imposed by the Duchy of Cornwall not to alter or extend the exterior of a property without prior written approval. The Poundbury Stipulations bind all properties, and their owners and occupiers. They regulate the use and appearance of Poundbury. As and when new buildings are completed, purchasers are supplied with the Stipulations, to ensure that they remain fully and effectively enforceable. Breaches of the Stipulations could result in enforcement action and may prejudice the sale of individual properties.

1.3 The Stipulations are enforceable by:

a. the Poundbury Management Companies;

b. the Duchy of Cornwall as freeholder of the leasehold properties at Poundbury,through their Agent, and

c. the owners of properties at Poundbury.

With the completion of Phase I, it is intended that residents, through the Management Company (Manco) will become responsible for administration, and receiving and considering applications for consent to all matters requiring approval under the Stipulations. The application process is described at the end of this guide. Throughout the guide below, Manco (or initially the Duchy of Cornwall) is referred to as 'the Regulator'.

1.4 Manco is also responsible for providing services to maintain the communal land, which includes the garage and parking courts, owned by Manco. Estate roads and footways are adopted by Dorset County Council.

1.5 West Dorset District Council is the planning authority for Poundbury. They have granted planning permission for the construction of each phase of the development, covering every individual building and its use, and use of the land. All matters relating to the construction of buildings and use of land constitute 'development' and as such are brought under the statutory planning process. However, for householders, there is an exemption for minor matters, such as small extensions, which is known as 'permitted development'. Thus, alterations to residential properties in Poundbury, including the construction of small extensions, the removal and changing of windows and doors, insertion of dormer windows on rear roof slopes, erection of porches, or retiling roofs in modern materials, do not require express planning permission. However, this does not exempt the work from control by the Regulator. Such work is covered by the Stipulations and requires prior consent.

2. From First Principles – Extensions

2.1 Every house in Poundbury has been designed to provide accommodation which will meet the needs of householders. However, it is recognised that individual taste varies, and that needs change over time, for example through addition to a family, retirement, or working from home. There may be a perception that more room is required. It may be possible to reorganise internal space, without affecting the exterior of the building. Occasionally, owners may conclude that an extension, or a loft conversion is the solution. There have also been applications to add conservatories to houses, to erect garden sheds, or close-in carports.

a. All proposals for external alterations, loft conversions, extensions, conservatories, garden sheds, or carport infilling will require consent from the Regulator.

The close spacing of the buildings, compact gardens, and overall design concept of Poundbury will strictly limit the scope for such work. In considering such applications, the impact on the integrity of the building concerned will be assessed, together with the effect on neighbouring properties, and the character and appearance of the surroundings, particularly where designed groups of buildings are involved.

2.2 Every property in Poundbury has been designed to address the street. The continuity of frontage is continued by boundary walls to create an urban sense of enclosure.

a. No front projecting extensions, or enclosed porches will be allowed, unless they were part of the original design.

2.3 The terraced configuration of many of the properties will strictly limit the scope for side extensions. In cases where such extensions have been allowed, they have complied with the following principles:

a. the extension is clearly perceived to be subservient to the original building, complementing, not competing with its presence in the street picture;

b. the building frontage line is respected;

c. the form, materials and detailing of the extension match those of the existing house;

d. the extension does not adversely affect the privacy or amenity of neighbouring properties.

This well-mannered extension (right) complements the design of the original house.

2.4 Rear extensions are the most likely to be contemplated, and to be found acceptable. It should be borne in mind, however, that the design of back elevations, and grouping of properties, has been as carefully considered as the fronts. The appearance from the parking courtyards is as important as are the street pictures. To be acceptable rear extensions must comply with the following principles:

a. the extension is clearly perceived to be subservient to the original building, complementing not competing with its overall form;

b. the form, the materials and detailing EITHER match OR complement those of the existing house;

c. the extension does not adversely affect the privacy or amenity of neighbouring properties;

d. the visual impact of the extension from public spaces or parking courts must be substantially reduced by the rear boundary wall of the property, which may require heightening to achieve this (subject to the effect on neighbouring properties or the group).

2.5 Conservatories are widely marketed as home extensions. The plain timber and glass greenhouse has been superseded by elaborate constructions, with angled forms, and elaborate detailing, often in a pastiche Victorian style. While timber conservatories remain available, many are also constructed from UPVC, and can be found in 'do it yourself' warehouses in kit form for self-construction. It is considered that there will be comparatively few properties where conservatories will be an acceptable form of extension. They will be subject to the same criteria of acceptability as extensions generally, and must be:

a. of modest size in relation to the ground floor of the house;

b. not unduly complex in plan, or elevation (tall conservatories with pent roofs are NOT acceptable);

c. of simple design, with windows and other elements of good proportion, to

complement the existing house (elaborate Victorian reproductions are NOT acceptable);

d. of timber construction (UPVC is NOT considered to be a sustainable material within the meaning of the Poundbury Code, but polycarbonate may be approved for roofing, to reduce weight, at the discretion of the Regulator);

e. capable of substantial concealment by the property boundary wall, which may be raised (subject to impact on neighbouring properties or the group – this will also apply to conservatories at the side of houses, as well as at the rear).

3. Building Materials and Details

3.1 Poundbury was designed to use high quality, natural materials, with detailing that reflected the regional Dorset vernacular styles, allied to traditional constructional methods. Every attempt was made to achieve consistently high standards to match those found in the historic towns and villages of the county, and to recapture delight in design. However, it is accepted that some materials, including timber, have not shown the lasting qualities found 100–200 years ago. When building work, including replacement and extension is under consideration, owners will be expected to:

a. repair rather than replace original windows and doors;

b. use replicas for small extensions;

c. build walls in matching brick, stone or rendering;

d. roof in matching tiles or slates.

Poundbury contains numerous examples of simple designs, enlivened by the attention given to the treatment of roof eaves, dormer windows, windows, doors and porches. Anyone contemplating work should study their own property, as well as the way details and materials are handled in comparable situations elsewhere in the development. Due to the variety of treatment, the comments below may not cover all individual situations. If in doubt, ask the Duchy office before finalising your proposals.

4. Walling Materials

4.1 The palette of walling materials gives Poundbury a visual variety, within the overall unity of the local vernacular tradition. Extensions and alterations should enhance, not detract from the character. The following materials are acceptable under the Poundbury Building Code:

a. Stone from the local Hamstone, Purbeck, Portland, or Marnhull quarries.

Stone should be split face rather than sawn and laid as random or coursed rubble. Quoins should be random in size though measuring vertically in multiples of 75 mm where they are to be used with brickwork. On more

formal buildings, sawn stone may be used. Sawn stone also may be used in string courses, window and door reveals and lintel arches.

Reconstituted stone may only be used where agreed with the Regulator.

b. Bricks of types and colours agreed with the Regulator. Generally handmade or stock bricks should be used. Brickwork in external walls should be no less than 215 mm thick and should not include air spaces or settlement joints.

Bricks should be laid in English or Flemish bond. Variants such as Garden Wall bonds will be considered where appropriate. Where a half-brick facing is used in cavity construction, purpose made snap headers or mechanically cut bricks must be used. Special bricks are required for odd angled corners. Stretcher bond is not permitted. The imaginative use of headers coloured differently from stretchers in brickwork or chequer work with stone and brick or flint might be considered where suitable.

c. Rendered dense concrete block. Rendered work should be roughcast or woodfloated to avoid too hard and exact a finish. External corners should be formed in render by hand, not using metal stop beads.

Control or expansion joints in render and brickwork will only be permitted where these can be 'naturally' detailed within elevations (e.g. at changes in material types, behind rainwater down pipes and at steps in building lines etc.)

d. Walls may be built using appropriate combinations of banded stone and brickwork, stone and flint or brick and flint. Flint should be laid as it comes to hand. Knapped work is appropriate only in the most important buildings in the streetscape. Materials where varied should be consistent horizontally. However, particularly in smaller dwellings and in outbuildings, materials may be mixed in a rather more random way.

e. Door and window reveals in brick walls may be rendered in a smooth finish and painted white in more important buildings.

f. Where airbricks are essential to satisfy Building Regulations, these shall be of terracotta, built tile, painted cast iron or unpainted drilled stone.

g. Mortar shall be generally be 1:2:9 white or ordinary Portland cement white lime: washed sand. The silica alumina content of the mortar should not exceed 12% to avoid excessive hardness. Joints should be flush pointed as work proceeds. Mortar joints should not be weather struck, raked, concave or ribbon. Penny struck joints might be used on the more important buildings.

h. Render shall generally be 1:2 hydraulic lime: well graded sharp washed sand. Self coloured renders and paints for rendered walls are to be of types and colours agreed with the Regulator. Although natural through-coloured render is preferred, the right is reserved to approve or disapprove the painting of render in particular cases. The merits of each case will be examined in context of other properties within a group, or nearby.

j. In cases where approval is granted, preference will be given to the 'KEIM' range of environmentally friendly paints, or other approved range.

k. Rendered and painted external building walls should have a 300-600 mm high plinth finish in black bitumen. Alternatively a stone plinth may be used.

l. Bell drop moulding should not be used. Where rendered work joins a plinth a lead flashing should be used.

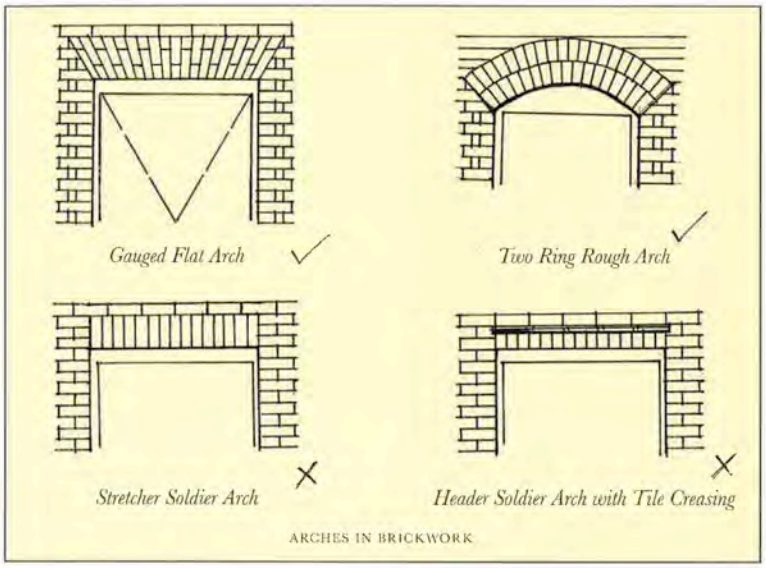
m. Brick walls may be painted with lime-tallow wash. The effect of a build-up of limewash over the years giving a softer, more established look may be achieved by the application of a sand and cement slurry to inexpensive brickwork.

n. Party walls rising above the roof and raised or parapeted gables should be no less than 215 mm thick.

o. Care should be taken to ensure that copings on gables or parapets are neither too thin nor too thick. On raised gables on smaller buildings, the visible edges or copings should typically be 75 mm thick. Parapet copings should show an edge of about 75 mm thick. Copings, generally, should not extend more than 25 mm from the plane of the wall beneath.

5. Lintels

a. Lintels should be true load-bearing constructions in stone, brick, flat tiles or timber. Where brick or stone are used, lintels shall be formed as true arches. Rubbed brick lintels are appropriate only on more important buildings. Rough arches in various forms (particularly the 'justified' rough arch) are suitable in brickwork and should rise through four brick courses. In stone construction, voussoirs should be provided. Soldier arches (flat arches with bricks upright) are not allowed.



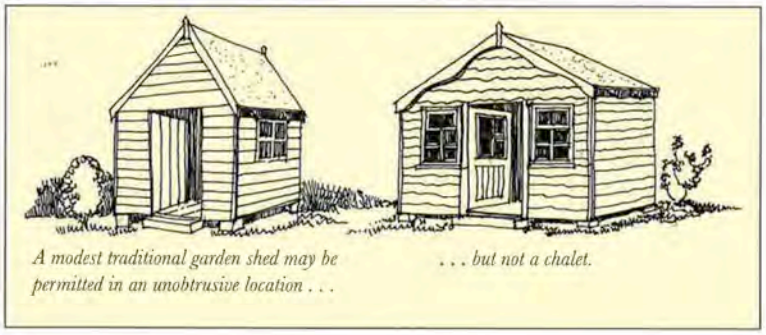
ARCHES IN BRICKWORK

b. Timber (oak) lintels typically 150 mm deep, and with minimum 215 mm bearing on either side of the opening may be used. Use should be made of relieving arches in masonry above timber lintels where loadings dictate.

6. Outbuildings

a. Outbuildings may be timber framed and clad with weather-boarding. Traditionally, however, the buildings of less important dwellings are frequently built of whatever comes to hand and may show a charming variety of materials. Proposals will be assessed on their effect on the context of the building to which they relate, and the overall group.

b. Weatherboard cladding should comprise feather-edged boards approximately 175 mm x 32 mm.


A modest traditional garden shed may be permitted in an unobtrusive location . . .

. . . but not a chalet.

Generally, feather edged boarding should be sawn finished with a plain edge and painted with black tar varnish or beaded on the lower edge of planed boards when finished with dark or white gloss paint. Shiplap boarding is not permitted.

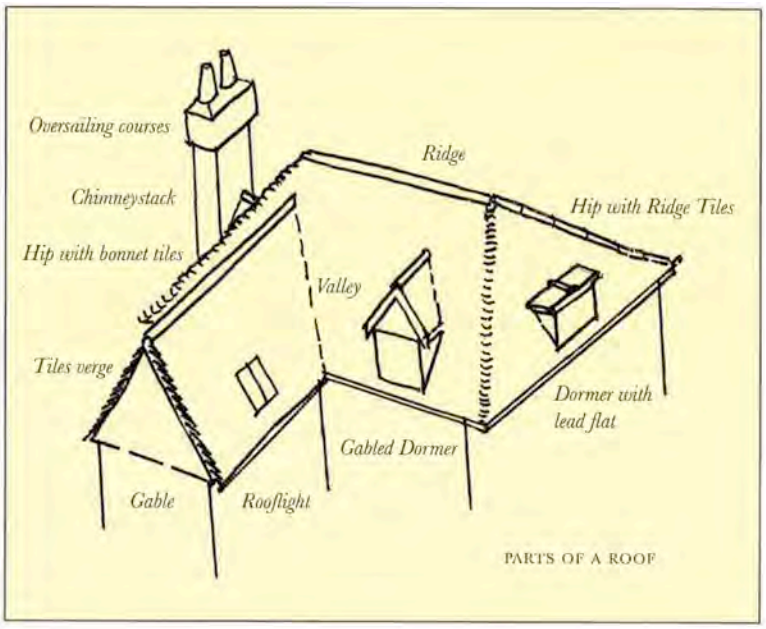
c. Appropriate arrangements for parking and garaging in rear courtyards were provided in the masterplan. In most cases, additional garages would affect the overall design. Proposals for new garages, closing-in of open-fronted carports, or building garages or carports over hardstandings in gardens, will be assessed for their impact on neighbouring properties and on the overall design of parking courtyards. Approval will also be conditional any buildings or structures upon meeting all relevant criteria for building form, materials and detailing. Prefabricated unit garages, flat-roofed plastic-sheeted timber or metal framed carports will NOT be allowed. Parking of caravans, boats or trailers, on ANY property, or in courtyards, is NOT allowed.

7. Roofs

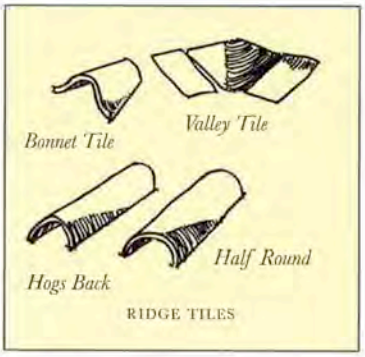
7.1 The variety of roof shape, enhanced by sympathetic materials, with the design and detailing of eaves, verges, hips and gables, is an essential feature of the townscape in Poundbury. Alterations and extensions should add to this richness, and not obtrude with inappropriate detailing or materials. The Poundbury Building Code requires the following:

a. Roofs should be simple and symmetrical, gabled, hipped, half-hipped or mansarded. Abutting single storey roofs may be lean-to. Free-standing sheds, garages or outbuildings shall have hipped or gabled roofs. There shall be no flat roofs, except small lead clad valleys and so forth in complex roofs. Where appropriate, the use of dormers can add interest and character in the roofscape.

b. Roof coverings shall be natural slate, split stone or slate, plain clay tiles, pantiles or Roman tiles. Ridge vents and tile vents are not permitted.



PARTS OF A ROOF



RIDGE TILES

Concrete plain tiles or interlocking tiles are not permitted. Correctly detailed lead flat roofs to dormers may be acceptable.

c. Roof pitches will vary according to the type of roof covering and will generally range from a minimum of 30 degrees up to 60 or 65 degrees. Pitches of 45 degrees should be avoided as they produce roofs which are 'ineffably dull'.

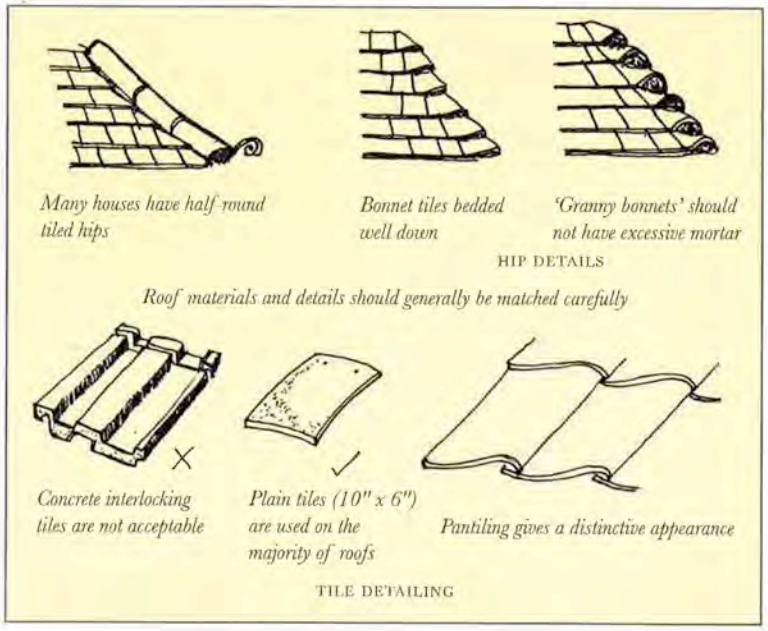
d. The local treatment of eaves relies heavily on one or two corbelled courses of brick or stone immediately beneath the roof with a very shallow overhang, rarely exceeding 75 mm. In those instances where the rafter feet are visible they should be shaped or splayed.

e. Fascias with boxed soffits will NOT be permitted. Gutters should be mounted directly on the face of the walls on brackets OR attached to sprockets or rafter feet. Exposed timber shall be painted black or treated with black preservative. Plastics and UPVC are not acceptable for visible roof components, except where specifically approved by the Regulator.

f. Roofs of plain tiles should use sprockets or tilting fillets. These flatten the roof pitch immediately above the eaves. Slate or Bridgewater tiles will not need them. Stone clad roofs may need sprockets. Where applicable, eaves to be sprocketed 5 degrees shallower than main roof, but never less than 40 degrees.

g. Traditionally, roofs in the district were often provided with two courses or so of heavy, split stone tiles at the eaves, presumably as a precaution against the eaves being torn away by high winds. This would be an attractive and authentic detail to reproduce. Stone tiles for eaves courses shall be of natural stone or Bradstone reconstituted stone.

h. No overhang of more than 50 mm will be permitted at verges except on gabled dormers where 75–100 mm may be appropriate. Except on certain nineteenth century houses, barge boards are not a local feature, although the technique of bringing plates, purlins and ridge board past the gable wall to pick up the final rafter outside the line of the gable is very common. This is finished so that the battens are cut off level with the outside face of the final rafter and batten ends covered by a length of architrave moulding nailed to the face of the rafter, under the edge of the tile or slate. Care should be taken to ensure that the face and underside of the last rafter are planed for painting if this method is to be used. In plain tile work, the plane of



the roof should be lifted at the ridge by the use of a batten nailed along the top of the last rafter.

j. The use of a raised or parapeted gable is common. Except on some individual Victorian confections, deep verges are almost unknown, and should not be used.

k. For detailing of hips, half round ridge tiles, bonnet tiles or lead-roll hips may all be acceptable depending on context. If bonnet tiles are used, they should not be unduly packed and raised with thick mortar pointing.

l. Dormers should be carefully designed and built to suit the roof they sit within and the materials used. Needless bulkiness can be avoided by using lead on hips and ridges on hipped dormers. Dormers, unless they rise from the fabric of the main wall of the building, are invariably of timber construction. If the dormer roof is gabled rather than hipped the verge should be made disproportionately deep, perhaps 75 or 100 mm to give a deeper shadow, the tile battens running past the line of the gable end. A slight lean outwards or two degrees of the dormer gable (a form of entasis) will help prevent a dormer looking as though it is leaning back into the roof.

In considering whether dormers are acceptable, the degree of additional overlooking will be assessed by the Regulator.

8. Rooflights

a. Small traditional 'conservation type' rooflights may be acceptable in inconspicuous situations, but not on front or visually prominent roof slopes, particularly where they might disrupt a group or design, or create an unfortunate precedent. Modern rooflights, in deep frames, which break up the line of the roof plane are NOT acceptable.

b. When rooflights are permitted, when joining dormer windows to the existing roofscapes, or weathering new parapets, the appropriate weight of lead should be used. Correct detailing should be used, to tuck valley flashings and soakers beneath the adjacent tile or slate margins, which should be raised on battens to enable this. Modern lead composition or substitute materials are not acceptable for flashings.

9. Rainwater Goods, Gutters and Plumbing

a. Rainwater goods should generally be in cast-iron or aluminium painted black. It is recognised that some houses were built with Black UPVC gutters and pipes. Where such properties are extended, or when such goods require renewal, encouragement will be given to use cast-iron or aluminium replacements. Gutters shall generally be half round or ogee profile. Hopper boxes on fronts of parapeted houses shall be cast-iron or aluminium.

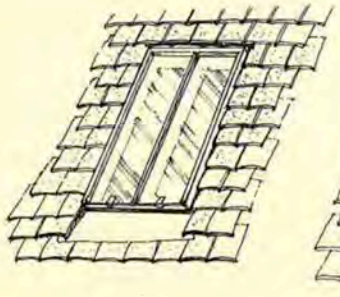
b. Where there are no gutters, there shall be provided, at the foot of external building walls a French or perforated drain, set in a ground bed, approximately 600 mm x 600 mm.

c. Flue terminals and extract ventilation terminals will not be permitted in walling on front elevations, or elevations facing public areas.

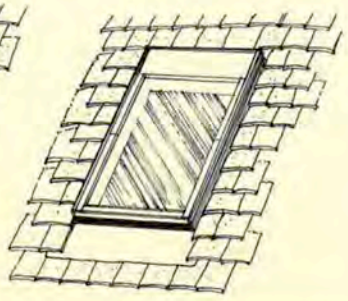
d. Vent stacks should be enclosed within chimneys. Where this is not practical, vent pipes should be clad in lead where they emerge above roof slopes, or should be terminated within the roof space by an air admittance valve wherever acceptable to Building Control officers of West Dorset District Council.

10. Chimneys

10.1 Virtually every house has been designed to incorporate at least one chimney. These are not only functional, but their design adds to the characteristic traditional silhouettes of each building or group. The Poundbury



A 'traditional pattern' rooflight fits snugly among the tiles of the surrounding roof. They may be permitted, depending on number, size and visual impact.



Modern pivoting rooflights project above the surface of the roof, and their individual glazing is visually disruptive. They are not permitted.

Building Code requires that:

a. Chimneys should be of brick and rise generously above roofs. If the building regulation stipulation that height should not exceed four and a half times the minimum width at roof level is likely to make for an unduly squat appearance, the stack construction should be reinforced. Chimneys should not appear inappropriately stout or dumpy. The tops of stacks should be finished with corbels and oversailing courses. The configuration of this corbelling should be varied (but not obsessively) within the range of local tradition. It should be noted that the elaboration appropriate to a larger building will not necessarily be best suited to the smaller. Chimney pots come in a variety of sizes and forms – honey pot, roll top, plain tapered, octagonal, cannon heads etc. Judicious mixing will give a feeling of the collective roofscapes having evolved.

b. All existing chimneys were designed with appropriate construction. Permission will NOT be given to demolish chimneys. If a comprehensive repair should become necessary, then a replica of the existing chimney must be built, complete with corbels and oversailing courses, and pots to match.

11. Windows

11.1 Windows have, appropriately, been characterised as the eyes of a building. Their size and shape, relation of void to solid, their subdivision, including the pane size, and proportion, related to glazing bars, is critical to the success of the overall design and appearance of the building. The original buildings were designed with harmonious proportions, particularly the more formal landmark houses,

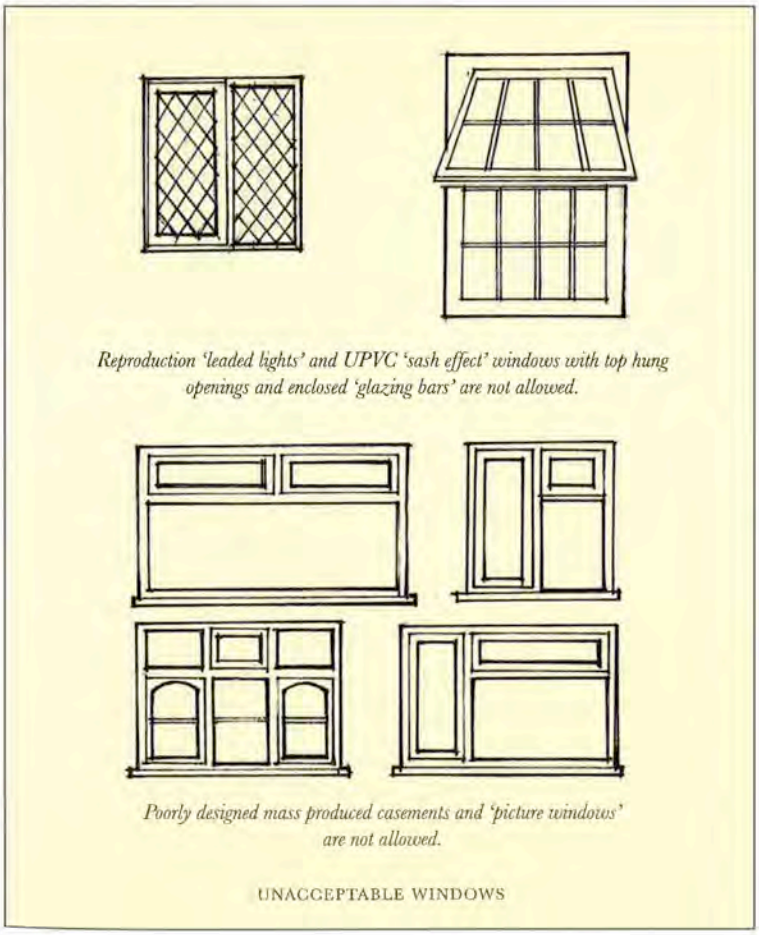
where proportions were related to the 'Golden Mean'. There will be a presumption in favour of repairing rather than replacing existing windows. If replacement is necessary, then a replica of the existing window will be required. The replacement of even a single window, by an unsuitable type, could mar an entire group or street picture. Where extensions are involved, the windows should match, or be in harmony with the existing, particularly when publicly visible.

a. In new extensions, alterations, or when replacing windows, stained timber, UPVC, aluminium or plastic-coated timber frames will NOT be permitted. Pivot windows, and windows with asymmetrical subdivision will NOT be permitted. Windows with 'clip on' or integral glazing bars are NOT permitted.

b. Except where leaded lights in iron casements are used in hardwood timber frames, windows and doors shall be built entirely of timber and painted.

c. Windows shall be of the rise and fall sash or side hung casement type. Outward opening casements may be used on the ground floor only if, when fully opened, the window remains within the private margin.

d. Overall window aperture proportions should normally range from 1:1 to 1:3 (ratio of horizontal to vertical dimension). Window panes



Reproduction 'leaded lights' and UPVC 'sash effect' windows with top hung openings and enclosed 'glazing bars' are not allowed.

Poorly designed mass produced casements and 'picture windows' are not allowed.

UNACCEPTABLE WINDOWS

shall be approximate to the Golden Mean on vertical axis, based on a horizontal to vertical ratio of 1 to 1.414 (see leaflet C, Glossary). Individual panes in differently proportioned doors and windows should be related to their proportions. Generally glazing bars shall not exceed 18 mm finished width. Timber beads to have a small moulded profile.

e. Window cills built-up from layers of plain tiles or by setting bricks on edge at an angle will NOT be permitted.

f. Bay windows should be habitable spaces carried to the ground. Oriel windows will be a matter for approval by the Regulator, and generally will be permitted only when appropriate to the overall design context and layout.

g. All windows are to be double-glazed either with sealed units or by secondary glazing. French doors and window panes below 800 mm above floor level are to be provided with laminated safety glass. Windows to bathrooms should NOT normally face the street. They should NOT have obscured or patterned glass. All glass should be clear. Patterned reproduction leaded lights, plain or with coloured glass, will NOT be permitted.

h. On brick and stone buildings, window reveals should be a minimum 75 mm where a subcill is used, and minimum 50 mm where there is no subcill. Door reveals shall be minimum 75 mm which may be achieved using smaller hardwood cills with subcills.

j. Windows shall be placed no closer than 900 mm to the centre line of the nearest party wall or to a corner of the building.

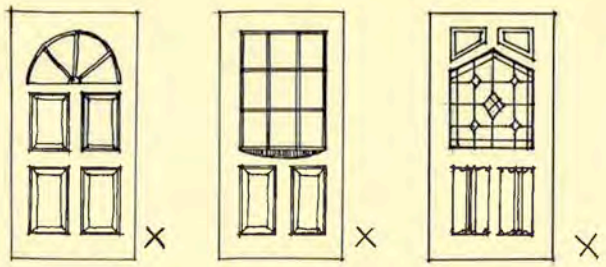
k. On timber-framed buildings, window and door frames should be fixed so that the cladding, weather-board, rendering and so forth will finish flush. The join is then to be covered with an architrave moulding. The heads of these windows and doors, if the door is not to have a canopy and the window is not immediately under the eaves, should be provided with a pentice board.

l. Windows shall generally be painted white, doors white or dark gloss. A range of suitable colours may be specified by the Regulator. In timber framed buildings, where windows are installed with their frames flush with the outside of the building, the window or door frames and their surrounding architraves may be painted a colour other than that of the weatherboarding or render.

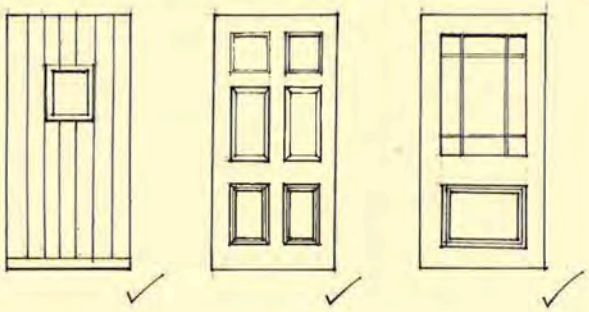
12. Doors and Porches

12.1 All doors have been designed to be in character with the properties to which they relate. There will be a presumption in favour of repairing, rather than replacing existing doors. This is particularly important where grouped houses are involved, with a uniform overall elevation. The replacement of even a single door, by an unsuitable or over-elaborate modern type, could mar the harmony of a group or street picture. Where extensions are involved, the doors should match, or be in harmony with the existing, particularly when publicly visible.

a. External doors shall be single or double, and of a pattern approved by the Regulator. Historical door patterns are only allowed as true imitations in form, construction and proportion. This equally applies to fanlights.



UPVC timber, varnished hardwood or moulded metal doors, with incorrectly detailed panels, leaded light or fanlight inserts are not acceptable.



Authentically detailed and constructed painted softwood doors include six panel types - the top two may be glazed, battened cottage doors with a glazed panel and half-glazed types, with margin glazing.

b. Varnished hardwood doors will NOT be allowed, even if authentically constructed.

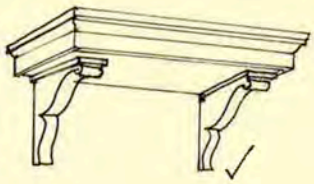
c. Moulded or pressed UPVC or metal doors will NOT be allowed.

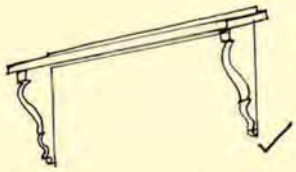
12.2 Porches and door hoods have been designed as integral elements in each existing building and group. There will be a presumption in favour of retaining the existing, unless it can be conclusively demonstrated that a variation would enhance the building concerned, without disrupting the group or townscape harmony. The guidance on porches is also applicable to verandahs and loggias.

a. The addition of enclosed front porches to existing buildings will NOT be allowed.

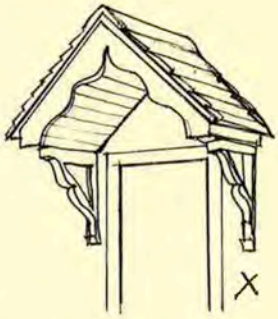
b. Projecting porches or door hoods shall not unless specifically permitted, extend into the pavement zone and must be of an appropriate traditional style.

c. Columns, posts, piers and brackets shall be of hardwood or treated timber, stone, brick or cast-iron.





Well detailed painted softwood canopies and hoods can add individuality, but their impact on grouped designs will be carefully assessed.



Over elaborate bracket hoods, especially 'one piece' UPVC types, will not be allowed.

Enclosed 'sentry box' projecting porches are not allowed. This example shows a clumsily detailed roof with crude barge boards, and incorrectly detailed UPVC doorcase, a pressed metal door with integral 'fanlight', and an incongruous sidelight with a tiled cill.

Open sided and fronted porches may be acceptable if the design complements the existing house. This example has a correctly detailed lead roll roof, open sides, black painted iron trellis supports and has retained the original front door.

d. Care should be taken to match the size of timber in posts, brackets and so forth with their function. In garages, posts should not be less than 150 mm x 150 mm. On verandahs, posts should be slimmer, the appearance of comparative delicacy will be enhanced by chamfering corners.

e. Posts and brackets used on domestic buildings shall be painted. Elsewhere, there may be a case for the use of black tar varnish, at the discretion of the Regulator.

f. Columns, verandah and porch openings (intercolumnations) shall be a vertical approximation of the Golden Mean. Columns shall be Doric or Tuscan orders with correctly and authentically proportioned entablatures. (see leaflet C, Glossary)

g. Masonry piers shall be no less than 450 mm thick and built in English or Flemish bond.

13. Subsidiary Elements

13.1 Small features added to a building or placed within the gardens, can, if done without sufficient care or attention, mar the appearance of the building or its setting. Good design, or unobtrusive siting can often overcome problems.

a. The following items are specifically FORBIDDEN:

Bubble skylights, prefabricated accessory buildings, permanent plastic sunblind/awnings, plastic commercial fascias and lettering and internally illuminated fascias and signs.

b. The following items shall NOT be located such that they will be visible from the street:

Clothes dryers, meter boxes, air extractors, dustbins, rooftop solar collectors.

c. No waste or soil pipes may be attached to the exterior of any house. Combined internal systems of drainage are to be used.

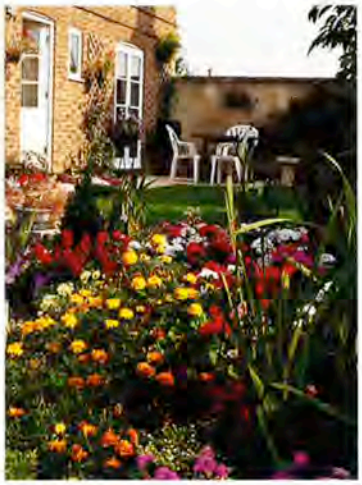
d. Housebuilders will provide a communal aerial systems serving each phase of the development. External individual television aerials and satellite dishes are NOT permitted.

13.2 House numbers and street names are consistent in position and design so that they are readily identifiable, particularly by emergency services. They are the responsibility of the Duchy of Cornwall, and developers will be required to conform with the Lettering Guidelines (see leaflet A). Many householders have already added individual house name panels, reinforcing the individual sense of identity within Poundbury. Householders are encouraged to discuss their requirements with the Duchy office before taking action.

14. Poundbury Walls, Fences and Gardens

14.1 The treatment of boundaries between individual properties, and between public and private realms is not an afterthought, but is integral to the overall design of Poundbury. The Poundbury Building Code sets out the requirements for new buildings, which is also applicable to alterations and repairs.

a. All boundary walls built with the intention of providing privacy between adjoining gardens and between gardens



and public highways/access ways shall be no less than 1.8 m high and rarely exceed 2.1 m high. Walls should be at least 215 mm thick, or buttressed by piers at regular intervals where half brick walls are permitted.

Generally garden and boundary walls on sloping sites should be built in running courses, if sufficiently long, or with sloping copings on shorter lengths, such that the height of the wall is kept within the limits noted above. Stepping in the wall should be avoided.

b. Garden walls need not conform to the same type of construction as the buildings they adjoin, although a wall adjoining a more elaborately constructed building should itself reflect the quality of construction. Large expanses of brickwork may be relieved for example, with bands of flint, or horizontal bands, say of flint or stone or flint and brick.

Flint should be used as it comes to hand. Coursed flint, using rough, first-sized stones in courses which conform to the block bonded brick piers of the wall, requires enormous numbers of flints approximately matched in size and, though attractive, is very time-consuming.

c. Masonry, brick built and rendered garden walls shall be capped with a stone coping.

d. Garden gate and pergola piers shall be no less than 450 mm wide. Where heavy gates are to be hung on hinges in

brickwork, they should be in stone blocks built into the piers.

e. Wooden fences providing privacy shall be minimum 1650 mm high and of vertically lapped 175 x 25 mm feather edged boards on timber posts, with three horizontal rails. Timber palisade fencing may only be used to separate adjacent domestic rear gardens. Woven panels of wooden fencing are NOT allowed. Open, stock-proof fences on to farmland should be 1200 mm high and of three rails on timber posts. Boarded fences should be treated with dark creosote.

f. Garden gates shall be built of painted timber, mild steel or wrought-iron, to a design approved by the Regulator.

g. Private pavements adjoining the public pavement shall be hard landscaped with cobbles, stone or brick, or soft landscaped with gravel or planting in soil pockets, or a combination of these.

h. Private pathways, visible from the street shall be of gravel, stone or brick construction.

j. Formal gardens shall be fenced off with iron railings on a low wall. Cottages in outlying parts of Poundbury might use simple picket fences.

k. Existing trees have been planted to complement the urban character of the buildings and enclosed public and private outdoor spaces. Additional planting of appropriate indigenous species, should be preceded by arboricultural advice on height, rate of growth, spread of canopy and roots. Hedges should be of an appropriate indigenous species, and be trimmed regularly to avoid loss of light to neighbouring properties. Cuppressus Leylandii, or similar fast growing species are NOT appropriate.

l. Gardens at Poundbury are generally compact, appropriate to an urban situation. Successful designs depend on soil, orientation, and microclimate, including overshadowing by adjoining buildings and boundary walls. Within Phase I many ingenious paving and planting schemes have evolved, some providing outdoor rooms, extending the living space within the houses. Pergolas and trelliswork have added a vertical dimension, colonised by climbing plants. The most successful gardens have taken simple themes, such as paving outside living rooms, or access paths from garden gates, and have planted around these, avoiding breaking up a small area into too many disconnected pieces.

15. Business and Commercial Premises

15.1 Poundbury is designed as a living and working community, not a dormitory suburb. The shops, café and public house in Pummery Square, the Enterprise Centre, and workshop units in Burraton Square, are examples of the intermingling of business and

The Enterprise Centre

Buraton Square Shops, and Octagon Café (below)

commercial activity with the predominantly residential buildings of Phase I of Poundbury. This principle is fundamental to the planning of the community, and will be followed through in succeeding phases of development. Today, and increasingly in the future, the culture of enterprise will often begin in the home, with moves to purpose-designed units or shops, as business expands. The design and servicing of houses recognises the increasing demands for flexible living arrangements and working from home. However, this does not mean that the Regulator will permit a free for all. Working from home is only acceptable so long as the domestic character of the property is not compromised.

a. Working from home requires permission from the Regulator. Applicants must demonstrate that this activity is, and will remain, ancillary and subsidiary to the domestic use of the property as a residence.

b. No business plates or signs will be permitted on residential properties.

15.2 The lessees and occupiers of all business premises and shops are subject to the same controls as are those of residential properties. The design of shopfronts and business signs is strictly controlled, and is subject to the observation of Seven Principles, itemised in leaflet B.

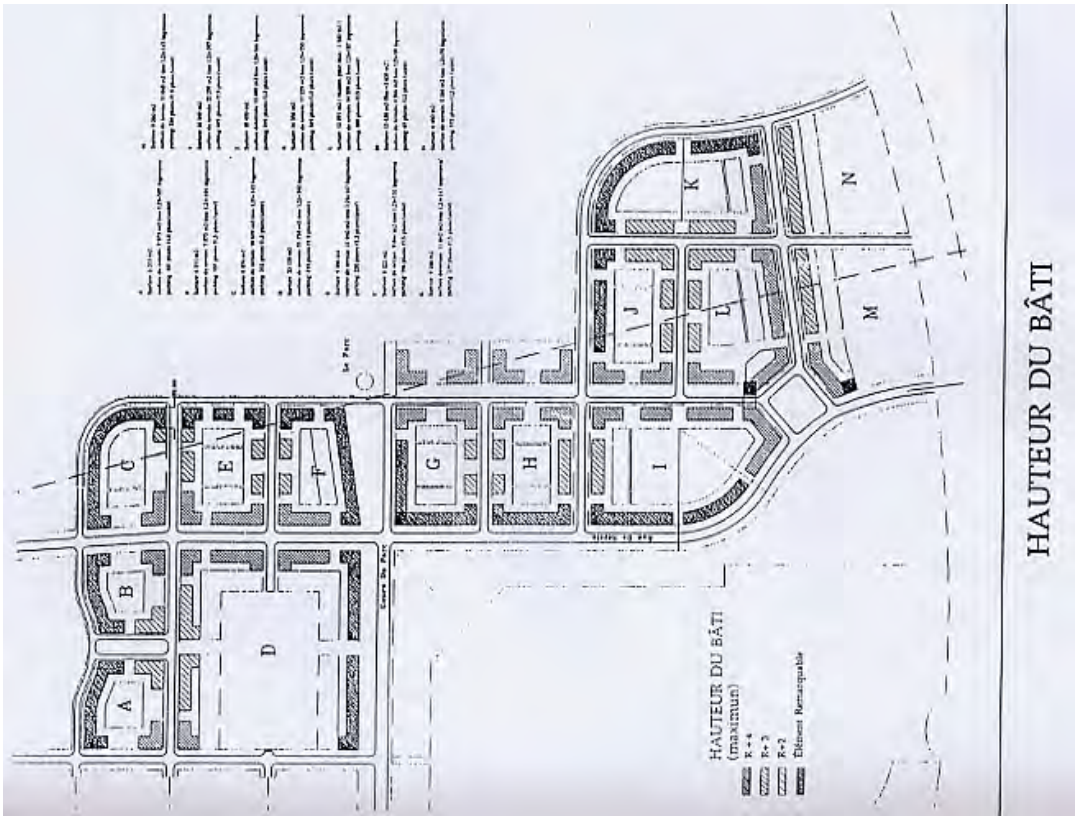
16. Accessibility

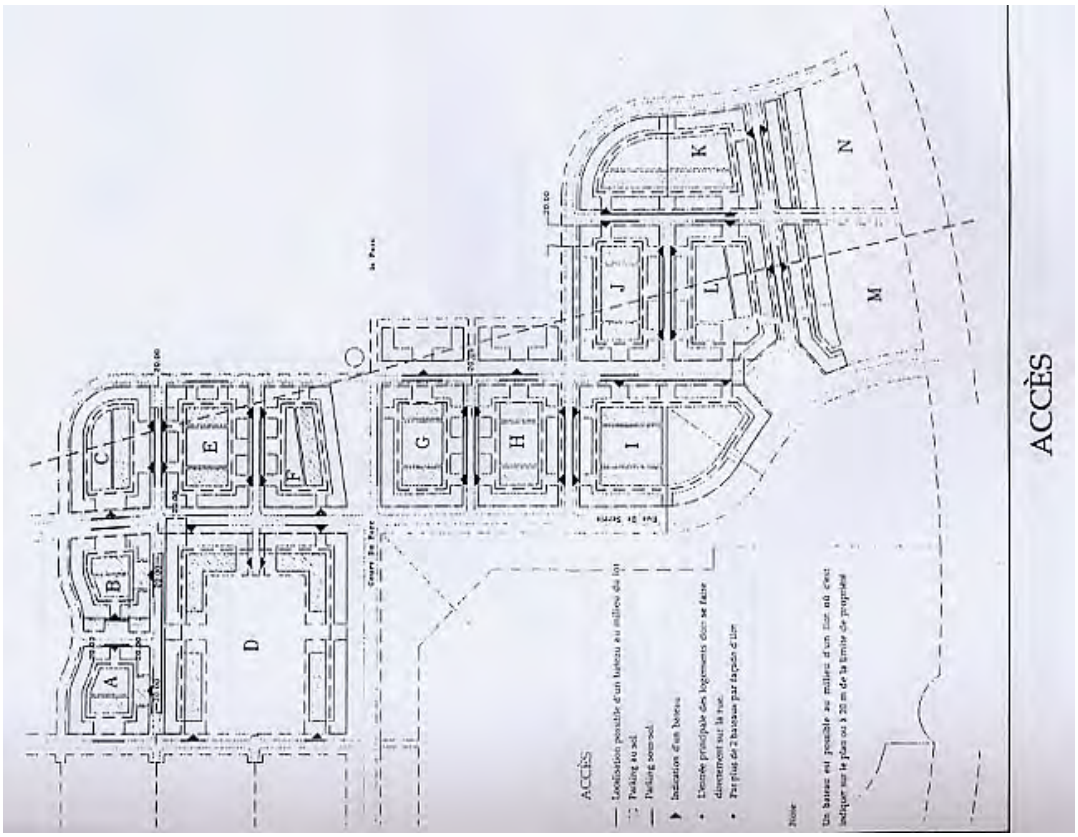
16.1 The Poundbury Building Code is drafted to secure accessibility to all houses, so that they are capable of adaptation to suit the physical needs of people with impaired mobility and wheelchair users, including visitors. It is possible that elements of the adaptation may be undertaken by householders, or that they may wish to add an extension to meet the specific needs of, for example, an elderly relative. The Code requirements for accessibility are reproduced in leaflet D.

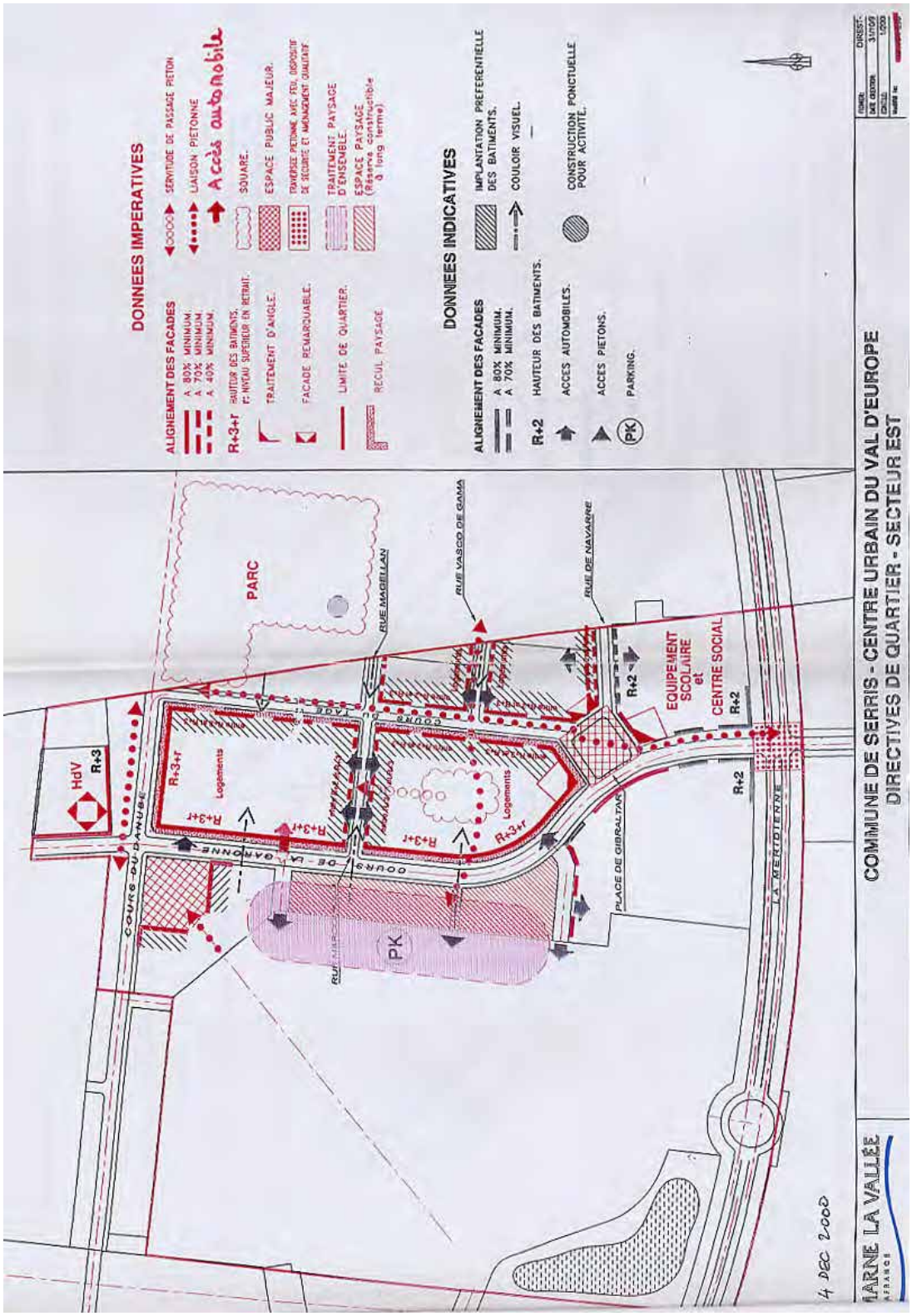
17. Environmental Issues

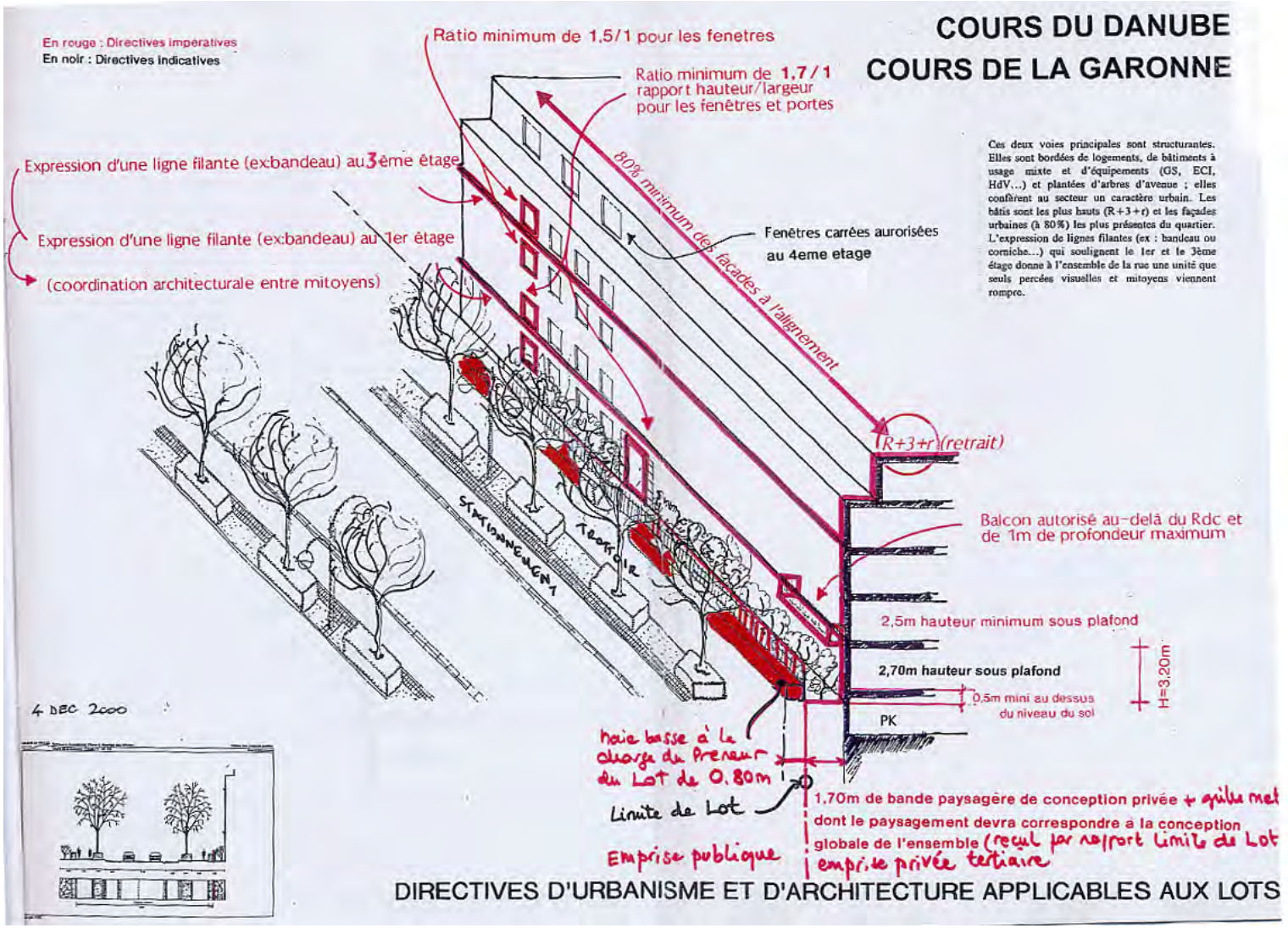
17.1 A building which looks well may still be environmentally unfriendly in other respects, for instance in the materials it is made of or in its profligate energy consumption. The final section of the Poundbury Building Code describes the method which is used to assess the environmental consequences of building design. It is also applicable to alterations and extensions. These may also require the approval of the West Dorset District Council, under the Building Regulations, particularly if alteration to the drainage is involved. The Code require-ments are reproduced in leaflet E.

Extrait des directives du quartier du Parc, Val d'Europe


HAUTEUR DU BÂTI
HAUTEUR DU BÂTI
(maximum)
R+4
R+3
R+2
Elément Remarquable
A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N
Le Parc
Cours Du Parc


ACCÈS
ACCÈS
Localisation possible d'un bateau au milieu de lot
Parking au sol
Parking souterrain
Indication d'un bateau
L'entrée principale des logements doit se faire directement sur la rue.
Par plus de 2 bateaux par façade d'ilot
Note
Un bateau est possible au milieu d'un ilot où il est indiqué sur le plan ou à 20 m de la limite de propriété
A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N
Le Parc
Cours Du Parc


DONNEES IMPERATIVES
ALIGNEMENT DES FACADES
A 80% MINIMUM.
A 70% MINIMUM.
A 40% MINIMUM.
R+3+r HAUTEUR DES BATIMENTS; r= NIVEAU SUPERIEUR EN RETRAIT.
TRAITEMENT D'ANGLE.
FACADE REMARQUABLE.
LIMITE DE QUARTIER.
RECUL PAYSAGE.
SERVITUDE DE PASSAGE PIETON
LIAISON PIETONNE
Accès automobile
SQUARE.
ESPACE PUBLIC MAJEUR.
TRAVERSEE PIETONNE AVEC FEU, DISPOSITIF DE SECURITE ET MARQUAGE QUALITATIF
TRAITEMENT PAYSAGE D'ENSEMBLE.
ESPACE PAYSAGE (Réserve constructible à long terme)
DONNEES INDICATIVES
ALIGNEMENT DES FACADES
A 80% MINIMUM.
A 70% MINIMUM.
R+2 HAUTEUR DES BATIMENTS.
ACCES AUTOMOBILES.
ACCES PIETONS.
PARKING.
IMPLANTATION PREFERENTIELLE DES BATIMENTS.
COULOIR VISUEL.
CONSTRUCTION PONCTUELLE POUR ACTIVITE.
PARC
RUE MAGELLAN
RUE VASCO DE GAMA
RUE DE NAVARRE
PLACE DE GIBRALTAR
LA MERIDIENNE
COURS DE LA GARONNE
Cours du Danube
HdV R+3
Logements
EQUIPEMENT SCOLAIRE et CENTRE SOCIAL
R+2
R+3+r
PK
4 DEC 2000
MARNE LA VALLÉE
COMMUNE DE SERRIS - CENTRE URBAIN DU VAL D'EUROPE
DIRECTIVES DE QUARTIER - SECTEUR EST
DIRECTION DES GESTION DES CHEMINS


En rouge : Directives impératives
En noir : Directives indicatives
COURS DU DANUBE
COURS DE LA GARONNE
Ratio minimum de 1,5/1 pour les fenetres
Ratio minimum de 1,7/1 rapport hauteur/largeur pour les fenêtres et portes
Expression d'une ligne filante (ex:bandeau) au 3ème étage
Expression d'une ligne filante (ex:bandeau) au 1er étage
(coordination architecturale entre mitoyens)
80% minimum des façades à l'alignement
Fenêtres carrées aurorisées au 4eme etage
Ces deux voies principales sont structurantes. Elles sont bordées de logements, de bâtiments à usage mixte et d'équipements (GS, ECI, HdV...) et plantées d'arbres d'avenue ; elles confèrent au secteur un caractère urbain. Les bâtis sont les plus hauts (R+3+r) et les façades urbaines (à 80%) les plus présentes du quartier. L'expression de lignes filantes (ex : bandeau ou corniche...) qui soulignent le 1er et le 3ème étage donne à l'ensemble de la rue une unité que seuls percées visuelles et mitoyens viennent rompre.
R+3+r (retrait)
Balcon autorisé au-delà du Rdc et de 1m de profondeur maximum
2,5m hauteur minimum sous plafond
2,70m hauteur sous plafond
0,5m mini au dessus du niveau du sol
H=3,20m
PK
STATIONNEMENT
TROTTOIR
4 DEC 2000
haie basse à la charge du Preneur en Lot de 0.80m
Limite de Lot
Emprise publique
1,70m de bande paysagère de conception privée + grille met
dont le paysagement devra correspondre à la conception
globale de l'ensemble (recul par rapport limite de Lot
emprise privée tertiaire
DIRECTIVES D'URBANISME ET D'ARCHITECTURE APPLICABLES AUX LOTS

QUARTIER DU PARC

REFERENCES ARCHITECTURALES

ARCHITECTURE NEO-CLASSIQUE PARISIENNE (début 19éme)

PASSAGE DAUPHINE

30 BIS RUE DU PONT DE LODI

RUE ST HYACINTE

RUE STE LAROMIGUIERE

PASSAGE DAUPHINE

RUE FACHOURO ET HONORE

PASSAGE DAUPHINE

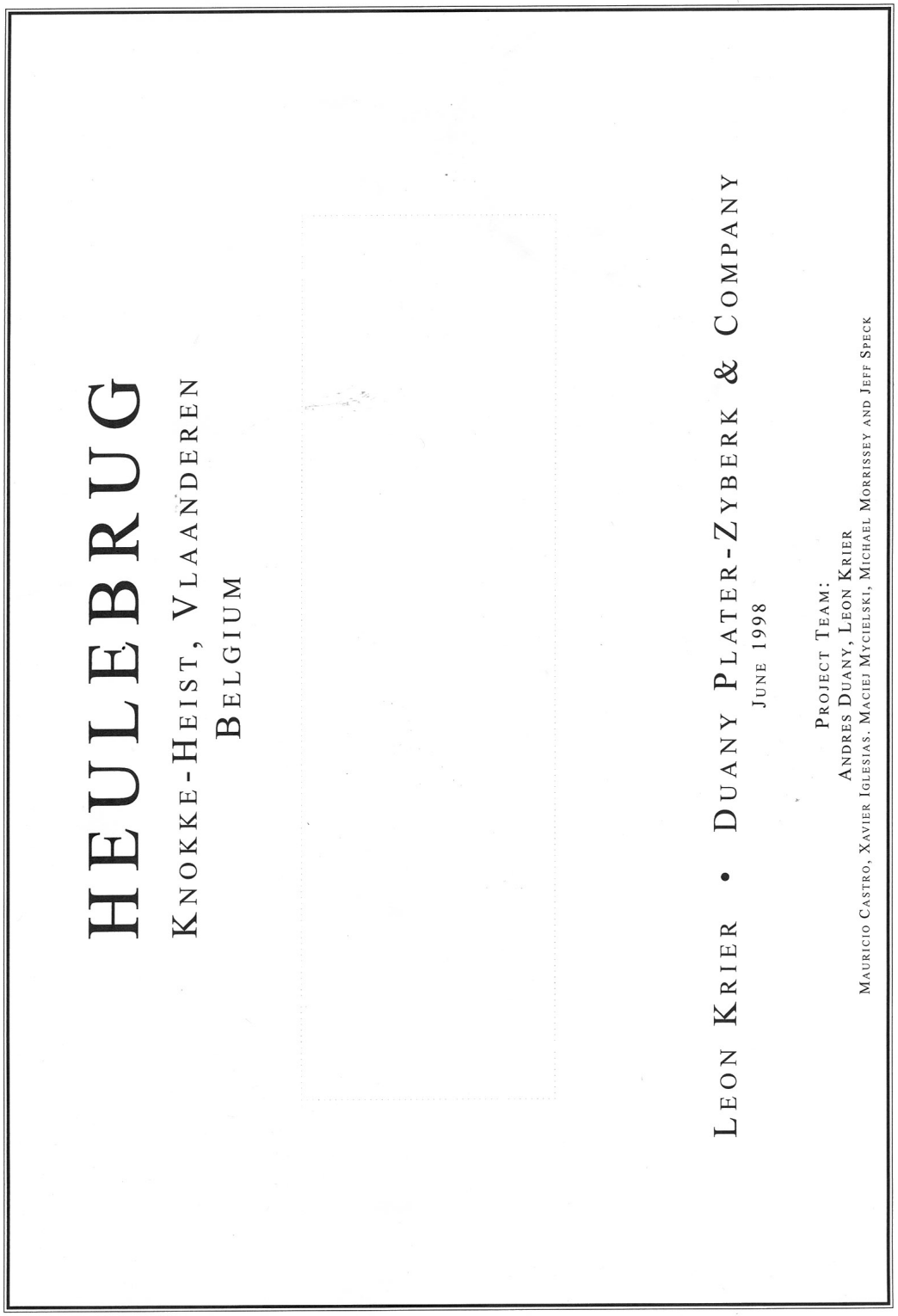
ANGLE DE LA PLACE MARCHE ST HONORE

104 RUE DE VAUGIRARD

Imagineering Disney

August 17, 2000

Extrait des directives de Heulebrug



HEULEBRUG

KNOKKE-HEIST, VLAANDEREN

BELGIUM

LEON KRIER • DUANY PLATER-ZYBERK & COMPANY

JUNE 1998

PROJECT TEAM:

ANDRES DUANY, LEON KRIER

MAURICIO CASTRO, XAVIER IGLESIAS. MACIEJ MYCIELSKI, MICHAEL MORRISSEY AND JEFF SPECK

A MASTER PLAN FOR THE GROWTH OF KNOKKE-HEIST, VLAANDEREN.

The sector of Heulebrug is planned as a coherent neighborhood, seamlessly attached to the city of Knokke-Heist. While it is created in order to satisfy a need for social housing, its organization and composition mirror the traditional urban fabric of Knokke-Heist, and thus it can be understood to be not a housing project but rather a natural extension of the city.

The 25-hectare site is located directly to the south of the Oostwinkel section of Heist, an area of the city used less for seasonal tourism than for the homes and workplaces of year-round residents of moderate means. The site is bounded to the north by the Kijkdorp project, a modernist social housing scheme of the 1960s that demonstrates many of the maintenance and stigmatization problems associated with its type. Just north of Kijkdorp is a railroad station and a track that separates these extensions from the older area of Heist. This rail stop is conveniently located to serve both neighborhoods, although a pedestrian passage through Kijkdorp must be reinforced to better serve Heulebrug residents. To the west of the site is Heist Laan, a major north-south traffic route, and to the south and east of the site is a permanent agricultural reserve. Heulebrug is understood to be the final southern addition to this part of the city.

NEIGHBORHOOD STRUCTURE

The size of the site is a ten-minute walk from east to west. This is the ideal size for a traditionally-organized neighborhood. It's north-south dimension is smaller, which allows the new addition to embrace the Kijkdorp property within its neighborhood structure. As a true neighborhood, Heulebrug has a clear center and edge, supports transit, and contains a range of building uses and resident incomes.

Like the best neighborhoods, Heulebrug has a central plaza located at the convergence of a major north-south and east-west axis. The east-west access extends Breed Vertien road to intersect with Heist Laan at the existing Speleman Sporthall. The north-south axis connects pedestrian access from the railroad station to the greenbelt surrounding the neighborhood. These two axes segment the neighborhood into four quadrants, each with its own secondary square.

SQUARES

The central plaza is the civic and heart of the community. While additional commercial uses are encouraged, the square shall contain from the beginning a small cafe, indispensable as a social condenser for the neighborhood. The construction of this cafe and the recruitment of a suitable operator are considered a part of the infrastructure of the development. The square is surrounded by apartment buildings, the ground floor of which contain the potential for a small market, a post office, and other commercial establishments. As the center of the neighborhood, this plaza is primarily paved, as befits a place of commerce and assembly.

The squares at the center of each quadrant are greener, quieter places designed for the unstructured leisure activities of the neighborhood's population. The different sizes and shapes of these squares encourage a variety of potential uses. The largest, to the east, is ideal for ball-games, dog-running, and other informal sports. A second may have a sandlot and play equipment for small children. A third may be equipped for Petanque, with benches and shaded game tables for senior citizens. Another square — this one located between two quadrants — serves as an outdoor anteroom to the Sporthall. It will be detailed as a paved plaza, ideal for skateboarding and in-line skating, as well as overflow parking.

CIVIC BUILDINGS

While not originally considered a part of the project site, the Sporthall and its fields play a significant role in the neighborhood's organization. In their current configuration, these facilities serve only to isolate Heulebrug from Heist Laan, the only heavily-traveled street in the area. By removing its cheaply-made additions, and re-wrapping itself in a pedestrian-scale sleeve that includes the sportsbar, the Sporthall is transformed into a suitable civic building and a gateway to the neighborhood. Its playing fields are relocated to the north to allow for the major east-west axis of the development to connect with Heist Laan, through a sleeve of new construction. These new buildings announce the presence of the neighborhood to passers-by on Heist Laan. Arriving at the southern edge of Knokke-Heist, they must appropriately slow their vehicles at a traffic-calming roundabout. While it is currently zoned as an industrial buffer, the land to the west of this roundabout would ideally hold new buildings reinforcing the curved edge of the reconfigured roadway. In this way, the road would be flanked by similar uses on both sides, as befits a significant thoroughfare.

This dramatic entry from the west is made possible by a simple land swap with the Sportshall, also public property. In order to best serve pedestrian traffic from within Heulebrug, the main entry of the hall would be relocated to its eastern front, facing the new Sports Plaza.

The second significant civic building is the Tower, located directly on the main square. In the Belgian tradition, this tower marks the center of the community and includes facilities for collective use, such as a meeting hall and a viewing platform. It is carefully located to terminate vistas from many directions, serving as an orienting device for the neighborhood's visitors. If additional funding is necessary to construct this tower, several of the floors can be built as private apartments or offices. A third civic structure is the Eastern Gate, a relatively modest bridge between two apartment buildings that frames the entry of Breed Vertien into the neighborhood. A small circular pavilion is also shown accenting the large eastern green, and one can imagine that additional civic pavilions could eventually adorn Heulebrug's other public spaces.

THE ESPLANADE

Almost one-half of the neighborhood's edge enfronts the agricultural greenbelt of Knokke-Heist. This edge is developed as an esplanade for public strolling, making views of the countryside available to residents of Heulebrug and the neighborhoods to the north, almost like a second coastline. This tree-lined esplanade is raised slightly with the soil that is extracted from a canal to be dug beside it. The canal provides a firm edge to development, as well as a visual feature that reaches as far as the central square. More than simply an aesthetic device, it is planned as a part of the neighborhood's surface storm-drainage system; it flows into the regional canal system to the south of the site.

© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

NARRATIVE

STREETS AND BLOCKS

Heulebrug contains an extensive hierarchy of street types that are distributed throughout the plan based upon the functional and social requirements of each location. The largest streets separate the four neighborhood quadrants; the second-largest streets connect the centers of each quadrant; and the smallest streets handle local traffic within each quadrant. Streets vary in terms of vehicular width, parking provision, landscaping, and curb detailing. More urban streets, with hard curbs and wide sidewalks, predominate in the neighborhood center, while soft-edged roads and drives are most common at the neighborhood edge. As is the case in Knokke-Zoute, pedestrian paths provide a means of passage through the middle of larger blocks.

As in the region's oldest towns and villages — and in contrast to current development practice — streets do not always maintain a constant width along their trajectory. Pavements widen and narrow, as do sidewalks and planting areas. The irregular and inconsistent street geometries in the Master Plan are not a drawing accident, but rather a careful attempt to emulate the idiosyncratic spaces of an traditional neighborhood. While these streets require some extra care in their engineering, they give the neighborhood character and are effective traffic-calming devices. On most of these streets, parking spaces are not marked; as streets widen and narrow, people use common sense to find places to park, resulting in a safer pedestrian environment.

The street system defines blocks that have relatively small perimeters of the sort that enhance pedestrian activity. Their irregular outlines create concave street space, following the tradition of the villages of the region. Most of the blocks have service alleys at the rear, allowing much of the garages and parking lots to be hidden from the streets. This technique allows higher density housing to maintain a traditional appearance while satisfying modern vehicular requirements.

LOTS AND BUILDINGS

The different sizes and types of housing are not segregated throughout the plan as one finds in modern schemes such as Kijkdorp. Apartments and smaller lots tend to be located at the neighborhood center and larger lots tend to be located at the neighborhood edge, but otherwise the platting is quite flexible. While the Master Plan indicates a fixed distribution of lots for illustrative purposes, the ultimate plan will be platted not in lots but in 1.5 meter modules, which can be combined in an infinite number of variations. Lots are purchased as an aggregation of modules, at a size of: 6m, 7.5m, 9m, etc... up to 16.5m. The only exceptions to the modular platting system are at the locations of apartment buildings, which are sited to define the edges of the most significant public spaces, and certain square lots at corners.

Like their lots, single-family buildings are also constructed according to the 1.5m module. The smallest building envisioned is 6m wide, while the largest is 10.5m wide. Based upon the buildings' lot width and disposition, they can be rowhouses, duplexes, or freestanding houses. The Platting System diagram indicates the variety of configurations possible, including a front-access-garage layout, allowed for houses without rear alleys. (A second diagram illustrates the same system as it pertains to a house with a small forecourt.)

THE URBAN AND ARCHITECTURAL STANDARDS

Essential to the successful development of Heulebrug as a new traditional neighborhood are the Urban and Architectural Standards, which control those aspects of private buildings that effect the quality of the public realm. These regulations place buildings on their lots in configurations that reinforce the edges of the neighborhood's streets and squares, while keeping garages and parking lots out of public view. The building materials, roof pitches, window proportions, and architectural detail are all controlled in order to create an environment that is internally consistent and also compatible with the traditional neighborhoods of Knokke-Heist. Since many different architects are expected to participate in the design of the neighborhood, these standards are necessary to ensure a harmonious streetscape.

The Urban and Architectural Regulations vary across two different zoning categories: Neighborhood Center and Neighborhood Edge. As in a village that has grown over time, buildings toward the center are more urban in their disposition and construction, while buildings towards the edge are more rural. Neighborhood Center buildings tend to sit closer to the street, with higher streetwalls, larger windows, more continuous facades, and other qualities that define them as urban. Neighborhood Edge buildings are lower and less formally organized. This distinction can be most clearly witnessed in small towns in the country, such as Damme. The Heulebrug Regulating Plan, to be completed subsequent to the approval of the Master Plan, will assign to each private lot a zoning category of either Neighborhood Center or Neighborhood Edge, in emulation of Damme's transition from urban to rural, from culture to nature.

THE KIJKDORP RETROFIT

An award-winning design in its day, the Kijkdorp social housing scheme is currently recognized as suffering from most of the weaknesses of the modernist housing program. Without enumerating its flaws, it is useful to focus on three problems that point the way towards a possible retrofit of the neighborhood. First, its international style architecture bears no relationship to the architecture of Flanders or Knokke-Heist — as it will bear no relationship to Heulebrug — and thus stigmatizes its residents as plainly different from those people who can afford non-social housing. Second, its false machine-aesthetic has proved to require an inordinate amount of maintenance, such that periodic rebuilding has become expected. Third, the yards and the street-spaces are both poorly defined, such that the former lack privacy and the latter are too wide to provide a successful pedestrian environment.

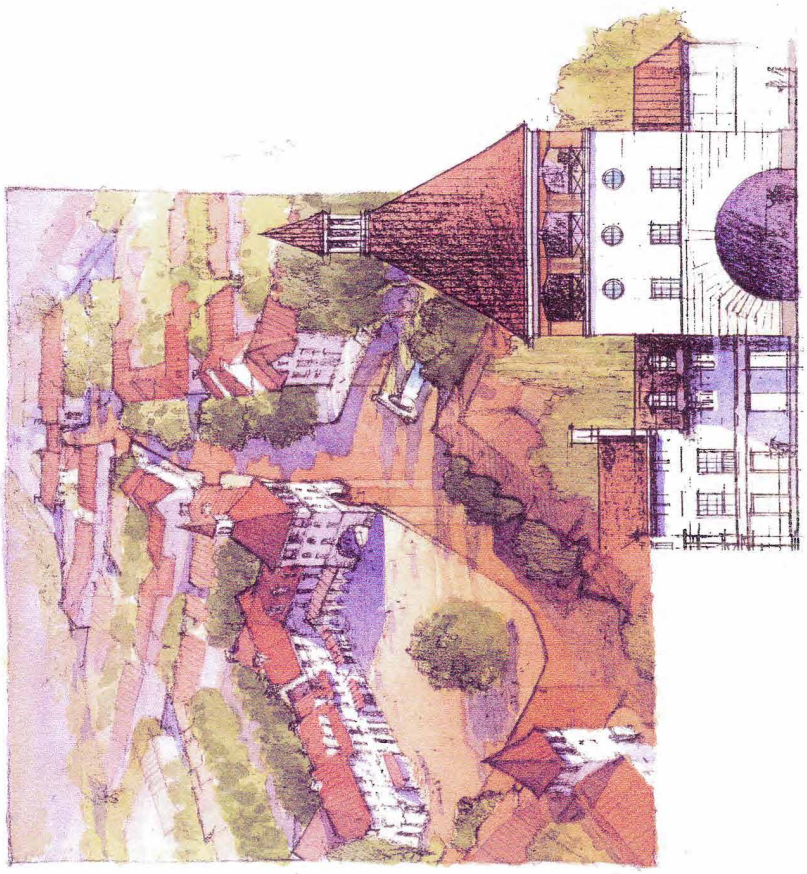
The proposed retrofit anticipates the projects next renovation to propose a new roof and wall system that reflects the local architectural vocabulary. This construction will cost more than a simple repair of the existing structures, but it will greatly reduce the cost of future maintenance, while adding interior space to each unit. To define the yards and the streets, low walls are placed on property lines, and additional buildings are placed against street edges, adding to the project's density. Once complete, this retrofit will help Kijkdorp's residents to feel a part of Heulebrug, the neighborhood to which they will belong.

© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

MASTER PLAN
HEULEBRUG, Knokke-Heist
HEULEBRUG
KNOKKE-HEIST, VLAANDEREN
LEON KRIER • DUANY PLATER-ZYBERK & COMPANY
N
E
S
W
100 M
0 20 40
© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

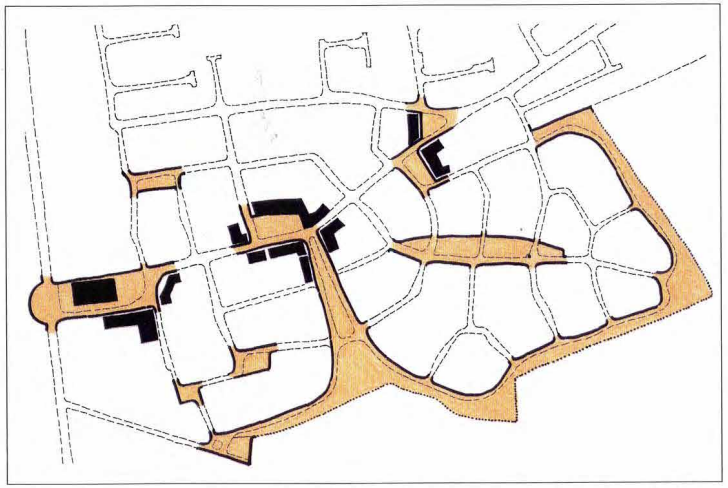
THE CENTRAL PLAZA

HEULEBRUG, Knokke-Heist



© 1998 Disney Pfaus-Zybeck & Company

NEIGHBORHOOD STRUCTURE



PRINCIPAL PUBLIC BUILDINGS AND SPACES

© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

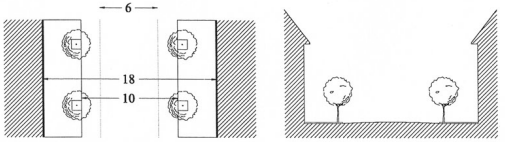
STREET SECTIONS

MORE URBAN

The following dimmensions are minimums:

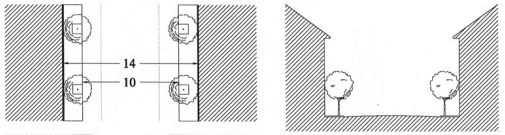
Street (ST 18 / 10)

Parking	2 Sides
Pavement	10 M
Sidewalks	4 M
Planters	1 M
Setback	0 M



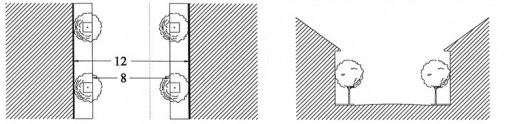
Street (ST 14 / 10)

Parking	2 Sides
Pavement	10 M
Sidewalks	2 M
Planters	1 M
Setback	0 M



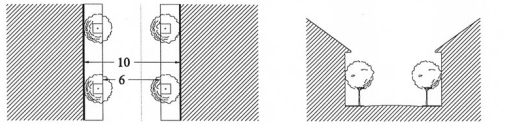
Street (ST 12 / 8)

Parking	1 Side
Pavement	8 M
Sidewalks	2 M
Planters:	1 M
Setback	0 M



Street (ST 10 / 6)

Parking	1 Side
Pavement	6 M
Sidewalks	2 M
Planters:	1 M
Setback	0 M



Street (ST 8 / 4)

Parking:	Intermittent
Pavement:	4 M
Sidewalks:	2 M
Planters:	1 M
Setback	0 M

Street (ST 4 / 4)

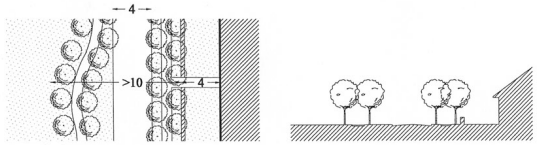
Parking :	None
Pavement:	4 M
Sidewalks:	None
Planters:	None
Setback	0 M

MORE RURAL

The following dimmensions are minimums:

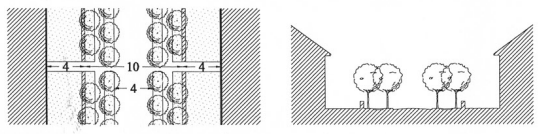
Drive (DR >10 / 4)

Parking:	Intermittent
Pavement:	4 M
Sidewalks:	1 M
Planters	1 M x 2
Setback	4 M



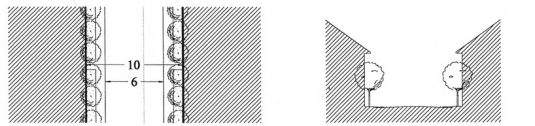
Road (RD 10 / 4)

Parking:	Intermittent
Pavement	4 M
Sidewalks	1 M
Planters	1 M x 2
Setback	4 M



Road (RD 10 / 6)

Parking:	1 Side
Pavement	6 M
Sidewalks	1M
Planters	1 M
Setback	0 M

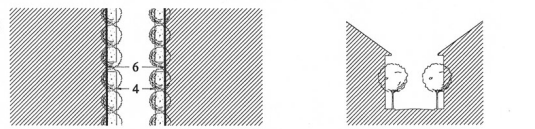


Road (RD 8 / 4)

Parking:	Intermittent
Pavement	4 M
Sidewalks	1 M
Planters	1 M
Setback	0 M

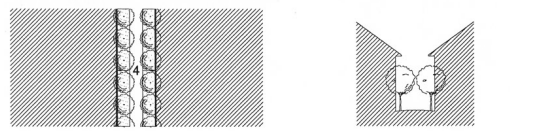
Road (RD 6 / 4)

Parking:	Intermittent
Pavement	4 M
Sidewalks	0 M
Planters:	1 M
Setback:	0 M



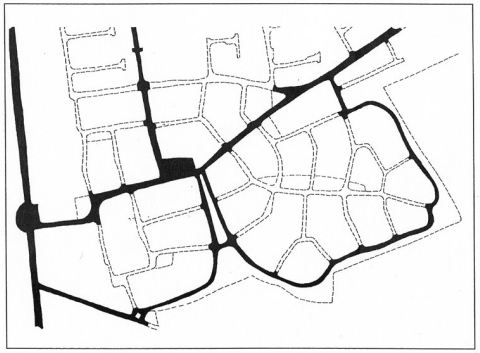
Path (PT 4 / 0)

Parking:	None
Pavement	None
Sidewalks	1.33 M
Planters:	1.33 M
Setback:	0 M



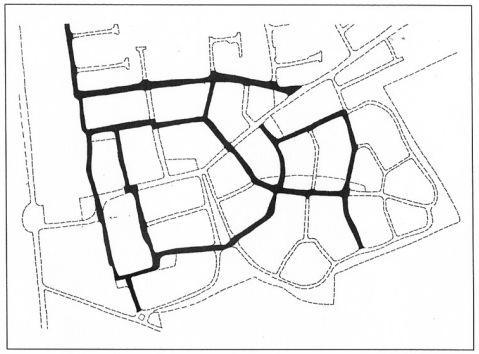
© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

STREET HIERARCHY



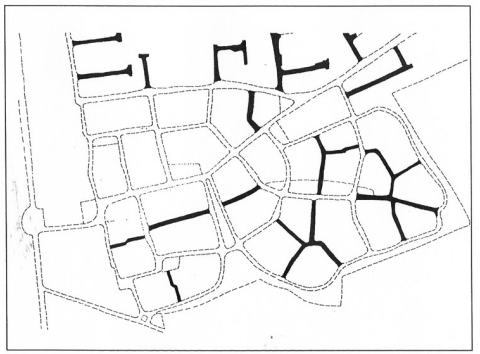
PRINCIPAL STREETS

(ST 18 / 10)
(ST 14 / 10)
(ST 12 / 8)
(DR >10 / 4)
(RD 10 / 6)



SECONDARY STREETS

(ST 12 / 8)
(ST 10 / 6)
(RD 10 / 6)
(RD 10 / 4)
(RD 8 / 4)



TERTIARY STREETS

(ST 10 / 6)
(ST 8 / 4)
(RD 6 / 4)
(RD 4 / 4)
(PT 4 / 0)

© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

HEULEBRUG, Knokke-Heist

URBAN AND ARCHITECTURAL STANDARDS

The Heulebrug Regulations

GENERAL

- The provisions of these Regulations are mandatory when stated as "shall" and optional when stated as "may". Practices not stated within these categories are prohibited except by variance granted by the Heulebrug Planning Committee.
- The prescriptions of these Regulations apply to Center Zones and Edge Zones, as shown on the Regulating Plan. Civic Buildings are not regulated.

DEFINITIONS

Lot Line: The legal boundary lines of a lot.

Frontage Line: A lot line that coincides with a street or public space and is therefore subject to special provisions of the Regulations.

Facade: An elevation of a building that coincides with a street or public space and is therefore subject to special provisions of the Regulations.

Streetwall: A structure that serves to complete the mandatory frontage buildout requirement in the absence of a facade. The design of the streetwall is specified in the Regulations.

General

- The Heulebrug Code consists of these Architectural Regulations together with the Regulating Plan.
- The Code shall govern the design and construction of all private buildings in Heulebrug.
- The Code shall be administered by the Heulebrug Planning Committee (H.P.C.), an organization comprising representatives from the of the A.R.O.H.M. the W.I.T.A.B. (etc) and an architect appointed by the Mayor of Knokke-Heist. The H.P.C. shall be chaired by the Mayor or his/her appointed representative.
- All plans for buildings and subsequent additions shall be approved by the Heulebrug Committee for compliance with the Code. Civic buildings are not subject to the Code, but shall be approved at the discretion of the H.P.C.
- When the Code is in conflict with other codes, laws, standards and regulations, the interpretation of the H. P.C. shall govern.
- Variances to the Code may be granted by the H.P.C. on the basis of hardship created by the configuration of the lot and / or the neighboring buildings.
- The H.P.C. reserves the right to adjust the Code at its discretion.

Frontages

CENTER	EDGE
• Buildings shall have their facades built directly on the frontage line along a minimum of 80% of the lot width. The rest of the frontage line shall be completed by a streetwall or wood gate.	• Buildings shall have their facades directly on the frontage line along a minimum of 40% of the lot width. The rest of the frontage shall be completed by a streetwall or wood gate.
• Attached dwellings, including duplexes, shall be designed as a single coherent facade. No more than eight dwellings shall be attached as a single facade except when grouped into an apartment house.	• Attached dwellings, including duplexes, shall be designed as a single coherent facade. No more than four dwellings shall be attached as a single facade.
• Buildings at the corner of blocks shall develop their flankage as facades to include the entrance.	• Buildings at the corner of blocks shall develop their flankage as facades.
• Garages and parking lots shall be located entirely behind the principal building and entered from a rear alley.	• Garages and parking shall be located a minimum of 6 m behind the facade. Buildings with rear-alley access must access all parking via the alley

Heights

CENTER	EDGE
• Buildings shall be a maximum height of 10 m to the uppermost floor level, except at designated locations on the Regulating Plan where a minimum number of floors shall be required.	• Buildings shall be a maximum height of 7 m to the uppermost floor, except at designated locations on the Regulating Plan where a minimum number of floors shall be required.
• The ground floor ceiling height shall be a minimum of 2.70 m. Other floors shall be a minimum of 2.50 m.	• The ceiling height of the ground floor shall be a minimum off 2.50 m.
• The ground floor level at the frontage shall be raised a minimum of 30 cm from grade.	• The ground floor level at the frontage shall be raised a minimum of 15 cm from grade.

Roofs

CENTER	EDGE
• Roofs shall be pitched symmetrically and shall take the form of triangular gables, true mansards, stepped gables, or sheds. Dormers shall take the form of gables, hips or sheds.	• Roofs shall be pitched symmetrically and shall take the form of triangular gables, half-gables, stepped gables, or sheds. Dormers shall take the form of gables, hips or sheds.
• Roofs shall be made of clay tiles in the flat, single lock or double-S pattern. Corner tile shall not overlap the eave. Skylights are prohibited.	• Roofs shall be made of clay tiles in the flat, single lock or double-S pattern. Corner tile shall not overlap the eave. Skylights are prohibited.
• Roof tile shall be the natural clay color within the range of orange-red to red-brown.	• Roof tile shall be the natural clay color within the range of orange-red to red-brown.
• Eaves shall be flush within the wall or, if overlapping the wall, showing the unboxed rafter ends. Barge boards at gables are prohibited.	• Eaves shall be flush within the wall or, if overlapping the wall, showing the unboxed rafter ends. Barge boards at gables are prohibited.
• The slope of the principal roof shall be between 50° and 60° from the horizontal. The slope of an ancillary structure, including a dormer shall be no less than 30°.	• The slope of the principal roof shall be between 50° and 60° from the horizontal. The slope of an ancillary structure including a dormer shall be no less than 30°. The angle of the slope may decrease at a break point within 1/4 and 1/6 the distance from the eave. Four sided hip roofs shall be two different slopes, with the smaller sides steeper than the larger sides.
• Buildings shall show the roof slope to the street frontage, except at designated locations (marked > on the Regulating Plan) where the building shall turn the gable to the front.	• Buildings shall show the roof slope to the street frontage, except at designated locations (marked > on the Regulating Plan) where the building shall turn the gable to the front.

Walls

CENTER	EDGE
• Walls shall be made of clay brick or stucco. Cast stone and stone trim is permitted at the stoop and the surround of the principal doors.	• Walls shall be made of clay brick, stucco, or wood boards. Cast stone and stone trim is permitted at the stoop and the surround of the principal doors.
• Streetwalls shall be made of brick and a minimum of 1.8 m high except that gateways may be any height and roofed.	• Streetwalls shall be made brick or painted wood boards between 1 m and 2.1 m high. Streetwalls may also consist of trimmed hedges.
• Civic buildings shall be made of unpainted brick and/or stone.	• Civic buildings shall be made of unpainted brick and/or stone.
• Wood at walls shall be boards a minimum of 15 cm wide and painted any dark gloss color.	• Wood at walls shall be boards a minimum of 15 cm wide and painted any dark gloss color.
• Brick walls and streetwalls may be painted white with the base courses painted or tarred black or remaining unpainted.	• Brick walls or street walls shall be painted white with the base courses painted or tarred black or remaining unpainted.

Openings

CENTER	EDGE
• The ratio of void to solid on a building facade shall not exceed 50%.	• The ratio of void to solid on a building facade shall not exceed 35%.
• Windows, porches, loggias and other openings shall be rectangles, vertically proportioned between 1:1.6 and 1:3.2. Openings may also be round and oval in form. Full arches and keystones shall be reserved for civic buildings.	• Windows, porches, loggias and other openings shall be rectangles, vertically proportioned between 1:1.6 and 1:3:2. Arches and keystones shall be reserved for civic buildings.
• Windows may be equipped with operable shutters sized to their corresponding openings. Rolldown shutters are not permitted.	• Windows may be equipped with operable shutters sized to their corresponding openings. Rolldown shutters are not permitted.
• Windows and glass doors shall have a surface-mounted muntin pattern of square or vertical proportion. The proportion of the pattern shall be identical throughout all the windows and doors of each building.	• Windows and glass doors shall have a surface-mounted muntin pattern of square or vertical proportion. The proportion of the pattern shall be identical throughout all the windows and doors of each building.
• Windows shall be double hung or casement operation. Fixed windows shall be framed in a manner similar to operable windows.	• Windows shall be double hung or casement operation. Fixed windows shall be framed in a manner similar to operable windows.
• Entry doors, garage doors and shutters shall be made of solid wood planks and painted a dark gloss color.	• Entry doors, garage doors and shutters shall be made of solid wood planks and painted a dark gloss color.
• Window sills shall be articulated by stone or a double row of flat tile overlapping the window opening a minimum of 8 cm.	• Window sills shall be articulated by stone or a double row of flat tile overlapping the window opening a minimum of 8 cm.
• Window headers may be expressed as stone or wood, a minimum of three brick courses high. Or they shall be expressed as flat arches of centroidal geometry.	• Window headers may be expressed as stone or wood, a minimum of three brick courses high. Or they shall be expressed as arches or flat arches of centroidal geometry.

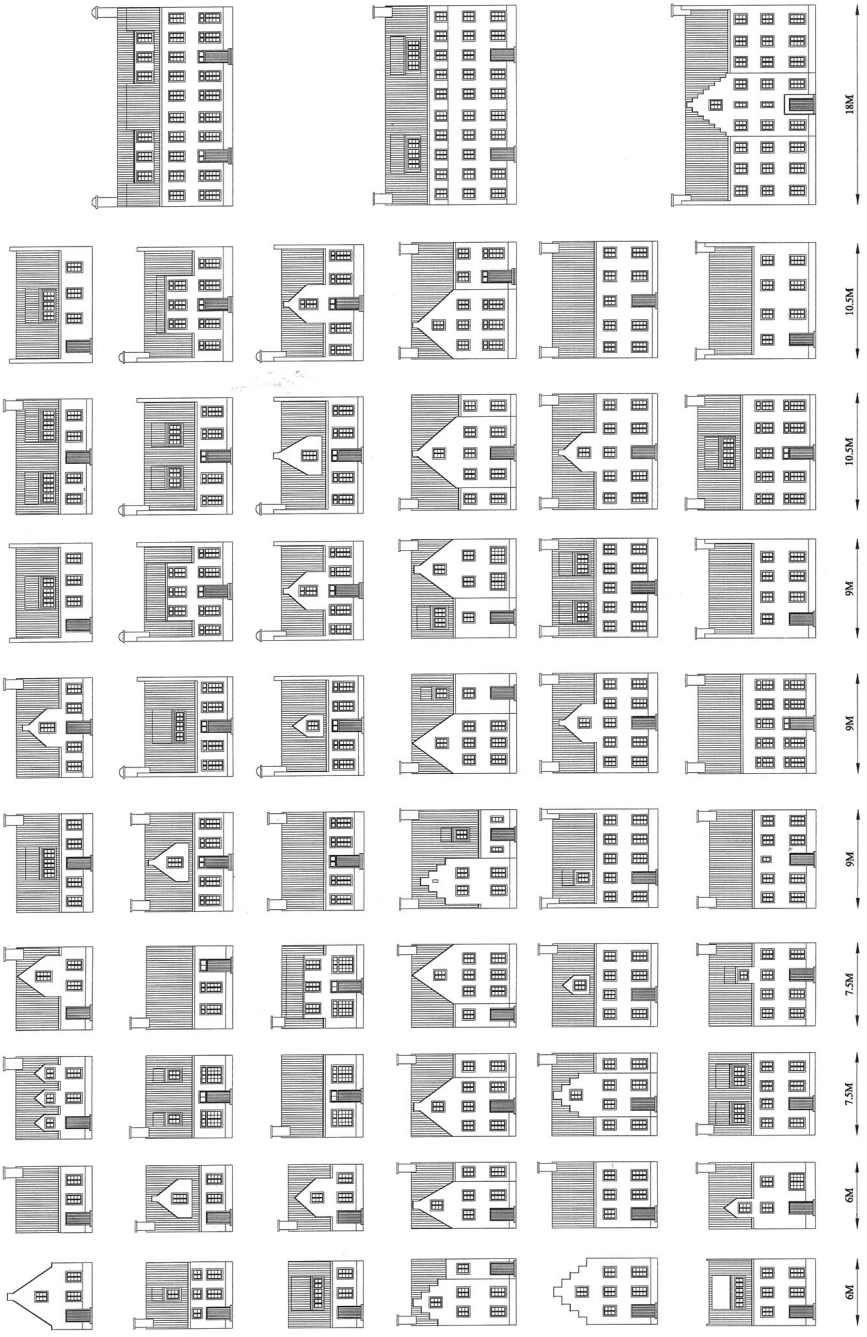
Elements

CENTER	EDGE
• Horizontal gutters, if provided, shall be half-round in section and in one of these configurations: unsupported, supported on two rows of corbelled brick, or contained within a box supported on brackets (see detail illustrations). Vertical gutters shall be round in section. Gutters and flashing shall be copper of galvanized metal.	• Horizontal gutters shall be half-round in section. Vertical gutters shall be round in section.
• Posts and columns at porches and loggias shall be solid wood, a minimum of 20cm in each dimension. Balconies, balusters, and rails shall be in wood.	• Posts and columns at porches and loggias shall be solid wood, a minimum of 20cm in each dimension. Balconies, balusters and rails shall be in wood
• Any cantilever shall be supported by visible brackets made of wood or metal. Awnings shall be metal frames hanging a rectangular canvas with open sides.	• Any cantilever shall be supported by visible brackets made of wood or metal. Awnings shall be metal frames hanging a rectangular canvas with open sides.
• Metal columns, balconies, balusters, rails and canopies made shall be restricted to Civic buildings.	• Metal columns, balconies, balusters, rails and canopies shall be restricted to Civic buildings.
• Commercial signs shall be painted directly onto the building facade in gloss black lettering. Smaller signs integrated into wooden walls and awnings may be lettered in white. Signs shall be no more than 40 cm high by any length.	• Commercial signs are not permitted.
• Chimneys shall be a minimum of 70cm x 70cm in plan. Chimneys shall be capped by overlapping brick courses or a stone cap. The flue opening may be covered by vaulted clay tiles. (See detail illustrations).	• Chimneys shall be a minimum of 70cm x 70cm in plan. Chimneys shall be terminated by a overlapping brick courses or a stone cap. The flue opening may be covered by vaulted clay tiles. (See detail illustrations).
• Paths shall be clay brick or crushed granite.	• Paths shall be crushed granite.

© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

TYPICAL ELEVATIONS

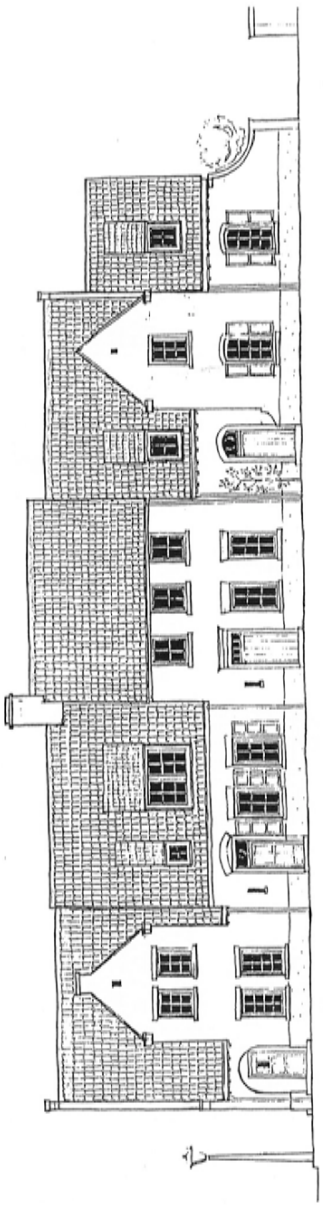
HEULEBRUG, Knokke-Heist

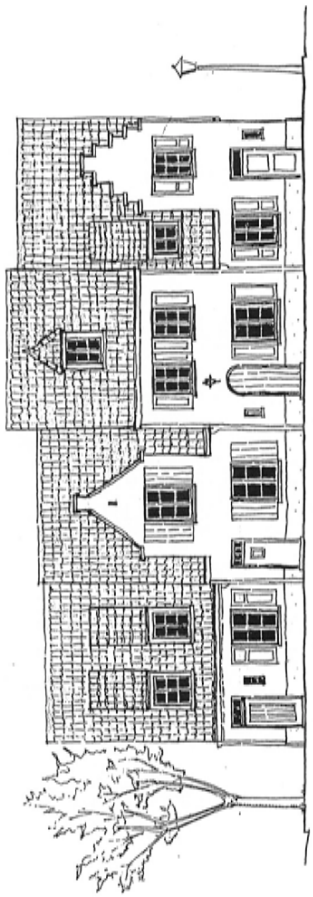


© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

STREET ELEVATIONS

HEULEBRUG, Knokke-Heist

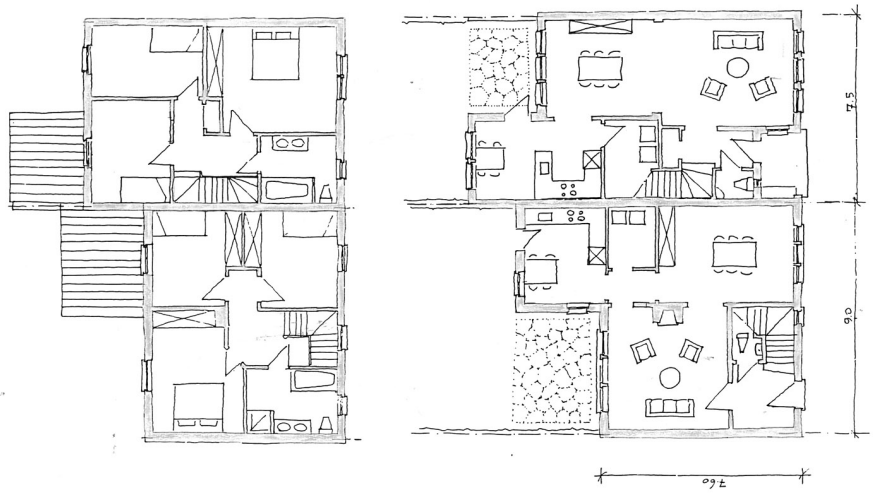


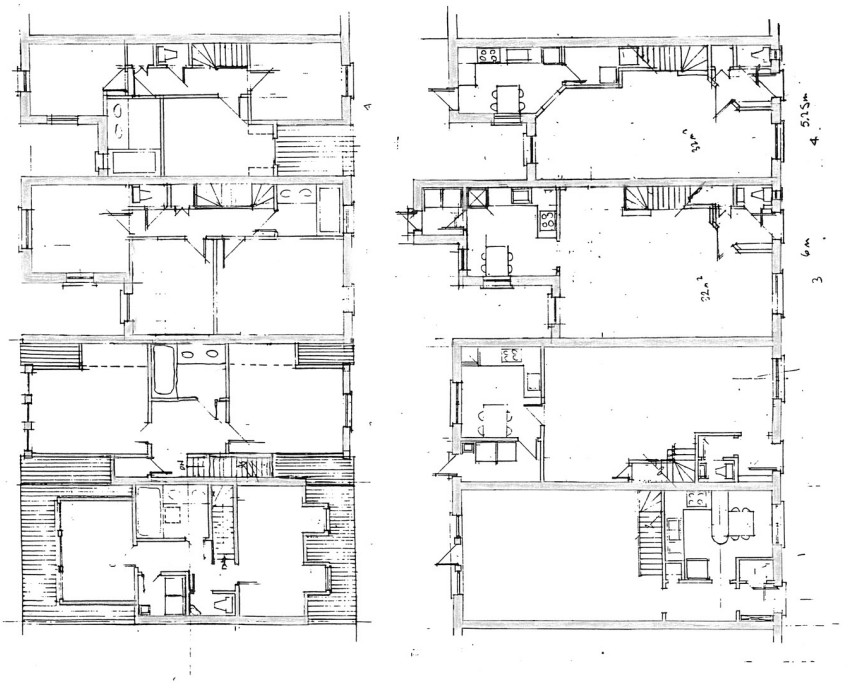


© 1968 Dutch Pharm Zytbeck & Company

UNIT STUDIES

HEULEBRUG, Knokke-Heist

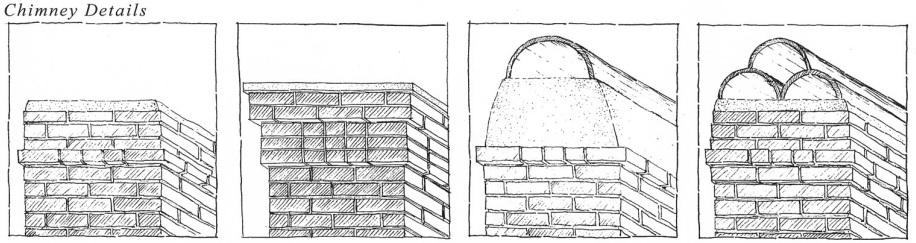




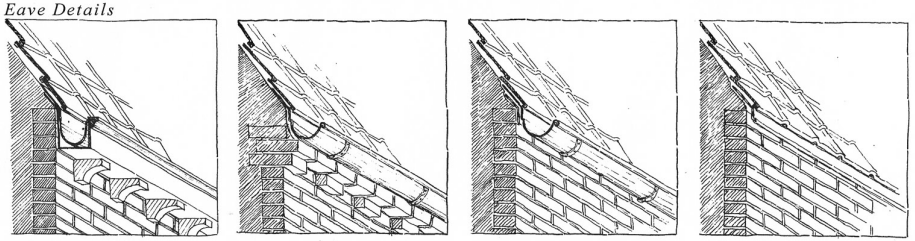
© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

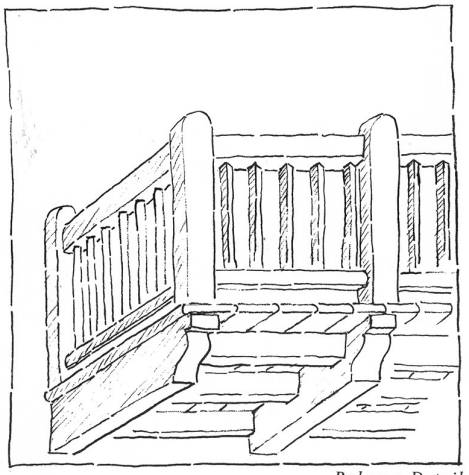
DETAIL ILLUSTRATIONS

Chimney Details



Eave Details





Balcony Detail

© 1998 Duany Plater-Zyberk & Company

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

Rectorat
Fbg du Lac 5a
2000 Neuchâtel
Tel +41 32 718 10 20
messagerie.rectorat@unine.ch

Déclaration sur l'honneur*

Par la présente, j'affirme avoir pris connaissance des documents d'information et de prévention du plagiat émis par l'Université de Neuchâtel et m'être renseigné-e correctement sur les techniques de citation.

J'atteste par ailleurs que le travail rendu est le fruit de ma réflexion personnelle et a été rédigé de manière autonome.

Je certifie que toute formulation, idée, recherche, raisonnement, analyse ou autre création empruntée à un tiers est correctement et consciencieusement mentionnée comme telle, de manière claire et transparente, de sorte que la source en soit immédiatement reconnaissable, dans le respect des droits d'auteur et des techniques de citations.

Je suis conscient-e que le fait de ne pas citer une source ou de ne pas la citer clairement, correctement et complètement est constitutif de plagiat.

Je prends note que le plagiat est considéré comme une faute grave au sein de l'Université. J'ai pris connaissance des risques de sanctions administratives et disciplinaires encourues en cas de plagiat (pouvant aller jusqu'au renvoi de l'université).

Je suis informé-e qu'en cas de plagiat, le dossier sera automatiquement transmis au rectorat.

Au vu de ce qui précède, **je déclare sur l'honneur ne pas avoir eu recours au plagiat ou à toute autre forme de fraude.**

Nom : DUPUIS

Prénom : BLAISE

Cursus : DOCTORAT

Faculté d'inscription : LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

Lieu et date : NEUCHÂTEL 15 NOVEMBRE 2017

Signature : LN

****

Ce formulaire doit être dûment rempli par tout étudiant ou toute étudiante rédigeant un travail substantiel (notamment un mémoire de bachelor ou de master) ou une thèse de doctorat. Il doit accompagner chaque travail remis au professeur ou à la professeure.

*Formulaire largement inspiré de la Directive de la direction 0.3 bis, intitulée Formulaire Code de déontologie en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses, de l'Université de Lausanne, du 23 avril 2007 et adapté aux besoins de l'Université de Neuchâtel.